

AD. L. // L'AFFAIRE DREYFUS //

Le Procès Dautriche



COMPTÉ-RENDU STÉNOGRAPHIQUE

in-extenso

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

17, Rue Cujas, 17

1905



LAFFAIRE DREYFUS

LE PROCÈS DAUTRICHE

80-L 657
1886

DEUXIÈME CONSEIL DE GUERRE DE PARIS

LE PROCÈS DAUTRICHE



PREMIERE AUDIENCE

25 octobre 1904.

La séance est ouverte à 8 heures, sous la présidence de M. le général Bertin.

M. LE PRÉSIDENT. — Huissier, voulez-vous introduire les accusés...

Les accusés prennent place à leur banc.

LA NOMINATION DES JUGES

M. LE PRÉSIDENT. — Greffier, voulez-vous donner lecture de la nomination des juges.

Le greffier donne lecture de l'ordre de nomination ainsi conçu :

En vertu de l'article 10 du code de justice militaire, le 2^e Conseil de guerre de Paris appelé à statuer sur les poursuites dirigées contre MM. Dautriche, officier d'administration de 1^{re} classe des services d'état-major et du recrutement ; Rollin, lieutenant-colonel breveté, commandant le groupe des bataillons de zouaves du gouvernement militaire de Paris ; François, capitaine d'infanterie breveté, officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie ; Mareschal, capitaine d'infanterie breveté, à l'état-major de la 39^e division d'infanterie, sera composé ainsi qu'il suit :

Président : M. le général Bertin, commandant la brigade d'artillerie coloniale.

Juges : MM. le colonel Lheritier, commandant le 1^{er} régiment du

génie ; le colonel Oudard, commandant le 22^e régiment d'artillerie ; le colonel Lanrezac, commandant le 119^e régiment d'infanterie ; le colonel Legrand, commandant le 5^e régiment du Génie ; le lieutenant-colonel Goetzmann, du 13^e régiment d'artillerie ; le lieutenant-colonel Lavoisot, du 21^e régiment d'infanterie coloniale.

En outre, et par application du même article, M. le général Lachouque, commandant la 11^e brigade d'infanterie, est nommé président suppléant audit Conseil.

Cet officier général prendra connaissance du dossier de procédure dans les mêmes conditions que le président.

MM. le colonel Poline, commandant le 104^e régiment d'infanterie ; le colonel Dennery, commandant le 128^e régiment d'infanterie ; le lieutenant-colonel Bouisson, directeur de l'artillerie, à Vincennes, sont nommés juges-suppléants dudit Conseil de guerre et assisteront aux débats dans les mêmes conditions que les juges ordinaires.

Le présent ordre annule et remplace l'ordre n^o 112 du 8 octobre courant.

Au Quartier Général à Paris,
Le 13 octobre 1904.

Le Gouverneur militaire de Paris,
Signé : DESSIRIER.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez donner lecture du précédent ordre de nomination des juges.

Le Greffier donne lecture de ce document.

En vertu de l'article 10 du Code de justice militaire, le 2^e Conseil de guerre de Paris, appelé à statuer sur les poursuites dirigées contre :

MM. Dautriche, officier d'administration de 1^{re} classe des services d'état-major et du recrutement ; Rollin, lieutenant-colonel breveté, commandant le groupe des bataillons de zouaves du gouvernement militaire de Paris ; François, capitaine d'infanterie breveté, officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie ; Mareschal, capitaine d'infanterie breveté, à l'état-major de la 39^e division d'infanterie, sera composé ainsi qu'il suit :

Président: M. le général Bertin, commandant la brigade d'artillerie coloniale.

Juges : MM. le colonel Poline, commandant le 104^e régiment d'infanterie ; le colonel Mayer-Samuel, commandant le 12^e régiment d'artillerie ; le colonel Heumann, commandant le 89^e régiment d'infanterie ; le colonel Dennery, commandant le 128^e régiment d'infanterie ; le lieutenant-colonel Goetzmann, au 13^e régiment d'artillerie ; le lieutenant-colonel Bon, au 12^e régiment d'artillerie.

En outre, et par application du même article, M. le général

Lachouque, commandant la 11^e brigade d'infanterie, est nommé président-suppléant audit Conseil.

Cet officier général prendra connaissance du dossier de procédure dans les mêmes conditions que le président ; M. le colonel Leguay, commandant le 120^e régiment d'infanterie ; le colonel Barrau, commandant le 13^e régiment d'artillerie ; le lieutenant-colonel Lamolle, du 23^e régiment d'infanterie coloniale, sont nommés juges-suppléants au dit Conseil de guerre et assisteront aux débats dans les mêmes conditions que les juges ordinaires.

Au Quartier Général à Paris,
le 8 octobre 1904.

Le Gouverneur militaire de Paris,
Signé : DESSIRIER.

Le ministre de la Guerre :

Vu les tableaux établis en exécution de l'article 19 du code de justice militaire ;

Vu la liste ci-jointe des officiers désignés le 8 octobre par le Gouverneur de Paris pour siéger dans l'affaire Dautriche et consorts ;

Considérant qu'aux termes de l'article 19 précité et de l'instruction du 28 juillet 1857, on doit faire concourir pour la formation des tableaux tous les officiers de la circonscription reconnus aptes dont la résidence permet la prompte convocation, formule dans laquelle il faut évidemment comprendre les officiers qui, bien que casernés extra-muros, ont, pour se rendre au Conseil, les mêmes facilités que ceux de Paris ou des communes suburbaines ;

Que, pour se conformer à ces principes rappelés dans la lettre ministérielle du 21 juillet dernier, le général gouverneur a, le 25 du même mois, introduit dans les tableaux les officiers des corps de troupes stationnés à Vincennes, St-Denis, Courbevoie et St-Cloud ; mais que ceux de la garnison de Versailles y ont été omis, bien que les moyens actuels de transport leur donnent des facilités tout au moins égales ;

Que, si le commandant de la circonscription est seul juge des cas d'empêchement individuels, il ne peut, sans des motifs graves qui ne sont pas allégués dans l'espèce, soustraire aux fonctions judiciaires une collectivité aussi importante ;

Considérant d'autre part que la désignation des membres du Conseil de guerre spécial s'est faite, dans chaque grade, en partant de l'officier qui avait siégé le dernier ; — que ce mode de procéder est contraire aux prescriptions de l'article 19 qui, pour la désignation de chaque officier, ne tient compte que de deux éléments, savoir : 1^o la date de sa dernière convocation ; 2^o son rang absolu d'inscription sur le tableau (c'est-à-dire son rang d'ancienneté) et non la place qu'il y occupe relativement aux officiers ayant déjà siégé ;

— que c'est ainsi qu'il est procédé pour les Conseils d'enquête, ainsi que le spécifie l'instruction ministérielle du 8 novembre 1903 (art. 4, 7^e alinéa et renvoi n^o 4) ;

Considérant que le ministre de la Guerre, chef supérieur de la justice militaire, a le droit et le devoir de prévenir toute irrégularité susceptible de faire l'objet d'un recours en révision ;

Requiert le général gouverneur de Paris de former d'après les principes ci-dessus rappelés le Conseil de guerre spécialement convoqué pour juger le lieutenant-colonel Rollin et ses co-accusés.

Signé : Général L. ANDRÉ.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — M. le Président, je demanderai que les sténographes soient admis à prêter le serment.

M. LE PRÉSIDENT (*aux sténographes*). — Vous jurez de recueillir par la sténographie et de reproduire fidèlement les débats du Conseil de guerre.

Prêtent serment : MM. Bluet, Fernand Corcos, Raoul Corcos, Decaisne, Galliard, Harang, Havette, Jung, Rouquier et Ruault.

M. LE PRÉSIDENT. — Lieutenant-colonel Rollin, quels sont vos noms et prénoms ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Rollin (Nicolas-Paul-Ferdinand-Albert).

M. LE PRÉSIDENT. — Votre âge ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — 52 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre grade ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Lieutenant-colonel, commandant les zouaves de Paris, à Vincennes.

M. LE PRÉSIDENT. — A quel corps appartenez-vous ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Au premier zouaves.

M. LE PRÉSIDENT. — Soyez attentif à la lecture des pièces qui vont vous être lues.

Capitaine Mareschal, quels sont vos noms et prénoms ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Mareschal (Paul-Henri).

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre âge ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — 38 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre domicile ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Toul.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre grade ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Capitaine.

M. LE PRÉSIDENT. — A quel corps appartenez-vous ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — A l'état-major de la 39^e division.

M. LE PRÉSIDENT. — Soyez attentif à la lecture des pièces qui vont vous être lues.

Capitaine François, quels sont vos noms et prénoms ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — François (Marcellin-Marie-Simon-Emile), 40 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre lieu de naissance ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Valence-sur-Rhône.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre grade ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Capitaine, officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie.

M. LE PRÉSIDENT. — Soyez attentif à la lecture des pièces qui vont vous être lues.

Capitaine Dautriche, quels sont vos noms, prénoms ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Dautriche (Edouard), 51 ans, né à M... (Haute-Saône), demeurant à Paris.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est votre grade ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Officier d'administration de première classe à l'état-major de l'armée.

M. LE PRÉSIDENT. — Greffier, voulez-vous donner lecture de l'ordre de mise en jugement.

Le greffier donne lecture de ce document.

ORDRE DE MISE EN JUGEMENT

Le Gouverneur militaire de Paris,

Vu la procédure instruite contre

MM. Dautriche, Edouard, officier d'administration de 1^{re} classe des services d'état-major et du recrutement, employé à l'état-major de l'armée ;

Rollin, Nicolas-Paul-Ferdinand-Albert, lieutenant-colonel, breveté, commandant le groupe des bataillons de zouaves du gouvernement militaire de Paris ;

François, Marcellin, capitaine d'infanterie, breveté, officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie ;

Mareschal, Henri, capitaine d'infanterie, breveté, à l'état-major de la 39^e division d'infanterie ;

Vu le rapport et l'avis de M. le rapporteur et les conclusions de M. le commissaire du gouvernement, tendant à une ordonnance de non-lieu ;

Attendu qu'il existe contre MM. Dautriche, Rollin, François et Mareschal, prévention suffisamment établie :

1° Dautriche : d'avoir, à Paris, commis un faux en matière d'administration militaire, en faisant, en 1899, postérieurement au 16 août, sur les registres de comptabilité qu'il était chargé de tenir, des grattages, surcharges, interlignes et additions, dans l'intention de dissimuler un vol de deniers commis le 16 août 1899 au préjudice de l'Etat, par Rollin, François et Mareschal, et en faisant le 16 ou 17 mai 1904, sur un registre de comptabilité, un grattage et une addition, dans l'intention de faire concorder ses écritures avec les irrégularités commises en 1899;

Crime prévu et réprimé par l'article 257 du code de justice militaire;

2° Rollin : d'avoir, en août 1899, soustrait frauduleusement une somme d'environ vingt mille francs appartenant à l'Etat, conjointement avec François et Mareschal;

3° François : d'avoir, en août 1899, soustrait frauduleusement une somme d'environ vingt mille francs, appartenant à l'Etat, conjointement avec Rollin et Mareschal;

4° Mareschal : d'avoir, en août 1899, soustrait frauduleusement une somme d'environ vingt mille francs appartenant à l'Etat, conjointement avec Rollin et François;

Crimes prévus et réprimés par l'article 248 du code de justice militaire.

Vu les articles 108 et 111 du code de justice militaire;

Ordonne la mise en jugement de MM. Dautriche, Rollin, François et Mareschal, sus-qualifiés;

Ordonne, en outre, que le Conseil de guerre appelé à statuer sur les faits imputés aux dits Dautriche, Rollin, François et Mareschal, sera convoqué pour le 25 octobre 1904 à 8 heures du matin;

Et que les accusés, actuellement en liberté provisoire, seront écroués à la prison militaire du Cherche-Midi, aussitôt après la notification du présent ordre.

Fait au Quartier Général à Paris,
le 8 octobre 1904.

Le gouverneur militaire de Paris,
Signé : DESSIRIER.

APPEL DES TÉMOINS

Il est procédé ensuite à l'appel des témoins cités à la requête du Ministère public.

A l'appel du nom du capitaine Godard, M. le Commissaire

du Gouvernement donne lecture d'une lettre écrite par le témoin et ainsi conçue :

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'à la suite d'un accident qui m'est survenu hier 24 octobre, je suis malade à la chambre et dans l'impossibilité matérielle de me conformer à l'assignation comme témoin dans l'affaire Dautriche et consorts que vous m'avez adressée le 10 courant. Je joins à la présente lettre un certificat établi par M. le médecin major Alverne, de la section du service de santé, à défaut du médecin major Dammartin chargé du service sanitaire du personnel du Ministère, qui se trouvait en permission.

Ce certificat constate qu'il y a fracture, laquelle met le commandant Godard dans l'impossibilité de se lever pendant plusieurs semaines.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous des observations à présenter ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Le Commandant Godard a fait une déposition qui n'est pas d'un grand intérêt, et, d'ailleurs, elle est au dossier.

M. le Greffier continue l'appel des témoins, et à l'appel du nom du commandant Picart, cité à la requête de la défense, M^e Auffray dit qu'il a reçu du commandant Picart une lettre dans laquelle celui-ci demande à ne pas répondre ce matin à l'appel de son nom pour raisons de famille.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'observation ?... Continuez l'appel.

A l'appel du nom de Mme Mathilde Baumler, femme Wessel, M. le Commissaire du Gouvernement dit :

— J'ai reçu une lettre du témoin, laquelle est écrite en allemand, et je vais vous en lire la traduction.

M^e AUFFRAY. — Je demande la lecture intégrale de la lettre d'excuses.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous vous la donnerons, je l'ai peut-être dans mes papiers.

M^e AUFFRAY. — On nous en a donné lecture hier, mais nous désirons en avoir lecture à l'audience.

M^e CHENU. — Nous en avons la substance : Mme Baumler n'a pas une toilette suffisante pour se présenter devant le Conseil.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Elle demande de l'argent de poche pour faire le voyage. Etant donné la mora-

lité de cette personne, en ce qui me concerne, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'elle ne vienne pas ici.

Le général Galiffet ne répond pas à l'appel de son nom. Il a écrit pour demander, en raison de son état de santé, à ne venir qu'au moment où il aura à déposer.

CONCLUSIONS DE LA DÉFENSE

M^e AUFRAY. — J'ai l'honneur de déposer des conclusions sur le bureau du Conseil de guerre tendant à la production devant le Conseil de certaines pièces que nous considérons comme nécessaires.

CONCLUSIONS POUR M. DAUTRICHE, OFFICIER D'ADMINISTRATION DE 1^{re} CLASSE, LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN, CAPITAINES FRANÇOIS ET MARESCHAL.

Plaise au Conseil de guerre ;

Attendu qu'il importe à la manifestation de la vérité que l'instruction écrite close par l'ordonnance de renvoi de M. le général gouverneur de Paris, en date du 8 octobre 1904, et l'instruction à l'audience, ouverte à ce jour, soient complétées par l'apport d'un grand nombre de pièces de nature à éclairer les juges du Conseil de guerre sur la réalité des faits reprochés aux inculpés ;

Que l'apport des dites pièces ou de leur copie certifiée authentique et intégrale par qui de droit peut et doit être ordonné par le Conseil de guerre ;

Par ces motifs :

Dire et ordonner qu'il sera apporté au greffe du Conseil de guerre, et versé aux débats ;

I. — Les pièces suivantes faisant partie de l'instruction ouverte à la Chambre criminelle de la Cour de cassation pour la révision du procès Dreyfus.

1^o Lettre du Capitaine Mareschal à M. le Procureur général Baudouin en mars 1904 ;

2^o Déposition in-extenso du capitaine François, le 7 mai ;

3^o Déposition de M. Deglas ;

4^o Déposition de M. Monteran ;

5^o Déposition du sieur Przyborowski ;

6^o Déposition de M. Brucker ; et sa confrontation avec le sieur Przyborowski ;

- 7° Déposition de Mathilde Baumler, épouse Wessel;
- 8° Déposition de M. Galmot;
- 9° Déposition de M. Moutier;
- 10° Déposition de Mme Bastian;
- 11° Historique des relations avec Austerlitz ; note communiquée le 1^{er} mai par le service des renseignements ;
- 12° Enquête de M. Hennion et déposition devant le juge d'instruction de Lunéville ;
- 13° Pièces contenues dans le meuble scellé par ordre du Ministre ; dans le cabinet de M. Dautriche et transportées par M. Boucard à la Cour de cassation le 9 mars 1904, ainsi qu'il résulte de la pièce 41 du dossier, et notamment tous bordereaux ou papiers relatifs à l'envoi des documents Austerlitz au cabinet du ministre, dans les premiers jours de septembre 1899 ;
- 14° Lettres anonymes adressées à la Cour de cassation au sujet des officiers inculpés et de la section des renseignements d'après les informations du journal *Le Temps* 1904 :

« Cependant des lettres anonymes parvenaient à la Cour de cassation. Les unes émanaient d'anciens agents du service d'espionnage, les autres de personnalités ayant recueilli des propos d'officiers attachés au 2^e bureau. Une de ces lettres contenait des indications d'une précision telle, qu'une perquisition fut opérée au bureau des renseignements la veille de la fête de la Pentecôte. »

II. — Les pièces suivantes existant au ministère de la Guerre :

- 1° Lettres du capitaine Mareschal au ministre de la Guerre en mars 1904 ;
- 2° Lettres du ministre ou du chef d'état-major général à la Sûreté générale, le 16 janvier 1900, au sujet des agissements de Mathilde Baumler ;
- 3° Procès-verbal des capitaines Fritsch et Mourier, à Nice, le 14 avril 1900, et relatif à l'arrestation du sieur Wessel et aux papiers remis par Mathilde Baumler à M. le commissaire Nogier ;
- 4° Rapport du 8 mars sur la réception au ministère de Mme Bastian ;
- 5° Lettres de Przyborowski du 21 avril, en allemand ;
- 6° Lettres de M. Toms à Mathilde Baumler d'avril 1900, en allemand ;

III. — Les pièces suivantes existant au Greffe du Conseil de guerre :

Tous documents parvenus à M. le Capitaine rapporteur relativement à l'affaire en cours et non versés au dossier, et notamment une lettre de M. Moutier.

Dire et ordonner qu'au cas où il serait impossible à la Cour de cassation ou au ministère de la Guerre de communiquer quelques-

unes des pièces ci-dessus énumérées en original, il sera requi qu'une copie authentique et intégrale soit versée aux débats.

Paris, 25 octobre 1904.

Et ce sera justice.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez besoin de répondre ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je demande au Conseil de rejeter les conclusions de la défense, parce que les pièces qui font l'objet de sa demande sont du ressort du pouvoir discrétionnaire du président. Il y a lieu par conséquent pour la défense de s'adresser à M. le Président pour lui demander, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, la communication de ces pièces.

M^e AUFFRAY. — Nous demandons au Conseil de vouloir bien statuer sur ces conclusions au fur et à mesure que la nécessité de l'apport de ces pièces lui sera démontrée par l'instruction.

D'autre part, nous faisons observer que les conclusions sont adressées au Conseil de guerre; mais elles n'excluent pas l'action discrétionnaire du Président du Conseil, et par conséquent, si c'est cette seule objection de forme qui arrête M. le Commissaire du Gouvernement, il est très facile au Président du Conseil, statuant dans la plénitude de son pouvoir, pouvant faire ordonner l'apport d'office, sans même une demande, de considérer que cette demande adressée au Conseil peut mettre son action et son droit en mouvement.

Comme je suis convaincu que c'est cette seule observation de forme qui a pu décider M. le Commissaire du Gouvernement à requérir et que, pas plus que nous, il ne veut s'opposer à ce que la lumière très éclatante soit faite sur tous les faits de la cause, tant par ce qui se sera déroulé ici que par ce qui a pu se dérouler ailleurs, je suis convaincu qu'en fait nous tomberons très facilement et très rapidement d'accord.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Ce n'est pas une question de forme, c'est une question de fond. Vous demandez au Conseil de guerre à se prononcer sur une chose qui regarde le Président; par conséquent, je requiers le Conseil de rejeter les conclusions. On reprendra ensuite la conversation, lorsque vous la mettrez sur le terrain du pouvoir discrétionnaire du président.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces conclusions tendent à un jugement ?

M^e AUFFRAY. — Nous ne demandons pas un jugement immédiat, nous pouvons transformer subsidiairement les conclusions prises et ajouter : subsidiairement, au cas où le Conseil de guerre ne croirait pas devoir statuer sur les conclusions, pour ordonner le plus rapidement possible l'apport demandé dans les conditions indiquées aux précédentes conclusions.

M. LE PRÉSIDENT. — Il s'agit de préciser un point : est-ce le Conseil de guerre qui doit trancher, ou vous en remettez-vous à mon pouvoir discrétionnaire ?

M^e AUFFRAY. — Nous nous en remettons au pouvoir discrétionnaire de M. le Président ; nous invitons M. le Président à user de son pouvoir discrétionnaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demande si je dois en ce moment réunir le Conseil pour rendre un jugement ?

M^e CHENU. — J'estime qu'à la suite de l'incident qui vient de se produire, et pour éclaircir la situation au point de vue de la procédure, le mieux de notre part serait de retirer purement et simplement les conclusions que nous venons de déposer, qui mettraient peut-être le Conseil dans la nécessité de rendre un jugement.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est la question que je vous pose.

M^e CHENU. — Pour éviter que le Conseil ait à rendre un jugement, nous retirons nos conclusions et faisons appel au pouvoir discrétionnaire du Président pour solliciter l'apport des pièces utiles au débat.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous faites donc appel à mon pouvoir discrétionnaire. J'en userai en consultant, dans la limite de mon droit, les juges du Conseil, mais je n'ai pas à rendre un jugement dans les conditions où se pose maintenant la question.

M. le Greffier voulez-vous lire le rapport du capitaine Cassel ?

M. le Greffier donne lecture du rapport du capitaine Cassel.

RAPPORT DE M. CASSEL

Devant la Cour de cassation :

Dans son enquête sur la revision du procès de Rennes de 1899, et à propos du témoignage Czernuski, la Chambre criminelle de la

Cour de cassation a entendu les officiers qui étaient, en août 1899, attachés à la section spéciale de statistique, actuellement section des renseignements du ministère de la guerre.

C'étaient :

A M. le commissaire spécial du gouvernement près le 2^e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris.

Le commandant Rollin, aujourd'hui lieutenant-colonel, commandant le groupe des bataillons de zouaves, à Vincennes ;

Le capitaine François, aujourd'hui officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie, à Riom ;

Le capitaine Mareschal, actuellement attaché à l'état-major de la 59^e brigade d'infanterie, à Toul ;

Enfin, l'officier d'administration de 1^{re} classe, Dautriche, du service d'état-major, l'archiviste de cette section, qui remplit encore aujourd'hui les mêmes fonctions.

Ces officiers déposèrent devant M. le conseiller Laurent-Atthalin, qui, entre temps, s'était fait adresser les registres de comptabilité de la section de renseignements (S. R.).

Ces registres sont :

1^o Le carnet de réserve, sur lequel figurent, après autorisation inscrite du chef d'état-major de l'armée, les mouvements des entrées et sorties de fonds d'une caisse spéciale, dite de réserve ;

2^o Le registre brouillard ou livre de caisse, écrit de premier jet et tenu au jour le jour ; il comporte le détail des recettes et des dépenses de service courant avec, en regard des entrées et des sorties d'espèces, l'objet et le nom ou pseudonyme de la partie prenante ;

3^o Le registre journal ou journal de caisse, destiné à la mise au net du précédent ; il porte l'arrêté de caisse mensuel signé par le chef de service et visé par le chef d'état-major de l'armée ;

4^o Le carnet à souche qui, pour chaque somme payée et inscrite aux différents registres, comporte, avec numéro d'ordre, un talon et un reçu à détacher, dont le libellé est sommaire ; sur le reçu est apposée la signature du destinataire ou de l'officier intermédiaire ;

5^o Le relevé de comptes, sorte de grand-livre, qui est un document récapitulatif servant à classer les opérations par comptes individuels.

En faisant comparaître les quatre officiers les 7, 9 et 14 mai 1904, M. le conseiller Atthalin n'avait à sa disposition que les quatre premiers registres.

Son attention s'était portée sur la mention suivante figurant, à la date du 16 août 1899, sur le livre journal revêtu de la signature du capitaine François, alors chef de service :

« Austerlitz (documents) compt^t de 20.000 fr. ; de la réserve, 5.000 fr. » ;

La mention de prélèvement de ces 20.000 francs figurait d'autre part sur le carnet de réserve, et le reçu n° 564, se rapportant à cette opération, était signé du capitaine Mareschal.

Ces deux officiers, après de longues explications dans lesquelles chacun d'eux repoussait toute idée de subornation du témoin Czer-nusky, opposèrent les dénégations les plus catégoriques en ce qui concerne la dépense du 16 août 1899 (D. 1 — C. 5 — P. 14) (1). « Jamais un document quelconque n'a été payé du prix de 25.000 francs », affirmait le capitaine François dans sa deuxième déposition, le 9 mai. « Encore une fois, lui dit alors M. le conseiller Atthalin, si un document avait été payé 25.000 francs, auriez-vous pu l'ignorer ou l'oublier ? » (D. 1 — C. 5 — P. 15). « L'ignorer, jamais de la vie ; l'oublier, ce serait invraisemblable ! » répondit cet officier qui, cependant, écrivait le même jour à un ami qu'il était très documenté sur la comptabilité des fonds secrets. (D. 8 — C. 3).

Le carnet de réserve lui étant aussitôt présenté, il reconnut de suite que l'autorisation de prélèvement « pour assurer les besoins du service courant » avait été écrite de sa main, ainsi que la mention de sortie de 20.000 francs portée sur le même carnet. — (D. 1 — C. 5 — P. 15.)

Quant à l'inscription « documents fournis par Austerlitz », qui figure au-dessous de cette dernière mention de prélèvement, le capitaine François l'impute à l'archiviste et, sans désespérer, il déclare que les 20.000 francs avaient été versés à Austerlitz pour l'achat de documents, cela quelques minutes après avoir énergiquement nié cette dépense.

De son côté, le capitaine Mareschal a varié dans ses dépositions autant que son camarade qui, pourtant, venait de le documenter. — (D. 8 — C. 3.) — « Il s'agit, dit-il après de nombreuses explications inintelligibles que nous ne relevons pas ici, d'une dépense totale de 5.000, peut-être de 5.625 francs, mais certainement pas de 25.000 francs. » — (D. 1 — C. 5 — P. 11.) « Pour ma part, je n'ai jamais eu l'occasion de payer un document ce prix-là. » — (D. 1 — C. 7 — P. 1.) « Pendant le temps que j'ai passé au bureau, la plus grosse somme que j'aie jamais emportée a été de 10.000 francs. » On ne saurait être plus catégorique. — (D. 1 — C. 7 — P. 12.)

L'officier d'administration Dautriche fut plus explicite. Il déclara que les 20.000 francs avaient été effectivement pris dans la caisse de réserve ; que, joints à 5.000 francs puisés dans la caisse courante, ils avaient été remis au capitaine Mareschal pour le paiement de documents fournis par Austerlitz ; que lui, Dautriche, avait pris la précaution d'inscrire sur le carnet de réserve, au-dessous de la mention de prélèvement, l'annotation « documents fournis par Austerlitz », afin qu'il restât trace de l'affectation de cette somme. — (D. 1 — C. 3 — P. 5.)

Le 14 mai, M. le conseiller Atthalin entendait le lieutenant-colonel Rollin et le confrontait avec l'officier d'administration Dautriche et le capitaine Mareschal. La mémoire paraît alors être revenue à ces officiers ; c'est du moins la raison qu'ils invoquent pour affirmer désormais qu'il y avait bien eu, le 16 août 1899, une remise de 25.000 francs à Austerlitz.

Le lieutenant-colonel Rollin et surtout le capitaine Mareschal donnent même des détails très circonstanciés sur cette dépense ; ils vont jusqu'à affirmer l'existence d'un reçu signé de la main d'Austerlitz et que l'archiviste est seul à n'avoir pas vu. — (D. 1 — C. 8 — P. 9.)

Mais il faut ajouter que, deux jours auparavant, le capitaine François avait adressé de Riom, à M. le conseiller Atthalin, une lettre par laquelle il semblait vouloir revenir, lui aussi, sur ses dénégations premières, et que, pour parfaire cette entente du 14 mai, l'archiviste Dautriche écrivit, le lendemain, au capitaine François, une lettre où il lui faisait un compte-rendu détaillé de la déposition de la veille et de ce qui avait été convenu entre le lieutenant-colonel Rollin, le capitaine Mareschal et lui pour les dépositions futures. On ne peut s'empêcher d'y remarquer certaines expressions significatives telles que « en présence et de concert avec le lieutenant-colonel Rollin ». — (D. 1 — C. 22.) « Je ne sais si Mareschal vous en écrira. » — « Il est entendu aussi. » (D. 11 — C. 2.)

La réponse du capitaine François n'est pas moins suggestive. Il s'y excuse de sa déclaration lapidaire : « L'ignorer, jamais de la vie ; l'oublier, ce serait invraisemblable ! » — (D. 1 — C. 14) En parlant du juge, il dit : « Je ne savais toujours pas où il voulait en venir. » Plus loin : « Sans que je puisse démêler où voulait me conduire l'enquêteur. » — « M. Atthalin a alors poussé son interrogatoire et... j'ai ajouté que, puisque les inscriptions existaient, le fait était certain. »

Somme toute, pour résumer les phases successives de l'attitude de ces témoins dans leurs diverses dépositions devant la Cour, nous pouvons dire que trois d'entre eux ont d'abord nié la dépense du 16 août en contradiction avec le quatrième ; qu'ils en ont plus tard convenu, mais seulement quand les registres de comptabilité furent mis sous leurs yeux, prétendant qu'ils en avaient d'abord perdu le souvenir, qu'en dernier lieu, ils ont recouvré la mémoire et ont alors attribué la somme de 25.000 francs à un certain informateur du nom d'Austerlitz.

Ils sont donc passés de la négation à des affirmations vagues et enfin à des précisions qui ne sont que le résultat d'une entente désormais invariable.

Le 25 mai, à la suite des recherches qu'il avait prescrites à la

S. R., le ministre de la Guerre transmettait à la Cour de cassation le registre dit relevé de comptes, tenu également par l'officier d'administration Dautriche.

Ce carnet mentionnait l'inscription, portée tout récemment, de la dépense du 16 août 1899 :

1° A la page 31 (compte Austerlitz), un grattage de millésime et une addition relative à un paiement de 25.000 francs, à la date du 16 août 1899 ;

2° A la page 83 (compte Berg précédemment arrêté), une addition relative à un paiement de 625 francs, fait à la même date.

Interrogé le 26 mai sur ces inscriptions d'une si grave irrégularité, l'officier d'administration Dautriche reconnut qu'il venait de les faire quelques jours après la confrontation du 14 mai, entre ces deux dates certainement. Il ne put s'en expliquer autrement qu'en alléguant que le relevé de comptes était un simple memento pour lui seul, et qu'il avait fait la rectification uniquement pour ordre. — (D. 1 — C. 2.)

Ce même jour, le procureur général près la Cour de cassation communiquait au ministre de la Guerre cette déposition, en lui représentant que la falsification du relevé de comptes n'avait pu avoir d'autre but que de corroborer les précédentes déclarations de ce témoin et de tromper la justice. — (D. 1 — C. 2.)

Le 28 mai, cet officier était l'objet d'un ordre d'informer du gouverneur militaire de Paris, comme inculpé de faux en matière d'administration militaire (art. 287 du Code de justice militaire) ; il était écroué à la prison du Cherche-Midi.

INCUPLATION DE L'OFFICIER D'ADMINISTRATION DE 1^{re} CLASSE DAUTRICHE

Les 4 et 6 juin, nous l'avons interrogé.

Complétant ses explications devant la Cour des 9, 14, 26 mai, l'officier d'administration Dautriche a reconnu entièrement la matérialité des faits qui lui étaient reprochés, tout en contestant leur caractère comptable. — (D. 1 — C. 19 bis et 25.) Il a convenu :

1° Que, sur le carnet de réserve, la mention d'autorisation de prélèvement de 20.000 francs, « pour assurer les besoins du service courant », portée à la date du 16 août 1899 sur la page « Recettes » et signée du général Delanne, était écrite de la main du capitaine François, chef de service, ainsi que la mention de prélèvement de la page « Dépense » ; que, toutefois, la rubrique « documents fournis par Austerlitz », inscrite en écriture droite, au-dessous du prélèvement était de sa main et ajoutée après coup. — (D. 1 — C. 19 bis et 25.)

2° Que sur le registre brouillard, la mention : « 16 (août) 564.

Austerlitz. Somme compt^e 20.000 francs, pris à la réserve..... 5625 » et l'inscription faite au-dessous en interligne : « Berg (625) » avaient été portées par lui, après grattage d'une première mention. — (D. 1 — C. 19 *bis* et 25.)

Questionné sur l'inscription qui préexistait au grattage, il n'a pu ou n'a pas voulu donner d'explications satisfaisantes, disant : « Je ne sais pas ce que c'est ». (D. 1 — C. 19 *bis*. — P. 11.). Nous avons alors commis un expert en écritures à l'effet de nous éclairer sur cette question. — (D. 1 — C. 31.)

3^o Que, sur le registre journal qui porte la signature du capitaine François, chef intérimaire de service, et celle du général Brault, chef d'état-major de l'armée, la dépense du 16 août 1899 avait été inscrite par lui telle qu'elle ressort des écritures représentant, au net et sur deux lignes, les mentions du registre brouillard, avec certaines modifications de forme et de fond. — (D. 1 — C. 19 *bis* et 25.)

4^o Que, sur le carnet à souche, les inscriptions du reçu 564 et du talon relatives à la dépense du 16 août étaient de sa main, à l'exception des mots « Et Berg 625 francs à ce dernier » ajoutés par le capitaine Mareschal, le signataire de ce reçu ; la date 21 avait été raturée par lui pour être remplacée par 16. — (D. 1 — C. 19 *bis* et 25.)

5^o Que, sur le relevé de comptes, il avait, le 16 ou 17 mai, après la confrontation du 14, ajouté la dépense du 16 août 1899 (564, aux comptes Austerlitz et Berg), que, d'ailleurs, il avait fait le grattage, la surcharge et l'addition qu'on relève sur ce registre, dans le but unique de mettre à jour ces deux comptes, notamment celui d'Austerlitz. — (D. 1 — C. 19 *bis* — P. 8.)

Nous estimons avec M. le conseiller Atthalin qu'il est difficile d'admettre que la confrontation qui avait eu lieu deux ou trois jours avant cette rectification ait pleinement rassuré l'archiviste sur la sincérité de l'affectation des 25.000 francs, et nous croyons, nous aussi, qu'une inscription aussi régulière et faite ainsi après coup avait tout au moins pour but de corroborer ses précédentes déclarations et de tromper la justice. — (D. 1 — C. 4 — P. 2.)

Il résultait donc des réponses mêmes de cet officier que la dépense du 16 août 1899 était entachée, dans ses diverses inscriptions, des plus grosses irrégularités, et que, dans ses conditions, le lieutenant-colonel Rollin, les capitaines François et Mareschal, qui avaient contribué à l'opération visée par cette dépense, et dont les témoignages devant la Cour faisaient l'objet des contradictions les plus surprenantes, devaient être appelés devant nous pour fournir des explications.

Leurs témoignages ont été reçus les 21, 23 et 25 juin. — (D. 1. — C. 46, 47, 49.)

Ces officiers ne se sont pas maintenus dans leurs premières dénégations ; ils avaient eu le temps et les moyens d'adopter un système de défense. Ils sont même entrés, tous les trois, dans un luxe de détails étonnant de la part de témoins qui, un mois auparavant, avaient fait devant la Cour des dépositions si pleines de réticences. Chacun d'eux expliqua, avec des divergences pourtant, le prélèvement des 20.000 francs dans la caisse de réserve, l'emploi qui fut fait de cette somme, les opérations de comptabilité auxquelles elle donna lieu.

Le capitaine François dit s'en référer surtout à la lettre que lui avait adressée, le 15 mai, l'officier d'administration Dautriche. Cette lettre, écrite le lendemain de la confrontation à laquelle n'avait pas assisté le capitaine François, et qui a été saisie chez ce dernier, établit, nous l'avons déjà dit, l'entente entre ces officiers. Ce témoin, sans chercher à se mettre d'accord avec lui-même, fit ainsi concorder sa déposition avec les déclarations de l'archiviste. — (D. 1 — C. 46 — P. 12, 13, 17.)

Le capitaine Mareschal, qui, cette fois, affirmait avoir recouvré tous ses souvenirs et donner une version exacte des faits, prétendit avoir remis les 25.000 francs, le 16 août 1899, à Zurich, en présence du lieutenant-colonel Rollin, à un agent « Austerlitz », mi-partie pour l'achat de documents, mi-partie pour payer les dettes de cet agent. — (D. 1. — C. 47 — P. 7 et dernière.)

Le lieutenant-colonel Rollin déclara avoir assisté le capitaine Mareschal dans l'entrevue de Zurich, et apporta de nouvelles précisions sur ce voyage, aller, séjour et retour, et sur l'achat des documents fournis par Austerlitz. — (D. 1 — C. 49.)

Ces trois dépositions présentaient encore entre elles bien des divergences, et, comparées à celles faites par ces témoins devant la Cour quelques semaines auparavant, elles ne contenaient guère que des rétractations.

Il est un point, cependant, sur lequel les trois et même les quatre officiers paraissent être et avoir toujours été pleinement d'accord : c'était pour affirmer qu'ils n'avaient jamais agi que sur l'ordre de leurs chefs ; que ceux-ci avaient été tenus au courant de l'opération du 16 août 1899, des négociations qui l'avaient précédée, des inscriptions de comptabilité qu'elle avait nécessitées. Le général Delanne, alors premier sous-chef d'état-major général, avait, d'après leurs dires, autorisé le prélèvement de 20.000 francs et le voyage à Zurich ; il avait, en outre, eu connaissance des documents fournis par Austerlitz et de leur prix. — (D. 1 — C. 46 — P. 12, 17, 18, 23.) — (D. 1 — C. 47 — P. 3, 4, 10.) — (D. 1 — C. 49 — P. 9, 10, 11.)

Il fut fait appel au témoignage de cet officier général, en se reportant à la déposition qu'il avait faite à la Cour de cassation et à celle du gouverneur militaire de Lyon, général de Lacroix, alors

deuxième sous-chef d'état-major général. Tous deux, nettement mis en cause par les allégations de ces trois officiers, leur donnent un démenti formel. — (D. 1 — C. 50). — (D. 1 — C. 70).

Le général Delanne laissait entendre qu'on avait dû surprendre son autorisation et sa signature, en profitant de l'absence momentanée du chef d'état-major, en dehors de son bureau, par conséquent dans des circonstances inaccoutumées, car sa signature approuvant le prélèvement du 16 août 1899 est écrite à l'encre noire et non à l'encre bleue, comme le sont toutes les autres signatures qu'il a apposées depuis sur le carnet de réserve. Cette présomption prit une valeur toute particulière lorsqu'il déclara : « Quant au nom d'Austerlitz, je ne l'ai connu pour la première fois que le jour de ma déposition devant la Cour de cassation. » — (D. 1 — C. 50 — P. 3.)

La déposition du général Delanne était si catégorique et venait si bien corroborer les charges qui pesaient déjà sur ces trois officiers, que le gouverneur militaire de Paris fut saisi d'un référé tendant à l'inculpation ;

Du capitaine François, pour n'avoir pas fait état dans la comptabilité du service courant d'une somme de 20.000 francs prélevée sur les fonds de réserve pour assurer les besoins du service courant, et ne donner aucune explication satisfaisante de son emploi ;

Du capitaine Mareschal, pour ne pas justifier davantage de l'emploi de cette somme qu'il reconnaît avoir reçue ;

Du lieutenant-colonel Rollin, pour avoir coopéré à cette dépense sans la justifier.

L'ordre d'informer qui fut décerné contre ces officiers, le 29 juin, visait le crime de vol de deniers appartenant à l'Etat (art. 248 du Code de justice militaire) ; ils étaient écroués le jour même.

INCULPATION DES LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN, CAPITAINES FRANÇOIS
ET MARESCHAL

Quelle est, en réalité, l'opération du 16 août 1899 ? et comment ressort-elle des écritures et de l'expertise en comptabilité qui a été faite ? (D. 1 — C. 141.)

En se plaçant à cette date, on constate sur chacun des registres de comptabilité de la S. S. les différentes irrégularités qui ont été déjà énumérées et qui sont signalées par l'expert en comptabilité.

On y voit que, contrairement à tout ce qui s'est passé jusqu'alors en pareil cas, et malgré les termes exprès de l'autorisation, la comptabilité du service courant ne fait pas état de la somme de 20.000 francs prélevée sur les fonds de réserve. Cette somme ne figure ni dans les entrées, ni dans les sorties des registres, sur lesquels on ne

relève qu'une mention d'emploi qui semble avoir eu pour but de contre-balancer la non inscription en recettes des 20.000 francs venus de la réserve. — (D. 6 — C. 5.)

PRÉLÈVEMENT

Dans quelles conditions s'est effectué le prélèvement de 20.000 francs sur la caisse de réserve ?

Le capitaine François, resté à Paris en août 1899, était le chef de service intérimaire à cette époque.

En dépit de ses dénégations du début, c'est bien lui qui a effectué cette opération, puisque la mention qui figure au carnet de réserve est écrite de sa main. — (D. 1 — C. 74 — P. 3 et 26.)

Il en convient, d'ailleurs, aujourd'hui. C'est aussi lui qui est responsable de ce que cette somme de 20.000 fr. n'a été portée ni en entrée ni en sortie sur les registres comptables. — (D. 1 — C. 46 — P. 7).

Bien que signataire du registre journal qui est destiné à la mise au net des écritures de ce service, il n'a pu donner d'autre explication de cette irrégularité qu'en la considérant comme insignifiante, et il s'en est remis à l'officier d'administration Dautriche, pour des éclaircissements plus complets.

Ses réponses, on peut le dire, sont de continuelles échappatoires ; il est beaucoup plus préoccupé de justifier l'emploi de la somme dont il s'agit que d'expliquer la régularité du prélèvement.

Qu'il épilogue ou non, la mention d'autorisation est claire, voire même exclusive. Elle s'appuie, en outre, sur la parole du général Delanne, qui, dans son témoignage, a repoussé toute autre interprétation du véritable sens de cette mention. — (D. I — C. 50.)

Cette mention obligeait l'officier d'administration à faire ce qui avait toujours été fait jusqu'alors et ce que lui-même a toujours fait depuis, c'est-à-dire, à porter en entrée, à sa date, le prélèvement de 20.000 francs.

Il n'y a jamais eu et il ne peut y avoir d'exception à cette règle ; pour qu'il y ait dérogé ce jour-là, il faut nécessairement qu'il ait reçu des instructions contraires. Ces instructions ne pouvaient venir que du capitaine François qui était alors chef de service. — (D. 1 — C. 141.) — (D. 6. — C. 5.)

C'est donc à ces deux officiers qu'incombe la responsabilité de cette première irrégularité, qui, à elle seule, suffirait à constituer les éléments d'un détournement.

EMPLOI

Ces 20.000 francs venant de la réserve et 5.625 francs venant de la caisse courante auraient été remis en bloc, le 15 août 1899 au

plus tard, et sans plus de formalités, au capitaine Mareschal, pour un achat de documents que devait fournir l'agent Austerlitz, dans une entrevue à Zurich, le 16 août. Le capitaine Mareschal prétend, en effet, avoir reçu cette somme des mains du capitaine François ; c'est donc à lui que nous avons demandé d'en justifier l'emploi. — (D. 1 — C. 71 — P. 8 et 9.)

Après avoir plusieurs fois varié sur la date de son départ de Paris et sur les circonstances même de son voyage, le capitaine Mareschal a fini par affirmer s'être rendu à Zurich et y être arrivé le 15 août au soir. Il dit avoir eu le lendemain 16 deux rencontres avec Austerlitz. Les documents qu'apportait ce dernier, il les aurait payés, sans qu'ils les valaient, 25.000 francs, dont la moitié à titre d'avance, Austerlitz étant fortement endetté et, d'autre part, étant un précieux fournisseur de documents, le seul même qui restât alors, aux dires de cet officier. — (D. 1 — C. 47 et 71.)

Le lieutenant-colonel Rollin aurait interrompu la permission qu'il passait dans le Doubs pour venir assister le capitaine Mareschal dans cette entrevue de Zurich. Il la raconte, d'ailleurs, avec des différences marquées, ainsi, entre autres : le capitaine Mareschal avait d'abord prétendu être parti de Paris avec le lieutenant-colonel, tandis que celui-ci déclarait avoir rejoint son subordonné à Bâle ou à Zurich, à tel point qu'on serait porté à douter de sa présence à cette entrevue. — (D. 1 — C. 49, 72 et 92.)

Tous deux, cependant, s'accordent pour dire qu'il a été tiré un reçu de ce paiement de 25.000 francs, et, depuis qu'ils ont abandonné leur système de dénégations, ils arrivent même à dépeindre ce reçu d'une façon à peu près identique. — (D. 1 — C. 47 — P. 8). Et le lieutenant-colonel, qui, à l'encontre des premiers dires du capitaine Mareschal, n'aurait pas assisté au paiement et ne se serait assuré d'aucun détail, répète, à plusieurs reprises, qu'il a vu, ce jour-là, le dit reçu. — (D. 1 — C. 49 — P. 7, 12, 13.)

Ce paiement de 25.000 francs effectué, les deux officiers auraient quitté Zurich, si bien que, le lendemain, on les retrouve à Bâle, où, après avoir remis à l'intermédiaire de Berg les 500 marks (625 francs) (D. 1 — C. 49 — P. 7.) qui revenaient à cet agent pour fourniture de documents, ils offrent audit intermédiaire, en manière de gratification, une somme de 200 francs pour l'achat d'un fusil (dépense portée le 24 août 1899). — (D. 1 — C. 47 — P. 1.)

Ces faits ont pu être établis malgré les explications discordantes des deux officiers, et il y a lieu de le signaler en passant et de souligner le fait que, à ce moment, 17 août au soir, le portefeuille du capitaine Mareschal, allégé de 20.000 francs environ, d'après son système de défense, contenait encore « beaucoup d'autres billets de banque ». — (D. 1 — C. 129 et 130.)

Après quoi, les deux officiers se seraient séparés le 18 août (D. 1

— C. 19 — P. 2.), le capitaine Mareschal serait rentré directement à Paris, et le lieutenant-colonel serait rentré directement dans le Doubs auprès de sa famille (D. 1 — C. 130 — P. 2.)

Le capitaine Mareschal aurait aussitôt fait part du résultat de son voyage au capitaine François, et ce n'est que le 21 août que les dépenses du 16 août auraient été inscrites. — (D. 1 — C. 17 — P. 9.) C'est à cette date — l'archiviste Dautriche l'affirme, tandis que le capitaine Mareschal a varié sur ce point — que le reçu 564 aurait été établi ; c'est alors aussi que la première mention aurait disparu du registre brouillard sous le grattoir de l'officier d'administration pour faire place à la mention qui y figure maintenant. — (D. 1 — C. 75 — P. 5.)

Que penser de ces réponses de l'archiviste pour qui les irrégularités tout exceptionnelles qui entachent les inscriptions relatives à cette dépense du 16 août n'ont aucune importance ? Ce ne sont pas des rectifications à lui indiquées par les officiers, c'est le résultat d'une simple distraction réparée aussitôt que commise, prétend-il en dernier lieu. — (D. 1 — C. 19 bis — P. 11.) — (D. 1 — C. 75 — P. 20.)

Auparavant il avait été beaucoup moins précis, se bornant à dire que ces rectifications avaient été faites au plus tard le 15 septembre. — D. 1 — C. 19 bis — P. 4.) — (D. 1 — C. 4 — P. 7.)

Il est à croire plutôt que c'est la désignation du lieutenant-colonel Hache, alors chef du 2^e bureau, qui, précisément à la date du 15 septembre 1899, reçut la mission de contrôler surtout les opérations financières de la S. R., qui a dû déterminer l'officier d'administration à rectifier ses écritures. — (D. 1 — C. 45.) En effet, la comptabilité qui, jusque-là, ne portait que les signatures du chef de la S. S. et du chef d'état-major général de l'armée, devra en outre recevoir désormais le visa du chef du 2^e bureau.

Voici, en tout cas, un paiement qu'il est permis d'ores et déjà de trouver suspect.

Une autre question se posait :

Existait-il réellement à la S. R. un document fourni par Austerlitz, le 16 août 1899, et pouvant valoir la somme de 25.000 francs, ou même la moitié de cette somme ?

Nous nous sommes transporté au ministère de la Guerre, à la Section des Renseignements, où il a été procédé au récolement du dossier Austerlitz, aussi bien des opérations faites avec cet agent par le capitaine Mareschal que par son successeur, le capitaine Lambling. — (D. 1 — C. 65, 66, 67.)

Il a été possible de préciser ainsi la fourniture du 16 août, et, en particulier, le document estimé depuis de 2.000 à 4.000 francs par le bureau compétent et enregistré sous le numéro 2816 à la date du 6 septembre 1899 sur un carnet, dit carnet d'enregistrement. — (D. 4 — C. 1.)

Dans ce dossier Austerlitz se trouvaient d'autres documents parvenus à la S. S. en juillet et août 1898 ; le tout formait le lot exclusif des fournitures faites par cet agent pendant le service du capitaine Mareschal. Cet officier les a reconnues.

A ces fournitures correspondent, d'après les écritures, les deux seules dépenses :

6.000 francs, le 23 août 1898 ;

5.000 francs le 16 août 1899, en ne tenant pas compte, bien entendu, de la mention « compt. 20.000 francs ; pris à la réserve », portée irrégulièrement à l'occasion de cette deuxième dépense.

Outre ces documents, deux reçus signés Austerlitz, non datés, ont été trouvés : l'un de 1.025 francs, à l'encre ; l'autre de 10.000 francs, au crayon. Il a été établi que ces deux reçus ne pouvaient se référer qu'à des opérations faites par le capitaine Mareschal. — (D. 1 — C. 65, 66, 67, 80, 95.)

Enfin, le dossier comprenait toute une correspondance qui a été traduite, et dont il ressort, avec l'appui de la comptabilité, qu'il y a eu trois entrevues avec Austerlitz, qu'il n'a été effectué que deux paiements pour les documents précités, et que les deux reçus, chacun à la somme près, s'appliquent à ces paiements. — (D. 5.) Tel quel, ce dossier Austerlitz fut reconnu exact par le capitaine Mareschal, qui prétendit toutefois avoir fait trois paiements au lieu de deux. — (D. 1 — C. 71 — P. 5 et suivantes) :

L'un de 1.025 francs, le 23 juillet 1898 ;

Un autre de 10.000 fr., le 23 août 1898 ;

Un troisième de 25.000 francs, le 16 août 1899 ; paiements auxquels correspondraient, d'abord les deux reçus restés dans le dossier, puis un troisième reçu de 25.000 francs qui aurait été égaré depuis que cet officier a quitté son service à la S. R.

C'est alors qu'il fut fait appel au témoignage de l'officier d'administration Gribelin, qui était, en 1898, le comptable de la S. S. Registres en mains, il démontra, d'accord en cela avec l'expert en comptabilité, qu'il n'y avait qu'une seule dépense « Austerlitz » antérieure à celle du 16 août 1899 ; c'était celle de 6.000 francs du 23 août 1898. — (D. 1 — C. 79 — P. 2 et 3.)

Appelé à donner des explications sur la particularité : « Voir aussi réserve », écrite vraisemblablement par lui-même, sur le reçu du carnet à souche 499 se référant à cette dépense, le témoin reconnut, ce qui d'ailleurs ne nous avait pas échappé, l'existence d'une réserve spéciale, vulgairement masse noire, qu'en dehors de tout contrôle avait constituée son chef, le lieutenant-colonel Henry, au moyen de certaines dépenses fictives qu'il détailla. — (D. 1 — C. 119).

C'est le reliquat de cette masse noire illicite de 29.500 francs qui, à la mort du lieutenant-colonel, fut reversé dans les fonds régu-

liers et fit l'objet d'un procès-verbal du 1^{er} septembre 1898, signé du général Gonse. — (D. 1 — C. 115.)

La découverte de ces fonds inconnus de l'autorité constituait un fait tellement important que le général Gonse, dans le procès-verbal de récollement, employait une formule atténuée pour dissimuler ce que cette découverte présentait de gravité au mois de septembre 1898. Et il convient, dans l'intérêt aussi bien de la justice que de la vérité, de rappeler le témoignage de ce général à la date du 19 août 1899 : « La comptabilité du service est faite de telle façon qu'on sait exactement à un sou près ce qu'on paye, et il faut que les archivistes, le sous-chef d'état-major..., qui voient la comptabilité, soient au courant. » (Stock, Vol. 1 — P. 138 — Compte rendu sténographique *in extenso*.)

A partir de ce moment, le capitaine Mareschal, qui ne pouvait d'aucune façon faire cadrer les deux reçus de 1.025 francs et de 10.000 francs avec les dépenses mentionnées dans la comptabilité, parut avoir trouvé les éclaircissements qu'il cherchait.

A l'entendre maintenant, la dépense de 10.000 francs a été réalisée, le 23 août 1898, à l'aide de 6.000 francs pris dans la caisse courante, comme cela ressort de la comptabilité, et d'un complément de 4.000 francs, qui lui auraient été versés directement par le lieutenant-colonel Henry, après avoir été pris dans la masse noire dont il vient d'être question ; ce serait aussi dans cette sous-réserve qu'auraient été puisés, un mois auparavant, les 1.025 francs du premier paiement dont on ne trouve aucune trace dans la comptabilité. — (D. 1 — C. 71 — P. 32.)

A l'appui de ses dires, le capitaine Mareschal parla d'un historique des relations avec Austerlitz, rédigé à cette époque ; il regrettait de ne plus le voir figurer au dossier, disait-il. — (D. 1 — C. 71 — P. 35.)

Dans le but de vérifier cette nouvelle assertion, et pour nous assurer en même temps qu'il ne restait plus à la S. R. aucune pièce se rapportant aux faits de la cause, nous y avons fait faire de nouvelles et définitives recherches. Elles ont amené, à notre grand étonnement, la découverte de deux notices qui avaient échappé aux recherches antérieures, pourtant minutieuses et réitérées. Une d'elles paraît assez explicite sur les premières relations engagées avec Austerlitz jusqu'en août 1899 exclusivement. — (D. 4 — C. 10 et 11.)

Par contre, aucun reçu n'a été trouvé.

Le capitaine Mareschal s'est expliqué sur ces notices, tout en leur déniaut la valeur de l'historique qu'il soutient systématiquement avoir laissé dans le dossier ; il s'est appuyé principalement sur celle qui mentionne deux paiements pour justifier ses précédentes déclarations. — (D. 1 — C. 71 — P. 42 et 43.)

Cette pièce est incontestablement de la main du capitaine Mares-

chal; mais, outre qu'elle n'est ni datée ni signée, elle est en contradiction, non seulement et bien entendu avec les registres de comptabilité, mais encore et aussi bien avec les pièces du dossier Austerlitz, notamment avec les lettres échangées, qui, elles, sont indiscutables et constituent à nos yeux les véritables éléments de démonstration. — (D. 4 — C. 11.)

Si cette notice, en effet, tend à faire croire qu'à chacune des deux entrevues de 1898 il a été fait un paiement, le premier de 1.025 francs, le deuxième de 10.000 francs, en réalité, la correspondance de cette époque démontre qu'Austerlitz n'a pu recevoir 10.000 fr. à la deuxième entrevue.

Cet agent demandait, dans sa lettre du 27 juillet 1898, 3.000 francs pour un document qu'il envoyait, et 4.000 $\frac{(8.000)}{2}$ pour un certain nombre de documents qu'il devait fournir à l'entrevue du 22 août 1898. Or, à cette date, il n'a réellement apporté qu'un seul document désigné sous le numéro 1, et à propos duquel il écrivait le 3 septembre suivant : « Je n'ai rien reçu de vous, je ne connais donc pas votre opinion au sujet du numéro 1. » Le capitaine Mareschal lui répondait, trois jours après : « Le numéro 1 ne peut nous servir. » — (D. 5 — N° 95.) (D. 6 — N° 91.) (D. 5 — N° 89.)

Ainsi, ce document qui « ne peut servir », et la fourniture précédente du 27 juillet qui, elle, n'a jamais été transmise, vu sa valeur insuffisante, voilà, d'après le capitaine Mareschal, ce qui aurait été payé 10.000 francs.

Il est plus logique d'admettre qu'Austerlitz n'a pu toucher, à l'entrevue du 22 août, que le prix des documents fournis antérieurement, dont un seul avait été transmis le 8 août sous le numéro 1340.

D'ailleurs, dans cette même lettre du 6 septembre 1898, on lit : « En revanche, nous pourrions payer plus cher les marchandises à livrer cet hiver. » Le capitaine Mareschal parlerait-il ainsi à un fournisseur connu seulement depuis six semaines et auquel il viendrait de donner 10.000 francs pour un document inutilisable de son propre aveu ? (D. 5 — N° 89.)

Il ressort au surplus de l'examen de cette notice, notamment de la mention « verso-comptes » et des explications du capitaine Mareschal, qu'elle peut avoir été écrite après le 16 août 1899. Pour présenter quelques caractères de vraisemblance et d'authenticité, elle devrait avoir été conçue et dressée, si l'on s'en rapporte à son texte, au plus tard, dans le courant d'octobre 1898. Or, le capitaine Mareschal, à deux reprises différentes, déclare qu'il l'a écrite en juin et juillet 1899. Il semble donc qu'elle a dû être écrite pour les besoins de la cause. — (D. 1 — C. 71 — P. 43 et 56.)

En somme, l'examen démontre :

1° Qu'Austerlitz n'a rien touché le 23 juillet 1898 à l'entrevue de

Bâle, où le capitaine Mareschal paraît s'être empressé de se rendre beaucoup plus pour s'aboucher au plus vite avec ce nouvel espion que pour le rémunérer des documents reçus la veille ;

2° Qu'Austerlitz a touché 1.025 francs, dont il a délivré un reçu à la deuxième entrevue à Berne, le 22 août 1898 ;

3° Que la dépense de 6.000 francs portée aux registres de comptabilité, à la date du 23 août 1898, au retour du capitaine Mareschal, serait une de ces dépenses fictives dont a parlé l'officier d'administration Gribelin, une majoration de près de 5.000 francs de la dépense réelle. Le lieutenant-colonel Henry, si l'on s'en rapporte à son comptable d'alors, n'avait-il pas l'habitude plutôt de faire pareilles majorations pour grossir sa masse noire, que de puiser dans celle-ci pour l'achat normal des documents. — (D. 1 — C. 79 — P. 4.) — (D. 1 — C. 119 — P. 2 *in fine.*)

4° Que le reçu de 10.000 francs, au crayon, signé Austerlitz, semble ne pouvoir se rapporter qu'à l'opération du 16 août 1899. A la somme près, en effet, il présente tous les caractères que le lieutenant-colonel Rollin et le capitaine Mareschal ont, dès leurs premiers interrogatoires, attribués au soi-disant reçu de 25.000 francs. L'officier d'administration Dautriche, de son côté, qui a reconnu les deux reçus de 1.025 francs et de 10.000 francs, déclare n'avoir pas vu de reçu de 25.000 francs. — (D. 1 — C. 73 — P. 2.)

La correspondance Austerlitz donne encore d'autres raisons de croire que le paiement du 16 août 1899 n'a pu s'élever à 25.000 francs. Cela ressort de trois lettres d'Austerlitz, écrites en juillet, dans les derniers jours qui précèdent l'entrevue.

Dans une première lettre, où il complète l'énumération des documents annoncés et semble résumer ses exigences, exigences qu'on est toujours très loin de satisfaire, Austerlitz termine en disant : « Si vous voulez me les payer 30.000 francs »... Quelques jours après, il écrit en énumérant certains documents : « J'espère que pour tout cela vous commencerez par me donner 10.000 francs »... et, dans une dernière lettre, il dit : « Je compte fermement que vous me donnerez de suite 10.000 francs et le reste plus tard. » — (D. 5 — N° 35-44-28-21.)

A noter que, pour leur défense, les inculpés, particulièrement le capitaine Mareschal, disent avoir lu dans ces deux dernières lettres : 60.000 au lieu de 10.000.

Les lettres postérieures à l'entrevue de Zurich confirment également cette opinion. En effet, un mois après, Austerlitz, proposant d'autres fournitures et un nouveau rendez-vous pour novembre, demande, à titre d'avance sur le prix de ces documents, une somme de 16 à 17.000 francs, en rappelant qu'il doit bientôt faire face à une échéance de 10.000 francs, dont il a d'ailleurs parlé au capitaine Mareschal lors de la dernière entrevue. Est-ce là le langage d'un

homme dont on vient de payer une douzaine de mille francs de dettes, d'après le capitaine Mareschal, et au moins autant, d'après le lieutenant-colonel Rollin. — (D. 5 — N° 4.) — (D. 1 — C. 47 — P. 7.) — (D. 1 — C. 49 — P. 4 et 5.)

On lit bien, dans la lettre du capitaine Mareschal à Austerlitz, datée du 10 novembre 1899 : « Tout est toujours dix ou vingt fois trop cher ; c'était notamment le cas pour notre dernière entrevue. » — (D. 5 — N° 8). — Mais cet argument, tendant à expliquer le paiement de 25.000 francs, n'est rien moins que spécieux, car on voit dans la même lettre la phrase suivante faisant allusion à la fourniture payée trop cher. « La marchandise n'a pour nous aucune valeur. » Et il s'agit de documents payés 25.000 francs.

D'ailleurs, il peut avoir été versé 10.000 francs, comme le reçu l'indique, ou même 5.000 francs, comme les écritures le font ressortir, que les observations du capitaine Mareschal s'appliqueraient aussi bien à un de ces paiements, et dans ce cas même seraient fort judicieuses, surtout si l'on songe à la part d'exagération qu'acheteur et vendeur mettent dans la discussion de leurs intérêts, en l'espèce.

Faut-il s'arrêter sur le projet de lettre, sans date, écrite au crayon par le lieutenant-colonel Rollin, en vue, précisément, de cette lettre du 10 novembre et invoqué dans le même ordre d'idées ? Après avoir observé ce fait qu'à cette époque le lieutenant-colonel Rollin n'était plus le chef de la S. R. depuis plus de dix jours et que le capitaine Mareschal semble n'avoir pas fait grand cas de ce brouillon et même l'avoir ignoré, il n'y a pas lieu de le prendre au sérieux ni dans le fond ni dans la forme. — (D. 5 — N° 15.) — (D. 1 — C. 72 — P. 269.) — (D. 1 — C. 71 — P. 62.)

Enfin, le lieutenant-colonel Rollin a aussi fait observer que les empreintes d'une adresse d'Austerlitz « Egon-Remberg »... qui figure au dos du reçu de 10.000 francs, démontreraient que ce reçu est afférent à l'opération du 23 août 1898, date à laquelle Austerlitz aurait donné cette adresse. (D. 1 — C. 72 — P. 35 et 45.)

Cette observation se retourne plutôt contre lui, parce que les traces qui existent derrière le reçu de 10.000 fr., rapprochées de ces lignes d'Austerlitz écrites après le 16 août : « Mon adresse est celle à laquelle vous m'avez écrit la dernière fois, et pas celle que je vous ai donnée à notre dernière entrevue » — le capitaine Mareschal répond à cette lettre le 22 septembre 1898, — parce que ce rapprochement autorise, au contraire, à penser que cette adresse a été donnée en même temps que le reçu du 16 août 1899, et prouverait par suite que ce reçu s'applique à l'opération de Zurich. (D. 5 — N° 23.)

Ainsi se confirment les présomptions d'une dissimulation volontaire de recette et de dépense d'une somme de 20.000 francs et d'un

détournement de 15.000 francs au moins, dont les capitaines François et Mareschal et l'officier d'administration Dautriche semblent avoir été les co-auteurs.

La responsabilité du lieutenant-colonel Rollin, pour différente qu'elle paraisse, n'est pas moindre que celle des autres officiers. C'est lui, en effet, qui, par ses instructions, aurait préparé cette opération du 16 août 1899, qui aurait assisté à l'entrevue de Zurich, et qui aurait décidé, avant le départ, l'emport de 25.625 francs, et, le 16 août, la remise de 25.000 francs entre les mains d'Austerlitz. C'est lui, lieutenant-colonel Rollin, qui, mis au courant des graves soupçons qui pèsent sur ses subordonnés, a cru devoir, au lieu de protester, couvrir de son autorité tous les actes des capitaines Mareschal et François.

COMPTE RENDU

Sans doute, ces officiers auraient été en partie excusables s'ils avaient agi sur l'ordre de leurs chefs, notamment des sous-chefs d'état-major général, les généraux Delanne et de Lacroix ; mais il est avéré qu'ils n'ont provoqué, ni reçu aucun ordre relatif à cette opération du 16 août 1899. Cela ressort de la déposition de ces différents chefs. — (D. 1 — C. 45-50-70-35-36.)

S'il est vrai que le général Delanne ait signé la mention de prélèvement écrite de la main du capitaine François sur le carnet de réserve, il est inexact de dire qu'il ait eu d'autre intention, en apposant sa signature, que d'autoriser un prélèvement « pour assurer les besoins du service courant », comme cela résulte de la rédaction même du capitaine François. Il n'est donc pas exagéré d'avancer que ce dernier a ainsi surpris la bonne foi du général Delanne en lui dissimulant le véritable but de l'opération.

Aussi bien cette signature n'a-t-elle pas été demandée à qui de droit, le 13 ou 14 août, l'avant-veille ou la veille du départ du capitaine Mareschal. Le capitaine François n'ignorait pas que le général Brault dût s'absenter à la date du 16 ou du 17, puisque c'est lui-même qui signale la rentrée du chef d'état-major, le 6 septembre suivant, « après une absence de trois semaines ». (D. 11 — Note, p. 26.)

En supposant, d'autre part, qu'une partie des 25.000 fr. ait pu être payée à Austerlitz, à titre d'avance, comme le disent le lieutenant-colonel Rollin et le capitaine Mareschal, il semble que les officiers de la S. S. eussent été, à plus forte raison, tenus d'en prévenir leurs chefs, ou au moins de leur en rendre compte. Et puis, l'avance eût été modérée, rationnelle, inscrite sur les registres de la comptabilité, ainsi qu'il advient pour certains agents, — autrement précieux, d'ailleurs, pour le service des renseignements, — que ne pouvait

l'être Austerlitz à cette époque. C'est aussi le peu d'empressement mis par ces officiers à répondre aux offres de cet agent, comme cela ressort de la copieuse correspondance d'août 1898 à août 1899, qui confirme cette manière de voir.

Les officiers de la S. S. n'ont donc fait aucun compte rendu de l'opération du 16 août 1899. Et pourtant, en se reportant à la cote 27 du dossier 5, on trouve une notice, écrite de la main même du capitaine Mareschal, qui démontre que, pour une fourniture de 6.000 francs seulement, on consulte jusqu'au ministre lui-même et on en garde trace.

Le capitaine François a fait, il est vrai, allusion à cette opération dans un alinéa d'un rapport qu'il a rédigé trois semaines après le 16 août, encore que ce rapport traite de toute autre question que de l'importance de cette opération. — (D. 1 — C. 46 — P. 5.) — (D. 2 — C. 1 — P. 25 et 26.)

Sans nier la dépense du 16 août 1899, il est permis de trouver qu'elle a été exagérée et qu'elle masque un détournement.

Cette opinion, fondée sur les explications contradictoires des co-inculpés et sur les pièces du dossier Austerlitz, se corrobore quand on approfondit l'examen des registres de la comptabilité.

ÉCRITURES

Aucune des nombreuses et graves irrégularités qui entachent les inscriptions du mois d'août 1899, notamment de la journée du 16 août, n'a pu être expliquée d'une façon acceptable par l'officier d'administration Dautriche.

Tout d'abord, il faut réfuter cette fin de non-recevoir invoquée au cours de l'instruction, à savoir que, dans le service secret de la S. R., il n'y avait pas de comptabilité. On pourrait, pour cela, se borner à renvoyer l'officier d'administration et ses co-inculpés au rapport de l'expert en comptabilité explicite et formel sur ce point. Les officiers ont fait bien des observations sur les résultats de cette expertise, mais aucune de leurs critiques n'a porté sérieusement sur le bien fondé des conclusions. — (D. 1 — C. 141.) — (D. 5 — C. 5 — P. 13 et 14.)

En tous cas, une comptabilité est ou n'est pas, et c'est un nonsens que de prétendre, comme le capitaine François, à une comptabilité honnête quoique irrégulière. — (D. 1 — C. 74 — P. 48-51.) L'administration des fonds dits secrets ne saurait être distincte de celle des fonds publics, attendu qu'elle n'a de secret que la nature des dépenses.

Quant au caractère comptable des registres, il ressort pleinement

de ce fait qu'ils étaient soumis au contrôle permanent et à la signature du chef de service, et au visa du chef d'état-major général.

D'ailleurs, la comptabilité n'a pas varié depuis, ainsi que cela résulte des prescriptions du nouveau règlement. — (D. 1 — C. 33, 34, 40, 38.)

Ceci dit, on ne peut admettre que la dépense du 16 août 1899, pour laquelle un prélèvement de 20.000 fr. avait été fait sur la caisse de réserve, dépense qui avait été prévue, au dire du lieutenant-colonel Rollin et des autres officiers, et que l'officier d'administration aurait inscrite au retour du capitaine Mareschal, chargé de la négociation, ait abouti à autant d'inscriptions irrégulières, notamment sur le registre brouillard.

On ne peut concevoir que les mentions explicatives de cette dépense aient été inscrites de premier jet, et non après coup, et à des dates très différentes. — (D. 6 — C. 5 — P. 20-21.)

Il y a lieu de remarquer que le chèque mensuel de 40.000 francs qui alimente la caisse de service courant n'avait pas été porté en recette à sa date sur le registre brouillard. — (D. 1 — C. 73 — P. 27.)

Il ne paraît pas que ce soit là le résultat d'une omission involontaire, comme cela a pu arriver en d'autres mois, car la surcharge des reports permet de penser que cette non-inscription pouvait avoir pour résultat d'induire en erreur le général Delanne, porté de la sorte à croire aux besoins de cette caisse.

En outre, l'inscription de cette dépense du 16 août, une fois les grattages et les surcharges opérés, présente cette singularité que la somme de 20.000 francs qui y affère ne figure en aucune façon dans la colonne des dépenses, ce qui, à l'encontre des autres inscriptions, ne constitue pas une écriture comptable. — (D. 6. — C. 5 — P. 12, 13, 20, 21.)

Il est inacceptable que ni l'officier d'administration, ni, du reste, le capitaine François ne trouvent de raisons de n'avoir pas fait état dans la comptabilité du service courant de cette somme de 20.000 francs prélevée sur la réserve, quand ces mêmes officiers, quelques mois après, mentionnent des opérations absolument identiques, d'une façon très régulière, comme cela ressort des inscriptions des 27 mars et 29 avril 1900 sur les mêmes registres.

Enfin, l'examen du reçu à souche n° 564 et de son talon, où figurent une date modifiée (21 barré et remplacé par 16) et des mentions embrouillées, accentue encore la gravité de toutes ces irrégularités d'écritures, qui ne peuvent avoir eu d'autre but que de dissimuler une opération illicite.

Il reste à envisager l'altération d'écritures commise par l'officier d'administration Dautriche, dans le courant de mai dernier.

Faite après sa comparution devant M. le conseiller Atthalin, elle

n'a pu avoir d'autre but que de corroborer ses dépositions et celles des officiers du bureau des 9 et 14 mai 1904, dépositions qu'il savait pour le moins inexactes.

L'addition sur un registre d'une dépense, même effective et régulière, est inadmissible, lorsqu'elle se produit, comme l'acte de l'officier d'administration Dautriche, plus de quatre ans après les faits, et juste au moment où ceux-ci sont l'objet d'une instruction judiciaire. Et ce n'est pas une excuse que de prétendre que ce registre, dit relevé de comptes, n'était qu'un memento à son usage personnel. Le colonel Faurie, qui a été son chef de service, dément du reste cette assertion. — (D. 1 — C. 83.)

Cette altération d'écriture présente tous les caractères du faux.

1° La matérialité en est incontestable.

2° L'intention frauduleuse découle de ce que l'officier d'administration savait, par cette surcharge, devoir induire en erreur la Chambre criminelle dans son enquête ;

3° Le préjudice moral, sinon matériel, réside dans l'obstacle éventuel qu'il créait ainsi à la manifestation de la vérité.

RÉSUMÉ

En résumé, le capitaine Mareschal a reçu, vers le milieu d'août 1899, une somme de 25.625 francs et ne peut justifier de l'emploi de la presque totalité de cette somme.

Cet officier aurait, dans une entrevue qui eut lieu le 16 août, à Zurich, donné à un certain agent Austerlitz, 25.000 francs, moitié paiement d'une fourniture, moitié à titre d'avance.

Il n'existe aucun reçu de 25.000 francs, signé d'Austerlitz.

Il n'existe aucun document fourni par cet agent et pouvant valoir la moitié ou même le quart de cette somme.

Il n'existe dans la comptabilité de la S. R. aucune inscription constatant l'emploi de cette somme.

Par contre, de la correspondance du capitaine Mareschal avec Austerlitz, il résulte que ce dernier n'a pu recevoir, au mois d'août 1899, une somme de cette importance.

Le capitaine François a fait sortir, sans nécessité, 20.000 francs de la réserve, puisqu'il est établi qu'à la date du prélèvement, la Caisse du service courant contenait plus de 45.000 francs.

Il a, pour obtenir l'autorisation de ce prélèvement, trompé la bonne foi du sous-chef d'état-major général Delanne.

Il n'a pas fait porter cette somme de 20.000 francs ni en entrée, ni en sortie, dans la comptabilité du service courant, bien qu'elle eût été, en termes exprès, prélevée « pour assurer les besoins de ce service ».

Il a fait ou laissé porter à la page « Documents » du carnet de

réserve la mention « Documents fournis par Austerlitz », alors que l'achat d'un document de cette valeur n'a jamais été autorisé, non plus d'ailleurs que la dépense de 25.000 francs, et qu'il n'a jamais été rendu compte à aucun chef, ni de cet achat, ni de cette dépense.

Il a fait ou laissé faire sur les registres de la comptabilité de la S. S., comptabilité dont il était responsable, des irrégularités telles que : grattages, surcharges, interlignes, additions, dans le but de faire croire à une dépense qui n'a pas été faite.

Le lieutenant-colonel Rollin a donné les instructions nécessaires pour le prélèvement des 20.000 francs pris à la réserve.

Il a coopéré à la dépense du 16 août 1899, en fixant la somme à emporter par le capitaine Mareschal, et en affirmant sa participation aux différents actes accomplis par les capitaines François, Mareschal et l'officier d'administration Dautriche, relativement à cette opération.

L'officier d'administration Dautriche a, en 1899, falsifié toute sa comptabilité dans l'intention de dissimuler la sortie des fonds du 16 août de la même année.

Il a, en mai 1904, falsifié les comptes « Austerlitz et Berg » sur le registre dit « Relevé de comptes », dans le but de confirmer les irrégularités commises en 1899 alors qu'elles étaient l'objet d'une instruction devant la Chambre criminelle, et éventuellement de tromper la justice.

INTENTIONS FRAUDULEUSES

La matérialité du détournement étant ainsi suffisamment établie, il restait à rechercher l'intention frauduleuse qui l'aurait fait accomplir, en d'autres termes, qu'elle pouvait avoir été la destination réelle de la somme qui aurait été détournée.

Les officiers inculpés sont tous bien notés, on peut même dire qu'ils étaient des officiers d'avenir. C'est pourtant par mesure de défaveur que le lieutenant-colonel et les deux capitaines ont quitté l'état-major de l'armée. — (D. 6.)

L'officier d'administration Dautriche a cinquante et un ans et compte vingt-neuf années de service, dont deux en Algérie ; il est chevalier de la Légion d'honneur.

Le lieutenant-colonel Rollin a cinquante-deux ans et compte trente-trois années de service et trois campagnes ; il est breveté d'état-major et chevalier de la Légion d'honneur.

Le capitaine Mareschal a trente-huit ans et compte dix-neuf ans de service ; il est breveté d'état-major.

Le capitaine François a quarante ans et compte vingt et un ans de service ; il est breveté d'état-major et a reçu cinq lettres de félicitations.

Les trois premiers de ces officiers sont mariés ; ils paraissent être dans l'aisance et vivent simplement.

Le capitaine François est célibataire, et semble, grâce à un petit patrimoine, disposer d'autres ressources que sa solde.

Ces diverses considérations sur leur genre d'existence et sur leur manière d'être rendaient invraisemblable l'idée qu'ils aient pu s'approprier et se partager entre eux la somme qu'ils auraient détournée au mois d'août 1899. Cette idée fut donc écartée, et c'est un autre point de vue que le vol vulgaire qui dut être envisagé.

L'état d'esprit révélé par les lettres du capitaine François dans sa correspondance, où percent les appréhensions qui le troublaient à cette époque, les papiers saisis au domicile de ces officiers, notamment les notes très documentées que le capitaine François avait rédigées en vue de sa déposition devant la Chambre criminelle et dans lesquelles il avait souligné ce qu'il avait eu soin de cacher à M. le conseiller Atthalin ; toute cette constante préoccupation, cette hantise, disions-nous, était trop significative pour que, jointe aux révélations du rapport de l'expert en écritures, elle n'amenât point à penser que la première mention, qui se cachait sous celle d'Austerlitz, pût donner des indices sur les véritables agissements des officiers de la S. S., à cette époque d'août 1899. (D. 2, scellé 1, lettre 15, S. 2. — L. 118-123-121-128-171-163-185-187-190-193-195-199-201-205-214. — (D. 2, C. 1.)

L'expert en écritures n'a pu donner des conclusions précises sur l'inscription préexistante au grattage du registre brouillard ; cependant les vestiges des noms de « Rollin » et peut-être de « Brücker » qui sembleraient en ressortir et les renseignements recueillis auprès de la Cour de cassation sur la personnalité de Brücker, ne laissent de retenir l'attention. — (D. 6 — C. 4) — (D. 1 — C. 136-136.)

Brücker était alors et est encore un agent appointé de la S. R., intermédiaire d'autres agents ou sous-agents, parmi lesquels la femme Bastian et le Serbe Czernuski, et l'on sait que tous trois ont joué un certain rôle au cours du procès de Rennes. (D. 2 — C. 1 — P. 7, 24, 30, 44.)

Au surplus, les notes saisies chez le capitaine François apprennent que la S. S. était en butte contre ce qu'ils appellent « les menées occultes de la Sûreté générale et les agissements envers Brücker et Bastian au mois d'août 1899 » ; il y dit entre autres : « Nous avons quelques raisons d'être inquiets de ces agents. »

Ces diverses affaires Bastian, Brücker, Czernuski et autres, sur lesquelles s'étendent les notes susdites, apparaissent comme les plans de cette hostilité contre la Sûreté Générale. Déjà vive à cette époque, cette animosité s'accrut au point que le président du Conseil des ministres la dénonça devant le Parlement, dans la séance du 25 mai 1900. (J. O. P. 492)..... « Très malheureusement, dit-il, dans une

pensée d'hostilité ou de rancune, on a ourdi une certaine intrigue, on a essayé de la faire tourner contre le service de la Sûreté générale et même, il faut bien le dire, contre le gouvernement. » Et, quelques jours plus tard, il dit encore : « Après qu'on eût rendu... à la Sûreté générale le service de contre-espionnage, malgré les ordres formels du ministre de la Guerre, un espionnage s'est institué contre les agents de la Sûreté générale. » (J. O. — 29 mai 1900 — P. 1316.)

Ces préoccupations ont dû entraîner ce chef d'alors à des agissements très irréguliers. (D. 2 — C. 1 — P. 16.)

D'autre part, pour ce qui a spécialement trait à l'affaire Czernuski, si l'on se reporte aux premières questions qui furent posées aux capitaines François et Mareschal par M. le conseiller Atthalin et aux renseignements communiqués par la Cour de cassation, on constate que les officiers de la S. R., notamment le capitaine Mareschal, ont été en relations avec l'espion Wessel, au commencement de 1900, quelques mois après le procès de Rennes, et relativement à ce procès. (D. 1 — C. 5, 6, 7, 8.)

Un fonctionnaire de la Sûreté générale, M. Tomps, se livrait alors, d'après les dires de ces officiers, à des recherches sur le témoignage Czernuski auprès de Wessel, Przyborowski, Mathilde Baumler, qui imputaient au parti de l'état-major la subornation de ce témoin. — (D. 1. — C. 159.)

Le capitaine Mareschal profita de ces prétendues indiscretions pour recueillir des informations sur les faits et gestes de ce fonctionnaire.

C'est ainsi que cet officier se trouve, le 10 mars 1900, à Nancy, dans un rendez-vous avec Wessel, quand ce dernier établit un rapport où il expose les soi-disant agissements de M. Tomps. — (D. 1. — C. 148-151.) — (D. 1. — C. 147.)

Le même jour, le capitaine Mareschal avait soin de prévenir son chef de service, le capitaine François, par le télégramme chiffré dont la teneur suit : « Affaire bonne voie, être obligé de rester pour déclaration de Wessel, importante et curieuse, relative machinations Tomps-Czernuski, faire faire déclaration écrite. » D. 1 — C. 146.)

Il est manifeste que, par ce télégramme, le capitaine Mareschal se félicite d'avoir fait une bonne opération, et on peut considérer la réponse qu'il a faite au sujet de cette dépêche comme une échappatoire n'ayant aucun rapport avec les faits. — D. 1 — C. 71 — P. 67.)

Il ressort de la lecture de ce rapport, de son brouillon et du texte de la dépêche que le capitaine Mareschal a dû pour le moins inspirer, sinon dicter, ce rapport, ainsi que Wessel l'a déclaré plus tard — (D. 1 — C. 146-147 — Annexe 10.) — (D. 1 — C. 151 — P. 5.)

Certès, les allégations d'individus comme Wessel et autres ne sau-

raient être acceptées par la justice, si elles ne sont étayées de preuves sérieuses, étant donné qu'il n'y a pas de fond à faire sur les propos et serments des agents de l'espionnage. Mais outre la vraisemblance qu'elles présentent en ce qui concerne le témoignage Czernuski et le rôle joué par le capitaine Mareschal, ces assertions prennent une consistance singulière de ce fait que, quelque temps après, le 2 juin 1900, une gratification de 3.750 francs a été octroyée sur les fonds de la S. R. à Wessel, qui réclamait cette rémunération par une lettre de chantage qu'il faut lire. (D. 1 — C. 150-151-154.) — (D. 1 — C. 139. — (D. 1 — C. 142-143.)

Ainsi cette entrevue du 10 mars 1900, à Nancy, aurait eu surtout pour but de faire qu'à l'avenir le témoignage Czernuski ne puisse plus attirer le moindre soupçon sur les officiers de la S. R. et le rapport destiné au ministre que le capitaine François a rédigé quatre jours après et où il dénonce les prétendues manœuvres de la Sûreté générale, semble confirmer cette manière de voir. (D. 2 — C. 1 — P. 44.)

La déposition de M. Tomps établit qu'à cette époque, 10 mars 1900, les officiers de la S. R. n'étaient pourtant l'objet d'aucun soupçon. En effet, les lettres de M. Tomps à Mathilde Baumler, qui pourraient donner de la vraisemblance aux récriminations de ces officiers, notamment du capitaine François, sont postérieures à cette entrevue du 10 mars et ne visent aucun d'eux. — (D. 1 — C. 159 — P. 17) — (J. O. 26 mai 1900. — P. 491-492).

Ce sont ces lettres, datées des 3 et 7 avril 1900, qui ont été livrées à la publicité par le capitaine Fritsch, cet officier de la S. R. qui avait participé à tous ces agissements, et dont la conduite a été stigmatisée par le président du Conseil dans la séance du 28 mai 1900. — (J. O. — P. 1317).

D'un autre côté, on sait que, un mois après cette entrevue de Nancy, Wessel a été arrêté à Nice, le 9 avril. Les circonstances de cette arrestation, exposées par M. Tomps, permettent de penser que les officiers de la S. R., voulant étouffer une rétractation possible de la part de Wessel, n'y seraient pas restés étrangers. — (D. 1 — C. 134-150.) — (D. 1 — C. 159.)

En prenant ainsi les devants, et par toutes ces précautions, les officiers de la S. R. trahissaient, semble-t-il, la crainte qu'ils pouvaient ressentir de toute investigation relative au procès de Rennes.

Or, c'est à cette époque du procès de Rennes que le détournement qui fait l'objet de cette instruction aurait été commis.

Le rapprochement de ces divers incidents et de la dépense du 16 août 1899 permettrait donc de conclure que, la somme détournée n'ayant pas été soustraite, disons le mot, volée par les quatre officiers, n'ayant pas non plus été utilisée pour les besoins de leur ser-

vice spécial, aurait servi à des agissements se rattachant au procès de Rennes.

N'ayant pu atteindre à la preuve mathématique, on ne saurait évidemment fixer le détail des dépenses qu'aurait occasionnées chacune des affaires Bastian, Brücker, Czernuski et autres, et on ne pourrait définir davantage la part de responsabilité qui incombe à chacun des quatre inculpés.

Il ne s'ensuit pas moins que toutes ces investigations, poussées aussi loin que possible dans cette recherche de la vérité, ont permis de constituer un faisceau de présomptions des plus sérieuses.

On est ainsi amené à croire que les falsifications d'écritures pratiquées en 1899 par l'officier d'administration Dautriche ont eu un but coupable ;

Que le détournement du 16 août de la même année, s'élevant à 15.000 francs au moins, et dissimulé sous ces irrégularités, paraît être assez nettement établi pour pouvoir être imputé aux trois autres officiers ;

Et que ces actes frauduleux semblent se rattacher à des faits visés par la loi d'amnistie du 26 décembre 1900. — (*Bulletin des lois*, n° 2219, p. 100).

A la rigueur, il resterait à la charge de l'officier d'administration Dautriche le faux commis en mai 1904, postérieurement à la loi précitée, et qui a fait l'objet de la plainte de M. le procureur général près la Cour de cassation, en date du 26 mai dernier. — (D. 1 — C. 2.)

Mais, étant donnés les faits de la cause et le rôle subalterne de l'officier d'administration Dautriche, étant donné que ces actes criminels se rattachent directement, et d'une façon très étroite, à ceux qui auraient été commis par ses anciens chefs, et qui, d'ailleurs, sont amnistiés, on est autorisé, semble-t-il, à penser que la loi d'amnistie, dans son esprit, sinon dans sa lettre, doit s'étendre à ces derniers faits.

En conséquence,

Attendu qu'il paraît établi qu'une somme de 15.000 francs au moins a été détournée, en août 1899, par le lieutenant-colonel Rollin, les capitaines François et Mareschal, susqualifiés, et que des falsifications d'écritures ont été commises vers cette époque, et en mai 1904, par l'officier d'administration de première classe Dautriche, dans le but de dissimuler ce détournement, crimes prévus et punis par les articles 248 et 257 du Code de justice militaire ;

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure que ladite somme a dû être affectée à des agissements se rattachant à l'affaire Dreyfus ;

Mais attendu que la loi du 27 décembre 1900, article premier, a spécifié qu'« amnistie pleine et entière est accordée à raison des

faits se rattachant à l'affaire Dreyfus, antérieurs à la promulgation de la présente loi, et qui n'ont pas donné lieu à une décision de justice définitive avant cette promulgation, sont exceptées, toutefois, les infractions prévues et réprimées par les articles 295, 296, 297, 298, 302 et 304 du Code pénal ».

Dans ces conditions, notre avis est que l'officier d'administration de 1^{re} classe Dautriche, le lieutenant-colonel Rollin, le capitaine François et le capitaine Mareschal, susqualifiés, soient l'objet d'une ordonnance de non-lieu, les faits qui leur sont imputés étant amnistiés.

Fait à Paris, le 22 septembre 1904.

Le rapporteur,
CASSEL.

Après cette lecture l'audience est suspendue à 9 heures 43.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Greffier, voulez-vous donner lecture des conclusions du Commissaire du Gouvernement.

M. le greffier donne lecture des conclusions du Commissaire du Gouvernement.

CONCLUSIONS DU LIEUTENANT-COLONEL RABIER

En ce qui concerne l'officier d'administration de 1^{re} classe Dautriche :

Vu la procédure, il est établi que, le 16 août 1899, ainsi que le font ressortir les écritures, une somme de 20.000 francs est sortie de la caisse de réserve pour les besoins du service courant, après approbation du général Delanne, sous-chef d'état-major général, et que cette somme n'a pas été versée à la caisse du service courant, comme cela aurait dû être fait ;

Que, pour faire reparaître dans la comptabilité cette somme de 20.000 francs, disparue depuis un certain temps, Dautriche a porté au registre brouillard, sur un grattage, une mention dissimulant la réalité des faits ; substitué la date du 16 août à celle du 21 sur le talon du reçu à souche ; ajouté sur le carnet de réserve une mention d'emploi autre que celle autorisée par le général sous-chef d'état-major général ; enfin, ajouté, le 16 mai 1904 ou le 17, au compte Austerlitz, une inscription tendant à tromper la justice, en confirmant les précédentes irrégularités d'écritures ;

Attendu que les explications fournies par Dautriche, tant à la

Cour de cassation qu'au Conseil de guerre, sur les grattages, surcharges et additions d'écritures à lui reprochés, sont sans valeur, que toujours, au surplus, sauf en ce qui concerne l'opération du 16 août 1899, cet officier d'administration a réparé ses omissions ou redressé ses erreurs d'une façon non dissimulée et en laissant apparaître la mention primitive dans le cas où une mention quelconque était remplacée par une autre ;

Considérant que, en agissant ainsi, Dautriche n'a pu avoir d'autre but que celui de dissimuler une opération illicite qui aurait été commise le 16 août 1899 par MM. Rollin, Mareschal et François, il importe conséquemment, avant de décider s'il y a lieu de demander la mise en jugement de Dautriche pour faux en matière d'administration militaire, d'examiner les charges qui pèsent sur ces trois officiers.

En ce qui concerne le capitaine Mareschal :

Vu les écritures, il ressort que cet officier a reçu le 16 août 1899 une somme de 25.625 francs, avec laquelle il a payé 625 francs à un agent nommé Berg et acheté le même jour à Zurich, à un autre agent désigné sous le nom d'Austerlitz, deux documents dont un seul avait une valeur, et qu'il n'a rien reversé à la caisse de la S. S. ;

Attendu que, devant la Cour de cassation, Mareschal a fourni les explications les plus contradictoires, qu'il a déclaré entre autres choses, le 7 mai, qu'il avait payé 5.000 francs le document acheté à Austerlitz en août 1899, puis, le 9 mai, qu'il n'avait jamais payé à un fournisseur 25.000 francs et que la plus forte somme qu'il ait eu entre les mains avait été de 10.000 francs ;

Attendu qu'au Conseil de guerre ses affirmations successives sont dissemblables, qu'après une entente avec François et Dautriche, il revient sur ce qu'il a dit à la Cour de cassation et affirme le 23 juin avoir bien payé à Austerlitz 25.000 francs, le 16 août 1899, pour les documents fournis et, pour payer ses dettes, avoir rapporté ces documents et un reçu de cette somme ;

Attendu que les documents rapportés ont été estimés à l'état-major général de 2.000 à 4.000 francs et que rien dans la correspondance échangée entre Mareschal et Austerlitz ne prouve qu'il lui ait remis une très forte somme pour payer ses dettes, mais que, au contraire, peu avant l'entrevue de Zurich, Austerlitz ne demandait que 10.000 francs d'abord ;

Attendu que Mareschal, d'après les livres de comptabilité, n'a fait que deux opérations payées avec Austerlitz, la première de 6.000 francs, la deuxième de 25.000 francs, et qu'il existe deux reçus, l'un de 1.025 fr. et l'autre de 10.000 francs, qui ne peuvent régulièrement s'appliquer qu'à ces deux opérations, et que Mareschal le 6

juillet s'est déclaré incapable de fournir aucune explication à ce sujet ;

Attendu que ce n'est qu'après avoir eu connaissance, par le dossier, de l'existence, à la S.S. du temps du lieutenant-colonel Henry d'un fonds spécial considérable ou masse noire, que Mareschal explique les irrégularités de ses opérations avec Austerlitz en faisant intervenir ce fonds spécial, qui aurait servi à pafaire les différences considérables existant entre les reçus et les écritures ;

Mais, attendu que si, en effet, le lieutenant-colonel Henry avait constitué, en dehors de toute règle et de tout contrôle, un fonds spécial ou masse noire considérable, avec lequel il a pu procéder à toutes sortes d'opérations illicites, il est inadmissible qu'il ait employé une partie de ce fonds à payer des opérations régulières, puisque, au contraire, il se livrait à des actes frauduleux pour se procurer cet argent ;

Attendu que Mareschal a signalé l'existence d'une notice qui, d'après lui, justifierait l'opération du 16 août 1899 et que cette notice, pas plus que le reçu des 25.000 francs, n'a pu être retrouvée et n'a été vu de personne au ministère, mais que, par contre, l'existence de deux notes a été révélée tardivement au Conseil de guerre, le 27 juillet 1904, notes que le capitaine Mareschal avait, dit-il, complètement oubliées ;

Mais attendu que, si l'une de ces deux notes porte une indication finale qui mentionne, contrairement à la comptabilité, que cet officier aurait payé deux fournitures de 1.025 francs et de 10.000 francs, cette note, par contre, n'est ni signée ni datée, et peut avoir été établie après le 16 août 1899 ; que, d'ailleurs, il faut encore admettre, pour qu'elle ait une valeur, que le lieutenant-colonel Henry ait pris sur la masse noire la somme considérable nécessaire à parfaire des différences qui pouvaient être payées régulièrement, ce qui, nous l'avons dit, est inadmissible ;

Attendu que, après avoir attentivement examiné tout ce que le capitaine Mareschal a allégué pour sa défense, ses explications n'ont pas détruit les charges qui pèsent sur lui et que les présomptions les plus graves subsistent pour qu'une grosse partie de la somme de 25.625 francs qui lui a été confié le 16 août 1899 ait été détournée de l'affectation qu'elle devait recevoir.

En ce qui concerne le capitaine François :

Attendu que le 16 août 1899, alors qu'étant chef intérimaire de la S. S., François a obtenu du général Delanne, sous-chef d'E. M. G., l'autorisation de prélever 20.000 francs sur les fonds de la caisse de réserve pour les passer à la caisse courante, sans qu'aucune circonstance ne nécessitât ce prélèvement, qu'il n'a pas passé cette somme

au service courant, et que, au contraire, il l'a remise à Mareschal sans écritures, en vue d'une opération non autorisée :

Attendu que, de plus, François a toléré que le comptable placé sous ses ordres commette en 1899, dans le but de faire reparaître cette somme de 20.000 francs dans les comptes, les irrégularités d'écriture reprochées à cet officier comptable ;

Attendu que, en ne rendant pas compte à ses chefs de la dépense exceptionnelle de 25.000 francs, François partage comme chef de service les responsabilités qui pèsent sur Mareschal à la suite de l'opération de Zurich ;

Attendu que, appelé à s'expliquer devant la Cour de cassation, François a déclaré que jamais, à sa connaissance, un document n'avait été payé 25.000 francs, que « jamais de la vie » il n'aurait pu l'ignorer et qu'il serait invraisemblable qu'il l'eût oublié ;

Attendu que si, plus tard, au Conseil de guerre, François revient sur les déclarations faites devant la Cour de cassation, ses abondantes explications, qui tendent à suivre les indications de la lettre Dautriche du 15 mai 1904, ne justifient en rien les contradictions relevées dans ses deux attitudes successives ;

Attendu que, pour les irrégularités d'écriture, François se borne à affirmer qu'elles ne contiennent aucune dissimulation et qu'il reconnaît comme sienne la signature apposée pour approbation des comptes, en fin du mois d'août 1899 ;

Attendu qu'il ne peut également que produire des affirmations contraires lorsque les généraux Delanne et de Lacroix témoignent qu'ils n'ont jamais autorisé la dépense de 25.000 francs pour Austerlitz et qu'il ne leur a pas été rendu compte de cette dépense.

En ce qui concerne le lieutenant-colonel Rollin :

Attendu qu'il est établi et qu'il reconnaît lui-même qu'il a participé à l'entrevue de Mareschal avec Austerlitz à Zurich, le 16 août 1899, et qu'il déclare avoir fait payer par Mareschal la somme de 25.000 francs à cet agent ;

Attendu que, dans sa déposition du 14 mai 1904, devant la Cour de cassation, il a déclaré que l'achat de documents à Austerlitz n'a pu être effectué qu'avec l'autorisation du général Delanne et a dû être suivi d'un compte rendu et que ces deux formalités n'ont été remplies ni l'une ni l'autre, ainsi qu'il ressort du témoignage de cet officier général ;

Attendu que, au cours de cette déposition, Rollin ne se souvient pas du montant de la somme payée à Austerlitz, ce qui est inadmissible en raison de l'importance de cette opération exceptionnelle ;

Attendu que, au Conseil de guerre, le 25 juin 1904, il prend la responsabilité du prélèvement de la somme de 20.000 francs sur la caisse de réserve sans pouvoir faire comprendre la nécessité de cette opération, puisque, au contraire, la situation de la caisse courante la rendait inutile ;

En ce qui concerne les co-inculpés :

Considérant que leur probité vulgaire n'est pas contestée et qu'il n'est pas admissible qu'ils se soient concertés pour détourner à leur profit personnel la plus grosse partie de la somme de 25.625 francs sortie, le 16 août 1899, des fonds de la S. S., dont l'emploi demeure injustifié ;

Attendu que l'instruction, tout en évitant des investigations étrangères à la mission dont elle était chargée, et convaincue, cependant, qu'il fallait chercher ailleurs que dans la cupidité improbable des officiers inculpés l'explication des faits qui leur sont reprochés, a examiné les quelques documents saisis chez eux, ceux communiqués par la Cour de cassation et les renseignements contenus dans les journaux officiels des 25, 26, 29 mai 1900, et a constaté qu'on ne saurait avoir de leur droiture professionnelle la même bonne opinion. Il résulte, en effet, d'un état établi au ministère de la Guerre, que la S. S., au mois d'août 1899, était composée de MM. Rollin, Mareschal, François et Fritsch, et que, en moins d'un an, ces quatre officiers étaient successivement relevés de leurs fonctions pour fautes graves dans le service ;

Considérant que leur esprit d'impartialité pour tout ce qui touche aux faits se rattachant au procès de Rennes de 1899 est plus que douteux, et que ces officiers n'ont pas échappé aux passions violentes qui, au moment de ce procès, avant et après, ont eu, dans les bureaux du service de statistique, une si funeste influence ; qu'en ce qui concerne particulièrement François, ses notes, lettres, documents de toute sorte permettent de reconstituer en partie la mentalité de cet officier pendant et depuis l'année 1899 ; en effet, durant les quelques semaines de commandement intérimaire qu'il a exercé en fin juillet et août 1899, en l'absence du commandant Rollin, son activité relativement à l'affaire du procès de Rennes est considérable ; dès qu'il apprend que la femme Bastian et l'agent Brücker, tous les deux salariés par la S. S., sont surveillés, soit pour le compte du ministère de l'Intérieur, soit pour celui de la justice, il s'inquiète, intervient pour faire cesser cette surveillance, et une véritable lutte de ruse s'engage entre ses agents et les autres ; finalement, lorsque la femme Bastian est recherchée au sujet du procès de Rennes, elle demeure introuvable, bien que François sache où elle est, et ses agissements permettent de lui imputer cette disparition ; le ministre de la Guerre lui intime l'ordre de cesser toute relation avec cette femme et de la rayer du nombre de ses employés, ordre qu'il transgresse, du reste, dès le commencement de 1900.

De plus, à la même date, fin juillet 1899, il apprend qu'un agent de la Sûreté générale, agissant pour son compte ou pour celui de son service, cherche à s'aboucher avec son agent Brücker ; il en

prend immédiatement ombrage, fait faussement état des démarches de l'agent de la S. G. et soustrait Brücker à toute indiscretion.

Enfin, sa correspondance en août et septembre 1899 est suggestive ; celle de 1900 l'est plus encore, et, le 28 avril de cette année, il écrit entre autres choses : « J'ai de gros soucis et de gros embarras de service en ce moment, nous allons, je le crains, entrer dans une crise nouvelle plus terrible peut-être, et plus grave, dans tous les cas, que la première. Comment en sortirai-je ? A la garde de Dieu. Mais j'ai toujours devant moi l'exemple de mes trois prédécesseurs ; le premier, mort fou ; le deuxième, disqualifié et honni ; le dernier, le meilleur de tous, et le plus droit et loyal, suicidé d'un coup de rasoir. »

Singulier état d'esprit que celui de cet officier qui, plus de dix-huit mois après la révélation de l'accomplissement par Henry de l'acte le plus criminel qui puisse être commis envers la justice, quand les passions sont calmées et que tout homme de droiture, même rudimentaire, le réprouve, trouve que son auteur est le plus droit et loyal des officiers supérieurs qui ont successivement commandé la S. S. Que penser de son esprit d'impartialité et de justice en ce qui touche les faits relatifs au procès de Rennes ?

Attendu que les officiers de la S. R. se sont laissés aller à commettre les fautes les plus graves et les plus compromettantes, qu'ils ont entre autres choses et à plusieurs reprises désobéi de la façon la plus formelle aux ordres à eux donnés par le ministre de la Guerre et les généraux chef et sous-chef d'état-major, qu'ils se sont livrés à des manœuvres coupables pour empêcher, à les entendre, les agents de la S. G. de machiner contre eux une accusation relative au témoignage réputé faux de Czernuski, fait à Rennes le 4 septembre 1899, qu'il est au contraire établi que ce témoignage faisait l'objet de leurs préoccupations bien avant que les agents de la S. G. aient exercé une intervention qui, d'ailleurs, ne mettait pas ces officiers en cause. En effet, ainsi que le démontrent les quatre gros volumes de coupures saisies dans les bagages de François et ses notes nombreuses, cet officier n'a pas un instant perdu de vue l'affaire Dreyfus pendant et depuis son séjour au ministère de la Guerre ; cette affaire est la grosse préoccupation de sa vie depuis 1899 ; au commencement de 1900, étant chef de la S. R., il apprend que le verdict de Rennes est contesté, et cela l'inquiète ; les autres préoccupations de son service cèderont désormais le pas devant celles-là ; il se croit menacé par des menées ténébreuses que dirigerait le service de la sûreté. Pourquoi ? Rien jusque-là ne justifie ces craintes, personne ne l'accuse d'avoir payé le faux témoignage Czernuski, et cependant un de ses subordonnés, Mareschal, se livre, le 10 mars, avec l'agent d'espionnage Wessel, aux compromissions les plus extraordinaires pour obtenir de cet individu une sorte de certificat

tendant à le disculper, lui et les autres officiers de la S. R., d'un faux témoignage que personne ne leur a encore reproché ; les lettres de Toms, dont il sera fait plus tard un si grand usage, sont, en effet, postérieures de près d'un mois au 10 mars et, de plus, l'officier visé dans ces lettres n'appartenait pas à la S. R., il s'agissait du général Mercier, ancien ministre de la Guerre ; désormais l'émotion incompréhensible de François va aller en grandissant et l'entraîner, lui et ses collaborateurs, aux actes les plus répréhensibles ; d'abord, aussitôt que Mareschal a rapporté le certificat de Wessel, le 12 mars, François s'empresse d'établir un rapport qui, dans son esprit, éclairera le ministre de la Guerre sur les soi-disant menées de la S. G. tendant à inculper les officiers de la S. R. du faux témoignage Czernuski ; depuis longtemps et à diverses reprises, l'ordre impératif du ministre de n'avoir pas à s'occuper en quoi que ce soit du procès de Rennes lui a été communiqué, le chef d'état-major général refuse donc de transmettre son rapport ; il insiste ; le 16 mars, le général de Lacroix lui réitère qu'il a tort de s'occuper de cette affaire, lui rappelle qu'il a l'ordre absolu de se tenir tranquille et fait brûler devant lui le rapport établi ;

Attendu que tous leurs agissements ne peuvent s'expliquer que par l'intérêt majeur et personnel qu'ils avaient à empêcher toute investigation de ce côté, que cet intérêt était tellement considérable qu'il les a amenés à se procurer et à conserver dans les conditions les plus irrégulières des documents ne concernant pas la S. R., et qu'un d'entre eux n'a pas hésité à les livrer à un député pour forcer le gouvernement à intervenir dans leur sens, provoquant ainsi la démission du ministre de la Guerre ; qu'enfin tous leurs actes convergent vers les mêmes faits et que ces faits ont trait au procès de Rennes. En effet, un incident, le *factum* établi par Wessel à Nancy, *factum* sollicité et probablement dicté par Mareschal, avait permis à François de transgresser les ordres du ministre, sans paraître avoir pris l'initiative ; un autre incident, l'arrestation et la saisie des papiers de Wessel à Nice, va permettre aux officiers de la S. R. de reprendre d'une manière décisive la campagne commencée pour forcer le ministre de la Guerre et même le gouvernement à intervenir dans leur sens ; après l'entrevue de Nancy, Mareschal envoie Wessel à Nice, bien que connaissant les dangers qu'y courait cet agent d'espionnage ; Wessel a peur, lui signale ces dangers, mais Mareschal lui affirme qu'il n'a rien à craindre, que toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il soit à l'abri de tout ennui ; Wessel arrive à Nice le 5 avril 1900 ; il est arrêté le 9 avril.

Les démarches les plus actives sont faites par François pour que les papiers de Wessel arrêté soient remis à la S. R. ; la raison donnée est que certains peuvent intéresser le service des renseignements et qu'il faut les retirer à leur propriétaire, qui est sous le coup d'une demande d'extradition.

Ces démarches aboutissent rapidement. Elles auraient abouti également si on les avait faites pour obtenir la mise en liberté, ce qui eût également mis les papiers de Wessel hors d'atteinte d'un gouvernement étranger ; ils n'auraient jamais couru ce danger si Wessel n'avait pas été arrêté ; il est vrai que, dans ce dernier cas, ils ne seraient jamais tombés entre les mains de François. C'est le capitaine Fritsch qui va les chercher à Nice, il ne les trouve pas chez Wessel, mais chez Mathilde Baumler, qui proteste et réclame inutilement au moins ceux qui lui appartiennent, c'est-à-dire les deux lettres Toms, mais ce sont ces deux lettres surtout qui intéressent la S. R. Le ministre de la Guerre, saisi par le président du Conseil, ne peut rien comprendre à toutes ces intrigues, si ce n'est que François et Mareschal ont, une fois de plus, gravement enfreint ses ordres ; il les renvoie tous les deux dans un régiment, mais les lettres qu'il continue à ignorer restent à la S. R. ; à la nouvelle de ce renvoi, une véritable folie s'empare de ces officiers et Fritsch livre les lettres de Toms à un député ; interpellé, le gouvernement, cette fois-ci, sera bien obligé d'intervenir, et comme l'opinion publique du moment et la Chambre sont d'accord pour que le silence et l'oubli se fassent sur le procès de Rennes, de Czernuski, etc., etc., il suffit de lire à l'*Officiel* les discours des députés Humbert et Le Hérissé pour être certain que les officiers de la S. R. les ont, non seulement documentés, mais inspirés.

Quelle part revient à François et à Mareschal dans l'acte commis par Fritsch ? Celui-ci est, bien entendu, responsable, et il est juste que sa faute ait été sévèrement réprimée. Mais il faut remarquer que Mareschal n'a quitté officiellement les bureaux de la S. R. que le 19 mai, François le 20, en réalité le 24, comme le prouve une de ses lettres, et par suite que ce dernier, tout au moins, était encore présent à la S. R., s'il n'en était plus le chef, quand Fritsch détermina l'intervention du député Humbert au cours de l'interpellation du 22 mai 1900.

Pour ces motifs, mes conclusions tendent à ce qu'une ordonnance de non-lieu soit rendue en faveur de MM. Rollin, Mareschal, François et Dautriche, les faits qui leur sont reprochés se rattachant à l'affaire pour laquelle a été promulguée la loi d'amnistie du 27 décembre 1900.

Enfin, en ce qui concerne particulièrement le fait dont Dautriche s'est rendu coupable le 16 ou 17 mai 1904 en commettant un faux en matière d'administration militaire, postérieurement à la loi d'amnistie, nous admettons que cet officier n'a fait que compléter les irrégularités commises en 1899, et que, ces irrégularités étant couvertes par la loi d'amnistie, il peut bénéficier de l'esprit sinon de la lettre de cette loi ; en conséquence, nous concluons à ce que l'ordonnance de non-lieu s'étende à ce chef d'accusation.

Signé : RABIER.

M. le Président donne lecture aux prévenus de l'ordre de mise en jugement ainsi conçu :

Ordre de mise en jugement

Le Gouverneur militaire de Paris.

Vu la procédure instruite contre :

MM. Dautriche, Grégoire, officier d'administration de 1^{re} classe des services d'Etat-major et du recrutement, employé à l'Etat-Major de l'armée ;

Rollin, Nicolas-Paul-Ferdinand-Albert, lieutenant-colonel, breveté, commandant le groupe de zouaves du Gouvernement militaire de Paris ;

François, Marcellin, capitaine d'infanterie, breveté, officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie ;

Mareschal, Henri, capitaine d'infanterie, breveté, à l'Etat-Major de la 39^e division d'infanterie ;

Vu le rapport et l'avis de M. le Rapporteur et les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement, tendant à une ordonnance de non-lieu ;

Attendu qu'il existe contre MM. Dautriche, Rollin, François et Mareschal, prévention suffisamment établie :

1^o Dautriche : d'avoir, à Paris, commis un faux en matière d'administration militaire, en faisant, en 1899, postérieurement au 16 août, sur les registres de comptabilité qu'il était chargé de tenir, des grattages, surcharges, interlignes et additions, dans l'intention de dissimuler un vol de deniers, commis le 16 août 1899, au préjudice de l'Etat, par Rollin, François et Mareschal, et en faisant le 16 ou 17 mai 1904, sur un registre de comptabilité, un grattage et une addition, dans l'intention de faire concorder ses écritures avec les irrégularités commises en 1899 ;

Crime prévu et réprimé par l'art. 257 du Code de Justice militaire ;

2^o Rollin : d'avoir, en août 1899, soustrait frauduleusement une somme d'environ vingt mille francs, appartenant à l'Etat, conjointement avec François et Mareschal ;

3^o François : d'avoir, en août 1899, soustrait frauduleusement une somme d'environ vingt mille francs, appartenant à l'Etat, conjointement avec Rollin et Mareschal ;

4^o Mareschal : d'avoir, en août 1899, soustrait frauduleusement une somme d'environ vingt mille francs, appartenant à l'Etat, conjointement avec Rollin et François ;

Crimes prévus et réprimés par l'article 248 du Code de Justice militaire.

Vu les articles 108 et 111 du Code de Justice militaire ;

Ordonne la mise en jugement de MM. Dautriche, Rollin, Francis et Mareschal, sus-qualifiés ;

Ordonne, en outre, que le Conseil de guerre, appelé à statuer sur les faits imputés auxdits Dautriche, Rollin, François et Mareschal, sera convoqué pour le 25 octobre 1904 à 8 heures du matin :

Et que les accusés, actuellement en liberté provisoire, seront écroués à la Prison militaire du Cherche-Midi, aussitôt après la notification du présent ordre.

Fait au Quartier Général, à Paris,
le 8 octobre 1904.

M. LE PRÉSIDENT (*aux quatre prévenus*). — Je vous préviens que la loi vous donne le droit de dire tout ce qui peut être utile pour votre défense. Je rappelle à MM. les défenseurs les prescriptions de l'article 620 du Code de Justice militaire.

INTERROGATOIRE DE M. L'ARCHIVISTE DAUTRICHE

M. LE PRÉSIDENT. — M. Dautriche, voulez-vous dire tout ce que vous avez à avancer pour votre justification. Vous avez entendu l'acte d'accusation et le réquisitoire, voulez-vous vous expliquer et faire la lumière.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Mon général, le 21 août 1899, le capitaine Mareschal me fit connaître, à la suite de l'entrevue de Zurich, qu'il avait remis, avec le commandant Rollin, à Austerlitz, la provision qu'il avait emportée à cet effet. Nous avions alors à faire cette inscription sur les registres de comptabilité. Il était d'habitude constante que les officiers réglaient leurs frais de voyage en rentrant ; nous avions donc à inscrire, non seulement la dépense d'Austerlitz, mais aussi les frais de voyage de Zurich. J'inscrivais ces dépenses sous le nom des officiers, soit en entier, soit en abrégé. Les indications fournies par l'expertise de M. Legrand ayant révélé que le mot Rollin pouvait se trouver dans le grattage, je crois pouvoir dire également que j'ai pu écrire aussi Mareschal, mais je n'affirme rien ; seulement, comme j'étais d'avis de régler tout aussitôt, il est très possible que

j'aie voulu tout d'abord régler les frais de voyage; cependant le capitaine Maréchal, ne pouvant ou ne voulant pas régler tout de suite sa note de frais, et voulant seulement s'occuper d'Austerlitz, je me suis trouvé alors dans l'obligation d'effacer une mention qui ne pouvait pas servir, c'est-à-dire le mot Rollin et probablement une partie du mot Mareschal. Ce que j'avance-là, on peut en trouver trace au point de vue des frais de voyage dans toutes les affaires, notamment pour les affaires avec Austerlitz, on peut trouver les noms des officiers qui ont fait des voyages, à côté du nom d'Austerlitz. Les frais de voyage de M. Rollin et de Mareschal n'ont été réglés que plusieurs jours après; j'aurai donc enlevé la mention que j'avais mise d'abord, et j'aurai écrit le mot d'Austerlitz sur le grattage.

Mais la somme remise à Austerlitz provenait de deux caisses : 20.000 francs avaient été prélevés à la réserve, le reste était sorti de ma petite caisse; les 20.000 francs avaient été prélevés à la réserve et remis à Mareschal sans passer par mes mains; n'étant pas passés dans mes mains, je m'en désintéresse tout d'abord. Cependant je portai une indication spéciale à la suite du mot Austerlitz permettant de se reporter au carnet de la réserve. J'inscrivis ensuite la dépense que j'avais faite de ma caisse dans la colonne des chiffres; j'établis un reçu de cette somme que je fis signer à Mareschal sur un reçu qui portait les mêmes indications relatives à la réserve, ainsi que sur la souche de ce reçu.

M^e AUFRAY. — Je me demande si, avant d'entrer dans le détail des explications de l'opération faite, le Conseil ne pourrait pas demander à M. Dautriche de donner d'abord l'explication du mécanisme de ses livres.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Dautriche est libre de dire tout ce qu'il veut pour sa défense, je ne l'interromprai pas; il va probablement nous expliquer de lui-même tout ce qu'il désire dire.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — On m'a reproché de n'avoir pas inscrit les 20.000 francs au service courant dans mes registres. Eh bien, c'était la première fois depuis que j'étais au service qu'une opération de prélèvement à la réserve se présentait; les 20.000 francs ne m'étant pas passés par les mains, je ne me sentais pas autorisé à encaisser fictivement une somme qui était en dehors de moi, de même que je ne me

reconnaissais pas le droit d'établir un reçu et de le faire signer pour une somme que je n'avais pas reçue.

Voilà tout simplement mon opération, et voilà pourquoi, sachant d'autre part qu'il existait un carnet de la réserve, lequel devait à mon point de vue justifier de ses sorties par corrélation avec les opérations de ma petite caisse, je n'ai pas porté — je n'en ai pas reçu l'ordre, d'ailleurs — les 20.000 francs de la réserve sur mon brouillard et ensuite sur le registre de caisse.

Je dois dire entre parenthèses que je n'étais pas administrateur des fonds, ni même comptable attitré ; je n'avais pas de lettre de service, je n'avais pas droit à la signature, je n'avais pas de pièces du bureau, j'étais un simple caissier dont la responsabilité résultait seulement des espèces mises à ma disposition contre les reçus dont j'avais à justifier.

Lorsque, sur le reçu qui avait été signé à Austerlitz et établi après coup, probablement quelques jours après, le capitaine Mareschal vint ajouter la mention : « Et à Berg, 625 fr. à ce dernier », j'inscrivis cette mention sur mon brouillard, en interligne (je ne pouvais pas faire autrement), afin qu'elle pût figurer ensuite à sa place sur le registre de caisse.

Voilà l'explication que je peux donner en ce qui concerne le grattage « Austerlitz » et l'interligne concernant Berg.

En ce qui concerne l'interligne relatif à l'inscription du chèque du mois d'août, voici l'indication que j'ai à donner.

Lorsque le chef d'Etat-major général signait le chèque mensuel, c'est-à-dire au commencement de chaque mois, le chef du service l'acquittait d'abord, me le remettait et me l'envoyait toucher à la caisse du payeur au Ministère ; je rapportais la somme intégrale au chef de service, et, en la lui remettant, je lui demandais s'il y avait une provision pour renforcer le reliquat de ma petite caisse ; mais la grosse somme restait en grande partie entre les mains du chef de service. Je ne lui donnais pas de reçus de ce qu'il me remettait ; plusieurs chefs de service en prenaient note ; de mon côté, j'en prenais note sur une fiche spéciale que je plaçais dans ma caisse. Il résultait de ce fait que les mensualités se trouvaient entre deux mains. Or, pour cette raison, peut-être par un scrupule mal placé, je n'inscrivais pas assez souvent les chèques aussitôt qu'ils étaient touchés, je n'avais pas

l'argent entre les mains, je n'en avais qu'un petit morceau, par conséquent c'est une question de confiance qui existait entre le chef de service et moi, et, si j'avais fait les inscriptions à leur date, ma caisse se serait trouvée tout de suite en déficit. Dans la pratique, je renouvelais mes demandes de provision jusqu'à épuisement de la mensualité ; à ce moment là, les fiches qui me servaient de pièces comptables dans ma caisse n'ayant plus lieu d'exister, j'inscrivais par ordre, en interligne, et à sa place, le chèque, de façon qu'il pût figurer sur le registre de caisse au moment où je relevais les dépenses.

J'aurais pu aussi bien ne porter cette dépense qu'à la fin du mois, en dernière ligne, simplement pour faire la balance, ou en première ligne.

En ce qui concerne l'inscription faite sur le carnet de la réserve « Documents fournis par Austerlitz », inscription qui est de ma main, je ne peux pas préciser à quelle date elle été faite. J'ai peut-être pris l'initiative de la faire dès le 21 août 1899, jour où j'avais réglé avec Mareschal ; dans tous les cas, je crois avoir assez d'ordre pour avoir provoqué l'inscription de façon à ne rien dissimuler en ce qui concerne l'opération Austerlitz. Il y a lieu de remarquer que tous les papiers concernant cette opération font mention du prélèvement à la réserve ; il ne peut donc y avoir aucune intention de dissimulation de ma part. Je ne me rappelle donc pas à quelle date j'ai pu faire cette inscription ; j'ai pu la faire à partir du 21, comme j'ai pu la faire à la fin du mois, lorsque je présentais à la signature le relevé des dépenses dont je devais justifier avec le livre de caisse et mes reçus à l'appui.

Voilà pour les inscriptions de 1899. On peut s'en rendre compte pour la plupart. Pour le grattage, c'est une inscription qui n'a pas pu servir, que j'ai dû enlever ; l'interligne était un fait tout à fait indépendant de ma volonté, puisque l'on avait fait une inscription après coup et qu'il me fallait en tenir compte ; quant au carnet de la réserve, je n'étais pas chargé de le tenir, ce n'est que pour faciliter le service que j'ai pu prendre l'initiative de le faire. Peut-être ai-je reçu des ordres pour le faire, mais je ne me le rappelle pas ; enfin, je n'étais pas chargé de tenir le carnet de la réserve.

Je crois que c'est à peu près tous les faits qui peuvent m'être reprochés pour les opérations de 1899.

En ce qui concerne les opérations de 1904, le relevé de comptes, qu'on présente toujours comme un registre régulier, ne l'est pas du tout ; il ne fait pas partie de la comptabilité ; je n'étais pas chargé de le tenir, et j'aurais pu l'anéantir sans avoir à en rendre compte à personne. Il était d'ailleurs ignoré de la plupart des chefs. Il est possible que je l'aie donné pour un renseignement, mais on ne peut pas tirer de là que c'est un registre faisant partie de la comptabilité ; il n'en faisait pas partie. D'ailleurs, le règlement du 31 décembre 1903 ne prévoit pas du tout la tenue de ce registre.

Ensuite, je tenais, comme je vous l'ai déclaré, pour me faciliter mon travail et m'éviter des recherches plus longues, un autre livre. J'avais eu d'abord des fiches isolées que j'avais trouvé plus simple de porter sur un registre particulier ; cela pouvait servir à plusieurs fins. Avec les années j'ai fini par l'augmenter encore ; tel qu'il se présente aujourd'hui sous les yeux, il représente à peine le tiers des parties prenantes du service des renseignements, et encore, pour ceux qui y figurent, les causes sont incomplètes. C'est un registre que je ne ferai voir par aucune justification, car il est incomplet.

En ce qui concerne Austerlitz, c'est à l'occasion d'une demande de renseignements du capitaine Lambling, vers le commencement de 1902 ou la fin de 1901, que je recommençai à faire les premières inscriptions pour la part d'Austerlitz ; j'en fis sept ou huit d'un seul coup, et c'est à l'occasion d'une demande de renseignement du chef d'Etat-major général, le 16 mai 1904, qu'ayant présent à l'esprit l'affaire Austerlitz, je fis l'inscription du mois d'août.

Je fis, du reste, en même temps l'inscription Berg pour la même raison, mais je n'avais aucune arrière pensée en faisant cette inscription : je l'ai faite absolument sans réflexion sur un document qui était absolument ma propriété. Jamais il ne serait venu à mon esprit de lui donner une signification quelconque.

Voilà, mon général, ce que j'ai à dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous aurez la parole quand vous le voudrez pour les questions supplémentaires. Si vous n'avez plus rien à ajouter pour le moment, je vais maintenant procéder à votre interrogatoire.

Je mets à la disposition du Conseil et de la défense les

états de service et les notes qui constatent que vous êtes un officier parfaitement noté. Cependant, vous voilà poursuivi pour une accusation grave.

Je dois le dire tout de suite, l'accusation repousse l'idée d'un détournement qui aurait été commis par vous pour votre usage personnel ; vous n'êtes pas accusé d'avoir volé de l'argent pour l'employer à votre usage personnel.

Les faits qui vous sont imputés seraient, d'après l'accusation, couverts par l'amnistie, du moins ceux se rapportant à 1899. Toutefois, pour vous, en particulier, il y a le fait de 1904, auquel vous venez de faire allusion, qui ne serait pas couvert. Je pose simplement les termes de la question pour que MM. les membres du Conseil de guerre sachent à quoi s'en tenir. Je voudrais indiquer au Conseil comment vous avez été engagé.

Le procès de Rennes a été clos au mois de septembre 1899 ; Dreyfus a été gracié le 19 septembre 1899, et une loi du commencement de 1900 a prévu le cas où il aurait le droit de demander sa réhabilitation ; pour la demander, il lui fallait un ou plusieurs faits nouveaux, et, entre autres faits nouveaux qu'il a invoqués, il a relevé celui du faux témoignage Czernusky, dont on a dit quelques mots dans l'acte d'accusation... Ce que je dis là, c'est plutôt pour les membres du Conseil que pour vous, qui êtes au courant.

Comme première pièce, nous avons le réquisitoire de M. Baudouin, 4 mars 1904 ; il a été publié, on va vous en lire le passage qui concerne précisément le témoignage Czernusky.

Le nom du capitaine Mareschal s'est trouvé incidemment prononcé dans cette partie du réquisitoire de M. Baudouin ; c'est ainsi que le capitaine Mareschal a été amené à déposer plus tard... Ceci pour montrer la succession des faits.

Voulez-vous, M. le Greffier, lire le réquisitoire de la première enquête du procès Dreyfus.

M. le Greffier donne lecture du document suivant :

D'autre part, voici qu'un nommé Wessel, ancien officier de l'armée allemande, qui avait déserté, nous apprend comment a été fabriquée la déclaration de Czernusky ; elle a été faite à Bruxelles, de concert entre Czernusky et un Polonais, son ami Przyborowski, qui l'avait mis en rapport avec un officier de l'Etat-Major, le capitaine Mareschal, et Wessel raconte que la déclaration lue à Rennes a été dictée à Czernusky par le capitaine Mareschal. Est-ce croyable ?

Le personnage qui livre ces détails est tout ce qu'il y a de plus suspect. Le nommé Wessel est poursuivi ; on a demandé son extradition à la France qui l'a refusée... (1).

Voici l'autre passage (2) :

Du reste si vous ordonnez l'enquête que je crois, pour mon compte nécessaire, à raison d'autres faits sur lesquels je vais avoir à m'expliquer, vous aurez toute latitude pour rechercher, même sur ce point, ce qu'il peut y avoir d'exact dans les révélations qui ont été faites, et j'ajoute que j'estime qu'il y aura justice à pousser quelques investigations dans ce sens, ne fût-ce, en présence des déclarations de Wessel vis-à-vis du capitaine Mareschal, officier de l'armée française, que pour mettre celui-ci en situation de venir dans l'enquête démentir les bruits abominables qui ont circulé sur son compte du chef de la déclaration de Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce réquisitoire, qui a été rendu public immédiatement, est du 4 mars 1904.

Voulez-vous, Monsieur le Greffier, lire la lettre du capitaine François à Mareschal, du 5 mars, pièce 29 du dossier. Cette lettre a été saisie plus tard.

Le Greffier donne lecture de cette lettre :

Riom, 5 mars 1904.

Mon cher Mareschal,

Je viens de lire le réquisitoire du Procureur général au sujet de la demande en révision du sieur Dreyfus. Vous y êtes assez vilainement arrangé. Alors même que l'enquête que va très probablement ordonner la Cour ne porterait pas sur le fait qui vous concerne particulièrement, je ne crois pas que vous puissiez demeurer sous le coup d'une accusation aussi grave que celle dont vous êtes l'objet, et que je suis surpris de trouver dans un document qui devrait être sérieux.

Dans ces conditions, je crois de mon devoir de vous dire sans retard que je suis tout à votre disposition pour le cas où vous auriez besoin de mon témoignage. Je connais très bien toute l'affaire Wessel et consorts ; j'ai eu la précaution, dès 1901, avec les notes personnelles que je possédais d'en établir un historique très complet et très documenté, dont la sincérité ne pourra être mise en doute par personne. Je suis persuadé que mon témoignage établira sur ce point particulier la fausseté des allégations du Procureur général.

(1) *Révision du procès de Rennes*, p. 193.

(2) *Id.*, p. 195.

Aussi, quelque ennui que je doive éprouver d'un incident de ce genre, je me mets entièrement à votre disposition. *

Je profite de l'occasion, mon cher ami, pour vous serrer bien affectueusement les mains, etc...

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un post-scriptum à lire.

M. le Greffier lisant :

Veillez m'accuser réception de ma lettre par retour du courrier.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous lire maintenant la lettre du capitaine Mareschal au Ministre, du 7 mars, et les pièces 1, 2, 3 et 4, du dossier 4.

M^e AUFFRAY. — Nous ne l'avons pas eue dans le dossier 4. C'est précisément une de celles que nous demandons.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — C'est au dossier 2.

M. LE PRÉSIDENT. — Elle y est depuis longtemps. Elle n'a pas, d'ailleurs une importance énorme.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, cela vient en moins dans les pièces que nous demandons.

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Elles ont toujours existé dans le dossier.

M^e AUFFRAY. — Je ne conteste pas.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est entendu.

Voulez-vous lire la lettre du capitaine Mareschal au Ministre et la lettre du capitaine Mareschal à François, du 5 mars.

M. le Greffier donne lecture de la lettre suivante :

Toul, 7 mars 1904.

Le capitaine Mareschal, de l'Etat-Major de la 39^e division,
à Monsieur le Ministre de la guerre (Cabinet).
Paris.

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Au cours de son réquisitoire au sujet de l'affaire Dreyfus, M. le Procureur général près la Cour de cassation m'a mis en cause dans le passage suivant :

« Et Wessel raconte que la déclaration a été dictée à Czernuski par le capitaine Mareschal, que c'est une déclaration qui a été lue au Conseil de guerre. Est-ce croyable ? etc... »

Or, je suis à même de prouver que l'accusation portée contre moi par le sieur Wessel est de pure invention, et je puis le faire au moyen de pièces qui, actuellement encore, doivent se trouver aux

archives du Ministère de la guerre (2^e bureau, section de statistique).

Bien que M. le Procureur général qualifie de suspecte la déclaration de Wessel et que, plus loin, dans son réquisitoire il dise :

«... Et j'ajoute que j'estime qu'il y aura justice à pousser quelques investigations dans ce sens, ne fût-ce, en présence des déclarations de Wessel contre le capitaine Mareschal, officier de l'armée française, que, pour mettre celui-ci en situation de venir, dans l'enquête, démentir les bruits abominables qui ont circulé sur son compte..., etc. »

Il n'en est pas moins vrai que ces accusations lancées contre moi, même par un homme disqualifié, sont de nature à nuire à mon honnabilité.

Comme jusqu'à présent je n'ai pas été appelé à me justifier, et que cette justification ne pourra avoir lieu, peut-être, que dans un avenir plus ou moins éloigné, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'autoriser à écrire à M. le Procureur général près la Cour de cassation la lettre ci-jointe. Peut-être contribuera-t-elle à hâter un démenti public, qu'une simple enquête préalable eût évité, mais que je crois de mon devoir et de mon intérêt de demander.

MARESCHAL.

M^e HENRI BONNET. — C'est un brouillon saisi chez le capitaine Mareschal ; ce n'est pas la lettre même.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous désirez avoir la lettre ?...

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Pardon, elle est signée Mareschal.

M^e AUFRAY. — Ce doit être une copie signée par le capitaine Mareschal ; ce n'est pas l'original ; mais ce n'est pas pièce discutée.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous lire la lettre du capitaine Mareschal à M. le Procureur général près la Cour de cassation ?

M. le Greffier donne lecture de cette lettre :

Toul, le 7 mars 1904.

Le capitaine Mareschal, de l'Etat-Major de la 39^e division
d'infanterie, à M. le Procureur général près la
Cour de cassation, Paris

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Au cours de votre réquisitoire au sujet de l'affaire Dreyfus, vous m'avez mis en cause à propos de déclarations qu'aurait faites le nommé Wessel, ancien officier de l'armée allemande. L'accusation

portée contre moi par Wessel est essentiellement calomnieuse, et je puis le prouver.

J'avais pensé que les déclarations de Wessel ne seraient produites au public qu'après avoir été sévèrement contrôlées; mais, comme nulle enquête contradictoire n'a eu lieu, attendu qu'il ne m'en a été demandé jusqu'à présent aucune explication, j'estime que j'ai le droit de protester énergiquement contre des allégations que vous jugerez sans doute, comme moi, de nature à porter atteinte à mon honorabilité. Ces allégations seront certainement reconnues fausses dans un avenir plus ou moins éloigné; mais, d'ici là, et pour ne laisser subsister aucun doute dans l'esprit de personne, je pense qu'il est de mon devoir et de mon intérêt de vous demander de vouloir bien contribuer à démentir les bruits abominables qui ont couru sur mon compte du fait des déclarations de Wessel.

Je me mettrai donc, avec l'assentiment de Monsieur le Ministre de la Guerre, et dans un délai que je désirerais le moins long possible, à votre disposition pour vous prouver la fausseté des déclarations de Wessel.

A titre d'indication, et pour vous permettre des recherches avant l'enquête, je puis vous affirmer :

1° Que je n'ai jamais vu ni connu le nommé Czernuski.

2° Que je n'ai jamais été à Bruxelles.

3° Qu'il existe une déclaration, écrite en allemand de la main de Wessel et signée par lui sous son pseudonyme de Kork. Cette déclaration, qui a été traduite en français, a trait en effet à Czernuski, mais il est question d'une chose diamétralement opposée à celle qu'on me reproche.

Cette déclaration doit exister dans les archives du Ministère de la Guerre (2^e bureau-section statistique). Elle a, d'ailleurs, été mise, en son temps, sous les yeux de mes chefs hiérarchiques,

4° Qu'il existe une autre déclaration, celle-là du sieur Przyborski, signée Alex, relative au même sujet et concordant avec celle de Wessel.

Ces deux déclarations que j'ai reçues, sans d'ailleurs les avoir provoquées, m'ont été remises, autant que je me rappelle, dans le courant du premier trimestre 1900.

5° Qu'en dehors de ces deux déclarations, je n'ai jamais reçu des ceux individus ci-dessus que des communications ayant trait à mon service spécial exclusivement.

6° Je pourrais, d'ailleurs, invoquer d'autres témoignages dès qu'il me sera permis de le faire.

Je suis bien convaincu, Monsieur le Procureur général, qu'en raison des preuves que j'invoque, et qu'il vous sera facile de contrôler, vous voudrez bien contribuer à détruire l'impression fâcheuse qu'a causée, le passage de votre réquisitoire qui me concerne, et,

après une enquête que je faciliterai par tous mes moyens, démentir les allégations calomnieuses d'hommes tarés comme Wessel et Przyborowski.

MARESCHAL.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine Mareschal a insisté par une deuxième lettre, et on lui a répondu que cela avait été transmis à M. le Procureur général. Il n'y a donc pas, je crois, d'intérêt à lire cette lettre.

M. Atthalin, a la suite du réquisitoire de M. le Procureur général Baudouin, a été chargé de cette partie de l'enquête en cours, la partie concernant l'enquête particulière du témoignage Czernuski. C'est ainsi que M. Atthalin a été conduit à appeler le capitaine Mareschal en témoignage. Le 7 mai, le capitaine Mareschal est convoqué comme témoin par M. Atthalin. Il est d'abord interrogé d'une manière assez détaillée, mais il n'y a pas lieu de voir cela quant à présent, je l'écarte donc pour le moment. M. Atthalin avait à ce moment les quatre premiers registres de la S. R., il a interrogé le capitaine Mareschal au sujet d'une inscription relative au 16 août 1899. Voulez-vous lire la déposition du 7 mai du capitaine Mareschal devant M. Atthalin, à partir de la question de M. Atthalin qui commence ainsi : « J'appelle l'attention de la Cour, etc... », car, comme je l'ai dit dans la première partie, M. Atthalin a interrogé le capitaine Mareschal sur des faits dont nous n'avons pas à nous occuper pour le moment.

M. le Greffier lisant :

Au cours de l'enquête, l'attention de la Cour a été attirée sur la mention suivante figurant à la date du 16 août 1899 sur le livre-journal du Bureau des renseignements : « Austerlitz (documents) complément de 20.000 francs de la réserve : 5.000 francs. » La mention des 20.000 francs figurerait d'autre part dans le carnet de réserve, et enfin un reçu se rapportant à la totalité ou partie de la somme serait signé de votre main. Nous vous représentons le livre-journal, nous n'avons personnellement pu encore procéder à l'examen de tout autre document.

R. — Moyennant la somme de 5.000 francs, j'ai, à la date indiquée, dans une ville d'un pays voisin, acheté à une personne qui existe réellement et est connue au bureau sous le nom « d'Austerlitz » un document de très sérieuse valeur qui se trouve au Ministère et qu'il serait facile à la Cour de se faire représenter.

La lettre d'Austerlitz, lettre existant au bureau, est arrivée vers 7 h. du soir, il me fallait partir le soir même à 9 h. pour arriver à temps au rendez-vous donné. Il faut vous dire ici que les fonds du Bureau étaient répartis entre deux caisses : l'une, la caisse courante, confiée à l'archiviste, l'autre, la caisse de fonds de réserve, confiée au chef du même bureau. Soit que la caisse de l'archiviste fût alors insuffisamment garnie, soit qu'il eût déjà quitté le bureau, il a fallu, vu l'urgence, prendre l'argent dans la caisse de réserve. C'est ce qui explique la mention : « Complément de 20.000 fr. de la réserve ». Ce qui revient à dire que j'avais prélevé 5.000 francs complément de 20.000 francs qui restaient dans le bureau, lequel avant mon prélèvement en comportait 25.000.

Il est probable, du moins possible, que l'inscription qui précède immédiatement sous la rubrique « Berg », frais de voyage et gratification, 625 fr., se rapporte à la même opération, les 5.000 francs représentant le prix net du document, les 625 francs pouvant provenir, ceux-là, de la caisse de l'archiviste, représentant tant mes frais de voyage, etc... que ceux de mon correspondant.

J'indique encore qu'Austerlitz a fourni quelques documents au service, comme cela ressort de la correspondance qui se trouve au bureau.

Il s'agit, vous le voyez, d'une dépense totale de 5.000 francs, peut être de 5.625 francs, mais certainement pas de 25.000 francs. Pour ma part, je n'ai jamais eu occasion de payer un document ce prix-là.

Sur interpellation. — A l'époque où j'ai acheté le document dont il s'agit, le lieutenant-colonel Henry était encore chef de bureau. Au reçu de la lettre, je suis monté avec lui chez le chef d'Etat-major, général Delanne, je crois, qui nous a autorisés, après avoir vu la lettre, à engager la dépense. Au moment où j'ai touché les 5.000 francs, j'en ai donné au colonel Henry un reçu provisoire qui a dû être remplacé à mon retour par un reçu d'Austerlitz à moi-même sous le nom pseudonyme de Weiss.

D. — Pouvez-vous nous dire si vous avez vu Przyborowski à Paris ?...

M. LE PRÉSIDENT. — Cela n'a plus d'intérêt pour le moment, car il n'est plus question du reçu d'Austerlitz.

Le Capitaine François est interrogé le même jour, 7 mai, comme témoin, par M. Atthalin. Je crois que, dans cet interrogatoire, il n'est question que de faits étrangers à la question de comptabilité; par conséquent, inutile de la lire.

Voulez-vous vous lever, M. Dautriche. Nous en étions restés à ce point que deux choses vous sont imputées : les faits relatifs à 1899 et les faits relatifs à 1904. Nous allons voir tout de

suite une question qui a été soulevée pour la première fois dans le rapport. Je veux parler de la masse noire dont a parlé l'archiviste Gribelin. Qu'avez-vous à dire à ce sujet ? Connaissez-vous la masse noire ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pas du tout, je n'en ai jamais entendu parler.

M. LE PRÉSIDENT. — De qui avez-vous pris le service ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — De M. Gribelin.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes resté pendant combien de temps avec Gribelin ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai pris le service vers la mi-décembre 1898 et je suis resté jusqu'à la fin de l'année avec lui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes restés alors qu'une quinzaine de jours ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — A peu près.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, il ne vous en a pas parlé ? Il y a des inscriptions qui ont dû vous frapper dans le carnet de la réserve. Vous n'avez pas eu la curiosité de les voir ? Vous reconnaissez ce registre ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous me dire à quelle date vous avez pris le service ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Vers le 15 décembre 1898 : exactement je crois, le 13 décembre.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dû regarder, avec M. Gribelin, ce registre ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non. Je n'étais pas chargé de ce registre, c'est le chef de service qui le tenait toujours.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'avez eu à la main ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne le connaissiez pas de vue ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je savais qu'il existait, mais je n'étais pas chargé de le tenir et je ne connaissais pas les inscriptions qu'il y avait dessus.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous affirmez que, quand vous êtes entré au service, il n'a pas été question de masse noire ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Absolument pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous en avez entendu parler à quelle date ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne soupçonnais pas qu'elle put exister à ce moment.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand en avez-vous entendu parler pour la première fois.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Plus tard, dans les conversations peut-être.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce récemment, ou il y a longtemps ? Il faudrait préciser à ce sujet, c'est un fait qui a dû vous frapper ; il frappe tout le monde, mais vous, le comptable, qui avez succédé à Gribelin, plus particulièrement. Voilà la question de la masse noire, qui n'a pas été soulevée au moment du procès de Rennes je n'en ai entendu parler pour la première fois que quand j'ai été saisi de l'affaire... Eh bien, le silence était tellement fait à cet égard qu'on ne vous en a pas parlé ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, pas quand j'ai pris le service.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez entendu parler d'une somme provenant de la masse noire versée à la réserve ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, si réellement vous n'avez pas entendu parler de cette somme, vous preniez la suite d'une situation absolument irrégulière, parce que cette masse, dont M. Gribelin nous parlera, avait un actif de 35.000 francs, je crois ?... Je ne sais pas ce qui a été dépensé, à quoi a été employé cette masse noire, nous n'avons pas à le savoir ; mais il est certain que cela servait à des dépenses irrégulières, c'était la source des sommes qui servaient à ces dépenses. Vous avez pris simplement la somme en compte, vous n'avez pas eu la curiosité, en ce qui concerne le paiement d'Austerlitz, de tourner la page ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas curieux.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'avais pas le carnet entre les mains.

M. LE PRÉSIDENT. — De quelle date est l'encaissement de la réserve ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est le 22 septembre, il y a une inscription.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas connaissance qu'il y avait une caisse de masse noire, qu'elle subvenait à certaines

dépenses. Vous avez appris la dépense quelques mois après la suppression de cette masse noire, peut-être un mois ou deux après, et vous avez pu parer aux dépenses sans faire intervenir la masse noire ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous aviez des relations très cordiales avec les autres officiers du service ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ressort de la correspondance, notamment. En définitive, vous saviez ce qui se passait, je ne dis pas dans ce détail des opérations, mais vous étiez au courant des opérations Austerlitz en gros ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était la porte ouverte ; dans un service comme celui-là, il ne peut pas du reste en être autrement, il ne peut marcher que par la confiance mutuelle qui est pleinement établie.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Reconnaissez-vous le registre de réserve ? Je ferai remarquer que ce registre apparaît pour la première fois devant la justice ; il n'en a pas été question au procès de Rennes, nous verrons ultérieurement — c'est précisément la question que j'avais entamée tout à l'heure — nous verrons comment la Cour de cassation a été amenée à s'en occuper.

Les 7 et 9 mai, les capitaines Mareschal et François ont été interrogés par M. Atthalin, qui, à ce moment, avait entre les mains les quatre premiers registres, c'est-à-dire le registre de réserve de caisse ou le brouillard... En ce qui concerne le registre de la réserve, à quoi servait la réserve, comment était-elle constituée, sauf les ressources accidentelles de la masse noire ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'étaient les fonds du service courant, quand on pouvait faire des économies.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait une source de recettes, c'était la mensualité.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — A la fin du mois, il y avait quelquefois des économies ; la mensualité était de 40.000 fr., et, si on n'avait dépensé que 25 ou 35.000 fr., on mettait le reste à la réserve, on faisait une passation d'écriture.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette réserve était très nécessaire, par-

faitement normale, elle avait pour but de parer aux dépenses imprévues, comme l'achat d'un document à Austerlitz, soit en cas d'événement grave. Vous inscriviez les dépenses au jour le jour et vous les portiez sur les livres de caisse. Les dépenses étaient peu fréquentes ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Une ou deux peut-être par an.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous aviez en caisse, tant, 40.000 fr., je crois pouvoir dire que les sommes en caisse du premier de chaque mois ne variaient pas dans des proportions considérables. Vous ne saviez pas exactement ce que vous aviez au commencement de chaque mois, vous aviez 10, 15.000 francs. L'autre registre était pris au jour le jour, c'est un compte de dépenses.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est l'élément qui nous servait à établir le registre de caisse.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Journal, qu'était-ce ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est la reproduction, à très peu de chose près la mise au net.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces registres ont été mis entre les mains de M. Atthalin.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je vous ferai remarquer que le brouillard n'a pas été mis entre les mains de M. Atthalin, c'est moi-même qui l'ai porté à la Cour de cassation.

M. LE PRÉSIDENT. — Peu importe, le brouillard a une importance relative.

Un autre élément de comptabilité, c'étaient les reçus ?

Il y avait d'abord dans vos dépenses ce qu'on appelait les mensuaités, un certain nombre d'agents avaient des appointements. Pour ceux-là il n'y a pas de difficultés. Cela représentait quelles proportions à peu près ? La moitié ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Tout au plus.

M. LE PRÉSIDENT. — Les autres dépenses, les plus importantes étaient celles-ci : un document, par exemple, était à acheter, il fallait s'aboucher avec un agent ; les dépenses n'étaient constatées que par un reçu d'officier. Quelquefois, mais pas fréquemment, on faisait signer un reçu par un agent. Je crois qu'il y en a d'Austerlitz. Vous, comptable, vous étiez déchargé quand l'officier avait donné son reçu, ce n'est pas douteux ; vous étiez d'ailleurs, je l'ai dit, au courant de tout ce qui se passait. Ce que je ne comprends pas,

c'est ceci : on a demandé 20.000 francs à la réserve. Vous avez donné à cet égard des explications que je n'ai pas saisies. On ne devait toucher à la réserve qu'avec un ordre formel du chef d'Etat-major. Pendant un temps, on avait pu y puiser un peu comme on voulait ; mais, depuis janvier 1897, il y avait un ordre signé du général Gonse.

« A l'avenir, aucun prélèvement sur les fonds de réserve ne pourra être effectué que sur une autorisation du chef d'état-major de l'armée. »

Cela se comprend très bien, le chef d'état-major s'en rapportait à son chef de service des renseignements pour le service courant, qui était vérifié à la fin du mois ; mais, quand on demandait une grosse somme, il fallait la justifier. Comment avez-vous été mêlé à cela ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — La caisse ne pouvait s'ouvrir qu'avec deux clefs.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas ce que je demande. Le chef du service avait besoin de 20.000 francs ; il les avait ou non ; à qui s'adresse-t-il pour savoir s'ils y sont ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il suffit de consulter le registre de caisse, voir ce qu'il y a le premier du mois, et y ajouter 40.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que ne veux pas ajouter. L'opération dont nous parlons est du 16 août 1899. Or, au 1^{er} août 1899, vous aviez 19.000 francs en caisse. Cela ne variait pas énormément. Au 1^{er} juillet 17.000 fr., au 1^{er} septembre, 25.000. Cela variait dans une échelle relativement faible. Je vous demande une explication précise. Vous aviez une quarantaine de mille francs en caisse ; comment avez-vous pu dire au chef de service qu'il y avait besoin de puiser à la réserve ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'ai jamais dit cela.

M. LE PRÉSIDENT. — On vous dit : M. Dautriche, nous avons besoin de prendre 20.000 francs à la réserve. Vous, si peu comptable que vous soyez, et vous êtes comptable, vous devez regarder si vous les avez, faire votre compte. L'avez-vous fait ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai donné les indications qui m'étaient données par mes livres.

M. LE PRÉSIDENT. — Voilà un premier point grave ; vous avez fait le compte au 13 août, il n'est pas possible que vous

ayez dit qu'il fallait prendre de l'argent à la réserve sans vous en être assuré, non point par une vérification sou par sou, mais en gros.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne pouvais dire qu'on prenne à la réserve, je n'ai jamais eu l'initiative !

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne vous incrimine pas pour cela ; cela regarde François, nous le verrons plus tard. Vous étiez chargé de la caisse. Le capitaine François, puisque c'est lui qui a été mis en cause, a dû vous dire : il nous faut sortir 20.000 francs de la réserve — que ce soit à 7 heures du soir ou n'importe quand, peu importe. — Le capitaine François vous a-t-il demandé de prendre cela à la réserve ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Vous voulez dire, mon Général, s'il m'a demandé si j'avais la somme en caisse ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je veux dire si on a été chez le chef d'état-major pour lui demander de prendre de l'argent dans la réserve ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — On est allé certainement chez le chef d'état-major.

M. LE PRÉSIDENT. — Sans vous en parler ? Dites franchement la vérité. Nous n'arriverons que si vous la dites franchement.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il est très possible, mon général...

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demande si vous vous le rappelez, oui ou non. Le bon sens indiquait qu'on devait le faire. Le capitaine François, avant de demander la signature du chef d'état-major général, pouvait être appelé à donner des explications ; eh bien, il fallait dire : « Je n'ai pas d'argent en caisse » : Non seulement, il fallait le dire, mais il fallait également être prêt à présenter le registre.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est certainement ce que j'ai fait.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est donc après avoir présenté le registre que vous avez dit : « Je ne peux pas donner 20.000 francs. »

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, je n'ai pas pu dire cela.

M. LE PRÉSIDENT. — Qu'est-ce que vous avez dit ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai dit : voilà la situation.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, pour faire la situation, il n'y

avait qu'à faire une soustraction ; on pouvait le faire à l'œil ? Vous avez fait cela le 13 août ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, mon Général.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin la caisse a été faite le 13 août ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était au jour le jour ; le 13 août, vous avez fait votre total. Je reviens à ma question : vous avez été prévenu qu'on allait demander 20.000 francs au chef d'état-major. Cela ne s'est pas fait sans qu'on vous en parle, vous le reconnaissez ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Et on vous a demandé : avez-vous assez ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit : Je ne peux pas parer à une demande de 20.000 francs en ce moment-ci ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, ce n'est pas cela.

M. LE PRÉSIDENT. — Voyons, répondez franchement !

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'ai pu donner que les indications qui étaient sur mon registre.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, les indications, c'est 59.000 francs, et puis 9.000 francs.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, vous auriez dit : il y a 50.000 francs en caisse ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, qu'est-ce que vous avez dit ou qu'est-ce que vous avez dû dire ? Je vous le demande, parce que justement voici un premier grattage. Ce n'est pas 59.000 francs, on voit qu'il y avait 19.000 et qu'on a mis un 5 à la place du « 1 » vous le reconnaissez ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon Général.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, le chiffre de 40.000 fr. est en interligne ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — De deux choses l'une : ou bien vous avez présenté 19.000 francs et 9.000, reste 10.000, par conséquent, cela justifiait le prélèvement de 20.000 francs ; ou bien, vous avez présenté 59.000 francs. Lequel des deux chiffres ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai présenté 50.000 fr. ; j'ai

toujours dans la tête que nous avons 40.000 francs à dépenser par mois.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, vous avez vu qu'il n'y avait pas besoin de prendre de fonds à la réserve. Qu'est-ce qu'il y avait à ce moment-là ? Est-ce 19.000 ou 59.000 ? Je vous le dis parce qu'il y a eu grattage.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai dit : nous avons 59.000 francs en ce moment-là à notre service courant.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, à quel moment la rectification a-t-elle été faite ? Vous voyez bien qu'il y avait tout d'abord un « 1 » ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — On a dû mettre 59 quand on mis les 40.000 francs en interligne ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Evidemment, j'ai fait des vérifications quand j'ai porté l'interligne.

M. LE PRÉSIDENT. — A quel moment l'avez-vous porté en interligne ? Avez-vous quelque chose qui réponde au bon sens comme explication ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Ces 40.000 francs, je ne les avais pas en caisse.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous ne les aviez pas, c'était une autre irrégularité que nous verrons plus tard. Si je ne me trompe, d'après les explications qui m'ont été données, la situation était la suivante : vous aviez la clef d'un coffre-fort, vous étiez seul à l'avoir ; un grand coffre-fort, pour le distinguer d'un autre ; dans ce coffre-fort, il y avait d'abord à votre disposition les fonds du service courant ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Une partie, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Pourquoi ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parce que l'autre partie était entre les mains du chef de service.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, vous n'étiez pas du tout au courant de votre affaire ? C'est la première fois que j'entends parler de cela. Vous étiez chargé et responsable des fonds courants ; vous aviez la clef d'un coffre dans lequel ils étaient. On m'a bien dit que vous aviez une caisse où vous mettiez la forte somme et une caisse de monnaie pour quand vous aviez besoin, par exemple, d'un timbre-poste ; mais ce n'était pas le chef de service qui était comptable. Où alors c'était lui ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai essayé de vous indiquer tout à l'heure, mon général...

M. LE PRÉSIDENT. — Nous reviendrons tout à l'heure à vos explications; mais je tiens à liquider ce point-ci. Je vous demande des explications et je vous mets en présence de ce que je ne puis pas comprendre, à savoir que vous ayez dit qu'il fallait recourir à la réserve, alors que ce n'était pas nécessaire. Si vous avez fait une erreur, je ne la comprends pas.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai dit que nous avions cinquante mille francs en caisse à ce moment là.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent le capitaine François est allé chez vous le 16 août; or, à la date du 13 août, il y avait en caisse 50.000 fr.; il a dû s'attendre, en allant porter votre réponse au chef d'état-major, à ce qu'on lui demandât le registre, car la première chose était de le regarder.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Ce registre n'est jamais sorti de mon bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — Il pouvait en sortir. Quand on vient dire au chef d'état-major qu'on a besoin de 20.000 francs sur la Caisse de la Réserve, c'est-à-dire un prélèvement exceptionnel, le chef d'état-major peut répondre : pourquoi avez-vous besoin de cette somme? Il ne pouvait avoir comme renseignement que ce registre. Eh bien, il se trouve que, pour ces opérations, il y a quarante mille francs qui n'ont pas été portés en recette; vous pouvez me dire que cela a été oublié, je le veux bien. Ensuite, le total a été fait le 13 août, et vous arrivez à avoir 50.000 francs en caisse; ce n'est pas rationnel, et vous ne pouvez pas donner d'explications.

Tenez, il y a d'abord une première coïncidence regrettable, qui est la surcharge.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est une surcharge sur un brouillard, c'est-à-dire un livre que je tiens tous les jours.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas un brouillard!

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je vous demande pardon, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans tous les cas le compte est produit à la fin du mois?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est certain que cela vous est arrivé quelquefois; par conséquent le fait en lui-même de ce reçu

de 40.000 francs mis en interligne n'a d'importance que parce qu'il se trouve que cela correspond précisément à une opération que j'appelle franchement irrégulière, celle de demander de l'argent à un chef d'état-major au titre de la réserve quand on n'en a pas besoin.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il ne m'appartient pas de savoir si l'on en avait besoin ou non.

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon ! Il vous appartenait, à vous, caissier de dire : « Il n'y a pas besoin d'aller à la réserve. » C'était le chef de service qui allait lui-même vous trouver avec son registre, il inscrivait de sa main les mentions les plus simples ; nous avons trouvé une mention du mois d'août 1899 (vous voyez que cela n'arrivait pas très souvent) dans laquelle nous voyons : « Janvier 1899, dépenses, le général sous-chef d'état-major de l'armée autorise le prélèvement pour assurer les besoins du service courant. » C'est formel.

Nous trouvons un peu plus haut, entre autres choses, une somme de 5.000 francs qui est retirée pour un service spécial. Toutes les mentions qui sont inscrites là-dedans sont toujours pour le service courant ; la mention est formelle ; du reste, elle correspond à l'ordre que je vous ai lu tout à l'heure, n'est-ce pas ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, MM. les juges, êtes-vous fixés sur ce point et le trouvez-vous suffisamment éclairci ?

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je demanderai à M. Dautriche de nous indiquer quels sont, d'après le règlement, les registres de comptabilité qu'il était chargé de tenir ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Autrefois, il n'y avait pas de registre pour la comptabilité : il n'y en a eu que depuis le 31 décembre 1903 ; le règlement de cette date prévoit un registre-caisse, un registre brouillard et le carnet de la réserve.

LE PRÉCÉDENT MEMBRE DU CONSEIL. — Et antérieurement ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il n'y avait pas de règlement.

M. LE PRÉSIDENT. — En réalité, c'est une comptabilité qui est très simple. Vous avez vu suffisamment ce qu'était le carnet de la réserve. Voici le registre des reçus, mais ce ne sont pas des reçus donnés par la partie prenante, qui sont, les trois quarts du temps, des officiers, la partie prenante n'étant con-

nue ordinairement que par un pseudonyme. La seule valeur du reçu, c'est la confiance qu'on a dans l'officier chargé de cette opération. Par conséquent la comptabilité de M. Dautriche consistait à tenir compte de la dépense et de la recette des 40.000 francs. Plus tard il y a eu un registre, je ne dirai pas qu'il l'a inventé, puisque ce registre a été fait par son prédécesseur, mais nous en reparlerons à un autre moment. Dans tous les cas, avant le 31 décembre 1903, il n'y avait pas de registre d'une façon absolue. Dautriche était comme les autres, il fallait qu'on s'en rapportât un peu à sa bonne foi, mais il fallait faire concorder les dépenses avec les recettes.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'avais à justifier que des sommes qui étaient mises à ma disposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ai demandé des explications (je ne sais pas si elles ont satisfait les juges) en ce qui vous concernait sur cette demande de 20.000 francs qui a été faite.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je crois que vous donnez trop d'ampleur au rôle que je remplissais.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas ce que le Conseil en décidera. Dans ce moment-ci il s'agit de savoir, non pas si la somme de 20 ou 25.000 fr. a été donnée à Czernusky — cela ne nous regarde pas — mais a été employée à un usage autre que celui indiqué dans la comptabilité. C'est à ce point de vue seulement que je tiens à creuser cette question dès le début de l'interrogatoire. Je ne sais pas si vos explications ont satisfait les juges.

Vous avez discuté un second point qui est celui-ci : cette somme de 20.000 francs a été employée à un besoin particulier, avez-vous dit ; par conséquent, je n'avais pas à la prendre en compte au service de courant. Je voudrais que vous développassiez ce point.

Du moment qu'on vous a remis une somme de 20.000 fr., du moment que le chef d'état-major vous a remis cette somme, vous deviez la porter en recette. Que ce soit un oubli, c'est possible, mais cela ne peut guère se discuter.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — On ne me la donnait pas sous ma responsabilité.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand les sommes arrivaient, à qui les donnait-on ? On ne vous les donnait pas ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Jamais de la vie.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, je me demande quel rôle vous jouiez comme comptable ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'avais simplement la responsabilité des sommes qui étaient mises à ma disposition, pas autre chose.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous dites que, d'une façon générale, on ne vous donnait même pas les 40.000 francs. Alors, vous n'aviez aucune responsabilité. Vous avez donc fait toutes ces écritures pour l'amour de l'art ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Les 40.000 francs me venaient par morceaux... Je savais bien qu'ils avaient été remis au chef de service.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, je ne sais pas... Messieurs les juges, comprenez-vous, voulez-vous me demander une autre explication sur ce point ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'avais dans ma caisse que, 10 ou 15.000 francs...

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne s'agit pas de 5, 10 ou 15.000 francs...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'étais le porte-plume du chef de service, j'agissais suivant les indications qui m'étaient données.

M. LE PRÉSIDENT. — L'accusation vous dira que vous avez été un porte-plume trop complaisant ; vous l'avez été dès le début, et nous allons voir ensuite. Je croyais que vous étiez accusé vous tout seul, de faux, etc.. Cela change de thèse. Enfin, pour le moment, vous dites que vous n'avez été qu'un porte-plume ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'avais aucune initiative.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'aviez aucune initiative pour payer un document 25.000 francs, je n'en doute pas ; mais ce qui résulte de la correspondance, c'est que vous saviez les choses qui se passaient.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, le point que vous voulez établir, c'est que vous ne touchiez pas le chèque de 40.000 fr. ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel rôle, alors, remplissiez-vous ? Vous teniez les écritures ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, et puis, je renouvelais ma petite provision de caisse.

M. LE PRÉSIDENT. — Le chef du service avait besoin d'un billet de mille francs, il fallait votre intervention; il avait une occasion d'acheter un document 5.000 francs, je suppose: il fallait votre intervention pour ouvrir la caisse...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Quand je pouvais payer de ma caisse, il n'y avait pas d'intervention.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'y comprends plus rien. Aviez-vous une caisse? C'est vous qui aviez la clé du coffre-fort, et puis, il y avait une caisse de réserve; pour la caisse du service courant, qui avait la clé pour les besoins de tous les jours?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'avais qu'une clé entre les mains, l'autre était entre les mains du chef de service.

M. LE PRÉSIDENT. — Il fallait donc que vous donniez la clé pour ouvrir. Vous étiez donc, non pas un prête-plume, mais un caissier... une caissier, c'est celui qui prend ou qui permet de prendre de l'argent dans la caisse. Au moins, vous empêchiez d'ouvrir.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, vous dites qu'il y avait deux caisses pour les fonds courants; du moment que le chef du service n'avait pas la clé du grand coffre...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pardon! il avait la clé du grand coffre, comme moi, mon général. C'est lui qui ouvrait.

M. LE PRÉSIDENT. — Y avait-il deux clés, oui ou non? Il est facile de se rappeler cela... Si vous voulez que le Conseil ait confiance, dites la vérité.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — La clé du coffre-fort était chez le chef de service.

M. LE PRÉSIDENT. — Peu importe... elle eût été au grenier, c'eût été la même chose. Et vous, qu'aviez-vous?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'avais la clé intérieure.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, c'est vous qui aviez la clé de la réserve et c'est le chef de service qui avait la clé du coffre-fort?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pour ouvrir, il fallait deux clés, la clé du chef de service et de la mienne.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, les fonds courant, où étaient-

ils? Vous ne pouviez y toucher sans l'intervention du colonel Rollin?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Et lui, pouvait-il toucher sans votre intervention à la caisse de réserve?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Donc, vous en étiez responsable, n'est-ce pas?... Si c'était le colonel Rollin qui était responsable. Je ne comprends pas comment, dans ces conditions, vous donnez cette somme...

M^e CHENU. — Voulez-vous me permettre, M. le Président, dans l'intérêt même du débat...

M. LE PRÉSIDENT. — Non, je vous en prie, pas en ce moment; je tiens à continuer.

M^e CHENU. — M. le capitaine rapporteur se souvient certainement, c'est un éclaircissement d'ordre matériel, qu'il y a au dossier un document qui a été produit par le capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — S'il s'était agi d'une somme de 20.000 francs pour acheter un document et que le chef d'état-major ait donné l'autorisation, c'était bien; mais ce document n'a pas été acheté 20.000 francs, mais 25.000; par conséquent, cela ne correspond pas.

Vous avez cité l'exemple d'une dépense de 5.000 francs pour la sténographie du procès de Rennes, qui n'est pas de votre temps, je crois...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pardon, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Etiez-vous là en août 1899?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Le ministre a donné au chef de service l'ordre de payer 5.000 francs... Le ministre avait à faire face à une dépense analogue à celle qui va résulter de ces débats, pour le service sténographique; il a envoyé un ordre parfaitement net : « On prélèvera sur la réserve du service des renseignements une somme de 5.000 francs pour payer la sténographie du procès de Rennes. » Il était naturel que l'on ne portât pas cela au service courant, c'eût été illogique; voilà une somme qui venait de la caisse de réserve; on vous la donne pour le service courant et vous ne l'inscrivez pas.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Ce n'est pas moi qui tenais

le carnet de service courant, c'était le chef de service ; je ne m'occupais que de ma caisse à moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous voir la conséquence ? Si on avait porté cette somme au service courant, qu'en résultait-il ? Elle entraît dans la caisse, puis elle en sortait. Par conséquent, au lieu de mettre un chiffre ostensible, 5.000 francs pour le document d'Austerlitz et 20.000 francs pour la réserve, on devait mettre 25.000. C'était net ; quiconque ouvrait votre registre à cette page du mois d'août 1899, au lieu de voir 5.625 francs, voyait 25.625. N'importe qui ouvrant ce registre était frappé par ce chiffre. Au contraire, que voit-on ? Il n'y a pas de grosses dépenses à la fin du mois, c'est normal, on n'a pas dépensé plus que les autres mois, on a dépensé 33.000 francs en tout et on ne voit pas que l'on ait dépensé 25.000 francs. Et alors, pour arriver à masquer l'accusation vous direz qu'il y a des corrections dans les écritures.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je proteste absolument, il n'y a eu aucune correction, aucune addition.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que nous expliquerons, vous aurez le temps de réfléchir ; mais l'heure est assez avancée.

Demain, la séance aura lieu à midi et demi, comme les jours suivants.

La séance est levée à 11 heures 45.

DEUXIÈME AUDIENCE

26 octobre 1904

L'audience est ouverte à midi 30.

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est ouverte. Veuillez faire entrer les accusés.

Monsieur le Commissaire du gouvernement, veuillez vous assurer qu'il n'y a pas de témoins dans la salle.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je n'en vois pas, mon général.

Je voudrais faire une observation : il été distribué hier ici, au commencement ou avant la séance, le rapport du rapporteur et les conclusions du Commissaire du gouvernement imprimés. Je tiens à ce que les membres du Conseil sachent bien que je ne suis absolument pour rien dans cette communication anticipée.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, vous n'avez rien à dire ?

M^e AUFFRAY. — Nous avons à faire observer ceci : c'est qu'il n'y a personne, sauf des personnes mal informées, qui aient pu croire que M. le Commissaire du gouvernement était pour quelque chose dans un fait que je n'appellerai pas, qui ne peut pas s'appeler une publication, car je crois, faisant appel ici à la bonne foi qui doit présider à tous nos débats, que c'est une question d'ordre intérieur et un service rendu à toute la presse sans distinction de parti, que de mettre à sa disposition, au moment même où les choses deviennent publiques, ce qui va être publié, sans qu'aucune publication ait été faite auparavant.

Je crois que, sur ce point, il ne peut y avoir aucune difficulté d'aucune sorte et il ne doit rester de cet incident, et je demande à le bien dire au nom de la défense, que l'expression de regrets qu'une inexactitude ait pu attribuer à l'accusation ce fait, qui était du reste absolument normal.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai qu'un mot à dire : pour mon compte, j'étais tellement convaincu, quoique je ne fasse pas partie du barreau, de l'inconvénient qu'il y avait à faire

imprimer ces pièces avant le commencement des débats, que, personnellement, de ma main, j'ai copié le rapport. D'autre part, si j'avais cru possible de le communiquer aux juges, je l'aurais fait, car j'estime que ce doit être eux qui doivent en avoir communication les premiers. D'ailleurs, j'ai pris des mesures pour que ces pièces soient imprimées et leur soient remises ; il en est de même pour la sténographie ; j'en ai là un exemplaire sous les yeux, je prendrai des mesures pour que chacun des membres du Conseil en ait un à sa disposition.

M^e AUFFRAY. — Il y a dans vos observations un mot qui semblerait indiquer que vous pouvez croire que cet imprimé, que tous les journalistes ont eu...

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne l'ai pas vu.

M^e AUFFRAY. — Je l'ai vu et quelques journalistes en ont peut-être encore sous les yeux ; il contenait exactement les conclusions de M. le capitaine-rapporteur et les conclusions de M. le commissaire du gouvernement ; il a été communiqué à la presse à l'audience ; le syndic de la presse, si vous le voulez, vous expliquera comment les choses se sont passées, et il vous dira que cela se passe toujours ainsi dans toutes les affaires d'assises ou de correctionnelle.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas à donner suite à l'incident. Je le répète, si j'avais cru que cela pût se faire, je l'aurais fait moi-même pour le distribuer aux membres du Conseil. L'incident est clos.

Monsieur Dautriche, nous allons poursuivre votre interrogatoire. Hier, je vous ai posé des questions ; vous avez eu le temps de réfléchir sur les faits en cause. Quelles sont les questions qu'en dernier lieu je vous ai posées ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je vous demanderai précisément l'autorisation de m'expliquer d'une façon aussi claire que je le pourrai sur la question que vous m'avez posée hier ; hier, j'étais un peu ému, un peu fatigué...

M. LE PRÉSIDENT. — Cela se comprend très bien. J'admets parfaitement que votre interrogatoire ait été un peu embrouillé. C'est un peu ma faute, j'ai été trop vite.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il s'agit de faits qui se sont passés il y a cinq ans : il est facile de se troubler.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'arrive au fait qui est, je

crois, le fait capital, le fait qui s'est passé le 14 août. C'est le 14 août, je crois, qu'un prélèvement de 25.000 fr. à la réserve a été opéré. Hier, j'ai donné des renseignements concernant la caisse tel que cela se passait en réalité. Or, nous avons le 14 août en recettes 59.000 francs, dépenses faites 10.000 fr., reste 49.000 francs, ôtez 25.000 francs, reste 24.000 francs. Pour aller jusqu'à la fin du mois, pour payer les mensualités de fin de mois, les dépenses nombreuses, il nous faut 18 à 20.000 francs. Il faut même dépasser ce chiffre, parce que l'autre chèque ne sera peut-être touché que le 10 septembre ; il ne fallait donc compter que sur une dépense de 18 à 20.000 fr. Nous avons donc, en prélevant les 25.000 fr., un reliquat de 24.000 fr. ; les dépenses prélevées jusqu'à la fin du mois, de 18 ou de 20.000 francs. Nous pouvions nous trouver à court.

Du reste, en faisant les opérations du mois d'août, recettes et dépenses, nous avons : recettes 59.000 francs, dépenses 33.000 francs en chiffres ronds, reste différence 26.000 francs. Conséquemment, si on avait pris les 20.000 francs au service courant, il ne serait resté que 6.000 francs pour arriver jusqu'au nouveau chef. Voilà l'explication que je n'ai pu donner hier, car j'étais un peu embrouillé.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, cette opération était faite en connaissance de cause.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes parti ayant fait votre total au 13 août. Par conséquent vous connaissiez la situation à ce moment-là. Mais hier vous n'avez pas dit la même chose, vous rejetiez toute responsabilité.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je confondais, j'étais un peu troublé.

M. LE PRÉSIDENT. — Il reste cette coïncidence tout au moins regrettable, c'est que, pour ce total, il y a une surcharge... le mot grattage est, en effet, inexact..., on voit très bien qu'il y avait 19.000 francs, puis on a reporté 40.000 après ; il y a là quelque chose de regrettable.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Voulez-vous me permettre de vous donner quelques détails sur la question de l'emplacement de la caisse et des clés. J'ai préparé hier un petit croquis pour faciliter mes explications ; si vous voulez bien y jeter les yeux, le voici. Ce croquis représente une partie des locaux de

la pièce. Vous voyez le local du chef de service, plus bas, après un petit couloir, la pièce qui me servait de bureau. Dans le cabinet du chef de service, au point *A*, le coffre-fort contenant à la fois la réserve et l'argent du chef... Les clés ouvrant ce coffre-fort étaient entre les mains du chef de service. Maintenant, j'ai fait un petit croquis à côté.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'il est inutile d'entrer dans tous ces détails, avec ce petit croquis nous devons comprendre... Enfin, si vous voulez.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Dans l'intérieur du coffre-fort ouvert, sur le croquis, vous voyez un compartiment *B* fermant à clé. Dans ce compartiment se trouvaient deux portefeuilles, l'un contenant la réserve, l'autre contenant la mensualité. J'avais la clé de ce compartiment, le chef de service, quel qu'il soit, le lieutenant-colonel Rollin, le capitaine François, le colonel Faurie, le colonel Hollender, le commandant Brissé, me demandait des provisions de 5 à 10.000 francs : pour cette opération, le chef de service ouvrait le coffre-fort, j'ouvrais, moi, le compartiment. Le chef de service m'autorisait à prendre la provision sous ses yeux. On inscrivait autrefois cette sortie sur une fiche qui restait dans le portefeuille ; plus tard on s'est servi d'un petit carnet.

Je plaçais ma provision dans un petit coffre-fort de 40 centimètres de hauteur, enfermé lui-même dans une armoire placard. Je tenais compte de ces demandes de provisions par une fiche spéciale que je tenais dans ma caisse. Au point *E* se trouvait ma table-bureau dans laquelle il y avait la monnaie courante.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela faisait quatre caisses ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a le coffre-fort, ce qui faisait deux caisses, une troisième en *C*, et vous en indiquez une quatrième. J'avais compris tout l'inverse. Cela me semble anormal. Il était logique que vous mettiez la réserve et l'argent du service courant dans le coffre-fort. Je supposais que vous aviez la clef de l'armoire extérieure ; par conséquent, on ne pouvait toucher à la réserve, sans que vous y soyez. Il est nécessaire que vous, comptable, vous soyez chargé du service courant. C'est logique. Vous parliez hier d'une troisième caisse, et en voici une quatrième. Que pouvait-elle contenir ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Des espèces sonnantes, c'est-à-dire la monnaie de 2 à 300 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est déjà beaucoup. Et la caisse que vous supposez au point C, que contenait-elle ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Des billets de banque.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela me paraît anormal que vous ayez par devers vous, je parlais hier de timbres-poste, quelques centaines de francs. Je l'admets, cela peut être irrégulier pour un comptable, mais c'est une question de bonne foi dans un service comme le vôtre. Quand vous sortez, vous emportez de l'argent dans un porte-monnaie, mais vous n'emportez pas tout l'argent que vous avez. Que vous décomposiez votre argent en quatre caisses, cela me paraît inutile. Qu'y avait-il dans la caisse C ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — La valeur de la provision qui était donnée par le chef de bureau, 5 à 15.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Tout le système de comptabilité était faussé dès le début ; cela ne peut exister encore ainsi.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'était ainsi quand je suis parti.

M. LE PRÉSIDENT. — Les juges verront ce qu'il faut en penser, mais c'est tout le contraire de ce que j'avais pensé. 40.000 francs par mois, cela faisait un roulement de fonds de 500.000 francs, c'était une responsabilité sérieuse, mais enfin qui vous revenait. Le chef de service avait la clef de la réserve qui se trouvait scellée dans le coffre-fort, il ne pouvait prendre dans le service courant sans que vous le sachiez. Il n'y avait plus de service de comptabilité ni de caisse. MM. les Juges comprenez-vous bien, et n'avez-vous pas de questions à poser pour préciser ce point ? La réserve était d'environ 80.000 francs ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela c'était sacré, vous saviez bien quand l'on y touchait ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était vous qui étiez responsable de la réserve. Il y avait 80.000 francs, ce n'était pas le chef de service qui avait la clé de ces 80.000 francs, c'était vous. C'était vous qui aviez également le carnet de la réserve.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non. Il était à côté ou dans le portefeuille de la réserve.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand on vous demandait de l'argent, on vous donnait le carnet. Vous aviez 80.000 francs dans la caisse, vous en étiez responsable. Vous seul ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne pense pas, parce que je n'étais responsable que comme gardien de la caisse.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était déjà quelque chose. Si on me donnait 80.000 francs à garder, je ferais une comptabilité. Si ces 80.000 francs avaient disparu, s'il y avait eu, par exemple, un vol commis, à qui aurait-on demandé compte ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Au chef de service qui était toujours considéré comme responsable de la réserve.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, il n'aurait pas dû donner la clé. Je ne dis pas qu'il avait mal placé sa confiance...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je dois dire les faits tels qu'ils se sont passés.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Vous dites que le carnet de caisse de la réserve était dans la caisse, comme l'on fait dans les Conseils d'administration ; mais je voudrais savoir qui inscrivait les dépenses et les recettes sur le carnet ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'était le chef de service, ou il me donnait l'ordre de le faire.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était lui-même qui demandait au chef d'état-major en personne. C'est ainsi qu'il y avait la signature du capitaine François, ce qui fera l'objet de son interrogatoire. C'est écrit de la main du capitaine François, le chef de service... On a fait justement tout le contraire de ce que l'on doit faire...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pendant cinq ans ça été comme cela, cela n'a pas varié.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ai demandé le contenu de la quatrième caisse. Vous avez dit qu'elle contenait de petites sommes, vous avez indiqué le chiffre de 200 francs, c'était beaucoup. Cependant, vos dépenses n'étaient pas absolument inopinées. Je prends ce mois-là, et je vois des sommes qui sont de 250, 650, 350, un minimum de 55, un autre chiffre de 95, et des dépenses de 4.000 francs, mais je ne vois pas beaucoup le besoin d'argent courant ; cette petite caisse aurait presque suffi...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — A la fin de chaque mois, à la dernière ligne, il y a : « Dépenses diverses... »

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne le discute pas du tout. Je ne vous

incrimine pas sur la question de ce porte-monnaie, il était nécessaire pour payer au jour le jour, et même minute par minute. La seconde caisse avait combien ? Des billets de banque ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — De 5 à 15.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — La troisième caisse ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — La troisième caisse était dans un portefeuille spécial, et la réserve était à côté, dans un portefeuille séparé.

UN DES JUGES. — Est-ce que le portefeuille fermait à clé ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il y en avait un qui fermait à clé ; à un moment donné il s'est détraqué, il a été scellé à la cire dans les derniers temps pour la réserve.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce qu'il fallait alors briser le cachet chaque fois qu'on voulait prendre de l'argent ?... C'était une chose qui caractérisait encore la gravité de l'opération ; c'était déjà une opération grave de prélever sur la réserve, puisqu'il fallait prévenir le chef de service ; mais ensuite, il y avait encore à briser un scellé ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, dans les derniers temps.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble qu'il aurait été bien plus simple de dépenser trois francs ou ce qui était nécessaire pour réparer la clé.

UN DES JUGES. — Quand il y avait une clé, est-ce vous qui teniez la clé du portefeuille ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'ai jamais eu la clé, c'était le chef de service.

M. LE PRÉSIDENT. — Puisque vous aviez la clé de la caisse, je ne comprends pas, car c'est vous qui aviez la clé, ce n'est pas vous qui auriez dû l'avoir, mais vous aviez la clé du portefeuille.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'étais sous la surveillance du chef de service, puisque je ne pouvais pas aller dans le compartiment sans ouvrir le coffre-fort ; par conséquent, j'avais là un rideau infranchissable pour y arriver ; je ne pouvait pas y aller sans que le chef ouvrît le coffre-fort, lui ayant la clé.

UN DES JUGES. — Est-ce que, dans le grand coffre-fort, il y avait des fonds, ou si tous les fonds étaient dans le petit coffre-fort dont vous aviez la clef ? Dans l'armoire, dans le

coffre-fort, y avait-il des fonds, en dehors du coffret particulier ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Le grand coffre contenait une caisse ?

M. LE PRÉSIDENT. — Il en contenait deux. Dans chacune de ces deux caisses il y avait de l'argent ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Là encore deux autres caisses ?...

UN DES JUGES. — Donc, en tout, il n'y avait que trois caisses.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, il fallait, pour aller à la réserve, la clé générale du coffre-fort détenue par le chef de service, ensuite la clé du tiroir *B* que vous déteniez, et celle de la clé du portefeuille détenue par le chef de service, plus tard remplacée par la cire à cacheter ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ai demandé si vous aviez de l'argent dans le coffre-fort *A* ; vous avez dit que vous aviez des mensualités par parties.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pas dans le coffre-fort *C*.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai compris qu'il y avait ici de l'argent, là des billets de banque, et M. Dautriche nous a dit qu'il y avait une partie des mensualités, que les mensualités étaient par fractions ; vous nous avez dit cela ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, les deux coffres-fort de la caisse *B* contenaient, l'un la réserve, l'autre, une partie des mensualités, de 40.000 francs, peut-être un peu plus quand il y avait eu des économies.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, il y avait deux sommes différentes : il y avait la somme de 80.000 francs qui était à la réserve, plus une partie des mensualités ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Qui est-ce qui touchait la mensualité ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Quand le chef d'état-major avait signé le chèque, c'est le chef de service qui l'acquittait et me l'envoyait toucher, chez le payeur du ministère ; quand je l'avais touché, je rapportais l'argent au chef du service, et alors, si j'avais besoin d'une petite provision, je la demandais ; si je n'en avais pas besoin, nous mettions tout de suite les 40.000 francs dans le portefeuille du compartiment *B*.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vois toujours là quelque chose d'anormal : c'est ce caissier qui va toucher quelque chose pour

sa caisse courante et qui va le donner à un autre. Enfin, je constate le fait.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Cela n'a jamais varié tant que j'étais là, et il est probable que cela se passe encore de même, du moins je le crois.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous verrons si cela continue ; en tous cas, cela sera à rectifier, je pense. Avez-vous terminé vos explications sur cette partie ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette première partie est donc maintenant vidée. Nous nous étions arrêtés hier sur cette question de caisse, nous allons continuer. Vous avez comparu devant M. Atthalin le 9 mai comme témoin ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Je rappelle simplement comment votre nom a été prononcé : quand M. Atthalin a présenté au capitaine Mareschal un reçu de 25.000 francs et demandé des explications, il a dit : « Il faut s'adresser à Dautriche, le comptable. »

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est que vous avez dit hier que vous n'étiez pas comptable. Comment ces Messieurs s'en sont-ils référés à vous ? Vous êtes en contradiction avec eux ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — A la façon dont j'ai expliqué les faits, il me semble que je n'étais pas un comptable attitré.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous donnez au mot « comptable » un sens que je ne lui donne pas ; si j'avais une autre expression à employer, je l'emploierais. En tous cas, nous discuterons ce point.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je voudrais vous dire en passant que les fonctions de caissier ou comptable que j'exerçais à la Section des renseignements ne constituaient qu'une petite partie de mon service.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est néanmoins une partie importante, car, en définitive, c'était 500.000 francs par an que vous maniez. Vous n'aviez pas besoin de plus de dix minutes par jour pour faire ce service, c'est entendu ; mais c'était important parce que, d'abord, c'était 500.000 francs qui vous passaient par an entre les mains ; une maison de commerce qui a un fonds de roulement de 500.000 francs, c'est déjà impor-

tant. Puis, il y a un autre côté de la question : cette comptabilité, par certains côtés, s'écartait des règles ordinaires, puisqu'elle reposait sur la bonne foi des officiers auxquels on donnait de l'argent ; il fallait donc suivre les choses de près. Je ne parle pas de votre surveillance à vous : quand vous aviez donné 25.000 francs au capitaine Mareschal, c'était fini, mais vous deviez en tenir compte, vous étiez purement comptable à ce point de vue. Votre responsabilité est nulle au point de vue de l'emploi fait des fonds, ou plutôt elle n'existe que si vous l'acceptez ; mais, pour être déchargé complètement, il fallait inscrire les choses régulièrement.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est pour cela, pour parler du cas Mareschal, que j'ai fait signer le reçu que devez avoir sous les yeux.

M. LE PRÉSIDENT. — Le reçu existe. Vous êtes pour moi complètement déchargé sous ce rapport, vous n'avez pas à justifier de l'usage de 25.000 francs, vous étiez déchargé par le reçu du capitaine Mareschal, c'était fini.

Vous avez été appelé à comparaître devant M. Atthalin ; vous comparez le 9 mai ; des interrogatoires qui seront lus plus tard, il résulte que le capitaine François et le capitaine Mareschal n'avaient pas suivi du tout l'opération de comptabilité du reçu de 25.000 francs ; au début, le reçu ne leur dit rien et ils disent : ce n'est pas possible.

Je ne sais pas si ces Messieurs les Juges sont bien édifiés maintenant sur le fonctionnement des quatre registres. (*Les Juges font un signe d'assentiment.*)

M. Atthalin vous a posé la question que j'ai développée hier : « Pourquoi avez-vous demandé 20.000 francs à la réserve, quand c'était inutile ? » Nous avons traité la question hier.

Il vous a demandé également : « Pourquoi ce prélèvement n'a-t-il pas été porté au service courant ? » Nous avons également discuté sur ce point-là. Avez-vous encore quelque chose à dire ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, mon général, j'ai donné les raisons qui m'avaient fait agir.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, pour une vérification sommaire comme celle que peuvent faire bien des personnes, soit le chef d'état-major, soit le ministre, on ne voit pas une grosse dépense ; il faut qu'on regarde de près pour voir qu'il y a eu non pas 5.000 francs mais 25.000.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Comme explication, j'ajoute que je n'avais de responsabilité que vis-à-vis de mes chefs, lesquels connaissaient très bien les opérations.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ont-ils dit de porter d'abord 5.000 puis 20.000 ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'en ai pris l'initiative, croyant bien faire.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est encore une anomalie que je signale.

Dans le rapport on parle également d'une différence qui existe sur le carnet de reçus à propos des dates 21 et 16 qui ont été corrigées. Voici le reçu qui est signé du capitaine Mareschal :

Je reconnais avoir reçu la somme de 5.625 francs complétant la somme de 20.000 francs prise à la réserve, le tout remis à Austerlitz, signé Mareschal.

Il arrivait quelquefois que Austerlitz, qui est visé là, donnait un reçu, lui ou un autre ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Cela arrivait quelquefois.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous un reçu signé d'Austerlitz ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'avez affirmé de la façon la plus formelle. Il y a malheureusement deux des accusés, le colonel Rollin et le capitaine Mareschal, qui ont affirmé également de la façon la plus formelle avoir vu un reçu. Le colonel Rollin, dit même : « Je le vois encore ». Comment expliquez-vous que ce reçu n'ait pas été joint à votre comptabilité ? A qui devait-il être remis ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — On pouvait me le remettre ou ne pas me le remettre.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que je ne comprends pas. A deux titres on devait vous le remettre, d'abord comme comptable, ensuite comme chargé des archives et des dossiers. Vous étiez archiviste ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Non, mon général, je n'étais pas chargé des dossiers des agents en service : c'étaient les officiers correspondant avec les agents qui rangeaient leurs dossiers comme ils l'entendaient.

M. LE PRÉSIDENT. — En quoi consistait donc votre service d'archiviste ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je collectionnais les dossiers des anciens agents qui ne servaient plus. Il y avait des dossiers d'anciens officiers, dossiers pour lesquels je tenais des fiches, mais les dossiers d'agents en service n'étaient jamais entre mes mains.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, vous admettez qu'il a pu y avoir un dossier Austerlitz sans que vous l'ayez vu ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne vous étonne pas ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il me semble cependant que s'il y en avait eu un, on me l'aurait fait voir.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous en avez eu d'autres ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, vous avez nié formellement avoir vu celui-là. Nous verrons qu'il a dû exister, puisque cela est affirmé d'un façon absolue par deux des accusés, et nous en tirerons les conséquences.

Je poursuis la succession des événements.

Nous avons vu à peu près ce que nous pouvions tirer de votre témoignage par M. Atthalin. Voici un autre point important.

On a trouvé, dans les papiers qui vous concernaient, dans votre bureau, en même temps que le relevé de comptes, une lettre du capitaine François. Nous parlerons plus tard de cette lettre ; voulez-vous donner des explications sur ce qu'était ce relevé de comptes ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Quand j'arrivai au bureau du service des renseignements, les seuls documents de comptabilité que me passa mon prédécesseur étaient le registre de caisse, le brouillard et naturellement les carnets à souches de reçus : « Le carnet de réserve, me dit-il, c'est l'affaire du chef de service ; par conséquent, comme registres à tenir, vous n'avez absolument que le brouillard et le registre de caisse. Cependant, voilà un memento que j'avais commencé pour moi ; vous en ferez ce que vous voudrez ; cela n'appartient pas au service. »

Je le mis de côté pendant un certain temps et, à un moment donné, comme on me demandait des renseignements sur les paiements faits à un agent pendant plus ou moins de temps, j'ai été obligé de relever ces renseignements sur des feuilles de papier isolées d'après le brouillard ou le registre de caisse.

Jé trouvai que ce n'était pas pratique, qu'il y avait peut-être quelque chose à faire. C'est alors que j'eus recours au livre que m'avait laissé Gribelin.

J'ai relevé d'abord les papiers que j'avais déjà, et, au fur et à mesure que l'on me les demandait, je les inscrivais sur ce memento. Peu à peu, à temps perdu, j'y inscrivais d'autres noms, de façon à faciliter mes recherches quand on pourrait me demander des renseignements. Mais cela ne remontait pas toujours à l'époque où l'agent était en service avec nous. Par exemple, pour Austerlitz, la première inscription que je fis, je la fis à la fin de 1901 ou au commencement de 1902.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 19 décembre.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il y a, je crois, sept inscriptions faites d'un seul coup à l'occasion d'une demande de renseignements faite à ce moment par le capitaine Lambling, qui avait succédé à Mareschal comme correspondant d'Austerlitz. Je ne remontai ce jour-là qu'à 1900, parce que Lambling n'était correspondant d'Austerlitz que depuis 1900.

Les renseignements qui sont au-dessous, je les ai inscrits plus tard, en mettant d'autres comptes à jour, et enfin, le 16 mai dernier, à l'occasion d'une demande de renseignements du chef d'état-major général, celui-ci voulant avoir la liste complète des dépenses qu'il avait pu autoriser pour Austerlitz.

Alors, ayant dans la tête, précisément en faisant ce relevé, ce nom d'Austerlitz, un coup de plume en passant me mettait à jour d'une année ; voilà la raison pour laquelle j'ai fait cette inscription ce jour-là.

M. LE PRÉSIDENT. — En d'autres termes, ce relevé de compte n'était pas proprement un registre comptable, mais c'était un registre qui donnait cependant des renseignements résultant de la comptabilité.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Ce registre aurait été important s'il avait été complet.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais vous dire en quoi je le trouve important. Il est certain que les officiers vous donnaient des indications ; il y avait des officiers qui changeaient ; quand ces officiers arrivaient dans le service et qu'on leur parlait d'Austerlitz ou d'un autre, la première idée qui leur venait était de savoir ce qu'on avait déjà fait avec lui, ce qu'on lui avait payé. Alors, toutes les fois qu'un officier nouvellement

arrivé vous parlait d'Austerlitz, il vous demandait son compte. C'est probablement ce qui se passait.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Probablement.

M. LE PRÉSIDENT. — Moi, officier, je serais arrivé pour prendre le service, et on m'aurait parlé d'Austerlitz, la première chose que j'aurais pensé à regarder pour me fixer aurait été ce registre. Donc, ce registre était tiré des documents comptables ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, vous dites que vous avez été appelé à faire ce grattage précisément le 16 mai 1904 ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est-à-dire après votre déposition devant M. Atthalin, c'est-à-dire après que la question a commencé à prendre corps. Si vous aviez mis 25.000 francs sans rien gratter du tout ! mais c'est ce grattage qui semble bizarre.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Sur un document que je considérais comme ma propriété, je ne pouvais vraiment pas y attacher d'importance.

M. LE PRÉSIDENT. — Du moment que vous saviez que vous aviez fait une erreur, il valait peut-être mieux ne pas la corriger pour donner un renseignement au chef d'état-major.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'était une feuille de papier, qui devait être donnée au chef d'état-major.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous deviez bien penser que ce relevé de compte vous serait demandé ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pas du tout, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, c'est cette coïncidence que je vois là ; vous avez porté 25.000 francs ; vous n'avez pas mis 20.000 francs, ni la réserve ; vous avez mis : document 25.000 francs. Je n'ai pas, du reste, à discuter l'accusation avec vous ; je signale simplement le fait. Le fait établi, vous reconnaissez que cette rectification a été faite entre le 14 mai et le moment où vous avez été écroué.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est le 16 mai, mais il est certain que, si j'avais cherché à dissimuler quoi que ce soit, j'aurais pris un peu de précautions pour le faire.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est le seul fait qui n'est pas couvert par l'amnistie.

Je poursuis alors la marche des événements. La Cour de

cassation, après avoir reçu vos explications, vous a d'abord inculpé ; ou plutôt vous avez été inculpé à la suite de la lettre de M. le Procureur au Ministre. — M. le Greffier, veuillez lire la lettre de M. le Procureur général au Ministre.

M. le Greffier donne lecture de cette lettre.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, à toutes fins utiles, une copie de la déposition faite aujourd'hui devant le conseiller Laurent Atthalin par M. Dautriche, officier d'administration du service d'état-major. Il en résulte que ce témoin aurait, le surlendemain du jour où il avait été entendu une première fois par le magistrat enquêteur, falsifié un registre de comptabilité qu'il tenait. Il en résulte aussi que cette falsification n'a pu avoir pour but que de corroborer ses précédentes déclarations et de tromper la justice.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'hommage de mon respect.

Le Procureur général,
BAUDOUIN.

M. LE PRÉSIDENT. — Voilà le fait qui sera discuté par la défense, le fait qui a motivé, en somme, votre arrestation.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je n'avais aucune idée de la gravité de ce fait.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est après avoir eu en main ce registre que la question s'est décidée ; vous avez été écroué le 28 mai, et à ce moment-là, vous étiez seul inculpé. L'instruction s'est poursuivie ; on a fait des perquisitions, non seulement chez vous, mais chez vos co-accusés, et on est arrivé à constituer le dossier que j'ai là sous les yeux. Dans ce dossier se trouve une lettre que vous avez adressée au capitaine François le 15 mai, c'est-à-dire au lendemain de votre déposition du 14 mai devant la Cour de cassation. Voulez-vous lire cette pièce, la pièce 22.

M. le Greffier donne lecture de cette pièce :

Paris, le 15 mai 1904.

Cher ami,

J'ai été bien médusé lorsqu'à la suite de ma déposition du 9 mai, j'ai entendu Mareschal dire qu'il ne se rappelait pas du tout avoir donné 25.000 fr. à A...

Il paraît que vous avez affirmé également quelque chose d'analogue.

Ma déposition, nos écritures et l'examen du dossier d'A. contredisant vos affirmations, je comprends qu'on ait pu se demander s'il n'y avait pas anguille sous roche.

Heureusement qu'hier, en ma présence, et de concert avec le lieutenant-colonel Rollin, on a pu se rendre compte que vous aviez eu, vous et Mareschal, une absence de mémoire que je qualifierai de regrettable et qu'enfin les détails qu'on a pu donner sur le voyage de Zurich ont paru remettre les choses au point.

Je ne sais pas si Mareschal vous en écrira, car j'ai eu à peine le temps de le voir en sortant de la Cour, mais si c'est sur ses indications, comme je le suppose, que vous avez donné vos affirmations, vous pouvez peut-être regretter d'avoir été aussi affirmatif et de ne m'avoir pas demandé au préalable, si je pouvais vous aiguiller.

Bref, il paraît bien démontré maintenant que l'entrevue avec A. a eu lieu à Zurich le 16 août 1899, que 25.000 francs lui ont été remis dans cette entrevue, dont 20.000 de la réserve, et 5.000 de ma petite caisse.

Cette dépense a été inscrite à la date du 16 et on a demandé pourquoi, puisque l'argent était sorti au moins le 15 des deux caisses.

J'ai cru pouvoir expliquer que le général Delanne n'avait dû donner qu'une autorisation conditionnelle verbale de prélever 20.000 francs à la réserve, et cela avant le départ du commandant Rollin et du capitaine Mareschal. Je pense aussi que le 16, après l'opération faite avec A., Mareschal a envoyé un télégramme conventionnel tel que « oncle va bien, mais resterez 25 vous », comme on avait l'habitude de le faire, qu'alors vous, chef de service intérimaire, puisque le commandant Rollin était parti, vous êtes allé rendre compte au général Delanne, et qu'en même temps vous lui avez fait signer, après l'avoir écrit de votre main, le prélèvement des 20.000 francs, en mettant naturellement le 16 ; puisque la dépense sortait directement de la réserve sans passer par mes mains, c'est-à-dire par le service courant. J'ai régularisé ensuite la dépense de 5.000 francs de ma caisse en faisant signer un reçu définitif à Mareschal à sa rentrée, en échange du reçu provisoire qu'il m'avait remis, au départ.

Il ne doit pas être inutile que je vous donne ces détails. Il est entendu aussi que nous avons sorti des billets de banque allemands de la réserve, concurremment à 20.000 francs.

Si le rendez-vous avec A. avait raté, on aurait tout simplement remis les 20.000 francs à la réserve, et vous n'auriez pas eu à présenter le carnet de cette réserve au général Delanne.

Agréez, je vous prie, l'expression de mes sentiments affectueux.

DAUTRICHE.

M. LE PRÉSIDENT. — Il faut voir dans quelles conditions cette lettre a été trouvée. J'ai dit tout à l'heure qu'on avait fait des perquisitions chez vous et chez vos co-accusés qui, à ce moment, paraissent compromis. On a trouvé d'abord la réponse du capitaine François. Où était le capitaine François à ce moment ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — A Riom.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons lire cette lettre :

Riom, le 17 mai 1904.

Mon cher Dautriche,

Votre lettre du 15 m'est parvenue hier. Au sujet de l'incident dont vous m'entretenez, voici bien exactement ce qui s'est passé :

J'ai déposé devant M. Atthalin le 7 et le 9. Ma déposition a été très claire et très nette, parce que j'avais des notes me donnant des dates et des faits précis jusqu'à la fin. A ce moment, M. Atthalin m'a demandé si je me souvenais avoir payé un document 25.000 francs. Je lui ai répondu que je ne m'en souvenais pas. Et, de fait, encore aujourd'hui, après votre lettre, je n'ai *aucun souvenir* de ce fait, qui est complètement sorti de ma mémoire et sur lequel je n'avais aucune note. M. Atthalin m'a alors demandé s'il était possible qu'un document ait pu être payé 25.000 francs à mon insu. Je n'ai pas hésité à lui répondre que c'était *impossible*. Il m'a demandé ensuite si je pouvais avoir oublié le paiement d'une pareille somme. J'ai dû lui dire, ce qui est vrai, que c'était *invraisemblable*. Je ne savais toujours pas où il voulait en venir. Ce n'est qu'alors qu'il m'a montré les carnets de caisse et qu'il m'a parlé des notes trouvées sur le carnet de Wessel et relatives, ou du moins paraissant relatives, à une somme de 30.000 francs payée à Czernuski. Vous pouvez constater que j'ai été, à ce moment, interrogé plutôt en inculpé qu'en témoin, et sans que je puisse démêler où voulait me conduire l'enquêteur.

M. Atthalin a alors poussé son interrogatoire, et j'ai simplement maintenu ce que j'avais tout d'abord dit, que je ne me rappelais rien de cette affaire. Mais alors j'ai ajouté que les inscriptions portées sur les registres montraient bien qu'un document avait été, le 16 août, payé 25.000 francs et que, puisque ces inscriptions existaient, le fait était certain, toutes les inscriptions du registre étant sincères, et qu'au surplus, vous, qui vous occupiez d'une façon spéciale de la comptabilité, pourriez lui donner les explications que ma mémoire ne me permettait pas de lui fournir.

Je n'ai à aucun moment attaché une importance quelconque à cet incident, sachant parfaitement que notre comptabilité était sincère et loyale et que, si je ne me rappelais pas, d'autres se rappelleraient.

J'ajouterai même que mon absence de souvenirs sur le fait en question et la franchise avec laquelle je n'ai cessé de répondre est une preuve frappante de la bonne foi avec laquelle, les uns et les autres, nous n'avons cessé d'agir. Je pouvais toujours, en effet, dire au magistrat, s'il m'avait poussé : dans le cas où j'aurais payé 30.000 francs le témoignage de Czernuski, vous avouerez que je m'en rappellerais et que je me rappellerais du même coup la façon dont aurait été déguisée cette dépense dans la comptabilité, et lorsque vous m'avez demandé si j'avais payé un document 25.000 francs au mois d'août 1899, j'aurais bien vu de quoi il s'agissait et je n'aurais pas hésité à vous répondre : oui. Le fait seul que je vous déclare ne pas m'en souvenir vous prouve ma sincérité.

Je vous répète qu'à aucun moment cette affaire ne m'a inquiété. J'ai cependant réfléchi depuis et, le 11, le lendemain de ma rentrée à Riom, j'ai écrit à M. Atthalin pour lui dire qu'il semblait me souvenir qu'à l'époque en question vous aviez acheté une grosse somme d'argent allemand rue de Rivoli, mais qu'en creusant ma mémoire, c'était tout ce que je trouvais. Je lui signalai en même temps les sources où il pourrait se documenter et que je ne lui avais pas indiquées dans l'interrogatoire : le dossier A., les dossiers du 2^e bureau auxquels devaient être en dernière analyse parvenus les documents achetés, les bordereaux de correspondance entre la section de renseignements et le 2^e bureau.

Vous me dites que j'aurais dû vous consulter avant ma déposition. Vous auriez raison si j'avais pu supposer être interrogé sur cette affaire ; mais, en ayant perdu tout souvenir, l'idée ne me serait pas venue, si je vous avais vu, de vous en causer. Et moi, n'ayant aucun souvenir personnel, j'aurais risqué de me couper, de me tromper, de me contredire. Dans les conditions où je me trouvais, il vaut mieux que cela se soit passé, comme ça s'est passé. De cette façon, je n'ai dit absolument que des choses exactes, et notre force, dans cet imbroglio, c'est la vérité.

Et maintenant, vous vous demandez, et je me demande aussi, comment ce paiement de 25.000 francs est sorti de ma tête ? Je n'en sais rien. Je n'ai probablement été mêlé à cette affaire que d'une façon très incidente, le commandant Rollin étant présent, puisque c'est lui qui a fait l'affaire. Et cela peut me suffire comme explications après 5 ans — ou bien je deviens gaga, c'est encore très admissible. Quoi qu'il en soit, le fait est là, et j'aurais beau torturer mon cafard, je n'en tirerais pas davantage. Je pense que Darly vous a dit que j'avais essayé de vous voir le 9, vers 4 h 1/2 ou 5 heures. Vous étiez au Palais, et moi, je devais repartir le soir même.

Je suis heureux, mon cher Dautriche, d'avoir été amené à vous donner ces éclaircissements et vous savez exactement maintenant comment les choses se sont passées. Je vous renouvelle que, sauf

cette dernière partie, ma déposition a été telle que je l'avais préparée.

Bien cordialement...

Signé : FRANÇOIS.

M. LE PRÉSIDENT. — Pouvez-vous dire dans quelles conditions cette lettre a été trouvée? J'ai expliqué tout à l'heure qu'on avait fait une perquisition, qu'on avait trouvé le relevé de comptes et cette lettre chez le capitaine François. On a fait une perquisition chez le capitaine François. Il était aux manœuvres, je crois, on est allé le voir en lui disant qu'on venait le trouver au sujet de votre lettre. Il l'a tirée de sa poche. Cela se passait quelques jours après cette lettre du 15 mai. Le capitaine François avait donc sur lui cette lettre aux manœuvres et il l'a donnée dès qu'on la lui a demandée. Si, sur certains détails, je fais des erreurs, il est facile de les rectifier.

A la dernière séance vous avez dit que vous ne saviez pas ce qui se passait, que vous teniez le porte-plume. Or, les autres officiers diront peut-être la même chose ; c'est vous qui avez pris la barre, comme on dit en terme de marine. Voulez-vous vous expliquer sur ce point ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Avant le 14, j'avais, en effet, trouvé extraordinaire que ni le capitaine Mareschal, ni le capitaine François ne se rappellent cette affaire Austerlitz. Le 14, quand le capitaine Mareschal a expliqué, le reçu en mains, le dossier Austerlitz en mains, que l'opération s'était bien passée comme l'indiquaient nos écritures, le lendemain, qui était un dimanche, j'ai pensé à cette affaire et je m'étonnais encore que le capitaine François, que je considérais comme pondéré, pouvait ne pas se rappeler; j'avais encore la curiosité de lui demander des explications. C'était un peu un sentiment de puérilité. C'est dans cet état d'esprit que le lui écrivais pour lui demander quelles explications il pouvait donner.

M. LE PRÉSIDENT. — Je souligne la précision des détails et la règle de conduite que vous paraissez avoir tracée, je dis que vous avez pris la barre à ce moment-là.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je dis que c'est un simple sentiment de curiosité que j'avais en lui écrivant.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous disais hier que vous n'étiez pas curieux, je serais presque tenté de vous dire le contraire;

maintenant, pour vous, c'est purement et simplement de la curiosité :

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — La question était assez importante, il me semble, pour que j'aie cette curiosité.

M. LE PRÉSIDENT. — MM. les juges, avez-vous une question à poser au sujet de cette lettre ?

Vous avez été interrogé le 4 et le 6 mai devant M. Laurent-Atthalin et vous avez reconnu la matérialité des faits que je vais énumérer. Vous avez été écroué à la prison du Cherche-Midi le 28 mai, et les 4 et 6 juin vous avez été interrogé par le capitaine Cassel. Ces interrogatoires venaient à la suite des explications données devant la Cour, les 9 et 26 mai, comme témoin.

Le capitaine Cassel vous a fait préciser les détails, et vous avez reconnu la matérialité des faits qui vous étaient reprochés.

Il vous reproche :

1^o Que sur le carnet de réserve, la mention d'autorisation de prélèvement de 20.000 francs pour assurer les besoins du service courant portés à la date du 16 août 1899 sur la page « Recettes » et signée du général Delanne, était écrite de la main du capitaine François, chef de service, ainsi que la mention de prélèvement de la page « Dépenses », que toutefois la rubrique « documents fournis par Austerlitz » inscrite en écriture droite, au-dessous des prélèvements, était de sa main et ajoutée après coup.

Ainsi sur le carnet de réserve il y a deux parties : 1^{re} partie : « le général sous-chef d'état-major autorise le prélèvement de 20.000 francs, signé : Général Delanne ».

2^e partie : « Prélèvements pour le service courant, 20.000 francs ». C'est de la main du capitaine François. Vous le reconnaissez ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Et au-dessous : « Documents fournis par Austerlitz » de votre main.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. —

2^o Que sur le registre brouillard la mention : « 16 août, Austerlitz, somme comprenant « 20.000 francs pris à la réserve 5.625 francs » et l'inscription faite au-dessous en interligne (Berg. 625) avait été portée par lui après grattage d'une première mention.

Vous reconnaissez le fait ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, nous n'insistons pas.

Questionné sur l'inscription qui préexistait au grattage il n'a pas voulu donner d'explications satisfaisantes, disant : je ne sais pas ce que c'est. Nous avons alors commis un expert en écritures à l'effet de nous éclairer sur cette question. J'attends que l'expert compare pour vous interroger à ce sujet.

3° Que sur le registre « Journal » qui porte la signature du capitaine François, chef intérimaire du service, et celle du général Brault, chef d'Etat-major de l'armée, la dépense du 16 août 1899 avait été inscrite par lui, telle qu'elle ressort des écritures représentant, au net, et sur deux lignes, les mentions du registre « Brouillard » avec certaines modifications de forme et de fonds.

Vous le reconnaissez également ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. —

4° Que sur le carnet à souche les inscriptions du reçu 564 et du talon, relatives à la dépense du 16 août étaient de sa main, à l'exception des mots : « Et Berg 625 à ce dernier » ajoutés par le capitaine Mareschal, le signataire de ce reçu ; la date 21 avait été raturée par lui pour être remplacée par 16.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — D'ailleurs, je n'attache pas d'importance à cela.

5° Que sur le relevé de compte, il avait, le 16 ou le 17 mai, après la confrontation du 14, ajouté la dépense du 16 août 1899 (564) aux comptes Austerlitz et Berg.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. —

Que, d'ailleurs, il avait fait le grattage, la surcharge et l'addition qu'on relève sur ce registre, dans le but unique de mettre à jour ces deux comptes, notamment celui d'Austerlitz.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Evidemment, c'était une mise à jour.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui.

Pour qu'il n'y ait pas de discussion, nous établissons seule-

ment la matérialité des faits, l'accusation et la défense s'expliquant à ce sujet. C'est après ces explications que vous avez données que les trois officiers ont été arrêtés le 19 juin 1904, et vous êtes resté à la prison du Cherche-Midi jusqu'au 2 juillet, c'est-à-dire jusqu'à l'ordonnance du gouverneur militaire de Paris qui vous a remis en liberté. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne vois rien pour le moment.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous avez des explications complémentaires à donner, je suis tout prêt à les entendre. Du reste, toutes les fois que vous demanderez à être entendu, vous le serez.

M^e AUFFRAY. — Je demanderai à M. le président de vouloir bien adopter un langage uniforme pour ces livres, car à l'instruction, il y a eu quelques confusions ; il y a autonomie, contradiction, entre ce qui est écrit sur ces livres et leur appellation habituelle.

M. LE PRÉSIDENT. — Je les appelle moi-même Caisse et Brouillard.

M^e AUFFRAY. — Si vous voulez, on appellera brouillard le livre écrit de premier jet, et livre de Caisse le second livre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie, ne faites pas d'incident.

M^e AUFFRAY. — Ce n'est pas du tout un incident.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous allez avoir la parole dans une minute. Je demande en ce moment à Messieurs les juges s'ils ont des questions à poser.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Tout à l'heure, quand j'ai posé la question au sujet de la tenue du livre de caisse et du contenu de la caisse de réserve, il m'a été dit que c'est le chef d'état-major tout seul ou le chef de service qui faisait les inscriptions sur ce livre-là.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Le chef de service.

LE MEMBRE DU CONSEIL. — Comment se fait-il que ce soit vous qui ayez écrit « Documents fourni par Austerlitz » ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je l'ai écrit sur l'autorisation du chef de service lui-même, c'est-à-dire que je lui ai servi de plume, et c'est tout.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Quand vous ouvriez la caisse de réserve, vous étiez avec le chef de service ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

LE MEMBRE DU CONSEIL. — Donc, cette inscription, vous l'avez faite en sa présence ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — En sa présence, parfaitement. Tout ce qui a été fait de ma main, a été fait en présence du chef de service.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voulais poser la question que le lieutenant-colonel vient de poser :

Puisque ce registre sur lequel on a mis « documents Austerlitz » était renfermé soit sous clef, soit sous cachet, il a fallu ouvrir ou briser le cachet pour le retirer ; M. Dautriche, par conséquent, ou, en tout cas, n'a pas pu la faire sans que le chef de service le sache.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Absolument, c'est certain.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ajouterai aussi un mot, c'est qu'hier vous nous avez à peu près dit que vous n'aviez pour ainsi dire pas vu le registre de réserve.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne le voyais que quand on avait une inscription à faire.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand je vous ai interrogé sur la masse noire vous avez eu l'air de dire que vous ne la connaissiez pas.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je voulais dire que je ne la tenais pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour continuer ma pensée, M. Dautriche nous a dit, pendant une grande partie de la séance d'aujourd'hui et de celle d'hier, que c'était sur son initiative qu'il avait mis cette inscription.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il est possible que j'ai provoqué cette inscription ; je ne peux pas préciser. Mais, quand je l'ai exécutée, c'était toujours en présence du chef de service, par conséquent avec son autorisation.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais pourtant bien être fixé. Vous nous avez dit que vous n'aviez jamais aucune initiative, maintenant vous dites que c'est sur votre initiative que vous avez fait cette inscription, vous dites également que c'est parce qu'on vous l'a dit. Répondez l'un ou l'autre.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Mon colonel, il ne faut pas confondre les questions. Cela c'était, comment dirai-je ?... une question de régularisation d'écritures qui devait être

faite, qui concernait le chef de service ; j'ai pensé pouvoir prendre l'initiative.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous dites que vous n'étiez que le porte-plume ; dites-nous si quelqu'un vous a donné l'ordre, quel est ce quelqu'un ; dites-nous qui vous a donné l'ordre de faire apparaître dans le service courant cette somme de 20.000 francs qui n'y avait jamais paru.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne comprends pas bien, mon colonel.

LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Jusqu'au moment où vous avez fait vos différentes inscriptions au moyen de surcharges, de grattages, etc..., il n'était pas question dans vos comptes des 20.000 francs. Ils étaient sautés, en terme de sergent-major.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pas du tout !

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — A un moment donné, vous faites apparaître dans ces comptes ces différentes mentions. Eh bien, est-ce vous qui avez pris cette initiative, ou est-ce un ordre qu'on vous a donné ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Mon colonel, vous supposez que j'ai fait ces inscriptions après coup : il n'en est rien ; toutes les écritures de 1899 ont été faites le 21 août en présence du capitaine Mareschal.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce n'est pas ce que vous avez dit ; vous avez dit que vous en aviez fait une du 21 août au 15 septembre.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Il s'agit du carnet de réserve au sujet duquel je ne peux pas préciser la date de l'inscription ; mais, en ce qui concerne mes écritures à moi sur mon brouillard, sur le registre de caisse, sur le reçu et sur les souches, les écritures ont été faites le jour du règlement, le 21 août.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous discuterons cela avec l'expert en comptabilité. En tout cas nous ne pouvons pas savoir, ou vous ne pouvez pas nous dire, si c'est vous qui avez eu l'initiative de faire apparaître dans le service courant cette somme qui n'y avait jamais paru ou si c'est votre chef qui vous en a donné l'ordre ; vous ne pouvez pas préciser ce point.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — J'ai expliqué dans quelles conditions j'avais réglé avec le capitaine Mareschal ; j'ai expliqué qu'à côté de la somme déboursée de la caisse j'avais porté des indications spéciales pour qu'on puisse se reporter au car-

net de la réserve; étant donné que la somme sortie de la réserve n'était pas passée par mes mains, je ne me considérais pas en droit de faire des écritures fictives.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous n'en sortirons pas... Quand vous avez fait apparaître dans vos comptes cette somme de 20.000 francs à la date du 21 août *a fortiori*... cela veut dire à plus forte raison, quand vous avez fait apparaître cette somme, pourquoi n'avez-vous pas mis en recettes 20.000 francs et n'avez-vous pas porté régulièrement en dépenses 20.000 francs? Puisque c'était le jour même où vous avez réglé la question, il n'y avait aucune raison pour ne pas procéder régulièrement, c'est-à-dire pour ne pas faire entrer dans le service courant 20.000 francs et les en faire sortir par une inscription.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je répète la même chose : ces 20.000 francs n'étaient pas passés par mes mains. Qu'est-ce que représentent mon brouillard et le registre de caisse? Exactement les sommes dépensées par moi et au sujet desquelles je dois fournir des reçus. Cette somme de 20.000 francs était donnée en dehors de moi.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pardon! votre comptabilité représente toutes les opérations du service courant, elle justifie toutes les dépenses et toutes les recettes de la section des renseignements et de statistique à l'époque.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je vous demande pardon.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Sur votre registre journal il y a toutes les dépenses et toutes les recettes, elles y sont toutes, excepté celle-là.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Ce sont toutes les opérations que personnellement j'ai faites.

LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Toutes les opérations de la statistique.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Pardon.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous le verrons, toutes les recettes et toutes les dépenses, nous le verrons avec l'expert, sans exception sont portées sur le brouillard et en fin de mois sur le registre journal. Le 21 août 1899, alors que vous dites avoir régularisé l'opération du 16 août de la même année, vous deviez — vous ne pouviez faire autrement — mettre en entrée les 20.000 francs et en sortie l'achat des documents d'Austerlitz. Pourquoi avez-vous pris une formule détournée au lieu d'en prendre une régulière?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne peux pas sortir de l'explication que j'ai donnée, en ce sens que pour moi, par scrupule, je ne voulais pas établir un reçu fictif dans cette opération. Si on m'avait remis les 20.000 francs, ils entraient dans ma caisse; étant entrés, je les en aurais fait sortir, mais ils n'y sont pas entrés. J'ai pris la précaution d'écrire au memento que 20.000 francs étaient sortis de la réserve, et je l'ai inscrit partout, de façon qu'il n'y ait pas possibilité de dire qu'il y avait eu dissimulation. Les inscriptions faites sur le brouillard, sur le registre de caisse et sur le reçu, ainsi que sur la souche, permettaient à n'importe quel comptable de se reporter au carnet de la réserve. Eh bien, il porte l'indication correspondante à ce que j'avais indiqué.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour faire entrer ces 20.000 francs dans vos comptes, vous n'aviez pas besoin de les avoir entre les mains; tous les comptables, même les sergents-majors n'ont pas toujours entre les mains, ne touchent pas avec leurs doigts l'argent dont ils tiennent compte. Vous dites : Je n'ai pas inscrit ces 20.000 francs parce que je ne les avais pas eu entre les mains, mais il arrive souvent qu'un comptable fait une inscription alors qu'il n'a pas l'argent entre les mains.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est une question de caisse et non pas de comptabilité.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous dites : Je n'ai pas fait entrer en recette ces 20.000 fr. parce que je n'avais pas l'argent entre les mains. Je vous réponds : Avec ce raisonnement, on ne ferait jamais de comptabilité, parce que les comptables, que ce soit du commerce ou de l'armée, n'ont jamais entre les mains l'argent dont ils assurent la comptabilité.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Ils ne sont pas responsables d'espèces comme je l'étais dans la circonstance.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez été sergent-major, vous avez réglé des vivres remboursables. Eh bien, quand vous alliez chez le trésorier, toucher votre feuille de prêt, il vous remettait la différence entre les dépenses et le montant de la feuille de prêt. Alors, d'après votre raisonnement, en ce qui concerne par exemple les vivres remboursables, vous n'auriez jamais pu faire de la comptabilité, puis-

que vous n'aviez jamais eu l'argent des vivres remboursables entre les mains.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Le cas n'est pas le même.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est exactement la même chose.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Au point de vue d'une responsabilité, j'en avais une assez grande.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous arriverons peut-être à préciser ce point avec l'expert, je l'espère.

Je voulais faire affirmer à M. Dautriche certaines choses qui ont été dites ici hier et aujourd'hui. Je voudrais que M. Dautriche me dise, oui ou non, s'il se reconnaît la qualité de comptable.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je ne peux pas me reconnaître la qualité de comptable, je n'ai pas de lettre de service...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous discuterons cela après. Je voudrais également qu'il nous dise si, oui ou non, il reconnaît à la comptabilité qu'il tenait, quelle qu'elle soit, un caractère comptable.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Un caractère de comptabilité spéciale du service des renseignements.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous verrons cela plus tard. Je pense que j'établirai que M. Dautriche n'est pas dans son droit en faisant cette affirmation. Pour le moment, c'est tout ce que j'ai à dire.

M^e AUFFRAY. — Le moment n'est pas venu de faire de la discussion. Je relève seulement la dernière question posée par M. le commissaire du gouvernement à M. Dautriche. Je crois qu'il est du devoir du commissaire du gouvernement, quand il pose une question, de définir les termes, même quand ils sont en français. A plus forte raison n'est-il pas nécessaire de parler latin et de dire *a fortiori* en ajoutant que cela signifie à plus forte raison. Quand on dit : vous reconnaissez-vous la qualité de comptable, il serait bon soi-même de définir ce qu'on entend par un comptable.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce point est réservé pour plus tard. Nous allons procéder à l'interrogatoire de M. Mareschal, mais auparavant nous allons suspendre l'audience.

L'audience est suspendue à 1 heure 55.

Elle est reprise à 2 h. 10.

INTERROGATOIRE DU CAPITAINE MARESCHAL

M. LE PRÉSIDENT. — Quels sont vos noms, prénoms, âge, lieu de naissance, profession ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Mareschal, Henri, 38 ans, né à... capitaine à l'état-major de la 39^e division.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez écouté la lecture des pièces qui a été faite, vous avez entendu l'ordre de mise en jugement, par conséquent je puis passer à votre interrogatoire. J'ai déjà fait, je pense, suffisamment l'historique de la question pour qu'on puisse voir dans quelles conditions vous avez été appelé devant M. Atthalin; j'ai même donné lecture d'une partie de votre déposition du 7 mai devant ce magistrat.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai fait lire l'interrogatoire que vous avez subi devant M. Atthalin à partir du moment où M. Atthalin a dit : « L'attention de la Cour a été appelée sur tels documents ».

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été interrogé à nouveau le 9 mai. Dans le premier interrogatoire, qu'est-ce en somme, que vous avez dit ? Vous avez dit que jamais vous n'aviez payé 25.000 francs, et que vous aviez payé 5.000 ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 9 mai, vous avez été interrogé. Voulez-vous lire, greffier, la déposition de M. Mareschal, devant M. Atthalin, faite le 9 mai ?

M. le greffier donne lecture de cette déposition qui est ainsi conçue :

L'an 1904, le 9 mai, nous, Laurent-Atthalin, conseiller, à ce délégué par la Cour de cassation, avons reçu comme suit, avec l'assistance de M. Désaméricq, commis greffier, serment prêté, la déposition de M. le capitaine Mareschal, déjà entendu.

Le témoin a juré de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité, et a déposé comme suit :

D. — La dépense sur laquelle nous vous avons interpellé avant-hier est portée comme faite le 16 août 1899 ; c'est donc par erreur

que vous nous avez dit avoir eu affaire à cette époque au lieutenant-colonel Henry ?

R. — C'est, en effet, par erreur, et cette erreur tient à ce que ma première entrevue avec Austerlitz remonte à l'époque où Henry était chef de service.

D. — Le livre de réserve, que nous plaçons sous vos yeux porte, vous le voyez, à la date du 16 août 1899 : « Autorisation d'un prélèvement de 20.000 francs ». Sur le même livre, à la même date, sous la rubrique « Dépenses » la mention du prélèvement de la même somme de 20.000 francs. Cette somme a-t-elle passé par vos mains ?

R. — Je vous affirme que non. Pendant le temps que j'ai passé au bureau, la plus grosse somme que j'aie jamais emportée a été de 10.000 francs.

D. — Vous remarquerez, sous cette mention d'un prélèvement de 20.000 francs le 16 août, la mention : documents fournis par Austerlitz.

R. — En tout cas, je n'ai dépensé que 5.625 francs, comme le porte le livre-journal. Au surplus, il y a un reçu signé d'Austerlitz, reçu qui, quand j'ai quitté le bureau, était dans le dossier d'Austerlitz. On verrait par ce reçu qu'il n'a jamais été question d'une somme supérieure à celle qu'indique le livre-journal.

D. — Vous remarquerez, d'autre part, à la même date du 16 août 1899, sur le livre journal, la double mention : Berg, frais, voyage et gratifications 625 francs et : « Austerlitz (documents) complément de 20.000 francs de la réserve... 5.000 » ?

R. — Berg est un fournisseur auquel ont été envoyés 500 marks par la poste (soit 625 francs) et il m'en a accusé réception aussi par la poste. Je me suis trompé sur ce point l'autre jour en raison d'une confusion entre le mot Bay et le mot Berg.

D. — Vous remarquerez, d'autre part, que les 20.000 francs prélevés le 16 août suivant le carnet de réserve ne sont pas entrés dans la caisse courante, car ils ne figurent ni en entrée, ni en sortie, quoique le livre journal mentionne les 5.000 francs comme un complément des 20.000 francs.

R. — Il faudrait, pour trouver une explication à cela, voir le dossier même de la correspondance avec Austerlitz.

D. — Enfin, nous nous sommes fait représenter depuis votre dernière déclaration, et nous plaçons sous vos yeux le reçu n° 564. Le reçu signé de vous, est ainsi conçu : « Je reconnais avoir reçu la somme de 5.625 francs complétant une somme de 20.000 francs prise à la réserve, le tout remis à Austerlitz ». Vous avez signé ce reçu, qui est de la main de Dautriche, vous avez ajouté seulement : « Et Berg (625 francs à ce dernier) ».

R. — Alors, c'est que j'aurais donné d'abord 20.000 francs à Austerlitz.

D. — Ce ne peut être d'abord, puisque le prélèvement est aussi du même jour.

R. — Oui, je vois bien que c'est le même jour, mais je ne me rappelle pas; il faudrait que je voie le dossier et la correspondance d'Austerlitz.

D. — Quels sont les versements que vous avez faits antérieurement à Austerlitz ?

R. — Sur le livre journal, vous voyez à la date du 25 août 1898 : Austerlitz 6.000 francs. Depuis cette époque jusqu'au 16 août 1899, je ne vois pas d'autres inscriptions, non plus d'autre part, qu'en remontant jusqu'au 1^{er} janvier 1898. Il est cependant bien certain pour moi qu'Austerlitz a reçu au total plus de 11.000 francs, et il faudrait voir son dossier.

On doit retrouver ces 20.000 francs, j'ai dû les remettre à Austerlitz ; et alors c'est de ma part une véritable absence de mémoire.

Je vous ai dit l'autre jour que l'entrevue avec Austerlitz avait eu lieu à Bâle ; c'est encore le résultat d'une certaine confusion que j'ai faite avec ma première entrevue avec ce fournisseur ; l'entrevue à laquelle se rapporte l'inscription du 16 août 1899 sur le livre journal a eu lieu à Zurich, et j'étais accompagné sûrement du commandant Rollin, alors chef du bureau.

D. — A la date du 16 août, le capitaine François ne remplaçait-il pas, comme faisant fonction de chef de bureau, le commandant Rollin, malade ? L'inscription sur le livre de service est de la main du capitaine François.

R. — Il faudrait voir le dossier pour faire une vérification sérieuse.

Lecture faite, le témoin persiste et signe avec nous et le greffier.

Signé : MARESCHAL, LAURENT-ATTHALIN, DÉSAMÉRICQ.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous reconnaissez ce reçu signé de vous, il n'a pas été discuté.

Le capitaine François a été interrogé par M. Atthalin le même jour, 9 mai ; nous verrons sa déposition au moment de son interrogatoire. M. Dautriche a été interrogé le même jour; il paraissait pour la première fois devant M. Atthalin. C'est à la suite de déclarations contradictoires entre vous et M. Dautriche que l'affaire a pris une tournure plus grave.

Le 14 mai, vous avez été confrontés tous les trois, vous avez été interrogés dans l'ordre suivant...

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Le colonel Rollin, le capitaine Dautriche et le capitaine Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est par conséquent, après l'intervention de M. Dautriche du 9 mai.

S'adressant au greffier. — Veuillez alors donner lecture de la confrontation à partir de l'endroit où le capitaine Mareschal a été interrogé.

M. le greffier donne lecture de ce document qui est ainsi conçu :

A ce moment, nous faisons entrer M. le capitaine Mareschal, déjà entendu et nous lui posons, en présence de M. le lieutenant-colonel Rollin et de M. Dautriche, les questions suivantes sous même serment par lui prêté :

D. — Lorsque nous vous avons entendu le 9 mai, vous nous avez affirmé que jamais une somme, même de 20.000 francs, n'était passée par vos mains dans le service. « Pendant le temps que j'ai passé au bureau, avez-vous dit, la plus grosse somme que j'aie jamais emportée a été de 10.000 francs. » D'autre part, dans votre déposition du 7 mai, vous nous avez déclaré que, « moyennant la somme de 5.000 francs », vous aviez, au mois d'août 1899, acheté à Austerlitz le document qu'il offrait.

R. — J'ai eû une véritable absence de mémoire. J'ai emporté, d'après mon reçu, 25.000 francs du bureau et, puisque je n'ai rien rapporté, j'ai remis 25.000 francs à Austerlitz. Austerlitz demandait de très grosses sommes, il demandait jusqu'à 60.000 francs. J'ai été à Zurich vers le milieu d'août, comme je vous l'ai dit, avec le commandant Rollin. Nous avons été à un hôtel près de la gare, où j'ai donné, suivant mon habitude, le nom de Weiss. Je me suis rencontré avec Austerlitz, sur un banc dans un jardin ; je lui ai payé, je crois, devant le commandant Rollin, une grosse somme.

LE COMMANDANT ROLLIN. — Je ne crois pas avoir été présent au paiement.

LE CAPITAIN MARESCHAL. — Il est possible que j'aie été seul avec Austerlitz au moment du paiement. Il est certain que j'ai emporté 5.000 francs sortant du service courant, et 20.000 francs sortant de la caisse de réserve.

D. — En quelles espèces ?

R. — Sans doute en billets de banque allemands pris dans la réserve.

D. — De qui avez-vous reçu les fonds ?

R. — Du capitaine François, puisque l'autorisation de prélèvement est mentionnée de sa main.

D. — Nous avons entendu le capitaine François. Il a déclaré qu'il n'était pas à sa connaissance que jamais un document quelconque ait été payé du prix de 25.000 francs, et, comme nous insistions, en lui demandant si, dans le cas où un document aurait été payé de ce prix, il aurait pu l'ignorer ou l'oublier, il a répondu :

« L'ignorer, jamais de la vie; l'oublier, ce serait invraisemblable. »

R. — Je suis certain d'avoir emporté et dépensé une grosse somme, d'autant plus qu'elle représentait, non pas dans son entier le prix des documents lesquels ne valaient pas le chiffre déboursé par nous, mais, pour une part, une sorte d'avance pour permettre à Austerlitz de se débarrasser d'un arriéré de dettes et nous assurer son concours dans l'avenir.

Le souvenir que j'ai ainsi concorde donc avec le reçu que j'ai donné. D'après ce reçu, j'ai emporté 25.000 francs; comme je n'ai rien rapporté, c'est que j'ai donné ces 25.000 francs à Austerlitz.

D. — Avez-vous donné à M. Dautriche un reçu provisoire avant votre départ ?

R. — C'est possible ; et alors le reçu définitif aura été établi au retour.

D. — Austerlitz vous a-t-il fait un reçu ?

R. — Je suis convaincu qu'Austerlitz m'a remis un reçu. S'il m'en a remis un, je l'ai nécessairement introduit moi-même dans son dossier.

D. — Nous mettons sous vos yeux ce dossier, qui ne contient aucun reçu s'élevant à 25.000 francs.

R. — Je puis tout au moins vous y signaler divers documents à l'appui de ma déclaration.

Dans une lettre, de juillet 1899, Austerlitz demande au moins 60.000 francs pour les documents qu'il propose, et il offre des rendez-vous à diverses dates. Je réponds en en acceptant un. Il réplique alors qu'il préfère que le rendez-vous ait lieu le 16 août et, suivant la note même que j'ai mise en marge, je lui télégraphie : « Oui, pour le 1^{er}. »

D. — Si le rendez-vous à Zurich a eu lieu le 16 août, comment le livre-journal porte-t-il à cette même date du 16, le prélèvement de 5.000 francs, et le livre de réserve le prélèvement de 20.000 francs ?

R. — Il est possible que, avant mon départ et celui du commandant Rollin, Austerlitz ait reculé la date du rendez-vous et qu'alors j'aie touché l'argent le 16 seulement. Cependant, voici dans le dossier une lettre d'Austerlitz portant : « A l'instant reçu votre télégramme. Ainsi pour le 16, tout à fait sûrement ».

M. DAUTRICHE. — Il serait possible que l'argent eût été pris d'abord sur autorisation verbale, et qu'ensuite seulement on ait régularisé par l'autorisation écrite du chef d'état-major. On aurait alors daté l'opération du 16, comme la date à laquelle le versement à Austerlitz a eu lieu effectivement.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il y a dans le dossier une lettre du 14 juin 1899, détachée de notre copie de lettres ; j'écris à Austerlitz que, s'il fournit ce que je lui demandais, on pourrait aller de 20 à 30.000 francs. Le 12 juillet, je lui écris qu'étant donnée

l'importance de la somme à payer éventuellement, il est bien entendu que les documents devront être auparavant examinés avec le plus grand soin.

Le 10 novembre, trois mois après la négociation, j'écris à Austerlitz que les documents par lui fournis ont été payés 10 ou 20 fois plus qu'ils ne valaient. Quant à la question du reçu, je serais fort étonné de n'en avoir pas demandé un à Austerlitz.

D. — Ne s'est-on pas étonné de ce que les documents livrés par Austerlitz au mois d'août 1899 aient pu être appréciés au prix que vous vous souvenez maintenant avoir payé ?

R. — Dans plusieurs lettres successives du dossier, Austerlitz dit qu'il a des dettes et que, comme il faut qu'il vive « in ersten Kreisen », il faut qu'on lui donne des honoraires qui lui permettent de s'y tenir. Il insiste sur ce point que, pour être mis à même de fournir des choses utiles, il faut qu'il soit remis à flot et débarrassé de ses dettes, 30 à 40.000 francs. Dans cette situation, lorsque je lui ai remis de l'argent au mois d'août, j'avais parfaitement le sentiment que je payais les documents bien au delà de leur valeur, mais je forçais le chiffre pour sortir Austerlitz de sa situation endettée et pour l'inciter à rester en relations avec nous ; je lui ai même dit : « Les documents ne valent pas ce que nous vous donnons, mais nous vous le donnons pour vous aider à sortir de votre situation. »

A mon retour, on m'a bien un peu plaisanté pour le prix que j'avais donné des documents, et j'ai donné l'explication même que je vous en donne aujourd'hui.

D. — Il était d'usage, en pareil cas, croyons-nous, que l'officier revenant d'une mission fît une note écrite ?

R. — Certainement, et je suis sûr que j'en ai fait une que j'ai mise dans le dossier, mais je ne l'y retrouve pas, pas plus que le reçu d'Austerlitz.

Cette note indiquait nécessairement la somme que j'ai déboursée.

LE COLONEL ROLLIN. — L'usage est de faire un memento qui devrait être dans le dossier ; quant au reçu, je reste sur l'impression que je l'ai vu.

Lecture faite, les témoins persistent et signent avec nous et le greffier, signé : MARESCHAL, ROLLIN, DAUTRICHE, LAURENT-ATTHALIN et DÉSAMÉRICQ.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de vous interroger, nous allons d'abord parler un peu du reçu. Ce n'est pas l'absence du reçu qui est grave. En somme, vous pouviez n'en pas avoir ; il est signé d'un pseudonyme ; ces reçus ne sont jamais datés et sont souvent au crayon. Par conséquent, ce reçu n'a

aucune valeur par lui-même. Seulement, ce qu'il y a d'étonnant, c'est que vous dites que vous croyez bien en avoir eu un, et c'est qu'on ne l'a pas vu du tout. Dautriche affirme ne pas l'avoir vu. Existait-il ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'ai toujours eu l'impression très nette que j'avais pris un reçu de 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce qui est grave, le voici. Je ne veux pas dire que vous avez mis l'argent dans votre poche, vous n'êtes pas accusé de cela. Mais, on vous a donné 25.000 fr., vos premières dépositions sont formelles à ce point de vue ; on sait que cette somme n'a pas été dépensée d'un coup. Vous l'oubliez complètement et vous vous en souvenez lorsqu'on vous montre le reçu.

Comment avez-vous été amené à vous rappeler de l'affaire Austerlitz, seulement au moment où on vous a montré que vous aviez signé le reçu de 25.000 francs, pour Austerlitz ? L'accusation vous dira que vous ne saviez pas du tout comment l'affaire avait été arrangée ; c'est M. Dautriche qui a fait les écritures pour faire concorder ces écritures avec les dépenses.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je vais vous donner toutes les explications désirables :

Quand j'ai fait mes deux premières dépositions devant M. Laurent-Atthalin, j'avais complètement perdu de vue le dossier Austerlitz, et les relations avec cet agent, parce que j'étais à cent lieues de me douter que l'on m'interrogerait à ce sujet. J'ai donc dit ce que je croyais être la vérité avec une entière bonne foi ; mais je le regrette, je me suis trompé du commencement à la fin. A la simple lecture de mes deux premières dépositions, je me suis aperçu, mais amplement, que c'est un tissu d'inexactitudes, du commencement à la fin : inexactitudes flagrantes, confusions à chaque ligne ; ainsi, je confonds ma première entrevue avec Austerlitz avec ma dernière entrevue avec lui ; je fais une confusion d'un an ; je fais intervenir le lieutenant-colonel Henry en 1899, alors qu'il était mort en 1898.

J'ai eu le temps, dans les six jours qui séparaient ma deuxième déposition de la troisième, c'est-à-dire entre le 7 et le 14 mai, de réfléchir, et j'ai rassemblé mes souvenirs aussi bien que j'ai pu. C'est à ce moment-là que je me suis rappelé, non pas que j'avais dépensé 25.625 francs juste,

mais que j'avais dépensé une très grosse somme d'argent, sans pouvoir spécifier exactement combien, et c'est au moment où on m'a présenté le reçu que j'ai dit : voilà la somme que j'ai dépensée.

Maintenant, entre temps, et comme j'avais parfaitement le temps de le faire, comme le colonel Rollin m'avait accompagné dans mon voyage, j'ai cru de mon devoir, et pour ma satisfaction personnelle, de me renseigner, et je lui ai écrit en lui demandant de vouloir bien me donner un rendez-vous pour le prier de vouloir bien m'aider de ses souvenirs. Je ne savais pas également à ce moment qu'il serait aussi convoqué comme témoin à la Cour de cassation.

Nous sommes tombés d'accord, pour trouver que, ce jour-là, nous avons dépensé une très grosse somme d'argent, mais sans pouvoir spécifier le chiffre. Nous ne sommes pas tombés d'accord sur tous les points, ainsi que l'a montré la suite de mon interrogatoire ; mais ces points sont secondaires et ne changent en rien les premiers. Voilà dans quelle circonstance je me suis souvenu de cette grosse dépense. A partir de ce moment-là, mes déclarations n'ont pas varié, et je les maintiens.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce qui me surprend, c'est que précisément vous n'avez pas gardé le souvenir de cette grosse somme de 25.000 francs. Combien de temps êtes-vous resté dans le service ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Deux ans, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous est-il arrivé plusieurs fois de prendre des sommes aussi considérables ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il m'est arrivé de partir avec des sommes d'argent assez fortes, notamment le jour où j'ai donné 10.000 francs à Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, vous en avez gardé le souvenir ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, j'ai gardé le souvenir que j'avais eu quelquefois de grosses sommes d'argent, mais sans pouvoir spécifier le chiffre.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, c'est étrange, parce que ce chiffre de 25.000 francs fait époque.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je le reconnais, mon général, mais ce n'en est pas moins vrai.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous en avons fini avec cette question

des 25.000 francs. J'ai indiqué la seule impression défavorable qu'il en reste pour votre cause. Nous avons vu l'entrevue entre M. Dautriche et le capitaine François; nous avons vu également les interrogatoires de M. Dautriche des 15 16 et 26 mai, et enfin son arrestation. L'instruction de l'affaire Dautriche se poursuit. C'est d'abord lui seul qui est écroué. Vous déposez d'abord comme témoin devant le capitaine Cassel, du 21 au 25 juin; vous donnez des explications à propos des 25.000 francs, mi-partie pour les documents, et mi-partie pour payer Austerlitz; vous avez affirmé que le paiement des 25.000 francs à Austerlitz avait été fait avec l'autorisation de vos chefs.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, d'autant plus que mon chef de service m'accompagnait.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais je parle du chef d'état-major qui devait délivrer le chèque de 25.000 francs. Vous saviez bien qu'on avait demandé l'autorisation au général Delanne ou au général de Lacroix en leur disant de quoi il s'agissait; vous saviez cela?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, mon général, voulez-vous me permettre de préciser? Je savais que chaque fois qu'on allait voir un agent à l'étranger, il fallait demander l'autorisation au chef d'état-major; il fallait la demander cette fois-là comme les autres. Maintenant, l'a-t-on demandée au général Brault, au général Delanne, ou au général de Lacroix, je ne pourrais le dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin vous avez su qu'on avait demandé 25.000 francs pour acheter le document Austerlitz?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous verrons après si le document Austerlitz valait 25.000 francs. Cela, c'est une autre question.

A la suite de cet interrogatoire, vous êtes l'objet d'un ordre d'informer comme n'ayant pu justifier de ces 25.000 francs. A ce moment, vous cessez d'être témoin, vous devenez un inculpé et vous êtes écroué. Voulez-vous donner des détails sur votre voyage à Zurich?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je voudrais faire un historique de mes relations avec Austerlitz, parce que je crois que c'est indispensable.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez qu'il y a le secret professionnel. Vous connaissez la formule du serment, que vous

n'avez pas eu à prêter, puisque vous êtes inculpé, mais vous savez que vous devez éviter de prononcer des noms de lieux ou de personnes. Il est nécessaire que Messieurs les Juges en soient avertis. Voici la formule des témoins :

M. le gouverneur militaire de Paris m'a fait connaître que vous seriez cité comme témoin...

Je vous informe que vous êtes autorisé à répondre à cette citation et à vous considérer comme délié du secret professionnel... Toutefois, vous devrez vous abstenir de prononcer des noms de pays, de localités ou de personnes... de nature à amener des complications diplomatiques... ou à nuire au bon fonctionnement de notre service des renseignements.

Vous êtes mieux à même que quiconque de savoir où vous devez vous arrêter et dans quelles limites vous devez parler, puisque vous connaissez les dossiers du service. J'admets très bien, cependant, que vous fassiez l'historique préliminaire.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je considère que c'est indispensable pour la compréhension de ce que je vais dire. Je ne dirai pas tout ce qui peut être dit en séance publique, et j'ajoute que je serai obligé de m'en tenir pour ainsi dire à des généralités.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges comprendront très bien. Ils sont déjà prévenus.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Nous sommes entrés en relations avec Austerlitz le 21 juillet 1898. Cette entrée en relations s'est faite de la façon suivante : Austerlitz s'est rendu à Bâle, d'où il nous a envoyé un paquet recommandé contenant, avec ses offres de services, des documents.

M. LE PRÉSIDENT. — Une simple observation à ce sujet. J'ai été surpris en voyant ce dossier envoyé ainsi par la poste. Et je me suis demandé si c'était un espion ou un contre-espion. Je me le demande encore.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Mon impression est que c'était un espion et non un contre espion.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a écrit de Bâle. Il était possible que le secret de la poste ne fût pas si bien gardé. Il écrivait au Ministère de la Guerre.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Nous avons reçu cette lettre avec les documents qu'elle contenait, qui ont été exami-

nés, ce qui était d'autant plus facile que nous les possédions déjà; par conséquent nous avons pu opérer un recoupement qui nous a fixés sur la sincérité des documents. Il était très tard, cinq heures et demie, quand nous avons reçu cette lettre, et, comme Austerlitz demandait qu'un officier de l'état-major allât le lendemain le voir pour s'entendre avec lui, il fut convenu que je partirais le soir même pour aller à Bâle voir Austerlitz. Dans ce but, nous sommes allés chez le chef ou l'un des sous-chefs d'état-major — je ne me rappelle plus, je crois que c'est le général Gonse, — pour le mettre au courant de la question, et lui demander l'autorisation d'aller à Bâle.

Je vous ferai remarquer que, dans cette lettre d'offres de services, Austerlitz demandait 12.000 francs pour les documents envoyés. C'était évidemment très exagéré, mais la lettre est là, avec le chiffre. Naturellement je n'ai pas emporté 12.000 francs, mais vous comprenez bien qu'il fallait que je lui paie au moins son déplacement, par conséquent il a fallu que j'emporte de l'argent. Il m'a été donné par le colonel Henry environ 1.200 francs. Cet argent a été tiré du tiroir de son bureau, et non pas sorti d'aucun des deux coffres qui existaient au bureau. Il ne peut être sorti de là, puisque l'archiviste n'était plus là et qu'on ne pouvait les ouvrir. Je suis donc parti avec cet argent et les instructions suivantes : voyez ce que c'est qu'Austerlitz; entrez en relations avec lui si vous croyez qu'on peut en tirer quelque chose.

Je l'ai rencontré le lendemain matin à l'endroit convenu. Mon impression, je ne peux la dire ici, je vous la dirai à huis-clos; nous avons convenu de nos relations futures, notamment de ceci : il m'a offert un certain nombre de documents, et il m'a dit : J'ai en ce moment tels documents disponibles, les voulez-vous?

J'ai accepté deux documents que je vous signalerai plus tard.

Je lui ai dit : Envoyez-nous ces documents, tous les deux ou l'un des deux, le plus tôt possible, et notamment l'un des documents que j'ai désignés, auquel j'avais l'air de tenir expressément. Nous devons dire aussi que les documents dont on parlait dans ces sortes d'entrevues, il était entendu une fois pour toutes qu'ils seraient numérotés, c'est-à-dire, par exemple, le document un tel sera appelé n° 1 ou bien A ou B, et, dans la correspondance, il ne serait jamais fait mention

des documents eux-mêmes, mais des numéros qui s'y trouveraient, pour éviter des difficultés.

Après m'être abouché avec Austerlitz, je lui ai payé une somme d'environ 900 francs et le reste pour frais de voyage, ce qui fait en tout 1.025 francs, desquels 1.025 j'ai tiré un reçu écrit à l'encre, qui existe au dossier. Je suis donc rentré à Paris, et ai rendu compte à mes chefs de ce qui s'était passé le 22 juillet.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous parlez de 1898 ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui. Quelque temps après, dans le courant de juillet, Austerlitz m'a effectivement envoyé le document que je lui avais commandé et auquel j'avais l'air de tenir expressément. Or, ce document, je ne l'avais demandé que pour une seule chose : c'était pour procéder à un recouplement, parce que nous avions déjà un document assez important et nous tenions à être fixés sur la sincérité d'Austerlitz. Je me suis dit : les premiers sont déjà vrais, si celui-là l'est aussi, ce sera bien. Il nous a envoyé ce document pour lequel il demandait 3.000 francs. Nous avons procédé au recouplement et il s'est trouvé que le document était absolument authentique.

C'est dans ces conditions que j'ai été au deuxième rendez-vous, lequel a eu lieu le 23 août de la même année, un mois après le premier. A ce rendez-vous, il m'a apporté le document qui m'était promis également, que j'avais demandé, document fort important, qui a été apprécié par la suite à l'état-major de l'armée. Pour ce document, il demandait 8.000 francs, dont 4.000 francs payables tout de suite et 4.000 francs après examen. Je lui devais dans la réalité 8.000 francs pour le document, plus 3.000 francs pour le document qu'il avait envoyé auparavant, que nous avions reçu par la poste, ce qui faisait 11.000 francs.

J'ai été à Berne, j'ai examiné le document, et je lui ai donné, non pas la moitié de 8.000 francs, et moitié après, mais tout ce qu'il demandait, plus les 3.000 francs que je lui devais; ou plutôt je ne lui ai pas donné 11.000 francs, mais 10.000 francs, sans lui faire payer les frais de voyage cette fois-là. J'ai cru bien faire en procédant ainsi, parce que, à mon avis, j'étais suffisamment fixé sur sa sincérité pour pouvoir opérer comme cela, et de fait, le document a été reconnu absolument authentique et on en a fait un très grand état à

l'état-major. Il a été traduit et transmis au bureau compétent en septembre de la même année.

C'est après cette deuxième entrevue, c'est-à-dire au mois d'août et septembre... j'ai oublié de dire qu'à cette deuxième entrevue, j'ai retiré un reçu d'Austerlitz de la somme que je lui avais donnée de 10.000 francs. Il existe au dossier au crayon.

M. LE PRÉSIDENT. — Celui de 10.025 francs ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui. J'ai également oublié de dire que, dans cette entrevue, Austerlitz qui, jusqu'à présent, ne correspondait avec nous que sous un seul nom, n'avait qu'une adresse, laquelle était Gustave Austerlitz, m'en a donné une deuxième qui existe au dossier, et que vous pouvez voir. Je ne crois pas utile de la nommer et j'attire votre attention sur un point particulier dont l'accusation a tiré une argumentation contre moi, qui est la suivante : Ce jour là, avant de me donner le reçu de 10.000 francs qu'il a écrit sur son carnet à lui, il a écrit sur la feuille précédente la nouvelle adresse qu'il me donnait. Or, en écrivant cette adresse au crayon, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, le verso s'est démarqué sur la feuille suivante, qui était destinée à porter le reçu, de sorte qu'en ce moment, si vous regardez ce reçu de 10.000 francs, vous pourrez constater le démarquage de l'adresse qui m'a été donnée ce jour-là.

Ceci est très important, parce que l'accusation prétend que cette adresse ne m'aurait été donnée qu'à l'entrevue du 16 août ; or, c'est matériellement faux, comme je vous le prouve, attendu qu'à partir de ce moment, et dans le courant de 1898, j'ai à maintes reprises correspondu avec Austerlitz sous sa deuxième adresse. Or, cette deuxième adresse ne m'a été donnée nulle part par écrit, par conséquent elle n'a pu m'être donnée que verbalement.

M^e ALPY. — C'est le reçu qu'on a mis dans un cadre.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il me paraît manifeste que cette adresse m'a été donnée ce jour-là, puisque je m'en suis servi après. Cela me paraît indiscutable. Il s'est servi, pour signer, de son crayon, de cette nouvelle adresse, notamment le 12 décembre de cette année et le 5 mai de l'année suivante, en me disant par exemple : « Ecrivez-moi à partir de maintenant à la deuxième adresse.. » Donc elle m'a été donnée antérieurement à 1899.

Je passe maintenant à une autre question qui est très importante également, c'est-à-dire à l'établissement d'une des deux notices qui existent au dossier; je veux parler de la notice la plus longue, qui est celle qui porte les détails les plus circonstanciés tels que le signalement, le prix payé, etc.

On voit, à la simple lecture de cette notice, qu'elle a été faite de premier jet, d'abord attendu que ce n'est pas au bout d'un an qu'on fait le signalement d'un Monsieur qu'on a vu, mais en revenant de le voir, ensuite, ce qui prouve matériellement que cette notice a été faite immédiatement après le rendez-vous, et entre ce rendez-vous et le mois d'octobre 1898, c'est la phrase suivante qui y est contenue, à savoir : « Dans notre dernière entrevue du 23 août, c'est-à-dire le 23 août 1898, il a été entendu qu'Austerlitz me dévoilerait très prochainement son identité et très probablement en octobre ». Par conséquent, je parle d'octobre 1898, pas de doute possible.

Donc, cette notice a été établie immédiatement après le 23 août et entre le 23 août et le mois d'octobre; elle n'est pas datée, mais elle se date elle-même de cette façon, comme vous pouvez le constater. Cette notice a une très grosse importance par ce fait qu'elle porte au verso l'indication suivante : « Voir verso compte » : et dans laquelle je lis : « Premier paiement 1.025 francs; 2° 10.000 francs » et j'ai soin d'ajouter : Pour les deux documents, l'un envoyé et l'autre porté. »

Par conséquent il me semble jusqu'à présent établi d'une façon indubitable qu'il y a eu en 1898, le 22 juillet d'abord, le 23 août ensuite, deux entrevues avec Austerlitz et deux paiements : l'un de 1.025 francs et l'autre de 10.000 francs. Je passe maintenant à la suite de la correspondance avec Austerlitz.

A partir de ce moment et pendant un an à peu près, puisque cela se prolonge jusqu'au 16 août de l'année suivante, il y a une série continuelle de lettres que je vous analyserai en détail quand vous le jugerez convenable.

M. LE PRÉSIDENT. — Elles ne peuvent pas être analysées ici en audience publique?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est absolument impossible, mon général, étant donné la forme même des lettres; mais je vous donnerai des indications générales que je puis vous fournir sans inconvénient.

Dans ces lettres, Austerlitz me demande des sommes d'ar-

gent allant toujours de 300 francs jusqu'à 40 et 60.000 fr.; il dit qu'il est couvert de dettes, qu'il ne peut continuer à nous fournir des documents, etc... C'est d'ailleurs ce que j'avais déclaré dans mon premier interrogatoire. Il donne des rendez-vous qu'il remet, auxquels il ne vient pas. Enfin ça se prolonge...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est un marchandage.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est un marchandage qui dure un an. Nous arrivons ainsi au mois de juillet. C'est à ce moment que je lui écris une lettre dans laquelle je lui dis : « Je vous apporterai entre vingt et trente mille francs... » Cette lettre est au dossier.

Au mois de juillet j'établis d'abord une deuxième notice, qui est au dossier, qui est en somme un résumé simplement de la première et qui n'est pas datée davantage que la première, mais qui se date d'elle-même, puisque je dis : « Je dois avoir le 31 de ce mois un rendez-vous avec Austerlitz ». Il y avait, en effet, pour le 31 un rendez-vous, auquel il n'est pas venu du reste, où je ne suis pas allé moi non plus, parce qu'il m'a décommandé à temps. Mais il ne peut y avoir de doute, puisque le rendez-vous était fixé pour le 31 juillet. Donc, cette notice est de juillet, non d'après. C'est en juillet également que j'ai reçu deux lettres d'Austerlitz sur lesquelles j'appelle toute votre attention, mon général. Dans ces lettres, Austerlitz me demandait 60.000 francs...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est discuté, mais nous verrons.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je tiens beaucoup à insister sur ce point. Austerlitz me demandait 60.000 francs. Sa lettre est écrite en caractères d'imprimerie, comme je vous le montrerai, et je ne comprends pas comment l'accusation a écrit dans son rapport qu'Austerlitz a demandé 10.000 francs et en a tiré un argument contre moi en disant : « Austerlitz demande 10.000 francs un mois avant, et vous allez lui en porter 25.000 ! » Eh bien, c'est absolument faux, et je me fais fort de le prouver. Mon défenseur a fait faire des calques, et vous pourrez, d'ailleurs, vous reporter aux originaux, vous verrez qu'il y a des mentions en bas qui expliquent les chiffres.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela donnera lieu à une discussion entre personnes compétentes.

M^e AUFRAY et M^e BONNET. — Non, cela se reconnaît à l'œil.

M. LE PRÉSIDENT. — Laissez l'accusé conduire sa défense.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — La simple inspection montre ce qu'il en est; du reste, il y a des chiffres de 6.000 francs qui ne sont nullement contestés. J'ajoute que le chiffre de 60.000 francs a toujours été lu comme tel par l'état-major de l'armée; il semble qu'il suffit de jeter les yeux sur ce papier pour être convaincu, ou de regarder simplement les lettres originales.

M^e BONNET. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne voudrais pas soulever d'incident.

M^e BONNET. — Il me semble qu'il est nécessaire que cette question soit élucidée.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le capitaine Mareschal va l'élucider. Je disais simplement que le point était discuté, car je ne voulais pas que les juges croient que c'était là une affaire établie. Maintenant voulez-vous continuer?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je m'en rapporte à votre appréciation.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'en ai pas jusqu'à ce moment.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Nous arrivons à l'entrevue du 16 août, qui avait été décommandée plusieurs fois. Le 16 août enfin, on finit par se voir à Zurich. Je vais pouvoir vous donner tous les détails matériels de cette entrevue.

M. LE PRÉSIDENT. — N'entrez pas trop dans les détails; l'enquête a été faite.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Cette entrevue n'est plus discutée, j'y suis allé avec le lieutenant-colonel Rollin.

M. LE PRÉSIDENT. — On a cru à un moment donné que le lieutenant-colonel Rollin n'y était pas; mais je ne crois pas que l'accusation soutienne qu'il n'y était pas, cependant je ne le sais pas encore.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'admets que le lieutenant-colonel Rollin est allé à Zurich, puisque lui-même l'affirme, je n'ai pas d'autre raison que celle-là.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il y était.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne le discute pas. L'accusation ne soutient pas qu'il n'y était pas; je ne crois pas qu'il y ait besoin de prouver qu'il y était.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Lorsque nous étions assis

sur le banc avec Austerlitz, un monsieur vint à passer, c'était le commandant Picart. Le lieutenant-colonel Rollin m'a rendu attentif au passage de ce monsieur en me disant : « Vous ne le reconnaissez pas ? »

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que le commandant Picart n'est pas si formel que cela pour dire qu'il était à Zurich.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Si, mon général.

M^e AUFFRAY. — Il viendra, il a simplement demandé à être entendu un peu plus tard.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je passe sur les détails matériels de l'entrevue. Le reste, je puis difficilement l'expliquer ici.

M. LE PRÉSIDENT. — Donnez simplement votre impression, voilà tout.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — L'accusation dit que, ce jour-là, j'ai acheté deux documents dont un seul a été retenu. Or, dans la réalité, j'en ai apporté onze, comme le prouve le dossier. Je ne discute pas en ce moment la valeur de ces documents, je le ferai à huis-clos, lorsque vous le jugerez nécessaire ; mais je tiens à affirmer que ce n'est pas deux, mais onze documents.

M. LE PRÉSIDENT. — Sans vouloir tirer la moindre conclusion, je dois dire aux juges que ces documents ont été évalués par la section compétente.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — La section des renseignements n'était pas très formelle à ce sujet. Elle a dit que l'un des documents peut être évalué de deux à quatre mille francs ; mais que cela dépend du moment, et qu'à ce moment-là, en 1899, il pouvait avoir une toute autre valeur pour nous.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ferons préciser ce point lorsque ce sera nécessaire.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je répète ce que j'ai dit dans ma déposition et ce que j'ai dit à Austerlitz lui-même : « Vos documents ne valent pas ce que je vous donne, si je vous fais cette avance d'argent, c'est pour vous permettre de sortir de votre situation. » C'est, qu'en effet, à ce moment-là, j'étais fasciné par un document qu'il me promettait depuis longtemps, qui est d'une importance extraordinaire à mon avis.

Je me disais : Si nous arrivons à avoir ce document au prix que n'importe quel sacrifice, il faut le faire.

Je me disais, au contraire : si on ne le sort pas de ses dettes, si on ne lui permet pas de vivre comme il le demande de vivre, Austerlitz est un homme perdu pour nous. Or, à ce moment, nous n'avions plus de fournisseurs ; les affaires marchaient fort mal... J'entends par « affaires » ; les affaires avec les agents... ; et il fallait se créer des agents, ou, quand on en avait, tâcher de les garder.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous indiquer pourquoi les affaires allaient mal ? Le service était paralysé en somme ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Le service était paralysé parce qu'il était question de le faire passer complètement entre les mains de la Sûreté générale.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était à l'époque du procès de Rennes ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, il était complètement défendu de faire de nouvelles affaires, sauf celle-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Je le dis à l'appui de votre argumentation, et pour éclairer les membres du Conseil. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne puis plus entrer dans d'autres détails ; je me bornerai simplement à vous dire, pour la suite des relations avec Austerlitz, ce qui s'est passé un ou deux mois plus tard, en novembre. D'abord, en octobre, le colonel Rollin a fait un brouillon, qui existe au dossier, d'une lettre destinée à Austerlitz, dans laquelle il disait : « On vous a payé une somme colossale, — je souligne le mot — la dernière fois. » Je lui ai écrit un mois après pour lui dire : « On vous a payé dix ou vingt fois trop cher. » Car il demandait à ce moment 10.000 francs pour payer une traite. Il n'est pas étonnant qu'il ait demandé de l'argent : un monsieur qui a demandé 40.000 francs pour payer ses dettes et à qui on en a donné 10.000, il n'est pas surprenant qu'il lui reste 30.000 francs de dettes.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous quelque chose à ajouter sur la question Austerlitz, ou voulez-vous que nous continuions la suite des opérations ? Nous allons voir votre interrogatoire du 6 juillet, de façon que les juges aient des données très justes ; de plus, ils auront la sténographie.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais dire

quelques mots qui n'ont trait qu'incidemment à ce qui se passe en ce moment. Messieurs les défenseurs viennent de faire passer des papiers aux membres du Conseil ; c'est absolument contraire à la loi, qui exige que tous les documents soient d'abord communiqués au ministère public ; je demande donc que ces papiers lui soient remis et qu'on procède régulièrement par la suite.

M^e HENRY BONNET. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Je désirerais qu'il n'y ait pas d'incident.

M^e HENRY BONNET. — M. le commissaire du Gouvernement vient de prendre l'initiative de demander au Conseil de Guerre de dire que la défense a commis une incorrection, en communiquant au Conseil de Guerre des documents qui ne lui avaient pas été communiqués. Il ne s'agit pas d'une communication de documents. Ce que nous avons remis, Messieurs, c'est purement et simplement le calque rigoureusement exact, entendez-le bien, de documents qui sont dans le dossier.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident est clos, nous verrons si les calques sont exacts.

M^e HENRY BONNET. — Il me semble qu'il faudrait que cet incident, qui est d'une gravité exceptionnelle, soit immédiatement éclairci. Il ne s'agit pas d'une question sur laquelle il puisse y avoir une incertitude, il faut qu'on sache qu'il a été possible, dans un document que vous avez sous les yeux, dans un rapport destiné à M. le Gouverneur de Paris, d'imprimer que deux lettres contiennent le chiffre dix, quand il est évident qu'elles contiennent le chiffre six. Il suffit de le voir.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident est clos. M. le Greffier, voulez-vous lire l'interrogatoire du 6 juillet ?

(A M. le Commissaire du Gouvernement). — Est-ce que vous parliez de ces documents ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je parle des papiers qu'on vient de vous passer.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous les examinerons.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Monsieur le défenseur vient de dire que c'est un calque, je n'en sais rien, je constate qu'on passe des papiers que je ne connais pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous les avons. Par conséquent, nous allons vous les communiquer.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Non, on suivra la forme régulière.

M. le Greffier donne lecture de l'interrogatoire du 6 juillet 1904, du capitaine Mareschal :

D. — Parlez moi des entrevues que vous avez pu avoir dans ces derniers mois, c'est-à-dire depuis mars, avec le lieutenant-colonel Rollin, le capitaine François et M. Dautriche.

R. — Le lendemain du réquisitoire de M. Baudouin, François m'a écrit pour m'offrir son témoignage, et je lui répondis qu'à l'occasion j'aurais recours à lui. C'est toute la correspondance que j'ai échangée avec François. J'ai revu François à la Cour de cassation, pendant 5 minutes environ, dans la chambre des témoins. Depuis mon arrivée à Paris, le 22 juin, j'ai rencontré François, sans l'avoir cherché, une fois sur les grands boulevards et une fois sur l'avenue de l'Opéra. Entre le 9 et le 14 mai, j'ai écrit au lieutenant-colonel Rollin pour le prier de me préciser certains points relatifs à l'entrevue avec Austerlitz, entrevue à laquelle il avait assisté. Il m'a répondu en me donnant rendez-vous le 14 mai, jour de ma troisième déposition. Je n'ai eu aucune relation avec lui depuis. Quant à M. Dautriche, je n'ai jamais correspondu avec lui, ni lui avec moi, je n'ai fait que l'entrevoir dans les couloirs du Palais de Justice. Je n'ai correspondu par aucun autre moyen avec les officiers que vous me citez.

D. — A la Cour et ici vous avez parlé d'un reçu que vous auriez tiré de la fourniture d'Austerlitz en août 1899 ; vous avez dit que ce reçu était sur papier quadrillé, écrit au crayon, dans la langue de l'agent... que vous aviez rapporté ce reçu de Zurich et l'aviez placé dans le dossier Austerlitz. Est-ce le reçu que je vous présente ?

R. — Ce n'est pas celui-là.

D. — A quelle fourniture ce reçu que je vous présente correspond-il ?

R. — Je n'en sais rien.

D. — Combien de fournitures avez-vous d'Austerlitz ?

R. — J'en ai reçu trois au moins et peut-être quatre.

D. — Précisez-les.

R. — Le premier paiement correspond à l'envoi qu'a fait Austerlitz lors de ses offres de service ; il est, d'autant que je me rappelle, de 1.250 francs. Ces 1.250 francs, je les lui ai remis moi-même, à Bâle, antérieurement au mois d'août 1898 et il m'a donné un reçu.

D. — Est-ce le reçu que je vous présente et qui est de 1.025 francs ?

R. — Oui, c'est celui-là, mais je ne l'affirme pas.

D. — Où est portée cette dépense ?

R. — Je ne sais pas.

D. — Je vous répète : Précisez les opérations faites avant le 16 août 1899.

R. — Je lui ai donné une fois 1.250 francs, dans la réalité 1.025 francs, et une autre fois 6.000 francs. Je ne me rappelle pas si c'est la première fois que je lui ai donné 1.250 ou la première fois 6.000.

D. — Je vous fais constater que les écritures de toute votre comptabilité font ressortir qu'avant le 16 août 1899, vous n'avez effectué qu'un seul paiement, qu'un seul document, celui du 23 août 1898.

Qu'avez-vous à dire ?

R. — Je constate, mais j'avais toujours cru avoir fait deux paiements. Il est possible que je n'en aie fait qu'un.

D. — Après le 16 août 1899, avez-vous effectué d'autres dépenses pour Austerlitz ?

R. — Entre le 16 août 1899 et la date de mon départ du bureau, mai 1900, je n'ai rien donné à Austerlitz pour achat de documents.

D. — Il résulte de vos propres dires que vous n'avez effectué que deux achats de documents à Austerlitz ?

R. — Oui.

D. — De ces deux achats, vous avez toujours prétendu et vous maintenez que vous avez tiré deux reçus d'Austerlitz ?

R. — Oui, je maintiens mes dires.

D. — Or, je vous présente deux reçus que vous reconnaissez avoir été délivrés par Austerlitz lui-même, dont la teneur avait été parfaitement précisée dans toutes vos déclarations précédentes et qui seules correspondent, hormis la somme, avec les deux opérations des 23 août 1898 et 16-17 août 1899.

R. — Le reçu de 1.025 francs correspond, autant que je me le rappelle, à la première entrevue, en réponse à la lettre du 21 juillet, et celui de 10.000 francs correspond à la dépense de 6.000 francs.

D. — Dans ces conditions-là, vous seriez de votre poche, pour la dépense de 10.000 francs de 4.000 francs ?

R. — Je n'ai jamais sorti un sou de ma poche ; arrangez cela comme vous voudrez, cela m'est égal. En somme, il y a trois dépenses, et le reçu de 25.000 francs manque. Si les écritures ne sont pas d'accord avec les reçus, je ne me charge pas de l'expliquer.

Lecture faite à l'inculpé de son interrogatoire, il a déclaré ses réponses fidèlement inscrites, qu'elles contiennent vérité et qu'il y persiste, et il a signé avec nous et le greffier.

M. LE PRÉSIDENT. — L'explication a été donnée un peu plus tard. M. Gribelin a été appelé en témoignage pour élucider cette question de comptabilité qui était de son ressort. Nous verrons la déposition de M. Gribelin, je me réserve de revenir sur ce point.

Voulez-vous dire à quelle époque vous avez entendu parler de la masse noire ? M. Dautriche nous a dit qu'il ne la connaissait pas.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'en ai entendu parler pour la première fois au moment où on a fait le procès-verbal de recollement, c'est-à-dire au commencement de septembre 1898.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous étiez au service des renseignements ; c'est un point à fixer.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je n'en ai jamais entendu parler avant.

M. LE PRÉSIDENT. — A ce moment cela vous a frappé ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, cela ne m'a pas frappé. C'était de l'argent qu'on a trouvé dans le tiroir du colonel Henry. Je n'y ai pas attaché d'importance. Je croyais que c'était de l'argent du service. Ce n'est qu'après que l'on a dit que c'était une masse noire.

M. LE PRÉSIDENT. — Le colonel Henry a d'abord remis de la main à la main une certaine somme et l'on a trouvé également de l'argent dans le tiroir du bureau. Je crois que le tout faisait 35.000 francs. Vous avez su à qui servait cette caisse ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne vous a laissé aucune impression ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'ai trouvé cela étrange.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici ce qui me frappe, c'est que de cette masse noire il n'ait jamais été question jusque-là. Vous subissez un interrogatoire le 6 juillet. M. Gribelin est appelé, quelle est la date de l'interrogatoire de M. Gribelin ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je vois ce que vous voulez dire, je vais vous répondre.

M. LE PRÉSIDENT. — Attendez au moins que nous ayons la date de l'interrogatoire.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Voici pourquoi mon attention a été attirée sur la masse noire ; cela s'est produit d'une

façon excessivement simple. C'est parce que mon défenseur, en regardant le carnet de réserve, a constaté qu'en septembre 1898 on avait versé une somme de 29.500 francs dans une caisse de réserve.

M^e AUFFRAY. — La déposition est du 9 juillet, cote 79.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Mon défenseur ayant attiré mon attention sur cette inscription du carnet de réserve et m'ayant demandé ce que cela voulait dire, je me suis rappelé que l'on avait trouvé cet argent dans le coffre du colonel Henry et qu'on l'avait versé dans la caisse de réserve.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela m'a surpris. Je n'avais jamais entendu parler de la masse noire, et, lorsque j'ai lu la déposition de M. Gribelin, quoique postérieure à votre interrogatoire, parlant de la masse noire, j'ai été frappé de ce fait...

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il n'y avait que M. Gribelin qui pouvait connaître l'existence de cette caisse. Peut-être la connaissait-il, je ne l'affirme pas.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est lui qui l'a révélée, ce n'est pas vous.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je parle du temps du colonel Henry.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez connu la caisse noire. M. Gribelin, qui avait gardé ce secret formidable jusqu'alors, vient à en parler. Je ne puis faire lire sa déposition maintenant car ce serait un hors-d'œuvre, mais ce que je puis dire, c'est qu'il en parle de lui-même sans qu'il en ait été question. Alors qu'on l'interroge sur de pures questions de comptabilité, sur des histoires de reçus, il vient nous parler de la masse noire. Comment expliquer cette coïncidence ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — L'un des reçus à souche de 10.000 francs, celui qui est afférent à la dépense marquée 6.000 francs sur le registre brouillard porte une mention particulière de la main de Gribelin, laquelle mention...

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons nous reporter à votre déposition. Ce que je ne comprends pas, c'est que Henry, qui faisait une masse noire, ait employé cet argent à des dépenses parfaitement irrégulières.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne puis vous l'expliquer.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que ce serait difficile.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Ce que je sais, d'après les explications données par M. Gribelin, c'est qu'il paraîtrait que cette caisse de réserve aurait contenu plus d'argent qu'elle n'en contenait au moment où on l'a versé.

De cette façon, auraient disparus 8 ou 9.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela est en dehors de la question, nous n'avons pas à nous en occuper. Vous avez eu un reçu de 6.000 francs ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Les 6.000 francs seuls étaient sortis de la caisse du service courant.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez retiré ensuite 10.000 francs. Par conséquent, il était naturel de dire que vous aviez donné 4.000 francs de votre poche ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je n'ai jamais sorti d'argent de ma poche.

M. LE PRÉSIDENT. — J'en suis absolument convaincu ; ce n'est pas rationnel. Ce qui ne l'est pas non plus, c'est qu'Henry, qui a une masse noire pour payer des dépenses cachées à tout le monde, en tire 4.000 francs après avoir payé une dépense irrégulière. S'il y avait eu le moindre contrôleur venant voir la comptabilité, il serait tombé là-dessus.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Peut-être ne voulait-il pas dépenser plus de 6.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous entendrons M. Gribelin à ce sujet.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je tiens à faire remarquer ceci, c'est que j'ai parlé de la première dépense de 1.025 francs, qui ne figure nulle part, même pas en abrégé.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce qui m'étonne, c'est cette coïncidence, à savoir que vous venez de parler de la masse noire, et que M. Gribelin en parle trois ou quatre jours après, alors que personne n'en avait parlé et que les gens les plus intéressés à le savoir restaient dans l'ignorance de son existence. C'était un secret sur lequel on avait scellé la pierre.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'insiste sur ce point et je prends la dépense 1.025 francs. Cette dépense a été faite ; l'argent est sorti de quelque part, et, comme il n'est pas sorti du service courant, il fallait bien qu'il soit sorti d'ailleurs. Il n'était pas alors question de la masse noire.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Greffier, veuillez lire la déposition du 7 juillet du capitaine Mareschal.

M. le Greffier donne lecture de l'interrogatoire du 7 juillet.

D. — Précisez dans quelques conditions les 25.625 francs vous ont été remis, quels officiers étaient présents et avec quelles instructions avez-vous reçu cet argent ?

R. — Je commence par dire que je ne peux pas préciser d'une façon absolue les questions que vous me posez et que je ne puis parler que de souvenirs qui remontent à 5 ans.

D. — Je vous fais remarquer que ces souvenirs ont dû être précisés depuis le 4 mars 1904 jusqu'à aujourd'hui, puisqu'il est reconnu par vous-même que vous avez eu avec tous les officiers de la S. R. plusieurs entrevues et correspondances relativement même à la question que je vous pose et à toutes les questions que je vous ai posées jusqu'à aujourd'hui et que je vous poserai désormais. Ceci dit, répondez à la question que je vous ai posée.

R. — Je crois que les souvenirs de mes collègues ne sont pas plus précis que les miens. Ceci dit, je réponds à la question.

Le voyage à Zurich a été décidé à la suite d'un échange de plusieurs lettres et télégrammes avec Austerlitz. Quant à la somme à emporter elle résultait des demandes faites par ce dernier et il avait été décidé que j'emporterais 25.000 francs. L'autorisation d'emporter cette somme m'a été donnée par mon chef de service, qui était au moment même du départ le capitaine François, autant que je m'en souviens. A ce propos, je crois avoir déclaré précédemment que le chef de service présent au moment du départ était le commandant Rollin. Mais il me semble qu'il était absent à ce moment. Le chef de service lui-même, quel qu'il soit, a dû, de son côté, avoir reçu préalablement l'autorisation de sortir l'argent de la caisse, soit du chef, soit du sous-chef d'état-major général, je ne peux rien préciser à ce sujet.

L'argent m'a été remis soit la veille, soit le matin du départ.

Les officiers qui assistaient à cette opération étaient le capitaine François et l'archiviste Dautriche. Il a été nécessaire de prendre de l'argent dans la caisse de réserve, ainsi que le mentionne d'ailleurs l'inscription faite sur le carnet de réserve. La somme qui m'a été remise l'a été sous forme de billets de banque allemands, ou la plupart allemands. Je ne sais même pas si on n'a pas été obligé d'avoir recours à un changeur pour avoir des billets de banque allemands ; M. Dautriche pourrait peut-être préciser ce point.

Quant aux instructions, je n'en ai pas reçu de particulières. Comme dans toutes les circonstances, je partais avec l'intention d'utiliser cet argent pour le mieux.

D. — Alors, vous prétendez aujourd'hui n'avoir reçu aucune instruction relative à une dépense aussi extraordinaire de 25.000 francs et telle que, d'après vos premiers dires, vous n'aviez jamais eu en mains une somme supérieure à 10.000 francs ?

R. — Je n'ai pas reçu d'instructions particulières, pas plus ce jour-là que les autres.

D. — Votre réponse est en contradiction formelle avec les dépositions du capitaine François et du lieutenant-colonel Rollin.

R. — Je n'avais pas compris la question de cette façon ; il est bien entendu que j'avais comme instructions de mes chefs de dépenser cet argent avec Austerlitz, pour acheter des documents et au mieux des intérêts du service...

D. — Il n'existe au dossier Austerlitz, en ce qui concerne cette dépense et ce voyage et ces documents, aucune preuve écrite que vous ou votre chef de service ayez mis au courant vos chefs de cette opération éventuelle, tandis que le capitaine Lambling, votre successeur, vous a fait constater que chaque opération, notamment avec l'agent Austerlitz, était précédée et suivie d'une demande explicative d'autorisation et d'un compte-rendu détaillé ?

R. — Je n'avais personnellement, du moins à ce moment, je veux dire avec le fonctionnement d'alors du service, à faire aucun compte-rendu ni à formuler aucune demande à d'autre personne qu'à mon chef de service. Ce dernier devait de son côté rendre compte des propositions et des opérations faites.

D. — Comment admettre que, dans un tel service, vous ayez pu songer un instant à mettre en cause les généraux Delanne et de Lacroix ?

R. — Je ne les mets pas en cause personnellement ; en parlant d'eux, je veux parler du chef et du sous-chef d'état-major. Le chef d'état-major d'alors était le général Brault.

Peut-être était-ce à lui que les comptes-rendus ont été faits ?

D. — Vous admettez qu'une pareille distinction et qu'une pareille réflexion eussent dû être faites plus tôt, depuis deux mois que vous êtes interrogé à ce sujet.

R. — Je ne me rappelais plus que c'était le général Brault qui était chef d'état-major à ce moment.

D. — Alors, vous reconnaissez que les généraux Delanne et de Lacroix, que vous avez mis en cause, ont pu ignorer toute cette opération ?

R. — Je ne puis pas répondre à cette question.

D. — Dans quelles conditions précises avez-vous quitté Paris, et comment a été réglé votre départ entre vous et M. Dautriche ?

R. — Je ne puis pas préciser si j'ai signé le reçu tiré du carnet à souche le jour de mon départ ou en rentrant. Dans ce dernier cas, je n'aurais fait que donner un reçu provisoire sur papier blanc,

reçu qui aurait été déchiré à ma rentrée et remplacé par le reçu du carnet à souches. Il existe des précédents à cet égard.

D. — Qui a ajouté « et Berg 625 francs à ce dernier » ?

R. — C'est moi qui l'ai ajouté de ma propre main en rentrant de voyage.

D. — Cette mention aurait donc été ajoutée en même temps que vous avez apposé la signature et en même temps que vous le remettiez ?

R. — C'est très probable.

D. — Je vous fais remarquer à première vue, que ce n'est pas la même écriture.

R. — Je puis certifier que c'est mon écriture.

D. — Comment faire concorder cette réponse que vous n'auriez pas remis ce reçu avant votre départ avec celle que vous avez faite le 23 juin dernier sous la foi du serment, alors que vos souvenirs et vos affirmations ont été ce jour-là déclarés être l'exacte vérité ? Et à propos de ce reçu, vous avez dit : « C'est bien ce reçu que j'ai signé avant mon départ ».

R. — Je n'ajoutais pas d'intérêt aux mots « avant mon départ » ; ce que je voulais dire avant tout, c'est que j'avais signé ce reçu.

Pour revenir à la question de mon départ, je ne puis préciser l'heure à laquelle je suis parti. J'avais dit, dans une précédente déposition, que le colonel Rollin était parti avec moi, je ne puis pas l'affirmer. Dans tous les cas, nous nous sommes trouvés à Zurich la veille au soir du jour de l'entrevue.

D. — Précisez l'entrevue.

R. — Nous sommes descendus, le colonel Rollin et moi, dans un hôtel qui est en face de la gare... J'avais rendez-vous avec Austerlitz le lendemain entre dix et onze heures sur le quai du lac, près d'un établissement appelé... J'y trouvais Austerlitz à l'heure indiquée. Le commandant Rollin se promenait près de nous, j'ai fait part à Austerlitz du désir qu'avait un de mes collègues (je parlais du lieutenant-colonel Rollin) de faire sa connaissance, ajoutant que cela me paraissait indispensable pour que quelqu'un d'autre le connût que moi. Il accepta après beaucoup d'hésitation. Nous avons ensuite déjeuné, je ne me rappelle pas si le colonel Rollin était avec nous, peut-être pourra-t-il préciser ce point. L'entrevue proprement dite eut lieu entre deux et trois heures de l'après-midi, dans le parc dont je ne me rappelle pas le nom, mais qu'il serait facile de retrouver dans un guide. Nous nous assîmes tous les trois sur un banc aussi isolé que possible, et c'est là qu'eut lieu la discussion et la remise de l'argent.

D. — Précisez les documents.

R. — La quantité de documents rapportés par Austerlitz n'était pas en rapport avec le nombre de documents qu'il annonçait dans sa correspondance.....

Je ne me rappelle pas les documents apportés ce jour-là, je craindrais de faire une confusion avec des documents antérieurs.

D. — En fait de documents antérieurs, vous n'avez qu'une fourniture ?

R. — Il me semble qu'il devait y avoir dans les documents rapportés de Zurich.....
Je reviens à la discussion des documents.

Je fis remarquer à Austerlitz qu'il n'avait pas tenu ses promesses, notamment en ce qui concernait un document fort important, celui mentionné dans ses lettres par la dénomination..., et que, dans ces conditions, je ne croyais pas pouvoir lui donner l'argent qu'il espérait. Il s'attendait en effet, à recevoir environ 30.000 francs. Cette attente était basée : 1° sur le prix, exagéré d'ailleurs, auquel il estimait les deux documents apportés ce jour-là, et 2° sur une promesse que je lui avais faite dans une lettre antérieure du 14 juin 1899, dans laquelle je lui disais : « A partir du 6 juillet jusqu'à la fin du mois, je suis prêt à me rencontrer avec vous. Du 25 de ce mois, je serai absent jusqu'au 6 juillet. Pouvez-vous me procurer les documents suivants :.....

« Avec les documents déjà demandés (seulement ceux que j'ai indiqués) on pourrait atteindre de 20 à 30.000 francs, suivant que vous apporterez ou non quelque chose d'important concernant.....

« Je vous prie de m'écrire si vous pouvez m'apporter les documents que je viens de vous énumérer. Quant aux autres documents insérés je n'en ai pas besoin ».

Signé.....

J'ai fait part de mes observations au commandant Rollin en lui indiquant la valeur approximative des documents apportés (10.000 francs environ). Pourquoi, dans ces conditions, ai-je donné à Austerlitz une somme de beaucoup supérieure à la valeur des documents ? C'est pour les raisons que j'ai déjà indiquées, et j'ajoute que nous considérons l'argent ainsi donné en surplus comme une provision. Il existe, d'ailleurs, des précédents à ce sujet. Exemple page 3, 34, et autres, du relevé du compte.

A la suite de la discussion, il a été entendu que je donnerais néanmoins les 25.000 francs apportés à Austerlitz, pensant ainsi nous l'attacher définitivement, et surtout à nous fournir dans le plus bref délai possible les documents qu'il nous promettait, relatifs au... Il ajoutait d'ailleurs que, sans argent, il lui était impossible de se procurer les derniers parce qu'il avait à se déplacer et, disait-il, à payer des intermédiaires.

Je crois devoir signaler un incident qui s'est passé pendant l'entrevue. A un moment donné, un monsieur passa devant nous...

D. — L'avez-vous vu ?

R. — Oui, je l'ai vu.

D. — Pouvez-vous rappeler un peu son signalement ?

R. — C'est un monsieur assez grand, de figure maigre. Le colonel Rollin le vit le premier et me poussa du coude, pour me le faire remarquer. Après l'entrevue, le colonel Rollin me demanda si je n'avais pas reconnu le capitaine Picart, du ministère de la Guerre. Je répondis affirmativement.

D. — Je vous donne lecture de la déposition que le capitaine Picart, aujourd'hui commandant, a faite à ce sujet.

R. — Je maintiens ce que j'ai dit. J'ai bien vu le capitaine Picart à Zurich le 16 ou 17 août. Peut-être a-t-il une lacune de mémoire depuis cinq ans que les faits se sont passés.

Après la discussion, j'ai procédé au paiement et j'ai remis à Austerlitz, toujours sur le banc et en présence du commandant, une liasse de billets de banque que j'avais emportés et qui représentaient 25.000 francs. Je ne crois pas me tromper en ajoutant que j'ai demandé un reçu, comme c'était du reste mon habitude avec Austerlitz.

D. — Il résulte en effet, que vous avez fait deux opérations avec Austerlitz, l'une de six mille francs, le 28 août 1898, l'autre de 5.000 francs portée dans les dépenses avec une mention de 20.000 francs non portée dans la colonne de dépenses, mais dans l'inscription de l'objet, ce qui ferait une autre dépense, d'après vos dires, de 25.000 francs. Dans le dossier Austerlitz nous voyons deux reçus, l'un de 1.025 francs et l'autre de 10.000 francs. Etant donné les explications que vous venez de donner et la représentation des reçus que je vous fais, ne trouvez-vous pas qu'ils correspondent ou semblent correspondre avec les deux dépenses faites et enregistrées sur la comptabilité, notamment le reçu de 10.000 francs, qui correspondrait, d'après vos dires, au paiement intrinsèque des documents fournis le 16 août ?

R. — J'avais en réalité trois dépenses avec Austerlitz ; la première correspondant avec la première entrevue que j'ai eue avec lui le lendemain de sa lettre offrant ses services. Je crois me rappeler que le reçu de 1.025 francs correspond à l'entrevue du 26 juillet.

2° Une deuxième dépense correspondant à l'entrevue du 26 juillet 1898 (deuxième entrevue). Cette dépense serait d'après moi de 10.000 francs.

3° Une troisième dépense correspondant à l'entrevue de Zurich ; cette dépense est de 25.000 francs ; mais il n'existe pas de reçu.

D. — Je vous fais remarquer, encore une fois, que les deux seules dépenses visées et exposées dans ma question sont seules relatées dans les écritures et qu'aucun des faits dont vous parlez dans votre réponse n'est mentionné ni confirmé, où que ce soit ?

R. — Je le constate, mais je n'en maintiens pas moins ce que je viens de dire en parlant de mes souvenirs.

D. — Il résulte, dans ces conditions, par les différences entre les.

reçus seuls existant au dossier et les deux dépenses mentionnés dans les registres, un détournement : 1^o de 5.000 francs environ, le 23 août 1898, et de 15.000 francs le 16 ou 17 août 1899.

R. — Je le constate également, et comme je n'ai pas de pièces justificatives, je ne puis me justifier autrement qu'en affirmant n'avoir jamais dépensé aucune somme en dehors du service, n'en avoir jamais mis aucune dans ma poche et n'en avoir donné à personne d'autre. D'ailleurs, il me semble que ces différences dont il est question plus haut devraient pouvoir se justifier.

Lecture faite, etc...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est la déposition du 7 juillet. De quelle date est la déposition de M. Gribelin ? Je tiendrais à le savoir.

M^e ALPY. — 9 juillet.

M. LE PRÉSIDENT (*au capitaine Mareschal*). — Par conséquent, vous n'avez pas parlé de la masse noire dans cet interrogatoire du 7 juillet ; c'est un point que je veux préciser. La déposition de M. Gribelin est du 9 juillet. Nous verrons ce que vous avez dit le 19 juillet, c'est-à-dire 10 jours plus tard.

Au Greffier. — Voulez-vous lire l'interrogatoire du 19 juillet ?

M. le Greffier donne lecture de ce document :

D. — Vous dites être rentré à Paris le 18 ou 19 août ; comment se fait-il que vos frais de voyage ne soient pas réglés au moment de votre départ ni dans les jours qui suivent votre retour ?

R. — Chaque fois qu'on partait en voyage, on emportait une certaine provision destinée à payer les frais de voyage. Cette provision n'était pas comptée dans le reçu à souche. Je crois que, dès ma rentrée, c'est-à-dire le 18 ou le 19, j'ai dû repartir subitement pour une tournée dans l'Est et il est très possible qu'on ne m'ait réglé mes deux déplacements qu'à la rentrée de ce dernier voyage, c'est ce qui semble résulter du reste des instructions portées sur le registre brouillard, qui mentionne que le 28 août 1899 on m'a payé d'une part 85 francs pour mon voyage à Zurich et 183 francs pour un voyage-tournée dans l'Est.

D. — Dans ces conditions, vous ne seriez pas resté à Paris, et dès le 20 vous seriez parti pour l'Est.

R. — Je crois que oui.

D. — La dépense du 21 août — document — n'aurait donc pas été réglée par vous ?

R. — C'était généralement moi qui étais en relations avec..... et c'est sans doute moi aussi qui ai réglé cette dépense du 21. D'ailleurs, je crois avoir dit dans un précédent interrogatoire que l'addi-

tion « Berg (625 francs à ce dernier) » avait été ajoutée par moi sur le reçu n° 564 à mon retour de Zurich, et que cette addition a dû être faite le 21 août. Dans ces conditions, je ne serais parti que le 21 ou après.

D. — La signature du reçu 565 est celle de l'agent ?

R. — Je ne pourrai préciser, mais certainement elle n'est pas de moi.

D. — C'est bien sous le nom de W.... que vous vous êtes fait inscrire à l'hôtel le 15 août ?

R. — C'est exact.

D. — Reconnaissez-vous parmi les autres noms celui qu'aurait pris le lieutenant-colonel Rollin en entrant avec vous ce soir-là au même hôtel ?

R. — Non. Il n'a pas dû donner de nom parce que je le connaissais.

D. — Vous auriez donc pris une seule chambre ?

R. — Non, nous avons deux chambres séparées.

D. — Et cet autre W..., que nous voyons inscrit le 22 août au même hôtel, est-ce vous ?

R. — Non, ce n'est certainement pas moi, c'est une simple coïncidence; et, d'ailleurs, je ne me serais pas fait inscrire une semaine après sous un autre titre que celui que j'avais pris la première fois.

D. — Je vous présente le carnet d'enregistrement où, sous le numéro 2.816, est inscrit à la date du 6 septembre le document fourni par Austerlitz vraisemblablement le 16 août. Pourquoi n'avez-vous pas su le dénommer dans vos déclarations précédentes ?

R. — Parce que je ne me rappelais pas si c'était Austerlitz qui avait fourni ces documents. Si je voyais l'original, je pourrais le dire.

D. — Je vous le présente.

R. — Effectivement les documents que vous me présentez sont ceux que j'ai rapportés de mon entrevue avec Austerlitz.

D. — Je vous donne connaissance de diverses réponses qui m'ont été faites à ce sujet par le 2^e bureau de l'état-major de l'armée....

R. — Je maintiens ce que j'ai dit précédemment, et j'ajoute que les documents dénommés — document B — dans la pièce que vous venez de me lire faisaient partie de la même livraison que le document A. Ce document B avait été pris à titre de recoupement et pour vérifier la sincérité du fournisseur. En somme, ce document ne nous servait à rien, mais il a fallu cependant le payer, comme s'il était indispensable.

D. — Vous avez dit et maintenu que la dépense Berg 625 avait été faite le 16 ou 17 août et qu'elle consistait en la remise de cette

somme qui devait être transmise à Berg par l'intermédiaire de..... Est-ce exact ?

R. — C'est ce que du moins je crois me rappeler. Je n'oserais pas préciser d'une façon absolue ; mais, en ce qui concerne la correspondance avec Berg, nous nous servions toujours d'un intermédiaire habitant... qui était chargé de nous faire parvenir la correspondance. J'ajoute que je n'étais pas spécialement chargé des relations avec Berg et que c'était généralement le capitaine Fritsch qui correspondait avec lui ; ce n'est donc qu'accidentellement que j'ai été en relations avec Berg.

D. — Cet intermédiaire... est-il celui qui figure sous la dépense 580 ?

R. — Non, ce n'est pas celui-là.

Celui que vous me montrez n'habitait pas...

D. — L'avez-vous vu ce jour-là à votre passage à.... ?

R. — Oui et dans les circonstances suivantes :

En revenant de Zurich, le 17 août, avec le lieutenant-colonel Rollin, nous nous sommes arrêtés à...pour y voir le correspondant désigné sous la dépense 580. C'était un correspondant très dévoué et qui eût été à même de nous rendre de grands services en cas de guerre. Pour lui faire plaisir, nous l'avons prié de nous accompagner à....., où l'intention du lieutenant-colonel Rollin était de lui acheter un fusil. Ce fusil a été acheté. J'ai accompagné le lieutenant-colonel Rollin et le correspondant chez l'armurier, mais ne me suis mêlé, autant que je me le rappelle, ni de l'achat ni du paiement. C'est dans ces conditions que j'ai vu à..... le correspondant dont vous me parlez.

D. — Vous dites alors que ce correspondant de... n'est pas celui qui était alors chargé des relations avec Berg, et ce n'est pas à lui que vous auriez remis les 625 francs de la dépense 564 ?

R. — Je n'oserais pas l'affirmer, mes souvenirs n'étant pas assez exacts. Nous avions en effet de... mais je ne me rappelle pas exactement avec lesquels de nos agents chacune de ces... était en relations. Il est bien possible que, contrairement à ce que vous pensiez tout d'abord, c'était... qui correspondait avec Berg.

D. — Quel est donc l'autre correspondant ?

R. — Il y figure à la page 97 du relevé des comptes.

D. — En tout cas n'est-ce pas pour le document que je vous présente que les 625 francs auraient été adressés par un intermédiaire à Berg ?

R. — En effet, c'est bien ce document, ainsi que l'accusé de réception de Berg. Je constate même que j'ai fait une erreur dans un précédent interrogatoire en attribuant à Austerlitz ce document, qui en réalité venait de Berg. La confusion paraît explicable par ce fait que tous ces documents sont arrivés à peu près à la même date.

D. — Vous rappelez-vous dans quelles conditions il vous est parvenu, celui-là ?

R. — Les documents de Berg nous parvenaient toujours par la poste expédiés de... Celui-ci a dû venir dans les mêmes conditions et sans doute en juin ou juillet. C'est, en effet, un document qui n'a paru à l'étranger que fin mai.

D. — N'êtes-vous pas venu à Paris au mois d'avril dernier ?

R. — Si, je suis venu à Paris avec ma famille et j'y ai passé deux ou trois jours.

D. — N'avez-vous pas vu à ce moment ces messieurs, notamment le lieutenant-colonel Rollin et M. Dautriche ?

R. — Non, je n'ai vu aucun de ces deux messieurs ; mais, par contre j'ai rencontré sur les boulevards M. Gribelin, avec qui j'ai causé pendant quelque temps.

D. — N'avez-vous pas vu depuis le mois de mars dernier, le sieur Moutier ?

R. — Si, je l'ai rencontré en compagnie du capitaine François l'une des deux fois que j'ai vu ce dernier, c'est-à-dire entre le 23 et le 29 juin.

D. — Avez-vous quelque chose à ajouter ?

R. — J'ai terminé mon dernier interrogatoire en disant qu'il me semblait que les divergences existant entre les reçus d'Austerlitz et les écritures du bureau devaient pouvoir se justifier. Je voudrais donner ici quelques explications complémentaires qui seront peut-être de nature à éclaircir ces divergences. J'avais donc dit que j'étais à peu près certain que le reçu d'Austerlitz de 1.025 francs devait se rapporter à la première entrevue que j'ai eue avec ce dernier à la suite de sa dernière lettre du 22 juillet, je crois ; et que le reçu de 10.000 francs correspondait à la deuxième entrevue du 23 août 1898. Or, je me rappelle qu'indépendamment des deux caisses (service courant et réserve) il existait, à l'insu des officiers du bureau, une 3^e caisse que le lieutenant-colonel Henry avait constituée. Je ne connais ni l'origine, ni le fonctionnement, ni la comptabilité de cette caisse, mais il me semble que, peu de jours après la mort du lieutenant-colonel Henry, on a trouvé les fonds qu'il avait constitués, que ces fonds ont été versés dans la caisse de réserve et que cette opération a dû donner lieu à un procès-verbal de récolement. Le général Gonse, qui était alors le sous-chef d'état-major, ayant le bureau dans ses attributions, et l'archiviste Gribelin pourront sans doute donner des explications complémentaires à ce sujet. Pour revenir à ma première dépense, 1.025 francs, je crois devoir dire dans quelles circonstances j'ai effectué le voyage. La lettre d'Austerlitz est arrivée très tard dans la soirée, et j'étais resté seul au bureau avec le lieutenant-colonel Henry. Comme il s'agissait d'un départ immédiat, nous sommes montés tous les deux, soit chez le chef, soit chez l'un

des sous-chefs d'état-major, pour demander la permission du départ. Le lieutenant-colonel Henry m'a remis une certaine somme d'argent, que je crois être de 1.250 francs, et cette somme n'a pu être tirée d'aucune des deux caisses du service, l'archiviste étant absent. Je présume donc que cette somme a été prise sur la caisse particulière et occulte du lieutenant-colonel Henry, ce qui explique du reste l'absence de toute espèce de dépense, même de dépense de voyage, dans le courant du mois de juillet 1898. Et cependant, il ressort de la correspondance d'Austerlitz même que je me suis bien rendu à... le 22 juillet.

J'arrive maintenant au reçu d'Austerlitz des 10.000 francs que j'attribue à la deuxième entrevue, c'est-à-dire à celle dans laquelle je n'aurais, d'après ce registre-journal, dépensé que 6.000 francs. Je constate, à ce propos, que le reçu à souches n° 499 du 23 août 1898 ne porte effectivement sur son talon que 6.000 francs, mais que le reçu lui-même ne mentionne aucune somme. La mention qu'il porte est la suivante : « Je reconnais avoir reçu la somme de... voir Austerlitz, Mareschal. » Et, au crayon bleu : « voir aussi réserves. » Ces deux dernières phrases ne sont pas de mon écriture et sont sans doute de l'écriture de l'archiviste Gribelin toutes les deux. Je n'ai pas davantage signé. Il semble résulter de la contexture même du reçu qu'il se rapporte à une opération plus complexe : sans cela, on aurait mentionné sur le reçu proprement dit, comme sur le talon, que j'avais reçu effectivement 6.000 francs.

D. — Précisément, sur ce talon, ces 6.000 francs sont mentionnés ainsi que je vous le présente.

R. — C'est ce que je dis. Je pense donc que les 6.000 francs portés sur le talon du reçu sont les 6.000 francs qui sont effectivement sortis de la caisse du service courant et que la mention « Voir aussi réserves du dossier Austerlitz » indiquerait que j'aurais touché en réalité une somme supérieure à 6.000 francs. D'ailleurs, je pense que l'archiviste Gribelin pourra donner à ce sujet quelques explications. Le dossier Austerlitz contient une indication qui a son importance. Sur le document fourni le 23 août 1898, j'ai mentionné au crayon à cette époque « 22 août 1898, 10.000 francs » ce qui, à mon avis, veut dire que ce document a été payé le 22 août 1898, 10.000 fr.

D'autre part, j'ai déjà déclaré, je crois, que j'avais fait un historique résumé de mes relations avec Austerlitz, historique mentionnant les sommes payées à chaque entrevue et la nature des documents fournis. J'avais collé le dit historique en tête du dossier, avec un pain à cacheter dont la trace du reste existe encore sur le verso du carton. Cette feuille a dû être égarée, ce qui est regrettable parce qu'elle faciliterait beaucoup les recherches. En résumé, je crois que les divergences signalées plus haut devraient pouvoir s'expliquer par ce fait qu'on aurait employé l'argent de la caisse secrète

du lieutenant-colonel Henry à parfaire les différences existant entre les écritures et les reçus d'Austerlitz.

D. — Les 1.025 francs dont vous parlez pour votre première entrevue, et les 4.000 francs complémentaires de votre dépense du 23 août vous auraient été remis par le lieutenant-colonel Henry sans que personne autre soit présent et le sache ?

R. — Les fonds dont vous me parlez m'ont été effectivement remis par le lieutenant-colonel Henry, mais à ce moment j'ignorais complètement leur origine, c'est-à-dire l'existence de la caisse secrète. Il est possible que l'archiviste Gribelin ait été au courant de cette remise de fonds.

Lecture faite, etc...

M. LE PRÉSIDENT (*au capitaine Mareschal*). — Il résulte des interrogatoires qui viennent d'être lus, si nous en dégageons tous les détails qui ne sont pas urgents à examiner en ce moment, que, le 19 juillet, vous étiez hors d'état d'expliquer ces reçus.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Qui avez-vous vu entre le 7 et le 19 juillet ? C'est vous qui avez vu M. Gribelin ? N'est-ce pas dit dans l'interrogatoire ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'ai vu M. Gribelin le 24 avril.

M. LE PRÉSIDENT. — En définitive, vous avez invoqué cette masse noire, on a fait déposer M. Gribelin, et vos explications ont concordé ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, mon général ; je l'ai invoqué comme je vous l'ai dit tout à l'heure. Je me suis rappelé par l'inscription faite sur le carnet de réserve qu'il existait une masse noire.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans tous les cas, ce que je ferai remarquer à M. Gribelin lors de sa déposition, c'est qu'il est venu parler au capitaine-rapporteur de la masse noire sans qu'on lui en ait dit un mot. Je ne peux pas donner lecture de sa déposition dans ce moment-ci, ce serait hors de propos, mais nous verrons cela. Après qu'on lui a demandé des explications sur la comptabilité, il a demandé à son tour s'il était dégagé du secret professionnel et, immédiatement, il s'est mis à parler de la masse noire.

Avez-vous autre chose à nous dire sur la question qui nous

occupe ? Il y a la question de Czernuski, vous avez répondu à la Cour de cassation, nous verrons cela plus tard.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne pourrai donner qu'à huis-clos des explications complémentaires sur Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand les juges auront éclairci ce point, je leur demanderai, par un vote du Conseil, s'il y a lieu de prononcer ce huis-clos.

Messieurs les juges, avez-vous quelques questions à poser ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Sur le dernier point, il y a une confusion : la déposition de M. Gribelin est antérieure à l'interrogatoire subi par le capitaine Mareschal d'un certain nombre de jours.

M. LE PRÉSIDENT. — Voilà ce que je voudrais fixer.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est fixé par des dates. Le capitaine Mareschal dit qu'il l'a appris par le procès-verbal de récollement ; je ne dis pas que ce ne soit pas vrai, je n'en sais rien, mais ce que je puis affirmer, c'est que le capitaine Mareschal et son défenseur ont eu connaissance de la déposition de M. Gribelin avant. Je puis donc dire que c'est par la déposition de M. Gribelin que M. Mareschal a eu connaissance de la masse noire.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est la déposition de M. Gribelin et l'inscription du carnet de réserve qui m'ont fait souvenir de la masse noire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il me semblait nécessaire d'établir ce point là.

Maïntenant, il y a une question que je voudrais poser à M. Mareschal sur un point qui m'a touché tout à l'heure. M. le capitaine Mareschal m'a semblé pour sa défense dire que le capitaine-rapporteur avait avancé sciemment un point qu'il savait faux pour corser son argumentation, en disant que le chiffre de 10.000 francs était le chiffre de 60.000, et que le capitaine-rapporteur ne pouvait pas ne pas savoir que c'était 60.000 francs. Je proteste, parce que le chiffre de 10.000 francs est celui qui a été lu par un chef de bataillon, professeur d'allemand à l'Ecole supérieure de Guerre ; c'est lui qui a lu 10.000 francs. Le capitaine-rapporteur était donc très autorisé à se servir de la traduction de ce chef de bataillon pour dire 10.000 francs. Du reste, il viendra ici.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne discute pas cette question-là. Le commandant Pierra est professeur d'alle-

mand à l'Ecole de Guerre, mais il n'est pas expert en écritures.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous verrons les pièces qui m'ont été données tout à l'heure, car il paraîtrait que je les ai reçues irrégulièrement, et qu'elles ne doivent pas être versées aux débats.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il est interdit par la loi de verser des documents quelconques qui n'ont pas été connus par le ministère public. Si je versais actuellement aux débats une pièce quelconque, ces messieurs seraient les premiers à me dire que je sors de la loi. Or, je ne peux pas connaître la valeur de ces papiers, et, comme je vous le disais tout à l'heure, vous m'obligez à parler sur quelque chose que je ne connais pas.

M^e HENRY BONNET. — Nous ne demandons pas mieux que de faire au fur et à mesure qu'elles seront produites la communication des pièces à M. le Commissaire du gouvernement; mais, si nous avons le désir d'user de toute notre courtoisie vis-à-vis de lui, nous entendons maintenir nos droits. Or, le droit absolu de la défense, à moins qu'il y ait une exception devant la juridiction militaire, dont ni mes confrères, ni moi, n'avons l'habitude, est de ne pas communiquer les pièces dont elle se sert; on les remet aux magistrats ou aux jurés chargés de juger; et alors le commissaire du gouvernement, ou le ministère public en matière civile, demande que ces pièces lui soient remises, ce que nous accepterons toujours.

J'ajoute, puisque nous sommes sur cette question, puisque la communication a été offerte à M. le Commissaire du gouvernement, que je lui demande courtoisement et respectueusement de vouloir bien regarder cette communication et de nous dire s'il croit pouvoir persister à dire, même sur la foi de M. Pierra, qui, comme on vous le disait, n'est pas un expert, qui n'a été qu'un traducteur, si véritablement en regardant l'original, il est possible de lire 60.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident sera liquidé quand on aura vu les choses de près; ce n'est pas dans la séance que ces messieurs peuvent s'en rendre compte.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'aurais encore une question à poser à M. le capitaine Mareschal au sujet du reçu et des traces qui sont portées sur ce reçu; M. le capi-

taine Mareschal a donné comme péremptoire le raisonnement que vous avez entendu. Je lui demande ceci : ne savez-vous pas qu'il y a également dans le dossier Austerlitz une autre lettre dans laquelle cet individu dit ceci : « L'adresse que je vous ai donnée à mon dernier voyage. » Avez-vous connaissance de cette lettre ? Elle est certainement postérieure au 16 août 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — Ceci se discutera mieux quand nous aurons les pièces.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il n'y a jamais eu avec Austerlitz que deux adresses.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai posé la question simplement pour savoir si M. le capitaine Mareschal se rappelait cette adresse.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Cela impliquerait une troisième adresse.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes prévenu de la question ; vous savez que vous aurez à y répondre.

Pouvez-vous le faire en public ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il faudrait voir la correspondance.

M. LE PRÉSIDENT. — Il vaut mieux l'ajourner.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je regrette que l'on ne puisse discuter tout en public.

Je suis aussi intéressé que quiconque à ce que les secrets de la défense nationale ne soient pas livrés au public, mais je vois que cela va jeter une grande confusion, si nous sommes obligés de reporter des morceaux de raisonnement à huis-clos. Nous pourrions peut-être éviter cet inconvénient en prenant certaines précautions.

On vient de lire une grosse partie de vos dépositions, vous voyez que cela n'a pas eu de graves inconvénients.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est plutôt l'affaire des juges. J'ai lu les pièces du dossier, mais je ne suis pas compétent, je consulterai messieurs les juges et je leur demanderai s'ils se croient suffisamment instruits.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce que je voudrais, c'est que l'on examinât la question de savoir si l'on ne pourrait pas, à la prochaine séance, prendre des précautions suffisantes... La manière de faire actuelle augmente la difficulté de s'expliquer.

M^e BONNET. — C'est une question assez importante. Je désire, au moins autant que M. le Commissaire du Gouvernement, que la lumière soit faite publiquement. M. le Commissaire du gouvernement peut être tranquille, mais j'estime que, pour discuter le dossier Austerlitz, il faut que je donne des renseignements précis, les besoins de la défense le rendent nécessaire. Si M. le Commissaire du gouvernement veut en prendre la responsabilité, je suis prêt à m'expliquer en audience publique... Je considère qu'il y aurait péril, mais je suis prêt à le faire si M. le Commissaire du gouvernement veut en prendre la responsabilité, à la condition que les droits de la défense ne soient pas entravés.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil seul est compétent.

M^e BONNET. — Nous nous expliquerons en langage convenu.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a toute une partie de votre déposition que nous avons négligée ; vous avez déposé devant la Cour de cassation au sujet du témoignage Czernuski.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — La chose essentielle est si Austerlitz a reçu ou non 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez plus rien à dire ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non.

L'audience est levée à 3 heures 55.

TROISIEME AUDIENCE

28 octobre 1904

La séance est ouverte à midi 35.

Les accusés sont introduits. Aucun des témoins ne se trouve dans la salle.

M. LE PRÉSIDENT. — Un des juges demande à poser une question au capitaine Mareschal.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je lis dans le Rapport du rapporteur : « Les officiers de la S. S. n'ont donc fait aucun compte rendu de la journée du 16 août 1899 ! » Et pourtant, en se reportant à la cote 27 du dossier 5, on trouve une notice écrite de la main même du capitaine Mareschal qui démontre que, pour une fourniture de 6.000 francs seulement, on consulte jusqu'au ministre lui-même et on en garde trace. Je demanderai au capitaine Mareschal s'il peut nous fournir des explications sur ce point.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il y a dans le dossier 5 une note écrite de ma main, postérieure au 16 août 1899, du mois de novembre ou de décembre de cette année, je crois. A ce moment, le service était organisé et dépendait directement du 2^e bureau, qui était en même temps sous les ordres du colonel Hache. A partir de ce moment, il a fallu demander l'autorisation, rendre compte chaque fois qu'on avait une opération engagée avec un agent étranger, et lui demander tout d'abord l'autorisation avant même de la demander au chef d'état-major général. C'est dans ce but que j'ai fait une note qui est au dossier, dans laquelle je résumais un certain nombre de documents offerts par Austerlitz après le 16 août 1899, et j'ai donné cette note à mon chef de service qui l'a montrée au colonel Hache ou aux officiers compétents du 2^e bureau. Vous pouvez voir cette note annotée de la main des officiers du 2^e bureau ou de la main du colonel Hache. Il y a, par exemple : « Oui..... Non..... Attendre décision du ministre..... ». Mais cette manière de faire est postérieure au 16 août 1899 et ne commence qu'à partir du moment où le colonel Hache a pris le commandement du bureau, c'est-

à-dire, je crois, en septembre 1899. Cela ne se faisait pas auparavant.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — C'est simplement sur ce point que je désirais une explication.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Mon général, je vous demande respectueusement la permission d'ajouter quelque chose à mon interrogatoire d'hier; je voudrais vous demander si vous ne voyez pas d'inconvénient à vider cette question d'adresses que M. le commissaire du gouvernement a soulevée hier soir; il me semble que cela pourrait se faire sans inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous arrêterez si vous trouvez le terrain dangereux.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il n'y a aucun danger à en parler en public; au lieu de prononcer les noms en entier, je ne dirai que les initiales; ainsi, pour la seconde adresse, j'indiquerai les initiales E. R. C'est bien de celle-là que parlait M. le commissaire du gouvernement?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, avec une adresse qui venait à la suite. Il y a deux noms ou deux pseudonymes, et après les pseudonymes, deux adresses, autant qu'on peut le lire; en tout cas, il y en a au moins une.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Voici ce qu'il y a, mon général; j'ai toujours employé avec Austerlitz deux adresses et je me suis servi du commencement à la fin de ces deux adresses, la première que j'ai déjà énoncée « Gustave Austerlitz » avec un bureau de poste indiqué, et la deuxième commence par les initiales « E. R. » avec un autre bureau de poste, mais dans la même localité. Voilà les deux seules adresses qui ont servi du commencement à la fin. C'est bien comme cela que vous l'entendez, mon colonel?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je parle de l'adresse qui se trouve derrière le reçu de 10.000 francs. J'ai dit hier que cette adresse avait dû être donnée après le 16 août 1899, parce qu'il y a une lettre d'Austerlitz dans laquelle il dit qu'on vous a donné une adresse ce jour-là. Comme vous aviez argué en faveur de votre thèse que cette adresse, au contraire, démontrait que le paiement de 10.000 francs était antérieur au 16 août 1899, je vous répondais par cette écriture.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est précisément ce que je vais vous démontrer. Elle est certainement antérieure au

16 août 1899, parce que cette adresse « E. R. », qui m'était donnée, je m'en suis servi dans le courant de 1898 déjà, ainsi que le prouve, si vous voulez bien vous y reporter, la dépêche qui m'a été adressée par l'agent Austerlitz le 12 décembre 1898, je crois.

Dans le courant de l'année 1898 et dans le commencement de l'année 1899, vous verrez à maintes reprises dans la correspondance cette phrase : « Ne vous servez pas de la première adresse, mais prenez la seconde », ou bien « Ne prenez plus la seconde adresse, mais la première ».

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai souvenir, en effet, d'avoir vu quelque chose comme cela.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Par conséquent cette adresse « E. R. », qui ne m'a été donnée par écrit nulle part dans la correspondance, n'a pu m'être donnée que verbalement et forcément avant le 16 août, puisque je m'en suis servi en 1898.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que nous ne nous entendons pas bien; vous parlez d'initiales qui cachent les deux pseudonymes que vous savez; moi, je parle d'une adresse. Vous avez pu connaître en 1898 les noms dont vous vous êtes servi après le 16 août 1899, mais peut-être ne connaissiez-vous pas cette adresse. Il n'est pas démontré, d'après ce que vous venez de me dire, que vous connaissiez l'adresse du bureau de poste restante. Vous venez de dire, en un mot : « Je connaissais les deux noms qui commencent par E. R. » Je ne le conteste pas, mais je vous dis : Il y a derrière le reçu de 10.000 francs, avec ces deux noms, une adresse; et, comme Austerlitz a dit, dans une lettre qui est postérieure au 16 août 1899, qu'il avait remis une adresse ce jour-là, j'en conclus que l'adresse du 16 août 1899 est celle qui figure derrière le reçu de 10.000 francs.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, mon colonel; sur le reçu de 10.000 francs figurent l'adresse E. R. et le nom d'une rue avec un bureau de poste; voilà tout ce qui y figure.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, mais vous n'avez parlé jusqu'à présent que des noms; vous connaissiez les noms avant le 15 août 1899; quant à l'adresse, c'est autre chose.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je veux parler d'une adresse complète, bien entendu : Gustave Austerlitz, bureau

de poste de la rue un tel, E. R., bureau de poste d'une autre rue.

M. LE PRÉSIDENT. — Il changeait souvent.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, mais cette adresse m'a été donnée le jour du reçu de 10.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Ceci fera partie de la discussion ; en tout cas, la question est posée.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — En admettant même qu'il m'ait parlé d'une autre adresse, prenez cette autre adresse après le 16 août, cela ne voudrait pas dire grand'chose, car il est probable que, le 16 août, il m'a dit : A l'avenir, vous m'écrirez à cette adresse.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai qu'un souvenir, c'est qu'il y a eu des changements d'adresse fréquents.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est tout ce que je voulais démontrer ; l'adresse ne m'a pas été donnée par écrit ; elle m'a été donnée verbalement ce jour-là, en même temps que le reçu.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous verrons le parti que tirera l'accusation de ce point.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je voudrais vous demander également si vous ne voyez pas d'inconvénient à vider la question des 60.000 francs. Elle a un grand intérêt en ce qui me concerne ; il me semble qu'elle pourrait être vidée sans inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais vous faire une observation : Il serait presque nécessaire que nous entendions le commandant Pierra avant.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Le commandant Pierra est traducteur d'allemand simplement.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'est pas expert.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il n'avait pas à traduire le chiffre 60, mais à le transcrire comme il avait transcrit précédemment le chiffre 6.000 sans observation, et comme le chiffre 6 de 6.000 est exactement le même que celui de 60.000 cela ne peut être qu'une erreur de sa part, qu'il reconnaîtra, j'en suis convaincu.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que, si le commandant Pierra se rétracte, ce sera plus clair.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je vous citerai les cotes.

M. LE PRÉSIDENT. — Ne croyez-vous pas qu'il soit préfé-

nable d'attendre l'opinion du commandant Pierra, — je ne la préjuge pas du tout, — pour vider la question ? Autrement, nous serons obligés de recommencer.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je voudrais le faire de suite pour ne laisser de doute dans l'esprit de personne.

M. LE PRÉSIDENT. — Allez, parlez sur cette question.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je vais vous citer les pièces. Les deux pièces qui contiennent le chiffre de 60.000 sont les pièces 21 et 28 du dossier 5. Je vais maintenant vous donner les pièces de comparaison, notamment les pièces qui contiennent le chiffre 6.000, ce sont les pièces 47, 73 et 91. Maintenant la pièce contenant le chiffre 1 est la pièce 17 et la pièce 50. Vous pouvez constater que tous les 1 sont faits avec une petite barre qui précède le 1, tandis que le 6 n'est pas fait de la même façon. Il ne peut y avoir aucun doute à l'examen des pièces.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont là toutes les pièces ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Ce sont les pièces que je viens de vous citer.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand MM. les juges auront vu suffisamment les pièces, vous expliquerez ce que vous avez à dire.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je n'ai pas d'autres explications à donner.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous voulez simplement résumer les faits pour MM. les juges.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je tiens simplement à mentionner ceci, c'est qu'au courant de l'instruction, M. le capitaine rapporteur, à mon grand étonnement, m'a déclaré, que cela ne voulait pas dire 60.000, mais 10.000. J'ai été très étonné et j'ai répondu que jusqu'à présent j'avais considéré toujours avec la plus entière bonne foi que cela voulait dire 60.000 et que je trouvais surprenant qu'on dise maintenant que cela voulait dire 10.000. Du reste, je vous rappellerai que l'état-major de l'armée, dans les deux pièces contenues dans le dossier 4, a également trouvé toujours que cela voulait dire 60.000.

M. LE PRÉSIDENT. — MM. les juges ont vu les pièces. Maintenant nous avons besoin de M. le commandant Pierra. On verra ce qu'il dira.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'ai une chose personnelle

absolument à ajouter, si vous me permettez de causer pendant environ deux minutes.

M. LE PRÉSIDENT. — Tant que vous voudrez.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je voulais simplement dire ceci : en sortant de l'Ecole de Guerre, j'ai été appelé au Service des renseignements par le lieutenant-colonel Picquart, qui a bien voulu me confier la direction du service régional du 7^e corps. Je suis entré ensuite à l'état-major général de l'armée, où je suis resté environ deux ans. Je puis dire que, pendant les quatre ans que j'ai passés au Service des renseignements, j'ai fait tout mon possible pour contenter mes chefs, et je ne crois pas avoir mérité de reproches de leur part. Je me suis donné beaucoup de peine au Service des renseignements, et il m'est cruel de me voir traité en ce moment d'homme malhonnête et de m'entendre dire que je ne méritais pas la confiance que mes chefs avait mise en moi.

M. LE PRÉSIDENT. — En effet, je n'ai pas encore donné connaissance de votre dossier, parce que la défense ne me l'avait pas demandé. J'ai oublié de dire que l'opinion que vos chefs avait de vous était très favorable. J'aurais pu ajouter que vous n'étiez l'objet d'aucune suspicion. Ni vous, ni vos co-accusés, on ne vous accuse d'avoir détourné les sommes, ni de les avoir consacrées à votre usage personnel.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il n'y a qu'une manière d'être honnête, on ne peut pas l'être de plusieurs.

M. LE PRÉSIDENT. — Je comprends très bien votre observation; mais nous sommes obligés de poursuivre l'accusation.

M^e AUFFRAY. — Je vous demande, dans un tout autre ordre d'idées, la permission de vous poser une question. En relisant la sténographie des premiers jours, il m'est venu un scrupule : je me demande si les témoins de l'accusation, comme de la défense, ne se considèrent pas comme obligés d'être ici demain vendredi. Si je dis cela, c'est que notamment M. le colonel Dufour et M. le colonel de Castelnau, qui sont cités par la défense, avaient demandé de ne pas venir vendredi, parce que cela les gênait pour leur service. Est-ce que vous ne pourriez pas faire ici, au début de l'audience, une déclaration qui permettrait à tous les témoins de l'accusation comme de la défense de ne pas se déranger à moins d'être prévenus, d'un côté comme de l'autre?

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ainsi que cela a été entendu. Il avait été simplement dit que les premiers témoins pourraient être appelés vendredi, et eux seuls. (*A M. le Commissaire du Gouvernement*). Quels sont les six premiers témoins ?

M. LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce sont : MM. le commandant Targe, le colonel Hollender, le troisième le commandant Brisse, le quatrième le commandant Godard, le cinquième le colonel Faurie, le sixième M. Legrand, expert ; le septième est M. Flory.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas si nous pourrons commencer demain les dépositions des témoins, cela va dépendre des débats, que nous n'avons pas l'intention de raccourcir. Les défenseurs des inculpés auront tout le temps de préparer leur défense. Par conséquent, les premiers témoins cités peuvent se disposer à être appelés demain ; quant aux autres, ce sera pour plus tard.

M^e AUFRAY. — Je vous remercie, c'était tout ce que je voulais vous faire dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Moi-même je ne sais pas ce que durera l'appel.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Au sujet de l'historique que vient de faire M. le capitaine Mareschal, nous avons cru, nous aussi, qu'il y avait sur le document 60.000 francs, jusqu'au moment où M. le commandant Pierra a apporté sa traduction portant 10.000 francs. Cela m'a tellement frappé que je l'ai fait revenir. C'est moi-même qui lui ai dit de revenir pour expliquer comment il avait mis 10.000 au lieu de 60.000 ; il viendra, d'ailleurs, répéter ce qu'il a dit à l'instruction. Entre autres raisons qu'a données M. le capitaine Mareschal, il y en a une qui me paraît très importante : il y a dans la lettre 21, la phrase suivante : « Je compte fermement que vous me réglerez de suite... » Là est le chiffre où vous lisez 60.000... « et le reste plus tard ».

Eh bien, que lui aurait-on donné plus tard ? On lui aurait donné 60.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que, dans cette lettre même que vous citez, il est question d'un certain nombre de documents qui sont énumérés.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors c'est la lettre précédente, parce

que ces documents qu'il énumère, il n'en a jamais parlé jusqu'à présent.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il n'y en a qu'une, c'est le fameux document auquel vous attachiez tant d'importance.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Alors c'est dans une autre. Il parle de documents autres que celui-ci, d'autres documents qui ont une grosse importance. Je ne crois pas m'avancer beaucoup en disant qu'en donnant, pour les documents qu'il offrait, 60.000 francs, « pour commencer », c'est le mot du texte, cela n'aurait pas été trop. Messieurs les officiers du 2^e Bureau pourront apprécier si ce que je dis est vrai.

M^e BONNET. — Je viens d'entendre avec un certain étonnement la déclaration faite par M. le commissaire du gouvernement. Je croyais que, tant qu'une instruction était ouverte, il n'y avait qu'une seule personne qui pût entendre un témoin ou un expert, c'était M. le capitaine rapporteur, et que M. le capitaine rapporteur devait avoir soin de mentionner et de tenir une note écrite de tout ce qui lui était déclaré. Par conséquent, lorsque, au lendemain de la traduction de M. le commandant Pierra, qui, je me permets de le lui dire en passant, n'a été faite qu'un mois après que ces officiers étaient arrêtés, ce qui m'a empêché de connaître la correspondance, — je suis obligé de déclarer que je ne connais pas l'allemand, — à la fin du mois de juillet, lorsque M. le commandant Pierra eut fait sa traduction, M. le capitaine Mareschal persista à dire que tout le monde avait lu 60.000 francs et qu'il y avait 60.000.

Comment se fait-il que M. le commissaire du gouvernement apporte à cette audience cette affirmation personnelle qu'il a lui-même demandé un éclaircissement sur ce point à M. le commandant Pierra, quand il n'y avait qu'une seule façon de procéder régulière, qui consistait à faire revenir M. Pierra, à l'interroger régulièrement et à faire dresser procès-verbal de sa déposition? Nous aurions alors connu sa déposition et nous aurions demandé à M. le capitaine rapporteur, avant que son instruction fût close, de faire faire une expertise en écriture. Oh! une expertise pas compliquée, mais de demander, fût-ce à un enfant des écoles primaires, ou s'il lui avait plu, à dix personnes choisies au hasard, de lire les pièces originales et de dire quel chiffre il y avait.

Voilà ce qu'il fallait faire, et ce qu'on n'a pas fait. L'attention de M. le capitaine rapporteur a été appelée sur ce point. Que M. le commandant Pierra ait pu commettre une inadvertance, il ne connaissait pas le dossier, il ne savait pas l'importance de ce chiffre, c'est possible et explicable. Mais que M. le capitaine rapporteur qui la connaissait ait, dans un document adressé au gouverneur de Paris et qui tendait à obtenir sans débat et sans contradiction une ordonnance déshonorante pour ces officiers et cela sans avoir entendu M. Pierra régulièrement, qu'il ait fait cela, quand il était évident qu'il ne pouvait y avoir qu'une erreur de plume du traducteur, ne résistant pas à un examen d'une minute, voilà ce que je ne puis m'expliquer. Et je me demande, puisqu'il s'agit du plus gros argument, peut-être du seul argument de l'instruction, ce qu'il faut penser d'une accusation ainsi étayée. Vous pourriez voir dans la presse qui attaque si violemment ces accusés avant même de les avoir entendus, — il y a huit jours on a fait une analyse du dossier Austerlitz — et vous pourriez voir dans cette analyse comme on transforme en un argument capital le fait qu'on pouvait avoir donné 25.000 fr. à Austerlitz quand il n'en demandait que 10.000 ; ceci n'a qu'une importance relative ; mais quand on produit dans un rapport une accusation de cette nature, fondée sur un texte, quand on est juge et qu'on a la responsabilité redoutable d'un juge, on n'a pas le droit de commettre une erreur de cette gravité ; on doit, avant de produire une affirmation, prendre toutes les précautions possibles. S'il faut interroger dix personnes, on les interrogera, mais il ne suffira pas, quand on est obligé de venir à l'audience, de dire : « Nous nous sommes peut-être trompés sur la foi de M. Pierra », après avoir réinterrogé M. Pierra... ce que rien au dossier n'établît et ce qui aurait été fait par M. le commissaire du gouvernement qui, à ce moment, n'avait pas qualité pour le faire, puisque M. le capitaine rapporteur seul pouvait recevoir une déposition dont il devait dresser procès-verbal.

Remarquez, Messieurs, ce qui arrive : nous sommes en présence d'une irrégularité grave. Comment admettre l'affirmation qui est apportée à l'audience ? Il y a une loi, M. le commissaire du gouvernement, qui veut qu'il n'y ait pas un document, pas un renseignement, pas une charge qui soient produits à l'audience sans avoir été communiqués à la défense,

et je viens d'entendre, avec plus que de la surprise, M. le commissaire du gouvernement vous dire qu'il avait eu une déposition que nous n'avions pas, que M. Pierra avait été réentendu une seconde fois et qu'il avait maintenu ce que nous considérons de sa part comme une simple inadvertance. Voilà ce que je tenais à relever.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Monsieur le défenseur a avancé quelque chose en disant que je m'étais mêlé de ce qui ne me regardait pas, ce qui n'est pas tout à fait exact. Le commissaire du gouvernement, pendant tout le cours de l'instruction, a le droit et le devoir de suivre de très près tout ce que fait le capitaine rapporteur et, le cas échéant, d'intervenir, soit verbalement, soit par écrit, pour éclaircir les points qui lui paraissent douteux. Ce point-là, qui démontre, au contraire, combien nous étions scrupuleux, paraissait douteux. Il est évident qu'on pouvait se tromper. Le commandant Pierra est revenu, on vous dira ici dans quelles conditions, et le capitaine rapporteur lui a demandé si ce n'était pas par erreur qu'il avait inscrit un 1 au lieu d'un 6. Je ne vois pas là quelque chose qui puisse tant émouvoir la défense. Au contraire, l'incident est tout à notre avantage, je crois, puisqu'il démontre combien nous étions soucieux de nous assurer de ce que le commandant Pierra avait écrit à l'occasion des cent et quelques lettres qu'il a traduites et où il aurait pu se glisser une erreur.

Quant à mon droit d'intervenir au cours de l'instruction, je le maintiens formellement, et si je n'avais pas fait cela, j'aurais manqué à tous mes devoirs.

M^e BONNET. — L'exercice du droit de M. le commissaire du gouvernement doit laisser des traces au dossier. Or, je lui demande dans quelle pièce du dossier il est fait mention d'une interrogation quelconque adressée au commandant Pierra.

M^e AUFFRAY. — Je demande à ajouter un mot : dans une circonstance analogue, lorsque M. l'expert Legrand a été invité à rechercher, sur la demande du capitaine François, si on ne pouvait pas lire Zurich au lieu d'autre chose, y a-t-il au dossier la trace de l'intervention de M. l'expert Legrand et de sa réponse ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande à ce que la défense dépose des conclusions que je pourrai examiner

de sang-froid et auxquelles je donnerai la suite qu'elles comportent.

M^e BONNET. — Je n'ai pas de conclusions à prendre, je considère l'incident comme vidé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je n'en vois pas l'utilité.

M^e BONNET. — Vous la verrez plus tard, M. le commissaire du gouvernement.

INTERROGATOIRE DU CAPITAINE FRANÇOIS

(MARCELIN-MARIE-EMILE)

*40 ans, né à Valence-sur-Rhône, capitaine, officier
d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade*

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez entendu la lecture de l'accusation. Voulez-vous dire ce que vous croirez utile à votre défense ? Je vous adresse le même avertissement que j'ai fait à vos co-accusés au sujet de ce que vous devez dire en public.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je crois, mon général, que je suis inculpé d'une façon précise au sujet de deux choses : la première de ces choses a trait au prétendu détournement relatif à Austerlitz, et la deuxième a trait à la destination donnée à ce prétendu détournement.

Si j'examine ce qui m'est reproché sur le premier point, je vois qu'on me reproche d'abord de ne pas avoir prévenu le général Delanne de la destination exacte des 20.000 francs que je faisais sortir de la caisse de la réserve. Le deuxième point de l'accusation qui me paraît peser sur moi est de ne pas avoir fait état de ces 20.000 francs ainsi sortis de la caisse de la réserve dans la comptabilité de la caisse courante. C'est tout ce que j'ai pu comprendre des accusations qui pesaient sur moi, aussi bien dans le rapport du capitaine rapporteur que dans les conclusions du commissaire du gouvernement.

Sur le premier point, il y a une chose que je voudrais préciser, c'est la situation exacte dans laquelle je me trouvais à ce moment-là. En réalité, le général Brault, qui était le chef d'état-major, doit être parti le 14, le 13, ou le 12, je

ne suis pas absolument fixé ; il était parti en tout cas le 15... Le commandant Rollin, qui était mon chef de service, était parti le 14. Donc, pour toutes les opérations préliminaires à l'affaire Austerlitz, c'est-à-dire pour toutes les demandes d'autorisation de traiter l'affaire, l'autorisation de faire le voyage de Zurich, la chose ne put s'être traitée qu'entre le commandant Rollin et le général Brault. L'opération avec Austerlitz s'est faite le 16. Pendant cet intervalle, la situation a changé, le général Brault est parti, le commandant Rollin est absent, puisqu'il n'est pas rentré après l'affaire de Zurich. Et alors, pour le règlement du compte Austerlitz on se trouve en présence, non plus du commandant Rollin et du général Brault, mais de deux intérimaires qui sont l'un le général Delanne et l'autre moi.

En prononçant le nom du général Delanne, je tiens à faire une déclaration bien nette, pour qu'il n'existe aucun doute dans l'esprit de personne à ce sujet. On m'a reproché à l'instruction de mettre les généraux en avant, de chercher à les compromettre, on m'a dit : « Vous nous jetez les généraux dans les jambes. » Or, je ne jette les généraux dans les jambes de personne, je ne cherche à compromettre personne, mais tant que j'ai été à l'Etat-major, je n'avais que deux choses à faire, c'était obéir et rendre compte. Par conséquent, je suis obligé de parler des gens auxquels j'obéissais et auxquels je rendais compte.

Ceci bien établi, je ne cherche à compromettre personne, bien entendu. Donc, c'est moi qui me suis trouvé en face du général Delanne pour ce règlement de l'affaire Austerlitz. Il paraît ressortir de toutes les pièces du dossier, de toutes celles que je connais, que toutes les écritures relatives à cette affaire Austerlitz sont datées du 21 août. C'est donc, selon toute vraisemblance, le 21 août que j'ai pris le carnet de la caisse de réserve. J'y ai porté la mention qui y figura, et je suis allé chez le général Delanne pour faire légaliser cette dépense. Quelle est la mention qui figure sur le carnet de la caisse de réserve ? C'est une mention pour le service courant ; « le général Delanne autorise le prélèvement de 20.000 francs pour assurer les besoins du service courant. » Voilà la mention qu'il a signée. Pourquoi, sachant parfaitement, il n'y a pas de doute à ce sujet, que ces 20.000 francs étaient destinés à une opération déterminée avec Austerlitz,

pourquoi ai-je écrit « service courant » ? Je crois en trouver la raison dans ce fait : d'abord, c'était la première fois que je me trouvais dans ce cas, il y avait six mois que j'étais là, que je m'occupais, non pas de la caisse de réserve, mais de la comptabilité, jamais je n'y avais mis le nez auparavant. Je me trouve en tête-à-tête avec ce carnet, obligé d'y inscrire une mention, je regarde les mentions précédentes, je vois « service courant » ; je prends cela pour la formule, je la mets, car l'opération avec Austerlitz est pour le service courant. Peut-être que si j'avais mis « passé à la caisse courante », l'idée me serait venue ou à M. Dautriche, de dire : nous allons en prendre acte dans la comptabilité, la porter en entrée et en sortie. Je ne l'ai pas fait parce que j'ai considéré cela comme une formule.

Je vais donc chez le général Delanne avec cette formule à signer. Il n'est pas possible que je ne procède pas par raisonnement. On m'a reproché mes variations, on a dit que j'avais changé, que j'étais revenu sur mes déclarations. Je ne suis jamais revenu sur mes déclarations ; je n'ai dit qu'une chose que je maintiens : je ne me rappelle pas, mais je peux procéder par raisonnement sans me rappeler. Il est matériellement impossible que, lorsque j'ai porté ce registre à signer au général Delanne, je ne lui aie pas donné d'explications, et il est matériellement impossible que, dans le cas où je ne lui en aurais pas donné une, il ne m'en eût pas demandé. En voici les raisons. Il y a d'abord une raison d'ordre général. Cette raison, c'est que la caisse de réserve était quelque chose à quoi on ne touchait pas souvent ; les opérations avec cette caisse de réserve sont extrêmement rares, et il y avait toute espèce de raison pour cela, notamment l'importance qu'avait cette caisse de réserve, importance que j'ai indiquée à l'instruction, mais que je ne crois pas devoir indiquer ici.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges ne la connaissent pas.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il ne faut pas croire que la caisse de réserve était destinée uniquement à alimenter le service courant quand ce service était trop bas ; la caisse de réserve avait une autre importance : elle constitue pour le service des renseignements la seule disponibilité immédiate qu'il ait. En voici un exemple : une brusque tension politique

se présente : qu'a donc le ministre de la Guerre pour faire face à la situation ? Il n'a pas autre chose immédiatement que sa caisse de réserve. Je ne dis pas que, le lendemain, il n'y ait pas d'autres fonds ; mais, jusque-là, il ne peut disposer que de sa caisse de réserve. D'ailleurs, j'étais tellement pénétré, moi, de l'importance de cette caisse de réserve que je me suis préoccupé d'en faire constituer dans les services de province avec les mêmes principes que les nôtres, en donnant la consigne formelle de ne jamais toucher à cette caisse de réserve sans une autorisation de nous. C'est donc vous dire que cette caisse n'était pas quelque chose à quoi l'on touchait à propos de rien.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'est pas inutile que vous l'ayez dit, car les juges ne connaissent rien de cette caisse.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Voilà la raison générale qui rend improbable au premier abord que le général Delanne se soit contenté d'assigner cela aux besoins du service courant. Il y en a une autre. En effet, le 16 août 1899, dans quelle période sommes-nous ? Nous sommes en pleine période du procès de Rennes ; or, pendant ce procès, il s'est passé un grand nombre d'incidents, notamment un qui a été le suivant : pour une raison ou pour une autre, que je ne connais pas, on nous a donné un jour l'ordre d'interrompre le service des renseignements, on ne devait plus en faire ; on devait simplement terminer les affaires en cours et n'en pas engager d'autres. Cet ordre m'a été donné verbalement par le général Delanne. La trace peut en exister dans la correspondance du bureau, puisqu'il a bien fallu qu'on écrivît des lettres aux services de province. Comment le général Delanne aurait-il pu, le lendemain ou le surlendemain, autoriser le prélèvement de la somme de 20.000 francs ? Il y a plus que cela. L'encaisse du service courant est de 40.000 francs, si je prends la date du 16 août. Eh bien, quelle vraisemblance y a-t-il que, pour un service qui vient d'être suspendu et qui a 45.000 francs en caisse, on ait besoin de 20.000 francs à ce service courant, c'est-à-dire d'une somme absolument énorme pour nos ressources de 65.000 francs ? Il a donc bien fallu que je donne au général Delanne une explication. Admettons que je ne lui aie pas donné d'explications ; il n'est pas possible qu'il ne m'en ait pas demandé ; en effet, sortir 20.000

francs c'est un fait qui ne peut pas ne pas exiger une demande d'explications.

Puis, j'ai fait signer le 21 une pièce qui porte la date du 16. Il a dû me dire : pourquoi me fait-on signer le 21 une pièce qui est datée du 16 ? Je procède par raisonnement, étant donné que je n'ai de cette affaire aucun souvenir, mais tout de même, ces raisonnements sont exacts. Dans tous les cas, le général Delanne ne peut pas ne pas avoir demandé d'explications et je lui en ai certainement fourni. Ces explications n'ont peut-être pas été extrêmement documentées ; je ne lui ai certainement pas raconté toute l'histoire de Zurich depuis A jusqu'à Z ; je lui ai dit qu'on avait été à Zurich pour acheter des documents et je lui ai dit : c'est une affaire qui a été réglée entre le général Brault et le commandant Rollin. Vous comprenez que le général Delanne avait d'autres occupations, moi aussi ; or, il n'est pas plus invraisemblable que le général ait oublié, que moi j'aie oublié.

Dans tous les cas, le général Delanne dit : « Je ne peux pas admettre que, si l'on ne m'avait pas donné d'autres explications que celles qui figurent au carnet que j'ai signé, je n'eusse pas décliné ma compétence pour dire à l'officier d'attendre la rentrée du chef d'Etat-major. » Il me semble que ce serait précisément le contraire de ce raisonnement qui serait exact. Je m'expliquerais très bien que le général Delanne, pour une opération de comptabilité simple qui aurait consisté à prendre de l'argent d'un côté pour le mettre de l'autre ait dit : « Pour une question de comptabilité, rien ne presse ; attendez la rentrée du général Brault. » Mais le seul cas où il n'était pas possible que le général Delanne tînt ce raisonnement, c'est précisément le cas d'une opération déterminée qui doit être, sinon autorisée... — j'admets que l'autorisation ait été demandée avant... — mais réglée à une date précise et déterminée, le 16 août, et pour laquelle on ne peut pas varier.

On m'a dit : « vous avez essayé de tromper » : on m'a même dit : « vous avez trompé la bonne foi du général Delanne, en attendant du 16 au 21 août pour régler cette opération, alors que c'était une opération qui devait être réglée auparavant par le général Brault. » Si l'opération avait dû être réglée avant le départ pour Zurich, c'est une opération qui ne pouvais me regarder en rien, attendu que j'avais à ce moment

un chef de service et que le général Brault était là. Pour tromper la bonne foi du général Delanne, il aurait fallu attendre que le général Brault fût parti; or, je n'ai pas pu savoir que le général Brault devait partir; dans tous les cas, il n'est pas prouvé que je l'aie su. Enfin, est-ce que le 13, avant le départ, on pouvait demander au général Brault une signature définitive pour une dépense qui n'était que conditionnelle? Quand on est parti pour Zurich, on a emporté de l'argent; cette affaire pouvait très bien ne pas se faire; dans tous les cas, elle pouvait se faire avec une dépense moindre; donc, on ne pouvait pas demander avant le départ une signature définitive pour une opération qui, à ce moment-là, était conditionnelle, qui aurait peut-être même pu ne pas être faite; on ne pouvait demander la signature que quand on a réglé, c'est-à-dire le 21. En réalité, je n'ai trompé la bonne foi de personne en m'adressant ce jour-là à l'officier général qui était chef de service également. Le général Delanne s'est trouvé intermédiaire comme moi dans cette affaire, et je serais réellement mal placé, moi qui ne me rappelle rien, de trouver extraordinaire qu'il ne se rappelle pas.

Dans tous les cas, la preuve que le général Delanne a simplement oublié cette affaire, c'est qu'il ne se rappelle même pas avoir signé; or, il a signé; il ne se rappelle même pas le nom d'Austerlitz; or, il a connu ce nom pendant tout le temps qu'il a passé à l'État-major de l'armée, car c'est un agent qui écrivait assez souvent. Il ne se rappelle même pas le voyage à Zurich; or, ce voyage est quelque chose que réellement je n'ai pas pu lui cacher lorsque je lui ai parlé de la régularisation de la dépense. C'était un fait saillant, on avait fait une opération à Zurich: si je ne lui avais pas parlé de cette affaire, il aurait fallu qu'elle fût clandestine; or, comment peut-on concilier le caractère clandestin qu'on voudrait donner à l'affaire de Zurich avec cette preuve que dans un rapport extrêmement important, que j'aurais bien aimé voir au dossier, car il y est traité d'autre chose...

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un extrait.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y a un extrait, mais il n'est peut-être pas suffisant.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez pourquoi nous ne pouvons pas invoquer votre rapport?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Pourtant, je crois qu'on sera peut-être obligé de l'avoir.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais qu'une chose, c'est qu'il y a intérêt à ne pas le communiquer ; parlez-en d'une manière assez vague.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je connais le rapport pour l'avoir fait et je ne vois pas en quoi il peut compromettre la défense extérieure de l'Etat ; mais, pour le moment, je n'en ai pas besoin ; je me contente du texte qui est au dossier. Eh bien, comment peut-on concilier le caractère clandestin que l'on voudrait donner à ce voyage de Zurich avec ce fait matériel que j'en ai parlé dans un rapport destiné, comme je l'ai dit, à tout autre objet ?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous pouvez indiquer le but.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il ne s'agissait pas de chose moindre que de la suppression du service des renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que je voulais vous faire dire.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est une mesure qui, à l'Etat-major de l'armée, a étonné, pour ne pas employer une autre expression, tout le monde ; et il a fallu mettre le ministre en garde contre le danger auquel on s'exposait pour la remise du service des renseignements à une administration qui n'est pas faite pour cela, la Sûreté Générale ; et le ministre est revenu, après ce rapport, sur sa décision, ce qui prouve bien que ce rapport avait une certaine importance. Je crois du reste que, pendant tout le temps que j'ai été au ministère, je n'en ai pas fait un qui ait une plus grande importance. Je sais que le service des renseignements ne peut pas être supprimé ; je le sais parce que je connais les énormes services que ce bureau de renseignements a rendus ; alors, pour convaincre le ministre, je cherche autour de moi des textes, je cherche à le convaincre par des raisons qu'il puisse apprécier ; et qu'est-ce que je trouve à l'appui de ma thèse ? Je trouve le voyage à Zurich. Le rapport est du 6 septembre, c'est à peu près trois semaines après l'affaire du 16 août, quinze jours après le règlement de cette affaire ; alors, je mets textuellement dans mon rapport : « Dernièrement, à Zurich, un fonctionnaire » — je ne dis pas de quoi — « a remis à un officier du service des renseignements contre une grosse somme » — je ne mets pas la somme de 25.000 francs ; notez que je n'avais pas de raison de la mettre, je mentionne simplement

que la somme est grosse — « une série de documents d'une extrême importance. » Puis, je continue mon argumentation : pense-t-on que le personnel de la Sûreté Générale serait à même de faire cela ? Eh bien, le fait que, dans un rapport qui a été dressé en vue d'autre chose, cherchant autour de moi des arguments pour étayer ma cause, j'aie trouvé tout naturellement cet argument qui s'est présenté à mon esprit, parce qu'il était récent, prouve bien que ce voyage à Zurich n'avait rien de clandestin, parce que, s'il l'avait été, je n'aurais pas été assez naïf pour en faire un état aussi considérable dans un document qui devait passer sous les yeux de mes chefs et même du service des renseignements. Donc, ce voyage ne pouvait pas être clandestin ; donc, j'en ai parlé au général Delanne.

Ma minute de ce rapport a été retrouvée au ministère de la Guerre signée de ma main ; eh bien, que comporte cette minute ? Le paragraphe dont je viens de parler ne comporte pas moins de quatre changements, écrits de la main de qui ? de la main du général de Lacroix. Le général de Lacroix était mon chef direct, on ne peut donc pas dire que je ne lui avais pas fait de compte-rendu, puisque son attention avait été attirée d'une façon spéciale sur ce point. Comment peut-on dire que j'ai trompé la bonne foi de mes généraux, puisque mon chef immédiat a eu son attention attirée sur ce rapport sur lequel il a fait quatre corrections ? Du moment que mon chef direct est informé, est-ce que je ne suis pas couvert ? Et que peut-on me dire ? Il y a mieux. Voulez-vous prendre le registre de comptabilité au net, visé par le chef d'état-major ?

M^e AUFFRAY. — C'est le livre de caisse.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Vous y verrez, mon général, à la fin d'août, la mention : « vu et vérifié » ou « contrôlé ».

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a : « vu le chef d'état-major, général Brault ».

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'y reviendrai. Dans la colonne des chiffres — je spécifie bien ceci — dans la comptabilité du mois d'août ne figurent, ni en entrée ni en sortie, les 20.000 francs sortis de la caisse de réserve : seulement, je vous ferai remarquer que, dans la partie du registre destinée à la mention des dépenses, vous pouvez trouver à la date du 16 août : « Austerlitz 5.000 francs ».

M. LE PRÉSIDENT. — Oui.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je parle de la mention qu'il y a dans la colonne des dépenses : Austerlitz, complément pris à la réserve, etc... Quand le général Brault a vérifié ce registre, il a probablement vu cette mention, il ne pouvait pas ne pas la voir : elle tient toute la ligne et c'est la seule qui soit dans ces conditions-là. S'il l'a vue, c'est donc qu'on avait fait tous les comptes-rendus et que l'opération n'avait rien de clandestin ; pour qu'il ne l'ait pas vue, il faudrait qu'elle ait été portée postérieurement à sa signature ; pour qu'il ne l'ait pas vue, il faudrait que l'on retrouvât sous cette mention, ou la trace de barres qui sont sur le restant du registre, ou au moins le grattage de ces barres ; si on ne trouve ni barre, ni grattage de cette barre, c'est donc que la mention a été écrite à cette date là ; pour qu'il en fût autrement, il faudrait trouver des barres postérieures à la signature du général Brault. Or, c'est une chose qu'un expert en écritures a essayé d'établir, il ne l'a pas établie, il dit : « Il me serait impossible de dire si ces remplissages sont contemporains des écritures auxquelles ils se rapportent. » Eh bien, s'il est impossible à l'expert de dire que les écritures sont contemporaines des remplissages, je crois qu'il lui est tout aussi impossible de dire qu'elles ne sont pas contemporaines.

Donc, le général Brault a vu la mention qui y figure. Il y avait mieux que cela encore ; s'il y avait eu vérification de la comptabilité, avec quoi peut se faire la vérification de la comptabilité ? Je rappelle ce qu'on a déjà dit : en comparant le registre au net avec le brouillon, ce n'est pas une vraie vérification. Cela peut être une vérification matérielle pour voir si les dépenses sont bien les mêmes, mais avec quoi peut se faire la vérification de la comptabilité ? Elle ne peut se faire qu'avec des reçus. Si le général Brault avait voulu faire cette vérification — la chose n'est pas même contestée — cette foi-ci le reçu existe bien. Que porte ce reçu qui est signé du capitaine Mareschal ? « Je reconnais avoir reçu la somme de 6.525 francs, complément pris à la réserve, le tout remis à Austerlitz. » Il ne peut y avoir de doute.

Par conséquent sur le premier point, je crois, mon général, avoir suffisamment établi que le général Delanne et les chefs qui étaient au dessus de moi, ont reçu de ma part ce que j'étais tenu de leur donner, c'est-à-dire un compte-rendu. Je n'ai trompé la bonne foi de personne.

Maintenant, pour le second point, on m'incrimine, moi, parce que je me suis trouvé le chef du service des renseignements, et en même temps parce que j'ai signé la comptabilité du mois d'août.

Je ne renie pas ma signature, bien entendu. On me dit : pourquoi n'avez-vous pas fait état de ces 20.000 francs dans la comptabilité du service courant, puisque enfin vous avez mis sur le carnet de réserve : « prélevé au profit du service courant ». Donc, régulièrement, dans la comptabilité tenue pour le service courant, les 20.000 francs auraient dû être portés comme sortis pour une raison ou pour une autre. Mon général, pourquoi je n'ai pas fait cela ? Il y a deux raisons pour lesquelles on pouvait sortir de l'argent de la caisse de réserve. On a l'air de croire qu'on ne sortait de l'argent que pour les besoins du service courant. C'est inexact. Il y a deux raisons. La première est la suivante : je peux avoir besoin de l'argent de la caisse de réserve pour alimenter la caisse du service courant qui, pour une raison ou pour une autre, est devenue trop faible et a besoin d'être alimentée. Cela s'est déjà présenté, et cela est de toute évidence. Alors, bien entendu, je porte comme entrée à la caisse courante, à telle date, la somme de 5.000 francs, par exemple. Puis cette somme sort par petits morceaux au fur et à mesure des dépenses du mois, c'est certain. Il s'agit là d'une dépense déterminée, dont l'argent n'est pas passé par la caisse de réserve. Le capitaine Dautriche n'a jamais eu les 20.000 fr. entre les mains, jamais. Ce n'était que par une espèce de fiction de comptabilité que nous pouvions porter ces 20.000 fr. comme entrés et sortis dans cette caisse, puisque jamais ils n'y sont entrés ni sortis, et que le jour où le règlement s'est fait, c'est-à-dire le 21 août, cet argent avait déjà disparu. Je crois que nous n'étions pas assez forts comptables, ni les uns ni les autres, pour nous permettre de faire des fictions de comptabilité. Nous avons fait les choses comme elles devaient être faites. Cet argent n'a pas passé par la caisse courante ; par conséquent, nous ne l'avons pas porté comme entré dans cette caisse. Il est possible que cette somme ait dû y passer. Je ne suis pas comptable. Je ne me suis jamais considéré comme étant au service des renseignements pour y faire de la comptabilité, en aucune façon.

On a dit : c'est un ensemble, vous ne pouvez pas avoir une

comptabilité qui soit à la fois une comptabilité honnête et une comptabilité irrégulière. Je ferai remarquer qu'entre une comptabilité honnête et une comptabilité régulière, il y a toute la différence qu'il y a entre le fond et la forme. Il y a mieux que cela, c'est qu'une comptabilité peut être tout ce qu'il y a de plus régulier dans la forme, et tout ce qu'il y a de plus malhonnête dans le fond. Toutes les faillites frauduleuses m'ont l'air d'entrer dans cet ordre d'idées. Par conséquent, une comptabilité pourrait être parfaitement une comptabilité irrégulière et en même temps une comptabilité honnête. En tout cas je n'ai jamais fait de comptabilité, je conviens que je suis parfaitement ignorant de ces questions. Il est possible que j'aie agi de cette façon-là, je n'en sais rien ; après le rapport de l'expert en comptabilité, je ne suis pas encore convaincu.

Voilà ce que j'avais à dire à propos des points qui m'ont paru me viser spécialement dans cette question de détournements.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez rien à ajouter ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je n'ai rien à ajouter. Mais il y a toute la 2^e partie, c'est-à-dire la destination du détournement.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous vous expliquer un peu plus complètement ? Messieurs les Juges n'ont encore vu qu'un côté de la question. On pourrait aborder la seconde partie. C'est vous qui êtes le plus intéressé, puisque c'est vous qui avez dirigé, si toutefois vous avez dirigé.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je suis prêt à m'expliquer sur la deuxième, mais je dois vous déclarer que c'est une partie extrêmement touffue.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ferons une suspension d'audience quand MM. les Juges se retrouveront fatigués ; mais je crois que le moment est venu de parler, car MM. les Juges, qui ne s'occupent pas de ces questions, ne connaissent pas toutes ces choses-là. Vous pourriez faire d'abord un résumé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je désirerais poser des questions sur ce qui vient d'être dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Moi aussi, j'ai des questions à poser.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je croyais que cette première partie de l'interrogatoire était terminée. Si l'on

remettait ces questions à plus tard, ce serait peut-être bien loin pour faire comprendre ce que je veux dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Je désirerais interroger l'accusé avant de donner la parole, aussi bien à l'accusation qu'à la défense. Vous aurez donc la parole ; messieurs les défenseurs l'auront aussi.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Si vous voulez bien me permettre, la question que je vais avoir à traiter maintenant est tellement différente de celle qui vient d'être traitée...

M. LE PRÉSIDENT. — Mais j'estime que les juges doivent commencer par être en mesure de voir clair ; vous devez vous rendre compte qu'ils ne doivent pas encore bien comprendre ; moi, qui ai passé quinze jours à étudier le dossier, je sens encore le besoin d'avoir des éclaircissements. Exposez-nous en gros la question.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Si je m'en rapporte à ce qu'on nous a lu et à ce que je connais de l'acte d'accusation, les 25.000 francs que nous aurions détournés le 16 août auraient été employés de deux façons différentes. Je dois dire que dans cette partie je ne peux pas serrer l'accusation d'aussi près que dans la première partie, l'accusation, en somme, je la cherche, dans cette seconde partie ; je ne sais pas exactement en quoi je suis accusé ; dans la première partie, je la vois, dans la deuxième, ma mentalité ne me permet pas de la trouver.

M. LE PRÉSIDENT. — L'accusation est qu'une partie, pas la totalité, une partie des 25.000 francs a été employée à un service irrégulier.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Cela, je l'ai bien compris.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne dis pas tout ; on ne vous accuse pas de lui avoir donné telle ou telle destination.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est pour cela que je ne puis pas répondre d'une façon aussi catégorique que j'aurais voulu le faire.

M. LE PRÉSIDENT. — Le fond de ma pensée, pour l'expliquer, c'est qu'il y avait une masse noire, et qu'elle subvenait à des besoins que je ne connais pas.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je n'ai jamais connu l'existence de cette masse noire.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, vous auriez détourné, vous et

vos co-accusés, une somme que je ne précise pas, pour un emploi irrégulier.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Eh bien, ma mentalité, puisqu'on a beaucoup parlé dans cette affaire de ma mentalité, m'aurait fait distribuer une partie de ces 25.000 francs, dans deux circonstances différentes : la première serait à l'époque du procès de Rennes, et la deuxième serait plus tard, à propos de l'affaire Czernuski.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'il n'y a pas lieu de préciser un point plutôt qu'un autre.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je m'en rends tellement compte que je n'arrive pas à préciser moi-même. Eh bien, si je prends la situation au mois d'août, je me suis trouvé être chef de service absolument par hasard, parce que le commandant Rollin s'est trouvé d'abord malade, puis est allé en convalescence. Quelle était la situation pendant le mois de juillet 1899 ? Le procès de Rennes approchait, et il approchait sans que, dans le service dont nous faisons partie à la section de statistique, nous ayions en quoi que ce soit, et pour rien, pas plus les uns que les autres, à nous mêler de l'affaire Dreyfus, à laquelle, ni les uns ni les autres, nous n'avions jamais été mêlés, et sur laquelle, pour ma part, je n'avais absolument que les données qui pouvaient traîner dans tous les journaux. Nous n'avions eu qu'un but, depuis que le commandant Rollin était là, et il est facile de le comprendre : c'était de reconstituer le service des renseignements. On n'est pas sans s'imaginer, en effet, que les secousses des dernières années qui venaient de s'écouler n'avaient pas quelque peu ébranlé ce service, et, en réalité, je ne dirai pas que le service des renseignements n'existait plus, qu'il n'y avait plus ni agents, ni argent ; mais tous nos efforts avaient un double but : reconstituer le service et se débarrasser à tout jamais de l'affaire Dreyfus. Voilà quelle était la situation.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous aviez des ordres absolus du ministre de la Guerre à ce sujet.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Nous avions des ordres, mais nous n'en avions pas besoin, car c'était notre désir à tous. Rien ne s'était passé jusqu'à la fin de juillet qui pût nous remettre en présence de l'affaire Dreyfus, lorsque brusquement un fait, que personne ne pouvait prévoir, et que personne même, si on avait pu le prévoir, n'aurait pu empêcher,

vint à se produire : Mme Bastian, la fameuse voie ordinaire... je pense que le Conseil la connaît...

M. LE PRÉSIDENT. — Les journaux en ont assez parlé.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Eh bien, Mme Bastian, si incroyable que cela puisse paraître, Mme Bastian, à l'époque du procès de Rennes, était encore employée chez ses maîtres, et était toujours à notre service, toujours à notre solde, et toujours un agent du service des renseignements, malgré tous les événements qui s'étaient passés. Un beau jour, vers la fin de juillet, Mme Bastian apprend, ou elle s'imagine... je ne sais pas quelle est la supposition vraie, qu'elle va être citée au procès de Rennes, et alors, comme évidemment la perspective de se trouver en tête à tête avec les gens qu'elle avait trahis, à une période aussi critique que celle-là, comme cette perspective n'avait rien de séduisant pour elle, un beau jour, je crois vers le 15 juillet, elle disparut de chez ses maîtres, renvoya ses clefs et n'y reparut plus. Il est certain que ce n'était pas la méthode la plus adroite pour empêcher les soupçons de tomber sur elle; mais à cela nous ne pouvions rien. Mme Bastian était, chez elle, extrêmement surexcitée, très nerveuse; un jour elle disait qu'elle voulait aller à Rennes quand même on ne la convoquerait pas; le lendemain, elle disait qu'elle n'irait pas, même si on la faisait conduire par les gendarmes. Nous lui disions pour la calmer: si on vous y appelle, vous n'avez qu'à y aller; si on ne vous dit rien, ne bougez pas. La surexcitation de Mme Bastian augmenta, le jour où elle s'aperçut qu'elle était surveillée. Il y avait en effet des individus qui faisaient les cent pas devant sa porte; d'autres individus avaient loué une chambre en face de sa maison, individus qui ne quittaient pas Mme Bastian de vue, la surveillant complètement chez elle. Cette situation qui énervait Mme Bastian au suprême degré, vint à s'empirer un jour d'une façon tout à fait particulière. Je fus informé que Mme Bastian avait reçu la visite d'un individu qui s'était présenté chez elle au nom du ministre de l'Intérieur, qu'il était entré et qu'à la suite de discussions qu'elle avait eues avec lui, elle l'avait fait mener chez le commissaire de police. Nous allâmes aux renseignements, pour savoir ce qui s'était passé, et voici ce qui s'était passé la

veille, le 26 ou le 27 Juillet, je crois, un individu s'était en effet présenté chez Mme Bastian et lui avait dit effectivement qu'il venait de la part du ministre de l'Intérieur, il s'était mis à interroger Mme Bastian, lui demandant ce qu'elle avait fait chez ses maîtres, si elle voulait aller au procès de Rennes, toutes espèces de questions qui étaient assez indiscretes à cette époque.

Mme Bastian ne savait pas à qui elle avait à faire; elle s'imagina que cet individu pouvait être un ancien agent de ses anciens maîtres. Elle sauta alors sur un couteau de cuisine, et elle dit : « si tu bouges, je te saigne ». Elle l'enferma à clé, et elle alla chercher des agents qui n'y comprirent rien du tout. On mena alors tout le monde chez le commissaire qui n'y comprit pas davantage. Seulement, le commissaire dut s'incliner lorsque le prétendu cambrioleur lui montra une carte de la Sûreté Générale.

Le jour même, j'étais informé par une lettre de Mme Brucker... Mme Brucker vivait à ce moment séparée de son mari, et était en instance de divorce... j'étais informé par une lettre de Mme Brucker qu'elle avait reçu la visite d'un monsieur qui lui avait posé des questions sur son mari, qui lui avait demandé s'il était employé au ministère de la Guerre et qui, pour la faire parler, lui avait débité toutes sortes d'horreurs sur lui.

Le même jour, Brucker, lui-même, agent du service des renseignements...

M. LE PRÉSIDENT. — N'insistez pas trop, d'une façon générale. Tout ce qui est dans l'accusation vous pouvez le dire...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — L'accusation elle-même a indiqué que Brucker était un agent.

M. LE PRÉSIDENT. — Bien, cela suffit. Il faudrait vous arrêter à temps, c'est une simple indication que je vous donne.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Parfaitement, mon général. Brucker lui-même m'informait qu'on faisait une enquête sur lui dans son quartier. J'étais donc en présence de trois faits, de trois enquêtes faites sur des agents à nous, des agents qui nous appartenaient, que nous soldions, à une époque qui était celle où nous avions défendu à tous nos agents quels qu'ils soient de s'occuper de l'affaire Dreyfus, et nous étions en présence d'une enquête qui ne pouvait venir que de la Sûreté Générale.

Je rendis compte de ce qui s'était passé au chef d'Etat-major. Celui-ci trouva extraordinaire les procédés qui avaient été employés... C'était la première fois que la Sûreté Générale cherchait à se procurer des renseignements sur nos agents sans passer par notre intermédiaire. Que la Sûreté Générale ait besoin de renseignements sur nos agents, rien de plus juste, c'est parfaitement admissible, nos agents sont assez souvent sujets à caution pour que la Sûreté Générale ait quelquefois besoin d'être éclairée sur leur compte. Mais tout cela était fait auparavant par notre canal ; il y avait donc là ce que le général Brault apprécia comme une marque de défiance, ce qui est indiscutable, et de plus, comme un manque absolu de courtoisie. Aussi le général Brault m'envoya-t-il demander des renseignements au directeur de la Sûreté Générale.

J'allai trouver le directeur de la Sûreté Générale, je lui expliquai mes raisons. Il me dit que son administration avait bien cherché à se procurer des renseignements sur Brucker pour savoir s'il était à Paris, mais que, chez Mme Bastian, on n'avait envoyé personne. J'étais d'un grade trop infime pour discuter cette affaire avec M. le Directeur de la Sûreté Générale. Je lui fis part des observations que M. le général Brault m'avait chargés de lui faire, puis je me retirai. Je rendis compte à M. le général Brault de ce qui s'était passé. Le général Brault trouva mes explications insuffisantes, il m'en fit le reproche. Il me fit préparer une lettre du ministre de la Guerre, destinée au ministre de l'Intérieur, signalant que le directeur de la Sûreté Générale avait fait telles réponses à un agent et dans laquelle le ministre de la Guerre le priait, non de faire cesser la surveillance vis-à-vis de Mme Bastian, mais dans laquelle on le priait, s'il avait besoin de renseignements sur nos agents, de nous les demander comme par le passé, de façon à éviter les inconvénients d'une enquête qui n'allait pas sans quelque publicité. La lettre fut remise au ministre de la Guerre par le général Brault. C'était un jour de Conseil. Le général Brault, en revenant, me dit : « Le ministre de la Guerre a gardé la lettre, il la remettra lui-même au Président du Conseil ».

Voilà quelle était la situation à ce moment.

J'arrive à la deuxième phase de ce qu'on a appelé mes agissements vis-à-vis de Mme Bastian.

Au moment du procès de Rennes, Mme Bastian devenait de plus en plus énervée, et, un beau jour, elle ferme ses volets, ses fenêtres, elle n'ouvre plus. Les agents qui sont aux aguets dans la maison en face s'imaginent qu'elle a disparu. De quoi rendent-ils compte au ministre de l'Intérieur ? Je n'en sais rien ; mais toujours est-il que, le 7 ou le 8, le général de Galliffet m'envoyait un mot dans lequel il me disait : « Le Capitaine François m'a affirmé que Mme Bastian était chez elle il y a quelques jours. Or, d'après les renseignements communiqués par le Président du Conseil, cette femme a disparu depuis telle date. Il importe donc que le capitaine François se mette en mesure de me renseigner. » Voilà à peu près ce qu'il me disait.

Je fus immédiatement chez le ministre. Il me dit qu'il avait reçu l'avis du Président du Conseil qu'à la suite de la visite d'un officier à Mme Bastian, cette dernière avait disparu. Je répondis au Ministre qu'on n'avait pas fait de visite à Mme Bastian, que nous aurions pu en faire une comme c'était notre droit, puisque c'était notre agent tout autant que celui du monsieur qui l'avait interrogée auparavant ; qu'au surplus il y avait un renseignement inexact dans ce que disait M. le Président du Conseil, puisqu'à cette date, Mme Bastian était chez elle, je le savais. Je ne puis cependant répondre de ce qu'elle a fait depuis. Le Ministre me dit alors : « Il faut aller chez elle. » Je répondis : « Mme Bastian ne m'ouvrira pas, il y a une façon conventionnelle de frapper, puis elle ne me connaît pas, elle ne peut donc pas me reconnaître ; enfin, elle a un revolver à portée de sa main et il ne me plaît pas, quant à moi, de jouer un rôle aussi ridicule que celui d'un policier. »

J'ai dit : « M. le ministre, il y a quelque chose de plus simple. Nous avons un intermédiaire, télégraphions à l'intermédiaire. » On lui télégraphie, il était alors à Rennes, il se présenta à midi chez Mme Bastian.

Voilà comment j'ai fait disparaître Mme Bastian avant le procès de Rennes. Quelque temps après, vers le 15 août, je crois, je ne me rappelle pas exactement, on me donna l'ordre de rompre avec Mme Bastian, de ne plus lui payer de mensualité. Je n'avais pas à apprécier cette mesure, cela me parut d'une certaine ingratitude, et j'ai cru devoir faire à mon chef des observations. Il me dit : « Il n'y a rien à

faire, c'est l'ordre formel du ministre. » Et à partir de ce moment, je n'ai plus eu aucun rapport avec Mme Bastian. M. le commissaire du gouvernement a dit que j'avais continué les relations avec Mme Bastian à partir de 1900. On verra comment j'ai repris ces relations, et si, en les reprenant, j'ai exécuté ou enfreint les ordres qui m'ont été donnés. J'ai su plus tard que Mme Bastian, vers le 25 juillet, fatiguée de la claustration à laquelle elle était soumise, s'en était allée à la campagne à Marly. Je n'y étais pour rien, je n'avais pas de relations avec elle.

Enfin, séquestrée, cela a un sens dans le dictionnaire, il faudrait que je l'eusse séquestrée de force. Il faudrait, si l'on m'avait demandé où elle était que j'eusse refusé de le dire. Or, jamais on ne m'a parlé de Mme Bastian, on ne peut donc m'accuser de l'avoir séquestrée.

M. le commissaire du gouvernement dans ses conclusions dit : « Lorsqu'on recherche Mme Bastian pour le procès de Rennes, elle demeure introuvable. » Or, même à la fin de juillet, je n'avais plus de relations avec elle. Si même la Sûreté Générale avait besoin de renseignements, elle aurait pu en demander. Mais m'en a-t-on demandé ? Jamais on ne m'a parlé de Mme Bastian. Et d'ailleurs, en somme, il faudrait un motif à cet acte. Ce n'est pas pour le plaisir de séquestrer Mme Bastian que je l'aurais séquestrée. Il aurait fallu une raison. Quel intérêt pouvait avoir le service des Renseignements à séquestrer Mme Bastian pour l'empêcher d'aller à Rennes ? Si nous avions la mentalité dont parle M. le commissaire du gouvernement, si nous avions été des gens de parti pris, je comprends que nous aurions plutôt poussé Mme Bastian, car que pouvait-elle aller faire à Rennes ? Une déposition à charge. On nous accuse de l'avoir empêchée d'aller à Rennes ? Pourquoi ? Je n'ai pas eu d'autres relations avec Mme Bastian que celles que j'indique, et voilà ce que l'on a appelé mes agissements envers Brucker et Mme Bastian pendant le mois d'août 1899. C'est tout ce que j'ai à dire sur cette première partie. Il y a maintenant l'année 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — Continuez.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Après le procès de Rennes, je m'en fus faire une longue tournée, et c'est à l'étranger que j'appris que le commandant Rollin avait été relevé de ses fonctions et que je le remplaçais.

Lorsque je revins au Service des Renseignements, à la fin d'octobre ou commencement de novembre 1899, la situation était différente de ce qu'elle était à mon départ. A ce moment, le service des renseignements avait perdu son ancien nom de Section de Statistique et avait pris le nom de Section des Renseignements, et au lieu d'être une section autonome, ne dépendant que du sous-chef d'état-major et du chef d'état-major elle était devenue une section du 2^e bureau, de sorte que mon chef direct se trouvait, à partir de ce moment, être le chef du 2^e bureau, le lieutenant-colonel Hache et au-dessus le général de Lacroix, et le chef d'état-major. Voilà quelle était la situation.

M. LE PRÉSIDENT. — Il était chargé de surveiller le fonctionnement du service comme comptabilité.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il n'était pas chargé que de cela, mais il était mon chef de service, il signait le carnet de comptabilité. Au point de vue général, c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue, nous nous trouvions sous les ordres du ministre qui avait dit cette parole : « L'incident est clos ». J'étais en droit, et nous étions tous en droit, de considérer cet incident comme clos. J'avoue que, pour ma part, j'en étais enchanté, parce que j'étais arrivé au bureau dans des conditions exceptionnelles. Je me trouvais, moi qui étais capitaine et qui n'avais que quatre ans de grade, à la tête du service le plus important de l'Etat-major de l'armée, service qui avait été dirigé jusque-là par un officier supérieur et je me croyais appelé, si j'avais de la chance, en tout cas de la bonne volonté, et j'en avais, à remettre sur pied l'œuvre de Sandherr. Et on voudrait que moi, avec les sentiments dans lesquels je me trouvais, je me sois mêlé de faire renaître sous mes pas cette affaire Dreyfus, au sujet de laquelle je n'avais qu'un désir, qui était de m'en débarrasser ! C'est bien invraisemblable. Dans tous les cas, l'illusion que je m'étais faite en pensant que nous étions débarrassés de cette affaire Dreyfus fut de courte durée parce que, moins d'un mois après, Mme Bastian, puisqu'il faut en revenir à elle, avec laquelle je n'avais plus eu de relations, mais qui ne cessait d'écrire parce que, en rompant des relations avec elle, on lui avait en même temps rompu ses mensualités, et quel que soit le dévouement de Mme Bastian, le fait qu'on lui avait supprimé ses mensualités lui faisait de la peine, Mme Bastian

écrivait constamment, non pas à moi, mais au chef d'Etat-major, au ministre, à tout le monde, disant qu'on la laissait mourir de faim. En effet, elle se trouvait dans une situation précaire ; on lui avait fait perdre sa place chez ses anciens maîtres et, du même coup, celle qu'elle avait chez nous. Elle se trouvait donc dans une situation extrêmement gênée. Les lettres que j'ai reçues, j'en ai toujours rendu compte, je les ai toujours montrées ; jamais Mme Bastian n'a reçu aucune réponse. Elle écrivait également à l'intermédiaire à l'aide duquel nous correspondions avec elle auparavant. Eh bien, le 1^{er} janvier 1900, Mme Bastian me fait connaître qu'elle a été l'objet d'une nouvelle demande, extraordinaire, telle que si elle n'avait pas été confirmée depuis, je ne l'aurais pas cru. Je suis obligé de me montrer extrêmement discret sur ce point...

M. LE PRÉSIDENT. — Tout le monde le comprendra.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — ...Parce que cette demande auprès de Mme Bastian n'était pas faite par des Français.

Les déclarations de Mme Bastian furent confirmées un peu plus tard, le 4 et le 10, par d'autres lettres. J'en rendis compte immédiatement comme je rendais compte de toutes les lettres que je recevais de Mme Bastian, à plus forte raison de renseignements du genre de ceux-ci. Le 4 janvier exactement, j'ai rendu compte, je n'ai pas pu rendre compte avant parce que c'était la fête du Jour de l'An et que le colonel Hache était absent. Nous sommes allés avec le colonel Hache et le général de Lacroix chez le général Delanne. Le général Delanne nous a rappelé les ordres donnés, de ne nous occuper en rien de l'affaire Dreyfus ; et, sur l'observation qui lui fut faite que des renseignements de la nature de ceux que nous venions de communiquer pouvaient nous parvenir — car on ne peut pas empêcher les gens d'écrire —, et que nous ne pouvions pas prendre la responsabilité de garder des renseignements de cet ordre par devant nous, il fut convenu que nous ne rechercherions rien, mais que nous rendrions compte de tout ce qui nous parviendrait ; et je suis sorti du cabinet du chef d'état-major ce jour-là, 4 janvier, avec l'ordre : « Ne vous occupez jamais de l'affaire Dreyfus ; seulement, rendez compte de tout ce que vous apprendrez à ce sujet. » Je ne suis jamais sorti de cette ligne de conduite.

Telle était la situation au commencement de janvier.

Dans le commencement de février, j'apprends par des personnes, absolument étrangères au service, en particulier par un ami que j'avais et qui a des relations dans la presse sans être journaliste, un certain nombre de faits; le premier c'est que M. Joseph Reinach s'occupe de savoir ce qu'était devenue Mme Bastian pendant le procès de Rennes et d'établir que nous l'avions séquestrée. Je ne sais pas si c'est exact, mais je ne puis pas m'empêcher aujourd'hui de rapprocher ce renseignement, que j'avais à l'époque, du renseignement que nous donne M. Toms dans sa déposition quand il nous dit qu'au commencement de janvier 1900, il avait acquis la preuve que nous avions séquestré Mme Bastian pendant le procès de Rennes; et en faisant ce rapprochement, je me permets de penser que les enquêtes de M. Joseph Reinach et celles de la Sûreté Générale n'étaient peut-être pas différentes.

En tous cas, j'apprends quelques jours après, ou le jour même, que M. Joseph Reinach s'occupe également de recueillir des renseignements sur le prétendu faux témoignage de Czernuski pendant le procès de Rennes; je rapproche cela, ou on me le fait rapprocher, parce que c'est une chose qui m'avait échappé, d'un entrefilet d'un journal italien de Gênes, le *Caffaro*, dans lequel M. Joseph Reinach, reçu à Gênes, par la rédaction de ce journal, avait dit qu'un Autrichien — ce n'est pas moi qui parle, c'est le journal — du nom de Mosetig, en prison à Vienne, pouvait faire la preuve que le témoignage de Czernuski était un témoignage faux et un témoignage acheté. Voilà le deuxième renseignement que j'avais.

Un troisième témoignage fut, qu'à la même époque, M. Mathieu Dreyfus avait fait un voyage à Vienne, c'est une chose que tout le monde savait. Enfin un dernier fut que M. Berthold Frishauer, correspondant à Paris de la *Neue Freie Press*, qui avait été expulsé de France quelque temps auparavant pour avoir écrit des articles injurieux pour la France et pour son armée, venait d'y rentrer, voyant son arrêté d'expulsion rapporté, et qu'il était porteur d'une déclaration dudit Mosetig établissant que le témoignage de Czernuski était un témoignage faux.

Voilà la situation au commencement de février; si je l'examine, qu'est-ce que je vois? Je vois d'abord que l'incident

est peut-être infiniment moins clos qu'on ne le croit, mais je vois également que ceux qui cherchent à rouvrir cet incident sont des individus dont c'est absolument le droit, dont je n'ai rien à dire. Rien ne paraissait donc pouvoir intéresser mon service dans cette affaire. Il y avait bien l'histoire de la prétendue séquestration de Mme Bastian pendant le procès de Rennes; mais cela me paraissait tellement phénoménal que je n'y attachais pas d'importance; il y avait bien le fait que nous connaissions, un Mosetig effectivement en prison à Vienne, mais comment aurions-nous pu faire une liaison entre Mosetig et l'affaire Dreyfus? C'était une chose absolument impossible.

Quant à Czernuski, nous n'en avons jamais entendu parler avant le procès de Rennes, il nous était absolument inconnu.

Voilà donc la situation à la fin de février. Dans les premiers jours de mars, elle va prendre tout d'un coup un caractère tout autre et se préciser. Je demande au Conseil la permission d'interrompre un moment mes explications.

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

La séance est reprise à deux heures quinze.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Puis-je continuer mon récit?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Si je reprends à l'endroit où je suis resté de mon récit, c'était la fin de février. J'ai précisé la situation à cette date; j'ai dit, en résumé, qu'il y avait des indices montrant que l'incident n'était pas clos et montrant également que ceux qui cherchaient à le rouvrir étaient des particuliers dont c'était le droit, et que notre service ne pouvait pas être atteint, d'une façon sérieuse tout au moins.

Au commencement de mars, la situation va changer et elle va se préciser dans un sens déterminé. En effet, (c'est à Mme Bastian que je suis obligé de revenir en ce moment) pendant ce temps, Mme Bastian n'avait cessé d'écrire; un jour vint où elle écrivit une lettre tellement désespérée que le ministre donna l'ordre de la recevoir, Mme Bastian fut convoquée au ministère (je crois que c'était le 7 mars) et reçue dans l'après-midi. Elle fut reçue, conformément aux

ordres du ministre, en présence du général de Lacroix, du colonel de Fontenillat, et de moi. Voilà entre parenthèses comment j'ai renoué mes relations, malgré les ordres du ministre, avec Mme Bastian.

Mme Bastian, reçue au ministère, précisa les déclarations qu'elle avait faites à diverses reprises antérieurement, d'une façon nette, définie, de sorte qu'il n'y avait pas de doute à avoir sur leur exactitude ni sur leur nature. Je laisse Mme Bastian de côté, je n'aurai pas à y revenir.

Ceci se passait le 7 mars. Il fut fait, d'ailleurs, de cette entrevue avec Mme Bastian, le même jour ou le lendemain, un procès-verbal résumé, lequel fut remis par le général de Lacroix, en suivant la voie hiérarchique, et parvint jusqu'au ministre; il doit exister quelque part, mais je n'en sais rien.

Nous sommes le 7 mars. Le 12 mars se produisit un fait capital sur lequel je vais appeler, mon général, toute votre attention. C'est ce jour-là, 12 mars, que le capitaine Mareschal revint de Nancy, apportant les déclarations de Wessel, déclarations indiquant que Tomps, fonctionnaire de la Sûreté Générale, travaillait à établir que le témoignage de Czernuski, au procès de Rennes, avait été un témoignage faux, que ce témoignage avait été payé par l'Etat-major de l'armée.

Avant d'aller plus loin, il y a trois personnages sur lesquels il faut que je vous donne quelques renseignements sans lesquels mon récit serait incompréhensible : Mathilde Baumler, Wessel et Przyborowski.

Mathilde Baumler est une étrangère, je n'ai pas besoin de vous dire sa nationalité. Elle a été condamnée... condamnée je n'en sais rien, poursuivie, je le sais, pour une affaire de mœurs; c'est une aventurière. Bien de sa personne, intelligente, ayant le génie et le goût de l'intrigue, ses ressources sont l'escroquerie, la trahison; et quand ces deux branches de son commerce ne marchent pas suffisamment, elle y joint la prostitution. Mathilde Baumler, par un moyen que j'ignore, à une époque que je ne sais pas, est devenue l'amie du commissaire de police Tomps, et la rabatteuse de M. Tomps, à l'époque où celui-ci s'occupait du service des renseignements. Elle a rendu à M. Tomps de grands services, et, grâce à elle, (je le reconnais et je l'ai toujours fait) M. Tomps nous a rendu de grands services.

C'est Mathilde Baumler qui, en particulier, a amené à la trahison, pour n'en citer que deux, — les deux qui sont en jeu dans cette affaire — Wessel, au commencement de 1896, et Przyborowski, au mois de mars 1899. Peu de temps après, en 1900, Mathilde s'est mariée avec Wessel mais cela n'a pas d'importance.

Wessel, lui, est un lieutenant du génie d'une armée étrangère; inutile de dire que, puisqu'il est en relations avec nous, c'est un traître; c'est, par dessus le marché, un escroc, un faussaire et un souteneur...

M. LE PRÉSIDENT. — Comme tous les espions à peu près.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Pas tous.

Wessel dut donner sa démission en 1898, au commencement de l'année 1898, parce que ses agissements n'avaient pas été, à un moment donné, sans éveiller l'attention de ses chefs et de ses camarades, il crut prudent de disparaître et il fit bien. Les relations avec Wessel cessèrent à ce moment-là, parce qu'il ne pouvait plus rien nous fournir; mais, au bout de l'année 1898, Wessel, ayant perdu au jeu tout l'argent de ses trahisons, s'en vint avec Mathilde à Paris, un beau jour, et demanda si on ne pouvait pas le reprendre au service des renseignements... Je parle d'une époque antérieure à mon arrivée...

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle époque à peu près?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — A la fin de 1898.

Wessel fut effectivement repris, il fut chargé d'une mission; cette mission ne fut pas extrêmement heureuse, et, d'autre part, Wessel était un individu qui avait des prétentions telles, au point de vue pécuniaire, qu'on dut rompre avec lui. Mathilde et Wessel furent perdus de vue pendant un certain temps, pendant toute l'année 1899. On savait seulement qu'ils fréquentaient Ostende, Monte Carlo, Nice, etc... qu'ils menaient en somme la vie de rastaquouères et qu'ils vivaient de cela. Malheureusement pour Wessel, à la saison d'Ostende, en 1899, il commit une escroquerie compliquée d'un faux au préjudice d'un officier, son compatriote. La puissance à laquelle appartient Wessel, qui était au courant de ses trahisons, tenait beaucoup à se procurer Wessel; naturellement, elle profita du délit de droit commun que Wessel venait de commettre pour demander son extradition à la Belgique, où il était. Wessel fut arrêté le 4 novembre 1899 à Bruxelles et enfermé à la prison de Saint-Gilles.

Passons à Przyborowski.

Przyborowski, c'est, vous le savez, un fonctionnaire supérieur des chemins de fer dans son pays, c'est également un étranger, mais il appartient à une autre nationalité que Wessel ; je dois dire que je ne sais pas si c'est exact, mais ce qui est bien certain, c'est qu'il a des relations dans le monde des chemins de fer, cela n'est pas douteux.

Przyborowski fait la connaissance de Mathilde Baumler, à Monte-Carlo, dans l'hiver 1898-1899. C'est à ce moment-là que Mathilde l'amena à la trahison, comme elle avait amené Wessel et tant d'autres. Elle le présenta à Toms, lequel le mit en rapport avec le colonel Rollin. C'est comme cela que Przyborowski a été à un moment donné notre agent.

En même temps que Wessel était recherché par son gouvernement pour faux et escroquerie, Przyborowski était recherché par le sien pour corruption de fonctionnaire et, chose curieuse, il fut arrêté à Bruxelles le même jour que Wessel.

Il y a un détail que j'ai oublié de donner sur Mathilde Baumler, c'est que, depuis que Mathilde Baumler a cessé d'être employée dans le service des renseignements français, tous les agents avec qui elle avait été mise en relations ont été arrêtés. Je crois inutile de donner leurs noms, bien que ceux-ci aient paru à plusieurs reprises dans les journaux.

Ainsi, du trio Mathilde, Wessel et Przyborowski, à la fin de l'année 1899, Wessel et Przyborowski sont en prison, et Mathilde seule est libre. Voilà leur situation à la fin de 1899.

A la fin de décembre 1899, Mathilde s'en va faire une saison à Nice. Elle passe par Paris. Le 1^{er} janvier elle m'écrit pour me donner un rendez-vous. Je me méfiais beaucoup de Mathilde. Je vous ai dit tout à l'heure que tous les agents qui avaient été en relations avec elle avaient été successivement arrêtés. Cela avait quelque chose de louche. Je dis à Mathilde qu'elle eût à faire sa communication par écrit, elle insista par une nouvelle lettre que je reçus le 4 ; j'ai fini par céder et, le 5, je lui ai envoyé quelqu'un. Mathilde lui a donné des détails sur l'arrestation de Wessel et de Przyborowski et, enfin, sur l'arrestation d'un troisième personnage qu'il est inutile de nommer, puisqu'il a été acquitté par la Justice de son pays. Elle nous propose diverses affaires,

elle nous propose de nous mettre en relations avec un sous-officier et, en particulier, de prendre à notre service la maîtresse de Przyborowski.

Comme je vous le disais, mon général, nous étions très méfiants au sujet de cette Mathilde Baumler. Je refusai d'entrer en relations avec elle. Pour nous en débarrasser, je crois que nous lui donnâmes 100 ou 200 francs, dont on retrouvera la trace sur notre comptabilité. Avec cette somme Mathilde s'en fut.

Comme je me méfiais beaucoup de cette femme, je le répète, je pris la précaution, le 16 ou le 17 janvier 1900, de préparer à la signature du chef d'Etat-Major, si je me rappelle bien, mais dans tous les cas une lettre officielle adressée à la direction de la Sûreté Générale pour lui signaler que Mathilde était à Nice et mettre cette administration en garde contre les agissements de Mathilde, justement à raison de ce fait que tous ces agents se trouvaient arrêtés.

Voilà donc la situation de Mathilde à ce moment là : Mathilde est à Nice ; je n'en entends plus parler, lorsque, le 9 février, se produit un coup de théâtre extraordinaire, Wessel avait été extradé à la fin de janvier 1900. L'extradition de Przyborowski fut refusée.

Il y a un mot que je tiens à vous dire à ce sujet, et que j'allais oublier.

M. Toms nous a accusés en disant que, pendant que Wessel et Przyborowsky étaient à la prison de Saint Gilles à Bruxelles, nous n'avions rien fait pour empêcher l'extradition de ses agents. D'abord, je dois faire remarquer que Wessel n'était plus notre agent depuis une année, que, par conséquent, nous n'avions plus à nous en occuper, qu'on ne peut pas exiger du service des renseignements qu'il se fasse, surtout à l'étranger, le protecteur de toutes les canailles qu'on est obligé d'employer, sous prétexte que ces canailles commettent des délits de droit commun. Ce serait aller un peu loin. Nous n'avions pas, en réalité, à nous occuper de ces agents, ni même à la rigueur de Przyborowski. Malgré cela, nous l'avons fait. La correspondance du service des renseignements avec notre représentant de Bruxelles en fait foi. Nous avons tout fait pour empêcher Wessel et Przyborowski d'être extradés, ce que nous n'étions pas obligés de faire. Le procédé que nous avons employé a été de faire passer dans la presse belge des indications donnant les véritables motifs

pour lesquels chacun de ces agents était réclamé par son gouvernement. Il m'est permis de penser que le procédé qui a été ainsi employé par nous est le même que celui qu'a pu employer M. Tomps, mais que j'ignore cependant.

Przyborowski était en prison à Bruxelles. Il reçut un jour... C'est une chose qui ressort d'une déclaration qui doit se trouver quelque part, je ne sais où... Il reçut un jour, dans la prison de Saint Gilles, la visite d'un monsieur. Ce monsieur a dit qu'il s'appelait M. Haverna, qu'il était avocat à Paris, rue de Ponthieu. Il s'occupait de Przyborowski et voici dans quel sens. Il a demandé à Przyborowski ce qu'il avait pu nous déclarer à nous, service de renseignements, relativement à l'arrestation de J., qui était en prison à Vienne. Je ne tiens pas compte de la déclaration d'une canaille comme Przyborowski.

Donc, M. Haverna s'est occupé de cela et également d'une histoire de bague et de bracelet sur laquelle j'aurai peut-être à revenir plus tard. Enfin, il s'est surtout intéressé de savoir quelles étaient les affaires que Przyborowski pouvait avoir faites avec nous. Voilà tout ce que M. Haverna a demandé à Przyborowski. Or, je ne sais pas si M. Haverna est avocat à Paris, mais ce que je sais bien, c'est qu'il est à la Sûreté générale sous les ordres de M. Tomps.

Donc, nous avons fait, pour empêcher Wessel et Przyborowski d'être extradés, tout ce que nous croyions devoir faire. Enfin, Wessel fut extradé et Przyborowski ne le fut pas.

Je vous disais donc que Mathilde était à Nice lorsque, le 9 janvier, je reçois de Wessel une dépêche stupéfiante. Wessel venait d'accomplir une évasion vraiment audacieuse et il se trouvait à Nice.

Donc, si je prends la situation à cette date, Mathilde et Wessel sont à Nice; Przyborowski est libre, je ne sais pas où. Nous ne répondons même pas à Mathilde; nous ne lui accusons pas réception de la dépêche de Wessel, lorsqu'à la fin de février, le 29, Wessel débarque à Paris, muni de 100 francs que lui avait donnés Mathilde et il demande à entrer en relations avec nous. Tout aussi méfiants au sujet de Wessel que nous pouvions l'être au sujet de Mathilde, tout d'abord, nous refusons. Cependant, nous n'étions pas riches d'agents à ce moment là et nous en avions besoin pour nous procurer des documents d'une grande importance, des documents qui

avaient trait à des constructions de matériel d'artillerie, documents qu'on n'avait pas le moyen de se procurer.

Enfin, on s'abouche avec Wessel, avec l'autorisation du chef d'Etat-Major, je n'ai pas besoin de vous le dire, mon général, et le capitaine Mareschal va le trouver à un rendez-vous. Là Wessel commence par lui déclarer qu'il tient de M. Toms que le Gouvernement de son pays a représenté au Gouvernement français la même demande d'extradition qu'il avait précédemment présentée au Gouvernement belge et qui, dans la pratique, avait eu si peu d'effet. Mareschal crut de bonne foi pouvoir lui dire : « Mais la France ne veut pas vous extraditer, après tout ce que vous avez fait pour elle ; par conséquent, vous pouvez être tranquille. »

On traita donc avec Wessel, qui redevint notre agent. Wessel disait : « Je ne peux pas vous servir directement, je ne peux pas rentrer dans mon pays, mais, cependant, j'ai des relations et j'ai actuellement sous la main, à Nice, un individu bien placé qui pourra vous donner tout ce que vous voudrez ; il est à la côte, il a perdu tout ce qu'il avait au jeu. » Or, cet individu, par son grade et par la garnison où il se trouvait, pouvait très bien nous donner les documents que nous cherchions alors ; dans tous les cas, on ne risquait pas grand chose, puisque, en somme, on ne devait payer que contre livraison des documents.

Wessel repart pour Nice, ne fait que toucher barre à Nice, et va à Nancy où il donne rendez-vous à Mareschal le 8, sous le prétexte qu'il avait besoin de renseignements pour compléter la mission de son camarade. Mareschal va à Nancy, et c'est à cette entrevue de Nancy que Wessel a remis au capitaine Mareschal la déclaration que le capitaine Mareschal n'a pas sollicitée, que Wessel a faite de son plein gré, et dans laquelle déclaration Wessel lui dit... il y a deux déclarations de Wessel, la première relative à cette affaire de Mosetig, qui est sans intérêt, et la deuxième établissant que M. Toms s'employait avec Przyborowski pour avoir de lui une déclaration de la fausseté du témoignage de Czernuski. Przyborowski devait recevoir de M. Toms, à titre d'à-compte, une somme de 5.000 francs, puis d'autres sommes. On a accusé le capitaine Mareschal d'avoir dicté à Wessel cette déclaration. Et pourquoi a-t-on accusé le capitaine Mareschal d'avoir dicté cette déclaration ? Evidemment, dans l'esprit de l'accusation, c'est pour nous faire une arme au cas où nous serions

un jour accusés officiellement d'avoir acheté le témoignage Czernuski. Eh bien, pourquoi le capitaine Mareschal aurait-il parlé le premier à Wessel d'une affaire ayant trait à l'affaire Dreyfus? Est-ce qu'on pouvait s'imaginer que Wessel, qui, effectivement, ne sait rien, est-ce qu'on pouvait s'imaginer que Wessel pût savoir quelque chose sur cette affaire?

Il faut donc que Wessel en parle le premier. D'autre part, je sais bien que Wessel est revenu sur sa déclaration et a dit que c'était le capitaine Mareschal qui lui avait dicté sa déposition. Le capitaine Mareschal qui est ici a toujours affirmé que Wessel lui avait fait cette déclaration de son plein gré. On me permettra tout de même de ne pas hésiter entre la déclaration du capitaine Mareschal et celle d'une canaille comme Wessel.

Par conséquent, le capitaine Mareschal est en possession de cette déposition de Wessel et il rentre à Paris. Je mets le colonel Hache au courant des faits qui viennent de se produire; je lui fais un compte rendu, comme je n'ai jamais manqué de le faire; je montre la déclaration de Wessel. On trouve, je dois l'avouer, la situation, sinon grave, du moins étrange. Je vois le général de Lacroix qui me dit : « Je vais appeler sur ce point l'attention du général Delanne, je lui en parlerai demain ». Le lendemain, avant que le général de Lacroix n'ait été faire le compte rendu avec le général Delanne, je recevais de M. Millevoye, député de Paris, que je ne connaissais pas, que je n'avais jamais vu, une lettre que lui avait adressée un ancien agent du service des renseignements, un nommé Lajoux, qui a joué un certain rôle et dont le nom est connu. Ce Lajoux venait de faire, avec Toms et un autre fonctionnaire de la Sûreté générale, un voyage à Madrid qui est resté suffisamment célèbre. Tous trois s'étaient mis à la recherche de l'espion allemand, de l'agent provocateur Cuers... Je laisse de côté cette affaire de Madrid, qui n'a rien à voir avec celle qui nous occupe en ce moment. J'en parle simplement pour montrer l'état des renseignements que nous possédions à ce moment-là.

Je dois ajouter qu'après avoir fait connaître au colonel Hache et au général de Lacroix la lettre que je venais de recevoir de M. Millevoye, j'ai reçu l'ordre de faire un rapport écrit. Mes chefs estimèrent que la situation était suffisamment grave pour qu'on ne se contentât pas d'un compte

rendu verbal. C'est ainsi que je dus faire un rapport écrit.

L'accusation me dit : « Vous avez saisi la première occasion qui se présentait pour mettre le feu aux poudres, pour faire un rapport ». — J'ai reçu l'ordre de le faire et je l'ai fait. Dans ce rapport, j'énumérais un certain nombre de faits, douze exactement autant que je puis me le rappeler, qui tendaient à prouver que l'affaire Dreyfus était sur le point de se rouvrir ou que l'on travaillait à la rouvrir. Je citais la lettre de Lajoux, la déclaration de Wessel, et je terminais en disant simplement ceci — sans même indiquer mon avis que, d'ailleurs, on ne me demandait pas. Je n'ai pas le texte présent à l'esprit et je cite de mémoire : « L'Etat-Major de l'armée, impuissant à se défendre par lui-même des menées dont il est l'objet de la part d'une administration publique (je pensais à Toms de la Sûreté Générale) n'a qu'une chose à faire, c'est d'en rendre compte à ses chefs ». Voilà comment se terminait le rapport du 14 mars. Il fut mis sous les yeux du général Delanne. Je n'ai pas à apprécier la conduite du général Delanne, cela ne me regarde pas. Je n'ai fait qu'exécuter les ordres reçus. Le ministre fut tenu au courant et il donna l'ordre au général Delanne de brûler ce rapport, et le rapport fut brûlé.

Si je résume la situation au 14 mars, comme je l'ai fait pour la situation à la fin de février, qu'est-ce que je vois ? Je vois que trois faits nouveaux, dont deux très importants, viennent de se produire. Je vois qu'il ne s'agit pas maintenant, travaillant à la reprise de l'affaire Dreyfus, à rouvrir cet incident que le ministre a entendu clore, je ne vois pas des individus, des particuliers, dont je répète, c'est absolument le droit, s'occuper de cette affaire, mais je vois des fonctionnaires appartenant à une administration publique qui s'emploient à rouvrir cette affaire. Je le vois par le voyage à Madrid et par la déclaration de Wessel. Je vois de plus, et je m'en tiens à la déclaration de Wessel, que cette réouverture de l'affaire Dreyfus m'a l'air, même en éliminant les affaires de séquestration de Mme Bastian, etc., de devoir bien se passer sur notre dos. Or, quel est mon devoir, à moi, chef du service des renseignements, en présence d'une semblable situation ? Je ne pouvais pas pourtant garder pour moi ce que je savais, il fallait bien que j'en rende compte ; et c'est ce que j'ai fait, rien autre chose.

M. LE PRÉSIDENT. — Un simple mot pour éclairer les juges. Le général Delanne a brûlé le rapport parce qu'il y avait des ordres absolument formels du général de Galliffet.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est ainsi que je l'ai interprété. Lorsque le général de Galliffet a dit que l'incident était clos, il a entendu qu'il le fût pour tout le monde.

M. LE PRÉSIDENT. — Il l'a dit et redit, et il a donné un ordre militaire. Ce n'est pas une objection que je vous oppose.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est exact, le général Delanne, en brûlant le rapport, a cru exécuter et a exécuté les ordres du Ministre, cela ne fait pas de doute. Pas plus maintenant que tout à l'heure, dans la question de comptabilité, je n'ai cherché à incriminer le général Delanne. J'ai fait simplement un récit. Ce que je dis n'est pas pour dégager le général Delanne, c'est un fait brutal, c'est l'ordre formel du général de Galliffet.

La situation est donc telle au 14 mars. Pendant ce temps Wessel était resté à Nancy, négociant son affaire de documents, puis il était reparti à Nice ; le 9 avril, je crois, je reçois une dépêche du capitaine Mourier, notre représentant à Nice, chef du service des renseignements là-bas, me disant que la police venait d'arrêter Wessel. J'en fus très surpris parce que la Sûreté Générale, par Toms, ne pouvait ignorer la situation de Wessel vis-à-vis de nous à ce moment-là puisque Toms avait vu Wessel et lui avait dit lui-même qu'il était l'objet d'un mandat d'extradition.

La première fois que Wessel avait été à Nancy, au mois de février, j'avais mis le capitaine Mourier au courant de la situation de Wessel ; mais Wessel arrêté, on nous a reproché beaucoup de choses, on nous a dit notamment . « C'est vous qui l'avez fait arrêter. » Outre que je repousse de toutes mes forces une accusation de ce genre tendant à faire croire que nous avions fait arrêter nos agents, le fait est absolument impossible. On nous dit : « Vous l'avez fait arrêter parce que vous avez obtenu de lui à Nancy, le 14 mars, une déclaration tendant à vous dégager ; comme elle était fausse elle ne vous était plus utile ou il fallait que Wessel disparût. »

Or, je n'ai jamais fait arrêter Wessel. Lorsque le capitaine Mareschal a dit à Wessel qu'il pouvait retourner à Nice, c'était le 29 février. Or, la déclaration de Wessel est du

6 mars. Le 29 février est le jour où le capitaine Mareschal réembauche Wessel pour une affaire qui lui semblait importante. Il lui dit : « Vous pouvez retourner à Nice ». Comment aurait-il pu savoir que le 10 mars il lui ferait une déclaration du genre de celle qu'il lui a faite ?

Indépendamment de cela, lorsque Wessel a été arrêté à Nice — tout d'abord je dois dire que je n'ai su qu'à l'instruction que le mandat d'extradition visant Wessel était spécial au département des Alpes-Maritimes — je ne pouvais m'imaginer qu'il pouvait être moins en sûreté à Nice qu'à Nancy, je m'imaginais au contraire qu'il devait être plus en sûreté à Nice qu'à Nancy, puisque Nancy passe pour être visité par les agents du pays de Wessel. Quand on nous dit : « Vous n'avez pas eu d'autre préoccupation que de vous emparer de ses papiers », je réponds par ce qui s'est passé.

Wessel avait correspondu avec nous, il avait en particulier des lettres du capitaine Mareschal, il avait toutes sortes de documents, il fallait s'en assurer, c'est ce qu'on avait toujours fait, car il y a là quelque chose de compromettant; si l'extradition avait lieu, il ne fallait pas que les papiers tombent entre les mains des autorités de son pays d'origine. C'est alors que je fus trouver le chef d'Etat-Major et le mis au courant de la situation, en même temps que je lui dis de s'assurer des papiers de Wessel. Je lui dis : « On pourrait faire intervenir le Ministre pour empêcher l'extradition de Wessel. » Le général Delanne n'a pas cru devoir me suivre sur ce point, on s'est borné aux papiers et on a envoyé le capitaine Fritsch chez le Garde des Sceaux pour lui demander de bien vouloir écrire au Procureur de la République de Nice d'envoyer au ministre de la Justice les papiers saisis chez Wessel. On demanda en même temps au Garde des Sceaux s'il pouvait faire remettre Wessel en liberté.

Le garde des Sceaux répondit qu'il ne pouvait donner au procureur de la République des instructions pareilles. Ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était d'accréditer le capitaine Fritsch auprès du procureur de la République de Nice, avec lequel il s'arrangerait.

On dit : « Vous n'avez pas eu d'autre pensée que de vous assurer des papiers et d'envoyer le capitaine Fritsch à Nice ». Or, on n'y pensait pas du tout, on a été purement et simple-

ment chez le garde des Sceaux pour le prier d'envoyer les papiers à Paris.

Enfin le capitaine Fritsch part le 11 au soir, il voit le procureur de la République de Nice avec le capitaine Mourier le 12. Le procureur de la République lui dit : « Quant aux papiers, je ne les ai pas, parce que le mandat d'extradition n'est pas accompagné d'un mandat de saisie ». Il paraît qu'il en faut un, quant à moi je n'en savais rien, je ne suis pas compétent, je dis simplement ce qu'il y a dans le procès-verbal. Le procureur de la République ajouta : « Mais si vous y tenez il y aurait un moyen, nous allons faire venir le commissaire spécial et nous lui demanderons s'il pourrait se les procurer. »

Le procureur de la République fait venir le commissaire spécial. Celui-ci, par des procédés que je ne connais pas, revient le lendemain avec les papiers de Wessel et les remet non pas au capitaine Fritsch, mais au procureur de la République, qui les remet lui-même au capitaine Fritsch.

Voilà comment s'est faite la remise des papiers. Le capitaine Fritsch n'a pas été chez Mathilde ouvrir ses malles et cambrioler.

Le commissaire de police spécial les a remis au procureur de la République qui les a remis lui-même au capitaine Fritsch.

Voilà pour la première requête en ce qui concerne les papiers; quant à la deuxième requête, quand le capitaine Fritsch lui en cause, le procureur de la République lui dit : « Je ne comprends pas, comment se fait-il que sur une question de ce genre, le service des renseignements et la Sûreté Générale ne marchent pas d'accord? Il a été facile d'arrêter Wessel, il sera plus difficile de le remettre en liberté ».

Le capitaine Fritsch manifeste son étonnement; le procureur de la République lui dit qu'il a été obligé d'arrêter Wessel parce que le Préfet de Nice lui en a fait la requête et lui a transmis les ordres de la Sûreté Générale. Très étonné de cette déclaration, le capitaine Fritsch et le capitaine Mourier se présentent à la Préfecture de Nice, où le préfet leur montre deux lettres de la Sûreté Générale, je crois, invitant le préfet à faire procéder à l'arrestation de Wessel. Donc, la Sûreté Générale avait cherché elle-même à

arrêter Wessel. Il fut dressé de toute cette histoire, en particulier de l'existence des lettres de la Sûreté Générale, un procès-verbal signé des capitaines Fritsch et Mourier qui doit exister quelque part; d'ailleurs, le capitaine Mourier est cité comme témoin, il pourra s'expliquer sur ce sujet.

Il y a plus encore sur le fait d'avoir cherché à faire arrêter puis extraditer Wessel. Lorsque je fus en possession des papiers de Wessel et amené à les dépouiller, je trouvai dedans une copie authentique, intégrale, de la requête adressée par le gouvernement de Wessel au gouvernement belge pour obtenir son extradition. Je pensai que la requête adressée par ce gouvernement au gouvernement français pouvait être la même; je me mis à étudier les documents. Il en ressortait que Wessel était en réalité recherché sous un prétexte tout autre que celui d'escroquerie et de faux qui était indiqué, mais que, même dans ce dernier cas, rien n'était plus simple que de ne pas accorder la demande d'extradition; et j'ai rédigé, le 27 avril, un rapport pour le ministre en disant qu'à mon avis, à aucun point de vue, Wessel ne pouvait être extradé.

Voilà comment nous avons cherché à faire arrêter Wessel, et voilà la vérité.

Bref, les lettres de Wessel sont en notre possession. J'étais parti de Paris moi-même le 14, pour une autre affaire qui se passait à Monte-Carlo; en rentrant, je m'arrête à Nice; le 17, je vois le commissaire spécial de Nice et le commissaire central, que je connaissais beaucoup parce que j'ai été à Nice pendant longtemps; je crois même que j'ai déjeuné avec eux; ils pourront dire les termes dans lesquels je leur ai parlé de Wessel et si j'ai eu l'air d'être chaudement content de le voir arrêté et prêt à être extradé; ils pourront même dire ce que je recherchais dans les papiers de Wessel. Dans tous les cas, les lettres sont en notre possession : je dépouille les papiers et je trouve les deux lettres de M. Toms. Elles sont connues, elles sont au dossier; en tout cas, il ressortait de la lecture de ces deux lettres que M. Toms correspondait avec Mathilde Baumler, son agent, précisément au sujet de Czernuski, Przyborowski, dans le sens dans lequel Wessel nous avait fait sa déclaration. Comment voulait-on qu'en possession de ces deux lettres,

j'interprète autrement que dans le sens que je viens de faire la lettre de M. Toms?

Il dit : « Mais, vous n'étiez pas visé, pourquoi vous êtes-vous ému? ». Nous n'étions pas visés! Il est question du général Mercier, c'est évident : « Il paraît que le général Mercier « serait le plus compromis », dit la lettre, si le général Mercier serait le plus compromis, cela veut dire qu'il y en a d'autres; et puis, M. Toms me permettra de lui dire qu'il a été bien démenti ensuite, car, dans toutes les élucubrations que les Przyborowski et autres ont fait publier, il n'est pas question du général Mercier. Mais je crois qu'on peut très bien s'apercevoir qu'entre les lignes il est question de l'Etat-Major.

Je rends compte à mes chefs de ces lettres le 20 ou le 21. Le 21, un dernier incident se produit : nous recevons une lettre de Przyborowski qui se trouvait à Paris sans que nous le sachions. Il donnait un rendez-vous au capitaine Mareschal à la Taverne royale; le capitaine Mareschal y va, Przyborowski lui dit : « Je vais quitter la France, mais, avant, j'ai des déclarations extrêmement importantes à faire à ce sujet. » Le capitaine Mareschal dit : « J'en ai déjà reçu beaucoup. Je ne veux plus en recevoir une seule. Si vous voulez venir en faire au ministère on les y recevra. » Przyborowski vient au ministère à trois heures; conformément à l'ordre qu'a donné le colonel Hache, il est introduit; je le reçois en présence de deux officiers, le capitaine Lambling arrivé au service la veille et qui ne pouvait pas, par conséquent, avoir l'idée sur ce sujet, et le capitaine Dupont qui ignorait toute cette affaire.

Przyborowski est introduit; je le préviens, conformément à l'ordre qu'on m'a donné, qu'il est libre de faire toutes les déclarations qu'il voudra, mais que je ne lui poserai aucune question. Przyborowski avait commencé son histoire, lorsqu'on apporte l'ordre de ne recevoir aucune communication de lui.

Przyborowski est éconduit et il écrit une lettre datée du 21, mise à la poste le 23, reçue le 24; si elle n'est pas au dossier, les défenseurs l'ont demandée. Przyborowski, dans cette lettre, fait des déclarations identiques à celles de Wessel, identiques quant aux démarches de Toms auprès de lui, identiques quant à la somme, identiques quant à l'ori-

gine de cette somme. Cette lettre ne nous apprenait rien de nouveau. Mais c'est justement parce qu'elle ne nous apprenait rien de nouveau qu'elle était capitale pour nous, parce que, entre le 10 mars, jour où Wessel a fait sa déclaration à Mareschal, et le 21 avril, jour où Przyborowski était à Paris, ces deux escrocs n'ont pu se rencontrer. Przyborowski est parti de Nice le 5 mars et n'a plus répondu; Wessel est resté à Nancy, ils ne se sont pas rencontrés. Or, quand deux menteurs comme Wessel et Przyborowski se trouvent d'accord sur quelque chose sans s'être concertés, cela ne peut-être que la vérité.

En admettant qu'on eût des doutes, quelle était la situation dans laquelle je me trouvais, moi chef de service des renseignements? J'élague tout le reste, qui ne fait que le fond du tableau (Mme Bastian, le voyage à Madrid); je me trouve en présence de deux déclarations concordantes, de deux canailles, c'est vrai, mais qui n'ont pu se rencontrer, et, pour donner le cachet de sincérité à ces déclarations, j'ai les lettres de M. Tomps, lettres d'un fonctionnaire. Comment ne pas interpréter comme je l'ai fait la situation? Tout cela ne montrait-il pas que l'affaire Dreyfus allait se rouvrir et se rouvrir sur notre dos, se rouvrir par l'intermédiaire de M. Tomps? Je ne pouvais conclure autre chose. Voilà ce qui s'est passé. A la suite de cela, on fait des rapports, on fait des procès-verbaux que l'on envoie au ministre. Le ministre ignore tout jusqu'à présent. La première fois qu'il est informé, il l'a été par le dossier qui lui est présenté par la Sûreté Générale. Il examine ce dossier. Il trouve que le capitaine Mareschal s'est trop avancé avec Wessel, il le remet à la disposition de son arme; moi aussi, quelques jours plus tard, je suis remis à la disposition de mon arme. Il est parti le 10, moi le 15; mais jamais, ni à l'un ni à l'autre, une question ne nous a été posée, jamais on ne nous a demandé un rapport. On a interrogé tout le monde, M. Tomps, Wessel, Mathilde Baumler... jamais on ne nous a rien dit, jamais on ne nous a posé une question. C'est comme cela que nous sommes partis. M. le commissaire du gouvernement a dit que nous avions quitté le Ministère à la suite de fautes graves. Je fais appel au colonel Hache, au général de Lacroix, et je demande si c'est à la suite de fautes

graves que nous avons quitté le Ministère. Des fautes graves, il n'y en a jamais eu.

M. le commissaire du gouvernement, après cela, passe à des faits qui se sont passés après mon départ du Ministère. Je veux prendre et je prends la responsabilité de tout ce que j'ai fait quand j'étais chef du service des renseignements, d'autant plus que, si c'était à refaire, je le referais : mais on me permettra d'arrêter là ma responsabilité, je ne suis pas responsable de ce qui a été fait quand j'ai été parti. On parle de paiements faits le 3 juin ; on parle d'interpellations faites à la Chambre, on dit que j'ai documenté deux députés. Je connais l'un d'eux parce que je me suis trouvé à dîner avec lui dans une maison amie ; l'autre, je ne l'ai jamais vu. On dit que je suis pour quelque chose dans la communication faite par le capitaine Fritsch des lettres de M. Tomps. Je ne répondrai qu'une chose : d'abord, je n'étais plus au service des renseignements, du jour où j'en ai été rayé, et je dirai mieux : j'aurais été chef du service des renseignements le jour où on a livré à la publicité les lettres de M. Tomps, cela ne se serait pas fait. Je prierai le colonel Hache de témoigner à cet égard. Voilà comment j'ai participé à des manœuvres après mon départ. J'ai terminé ma déposition.

Je demanderai à m'expliquer sur un dernier point parce que je ne veux rien laisser dans l'ombre et que j'entends sortir d'ici blanchi de toutes les accusations qui pèsent sur nous depuis cinq mois.

Un témoin, dans une déposition — c'est M. Tomps, puisqu'il faut le nommer — à trois reprises différentes a dit : « Au fond de cela il y a une affaire politique. » Et parce que nous avons saisi à Nice des lettres que je pense qu'il voudrait bien ne pas avoir écrites aujourd'hui, il dit que nous avons voulu battre en brèche la République ; même là-dessus, je tiens à m'expliquer. Il est arrivé à M. Tomps, dans cette affaire, quelque chose qui lui est arrivé, je trouve, bien souvent pour quelqu'un qui est dans sa fonction : il est mal renseigné. S'il avait été mieux renseigné, il aurait su que moi, pour ce qui me regarde, mes opinions sont connues de tous ceux qui m'approchent. J'ai été républicain dans l'armée à une époque où il y avait quelque mérite et peu d'avantages à l'être. Toute ma famille est républicaine

depuis qu'il y a une République en France, c'est-à-dire depuis cent ans. Un de mes oncles est mort à Arzew; mon père a vu sa carrière arrêtée sous l'Empire à cause de ses opinions, j'ai de grands-oncles qui se sont fait un nom pendant les campagnes de la République. Fort de ce passé, je peux regarder de haut les insinuations de M. Tomps.

Puisqu'on a voulu parler politique, il faut s'expliquer. Quelle était la situation? Nous avions, d'un côté un ministre de la Guerre qui vient dire : « L'incident est clos ». C'était un ordre formel en même temps qu'une déclaration. Le premier magistrat de la République avait dit : « Tous les bons citoyens doivent s'incliner devant le verdict de Rennes. » Le Parlement, l'opinion publique étaient d'accord pour faire l'oubli sur le procès de Rennes. C'était donc de ce côté qu'on voulait battre en brèche la République. Il y avait de l'autre côté, non seulement des particuliers, c'était leur droit, mais des fonctionnaires qui trouvaient que l'incident ne devait pas être clos, et que tous les bons citoyens ne devaient pas s'incliner devant le verdict de Rennes, qui n'étaient pas du même avis que le Parlement et le pays, et qui pensaient qu'il n'y avait pas lieu de faire l'oubli. C'est de ce côté au moins qu'était M. Tomps.

Eh bien, des deux côtés, quel était le bon? C'était, je crois, celui dans lequel je me trouvais. On a trouvé tant de choses étranges dans ma conduite au sujet de cette affaire; eh bien, quant à moi, il y en a une que je puis trouver étrange : c'est la précipitation, la hâte avec laquelle nous avons dû quitter le Ministère en 1900, sans que nous ayons été appelés à donner l'ombre d'une explication à personne pendant cinq ans, sans qu'on nous ait fait l'honneur d'une question, tandis qu'on interrogeait tout le monde de l'autre côté. Voilà ce que je trouve étrange, et, cette étrangeté, je l'interprète de la façon suivante : c'est que je pense qu'on n'avait qu'une hâte, qu'une envie, c'était de nous voir disparaître rapidement, parce que nous avions été mis par le hasard en possession des premiers fils... il devait y en avoir d'autres... d'une intrigue qui avait pour but de rouvrir une affaire close contre la volonté du Parlement et du pays, comme l'a reconnu le commissaire du gouvernement. J'ai terminé ma déposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons laisser de côté la ques-

tion de la lutte avec la Sûreté générale. C'est surtout sur ce point que vous vous êtes expliqué, et nous allons revenir aux faits dans lesquels vous avez été impliqué.

J'ai ici vos états de service, vos notes, et je n'ai pas besoin de vous dire que ce que tout le monde constate ici, c'est que vous êtes bien noté, qu'on y indique que vous êtes un officier très intelligent, remarquablement doué pour le Service des renseignements, cela ne fait pas de doute. On a fait des recherches à votre sujet; je dois dire qu'en somme on n'a rien à vous reprocher au point de vue de la moralité. Vous êtes célibataire, vous en avez usé, nous n'avons pas à entrer dans ces détails...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On s'en est malheureusement beaucoup occupé à l'instruction.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai été obligé de lire tout cela, de le parcourir, et l'impression que j'en ai n'est pas défavorable. Vous vous êtes occupé ardemment de votre service et des questions connexes; voilà tout ce qu'on peut y relever; votre honorabilité est intacte de l'examen approfondi d'une correspondance volumineuse. Je ne crois pas qu'on discute sur ce point.

Vous êtes poursuivi dans les mêmes conditions que celles que j'ai expliquées aux autres officiers, et les faits qui vous sont reprochés seraient couverts par l'amnistie. Voulez-vous nous préciser à quelle époque vous avez été employé au Service des renseignements?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est moi que le colonel Sandherr a choisi, en 1893, pour créer le service des renseignements de Nice. Je ne suis venu à Paris qu'au 15 décembre 1898.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous y êtes resté jusqu'à quand?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Jusqu'au 15 mai 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — Environ 15 mois. Pendant cette période, du 15 décembre 1898 jusqu'en 1900, vous avez été assez fréquemment chef du service intérimaire?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Pas fréquemment, une fois; une fois pendant les mois de juillet et août 1899, à l'époque où le colonel Rollin était malade. Le colonel Rollin a été malade à plusieurs reprises. Pendant qu'il était absent, tous les jours j'allais lui raconter ce qui s'était passé.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été mis à la direction du service en question de très bonne heure ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — A quelle époque le colonel Rollin a-t-il quitté le service ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — En octobre 1899, je crois.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel âge aviez-vous ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — 34 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été mis à la tête d'un service important, très jeune. Il s'agissait d'un service très délicat...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Ce n'est pas de ma faute (*rires*).

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai déjà indiqué comment l'affaire actuelle s'est trouvée engagée. Je rappelle votre lettre du 5 mars à Mareschal, à propos du réquisitoire du procureur général Baudouin du 4 mars. Je ne dis pas que Mareschal n'aurait pas fait sa lettre au ministre sans cela, mais vous avez poussé dans le sens en question. Je ne vous le reproche pas, je constate simplement. Vous avez même insisté, par un post-scriptum qui se trouve dans votre lettre, pour avoir une réponse... Vous avez cru que vous étiez engagé.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il ne faut pas donner à mon post-scriptum un sens qu'il n'a pas. Je l'ai mis pour m'assurer... Je sais que toutes les lettres qui partent n'arrivent pas... pour m'assurer qu'elle était arrivée.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous désiriez savoir s'il l'avait reçue, vous ne demandiez pas de réponse ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Pas du tout.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 7 mai, vous avez été interrogé par M. Atthalin, le même jour que Mareschal. Dans cette déposition, il n'est question que des faits dont vous venez de parler.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est le résumé de ce que je viens de dire tout à l'heure.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 8 mai, vous écrivez une lettre à un ami, M. Moutier. Monsieur le greffier, veuillez lire cette lettre.

M. le greffier lisant :

Mon cher ami,

Convoqué brusquement vendredi, j'ai déposé hier à midi devant la Cour de cassation. J'ai été entendu de deux façons.

1^o Devant la Chambre criminelle au sujet de différents faits. Suicide d'Henry, Valcarlos, etc., au sujet desquels j'ai dit que je ne savais rien et ensuite sur la séquestration de Mme B... pendant le procès de Rennes, sujet sur lequel j'étais très documenté, et sur la comptabilité des fonds secrets, où je l'étais aussi.

Ma déposition a duré 1 heure 1/4.

2^o Devant M. Atthalin, au sujet de l'affaire que vous connaissez, Wessel, Mathilde, Toms, etc...

Là je n'ai pas fini et je retourne demain.

Mon impression d'ensemble est bonne. Il m'a paru régner une grande impartialité, et même de la bienveillance pour les honnêtes gens. Ce n'est là qu'une impression fugitive.

Était convoqué en même temps que moi M. Mareschal, auquel j'ai pu donner des dates, et rappeler quelques faits. Il m'écrit ce matin que ça a très bien marché.

Attendons.

Bien cordialement.

FRANÇOIS.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Voulez-vous me permettre de dire un mot sur cette lettre? Dans le rapport, on dit qu'il y a dans cette lettre que je suis très documenté sur la question de comptabilité.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'y attache pas une importance considérable.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y a une erreur de date, d'ailleurs l'accusation dit que j'ai écrit cette lettre après la déposition sur la comptabilité. Or, la déposition dans laquelle il est question de comptabilité est du 9, cette lettre est du 9.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 9 mai, Mareschal est appelé le lendemain et mis en présence des reçus. Nous avons vu que la mémoire lui fait défaut à ce moment. Le 7 mai, le même jour, je ne sais pas si c'est avant ou après Mareschal, vous déposez devant M. Atthalin, vous continuez à parler longuement des affaires de Wessel, de la Sûreté Générale, de Toms, des événements qui ont amené la démission du ministre de la Guerre, du général de Galliffet.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — M. Atthalin m'a posé des questions.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne vois pas l'utilité de reparler de tout cela. Vous dites que vous avez toujours reçu des ordres de vos chefs, qu'aucune somme n'a été employée à une autre destination que celle de la comptabilité. Vous affirmez qu'à

votre connaissance on n'a jamais acheté 25.000 francs un document. Vous vous en référez à M. Dautriche pour la comptabilité; vous dites que, pour 5.000 francs, il fallait une autorisation du ministre. Voulez-vous lire, Monsieur le greffier, la déposition du capitaine François du 9 mai. Vous n'avez pas été confronté à ce moment?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Non.

M. le greffier lisant la déposition du capitaine François du 9 mai :

D. — L'attention de la Cour a été appelée sur la mention suivante figurant à la date du 16 août 1899 sur le registre du bureau des renseignements : « Austerlitz (documents) complément de 20.000 fr. de la réserve..... 5.000 francs. »

Il résulte de ce que vous nous avez dit que, dans la période de temps dont il s'agit, vous remplaciez comme chef du bureau des renseignements M. le commandant Rollin, malade.

R. — Je dois vous dire tout d'abord, ayant, en effet, à cette époque, remplacé le commandant Rollin, qu'il n'est pas à ma connaissance que jamais un document quelconque ait été payé du prix de 25.000 francs.

En ce qui touche l'interprétation de l'inscription dont il s'agit, il suffirait de confronter les reçus, les registres de l'archiviste et le livret qui se trouve à l'intérieur du coffre-fort, et d'entendre M. Dautriche, l'archiviste. Nous avons deux caisses : l'une, la grande caisse, placée dans le bureau du chef de service, dont il avait une clé, l'archiviste ayant l'autre; et une caisse courante, ou petite caisse, dont l'archiviste seul avait la clé. Dans la grande caisse, se trouvait un livret où étaient portées les entrées et les sorties de fonds. Je sais fort bien quelle est la personne désignée sous le nom d'Austerlitz, mais je n'ai pas le souvenir des documents auxquels se rapporte l'inscription du 16 août 1899 ; au surplus, même pour 5.000 francs, la dépense n'a pu être faite sans l'assentiment du chef d'état-major général, alors général Brault ou général Delanne.

D. — Encore une fois, si un document avait été payé 25.000 francs, auriez-vous pu l'ignorer ou l'oublier ?

R. — L'ignorer, jamais de la vie ; l'oublier, ce serait invraisemblable.

D. — Nous vous représentons le carnet intitulé : Réserve. — On lit, sous la date 1899 : « Le général sous-chef d'état-major de l'armée autorise le prélèvement de 20.000 francs pour assurer les besoins du service courant. Paris le 16 août 1899 ». — Le général sous-chef d'état-major, signé : Delanne. — En regard sous la rubrique dépenses on lit : « 16 août prélèvement pour le service courant

(autorisation ci-contre) 20.000. » Puis : « Documents fournis par Austerlitz. »

R. — La mention d'autorisation de prélèvement sur le folio de gauche (Recette) est de ma main, et elle est signée Delanne. Est également de ma main, la mention : Prélèvement, etc..., la mention pour Austerlitz, portée à la suite sur le folio de droite n'est pas de ma main ; je crois, sans l'affirmer, qu'elle doit avoir été écrite par l'archiviste Dautriche.

Cette mention tendrait à faire penser que les 20.000 francs ont été donnés en effet à Austerlitz pour des documents, mais je m'étonne de n'en pas avoir conservé souvenir. Dans cette hypothèse, il semblerait résulter de l'inscription sur le livre-réserve, rapprochée de l'inscription sur le livre-journal, qu'Austerlitz aurait reçu 25.000 francs dont 20.000 pris sur la réserve et 5.000 francs pris sur la caisse courante.

D. — Nous vous représentons le livre-journal. Vous y voyez la mention : « Austerlitz (Documents) complément de 20.000 francs de la réserve... 5.000. » Nous n'y trouvons point porté, d'autre part, comme remis à Austerlitz, les 20.000 francs, auxquels se référait le prélèvement fait à la même date sur la réserve.

R. — Je n'ai plus, sur ce point, des souvenirs précis. M. Dautriche, qui a tenu la comptabilité, me paraît seul capable de donner des renseignements précis à ce sujet.

D. — Vous avez du, en demandant à M. le général Delanne l'autorisation de faire un prélèvement de 20.000 francs le 16 août 1899, lui indiquer la dépense à laquelle devait faire face ce prélèvement ?

R. — J'ai dû le lui dire sans aucun doute et lui donner des explications précises sur la destination que devait recevoir cette somme.

D. — Cette destination paraît indiquée par la mention « Documents fournis par Austerlitz » sous la rubrique « Dépenses » du livre : réserve.

R. — Encore une fois, mes souvenirs ne me permettent pas de préciser ; 25.000 francs me paraissent une bien grosse somme pour que j'aie oublié.

En y réfléchissant, l'absence d'indication d'une dépense de 20.000 francs sur le journal s'explique peut-être par le fait que ces 20.000 francs n'étant pas destinés à alimenter le service courant, mais à une dépense faite d'un seul coup le 16 août, n'ont pas été pour cette raison portés dans l'ensemble des dépenses qui figurent au journal. En d'autres termes, cette dépense n'étant pas entrée dans les recettes du service courant, on ne l'a pas portée davantage dans la comptabilité des dépenses de ce même courant, tandis qu'on y a fait figurer la somme de 51.000 francs parce qu'elle sortait des recettes de la caisse du courant. Cela expliquerait en même temps la mention

d'ordre qui a été inscrite de la main, je crois, de Dautriche, sur le carnet de la réserve.

Lecture faite, etc...

M. LE PRÉSIDENT. — Le 11 mai vous avez écrit à M. Atthalin une lettre apportant quelques éclaircissements, quelques rectifications.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Pas de rectification, car, dans les documents de l'accusation, il est dit que, dans ma lettre à M. Atthalin, j'ai cherché à revenir sur ce que j'avais dit; or, je tiens à ce qu'il ressorte de l'examen de la lettre que je n'ai pas cherché à revenir sur mes précédentes explications. Je les ai confirmées en disant : « Je ne me rappelle pas. »

M. LE PRÉSIDENT, *au greffier*. — Veuillez lire la lettre du 11 mai 1904.

M. le Greffier lisant :

Riom, le 11 mai 1904.

Le capitaine François, officier d'ordonnance de M. le général commandant la 51^e brigade d'infanterie à M. le conseiller Atthalin à la Cour de cassation.

Monsieur le conseiller,

Lors de la seconde déposition que j'ai eu l'honneur de faire devant vous le lundi 9 avril dernier, vous m'avez interrogé au sujet d'une somme totale de 25.000 francs sortie de la caisse du service des renseignements le 16 août 1899. Cette somme aurait été destinée à payer des documents livrés par un agent connu sous le surnom de « Austerlitz ». C'est tout au moins ce que semblent indiquer les inscriptions portées sur les deux livres de comptabilité que vous m'avez présentés.

Je vous ai répondu qu'il ne m'était resté aucun souvenir à ce sujet, et je vous ai indiqué diverses sources où vous pourriez puiser des renseignements. Je vous ai notamment dit que vous pourriez utilement interroger M. Dautriche, qui était à cette époque et qui est encore le caissier du service des renseignements. Je vous ai indiqué qu'on pouvait retrouver le ou les reçus de cette somme. Les reçus du service des renseignements sont extraits de carnets à souches et sont numérotés.

Depuis mon retour à Riom, j'ai réfléchi à cette question. Il ne m'est revenu aucun souvenir précis. Je crois cependant me rappeler qu'à une époque qui m'échappe, mais qui est peut-être celle du mois d'août 1899, sans que je puisse l'affirmer en rien, M. Dautriche fut

chez un changeur de la rue de Rivoli, transformer en billets allemands une somme assez considérable d'argent français.

Ce vague souvenir serait cependant de tous points insuffisant à motiver la lettre que j'ai l'honneur de vous adresser. Si je me suis décidé à l'écrire, c'est pour vous indiquer deux nouvelles sources de renseignements qu'il peut vous être utile de connaître. Tout d'abord, il doit exister à la section des renseignements un dossier spécial relatif aux relations avec « Austerlitz. » Ce dossier doit se trouver dans la partie gauche de la grande armoire de la grande pièce du fond de la section des renseignements. Il est à supposer que vous y trouveriez des indications précises sur la nature des opérations faites avec Austerlitz au mois d'août 1899. En second lieu, au 2^e bureau proprement dit, auquel parvenaient en dernière analyse, et pour être mis en œuvre, les documents que l'on parvenait à se procurer, on doit également trouver trace à la section de l'arrivée des documents fournis par Austerlitz. Il y a de plus les bordereaux d'envoi de la section des renseignements au 2^e bureau. L'inspection de ces documents pourra faire juger de leur nature et de leur importance et, par suite, permettra d'apprécier s'ils ont pu être payés 25.000 francs. J'ajouterai pour mettre entre vos mains tous les éléments nécessaires ou simplement utiles à vos recherches que le 2^e bureau de l'état-major de l'armée avait à sa tête, à cette époque, le colonel Hache, pour sous-chef, le lieutenant-colonel de Fontenillat et que la section allemande était dirigée par le commandant Bonneau et par le commandant Martin.

Je vous serais reconnaissant, si aucune règle juridique ne s'y oppose, de bien vouloir joindre la présente lettre à ma déposition des 7 et 9 avril courant.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le conseiller, l'expression de ma très respectueuse considération.

Signé : FRANÇOIS.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Si j'ai demandé la lecture de cette lettre, c'est parce que, dans l'accusation, il est dit que, dès mon retour à Riom, j'ai adressé le 11 mai, à M. Atthalin, une lettre dans laquelle j'ai cherché à revenir sur mes précédentes explications. J'en fais juge le Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil rapprochera l'accusation des pièces.

Nous venons de parler de votre déposition du 9 mai. M. Dautriche est mis, le 14 mai, par M. Atthalin, en présence des registres; nous avons entendu ses explications. M. Dautriche vous écrit le 15; cette lettre a été lue à l'audience, ainsi que votre réponse. Vous les connaissez?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Oui, mon général, on les a lues.

M. LE PRÉSIDENT, *aux juges*. — Vous les avez bien présentes à l'esprit, il n'y a pas besoin de les relire? (*Marques d'approbation*).

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Dans tous les cas, ma lettre du 17, en réponse à la lettre de Dautriche du 15, est aussi interprétée par l'accusation comme une entente frauduleuse entre nous deux.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous que j'en fasse donner lecture?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Si ce n'est pas abuser du Conseil, j'en serais heureux, car on verra combien au contraire je maintiens toujours ce dont je ne suis jamais sorti.

M. LE PRÉSIDENT. — Dautriche vous a écrit le 15, vous lui avez répondu le 17; quelle lettre voulez-vous que je fasse lire?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'était celle-là, mais je n'insiste pas; seulement, il me semble, puisque c'est un des points de l'accusation en ce qui concerne l'intention frauduleuse, que rien que la lecture de cette lettre montre la parfaite bonne foi et la parfaite franchise avec lesquelles j'ai agi.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces messieurs l'ont entre les mains, et le compte-rendu sténographique la reproduira in-extenso.

M. Dautriche est alors entendu de nouveau le 26 mai par M. Atthalin; il est arrêté et écroué. Le 3 juin, une perquisition est faite chez vous, car il semble résulter de l'instruction que M. Dautriche n'a agi que sur vos ordres. Dans quelles conditions a été trouvée sur vous la lettre de M. Dautriche?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — A l'époque où la perquisition a eu lieu chez moi, j'étais aux manœuvres de division avec cadres; j'étais parti quelques jours antérieurement, parce que nous avons eu des évolutions de brigades au camp de la Valbonne. Au moment de partir, j'avais sur ma table, un livre militaire que j'étais en train de relire, et la lettre de Dautriche était là qui traînait; comme je voulais emporter ce livre au cantonnement, je me suis servi de la lettre de Dautriche pour marquer la page où j'en étais. Lorsque j'ai été appelé au Parquet militaire de Clermont, je savais très bien ce qu'on voulait me demander, je le savais d'autant

mieux qu'un journal très bien renseigné, *La Petite République*, avait eu soin de me prévenir que cette perquisition avait été faite chez moi ; ce journal était si bien informé qu'il l'avait dit trois jours auparavant, mais je pensais bien que cette perquisition se ferait, et alors comme je savais que ce que l'on pouvait me demander, c'était la lettre du 15, quand le Rapporteur en a parlé, je la lui ai remise.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, vous avez provoqué vous-même cette remise ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je l'avais sur moi, je l'ai donnée.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a été question de cette lettre parce qu'on savait qu'elle existait.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Evidemment, puisque l'accusation avait saisi la lettre en réponse du 17.

M. LE PRÉSIDENT. — On a fait une perquisition dans votre logement ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le Parquet de Clermont s'est transporté de Clermont à Riom et a perquisitionné chez moi.

M. LE PRÉSIDENT. — On a trouvé chez vous de très nombreux papiers et des notes.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je tiens à m'expliquer sur ces notes.

Les réponses que je viens de faire à votre interrogatoire, mon général, ont pu paraître documentées ; il est bien certain que je ne me serais pas rappelé tout cela si je n'avais pas eu de notes ; donc, j'ai des notes qui sont ma propriété et dont je me sers fort heureusement.

M. le Président montre au capitaine François les papiers qu'il tient à la main et lui pose cette question : « Vous les reconnaissez ? »

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Non, mon général, ce ne sont pas celles-là. Quand j'ai su que j'allais être appelé devant la Cour de Cassation je me suis dit : il s'agit de faits trop importants pour que je ne les note pas par écrit, car je risquerais de m'embrouiller. Après avoir reçu ma convocation je n'ai eu qu'une après-midi et une soirée pour faire ces notes...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez bien travaillé.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est écrit gros et ce n'est

écrit que sur un côté de la page. Je ne savais pas sur quoi on m'interrogerait ; j'ai donc rédigé des notes sur tout ce que je connaissais de façon à être prêt sur tout.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela a été rédigé dans une journée et une nuit d'après des notes antérieures ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Oui.

L'accusation me dit que j'ai mis entre parenthèses des choses que j'ai eu soin de cacher à M. Atthalin. J'ai mis entre parenthèses des choses que je n'ai pas dites parce qu'on ne me les a pas demandés ; mais je n'ai pas rédigé exprès, pour aller à la Cour de cassation, des notes sur des choses que je ne voulais pas dire. (*Rires dans l'auditoire.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas si cela y est.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est en toutes lettres.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas compris comme ça.

On a trouvé également le brouillon d'une lettre à M. Athalin.

Puis on a fait alors le 6 juillet, une perquisition chez une de vos amies au cours de laquelle on a trouvé je ne sais combien de lettres. Il y en a un certain nombre au dossier. J'ai déjà dit l'impression qui avait été ressentie, je n'ai rien à ajouter. Du moins on pourra en tirer des conclusions au sujet de vos préoccupations constantes, voilà tout.

Le rapporteur poursuit alors son enquête ; il reçoit les dépositions du colonel Hache, du colonel Faurie, et du colonel Hollender, qui s'est occupé particulièrement de la comptabilité du service des renseignements.

C'est après ces dépositions que vous êtes appelé comme témoin à l'enquête du capitaine rapporteur. Votre témoignage est reçu le 21 juin. M. Dautriche était seul inculpé à ce moment là. Vous revenez sur votre déposition et sur la phrase de votre déposition. « Ne pas l'avoir su, c'est impossible ; l'avoir oublié, c'est invraisemblable ».

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Lorsque j'ai répondu cette phrase à M. Atthalin j'étais à cent lieues de penser à Austerlitz d'autant plus que je l'avais perdu de vue depuis longtemps, mais d'ailleurs j'avais pris une part tout à fait infime à cette opération.

D'ailleurs mon absence de mémoire à propos de cette affaire peut très bien s'expliquer : il faut se mettre dans la

situation où j'étais : j'étais chef du service des renseignements à une époque particulièrement difficile et particulièrement fertile en incidents. Indépendamment de tout ce que j'ai dit, chaque jour, chaque heure, il fallait que je réponde à tous ceux qui venaient me demander des renseignements de la part du ministre et du chef d'Etat-major ; il fallait que je fasse des recherches dans des cartons, dans des dossiers que je ne connaissais pas du tout. J'étais complètement ignorant de l'affaire Dreyfus. Cela me prenait beaucoup de temps. J'avais de plus mon service normal avec deux grandes puissances de l'Europe dont l'une particulièrement était mise en vedette à ce moment-là à cause de la situation politique. J'avais par dessus le marché toute la correspondance politique du bureau qui était considérable.

En outre, le 21 août, jour du règlement, j'étais en sus de mon service normal adjoint au général de Lacroix chargé par M. le ministre de la Guerre de faire une enquête sur la gestion des fonds par le colonel Picquart à l'époque où le colonel Picquart était chef du service des renseignements, enquête que le ministre avait prescrite. Voilà les conditions dans lesquelles j'ai été appelé à prendre part aux écritures concernant Austerlitz. Par conséquent, après 5 ans, Austerlitz n'étant pas de mon ressort et n'appartenant pas à la puissance de laquelle je m'occupais, j'ai bien pu oublier cet incident. Quand j'ai répondu que c'était invraisemblable, je croyais alors que c'était quelque chose à laquelle j'avais effectivement travaillé.

M. LE PRÉSIDENT. — Puis vous avez été entendu comme témoin par le capitaine Cassel le 21 juin.

En somme vous concluez, et c'est le point particulier que je voulais mettre en évidence, que vous n'émettez aucun doute...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Aucun.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le greffier, voulez-vous lire la phrase.

M. le greffier lisant :

Je n'entendis plus parler de cette affaire jusqu'au 16 mai jour où je reçus à Riom la lettre de M. Dautriche datée du 15 et que j'ai remise au rapporteur du Conseil de guerre de Clermont. Je n'émis aucun doute et je n'en émets d'ailleurs aucun, sur la sincérité

des explications que M. Dautriche me dit avoir été fournies par lui et par le colonel Rollin à M. le conseiller Atthalin.

C'est dans cet esprit que je répondis à M. Dautriche le 17 la lettre qui a été également saisie. Comme M. Dautriche trouvait extraordinaire mon absence de mémoire, je lui répondais sur ce point que cette absence de mémoire me paraissait au contraire la meilleure preuve de notre bonne foi.

On voudra bien me concéder en effet que si j'avais payé ou contribué à payer 25.000 francs le faux témoignage de Czernuski, c'est là un fait qui ne serait pas aussi facilement sorti de ma mémoire que l'achat de documents à Austerlitz. On me concédera bien en même temps que si j'avais fait ou contribué à faire pareille opération malhonnête, je me serais également souvenu de la façon dont on aurait pu déguiser sur nos livres une dépense à la fois aussi grosse et aussi irrégulière, et alors lorsque M. Atthalin m'avait demandé si j'avais au mois d'août 1899 payé un document 25.000 francs, je lui aurais simplement répondu : « Parfaitement nous avons payé 25.000 francs le document à Austerlitz. » Le fait seul au contraire de répondre que je ne me rappelle pas prouve toute notre bonne foi.

Ainsi d'ailleurs que je disais également à M. Dautriche dans la même lettre du 17, je n'ai jamais eu à aucun moment aucune appréhension à ce sujet, bien que j'aie parfaitement senti que mes réponses paraissaient singulières car je savais trop combien notre comptabilité était honnête et loyale pour ne pas être sûr que d'autres se souviendraient de ce dont je ne me rappelais plus. Aussi n'ai-je pas été peu surpris lorsque j'ai vu que cette lettre du 17 paraissait être incriminée et mise à charge contre M. Dautriche et contre moi-même.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous dire le sens que vous attachez à cette phrase dans laquelle vous dites :

L'ignorer, jamais de la vie. L'oublier, ce serait invraisemblable.

Cette phrase se trouve dans votre déposition et dans la lettre de Dautriche.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Voici mon raisonnement. On me pose une question à laquelle je ne peux pas répondre parce que je n'ai aucun souvenir d'un fait normal qui se soit passé et qui n'a pas appelé mon attention. Je n'en ai aucun souvenir après cinq ans. On ne peut pas admettre que je n'aurais eu aucun souvenir d'un fait criminel. Si j'avais payé 30.000 francs le témoignage de Czernuski, on me concéderait bien que je me le rappellerais. On me fera assez de crédit pour penser qu'après avoir payé ce témoignage 30.000 francs, à l'époque où je suis appelé à la Cour de Cas-

sation pour m'expliquer sur ce faux témoignage, je n'aurais pas été assez niais pour m'en aller devant la Cour de cassation sans penser à ce que j'allais répondre sur ces 30.000 fr. Lorsque M. Atthalin m'aurait dit : « Vous avez payé un document 30.000 francs » je n'aurais pas été lui répondre tout bonnement : « non, je ne me rappelle pas. » Si j'avais réellement payé ce témoignage Czernuski, je me serais dit : « On arrive aux 30.000 francs... » J'aurais répondu avec aplomb : « Parfaitement, nous avons payé 25.000 ou 30.000 francs en août 1899 des documents que l'on a été prendre à Zurich des mains d'Austerlitz ».

M. LE PRÉSIDENT. — Votre réponse sera présentée au commissaire du gouvernement et aura sa portée si l'accusation dit que vous avez payé un témoignage 20 ou 25.000 francs, mais je crois que le sens général de l'accusation est tout autre, et que vous aviez besoin de sommes prises dans le service des renseignements pour payer des agents, je ne dirai pas à votre service particulier, mais dont vous ne voulez pas faire connaître les dépenses dans votre service.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Non, pas à ce moment-là ; c'est une accusation qui n'est venue que plus tard. Je répondais alors à M. Atthalin sur la question qu'il me posait.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons parlé de la masse noire... elle a été supprimée le 17 septembre 1898. Je ne vous ai pas interrogé là-dessus.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je ne l'ai jamais connue ; je n'en ai entendu parler qu'à l'instruction.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est extraordinaire.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'ai été interrogé devant la Chambre criminelle sur ce sujet. M. le procureur général m'a posé la question : « Savez-vous que le colonel Henry portait des dépenses fictives sur son livre de comptes ? ». J'ai répondu que je n'en savais rien. Je le répète, ce n'est qu'à l'instruction que j'ai eu connaissance de la masse noire.

M. LE PRÉSIDENT. — L'accusation peut supposer qu'en définitive cette masse noire subvenait à des dépenses irrégulières. Elle a été supprimée fin septembre 1898.

M^e AUFFRAY. — Non, le procès-verbal de recollement est du 1^{er} septembre.

M. LE PRÉSIDENT. — Si ce régime de dépenses irrégulières a continué, il a fallu procéder d'autre façon, et au lieu de

créer une masse, porter de temps en temps des dépenses fictives.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le système des écritures fictives n'a jamais continué. Je l'ignorais d'ailleurs. Tant que j'ai été au service des renseignements, soit comme subalterne sous les ordres du lieutenant-colonel Rollin, soit comme chef moi-même, jamais il n'a été employé une somme quelconque sans qu'elle figurât sur les livres.

M. LE PRÉSIDENT. — Je considère la réponse que vous faites comme excessivement topique, si on vous accuse d'avoir détourné une somme de 25.000 francs pour emploi irrégulier. Mais votre réponse perd de sa valeur — c'est la question que j'examine en ce moment-ci — si au lieu de s'appliquer à une dépense totale, cette somme s'applique à une succession de dépenses.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Permettez-moi de faire une observation. Lorsque je me trouvais à la Cour de Cassation, en face de M. le conseiller Atthalin, il ne s'agissait pas de masse noire, de dépenses dissimulées; il s'agissait d'un carnet de Wessel sur lequel on avait trouvé; « Czernuski..... 30.000 francs. Mathilde f... ». Il s'agissait d'une accusation directe d'avoir payé la déposition du témoin Czernuski 30.000 francs. Voilà quelle était l'accusation à ce moment-là.

M. LE PRÉSIDENT. — L'affaire Czernuski a été le caillou qui a fait dévier ou plutôt qui a fait diriger l'instruction à ce moment-là; mais elle me paraît en dehors de la question.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il n'y a jamais eu, soit dans ma comptabilité, soit dans celle du lieutenant-colonel Rollin, l'ombre d'une dépense fictive.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous dis cela justement pour vous permettre de vous expliquer...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il n'y a jamais eu dans notre comptabilité de masse noire.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons continuer votre interrogatoire... Vous avez cité un rapport du général Gallifet du 6 septembre 1899. Dans ce rapport, dont nous avons parlé, vous concluez que vous avez fatalement rendu compte à vos chefs de cette dépense de 25.000 francs. Il me semble que précisément si c'est un fait capital dans votre existence, et auquel vous avez attaché l'importance extrême que vous

accordiez à ce rapport, cela aurait dû vous frapper lorsque l'on vous a parlé d'Austerlitz.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Dans ce rapport, je n'ai fait que citer des renseignements. Je ne pouvais pas après cinq ans, me rappeler de ce que j'avais dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous dites que dans ce rapport vous visiez Austerlitz. Par conséquent cela vous avait frappé.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Cela ne me frappait plus après cinq ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est étonnant que cette dépense vous échappe.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je n'ai pas nié d'une façon absolue. Tout ce que j'ai dit de plus grave dans cet ordre d'idées, c'est à M. le conseiller Atthalin. Je lui ai déclaré : « Je n'ai pas connaissance que jamais un document ait été payé 25.000 francs ». Je n'en ai pas connaissance au moment où je parle. Je n'ai pas dit : « J'affirme que jamais de la vie un document n'a été payé 25.000 francs ».

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a la phrase : « L'oublier jamais ».

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est vrai je l'ai su, c'est moi qui ai fait signer le général Delanne, je demande à présenter des explications sur ce fait. Je me suis expliqué sur la raison pour laquelle j'avais oublié, c'est-à-dire sur le grand nombre d'occupations que j'avais à ce moment-là. Je vous dirai qu'à cette époque, et pendant bien longtemps après, je sortais quelquefois à neuf heures. J'avais d'autres occupations que cette affaire Austerlitz et lorsqu'on venait m'en parler après cinq ans, je l'avais oubliée.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit dans la suite de l'interrogatoire que les généraux Delanne et de Lacroix étaient absolument au courant de ces dépenses Austerlitz. Nous verrons si vous êtes d'accord avec eux, lorsque nous les entendrons.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'ai dit à l'instruction que les généraux Delanne et de Lacroix ne pouvaient pas ne pas avoir connu des dépenses. L'instruction s'est faite, et je vous demanderai de vouloir bien vous souvenir de la déclaration que je vous ai faite tout à l'heure, au sujet du compte rendu fait au général Delanne. Je crois avoir prouvé d'une façon claire, sinon par des souvenirs que je n'ai pas, du moins par un raisonnement et par la façon dont je sais que le service

se faisait à cette époque, que le général Delanne ne peut pas ne pas avoir connu cette dépense. J'ai expliqué tout au long toute cette affaire au général Delanne, depuis A jusqu'à Z, mais il avait également bien d'autres choses à faire; il avait une quantité de signatures, toute la journée et il a oublié cette affaire comme moi-même. Ce n'est pas à moi à trouver extraordinaire qu'il l'ait oubliée, puisque moi-même je l'ai oubliée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous signale simplement ce point comme un point à éclaircir, et cela se fera complètement lorsque le général Delanne sera là.

Maintenant, il y a un autre point dont vous avez déjà parlé, mais que je voudrais bien préciser. Pourquoi avez-vous demandé l'autorisation de faire un prélèvement sur la réserve, quand cela n'était pas nécessaire? Nous nous sommes trouvés en présence d'une caisse, a dit M. Dautriche, dans laquelle il y avait 49.000 francs environ.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'aurais répondu immédiatement à cette question-là si elle m'avait été posée. Si nous prenons la situation de la Caisse à la date du 16 août par exemple, où il n'y avait que 45.000 francs... je prends cette date-là parce que je connais bien la situation de la caisse à ce moment-là. Je dis quand on a fait un prélèvement sur la réserve, il était facile de prévoir que l'on ne pouvait pas, sans faire ce prélèvement, aller jusqu'à la fin du mois. Si nous nous reportons à la balance des recettes et des dépenses à la fin du mois d'août, nous voyons qu'il restait 25.000 francs, d'après ce qui a été dit hier.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre explication a certainement de la valeur, seulement il est malheureux que nous arrivions à constater que le total qui devait être présenté, soit à vous, soit au chef d'état-major, dise 9.000 francs et 19.000 francs.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il n'est pas possible qu'il en soit ainsi, car c'est le chef d'Etat-major qui délivre le chèque de 40.000 francs au commencement de chaque mois, il n'était pas possible de n'avoir pas fait exprès de porter le chèque plus tard pour pouvoir dire au général Delanne qu'il n'y avait que 6.000 francs en caisse. Comment pouvait-on lui dire que le 16 août, il n'y avait que 6.000 francs en caisse alors que le 8 août on allait toucher 40.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Le général Delanne dit qu'il n'était

pas encore très au courant du service, parce qu'il y avait très peu de temps qu'il y était.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il était parfaitement au courant, puisqu'il a remplacé le chef d'état-major pendant le procès de Rennes et que pendant cette période il a signé toutes les pièces.

M. LE PRÉSIDENT. — A-t-il signé le carnet de réserve?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je ne sais pas si c'est lui qui l'a signé. Je crois cependant que c'est le général Brault. Dans tous les cas, les ressources étaient connues du sous-chef d'Etat-major. Comment voulez-vous qu'il n'ait pas signé le chèque?

M. LE PRÉSIDENT. — Je signale simplement cette coïncidence.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — D'ailleurs, si on avait voulu vérifier, et on ne peut vérifier en somme qu'avec les reçus...

M. LE PRÉSIDENT. — Dans mon idée, j'aurais été à la place du général Delanne, j'aurais été surpris que vous veniez me demander de l'argent le 16 août et j'aurais dit : mais il doit y en avoir encore, et je me serais fait présenter le registre.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On n'a jamais présenté ce registre à personne. Ce que le chef d'état-major pouvait faire, c'était de dire : combien avez-vous d'argent en caisse ? et alors, je lui aurais menti en lui disant que j'avais 6.000 francs ! Le chef d'état-major savait bien qu'on touchait 40.000 francs tous les mois, et avec mon raisonnement de tout à l'heure, il reste 25.000 francs en caisse à la fin du mois d'août.

M. LE PRÉSIDENT. — Si on avait pu aller jusqu'à la fin du mois, cela aurait pu passer. Si cette explication avait été donnée au début...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On ne m'a jamais posé la question.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne parle pas de vous, je parle de M. Dautriche. En résumé, pour en revenir à l'accusation, ce qui vous est imputé c'est d'avoir trompé la bonne foi de vos chefs pour obtenir 20.000 francs.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je crois avoir répondu sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est d'avoir laissé M. Dautriche gratter les écritures ou de porter des écritures fictives.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. -- Je n'ai jamais vu les grattages de M. Dautriche que le jour où on me les a montrés à la Cour de Cassation.

M. LE PRÉSIDENT. — D'une façon générale, c'est M. Dautriche qui tenait toutes les écritures.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je ne m'occupais en aucune façon des écritures; je ne voyais que le carnet que je présentais au chef d'Etat-major à la fin du mois.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez donné des explications au sujet de la question que je vous ai posée sur le point de savoir si on ne pouvait pas donner 20.000 francs sans que le chef d'Etat-major le sût. Vous dites que vous n'avez pas été mêlé à l'affaire des faux et des grattages et cela en raison même de votre service. Le 11 août, vous avez fait une réponse semblable, et le 3 septembre également.

Maintenant, votre responsabilité se trouve engagée jusqu'à un certain point, parce qu'en somme vous avez signé le carnet de dépenses à un moment donné, c'est-à-dire le 31 août 1899, le colonel Rollin était parti en permission et à ce moment vous avez été chef de service, il se trouve alors que c'est vous qui avez signé la comptabilité à cette époque. Par conséquent, les explications qu'on peut demander sur ce point, c'est à vous qu'il faut les demander; avez-vous constaté quelque chose quand vous avez signé ce registre?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je peux l'avoir constaté ou ne pas l'avoir constaté, parce que d'abord, comme je l'ai dit, j'avais assez de besogne à ce moment-là pour que cela pût m'échapper; d'autre part, nous avions assez de confiance en M. Dautriche pour ne pas vérifier ce qu'il faisait.

M. LE PRÉSIDENT. — L'accusation peut vous dire que vous êtes responsable.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — L'accusation n'a pas à me le dire, je suis responsable, je le reconnais.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 15 septembre vous avez été interrogé sur les faits, nous y reviendrons ultérieurement, s'il y a lieu. Avez-vous quelque chose à ajouter?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je n'ai rien à ajouter.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le commissaire du gouvernement, avez-vous quelque chose à dire?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y un point sur lequel je tiens à attirer l'attention du capitaine François.

Depuis l'audience d'hier, sa responsabilité a augmenté en ce qui concerne le point suivant : Pendant tout le cours de l'instruction, M. Dautriche avait dit que les écritures, rectifications, grattage, etc... il les avait faites de lui-même, il avait eu ce jour-là de l'initiative, tandis qu'hier au contraire, immédiatement après la discussion qui a eu lieu sur le portefeuille, sur les clefs, à ce moment-là, M. Dautriche a dégagé sa responsabilité en disant qu'il avait dû recevoir des ordres du chef de service ou tout au moins que le chef de service avait ouvert le coffre-fort pour lui donner le carnet. Comprenez-vous bien ma question ? Or, la situation a changé depuis hier à ce point de vue : dites ce que vous avez à dire.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je voudrais bien que M. le commissaire du gouvernement précisât en quoi cela a changé ?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez qu'à le laisser continuer, vous le saurez.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — M. Dautriche, jusqu'à la séance d'hier, avait assumé la responsabilité de la non-inscription des 20.000 francs au service courant ; hier, après la discussion à laquelle je faisais allusion tout à l'heure il a dit : « effectivement j'ai dû recevoir des ordres ou dans tous les cas le chef de service m'a donné le carnet pour faire cette rectification. »

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — M. le commissaire du gouvernement parle d'une part des mentions faites par M. Dautriche sur le carnet de la caisse du service courant et d'autre part, il donne comme preuve que c'est moi qui ai remis à M. Dautriche le carnet, ou bien je ne comprends pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quand on vous pose une question à laquelle vous ne pouvez répondre tout de suite, vous ne comprenez pas. Eh bien, je vais m'expliquer : jusqu'à la séance d'hier, M. Dautriche avait assumé la responsabilité de la non-inscription au service courant du prélèvement de 20.000 francs. Devant la Cour de Cassation, et comme inculpé, il a toujours affirmé cette responsabilité ; mais hier, il l'a déclinée lorsqu'il m'a répondu : « Absolument, c'est certain ». Il a répondu ces trois mots : « Absolument, c'est certain », lorsque je lui faisais remarquer que ou bien on lui avait donné un ordre pour introduire cette dépense de 20.000 francs dans le service courant ou tout au

moins, qu'on lui avait donné le carnet pour y inscrire « Documents fournis par Austerlitz ».

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Mais parfaitement; mais M. Dautriche n'a certainement pas dit... et d'ailleurs il est là, il pourra répondre... que je lui avais donné des ordres pour faire quoi que ce soit sur la comptabilité du service courant. Je n'ai donné aucun ordre, j'étais intérimaire pour quelques jours, rien ne me faisait penser que je deviendrais chef de service. Je n'avais donc aucune qualité pour donner à celui qui tenait la caisse des instructions de porter ou de ne pas porter quelque chose. M. Dautriche ne l'a certainement pas dit.

M. LE PRÉSIDENT. — S'il s'agissait d'une dépense régulière, on pourrait le comprendre.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — M. le commissaire du gouvernement dit qu'il n'a pu écrire sur le carnet de réserve que parce que je lui ai donné; mais parfaitement, cela n'a jamais été nié, le carnet de réserve ne pouvait être entre les mains de M. Dautriche que si moi j'étais présent, puisqu'il fallait les deux clefs pour ouvrir le coffre. M. Dautriche ne peut donc avoir écrit la mention Austerlitz qu'en ma présence, c'est indiscutable, je ne l'ai jamais nié ni M. Dautriche non plus.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, vous êtes responsable de cette inscription, c'est ce que je voulais démontrer.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Parfaitement, je ne l'ai jamais nié, je suis responsable de ce qu'il y a écrit : « documents pour Austerlitz », mais je ne suis responsable en rien de la comptabilité du service courant. C'est une distinction qu'il faut faire. J'avais une des clefs de la caisse; je reviens de chez le chef d'Etat-major, avec mon carnet de réserve sous le bras, et avec la mention du prélèvement signée du chef: j'arrive pour remettre l'argent dans le coffre-fort; il faut bien que Dautriche soit là. Si cela s'est passé le 21 août, Dautriche voit mon carnet et me dit : « Mais rien ne dit que c'est pour Austerlitz » alors je lui réponds : mettez « documents pour Austerlitz » ou bien j'y ai songé moi-même et je lui ai dit : mettez « documents Austerlitz ».

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, mais cela ne s'est pas passé le 21 août, car d'après M. Dautriche, il a fait

les rectifications l'une après l'autre : Il a d'abord rectifié son brouillard, et puis, dans une de ses dépositions, il dit : « cependant, il fallait bien que je mette d'accord mes écritures », il a donc été obligé de vous demander à un moment donné, et qui n'était pas le moment où vous reveniez avec le carnet sous le bras, ce carnet que vous lui avez donné parce que vous étiez d'accord avec lui, pour faire apparaître dans les écritures à une époque dont nous parlerons plus tard, cette somme qui n'y était pas encore.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Jamais de la vie. Il n'y a pas un mot d'exact dans ce que vient de dire M. le commissaire du gouvernement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez évidemment intérêt à le soutenir.

M^e CHENU. — Il me paraît qu'il y a des circonstances où le devoir de l'avocat est de s'effacer et de se taire ; je me garderai donc bien de prononcer un seul mot qui risquerait d'affaiblir la force, la sincérité, la vibration des explications qui vous ont été données par l'accusé, le capitaine François, qui risquerait d'autre part, de fortifier la valeur relative de la tentative de discussion à laquelle vient de se livrer M. le commissaire du gouvernement. Je ne prends la parole que pour présenter au Conseil une prière ; j'ai été très frappé dans les explications données par M. le capitaine François de l'importance qu'il attachait à l'argument tiré par lui du rapport du 6 septembre, il me paraît que M. le président du Conseil de guerre a eu lui-même des préoccupations à ce sujet puisqu'au cours de l'interrogatoire il a argumenté relativement à ce rapport ; or, ce rapport nous ne l'avons pas...

M. LE PRÉSIDENT. — Nous en avons un extrait.

M^e CHENU. — Ce rapport, je ne me trompe pas, nous ne l'avons pas, nous n'en avons qu'un extrait ; la communication présentait, dit-on, certains dangers, je ne sais pas ce qu'il y a dans ce rapport, je suis sûr que M. le commissaire du gouvernement ne le sait pas non plus, mais M. le capitaine François le sait, puisque c'est lui qui l'a écrit. J'ai tout lieu, d'après l'interrogatoire d'aujourd'hui, de penser qu'il est pénétré de ses devoirs de soldat ; il nous dit qu'il n'y aurait aucun inconvénient à apporter ce rapport à l'audience et à le discuter. L'apporter, il ne peut pas y avoir d'inconvénient assurément, puisque le dossier Austerlitz est à l'audience ;

quant à le discuter, le capitaine François dit que nous pourrions le faire sans huis-clos; monsieur le commissaire du gouvernement, je suis disposé à croire mon client et par conséquent je demande que le rapport du 6 septembre soit versé au dossier; je demande que nous examinions d'un commun accord, si nous pouvons le discuter librement, et vous verrez peut-être ce jour-là de quel côté de l'accusation ou de la défense, on craint la lumière !

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne craint la lumière, tout le monde la demande, capitaine François pensez-vous que ce rapports est indispensable à votre défense ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je le crois très utile.

M. LE PRÉSIDENT. — On m'a dit qu'il y avait des raisons graves de ne pas le communiquer.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je connais le rapport, je sais ce qu'il y a dedans; je ne vois pas quelles raisons, même pas graves, il pourrait y avoir à ne pas le communiquer du moment que le dossier d'Austerlitz est au dossier de l'affaire; il n'y est traité que d'une question d'organisation intérieure.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est précisément cette question dont nous n'avons pas à nous occuper. Je puis le demander, mais je ne promets pas de l'obtenir.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — L'ensemble du rapport a une autre valeur que la citation que j'ai faite.

M. LE PRÉSIDENT. — Le point particulier a été élucidé puisqu'on a fait la comparaison avec le texte du rapport.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour vous éclairer sur ce point, je vous dirai que nous avons demandé ce rapport. Nous avons toujours cherché à voir de plus en plus clair, et à notre demande, on nous a répondu au Ministère, après beaucoup de démarches, par l'envoi de ce qui est au dossier.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que j'explique.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que MM. les défenseurs ont déjà demandé ce rapport dans la nomenclature de leurs pièces.

M^e CHENU. — Non.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous l'y joindrez, et à ce moment, vous nous donnerez les raisons pour lesquelles il y aurait lieu de faire revenir ce rapport.

M^e CHENU. — Toute insistance de ma part serait mal

séante et je me l'interdis, mais vous voudrez bien vous rappeler, M. le président, qu'au cours de votre interrogatoire...

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne suis pas encore accusé.

M^e CHENU. — Au cours de votre interrogatoire du capitaine François, je n'ai pas commis une confusion de ce genre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je croyais que c'était au cours de la conversation que nous avons eue ensemble.

M^e CHENU. — Au cours de l'interrogatoire par vous de M. le capitaine François, il avait fait remarquer qu'il était assez étonnant qu'il n'eut pas conservé un souvenir exact de ce voyage à Zurich qu'il avait visé dans son rapport. Que vous a dit l'accusé ? Il vous a dit qu'il avait traité des questions d'une telle importance que le voyage à Zurich n'y tenait qu'une place accessoire. C'est pour avoir un éclaircissement à ce sujet que je me permets de renouveler sans insistance la prière respectueuse que j'adresse au Conseil de guerre.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne dépend pas de moi.

M^e CHENU. — J'entends bien, mais je crois qu'on sera tout disposé dans cette affaire à vous accorder toutes les pièces que vous réclamerez en vertu de votre pouvoir discrétionnaire.

M^e AUFFRAY. — J'ai à ajouter une observation à celles qui ont été présentées par M^e Chenu. M. le commissaire du gouvernement vient de dire, ce qui est vrai, que l'instruction avait fait son possible pour avoir le rapport, mais il a ajouté qu'à la demande de l'instruction, « on », c'est-à-dire le ministère de la Guerre, avait envoyé l'extrait qui nous paraissait le plus important. La mémoire de M. le commissaire du gouvernement a peut-être faibli (à moins de cinq ans de distance) car c'est M. le capitaine rapporteur lui-même qui s'est transporté au ministère de la Guerre et a fait l'extrait. Et, à moins qu'il ne soit pas curieux de sa nature, ce n'est pas le défaut généralement des rapporteurs et des instructeurs, peut-être a-t-il jeté un coup-d'œil sur le reste du rapport.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'en sais absolument rien, on a pu comparer la phrase citée par le capitaine François au texte du rapport, on indiquait que c'était essentiel, qu'il y avait des corrections qui avaient été faites par le ministre

ou par le chef d'Etat-Major, ce qui indique l'importance du rapport et on a dit que le reste n'avait pas d'intérêt particulier, qu'on ne pouvait le dévoiler.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Les annotations du général de Lacroix ont été relevées sur ce rapport, mais ce qui ne ressort pas de cet extrait c'est la place qu'il occupe...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous indiquez comme un détail de votre rapport ce fait, vous considérez ce détail comme important...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y en a une série d'autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas le sens de mon observation. Je ne prétends pas que c'est un fait capital, c'est un détail que vous donnez, mais il est assez important pour lui donner place dans un rapport de très haute importance. Le rapport est tel qu'on ne peut pas le communiquer. Je ferai la démarche que désirent les défenseurs, mais pour aboutir, je n'en suis pas certain.

Un des juges demande la lecture de l'extrait en question de ce rapport.

Lecture et faite par M. le greffier de l'extrait suivant du rapport :

Ce jourd'hui 26 juillet mil neuf cent quatre, à dix heures du matin,
Nous, Cassel, capitaine-rapporteur près le deuxième Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris,

Vu la procédure commencée contre MM. Dautriche, officier d'administration de première classe du service d'état-major et consorts et l'autorisation de M. le ministre de la Guerre en date du premier juillet 1904;

Nous sommes rendu assisté de M. Luc, officier d'administration greffier au ministère de la Guerre où nous avons procédé aux opérations suivantes :

Nous nous rendons dans les bureaux du service des renseignements où, sur notre demande, M. le commandant Brissé, chef de la section des renseignements, nous donne lecture de la phrase du rapport en date du 6 septembre 1899, établie par M. le capitaine François et à laquelle il fait allusion dans sa déposition devant nous le 21 juin 1904. Nous transcrivons textuellement cette phrase :

« Dernièrement, un fonctionnaire d'un ministère de la Guerre étranger, a remis, contre une grosse somme, à Zurich, à un officier de la section de statistique une série de documents d'une extrême importance. Ce fonctionnaire s'est toujours refusé à venir en France et se refus s'explique sans qu'il soit besoin d'insister. La sûreté générale

prétend-elle que son personnel pourra apprécier la valeur et l'authenticité de documents de cette sorte? Et pourtant, si l'interdiction dont je parle est maintenue, il n'y a que deux solutions : ou acheter les yeux fermés et se faire voler, ou refuser l'affaire, ce qui serait un crime contre la défense nationale et engagerait gravement la responsabilité morale de celui qui en a la charge. J'ajoute au sujet de ce point particulier que le fonctionnaire étranger, par raison de prudence, se refusera certainement à entrer en relation avec une autre personne que l'officier qu'il a l'habitude de voir. »

Cette minute porte quelques modifications de détails écrites au crayon et dont il a été tenu compte dans le texte définitif soumis le 7 septembre au général Brault, chef d'Etat-Major général, qui l'a transmis au ministre le 8 septembre.

Les modifications au crayon que nous avons vues sur cette minute paraissent avoir été faites par M. le général de Lacroix, elles ne changent en rien le sens de la phrase citée par le capitaine François.

1°. — Au lieu de la « Sûreté... » nous lisons : « le personnel de la sûreté générale est-il qualifié ».

2°. — A la suite de « documents de cette sorte » il a ajouté « ayant un caractère essentiellement militaire ».

3°. — A la suite du mot « voler » il a été ajouté « souvent ».

4°. — Après le mot « engagerait » le mot « gravement » a été supprimé.

De tout ce qui précède, nous avons rédigé le présent procès-verbal que nous avons signé avec M. le commandant Brissé.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne vois aucune différence entre la phrase telle que vous l'avez donnée et celle telle qu'elle se trouve dans le rapport.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Ce qu'il y a d'important, c'est que la phrase à laquelle j'ai fait allusion a été indubitablement lue et analysée par le général de Lacroix.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas douteux, puisqu'on dit que les corrections sont du général de Lacroix.

M^e AUFFRAY. — Dans une note, le commandant Brissé affirme que c'est le général de Lacroix.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le général de Lacroix a fait ma minute sienne en la signant.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne vois pas la nécessité d'avoir tout le rapport.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je le comprends. Vous vous êtes étonné, où l'accusation s'étonne qu'après avoir fait état pour une affaire importante, comme je l'ai dit, de l'ar-

gument de Zurich, au bout de quelques années, au bout de cinq ans, j'ai perdu cet argument de vue. Et alors, la présence de l'ensemble du rapport montrerait que, tout en conservant son importance pour ma défense, cette citation explique en même temps mon absence de mémoire, parce qu'elle n'est qu'un fait dans la série des faits.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas si on a voulu en tirer plus que cela; c'est un fait qui avait de l'importance parce que vous l'invoquez dans un rapport très important, voilà tout le sens que j'ai donné à ma réflexion. Dans tous les cas je ferai le nécessaire pour avoir ce rapport, nous verrons la suite qui sera donnée à ma requête.

L'audience est levée à 4 heures 5.

QUATRIEME AUDIENCE

28 octobre 1904

L'audience est ouverte à midi et demi.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de passer à l'interrogatoire du colonel Rollin, je voudrais demander au capitaine Mareschal...

CONCLUSIONS DE LA DÉFENSE

M^e HENRY BONNET. — Je voudrais déposer des conclusions. M. le Commissaire du gouvernement a exprimé hier le désir de voir la défense déposer des conclusions, qu'il pourrait étudier de sang-froid, sur l'incident qui s'est produit et dont la gravité n'a échappé à personne. Nous sommes heureux de déférer à son désir et de saisir cette occasion unique de le faire sans inconvénient pour la défense.

En conséquence, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil les conclusions suivantes :

Plaise au Conseil...

Donner acte à MM. Rollin, François, Mareschal et Dautriche de ce que M. le commissaire du gouvernement a déclaré, à l'audience du 27 octobre 1904, avoir entendu M. le commandant Pierra, a affirmé que celui-ci lui aurait fait des déclarations et a invoqué à l'audience ces déclarations sans que rien, dans le dossier de l'instruction, mentionne les dites déclarations qui n'ont, sous aucune forme, été communiquées à la défense.

MARESCHAL, DAUTRICHE, FRANÇOIS, ROLLIN.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande que le Conseil veuille bien passer outre pour le moment. J'examinerai la question et je donnerai mes raisons plus tard.

M. LE PRÉSIDENT (à M^e Henry Bonnet). — Vous ne tenez pas à ce que la question soit vidée maintenant ?

M^e HENRY BONNET. — Non, au cours de l'audience.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, après la suspension d'audience, Avant de passer à l'interrogatoire du colonel Rollin, je voudrais demander au capitaine Mareschal ce qu'il a à dire au Conseil sur la première partie de la question qu'il a traitée devant la Cour de cassation. Sans que j'attache une importance particulière à l'affaire Przyborowski, pour vider cette question, je désirerais que vous répétiez ce que vous avez dit devant la Cour de cassation, ou du moins ce que vous croyez devoir dire à ce sujet.

Le capitaine Mareschal

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne dirai ici que ce qui peut intéresser le Conseil.

Je ne reviens pas sur mon appréciation, à propos de la bande composée de Przyborowski, Wessel et la femme Mathilde B..., je crois que le capitaine François l'a assez qualifiée hier.

Je tiens simplement à dire ceci : le nommé Wessel a déclaré dans un de ses interrogatoires que dans une de ses dépositions, je ne me rappelle plus laquelle, je crois que c'est dans une des dépositions qu'il a faites à la prison de Nancy ; que je lui avais dicté la déclaration qu'il m'a donnée à Nancy ; je tiens à préciser ce point : je suis allé à Nancy pour une affaire tout à fait particulière, pour traiter une affaire avec un agent étranger. Cet agent nous avait été amené par Wessel.

Je tiens tout de suite à dire dans quelles conditions Wessel était chargé de nous amener cet agent. Il avait été entendu, au moment où il nous avait réoffert ses services, après s'être échappé de la prison du pays étranger dans laquelle il était, après nous avoir réoffert ses services que nous avions acceptés, il avait été convenu avec lui que, chaque fois qu'il nous amènerait un agent étranger sérieux, fournisseur, et que chaque fois qu'on se serait assuré que ce fournisseur pouvait réellement fournir des documents ayant une valeur, on lui donnerait par chaque agent amené par lui une prime de 3.000 francs à peu près, ou un peu plus.

Voilà la convention qui était passée avec lui. C'est dans ces conditions que je suis rentré de Nancy. Je me suis abouché

précisément avec l'un de ces fournisseurs qu'il nous avait amenés, lequel fournisseur nous a donné un mois après, je crois, un document fort important, lequel existe au Bureau. Il en résulte donc qu'on devait la prime à Wessel. Cette prime a été plus tard réclamée après mon départ du Bureau; elle a été réclamée fin mai ou commencement de juin par une lettre écrite par Wessel au ministre de la Guerre, dans laquelle il se plaignait de ne pas avoir touché cette prime. La prime n'avait pas pu lui être donnée parce qu'il était en prison. A ce moment-là, il a touché 3.000 et quelques cents francs que M. Cazelle, chef du Cabinet civil du ministre, lui a fait remettre.

J'en viens maintenant à l'affaire Wessel proprement dite : pendant mon séjour à Nancy, pendant que je traitais cette affaire avec l'agent étranger, Wessel, pour une raison que je n'ai pas à apprécier, pensant sans doute rentrer dans nos bonnes grâces et renouer ses relations avec nous, pour affirmer pour ainsi dire sa sincérité, a cru nécessaire de me faire les déclarations que j'ai rapportées. Ces déclarations, j'étais à cent lieues de m'en douter, et parce que je ne pensais pas, et je suis encore maintenant absolument convaincu que Wessel pas plus que Przyborowski et que la femme Mathilde ne connaissent le moindre mot de l'affaire sur laquelle ils me faisaient des déclarations. Ils faisaient ces déclarations pour se rendre utiles et paraître se rendre indispensables. J'ajoute d'ailleurs qu'ils faisaient une autre déclaration à la Sûreté Générale. Ces déclarations ne leur coûtaient rien.

J'ai dit à Wessel : je ne vous demande rien. Si vous croyez devoir me faire des déclarations, venez dans ma chambre ; je vous donnerai une plume et de l'encre et je vous prierai de mentionner en tête de vos déclarations qu'elles sont spontanées et que vous n'aurez pour ces déclarations aucune récompense. J'ai sa lettre, cette déclaration existe au dossier avec la mention que je viens de vous indiquer.

J'ai oublié un détail important : avant d'écrire cette déclaration, j'avais l'intention de rentrer ce jour-là à Paris. Comme cette déclaration me retenait et que Wessel m'avait demandé le temps d'y réfléchir avant de la faire, j'avais dit : réfléchissez, faites ce que vous voudrez; quand vous serez prêt, vous la ferez; si vous ne croyez pas devoir la faire, vous ne la ferez pas. J'ai envoyé là-dessus un télégramme,

chiffré bien entendu, à mon chef de service à Paris, télégramme qui était ainsi conçu et qui existe au dossier :

« Affaire bonne voie... »

J'entends par là l'affaire pour laquelle j'étais allé à Nancy et non pas l'affaire Wessel, comme on pourrait l'interpréter...

«... suis obligé de rester à Nancy pour déclaration importante Wessel relative à l'affaire, etc. »

Ce télégramme a été interprété d'une autre manière parce qu'on s'est dit : affaire bonne voie, c'est évidemment la seconde affaire. Donc, il a été à Nancy rien que pour recueillir la déclaration de Wessel, ce qui est essentiellement faux, puisque cette déclaration est purement accidentelle et que je ne m'y attendais pas le moins du monde. Je me suis contenté par conséquent de prendre cette déclaration, de la rapporter à Paris ; je l'ai montrée à mes chefs, lesquels l'ont montrée à qui de droit, au colonel Hache, au sous-chef d'Etat-major de l'armée. Je m'empresse d'ajouter que, personnellement, je n'ajoutai à cette déclaration isolée aucune espèce de confiance, parce que je connaissais Wessel et le savais capable de faire toutes les déclarations qu'on voudrait ; je n'y attachai d'importance qu'après, à cause du fait suivant : quelque temps après, comme l'a dit le capitaine François, le dénommé Przyborowski, un autre escroc du genre de Wessel, m'a proposé de me faire une déclaration également. Comme on m'avait blâmé déjà d'avoir recueilli la première, je n'ai pas voulu m'exposer à recevoir la seconde déclaration ; je lui ai dit : vous la ferez tant que vous voudrez, mais je ne veux pas la recevoir seul, vous la ferez devant témoins. C'est ce qui allait se faire, mais vous savez que la déclaration n'a pas pu se faire, puisque le colonel Hache est intervenu à temps pour faire cesser la communication que Przyborowski voulait me faire. Mais cette déclaration a été faite après par écrit. Je disais donc que je n'ai commencé à attacher une importance à la déclaration de Wessel qu'à partir de ce moment, parce qu'il s'est trouvé que la déclaration de Przyborowski concordait absolument avec celle de Wessel et que, d'autre part, ces deux aventuriers ne s'étaient pas vus depuis un mois ou trois semaines au moins. Je trouvais étrange cette coïncidence, et à partir de ce moment j'étais obligé d'y attacher une certaine importance. Voilà en somme le fond de l'affaire. On m'accusait...

M. LE PRÉSIDENT. — On vous accusait à ce moment, devant la Cour de cassation, parce que cette question ne nous intéressait pas ici...

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Dans les journaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont les journaux qui ont fait le mal.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'étais accusé, c'était la déclaration de Przyborowski, de Wessel, de Mathilde et Cie, que je méprisais.

M. LE PRÉSIDENT. — C'étaient des espions de bas étage.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Absolument, mon général, et je n'y ai jamais répondu. On m'a attaqué pendant 5 ans dans les journaux, on m'a dit que j'avais payé 30.000 francs le témoignage de Czernuski...

M. LE PRÉSIDENT. — A l'époque ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Depuis la fin du procès de Rennes, c'était dans beaucoup de journaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Comme les informations des journaux sont souvent démenties le lendemain, je n'y attachais aucune importance, je ne connaissais pas du tout la question. A la Cour de Cassation, vous avez été interrogé parce que vous avez demandé à l'être, parce que vous vouliez démentir ce fait ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Procureur général Baudouin avait dit qu'il y avait intérêt à vous permettre de démentir ce bruit. Par conséquent, en somme, la morale que je tire de ce point, c'est que cet incident de Czernuski n'est qu'un incident de l'affaire qui l'a provoqué, si vous voulez, mais je ne crois pas que cela nous intéresse ici.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Cela m'intéresse dans ce sens que je voudrais qu'on dise publiquement que le témoignage Wessel n'a aucune valeur, cela se trouve dans le réquisitoire.

Je ne puis pas citer Wessel, puisqu'il est en prison à l'étranger, mais j'avais demandé qu'on citât Przyborowski et Mathilde, je regrette qu'ils ne soient pas venus.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne le regrette pas, pour ma part, parce que nous n'aurions guère entendu que des mensonges.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Pour ma satisfaction personnelle, j'aurais voulu savoir la véritable version.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne l'auriez pas sue.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — On n'a jamais su exactement dans quelles conditions j'aurais payé ces 30.000 francs, à Czernuski; je les aurais payés à Bruxelles, à Nancy, à Paris ou à Nice; on n'est pas d'accord non plus pour dire si ce serait 30.000, 20.000 ou 10.000 francs, on ne sait pas davantage à qui je les aurais donnés. Dans ces conditions j'aurais voulu qu'on précisât un peu.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela me paraît plutôt du ressort de la Cour de cassation de vider cette question; quant à nous, elle nous est étrangère, puisque l'accusation actuelle ne porte pas sur ce fait Czernuski.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Voilà pourquoi j'ai demandé à m'expliquer.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous autre chose à dire sur cette question particulière?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, mon général, je n'ai pas autre chose à dire, sauf que je repousse avec la plus grande énergie l'accusation suivant laquelle j'aurais dicté la déclaration de Wessel; je n'ai rien dicté du tout, la déclaration m'a été faite spontanément.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous entendrons sur ce point les témoins que nous pourrons entendre.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je n'ai rien de particulier à ajouter.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Peut-être ferait-on bien de lire la déclaration de Wessel et la dépêche dont le capitaine vient de parler.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous, monsieur le Greffier, donner lecture de ces pièces?

M. LE GREFFIER. — Traduction du télégramme chiffré adressé de Nancy le 10 mars 1900 par Weiss :

Affaire bonne voie, être obligé rester pour déclaration de W. importante et curieuse machination Toms Czernuski, faire faire déclaration écrite. Signé : Weiss.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — La deuxième partie du télégramme est faite en somme pour justifier mon absence prolongée, pas autre chose.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je prie le greffier de lire la déclaration qui a été faite par Wessel.

M. le Greffier lit la copie suivante du rapport fait par Weßel à Nancy le 10 mars 1900 :

Nancy, le 10 mars 1900. Rapport.

On trouvera ci-dessous quelques déclarations que je fais à M. Weiss et qui auront sans doute de l'intérêt pour des raisons qui me sont particulières. Je tiens à déclarer en même temps, que je n'ai été poussé par personne, ni d'aucune manière, à faire ces déclarations, qui sont absolument spontanées.

Czernusky.

Jaeger (Toms) a déclaré à Mathilde, il y a environ six mois, que Czernusky aurait été, selon toute vraisemblance, amené par Alex à l'Etat-Major comme témoin à charge dans le procès de Rennes. Il a ajouté que Mathilde devait s'efforcer d'en acquérir la certitude et de se procurer des preuves à ce sujet. On lui payerait pour cela une grosse somme d'argent provenant : 1° des fonds du service (ici un nom allemand), suivant l'expression employée par Jaeger, et 2° de la famille Dreyfus elle-même.

A cet effet, J. mit à la disposition de Mathilde un signalement et quelques photographies de Czernusky. Ces photographies sont encore en la possession de Mathilde.

Quand, par la suite, la conversation fut amenée intentionnellement et pour faire causer Alex, entre Alex, Mathilde et moi sur les témoignages caractéristiques et suspects de Czernusky, ainsi que sur sa personnalité même, Alex se borna à faire remarquer qu'effectivement, il connaissait Czernusky, sa famille et son origine, qu'il s'était trouvé à l'école avec lui, mais que, quant au reste, son cas ne l'intéressait nullement.

Mais, il y a deux semaines environ, il se produisit un revirement complet. Alex raconta alors à Mathilde qu'il avait réellement amené Czernusky, que ce dernier avait été acheté par l'Etat-Major à l'effet de faire des faux témoignages et que lui, Alex, était à même d'établir le bien fondé de ses déclarations, d'après les déclarations mêmes de Czernusky. En particulier, Alex déclara encore ce qui suit : l'Etat-Major lui aurait fourni, à lui, une somme importante, pour amener Czernuski; mais que, dès le début, on ne lui avait donné que mille francs, en même temps qu'on l'avertissait qu'il devait se rendre à Londres pour quelques semaines.

Ces événements se seraient passés au cours du procès de Rennes, c'est-à-dire au mois d'août de l'année dernière. Depuis ce moment, on lui doit toujours la plus grande partie de la somme promise pour le témoignage Czernusky. Il prétend vouloir hâter la solution de cette affaire. Cependant, même si maintenant on lui donnait le restant de la somme promise, il tirerait encore de l'argent d'autre

part, en faisant à Jaeger les déclarations écrites que ce dernier désire posséder. Il quitterait ensuite la France, pour aller en Russie, où il croit être en sûreté à tous les points de vue.

Quand Jaeger apprit qu'Alex était prêt à déclarer, conformément à la vérité, ce qu'il savait du recrutement et de la corruption de Czernusky, il fit savoir à Mathilde qu'Alex recevrait immédiatement 5.000 francs, et que lui-même, Jaeger, se rendrait pour cette affaire à Nice, le 6 de ce mois, ou qu'il enverrait quelqu'un.

Le 5 mars au soir, Alex a disparu, sans laisser de traces, quoique jusqu'alors, il eût été sans ressources. D'autre part, ni J. ni un représentant de J. ne se sont montrés chez Mathilde jusqu'à mon départ de Nice (8 mars 12 h. 59 du matin). Il y a donc lieu de penser qu'Alex a fait seul avec J. l'affaire en question en se passant de l'intermédiaire de Mathilde.. — Signé : Wessel. »

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous quelque chose à dire, monsieur le Commissaire du Gouvernement ou messieurs les défenseurs ?

M^e AUFRAY. — Je dirai, au nom de mes confrères, comme au mien, que nous sommes un peu embarrassés par une parole qui vient de tomber de vos lèvres très autorisées. Vous nous dites que nous ne sommes pas poursuivis pour le fait de Czernuski.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas accusés d'avoir acheté le témoignage Czernuski.

M^e AUFRAY. — Alors, nous nous demandons de quoi nous sommes accusés aujourd'hui. A l'heure qu'il est, nous ne connaissons de l'accusation que l'acte d'accusation, qui comprend à la fois le rapport du capitaine rapporteur et les conclusions du Commissaire du Gouvernement, et ce que, par bribes, nous avons pu démêler dans les débats.

M. LE PRÉSIDENT. — L'accusation ne dit pas que les 20.000 francs ont été employés à acheter le témoignage Czernuski. C'est un des points principaux.

M^e AUFRAY. — Je lis, dans le rapport du capitaine rapporteur, la phrase suivante :

Le rapprochement de ces divers incidents de la délibération du 16 août 1899, permettrait donc de conclure que la somme détournée n'ayant pas été soustraite, disons le mot, volée par les quatre officiers, n'ayant pas été non plus utilisée pour les besoins de leur service spécial, aurait servi à des agissements se rattachant au procès de Rennes. N'ayant pu atteindre la preuve mathématique, on ne

ne saurait même fixer le détail des dépenses qu'auraient occasionnées chacune des affaires Bastian, Brucker, Czernusky et autres, et on ne pourrait définir davantage la part de responsabilité qui incombe à chacun des quatre inculpés. Il ne s'en suit pas moins, que toutes ces investigations, poussées aussi loin que possible dans cette recherche de la vérité ont permis de constituer un faisceau de présomptions des plus sérieuses. On est ainsi amené à croire que les falsifications d'écritures pratiquées en 1899 par l'officier d'administration Dautriche ont eu un but coupable; que le détournement du 16 août de la même année, s'élevant à 15.000 francs au moins et dissimulé sous ces irrégularités, paraît être assez nettement établi pour pouvoir être imputé aux trois officiers et que ces actes frauduleux semblent se rattacher à des faits visés par la loi d'amnistie du 27 décembre 1900.

Par conséquent, si nous dégageons de l'acte d'accusation tout ce qui a trait à ce qui est l'objet des conclusions du Commissaire du Gouvernement, aux agissements qui ne présentent rien de criminel, à supposer qu'ils soient exacts, ce que nous contestons dans l'affaire du procès de Rennes, la seule chose que vous ayez en vue, c'est ceci : on croit découvrir dans la comptabilité une somme de 25.000 francs dont l'emploi apparent, Austerlitz, ne serait pas suffisamment justifiée.

M. LE PRÉSIDENT. — Dont une partie de l'emploi ne serait pas suffisamment justifiée.

M^e AUFFRAY. — Qu'il s'agisse d'un franc ou de 15.000 fr. au point de vue de la probité, comme le disait le capitaine Mareschal, l'acte n'en est pas moins coupable. Le premier point qui devait préoccuper, pas longtemps, le Conseil était de savoir si ces Messieurs ont mis l'argent dans leur poche. Personne ne le croit et ne l'a cru un instant, sauf quelques journaux. Il s'est agi simplement de savoir si une partie de ces 25.000 francs a été détournée pour un objet coupable en général, car un détournement et une falsification, une irrégularité d'écritures, pourraient être déjà coupables en eux-mêmes, ou si elle l'a été pour des faits se rattachant au procès de Rennes. A l'heure qu'il est, la seule précision que nous ayons, c'est que cela pourrait peut-être se rattacher aux affaires Bastian, Brucker et Czernuski...

M. LE PRÉSIDENT. — Et d'autres. J'ai déjà indiqué le fond de ma pensée.

M^e AUFFRAY. — J'ajoute que, dans l'instruction, rien n'a été dit par le rapporteur sur l'affaire Bastian; rien n'a été dit sur l'affaire Brucker, et les seules investigations faites par l'instruction sur des affaires connexes à l'affaire Dreyfus ont porté, avec les déclarations de Tomps, avec les pièces versées au dossier de l'instruction Wessel, sur l'achat au témoignage Czernuski.

Si l'accusation vient dire : je ne vous accuse ni d'avoir acheté Czernuski, ni d'avoir acheté la femme Bastian, ni d'avoir acheté Brucker, alors, de quoi nous accuse-t-on ? Et je demande que, maintenant, ce ne soit pas seulement M. le Président, qui n'est pas un Commissaire du Gouvernement, ni les juges, mais que ce soit le Commissaire du Gouvernement qui nous dise de quoi nous sommes accusés.

M. LE PRÉSIDENT. — Ne vous adressez pas à M. le Commissaire du Gouvernement... (à M. le lieutenant-colonel Rabier) Avez-vous quelque chose à dire à cet égard ?

M. LE LIETENANT-COLONEL RABIER. — Je n'ai aucune observation à présenter si ce n'est que, quand je ferai mon réquisitoire, la défense verra clairement, j'aime à le croire, de quoi nous accusons. En ce moment, le Conseil examine les inculpés au point de vue du détournement ; c'est vous-mêmes qui nous avez conduit, pendant l'instruction, ailleurs ; nous vous suivons, nous ne vous précédons pas. C'est le capitaine François qui, hier, a développé tout au long un certain nombre de faits, les mêmes d'ailleurs que ceux qu'il avait développés à l'instruction ; c'est lui qui nous a mis sur cette trace. Par conséquent, ce n'est pas nous qui vous précédons ; ce n'est jamais nous qui vous avons parlé les premiers du faux témoignage Czernuski.

Lorsque les débats seront terminés et que je ferai mon réquisitoire, vous saurez à ce moment exactement quelle est ma pensée, que je ne connais pas encore complètement, puisque les débats ne sont pas terminés.

M. LE PRÉSIDENT. — Moi, je n'ai jamais voulu dire que Czernuski avait été acheté, j'ai voulu dire qu'il n'y avait pas eu 25.000 francs donnés à Czernuski.

M^e CHENU. — M. le Président, un mot seulement ?... Les paroles de M. le Commissaire du Gouvernement doivent nous plonger tous dans un extrême embarras. M. le Commissaire du Gouvernement nous dit que, quand il prononcera son ré-

quisitoire, nous saurons, à ce moment-là, et d'une façon claire, il en est certain, et je partage cette espérance, ce dont nous sommes accusés. Mais je voudrais bien le savoir aujourd'hui, 28 octobre, et à une heure de l'après-midi, car, nous allons avoir à entendre dans quelques heures des témoins. Comment voulez-vous que nous interroguions utilement les témoins dans l'intérêt de la défense ? Comment voulez-vous que M. le Président du Conseil de guerre dirige ses interrogatoires des témoins si nous ne savons pas quelle est exactement votre accusation, si vous vous refusez à la préciser jusqu'à l'heure où vous prononcerez votre réquisitoire ?

Il me paraît qu'il y a là une question de bon sens qu'il faut résoudre dès maintenant dans l'intérêt de la vérité, de l'éclaircissement de l'affaire.

Au début de l'affaire, sans aucun doute, nous avons été accusés d'avoir acheté le témoignage Czernuski et, comme le faisait remarquer mon confrère, M^e Auffray, c'est de ce côté seulement qu'ont porté les investigations de l'instruction.

J'entend une dénégation de la part du Commissaire du Gouvernement, qui dit : non, vous n'avez pas été dès le début accusés de cet achat du témoignage de Czernuski. Je renouvelle ma prière respectueuse et pressante : de quoi avons-nous été accusés au début de l'instruction ? de quoi sommes-nous accusés à l'heure, à la minute précise où je parle ?

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Commissaire du Gouvernement, désirez-vous répondre ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous êtes accusés en ce moment, en ce qui concerne M. Dautriche, d'avoir fait des faux en matière d'administration militaire, et, en ce qui concerne les trois autres officiers, vous êtes accusés de détournement de fonds. Et maintenant, il faut se reporter, pour que tout le monde comprenne, à ce qui s'est passé avant l'ouverture des débats eux-mêmes. Le capitaine rapporteur a donné un avis que vous connaissez tous ; j'ai pris mes conclusions et je les ai envoyées au gouverneur militaire de Paris. A ce moment-là nous concluions à un non-lieu en nous basant sur ce que, dans le cours de l'instruction, nous nous étions aperçus que les faits reprochés à ces messieurs étaient connexes à ceux qui ont été prévus par la loi d'amnistie.

Le Gouverneur de Paris n'a pas été de notre avis ; il a mis

ces Messieurs en jugement pour ce que je viens de dire. Par conséquent, jusqu'à nouvel ordre, ces Messieurs sont poursuivis : M. Dautriche, pour faux en matière d'administration militaire et les trois autres officiers pour détournement de fonds.

Si les débats ne nous conduisent pas, comme l'a fait l'instruction, à croire que les faits reprochés à ces Messieurs ne sont pas connexes avec ceux qui sont amnistiés, à ce moment-là je verrai si je maintiens les conclusions que j'avais données au gouverneur militaire de Paris. Je ne peux pas le faire avant, encore une fois, il faut que j'attende que les témoins soient venus s'expliquer, il faut que nous ayons examiné tout ce que nous avons à voir pour être fixés. Il me semble que la question est très claire.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne me rappelle pas exactement ce que j'ai dit, je verrai la sténographie ; mais c'est probablement moi qui suis cause de l'incident qui s'est produit.

M^e HENRI BONNET. — Par conséquent, nous sommes aujourd'hui accusés de détournement de fonds. Or, dans les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement, il est dit que la probité de ces Messieurs n'est pas mise en cause. Comment se fait-il alors que maintenant cette probité soit mise en cause ?

M^e ALPY. — Je demande la permission d'ajouter un mot : tout ce que vient de dire M. le Commissaire du Gouvernement est en contradiction avec l'origine même de l'affaire, qui a pris naissance par une plainte de la Cour de cassation. Par conséquent, je ne comprends pas que M. le Commissaire du Gouvernement vienne dire que ces faits sont connexes à l'affaire Dreyfus.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne demande qu'à être éclairé. Nous allons maintenant passer à l'interrogatoire du colonel Rollin.

Le capitaine François

M^e CHENU. — M. le Président, je crois que le capitaine François désirerait ajouter quelques mots à son interrogatoire d'hier.

M. LE PRÉSIDENT. — Capitaine François, veuillez vous expliquer.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Mon général, j'ai été obligé hier de répondre à votre interrogatoire d'une seule traite ; j'ai donc pu commettre quelques erreurs et quelques omissions. En tous cas, il y a une erreur que j'ai commise et dont je me suis rendu compte par la communication du compte-rendu sténographique qui m'a été faite. J'ai dit que, pour expliquer mon absence de mémoire de certains faits, parmi les préoccupations qui pouvaient m'empêcher de me souvenir de l'affaire du 16 août 1899, j'ai dit que le 21 août j'avais été, entre autres préoccupations, accaparé par celle-ci à savoir que ce jour-là précisément était le jour où j'avais été adjoint au général Delanne pour l'enquête que le lieutenant-colonel Picquart avait demandée sur sa gestion. Eh bien, c'est une erreur que j'ai commise, puisque le colonel Picquart, on me l'a dit, n'a demandé cette enquête au Conseil de guerre de Rennes que le 21 août. Par conséquent, ce n'est pas le 21 août que j'ai pu être occupé à cette enquête. Je retire donc cet argument donné par moi pour expliquer mon absence de mémoire.

Maintenant, il y a un point que je tenais bien à préciser dans ma déposition, car après la lecture de cette déposition dans le compte-rendu sténographique, ce point m'a paru un peu noyé dans le reste. Je tiens à le bien préciser de nouveau pour qu'il ne reste aucun doute à ce sujet dans l'esprit des membres du Conseil. Pour prouver que j'avais bien rendu compte au général Delanne de l'affaire de Zurich, j'ai procédé par raisonnement. Je maintiens mon raisonnement d'une façon intégrale. Seulement, j'ai dit que le général Delanne était, comme moi, un intérimaire à cette époque et que, par conséquent, il pouvait très bien se faire que, moi ayant oublié certains points de détail, le général Delanne ait également oublié quelques points. J'ai pu très bien ne pas donner au général Delanne toutes les explications circonstanciées que je vous ai données hier ; j'ai pu lui expliquer simplement l'affaire en gros, j'ai pu lui dire : Zurich, j'ai pu lui dire : Austerlitz, et ajouter : d'ailleurs c'est une affaire entendue avec le général Brault. D'autre part, le général Delanne, qui avait confiance en moi, a bien pu signer, et l'oublier. Mais jamais de la vie je n'ai entendu compromettre le général en aucune façon, le général a été un de mes chefs, et je le respecte ; je n'ai jamais douté un seul instant de sa

bonne foi, pas plus que le général ne doute de la mienne. C'est tout ce que j'avais à dire sur ce point, et j'y tenais d'une façon absolue.

M. LE PRÉSIDENT. — Je me réserve d'avoir une opinion ; en ce moment je n'en ai pas ; je cherche la vérité.

M. le Commissaire du Gouvernement, vous n'avez rien à dire sur ce point ?... Personne n'a plus besoin d'explications ?... Nous allons passer à l'interrogatoire du colonel Rollin.

INTERROGATOIRE

DU LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN

(Nicolas-Paul), 52 ans, lieutenant-colonel, commandant les zouaves de Paris, appartenant au 1^{er} régiment de zouaves domicilié à Vincennes.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez entendu la lecture de l'acte d'accusation ; vous savez de quoi vous êtes accusé. Voulez-vous dire ce que vous avez à dire ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Vous avez pu voir d'après les dépositions précédentes quel est le rôle que j'ai pu jouer dans cette affaire.

Je commence par déclarer que, connaissant l'honorabilité des officiers placés sous mes ordres, je prends la responsabilité de tous les faits incriminés, de tout ce qui s'est passé, même pendant mon absence, sachant que ces officiers n'ont pu se livrer à aucun acte coupable.

J'ai pris le Service des Renseignements au commencement de janvier 1899. J'étais à cette époque officier d'ordonnance de M. de Freycinet. Le poste était peu enviable, la situation difficile. Le service était désemparé. Je n'avais aucun intérêt personnel à le prendre, vu que j'étais au tableau comme lieutenant-colonel ; je n'avais rien à gagner ; je l'ai fait par pur patriotisme ; j'espérais pouvoir réparer les brèches faites dans le service à la suite de l'affaire Dreyfus. Le Service des Renseignements était alors tombé miette par miette dans le domaine public, ce qui avait nui naturellement à son bon fonctionnement. J'ai accepté de prendre ce service, mais à une condition qui était bien entendue, c'était que je n'aurais

pas à m'occuper de l'affaire Dreyfus. Je tiens à insister sur ce point. Du reste, mes officiers peuvent témoigner que toujours je leur ai donné l'ordre d'éviter tout ce qui pouvait se rattacher à cette affaire, d'éviter de s'en occuper; non seulement mes officiers peuvent le dire, mais également le personnel civil que j'avais à cette époque sous mes ordres. Je tiens à le dire parce que l'accusation ayant considéré que nous n'avions pas mis l'argent dans notre poche, que cet argent avait été employé à des choses ressortissant de l'affaire Dreyfus, je ne vois pas que j'aurais pu, en même temps que je donnais des ordres à mes officiers pour ne pas s'occuper de cette affaire, me compromettre avec eux pour faire des détournements qui la concernaient.

Je pris donc le service dans les conditions que je viens de dire. Nous avions, à cette époque, beaucoup d'agents qui s'étaient dérobés, qui n'avaient plus confiance, voyant qu'ils n'étaient plus certains de la sécurité du secret gardé; en ce qui concerne notamment une puissance étrangère sur laquelle nous avons toujours intérêt à être bien renseignés, il ne nous restait pour ainsi dire plus d'agents; il nous restait un agent de second ordre qui n'était pas en situation de nous fournir des renseignements bien importants, et il nous restait enfin ce fameux Austerlitz, sujet de ce procès, qui, depuis 1898, était en relations avec le service.

Je suis resté au service depuis le 3 janvier 1899 jusqu'au milieu d'octobre de la même année; je n'ai, par conséquent, été mêlé à aucune des affaires Baumler, Wessel, etc...; toutes ces affaires se sont passées après mon départ.

J'ai été nommé officiellement à la section de statistique tout en étant officier d'ordonnance du ministre, au mois de mai. J'ai été malade, je crois, et absent du service pendant la deuxième quinzaine de juillet et pendant presque tout le mois d'août. Dans les premiers jours d'août, j'ai été faire un voyage sur la frontière du Nord-Est, voyage de service; j'ai fait le voyage de Zurich, puis j'ai été appelé à Rennes. Le reste du mois, je l'ai passé en permission. Pendant toute mon absence, c'est le capitaine François qui a été chef de service. Il a par conséquent été à ce poste depuis le commencement d'août et depuis le 14 août jusqu'au 9 ou 10 septembre.

Je viens de parler d'Austerlitz. Cet agent avait fourni en

1898, comme le capitaine Mareschal vous l'a dit, des renseignements. Quand je suis arrivé au service, le capitaine Mareschal m'a entretenu, bien entendu, de cet agent; il a attiré mon attention sur sa valeur, sur le caractère absolument authentique des documents qu'il avait fournis et il m'a montré une partie de la correspondance entre eux : jusqu'au mois de juillet, une correspondance a été échangée entre le capitaine Mareschal et lui, comportant des négociations au sujet des documents; cette correspondance faisait ressortir des exigences d'argent très grandes; Austerlitz était un homme qui avait grand besoin d'argent; pour lui, l'unité c'était une dizaine de mille francs, ainsi que vous pourrez le voir d'après la correspondance. Il nous promettait également des documents d'une grande importance, auxquels nous attachions le plus grand prix.

J'en rendais compte naturellement au chef d'état-major; je le tenais au courant; il est évident que je n'allais pas lui porter toutes les lettres qui arrivaient, mais enfin, de temps en temps, je lui faisais un petit résumé de la correspondance échangée entre le capitaine Mareschal et l'agent Austerlitz.

Je dois dire que l'agent Austerlitz paraissait ne pas pouvoir se déplacer quand il voulait; vous verrez que la plupart de ses fournitures sont en juillet et août. Il paraît, d'après son emploi probablement, n'avoir pas pu se déplacer à d'autres époques. C'est lui qui fixait les rendez-vous, qui avait l'initiative des entrevues, choisissant ses moments à l'époque de ses congés probablement.

Donc, au mois de juillet, on a fixé une entrevue pour la fin du mois. Cette entrevue n'a pas eu lieu, et elle a été décommandée. Je me rappelle que c'est dans la deuxième quinzaine de juillet; j'étais malade, j'ai été remplacé par le capitaine François; à ce moment-là, il y a eu échange de correspondance, de télégrammes, il y a eu un ou deux rendez-vous qui ont été donnés successivement et puis décommandés. C'est à cette époque, dans cette correspondance de juillet, qu'il nous demandait de très fortes sommes. Il parlait d'une somme de 60.000 francs, il disait qu'il avait 30.000 francs de dettes. Dans une autre lettre également, il nous dit carrément : « J'ai 40.000 francs de dettes, je suis perdu, si on ne me les paie pas. »

J'attachais une très grande importance à cet agent. A

cette époque nous n'avions presque rien. Evidemment nous payions les documents très cher, mais enfin je considérais que notre premier devoir était de fournir des renseignements, que nous n'étions pas là pour thésauriser, et, étant donné les circonstances, nous devions arriver à avoir des renseignements à tout prix.

C'est à cette époque que je demandai au capitaine Mareschal de me faire un petit historique de ses relations avec Austerlitz. Cet historique a été porté par moi chez le chef d'état-major. Lors de mon interrogatoire par M. Atthalin, lorsque j'ai été interrogé à cinq ans de distance sur ces faits qui étaient absolument sortis de ma mémoire, je n'ai pas précisé. C'était probablement le général Delanne qui était là à ce moment. Je me rappelais vaguement que les fonctions de chef d'état-major avaient été exercées à cette époque successivement par le général Brault et par le général Delanne, mais je ne me rappelais plus du tout à quelle époque elles avaient été occupées soit par l'un, soit par l'autre.

Lorsque M. Atthalin m'a demandé si j'avais été autorisé par le général Delanne, je n'ai pas dit, du reste, que c'était le général Delanne qui m'avait autorisé; je lui ai dit simplement que j'avais dû me faire autoriser avant mon départ, j'ai parlé du chef d'Etat-major à ce moment-là.

Les conditions du voyage ont été réglées, je ne me rappelle plus à quelle époque, c'était dans la première quinzaine du mois d'août, après mon départ certainement. J'ai exposé au chef d'état-major l'importance que nous avions à garder cet agent, et finalement il m'a laissé l'initiative de traiter la question en me fixant la somme de 25.000 francs.

Nous sommes partis. Je ne pouvais pas disparaître sans autorisation du chef de service; j'ai demandé l'autorisation de départ à l'officier général qui était là; je ne me rappelle plus si c'était le général Brault ou le général Delanne. Je lui ai demandé de partir avec le capitaine Mareschal pour aller à Zurich... Je cherche la date exacte... Je ne puis pas me la rappeler.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était aux environs du 16 août.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — C'était avant.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous étiez en permission?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui, mon général. J'étais allé à Zurich, avec le capitaine Mareschal à raison

d'une importante opération. Etant à Zurich, je-me trouvais à proximité de la frontière suisse, où mon beau-frère a une propriété, où je comptais prendre ma permission annuelle. J'ai demandé au retour de l'opération de ne pas revenir immédiatement et de prendre ma permission dans le Doubs. Je suis parti avant le capitaine Mareschal, le 14. Cette date m'a été rappelée dans des circonstances de famille. Ce sont mes enfants eux-mêmes qui me l'ont rappelée. Je suis parti le 14 au matin. Le capitaine Mareschal a dû partir, lui, dans la journée du 15. Je suis parti le 14 pour conduire mes enfants à Saint-Hippolyte. Je me suis rencontré avec le capitaine Mareschal à la gare de Bâle, je crois, et nous sommes arrivés à Zurich le 15 au soir.

Le lendemain matin a eu lieu l'entrevue avec Austerlitz. Cette entrevue s'est passée à peu près dans les conditions où le capitaine Mareschal l'a dit. Austerlitz ne voulait pas d'abord avoir un autre témoin à cette entrevue; il était un peu méfiant. Le capitaine Mareschal lui a dit : C'est un camarade qui veut se tenir également au courant de la question. Nous sommes partis tous les trois dans un jardin public; nous nous sommes assis sur un banc. Le capitaine Mareschal a examiné les documents; moi, je faisais le guet.

Le capitaine Mareschal a examiné les documents. J'ai, à un moment donné, vu déboucher le capitaine Picart, de l'Etat-major de l'armée, que je ne connaissais pas personnellement, je le connaissais simplement pour l'avoir vu entrer et sortir du ministère. Je ne continuai pas à parler pendant qu'il passait devant nous. Il nous a rasés de près et l'entrevue s'est terminée. Après l'entrevue, le capitaine Mareschal et moi nous sommes retirés par discrétion et je lui ai demandé son opinion sur la valeur des documents qu'il venait d'apporter. Austerlitz nous apportait une série de documents que vous verrez. Il n'y en avait pas un seulement, mais à peu près onze fascicules. Le capitaine Mareschal les avait examinés, il m'a donné son avis et m'a déclaré que, d'après son appréciation, ils avaient une valeur d'à peu près 8 à 10.000 francs. Il me dit que d'autre part Austerlitz lui avait répété ce qu'il avait dit dans sa lettre, à savoir qu'il ne pourrait pas continuer si on ne le sortait pas de la situation précaire dans laquelle il se trouvait. Il lui avait renouvelé ses promesses au sujet de la fourniture importante qu'il devait faire, fourniture concer-

nant... c'est un renseignement que je ne veux pas vous donner en public... J'ai décidé avec le capitaine Mareschal que je lui donnerais la totalité de la somme que nous avions été autorisés à emporter. Je me suis retiré par discrétion, puis le capitaine Mareschal l'a payé, j'ai été à la Tenaille à côté; le capitaine Mareschal est venu me retrouver et m'a rapporté un reçu signé d'Austerlitz, reçu que j'ai vu à ce moment. Le lendemain dans l'après-midi, je suis allé à A... Nous sommes partis avec le capitaine Mareschal et nous sommes allés dans une ville de la Suisse septentrionale pour voir un autre agent qui rendait des services, qui servait de boîte aux lettres et devait nous rendre d'autres services en temps de guerre. Nous devions lui acheter un fusil. Cet agent nous avait été indiqué par un commissaire spécial de la frontière de l'Est. C'est le commissaire spécial qui nous a fait connaître le désir de cet agent d'avoir un fusil, puis nous nous sommes séparés et je suis allé chez mon beau-frère. Le capitaine Mareschal de son côté est rentré à Paris. Je commençais à jouir de ma permission lorsque, le 19, dans la journée, je reçus un télégramme du capitaine François me disant que j'étais convoqué pour aller à Rennes et me demandant de rentrer d'urgence. Je suis reparti immédiatement et j'arrivai à Paris le 20 au matin. C'était un dimanche. Je suis passé au bureau pour prendre les papiers qui m'étaient nécessaires pour ma déposition et je suis reparti le même jour pour Rennes, où je suis arrivé le 21 au matin. J'ai déposé le 22, je suis reparti le 23 et je rentrai le 24 à Paris, étant toujours en permission. J'avais été dérangé de ma permission par le télégramme du capitaine François. Je n'ai fait que passer au bureau le 24 et je suis reparti immédiatement pour reprendre ma permission, d'où je suis revenu le 8 ou 9 septembre. Je n'ai pris aucune part par conséquent aux opérations de la comptabilité; je n'avais donné aucun ordre à ce sujet. J'ai indiqué au capitaine François, avant de partir, la somme donnée au capitaine Mareschal. Je lui indiquai qu'il y aurait sans doute lieu de faire un prélèvement sur la réserve.

Ce prélèvement sur la réserve se justifie absolument, mon général, puisque nous avons à cette époque 45.000 francs en caisse. Si l'on déduisait les 20.000 francs qu'on prenait sur la réserve, il nous restait 5.000 francs à la fin du mois et il fallait aller, non seulement jusqu'à la fin du mois, mais encore

jusqu'au moment où on toucherait le chèque suivant, et vous devez voir, d'après les livres, qu'on ne touchait pas les chèques le 1^{er} du mois, mais le 6, le 7 ou le 8; celui du mois d'août a été touché le 8. On a payé encore au mois de septembre au moins 5 ou 6.000 francs dessus, par conséquent nous nous serions trouvés à un moment donné avec zéro dans la caisse, et ce prélèvement a été d'autant plus nécessaire, et le capitaine rapporteur n'a pas pu le voir, puisqu'il ne pouvait raisonner que sur les chiffres qu'il voyait, qu'à ce moment, nous avions des affaires en cours, des affaires qui étaient amorcées; nous en avions deux qui étaient amorcées, qui n'ont pas abouti, dont l'une, M. le capitaine François doit se le rappeler, devait nous occasionner des dépenses dans la deuxième quinzaine d'août. Par conséquent, nous étions obligés de tenir compte de tout cela. Ce prélèvement se justifie d'une façon absolue. Je n'ai pas donné d'autres indications au capitaine François avant mon départ que celle du prélèvement sur la réserve; je n'ai donné aucune indication au sujet de la façon dont il y avait lieu de porter la dépense.

L'accusation me fait grief également de ne pas avoir pu dire à M. Atthalin, lorsqu'il ne le demandait, la somme exacte qui avait été payée à Austerlitz. J'ai dit à M. Atthalin que c'était une très forte somme, la plus forte que j'avais vu payer dans le service. Je pensais que c'était 20 à 25.000 francs, je ne me rappelais pas exactement. Je me suis fait scrupule de ne pas lui donner le chiffre exact. Du reste, dans le cours du même interrogatoire, je lui ai dit que je ne m'étonnerais pas que ce soit 20 ou 25.000 francs; il y avait 5 ans que les faits s'étaient passés; je n'avais emporté aucune note du ministère, j'étais parti en Algérie, m'occupant de toute autre chose que du service des renseignements, je n'avais plus aucun rapport avec les officiers qui faisaient partie du bureau. On m'a parlé souvent dans l'accusation de concert entre les officiers; ces messieurs peuvent témoigner que jamais, depuis que j'ai quitté le service, je n'ai cherché à entrer en rapport avec eux à ce sujet. M. Dautriche était à Paris depuis 2 ans 1/2, moi j'étais à Nogent; j'aurais pu le voir; j'aurais pu lui parler, lui écrire, je ne l'ai pas fait; je n'ai jamais eu de correspondance, ni avec François, ni avec Mareschal, avant le 14 mai. Le 14 mai, ce n'est pas moi qui l'ai provoqué, le capitaine Mareschal m'a écrit qu'étant convoqué devant M. Atthalin et

ne se rappelant plus très bien les détails de l'entrevue de Zurich, il serait heureux de me voir l'aider de mes souvenirs à moi. Je lui ai répondu que j'étais moi-même convoqué le même jour et je lui ai donné rendez-vous.

Dans ce rendez-vous, nous avons essayé tant bien que mal, et nous n'y avons pas réussi à ce moment, de reconstituer tous les deux les détails de cette entrevue; les faits remontaient à 5 ans et les absences de mémoire sont excusables.

L'accusation me reproche en outre d'avoir pris la responsabilité des actes qui ont été commis par mes subordonnés. Je vous en ai donné la raison, mon général : c'est que j'estime que ces officiers sont de très honnêtes gens, c'est le devoir d'un chef, tant qu'il n'a pas la preuve absolue que ses subordonnés ont fauté, d'agir ainsi, je trouve que c'est son devoir de les couvrir. C'est pour cela que je l'ai fait et que je le fais encore aujourd'hui. J'ajoute que mon passé proteste contre l'accusation dont je suis l'objet, d'avoir détourné dans un but quelconque une somme destinée au service.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez rien à ajouter ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — L'accusation a écarté de prime abord l'idée que vous auriez pu participer à un détournement dans un intérêt personnel. C'est ainsi qu'on a établi la corrélation de ces faits avec l'affaire Dreyfus, faits qui étaient couverts par l'amnistie.

A quelle époque avez-vous quitté le service des renseignements ? Vous y avez été plusieurs fois ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — D'abord de 1888 à 1893.

M. LE PRÉSIDENT. — Pendant 5 ans ?...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Sous les ordres de Sandherr.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'avez quitté pour passer au service régimentaire en vertu du règlement ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Pour finir mon temps de commandement.

M. LE PRÉSIDENT. — Le règlement exigeait que vous passiez dans un régiment.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit que vous y étiez

revenu ?... Qui est-ce qui a fait l'intérim après le suicide d'Henry ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — C'est le capitaine Junck.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez succédé à Henry avec Junck comme intérimaire ?... Au commencement de 1899, vous avez quitté le service ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — En octobre 1899. J'ai été pendant 8 mois au service.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été absent de votre service au mois d'août, et le mois a été réglé comme comptabilité par François, c'est absolument certain.

Vous avez été mis en cause par ce fait que le capitaine Mareschal, interrogé par M. Atthalin, a déclaré que vous étiez présent à Zurich. C'est ainsi que vous avez été introduit dans l'affaire. J'ai dit, par un lapsus, il y a quelques jours, qu'on avait douté de votre présence, uniquement par malentendu. On a interrogé un premier commandant Picart, il n'y a plus eu de doutes. L'instruction a été égarée un moment, mais elle est revenue dans la voie exacte.

Le 14 mai, vous avez déposé comme témoin devant M. Atthalin.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je dois dire que M. Atthalin a commencé par me dire que je n'étais pour rien dans l'affaire et que ce qu'il me demandait, c'était à titre de renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, vous étiez comme témoin.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je ne croyais pas que c'était un véritable interrogatoire.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous étiez témoin, mais il fallait éclaircir un point. Nous allons lire votre première déposition.

M. le Greffier lisant :

L'an 1904, le 14 mai, nous, Laurent-Atthalin, conseiller, à ce délégué par la Cour de cassation, avons reçu comme suit, avec l'assistance de M. Désaméricq, commis-greffier, serment prêté, la déposition de M. le lieutenant-colonel Rollin.

Le témoin, après avoir prêté serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité, a déclaré se nommer.....

Il dépose :

J'avais été officier d'ordonnance de M. de Freycinet. A son départ du Ministère, j'ai consenti à prendre le service de la statistique. Je l'ai quitté à la fin du mois d'octobre 1899, époque à laquelle j'ai été nommé à Guingamp. C'est le capitaine François, alors sous mes ordres, qui m'a remplacé.

D. — Nous remarquons que le livre-journal du bureau est arrêté par vous, pour juillet et septembre 1899, tandis que le mois d'août est arrêté par le capitaine François ?

R. — Dans le courant du mois d'août, ayant un abcès à la gorge, j'ai dû m'aliter chez moi pendant plusieurs jours. Je ne puis me rappeler exactement quand a commencé ou a pris fin mon interruption de service, mais c'était, je crois, après ma déposition au procès de Rennes.

D. — Dans le courant d'août, avez-vous eu occasion de vous rendre à l'étranger ?

R. — J'ai été à Zurich, accompagné du capitaine Mareschal, pour voir un agent étranger, qui était désigné dans notre service, où il était connu depuis quelque temps déjà, sous le nom d'Austerlitz. Nous avons été également à Bâle et encore ailleurs. Après le voyage, je suis passé chez mon beau-père, dans le Doubs, où j'ai reçu un télégramme du capitaine François me prévenant que j'étais convoqué à Rennes comme témoin à très brève échéance. Ce voyage à Zurich a dû avoir lieu, d'après mes souvenirs, du 10 au 15 ou le 16 août 1899. Austerlitz nous a remis des documents manuscrits; si mes souvenirs sont exacts, comme je le crois, Austerlitz a, dans une première entrevue, fait voir les documents; ensuite, j'ai seul à seul causé de leur valeur avec le capitaine Mareschal, du chiffre à évaluer, après quoi, toujours si mes souvenirs sont exacts, Mareschal a dû, cette fois seul, revoir Austerlitz et payer.

D. — Quelle a été la somme payée ?

R. — C'était une forte somme. Cela se comptait par mille et non par cents; c'étaient plusieurs mille francs; mais il n'est pas possible de me rappeler le chiffre.

D. — Austerlitz a-t-il donné un reçu ?

R. — Oui, j'ai vu le reçu qui était au crayon et signé : Austerlitz.

D. — Je vous représente le carnet de réserve. Sous la date de 1899 figure un mouvement de 20.000 francs en date du 16 août 1899.

R. — Les mentions relatives à ce mouvement de fonds ne sont pas de mon écriture, je crois qu'elles sont de l'écriture du capitaine François. Dès lors, quand l'opération a eu lieu, je devais être absent, précisément pour le voyage à Zurich et l'entrevue avec Austerlitz. Si j'avais été à ce moment à Paris, ce n'est pas le capitaine François, mais moi-même, comme chef de service, qui me serais mis en

rapport avec le général Delanne, pour être autorisé à faire un prélèvement sur la réserve, quel qu'en fût le montant. Le capitaine François n'aurait pas eu qualité, moi étant présent, pour aller trouver le chef d'Etat-Major.

D. — Pour payer à Austerlitz la somme dont vous ne vous rappelez pas le montant, n'a-t-il pas fallu une autorisation du général Delanne ?

R. — Evidemment, j'ai dû me faire autoriser à partir, et j'ai dû rendre compte à mon retour ; mais, comme on ne peut pas savoir avant de partir ce qu'on dépensera exactement, il se peut qu'on emporte une somme approximative, et on en rend compte après.

D. — Le livre-journal porte : « Austerlitz — Documents complément de 20.000 francs de la réserve..... 5.000 francs. »

R. — Il faudrait avoir le reçu d'Austerlitz.

D. — Le 3 janvier, d'après le carnet de la réserve, il y avait en caisse 80.000 francs. Le capitaine François note sur le carnet, à la date du 16 août, avec l'autorisation du général Delanne, un prélèvement de 20.000 francs pour assurer les besoins du service courant. Le même jour, 16 août, sur la page des dépenses, le capitaine François note un prélèvement de 20.000 francs pour le service courant.

R. — L'hypothèse que je puis faire, c'est qu'on aura pris à la réserve pour reconstituer le service courant ; mais, je le répète, il faudrait avant tout retrouver le reçu d'Austerlitz.

D. — Nous mettons sous vos yeux le dossier de la correspondance Austerlitz ; on y trouve deux reçus signés Austerlitz, l'un à l'encre de 1.025 francs, portant : (ici une mention en langue étrangère), l'autre au crayon sur une feuille de papier quadrillé déchirée d'un carnet portant....., aucun d'eux n'est daté ?

R. — Je vois encore d'ici le reçu donné en août 1899 par Austerlitz.

D. — Cependant, vous ne vous souvenez pas du chiffre de ce reçu ?

R. — Je voudrais bien m'en souvenir, il ne me reste qu'une impression, mais qui est celle d'une très forte somme. Il y a, d'ailleurs, au dossier que vous mettez sous mes yeux un projet de lettre rédigé par moi et duquel il ressort que j'entendais faire savoir à Austerlitz que ses précautions étaient exagérées et qu'à la suite de la dernière livraison, elles avaient été trouvées telles en haut lieu.

D. — Enfin, nous mettons sous vos yeux le reçu donné par le capitaine Mareschal, sous le n° 564, d'une somme de 5.625 francs : complétant une somme de 20.000 francs prise à la réserve, le tout remis à Austerlitz.

R. — Il n'est pas du tout impossible que la somme remise à Austerlitz à ce voyage de 1899 ait été de 25.000 francs.

D. — Si vous avez payé un document 25.000 francs, ce chiffre n'a-t-il pas été de nature à vous frapper comme exceptionnel ?

R. — Il y a des documents qui peuvent valoir encore bien plus.

D. — Vous est-il arrivé plusieurs fois de payer des documents 25.000 francs.

R. — Jamais de mon temps; cette somme serait la plus forte que j'aurais donnée; elle s'expliquerait par la situation sociale de l'individu et par l'importance qu'offraient les documents. D'autre part, il y avait intérêt à encourager les services de ce fournisseur.

Lecture faite....., etc...

D. — (*A M. Dautriche*). — Si l'opération avec ce fournisseur a eu lieu le 16 août, le prélèvement daté de ce même jour sur le livre de la réserve aurait eu lieu à un moment où le commandant Rollin et le capitaine Mareschal étaient nécessairement arrivés à Zurich. Leur a-t-il été fait un envoi d'argent par la poste ou autrement ?

R. — (*De M. Dautriche*). — Je ne sais pas du tout si l'entrevue a eu lieu le 16.

LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Naturellement, au bout de près de cinq années, je ne puis fixer une date; c'est certainement aux environs du 16 que j'étais à Zurich; je suis descendu à un hôtel en face de la gare, mais je ne sais pas sous quel nom, au cas où on m'en aurait demandé un.

Ce que je tiens à bien spécifier, c'est que, tant que j'ai dirigé le service des renseignements, aucune somme n'a reçu une affectation autre que celle que comportait le service. — Je maintiens mon absolu souvenir d'avoir vu un reçu au crayon avec la signature d'Austerlitz.

D. — (*Au capitaine Mareschal*). — Lorsque nous vous avons entendu, le 9 mai, vous nous avez affirmé que jamais une somme, même de 20.000 francs n'était passée par vos mains dans le service. « Pendant le temps que j'ai passé au bureau, avez-vous dit, la plus grosse somme que j'ai jamais emportée a été de 10.000 francs. » D'autre part, dans votre déposition du 7 mai, vous nous avez déclaré que : « moyennant la somme de 5.000 francs », vous aviez, au mois d'août 1899, acheté à Austerlitz le document qu'il offrait ?

R. — (*Du capitaine Mareschal*). — J'ai eu une véritable absence de mémoire. J'ai emporté, d'après mon reçu, 25.000 francs du bureau et, puisque je n'ai rien rapporté, j'ai remis 25.000 francs à Austerlitz. Austerlitz demandait de très grosses sommes, il demandait jusqu'à 60.000 francs. J'ai été à Zurich, comme je vous l'ai dit, vers le milieu d'août, avec le commandant Rollin. Nous avons été à un hôtel près de la gare où j'ai donné, suivant mon habitude, le nom de Weiss. Je me suis rencontré avec Austerlitz sur un banc dans un jardin; je lui ai payé, je crois, devant le commandant Rollin, une grosse somme.

LE COMMANDANT ROLLIN. — Je ne crois pas avoir été présent au paiement.

.
D. — (*Au capitaine Mareschal*). — Il était d'usage, en pareil cas, croyons-nous, que l'officier revenant d'une mission, fît une note écrite ?

R. (*Du capitaine Mareschal*). — Certainement, et je suis sûr que j'en ai fait une que j'ai mise dans le dossier ; mais je ne l'y retrouve pas plus que le reçu d'Austerlitz.

Cette note indiquait nécessairement la somme que j'ai déboursée.

LE COLONEL ROLLIN. — L'usage est de faire un memento qui devrait être dans le dossier. Quant au reçu, je reste sur l'impression que je l'ai vu.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelque temps après ces interrogatoires, une perquisition a été faite chez vous, le 28 juin, je crois ; on a trouvé chez vous simplement des lettres d'un sieur Lajoux qui vous poursuivait de demandes d'argent et de menaces ; c'est du chantage, j'y reviendrai s'il y a lieu.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — C'est absolument étranger à l'affaire.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est du chantage. Vous avez été interrogé dans l'affaire Dautriche, quand celui-ci a été inculpé. Voulez-vous, M. le Greffier, donner lecture de la déposition du colonel Rollin.

M. le Greffier lisant :

L'an 1904, le 25 juin, à 9 heures du matin devant nous Cassel, capitaine-rapporteur près le 2^e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris, assisté de M. Luc, greffier, a comparu le témoin ci-après nommé, lequel a répondu se nommer Rollin, Nicolas-Paul-Ferdinand-Albert, âgé de 51 ans, lieutenant-colonel d'infanterie breveté, commandant le groupe des bataillons de zouaves de Paris, et a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Au mois d'août 1899, quelle était votre situation à la S. S. ?

R. — J'étais le chef de la S.S. Dans les premiers jours d'août, je suis parti faire un voyage de frontière, et je ne me souviens pas, si les frais de ce voyage ont été réglés avant mon départ ou à mon retour. En tous cas, je suis rentré à Paris quelques jours avant le 14, puisque des souvenirs de famille me rappellent que j'ai couché à St-Hippolyte (Doubs), le 14 au soir, avec mes enfants, que je conduisais chez mon beau-frère.

J'étais donc parti le 14 au matin de Paris, avec une de mes filles,

j'ai retrouvé mon autre fille à Belfort, qui venait de passer quelques jours à Toul. Ces faits sont absolument précis, attendu qu'ils m'ont été rappelés par mes enfants même. J'allais alors en permission d'une vingtaine de jours, autant que je me le rappelle. A St-Hippolyte, le 15 au matin, j'ai quitté mes enfants pour aller rejoindre le capitaine Mareschal à Bâle, je crois, sur le chemin de Paris à Zurich tout au moins, puisque je voulais profiter de mon séjour sur la frontière Suisse pour voir Austerlitz, et une autre personne qui nous servait de boîte aux lettres.

Mareschal et moi, nous avons dû arriver à Zurich le 15 au soir, c'est même certain que c'est ce soir là. Nous sommes descendus dans un hôtel en face de la gare, dont je ne puis préciser le nom. Mareschal a donné le nom de Weiss, et moi un nom quelconque que je ne puis me rappeler.

D. — Avant votre départ en permission, ce rendez-vous avait donc été concerté et arrêté dans ses détails ?

R. — Avant mon départ, il était convenu avec le capitaine Mareschal que je le retrouverais pour assister à l'entrevue de Zurich. M'étant tenu au courant, par Mareschal, des négociations entamées avec cet agent, j'avais décidé d'assister à l'entrevue qui devait avoir lieu au cours de ma permission. En prévision de cette importante entrevue et en raison des exigences pécuniaires d'Austerlitz, annoncées dans ses nombreuses lettres, j'ai dû indiquer la nécessité d'emporter une grosse somme, environ 25.000 francs ; et, comme la caisse du courant ne pouvait supporter un pareil prélèvement, j'ai dû indiquer qu'un prélèvement sur la réserve serait nécessaire.

D. — Vous saviez donc que la caisse du courant n'avait pas à cette époque, (mi-août), de quoi supporter un pareil prélèvement ?

R. — Je ne dis pas qu'il n'y avait pas 25.000 francs en caisse courante, mais je pensais qu'un pareil prélèvement ne lui permettrait pas d'avoir les ressources nécessaires pour assurer les nécessités du courant jusqu'à la fin du mois.

D. — Vous en êtes-vous assuré en examinant les registres ?

R. — Je ne me le rappelle pas, mais il est probable que, dans les calculs de tête, en défalquant ces 25.000 des 40.000 mensuels, je me serai dit : la différence ne peut assurer la fin du mois.

D. — Cette conversation tenue certainement avec Mareschal, comme vous le dites, a-t-elle été tenue aussi avec le capitaine François, qui était appelé à vous remplacer et assurer le service en votre absence ?

R. — Je ne puis rien préciser.

D. — Précisez les détails de votre séjour à Zurich.

R. — Le lendemain de notre arrivée, dans la matinée, nous nous sommes rencontrés, Mareschal, moi et Austerlitz, dans un jardin peu fréquenté. Mareschal, l'ayant aperçu, m'a présenté de suite,

attendu qu'il n'y avait personne dans le jardin, et nous nous sommes assis sur un banc tous les trois. Il a présenté ses documents à Mareschal qui les a examinés.

D. — Votre attention a-t-elle été appelée sur l'importance de ces documents dès votre examen ?

R. — C'est le capitaine Mareschal, à qui je m'en suis rapporté, qui les a examinés et qui m'a dit, grosso modo, ce qu'ils contenaient. J'ai parcouru moi-même les titres de ces documents.

D. — Combien de temps a duré cet examen ?

R. — En dehors de l'examen des documents nous avons causé avec Austerlitz, particulièrement Mareschal qui parle cette langue étrangère beaucoup mieux que moi, et je me rappelle qu'il a été question d'autres documents que nous désirions et qu'Austerlitz nous avait fait espérer.

L'entretien a duré environ une petite heure.

D. — Quel caractère ces documents vous ont-ils présenté ?

R. — N'ayant pas les documents sous les yeux, je ne puis plus me rappeler ce qui a pu me frapper dans la valeur de ces documents.

D. — Avec le capitaine Mareschal, vous n'avez donc pas estimé les documents à leur valeur réelle ?

R. — Nous n'avons pas fait cette décomposition : documents tant, avance tant; nous avons payé le tout 25.000 francs, sachant très bien que ces documents n'avaient pas cette valeur réelle; mais, comme à ce moment notre service était désemparé, à la suite des divulgations de l'affaire Dreyfus, nous attachions une très grande importance à la conservation de cet agent. Comme nous le savions, d'après ses lettres du moins, dans une situation précaire et à la tête d'une trentaine de mille francs de dettes, qui, si elles n'étaient pas réglées, ne lui permettraient plus de garder ses relations, j'ai cru devoir, comme chef de service, faire un sacrifice d'argent en majorant le prix des documents. Ce serait à refaire dans les mêmes conditions, je le referais encore, car avant tout, ce que l'on peut demander à un service des renseignements, c'est d'abord d'en fournir, l'argent du service n'ayant pas seulement pour but de payer des documents, mais aussi de recruter des agents et des informateurs.

Lecture faite, etc..... »

Ce même jour... nous avons continué à recevoir la déposition de M. le lieutenant-colonel Rollin ainsi qu'il suit :

D. — Quels étaient ces documents ?

R. — Il y en avait 3 ou 4 qui traitaient de différents sujets.... Toutes questions générales..., mes souvenirs ne me permettent pas de préciser davantage.

D. — Vous étiez à ce moment là dans la matinée tous les trois sur le même banc. Est-ce dans cette situation que vous avez arrêté avec Mareschal le prix à donner à Austerlitz ?

R. — Nous nous sommes, si je me le rappelle bien, retirés à l'écart avec Mareschal, et c'est là que j'ai décidé la somme de 25.000 francs qui lui serait remise.

D. — N'a-t-il pas été à ce moment question entre vous de la valeur réelle de ces documents ?

R. — Nous avons bien dit entre nous que c'était beaucoup plus cher que les documents ne valaient, mais nous n'avons rien détaillé et nous avons décidé de lui donner en bloc les 25.000 francs. Il n'y aurait pas eu de documents que je crois bien que nous aurions fait quand même le sacrifice pour conserver cet informateur.

D. — Alors cet agent n'a pu apprécier le service qui lui était rendu ?

R. — Pardon, on le lui a fait sentir en lui disant que les documents ne valaient pas cela.

D. — Précisez les documents qu'Austerlitz vous avait fait espérer ?

R. — En lui faisant ce sacrifice, nous lui avons demandé de tâcher de nous avoir quelque chose sur..., car un des documents qu'il nous fournissait ce pour là, traitait une mission, entre autres, dans le corps du document, se rattachant au.....

D. — Savez-vous s'il les a fournis dans la suite ?

R. — Je n'en sais rien, ayant quitté ce service deux mois après.

D. — Dans quelles conditions s'est effectué le paiement de ces 25.000 francs ?

R. — Ils lui ont été remis par le capitaine Mareschal. L'entrevue étant terminée, je suis allé au restaurant pour déjeuner et ai laissé Mareschal retourner auprès d'Austerlitz en lui disant de l'amener déjeuner avec nous. Mareschal est revenu seul, me disant qu'Austerlitz préférait ne pas venir et il m'a rendu compte qu'il lui avait remis l'argent.

D. — Alors vous n'avez pas assisté au paiement ?

R. — Non.

D. — Savez-vous comment était composé la somme ?

R. — Je ne l'ai pas vue, mais il a dû payer en argent allemand, c'est-à-dire en billets ?

D. — Qu'avez-vous fait ensuite ?

R. — Après le déjeuner, je ne sais ce que Mareschal a fait. Quant à moi, j'ai profité de ma présence à Zurich pour aller voir si M. de Freycinet était encore à l'hôtel de ..., où je savais qu'il était venu passer la saison. On m'a dit qu'il était parti depuis quelques jours. Le même jour ou le lendemain, nous avons quitté Zurich, nous deux Mareschal, pour aller voir... l'agent boîte aux lettres. Comme nous savions qu'il désirait un bon fusil, nous l'avons amené à Bâle choisir lui-même son fusil pour le remercier de ses services tant présents que futurs. C'est cette dépense qui correspond aux 625 francs du même voyage.

D. — Alors cette dépense de 625 francs n'est pas pour un document fourni par ..

R. — Non.

D. — Qu'est-il advenu ensuite ?

R. — A Bâle je me suis séparé de Mareschal pour jouir de ma permission chez mon beau-frère. Quelques jours après, le 20, j'ai reçu une convocation pour le Conseil de guerre où je suis allé. J'en suis revenu le 24 août pour reprendre le cours de ma permission. J'étais passé par le bureau pour me faire régler mes dépenses. J'y ai vu M. Dautriche et le capitaine François, ou du moins j'ai cru voir les officiers du bureau.

D. — Vous êtes-vous préoccupé à votre passage de la façon dont votre dépense de Zurich et de... avait été réglée et du compte-rendu qui avait dû en être fait ?

R. — Il n'a été question en aucune façon de la dépense et de son règlement, du moins je ne me le rappelle pas.

D. — Avez-vous pensé à vous assurer de la rentrée et de la mise en place des documents ?

R. — Non, c'était l'affaire du capitaine Mareschal.

D. — C'est bien votre service qui organisait les dossiers où étaient réunis les documents et la correspondance s'y référant ?

R. — Parfaitement. Chaque officier organise les dossiers de son département, et c'est dans son bureau que les dossiers se tiennent. Ou on vient les consulter, ou on les envoie en communication aux bureaux qui en font la demande, ou on en fait des extraits.

D. — Savez-vous si à ce moment là (24 août) le compte-rendu de l'arrivée des documents avait été envoyé ?

R. — Je ne puis vous le dire ; peut-être que François et Mareschal n'avaient pas encore fait part de l'arrivée des documents au chef d'état-major et au deuxième bureau.

D. — Ce compte-rendu se faisait-il dans tous les cas et pour tous les documents, et dans quelles conditions l'assuriez-vous en temps normal ?

R. — En temps normal et pour tout document singulier qui n'avait pas une très grande importance, il était mentionné dans la correspondance du deuxième bureau et des bureaux que ce document pouvait intéresser, et il en était rendu compte, autant que je me le rappelle, verbalement, au chef d'état-major, au rapport duquel j'assistais tous les jours comme chef de service.

D. — Tenait-on d'une façon régulière le chef d'état-major au courant des négociations entamées, lorsqu'il s'agissait de documents importants notamment ?

R. — D'une façon générale, non, à moins de circonstances exceptionnelles.

D. — Quand le document jugé important rentrait, que faisiez-vous comme chef de service ?

R. — J'en rendais compte immédiatement au chef d'état-major,

au chef du deuxième bureau et même au chef de cabinet, et en tous cas sûrement au rapport du chef d'état-major.

D. — Verbalement ou par écrit ?

R. — Verbalement ; je ne me souviens pas avoir fait moi-même un compte-rendu par écrit au chef d'état-major.

D. — Et vos officiers vous rendaient-ils compte par écrit ?

R. — Non, c'était dans la conversation.

D. — Alors le général Delanne ainsi que le général de Lacroix ont été, d'après ce que vous dites, mis au courant de l'affaire Austerlitz, aussi bien des négociations que du voyage et du résultat, dans tous leurs détails ?

R. — Je ne me rappelle pas avoir fait part de ces négociations au général de Lacroix, ni au général Delanne ; cela m'étonnerait que je ne l'aie pas fait, mais je ne me le rappelle pas.

D. — Et le voyage, l'a-t-il connu ?

R. — Je ne me rappelle pas si c'est moi ou François qui avons prévenu le chef d'état-major, mais il a certainement été prévenu du voyage projeté entre Mareschal et moi.

D. — En partant pour Zurich, saviez-vous à quelles éventualités vous pouviez vous attendre en ce qui concerne l'agent Austerlitz, étant donnée sa correspondance ?

R. — Évidemment, je m'attendais à ce que nous soyions obligés de lui payer une forte somme pour ses documents, si vraiment ils avaient la valeur de la somme emportée, ce à quoi je ne m'attendais pas d'une façon certaine, mais, en tous cas, j'avais prié Mareschal de se munir de cette somme pour, au besoin, majorer la valeur des documents et ainsi le tirer de sa mauvaise situation pour arriver à conserver cet informateur.

D. — Le général Delanne était-il au courant par vous de cette éventualité, qui avait dû, ce me semble, vous être venue à l'idée depuis un certain temps ?

R. — J'avais eu cette idée depuis ses dernières lettres, mais je ne puis affirmer l'avoir dit au général Delanne. J'estime que François en faisant autoriser le prélèvement, a dû rendre compte pourquoi il le demandait.

D. — Quand êtes-vous rentré de permission ?

R. — Dans les premiers jours de septembre.

D. — A cette époque les documents étaient-ils dans leurs dossiers ?

R. — Je ne m'en suis pas assuré. J'ai vu ces documents, mais je ne sais plus si c'est dès ma rentrée ou quelques jours après. Je n'ai pas eu à les examiner plus que je ne l'avais fait à Zurich et je ne saurais pas préciser davantage ce qu'ils contenaient. C'était l'affaire du capitaine Mareschal, dont c'était le service courant.

D. — Avez-vous eu l'occasion d'en reparler après votre retour au général Delanne ou au général de Lacroix ?

R. — Je ne me rappelle pas. Je sais que je rendais toujours compte de ce qui se passait, mais je ne puis rien affirmer pour ce cas particulier.

D. — A quelle date le lieutenant-colonel Hache, chef du deuxième bureau, a-t-il pris la direction de votre service et dans quelles conditions ?

R. — C'est dans le milieu de septembre et à la suite d'une note qui disait que la S. S. ne serait plus en somme autonome et dépendrait du deuxième bureau, principalement pour le contrôle des dépenses.

D. — Avez-vous passé la caisse au colonel Hache ?

R. — Je ne lui ai pas passé la clé de la caisse, mais je lui ai présenté l'arrêté de la caisse.

D. — Dans quelles conditions ces trois signatures ont-elles été apposées ?

R. — Le colonel Hache s'en est rapporté à moi, ainsi que le général Delanne. Le colonel Hache a-t-il vérifié la caisse, je ne me le rappelle pas; quant au général Delanne, certainement pas.

D. — Pouvez-vous préciser si la mention « documents fournis par Austerlitz » figurait au moment de l'apposition de ces trois signatures ?

R. — Je crois que oui, mais je ne me rappelle plus.

D. — En avez-vous parlé au colonel Hache ?

R. — Je ne crois pas.

D. — Alors le colonel Hache n'a pas su par vous l'opération importante et extraordinaire que fait ressortir cette mention ?

R. — Je ne me rappelle pas lui en avoir parlé parce que cela s'était passé un mois avant sa prise de service, mais il n'ignorait pas les documents, car ils avaient été transmis à son bureau, soit en originaux, soit en extraits...

D. — L'attention du général Delanne n'a pas été non plus attirée sur cette mention, si toutefois elle existait ?

R. — Je n'ai pas dû lui en parler, parce que c'était une affaire liquidée.

D. — Je vous présente les 5 registres de comptabilité de votre service, les reconnaissez-vous ?

R. — Je les reconnais pour les avoir vus tous les 5 : le relevé de compte, le compte par agents; je ne me rappelle plus les autres : carnets à souche, carnet de réserve et registre-journal, je les reconnais bien. Quant au registre caisse, je le voyais rarement car il était toujours dans le bureau de l'archiviste.

D. — Vous n'avez pas assisté au paiement d'Austerlitz fait par Mareschal, avez-vous dit, avez-vous vu cependant un reçu d'Austerlitz ?

R. — Il me semble avoir vu un reçu écrit au crayon dans la langue de l'agent et signé du nom de cet agent. Mareschal m'a présenté ce reçu en venant me dire qu'Austerlitz ne voulait pas venir déjeuner et après l'avoir payé.

D. — Etait-ce l'habitude d'obtenir un reçu, notamment de cet agent ?

R. — Il me semble qu'Austerlitz en avait déjà donné.

D. — Alors l'argent remis à la boîte aux lettres n'a pas été adressé par cet intermédiaire à Berg ?

R. — Je ne sais même pas si on lui a remis de l'argent à l'intermédiaire. Tout ce que je sais, c'est qu'on lui a acheté un très beau fusil qu'il désirait beaucoup.

D. — Alors, ce jour-là, Berg n'avait pas fait parvenir de documents par la boîte aux lettres ?

R. — Je ne le crois pas. Quant à avoir vu des documents, je ne me rappelle pas en avoir vu de Berg, et Mareschal, en me quittant, ne devait avoir à mon sens, en partant, que les seuls documents d'Austerlitz.

D. — Etait-il d'usage que le chef d'état-major donnât ou ait jamais donné l'autorisation, une fois pour toutes, de prélever la somme nécessaire au paiement d'un document dès que des négociations étaient engagées avec un agent qui pouvait ultérieurement fixer des rendez-vous à l'improviste ?

R. — Il est absolument inadmissible et absolument inexact que le général m'ait donné pareille autorisation, que je ne me rappelle pas avoir pu demander, soit au général Delanne, soit au général Brault, d'autant plus que c'est absolument contraire aux prescriptions formelles inscrites en tête du carnet de réserve; d'ailleurs, pendant toute la durée de mon service, je n'ai jamais fait de prélèvement sans autorisation préalable.

D. — Il résulte d'une façon nette de votre déposition que le capitaine Mareschal vous a rejoint à Bâle ou ailleurs, mais en cours de route pour Zurich, suivant vos conventions des jours précédents. Il vous a rejoint dans la soirée du 15, puisque vous êtes arrivé le soir à Zurich, il était alors porteur des 25.625 francs, qui lui avaient été remis au bureau par Dautriche et par le capitaine François, avant la date portée sous la mention du prélèvement.

R. — C'est exact, et je ne puis expliquer cette date du 16 août que par une erreur ou pour avoir voulu faire coïncider la dépense avec la sortie de la réserve.

Lecture faite, etc...

M. LE PRÉSIDENT. — Le 6 juillet — vous direz s'il y a des observations à présenter — vous avez déclaré que vous n'aviez

pas eu d'autres relations avec le capitaine Mareschal depuis que vous avez quitté le service. Vous avez été convoqués tous les deux pour ce jour, 14 mai, et le capitaine Mareschal vous avait écrit pour préciser vos souvenirs de Zurich. On vous a présenté un reçu et vous avez déclaré que vous ne le reconnaissiez pas pour être celui de Zurich ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit que vous ne connaissiez pas le détail des opérations avec Austerlitz, mais que c'était un agent à conserver. C'est toujours d'accord ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 7 juillet, vous avez subi un interrogatoire ; on a commencé par vous donner lecture des dépositions des généraux Delanne et de Lacroix. Nous entendrons ces généraux oralement. Vous avez dit que vous ne les mettiez pas en cause, mais qu'il n'était pas possible que vous n'ayez pas parlé d'Austerlitz à l'un d'eux. Avez-vous dit cela ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je ne me souviens pas.

M. LE PRÉSIDENT (*au Greffier*). — Voulez-vous lire ce passage de la déposition du 7 juillet ?

M. le Greffier, lisant :

Je vous donne lecture des dépositions du général Delanne et du général de Lacroix.

R. — Je n'ai jamais mis en cause d'une façon précise, soit le général Delanne, soit le général de Lacroix ainsi que tendraient à le faire croire les dépositions que vous venez de me lire. Mes souvenirs ne sont pas très précis à ce sujet, mais il n'est pas possible que je n'aie pas parlé de la question Austerlitz à un de mes chefs. J'allais tous les jours chez le général Brault, et la question était assez importante pour que j'aie dû lui en parler.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il y avait un doute dans mon esprit, à 5 ans de distance, sachant que les fonctions de chef d'Etat-major avaient été occupées successivement à cette époque par le général Brault et par le général Delanne. Ce doute a pesé sur moi aussi bien à cet interrogatoire des 6 et 7 août qu'à l'interrogatoire de M. Atthalin. C'est du chef d'Etat-major que je voulais parler.

M. LE PRÉSIDENT. — En somme, vous avez parlé soit au

général Brault, soit au général de Lacroix, soit au général Delanne ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Le général de Lacroix n'avait pas qualité pour se prononcer ; c'est au chef d'Etat-major seul que je m'adressais pour les questions de fonds.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit également qu'il était certain que la question Austerlitz avait été réglée entre le capitaine Mareschal et vous, et qu'il avait été entendu que vous le rejoindriez à Zurich... Le capitaine François, avez-vous dit, devait être au courant, d'une façon générale. Et pour la somme à emporter ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Ce n'était pas dans le service du capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit : une somme à emporter, une grosse somme, mais sans fixer le chiffre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je crois l'avoir dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais enfin, le capitaine François n'était pas entré dans le détail de la correspondance Austerlitz ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non, il ne connaissait pas le détail.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a eu un interrogatoire du 18 juillet. On vous a d'abord interrogé sur le détail de votre voyage à Zurich. Je n'insiste pas.

Vous avez dit que vous aviez été au courant dès que l'occasion s'était présentée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je n'étais pas au service à cette époque.

M. LE PRÉSIDENT. — Seulement vous avez été au courant des relations dès qu'elles ont pris corps.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Aussitôt que j'ai pris le service, en 1899. C'était un de nos principaux agents, le capitaine Mareschal me l'avait dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre fonction de comptabilité se bornait à vérifier le registre journal avec le carnet de reçus.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je ne voyais pas le brouillard ; je n'ai même pas eu connaissance du grattage.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne vous êtes pas assuré personnellement de l'importance des documents Austerlitz parce que vous ne connaissiez pas suffisamment l'allemand ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je m'en suis rapporté au capitaine Mareschal, qui était l'homme technique et qui connaissait mieux l'allemand que moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette importance a été évaluée ensuite, au 2^e Bureau, par des officiers^s spéciaux ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Quels étaient ceux qui avaient à apprécier la valeur des documents ? Je ne dis pas la valeur marchande, cette question ayant été tranchée par le capitaine Mareschal, mais la valeur technique.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — C'étaient les officiers du 2^e Bureau ; il y avait le commandant Bonneau et le commandant Martin.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur la question du fusil, je n'insiste pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il y a eu là une erreur, la somme de 625 francs n'était pas pour l'achat du fusil.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait, je crois, une mensualité à payer.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — C'était un envoi d'argent fait à un agent connu sous le pseudonyme de Berg. Cet envoi a été fait par l'agent que nous avons vu à Bâle.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce qui fait croire que vous suiviez avec détail la question Austerlitz, c'est qu'il y a un brouillon de lettre écrit par vous au sujet de cette question Austerlitz.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela avait donc une certaine importance à vos yeux ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Ce brouillon a été écrit après l'entrevue. Après l'entrevue, lorsque Austerlitz a écrit, je ne me rappelle plus quelle lettre, il me faudrait avoir le dossier sous les yeux, j'ai fait un canevas pour le capitaine Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous suiviez l'affaire dans certains de ses détails ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Le capitaine Mareschal me tenait au courant.

M. LE PRÉSIDENT. — Et il vous consultait, et vous avez trouvé l'affaire assez importante, puisque vous lui avez donné le canevas d'une réponse. Dans l'interrogatoire du 22 juillet,

vous avez expliqué qu'on avait dû payer 25.000 francs à Austerlitz à cause de l'intérêt qu'il y avait à le garder ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui, mon général. Du reste, cet agent est resté au service jusqu'à ces derniers temps, et il est facile de voir dans le relevé de compte qu'il lui a été payé des fournitures jusqu'à 10.000 francs. Par conséquent, c'était un agent sérieux, et je ne me suis pas trompé.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous voyons, en effet, qu'en janvier 1901, on lui a payé 3.650 francs, puis de petites sommes qui sont les frais de voyage ; je vois le 11 juillet, toujours de la même année, 3.125 francs ; puis les frais de voyage ; fin décembre, 7.500 francs. En 1902, il y a bien une somme de 10.000 francs, mais, néanmoins, ce chiffre de 25.000 francs reste tout à fait exceptionnel.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui, mon général ; mais à ce moment là, il s'agissait de la question de savoir si nous le conserverions ou non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez dit, en effet, que le service avait été complètement désorganisé et que c'était presque le seul des agents en service.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — S'il était parti, nous n'avions plus personne.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est parce qu'il était seul et qu'il lui a été payé une grosse somme, que ce gros chiffre a frappé.

Vous avez expliqué que vous faisiez une vérification sommaire de la comptabilité chaque mois ; vous avez même dit qu'on aurait dû détruire le registre de caisse à la fin de chaque année.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Le brouillard, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Le registre de caisse ou le brouillard, c'est la même chose.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non, mon général, et c'est du brouillard dont je voulais parler, car je sais très bien que tous les autres registres sont conservés.

M. LE PRÉSIDENT. — A la rigueur, on aurait pu détruire ce registre, du moment qu'il s'agit de dépenses secrètes et que ces dépenses ont été approuvées par le Président de la République. Il n'en est pas moins vrai que ce brouillard servait à établir les pièces comptables.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je ne le visais pas, je savais qu'il existait, mais, je le répète, je ne le visais pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez parlé aussi de 5.000 francs prélevés sur la réserve qui n'avaient pas été portés au service courant, vous avez adopté sur ce point l'explication donnée par M. Dautriche et par d'autres que c'était en s'appuyant sur cet exemple qu'on n'avait pas porté les 20.000 francs du 16 août.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je n'ai pu citer ces exemples parce que ce fait est postérieur.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 3 septembre, c'est un détail, vous avez été interrogé sur la déposition Toms. Nous verrons cela plus tard, s'il y a lieu.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je proteste absolument contre les termes de cette déposition. Il suffit du reste de regarder dans les livres ; je n'ai fait que trois voyages.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous protesterez quand l'agent Toms sera là.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il y a un voyage à Nice à l'occasion de l'arrestation du général Giletta.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous examinerons ce point, s'il y a lieu, quand nous entendrons M. Toms.

Quand avez-vous entendu parler pour la première fois de la masse noire d'Henry ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je n'en ai pas entendu parler avant ce procès. J'ai pris le service comme le capitaine Junck me l'a passé, mais je ne savais même pas que cette masse noire avait existé ; je le répète, j'en ai entendu parler pour la première fois dans le procès actuel. Ce que je puis dire, c'est que, pendant que j'ai été à la tête du service, il ne s'est jamais rien passé d'anormal ; je n'ai jamais eu de masse noire et j'ajoute qu'aucune écriture fictive n'a été passée pendant que j'étais là.

M. LE PRÉSIDENT. — En résumé, les charges qui pèsent sur vous résultent presque uniquement de votre déposition. Vous étiez à Zurich, vous en acceptez la responsabilité...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — J'en prends la responsabilité parce que je connais l'honorabilité des officiers.

M. LE PRÉSIDENT. — La responsabilité ne vous en incombe guère, puisque vous ne teniez pas les registres du 16 ni du 31 août.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non, j'étais absolument étranger aux règlements de la comptabilité. Je n'étais pas là; je n'ai donné aucune instruction pour la façon d'écrire les dépenses sur les livres. J'étais absent à ce moment-là.

Je suis tellement convaincu...

M. LE PRÉSIDENT. — La conviction ne suffit pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je prends la responsabilité.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes engagé par votre présence à Zurich.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — J'affirme ma présence à Zurich.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous affirmez également qu'il y a eu un reçu.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Le capitaine Mareschal m'a présenté un reçu de 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce reçu, personne ne l'a vu, chose extraordinaire, le capitaine Dautriche ne l'a pas vu non plus.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Le capitaine Dautriche n'avait pas à le voir.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est extraordinaire, ce mot me revient toujours aux lèvres, vous étiez comptable.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Le capitaine Dautriche n'avait qu'à voir le reçu primitif donné par le capitaine Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — Il semble que le capitaine Dautriche devait être au courant.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Ce reçu était absolument facultatif.

M. LE PRÉSIDENT. — Je le sais bien, j'admets qu'il était facultatif. Si vous n'en aviez pas parlé, car je crois que c'est vous qui en avez parlé le premier, on n'aurait pas trouvé extraordinaire qu'il n'y en ait pas; mais, du moment qu'il y en a un, je m'étonne que le capitaine Dautriche n'en soit pas informé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il n'avait pas besoin d'en être informé, du moment que le capitaine Mareschal signait le reçu des 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Je le veux bien, il était complètement

dégagé, il était dégagé de la responsabilité pécuniaire; c'est certain, mais quand on est d'une part caissier, et d'autre part archiviste... combien y a-t-il eu de reçus dans l'espace de 5 ou 10 ans? 20, je crois.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — M. Gribelin dans sa déposition a déclaré ne pas avoir vu le reçu de 1.025 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'est pas possible que le capitaine Dautriche n'en ait pas entendu parler. Comme le service se faisait entre vous, vous saviez ce qui se passait, j'en reviens toujours à cette question.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — M. Dautriche a dit lui-même qu'il n'a jamais entendu parler de la dépense de 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Comment! il n'a pas vu les reçus, chargé des archives, il ne voyait pas les archives!

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il ne voyait pas les dossiers que les officiers avaient dans leur armoire.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors il ne voyait que les dossiers qui ne servaient plus à rien.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il ne voyait que les dossiers périmés, pas les dossiers en cours. Ces messieurs peuvent le confirmer.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez rien à ajouter à votre déposition ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le commissaire du gouvernement, vous n'avez pas de questions à poser?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pas maintenant.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs non plus?

LES DÉFENSEURS. — Non.

L'audience est suspendue à 2 heures 20.

SUR LES CONCLUSIONS DE LA DÉFENSE

La séance est reprise à 2 h. 40.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil va délibérer sur les conclusions déposées par la défense au début de l'audience, étant entendu que le ministère public n'a aucune observation à présenter...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai dit ce que j'avais à déclarer hier.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil va délibérer.

Le Conseil se retire dans la salle des délibérations.

L'audience est reprise à 2 h. 47.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil, après avoir consulté le compte-rendu sténographique de la séance du 26 octobre 1904 et les déclarations relevées dans les conclusions déposées par la défense à l'audience de ce jour,

Donne acte à la défense de ces déclarations. Le commandant Pierra sera entendu comme témoin et dira ce qui s'est passé.

LES NOTES DES INCULPÉS

M^e AUFFRAY. — Au nom de la défense tout entière, j'ai l'honneur de demander au Conseil et à M. le Président en particulier, usant de son pouvoir discrétionnaire, s'il ne juge pas le moment venu de donner lecture des notes des quatre inculpés.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, tout de suite, si vous le voulez...

M^e AUFFRAY. — Je suppose que l'interrogatoire est terminé.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai cherché à le finir, sauf à y revenir. Voulez-vous lire tout le dossier, ou seulement les notes ?

M^e ALPY. — Ce que M. le président jugera à propos de lire... Les feuillets de campagne, par exemple...

M^e AUFFRAY. — On pourrait lire au fur et à mesure...

M. LE PRÉSIDENT, *aux défenseurs*. — Désirez-vous en faire la lecture vous-mêmes ? Cela va être long.

M^e CHENU. — S'il s'agissait d'épargner une fatigue à M. le greffier, nous sommes tout prêts à lire chacun le dossier personnel de nos clients.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes libres de le faire; seulement, je crois qu'il y a beaucoup de choses inutiles et beaucoup de répétitions dans un dossier qui a servi pendant vingt ans. Voulez-vous que j'en extraie les parties principales ?

M^e AUFFRAY. — Monsieur le Président, nous nous en rapportons à votre pouvoir discrétionnaire et à votre sagacité.

M. LE PRÉSIDENT. — D'ailleurs, nous pourrions y revenir si cette lecture ne suffit pas. Nous allons commencer en suivant le même ordre que pour les interrogatoires.

Voici les états de service de M. Dautriche :

Est entré au service comme appelé de la classe 1873 ; en 1875, caporal, la même année caporal-fourrier... sergent-fourrier, sergent-major... Il a été sergent-major ou fourrier pendant environ trois ou quatre ans... adjudant le 9 mai 1880 ; archiviste de 3^e classe la même année...

Voici les notes de 1899, si vous désirez que je lise les dates avant que M. Dautriche ne fût au service des renseignements.

M. Dautriche appartenait à la 22^e brigade à Troyes, époque à laquelle sa classe a été transférée à la 3^e division à Epinal... Il n'a pas été établi de feuilles. C'est un officier sérieux, animé de l'esprit du devoir, aimant la besogne bien faite, exact, consciencieux, ayant bonne mémoire, connaissant bien les règlements militaires...

Un peu plus loin :

(M. Dautriche avait changé de service...) Fera un bon archiviste d'état-major, est fortement constitué, d'une santé excellente..

Plus loin :

M. Dautriche a fait de grands progrès, il rend de très bons services à la division à laquelle il est attaché...

J'ai parcouru ces notes qui sont toujours les mêmes...

Modeste, homme très sûr...

Voulez-vous que je lise les notes données par le commandant Rollin ?

1899 : venu depuis quelques mois à la section de statistique, a servi avec beaucoup de zèle, de conscience, homme intelligent et dévoué, méritant, ponctuel à son devoir, consciencieux.

Ce sont toujours les mêmes notes ; voici en 1899 et en 1900 les notes signées du colonel de Fontenillat :

En 1901. — Dautriche, serviteur modèle, sûr, discret, dévoué, tra-

vailleux, consciencieux, excellent service au 2^e bureau de l'état-major de l'armée. A faire passer dans une classe supérieure.

Je vois ensuite des notes semblables : consciencieux, discret, ponctuel dans son service, pleine de bonne volonté. Les dernières notes sont de janvier 1904 et signées du colonel Faurie. Ensuite d'avril 1904, voici ce que je lis :

Continue à être le serviteur honnête et consciencieux que signalent ses précédentes notes.

Voilà pour M. Dautriche.

En ce qui concerne le capitaine Mareschal :

Le capitaine Mareschal est né en 1866, il est annexé; il est entré à Saint-Cyr en 1885, il s'est marié en 1896.

Voici, par exemple, des notes de 1888, signées Marchand.

Officier zélé, studieux, dévoué à ses devoirs et à ses chefs, bonne acquisition pour le service... commandant bien, et chargé des travaux de campagne...

A quelle époque avez-vous commencé le service des renseignements ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — En 1895.

M. LE PRÉSIDENT. — Les notes sont toutes bonnes, même après, mais enfin il serait plus intéressant de les avoir en 1895. Voici les notes données après le séjour à l'école de guerre :

M. Mareschal vient de passer deux années à l'école de guerre ; il en sort en bon rang, il est consciencieux, méthodique, très bon officier, intelligent, vigoureux, éducation très bonne, apte à rendre service partout où il sera employé.

Y a-t-il des points particuliers que vous voulez que j'indique encore ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons voir maintenant vos notes quand vous êtes rentré au service des renseignements ; à quelle époque ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Pour cette époque, il n'y a pas de notes, il y a eu un tel désarroi à ce moment...

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon, j'en vois du colonel Hache.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, à Besançon.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vois que vous avez eu de bonnes notes. En voici du colonel Rollin en 1899, 1^{er} avril :

Officier très intelligent, dévoué, au courant du service, a beaucoup de tact et de doigté dans le service souvent délicat dont il est chargé; ne ménage pas sa peine pour le service, a beaucoup d'entrain et est vigoureux, officier très méritant; signé : colonel Rollin.

D'octobre 1899, voici ce que je lis :

Continue à déployer un grand zèle, une grande bonne volonté, est un précieux collaborateur pour le chef de section.

En août 1900 :

Continue à justifier les mêmes notes que ci-dessus et a déployé un zèle tout à fait digne d'éloges ; ne ménage ni son temps ni sa peine pour mener à bien le service délicat dont il est chargé. Signé : colonel Hache. — Réintégré dans son arme, à un bataillon de chasseurs à pied le 18 mai 1900...

Les autres notes n'ont pas grand intérêt, à moins que vous ne vouliez que je les lise. Je vois encore au mois d'octobre 1904...

M. Mareschal a été noté au premier octobre, comme doivent l'être tous les officiers. Mêmes notes au point de vue militaire.

Dans le courant de mai dernier, M. le capitaine Mareschal a été cité à deux reprises devant la Cour de cassation pour témoigner sur affaires se rattachant à l'affaire Dreyfus. Le 22 juin il était cité à comparaître; quelques jours après, il était poursuivi sous l'inculpation de détournements de fonds appartenant à l'Etat avec MM. Rollin, Dautriche et François, remis en liberté provisoire, sous le coup d'un mandat de détention, le capitaine Mareschal a reçu l'ordre de rester à Paris. Il vient d'être écroué... Quoique ne connaissant rien à l'affaire à laquelle le capitaine Mareschal est mêlé, l'accusation portée contre cet officier, que j'ai toujours considéré comme honorable, m'a profondément surpris et je dois ajouter que, jusqu'à preuve du contraire, je le tiens toujours pour un parfait honnête homme.

Toul, le 16 octobre 1904.

Signé : Commandant Briant,
chef d'état-major de la 39^e division.

Nous passons maintenant au capitaine François :

Né en 1864, entré à Saint-Cyr en 1883. Petite taille... Fort, vigoureux, apte à faire campagne... Bonne éducation, bonne instruction militaire, belle tenue, bonne conduite... Tout fait présager que M. François fera un très bon officier. Intelligent, instruit, montre un grand dévouement dans l'accomplissement de tous ses devoirs sans exception... S'occupe de tous ses hommes, cherche à développer son instruction militaire....

Quels sont les points sur lesquels vous désirez appeler l'attention ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Comme l'accusation m'a reproché d'être parti du ministère à la suite de fautes graves dans le service, je suppose qu'il doit y en avoir trace dans mes notes. Je tiens spécialement à celles-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne tenez pas à vos notes de service ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — A votre discrétion, mon général. Comme M. le commissaire du gouvernement n'a pu puiser l'indication qu'il a donnée que dans les documents officiels qui sont mes notes, cela doit en ressortir.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela remonte à quelle année ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est de mai 1900. Les notes doivent être signées du colonel Hache.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez reçu des lettres de félicitations ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Six, trois du ministère de la Marine, trois du ministère de la Guerre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vois :

Officier remarquablement intelligent, ayant de grandes aptitudes pour le service des renseignements. Solide instruction générale, et militaire, très fin, observateur, fait preuve de beaucoup de tact dans son service. A beaucoup d'initiative, très dévoué à ses devoirs. Officier d'élite.

Signé : Colonel Hache.

Officier qui mérite les excellentes notes mises ci-contre. Désigné, depuis octobre 1899, comme chef du service des renseignements, a montré de remarquables aptitudes. A montré ses qualités comme officier.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je demande à faire une observation. C'est à la suite de ces notes qui m'ont été don-

nées par le colonel Hache que j'ai été indiqué comme ayant été renvoyé à la suite de fautes graves.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vois encore :

Réintégré dans son arme...

Signé : Colonel Hache.

Il n'y a pas d'observation; c'est une simple constatation que vous avez quitté le service.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — La faute grave devrait résulter des notes.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Nous demandons cela au général Delanne quand il viendra témoigner.

M. le président, lisant :

Officier remarquablement intelligent. Notes actuelles, octobre 1903. — Signé : général Pelletier : Est un officier remarquablement intelligent sous tous les rapports. Dans les différents emplois occupés par lui, troupe, état-major, service spécial des renseignements, a obtenu d'excellentes notes. Le général, qui a pu l'apprécier, signale la valeur d'un officier aussi bien doué... sa nomination rapide aux grades supérieurs sera non seulement la récompense des services rendus par lui, mais l'occasion d'en rendre de plus grands encore... Le capitaine François a reçu des lettres de félicitations du ministre de la Guerre pour le soin et le savoir avec lequel il a traité la question. « Pourquoi il faut une armée. »

1904 : Le capitaine François continue à mériter les mêmes excellentes notes, c'est un officier hors-ligne qu'il convient d'élever aux postes supérieurs le plus rapidement possible.

Nous arrivons au colonel Rollin : né en 1852, vous êtes également annexé?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes né dans la Moselle. Engagé volontaire, vous avez servi le 14 août 1870 dans l'artillerie de la Garde nationale sédentaire dans l'Est. Vous êtes entré à Saint-Cyr. Par suite des événements de la guerre vous n'avez fait qu'une année.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Un an et demi. Je me suis engagé au 39^e...

M. LE PRÉSIDENT. — Les événements n'ont pas suivi leur cours régulier à cette époque. Vous êtes entré à Saint-Cyr dès que l'école a été ouverte. N'êtes-vous pas allé en Algérie?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — J'ai commandé le 1^{er} Zouaves pendant 14 mois, pendant l'absence de mon colonel.

M. LE PRÉSIDENT. — Résumé des notes antérieures :

M. Rollin est un très bon officier, bien qu'ayant été détaché pendant 4 ans comme professeur-adjoint au cours de géographie à Saint-Cyr. Connaissant son métier... A été reçu à l'Ecole de Guerre... Sorti en 1886 de l'Ecole de Guerre avec le n° 50 sur 68. Officier remarquable, instruit, travailleur, très sérieux, très dévoué, très bon officier de troupe, apte au service d'état-major.

En quelle année êtes-vous entré au service des renseignements ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — A la fin de 1887.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici les notes du colonel Sandherr :

Le capitaine Rollin, récemment nommé à l'état-major général, vient de rejoindre son poste, officier sérieux, très désireux de bien faire, et de satisfaire ses chefs, instruit et studieux, s'est mis petit à petit au courant de son service. Demande à être guidé.

..... A pris part aux manœuvres.... ; plein d'entrain et de bonne volonté, un peu léger... (vous aviez 15 années de moins que maintenant...) un peu distrait, mais officier très dévoué et instruit. Est bien au courant de son service qu'il fait avec zèle et goût. S'occupe très activement de son service... Observateur et instruit.

1891, 1^{er} juillet : Est désigné pour suivre les grandes manœuvres du 5^e corps. Le capitaine Rollin s'occupe de plus en plus activement de son service, qu'il fait avec un entrain particulier, et est prêt nuit et jour à marcher pour le service. Fin et observateur. S'est acquitté avec tact de diverses missions en ce qui concerne le contre-espionnage... Est dévoué à ses devoirs, a acquis une expérience précieuse dans le service spécial dont il est chargé.

Toutes ces notes sont signées Sandherr.

1893 : mêmes notes. Excellent camarade ; très aimé de ses collègues. Apprécié de ses supérieurs... Devra rentrer au régiment pour compléter ses années de commandement...

C'était une nécessité des règlements.

Voici les dernières notes sur lesquelles j'appelle l'attention :

Le capitaine Rollin a été chargé pendant plusieurs années d'un

service très important et très difficile, il s'en est acquitté avec un entrain particulier, malgré l'aridité de sa besogne, grâce à ses sentiments ardents de lorrain annexé.

M. le président donne lecture d'un certain nombre de notes très élogieuses données par les différents chefs de service du commandant Rollin, notes qui se terminent en 1899, par l'indication du passage du commandant Rollin au 48^e de ligne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je ferai la même remarque que le capitaine François; il n'y a à ce moment dans mes notes aucune trace de faute grave.

M. LE PRÉSIDENT. — Non, il y a seulement : passé au 48^e de ligne.

M. le président termine la lecture de ces notes, dont le caractère élogieux ne se dément pas jusqu'à 1904.

DÉPOSITIONS DES TÉMOINS

M. le commandant Targe

M. LE PRÉSIDENT. — Vos noms et prénoms ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Targe, Antoine-Louis.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre âge ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — 39 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre grade ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Chef d'escadron au 13^e d'artillerie, officier d'ordonnance du ministre de la Guerre.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce que vous connaissiez les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je connaissais M. Dautriche par mes fonctions au ministère de la Guerre. J'ai vu MM. Mareschal et François dans les couloirs de la Cour de Cassation ; je ne connaissais pas le colonel Rollin.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition ? Vous avez à lire des notes ?

M. LE CSMMANDANT TARGE. — J'ai à lire des documents que j'ai à verser aux débats. Je n'ai pas été entendu à l'instruction, et j'ai été cité à la suite de la lettre que j'ai adressée le 16 courant à M. le Commissaire du Gouvernement :

Paris, le 16 octobre 1904.

Le chef d'escadron Targe, officier d'ordonnance du ministre de la Guerre, à M. le lieutenant-colonel Rabier, commissaire spécial du gouvernement près le 2^e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris.

Désirant protester contre les insinuations et les calomnies contenues dans certains journaux, relativement à mon rôle dans l'enquête qui a amené les poursuites contre l'officier d'administration Dautriche, j'ai l'honneur de vous demander de me faire citer en témoignage.

Signé : A. TARGE.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande que les documents dont le commandant Targe veut donner lecture soient lus par M. le Greffier.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

LE TÉMOIN. — Je demande à les lire moi-même parce que j'aurai des explications à donner sur chacun d'eux ?

M^e CHENU. — La date de cette lettre ?

LE TÉMOIN. — Le 16 courant.

M. LE PRÉSIDENT. — Si la défense ne voit pas d'inconvénient à ce que le commandant Targe lise lui-même ces documents, il pourra les lire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Habituellement c'est le greffier qui donne lecture de ces pièces. Maintenant, comme elles sont versées aux débats, je ne vois aucun inconvénient à ce que le commandant Targe les lise lui-même.

LE TÉMOIN. — On m'a représenté comme ayant cambriolé le bureau de M. l'officier d'administration Dautriche...

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai un mot à vous dire : c'est que nous ne sommes pas ici pour juger les questions personnelles. Nous avons déjà reçu diverses réclamations ; si nous nous embarquons dans la discussion de toutes ces réclamations, je ne sais pas quand nous finirons. Par conséquent, je vous prierai d'être bref. Vous êtes entendu pour nous éclairer au sujet des faits qui sont en question.

LE TÉMOIN. — J'ai été l'objet de deux reproches concernant mon rôle dans l'enquête qui a amené les poursuites contre M. Dautriche, un reproche à propos de la perquisition prescrite par le ministre et à un autre à propos de la disparition du dossier Austerlitz. Je vous demande la permission de vous exposer tous les documents que nous avons reçus au ministère de la Guerre à propos de l'affaire Dautriche ; je vous donnerai connaissance de tous les documents intéressants. Je crois qu'on vous a lu la lettre du capitaine Mareschal au ministre, en mars 1904 ; il est donc inutile que j'en donne lecture ; il en est de même pour la lettre au procureur général. Nous avons transmis le 11 mars 1904 au procureur général près la Cour de cassation les deux lettres suivantes :

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande, sur les conseils du commandant Sée, qui est plus au courant que moi du règlement, je demande que le commandant Targe vous prie, Monsieur le président, de faire lire les pièces qu'il a entre les mains par le greffier.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je vais les passer au greffier ; mais pour l'exposé de ma déposition, je suis obligé de dire ce dont il s'agit.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, pour la bonne règle, le greffier les lira.

M^e CHENU. — Je vous demande pardon, Monsieur le Président, ce qui serait vraiment intéressant pour la défense, ce serait d'avoir le bordereau exact de toutes les pièces que Monsieur le commandant Targe va verser au dossier de cette façon, qui est peut-être sujette à critique.

M. LE PRÉSIDENT, *au témoin*. — Vous n'avez pas le bordereau de ces pièces ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général.

M^e CHENU. — Eh bien, au fur et à mesure, nous essayerons de noter ces pièces au passage.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais le compte rendu sténographique va les noter toutes au passage ; peut-être aurez-vous ainsi satisfaction ?

M^e CHENU. — Oui, mais à la condition que le compte rendu sténographique soit absolument complet.

M. LE PRÉSIDENT, *au témoin*. — Eh bien, n'allez pas trop vite pour que les sténographes puissent vous suivre. Monsieur le greffier, voulez-vous lire la lettre à M. le Procureur général ?

M. le greffier, lisant :

Monsieur le procureur général, près la Cour de cassation, Paris.

Paris, le 11 mars 1904.

J'ai l'honneur de vous transmettre à toutes fins utiles :

- 1^o Une lettre en date du 5 mars du commandant Cuignet ;
- 2^o Deux lettres en date du 7 mars courant de M. le capitaine Mareschal, l'une à votre adresse, l'autre à la mienne.

LE TÉMOIN. — Nous avons fait notifier cette transmission au capitaine Mareschal le 11 mars 1904, en adressant la lettre suivante au général commandant le 20^e corps à Nancy :

M. le greffier, lisant :

Général commandant le 20^e corps d'armée, Nancy.

Paris, le 11 mars 1904.

Je vous prie d'informer le capitaine Mareschal, de l'Etat-Major de la 39^e division, que je transmets aujourd'hui à Monsieur le Pro-

Procureur général près la Cour de Cassation sa lettre du 7 mars courant.

LE TÉMOIN.

LE TÉMOIN. — Enfin, le 22 mars, le capitaine Mareschal a adressé au ministre de la Guerre une 2^e lettre qui, je crois, n'a pas été lue à l'audience, la voici...

M^e HENRY BONNET. — Elle existe en brouillon du capitaine Mareschal; elle est parmi les pièces que nous avons demandées, et il y a là une manière de faire à laquelle nous ne sommes pas habitués, celle de voir des pièces apportées au débat par des témoins.

M. LE PRÉSIDENT, *au greffier*. — Voulez-vous lire cette lettre?

M. le greffier, lisant :

Toul, le 22 mars 1904.

Le capitaine Mareschal Henri, de l'Etat-Major
de la 39^e division d'infanterie, à M. le ministre de la Guerre,
(cabinet), Paris.

Vous avez bien voulu m'informer par lettre n^o 67 T, du 11 mars courant, que vous aviez transmis à M. le Procureur général près la Cour de cassation ma lettre en date du 7 du même mois.

Je n'ai reçu, depuis cette époque, aucune réponse, ni de Monsieur le Procureur général, ni de la Commission d'enquête, mais, par contre, je suis attaqué presque journellement par plusieurs journaux, notamment par la *Petite République* des 16 et 21 mars, qui a publié sur moi des articles que j'ai le droit de qualifier de diffamatoires.

Ne pouvant me défendre directement contre les attaques des journaux, sans enfreindre les règles de la discipline militaire, j'ai l'honneur de vous demander très respectueusement votre bienveillant appui, pour me permettre, soit de me justifier le plus tôt possible, soit pour faire démentir les bruits calomnieux qui circulent sur mon compte.

A cet effet, je désirerais très vivement vous donner verbalement toutes les explications nécessaires, et j'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de vouloir bien me recevoir et de me fixer le jour et l'heure où je devrai me présenter à vous.

Signé : MARESCHAL.

Vu et transmis :

Toul, le 22 mars 1904,

Le chef d'Etat-Major,

Signé : DRIANT.

Très bon officier qu'il est très malheureux de voir attaquer sans raison par la presse; demande très appuyée.

Signé : PAMARD.

LE TÉMOIN. — Maintenant je dois donner lecture, mon général, d'un extrait de ma déposition du 19 mars 1904, devant la Cour de cassation.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette lecture peut-elle être faite par le greffier?

M^e BONNET. — Mais, monsieur le Président, cette pièce devrait être au dossier... Comment se fait-il qu'on apporte à la dernière minute des pièces comme celle-là?...

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, apportez un peu plus de calme dans la discussion.

LE TÉMOIN. — Mon général, cet extrait de ma déposition vous montrera comment ont été engagées les recherches sur le rôle du capitaine Mareschal à propos de l'affaire Czernuski.

M. LE PRÉSIDENT, *au greffier*. — Voulez-vous lire cette pièce?

M. le greffier, lisant :

Extrait de la déposition du commandant Targe du 19 mars 1904 devant la Cour de Cassation :

La lettre suivante m'a été adressée personnellement; elle est datée de Bruxelles, 10 décembre 1903 : elle est signée de M. Mathieu, employé à l'Office spécial des recherches, 51, rue de Laeken, à Bruxelles.

Je verserai cette lettre aux débats, je l'aurais négligée, comme bien d'autres lettres qui nous ont été adressées au cours de cette enquête, si certains points qui y sont visés, ne m'avaient amené à faire une constatation importante. Voici la lettre :

« Bruxelles, 10 décembre 1903.

« A Monsieur le capitaine Targe, au ministère de la Guerre,

« J'ai l'honneur de vous adresser un renseignement qui pourra être utile à l'enquête que vous poursuivez relativement à l'affaire Dreyfus; il est relatif au paiement de la somme de 20.000 francs payée à Czernuski pour son témoignage devant le Conseil de guerre qui jugeait Dreyfus.

« On n'a sans doute pas trouvé le reçu dudit Czernuski, car cette somme ne lui a pas été remise directement, mais par l'intermédiaire de Mathilde Baumler; le reçu doit se trouver au nom de cette femme.

« Mathilde était en ce moment à Bruxelles, elle fréquentait la bras-

serie Muhlbauer, rue des Fossés aux Loups, 12. Je l'ai fort bien connue à cette époque, ainsi que son amant, l'ex-officier prussien Wessel; c'est par eux que j'ai été mis en relations avec M. Tomps, que j'ai servi jusqu'au jour où il a quitté ses fonctions à la Sûreté Générale pour aller prendre son poste de commissaire central à Dijon ou à Orléans.

« Lorsque Mathilde a reçu les 20.000 francs, elle les a fait voir à plusieurs reprises, à la brasserie Muhlbauer, en les retirant de son corsage. Ce fait est connu de plusieurs témoins et notamment des garçons de la brasserie.

Elle a remis 1.000 francs à Przyborowski, un faiseur, faisant partie de la bande cosmopolite et qui est allé à Spa (Hôtel de Flandre), et à Liège (Hôtel Morenne), en y laissant des malles ou valises qui sont encore en souffrance; puis il a été ensuite, et il est encore très probablement, à Nice, où il a été employé comme indicateur, sous les ordres du commissaire central de Nice; il doit y rendre des services, connaissant tous les cosmopolites interlopes.

« Quant à Czernuski, il n'a touché que 8 à 10.000 francs, au lieu de 20.000 francs. Mathilde en a gardé la plus grosse part pour elle. Il a été peu après expulsé et est parti en Hongrie.

« Si ces faits, qui peuvent facilement être contrôlés, peuvent intéresser la Commission d'enquête, je me tiens à votre disposition pour les prouver.

« Veuillez agréer, etc..... »

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle est la signature?

M. LE GREFFIER. — Il n'y en a pas là-dessus.

LE TÉMOIN. — C'est signé Mathieu.

M. LE GREFFIER. — Il y a là-dessus une autre mention qui paraît être la déclaration des témoins.

LE TÉMOIN. — Il y a la suite de ma déposition.

M. le greffier, lisant :

Messieurs, j'aurais négligé cette lettre si, ayant eu à me reporter aux registres de comptabilité qui vous ont été soumis à propos de l'affaire Val Carlos, je n'avais fait une constatation grave. Je suis obligé de me montrer très réservé, mais je dois vous dire que j'ai constaté la sortie, à la date du 16 août 1899, d'une somme de 25.000 francs. C'est une dépense considérable et très rare dans le service et il m'a semblé... je dis semblé, ce n'est qu'une opinion personnelle, que les documents que l'on m'a présentés comme ayant été livrés étaient loin de valoir un prix aussi élevé. Vous aurez, je crois, à entendre à ce sujet, le capitaine Mareschal, qui est accusé d'être l'auteur des négociations avec Czernuski...

LE TÉMOIN. — Je dois ajouter, mon général, que j'ai demandé à la Sûreté générale, dès la réception de cette lettre, des renseignements sur la moralité de Mathieu. Il m'a été répondu que Mathieu était un policier amateur appartenant, comme il le met lui-même dans son adresse, à un service de recherches et qu'il fallait n'accueillir ses déclarations que sous le bénéfice d'une vérification ultérieure.

Je peux vous faire connaître également que Mathieu, cité en témoignage devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, a refusé de venir déposer.

Telle était la situation le 19 mars. Pour moi, il n'y avait que trois choses à vérifier : Austerlitz a-t-il existé ? La somme de 25.000 francs est-elle sortie de la caisse ? Cette somme de 25.000 francs a-t-elle été remise par le capitaine Mareschal à Austerlitz ? Nous avons alors adressé à la date du 22 mars 1904 une demande de renseignements au deuxième bureau de l'état-major de l'armée. Cette note est au dossier. Je crois que messieurs les défenseurs m'autoriseront à ne pas la lire tout entière, c'est la note du 22 mars 1904, qui commence par ces mots : « Le ministre donne l'ordre de répondre sans restriction aux questions suivantes... »

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, vous connaissez cette note ? Elle existe au dossier, je crois ?

LE TÉMOIN. — Elle ne peut pas être lue tout entière en audience publique, car elle donne l'énumération de documents.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez pas la lire en partie ?

LE TÉMOIN. — Je puis lire les questions posées.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a en effet là-dedans une énumération de documents qui ne peut pas être lue.

Le témoin, lisant :

22 mars 1904, le ministre donne l'ordre de répondre sans restriction (souligné) aux questions suivantes...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Faites lire la pièce au greffier et indiquez d'un coup de crayon l'endroit où il devra arrêter sa lecture, puis, après, on versera la pièce au dossier.

M. le greffier, lisant :

22 mars 1904. — Le Ministre donne l'ordre de répondre sans restriction aux questions suivantes:

Les comptes de la S. S. portent en août 1899 la mention suivante :

16 août, Berg (frais de voyage et gratifications) 625 francs.

Austerlitz (documents), complément de 20.000 francs de la réserve : 5. 000 francs.

1^o Quelles étaient les personnes désignées sous le nom de Berg et Austerlitz ?

R. —

2^o Quels agents ou officiers sont entrés en relations avec ces personnes ?

R. —

3^o Donnez les reçus établis au moment du paiement.

R. — Les fournisseurs étrangers ne signent jamais de reçus. Ci-joint, le reçu signé selon l'usage par l'officier allant au rendez-vous.

Ce reçu donné pour décharge à l'officier d'administration trésorier de la S. R. ne comporte que la somme sortie de la caisse de ce dernier (service courant). La sortie des 20.000 francs pris à la réserve doit être contrôlée sur le carnet de cette réserve, carnet qui n'est plus à la S. R.

Le capitaine Mareschal a reçu à la fois la somme destinée à Berg et celle revenant à Austerlitz, mais les affaires ont été traitées séparément dans deux rendez-vous, compris dans le même voyage. Une lettre de Berg laisse même croire qu'il a reçu son argent par la poste.

4^o Quels documents ont été achetés ? Les produire en original.

R. —

5^o. — Les relations avec Berg et Austerlitz ont-elles continué après le 16 août 1899 ?

R. —

Le Colonel, chef du 2^e Bureau,
Signé : HOLLENDER.

Vu : le général sous-chef d'Etat-Major général,
Signé : ZIMMER.

LE TÉMOIN. — Le post-scriptum qu'on va lire a été ajouté sur ma demande par M. l'officier d'administration Dautriche et signé par son chef.

M. le greffier, lisant :

Il résulte tant du reçu ci-joint que de la vérification faite sur le talon du reçu, sur le brouillard de la comptabilité du service courant et sur le registre de comptabilité de la réserve, que la somme

de 25.000 francs a été remise au capitaine Mareschal, pour être payée à Austerlitz.

Le colonel chef du 2^e bureau,
Signé : HOLLENDER.

Vu : le général sous-chef d'Etat-Major général,
Signé : ZIMMER.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle est la date de cette pièce ?

LE TÉMOIN. — 22 mars 1904. — Cette note, mon général, terminait la question pour nous : il était établi par cette note d'abord qu'Austerlitz existait réellement, et également que les 25.000 francs sortis de la caisse de l'archiviste Dautriche avaient été remis au capitaine Mareschal. C'est même pour faire ressortir ce fait et décharger complètement M. Dautriche, parce que la discussion des deux registres pouvait prêter à confusion, que j'ai demandé le post-scriptum. Donc l'archiviste Dautriche a sorti 25.000 francs de la caisse, les a remis au capitaine Mareschal, et les reçus prouvent que la somme a été remise à Austerlitz ; pour nous, la question était donc terminée. Mais il ressort de cette note que l'on a dû, quand on l'a établie, se reporter au dossier Austerlitz, et on y dit très nettement qu'il n'existe aucun reçu, non seulement qu'il n'existe pas de reçu de 25.000 francs signé Austerlitz, mais même qu'il n'en existe aucun. Il résulte également des réponses données dans cette note qu'il ne devait pas y avoir une notice indiquant le compte rendu de l'opération faite le 16 août 1899 à Zurich, parce que si cette notice avait existé, on n'aurait pas mis : « Il semble résulter de la correspondance de Berg que les deux opérations ont eu lieu séparément » ; et l'officier d'administration Dautriche, quand il m'a apporté les documents achetés, doit se rappeler qu'il n'a pas pu se souvenir exactement ; il m'a dit : d'après l'époque il me semble que c'est ce document-là.

Par ordre du ministre, j'ai alors insisté à la Cour de Cassation pour qu'on entendît le plus tôt possible les capitaines François et Mareschal ; on voulait donner satisfaction à la demande du capitaine Mareschal qui avait été attaqué dans *Le Petit Niçois*, *La Petite République* et d'autres journaux et le ministre voulait que le capitaine Mareschal pût se justifier en répondant devant la justice. Mais la Cour de Cassation était partie en vacances de Pâques et ce n'est que le samedi

7 mai au soir que les capitaines Mareschal et François ont été entendus, la Cour de Cassation réservant habituellement le samedi et le lundi à son enquête sur l'affaire Dreyfus. M. Atthalin a entendu les capitaines François et Mareschal. J'avais remis avant cette audience, à M. le conseiller Atthalin un certain nombre de documents dont j'étais dépositaire : c'était le carnet rouge des comptes de réserve et le registre-journal pour la période correspondante. J'attendais que M. le conseiller Atthalin ait terminé l'audition de ces deux témoins pour pouvoir renfermer ces deux documents. M. Atthalin vint me trouver à la fin de l'entretien et me dit : « Cela ne va pas du tout, le capitaine Mareschal déclare qu'il n'a jamais reçu 25.000 francs et le capitaine François dit que jamais pareille somme n'a été dépensée à sa connaissance ! » Je répondis à M. Atthalin : « Il y a une erreur, j'ai le reçu du capitaine Mareschal. » Et je remis la note adressée au ministre à laquelle était épinglé le reçu n° 564 signé du capitaine Mareschal.

M. Atthalin doit avoir à ce moment convoqué pour le lundi suivant les capitaines Mareschal et François, en tout cas, j'ai reçu l'ordre de convoquer l'officier d'administration Dautriche, en lui disant d'apporter le brouillard de son journal qui n'avait jamais été versé au dossier, parce qu'il avait continué à s'en servir pour y inscrire ses comptes, et en même temps les talons de ses reçus.

L'audition de ces trois témoins a eu lieu le 9, mais ils n'ont pas dû se mettre encore d'accord puisque M. Atthalin les a convoqués à nouveau pour le 14, et j'ai reçu l'ordre de transmettre une convocation au lieutenant-colonel Rollin pour le 14 ; je lui ai adressé cette lettre le 10. Mais le 9 au soir, devant les contradictions des témoins et devant les dénégations des capitaines Mareschal et François en ce qui concerne la dépense de 25.000 francs, devant leur demande à tous les deux de voir le dossier Austerlitz pour tirer la question au clair, le ministre avait envoyé à huit heures du soir l'ordre suivant au colonel Hollender, chef du service des renseignements :

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — CABINET DU MINISTRE.

Paris, le 9 mai 1904.

ORDRE. — Le colonel Hollender se rendra, au reçu du présent ordre, au service des renseignements, où il convoquera le chef de service.

et l'archiviste Dautriche, en présence desquels il mettra sous scellés tous les documents se rapportant à Austerlitz.

Le colonel Hollender est prié de m'apporter ce scellé demain mardi à neuf heures dans mon cabinet.

Le Ministre,
Signé : Général ANDRÉ.

Le lendemain 10, je fais demander verbalement au commandant Brissé, de nous fournir le relevé des opérations faites avec Austerlitz. Pour fournir ce relevé, le capitaine Lambling chargé de l'établir, est venu dans l'après-midi du 10 nous dire : il faut le dossier Austerlitz. A ce moment, nous avons ensemble rompu le scellé de la boîte dans laquelle était enfermé ce dossier. Je ne connais pas le dossier Austerlitz, j'ai feuilleté un peu, mais je ne connais pas suffisamment la langue allemande pour pouvoir prendre connaissance de pièces non traduites à ce moment-là. La note que nous avions demandée donnant le relevé des opérations faites par le service des renseignements avec l'agent Austerlitz nous a été envoyée le 13 août, elle est au dossier. C'est une note répondant à une demande de renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — Si elle est au dossier, on peut en donner lecture...

LE TÉMOIN. — On peut la lire :

CITATION. — 13 mai 1904. Austerlitz (*une date*), A... fait des offres de services en envoyant des documents pour lesquels il demande 12.000 francs.

Le 22, on lui accuse réception en lui disant qu'on va se rendre à Bâle...

M. LE PRÉSIDENT. — Quel inconvénient y a-t-il à lire les dates ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je n'en vois pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que je les ai vues au dossier.

M. LE COMMANDANT TARGE. — C'est une demande de renseignements que l'on m'a adressée.

M. le greffier, continuant la lecture du document :

Pas de compte rendu de l'entrevue, ni de trace de paiement de ces fournitures.

(Une date) 1898. A..., envoie un nouveau document pour lequel il

demande 3.000 francs. Le 28 on lui accuse réception et on lui annonce qu'on sera en Suisse le mois suivant.

Le mois suivant, on lui annonce qu'on sera le 22 en Suisse. Pas de trace de l'entrevue, mais un document portant la date.... et une dépense de 6.000 francs, le 23 août 1898.

A partir de ce moment, commence une nouvelle correspondance au sujet d'autres propositions d'A..., les pourparlers durent jusqu'en août 1899.

Les principales propositions d'A..., sont contenues dans ses lettres des 16 et 30 novembre 1898, 26 janvier 1899, 6 et 29 avril de la même année. Dans cette dernière lettre, A... dit qu'il a besoin de 30.000 francs pour payer des dettes. Le 14 juin, on lui adresse une demande de documents, en lui disant que s'il apporte tout ce qu'il a promis, on pourrait aller jusqu'à 20.000 ou 30.000 francs.

Au commencement de juillet 1899, A... propose un rendez-vous pour fin juillet ou commencement d'août. Il fait de nouvelles propositions et demande, pour la fourniture totale, au moins 60.000 francs. On lui répond le 12 juillet, qu'on ne peut pas lui promettre cette somme, et qu'on ne pourra le payer qu'après examen des documents.

Dans ses dernières lettres, il fixe son rendez-vous au 16 août.

L'entrevue a dû avoir lieu le 16 août. On ne trouve pas trace de compte-rendu, mais une dépense de 25.000 francs pour documents fournis.

Fin septembre 1899, commencement de pourparlers pour une nouvelle fourniture.

Le 10 novembre, on lui reproche que les documents, récemment fournis, sont extraits de documents déjà connus et on ajoute que cette fourniture a été payée trop cher et qu'à l'avenir on ne prendra ses marchandises qu'après un examen sérieux fait à Paris.

Les pourparlers pour cette fourniture n'ont abouti qu'en janvier 1901.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Qui a remis cette pièce ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Elle a été établie au service des renseignements. Je l'ai apportée à la Cour de cassation en même temps que le dossier Austerlitz le 13 mai, c'est-à-dire avant les dépositions du colonel Rollin, du capitaine Mareschal et de l'officier d'administration Dautriche devant M. Laurent Atthalin.

Je continue, mon général, l'exposé chronologique des faits.

Le 16, la chambre criminelle de la Cour de cassation s'est ajournée au 4 juin. Mais il avait été entendu qu'à la demande du procureur général, le ministre devait apporter dès la ren-
expliquer.

trée la déclaration formelle, laquelle avait déjà été faite, mais que l'on demandait de répéter, que tous les documents relatifs à l'affaire Dreyfus et aux affaires connexes pouvant exister au ministère de la Guerre avaient été communiqués à la Cour de cassation.

Pour cela, nous avons demandé une déclaration semblable à nos chefs de service, mais au service des renseignements, on n'avait pas pu nous faire cette déclaration pour deux raisons : d'abord à cause des vieux locaux dans lesquels était installé le service, de la complication provenant du grand nombre de pièces et de placards où les archives s'y sont un peu accumulées; en outre, les officiers se déclaraient n'être pas assez au courant de l'affaire Dreyfus et des affaires connexes pour pouvoir dire qu'il n'y avait pas de dossier se rapportant à cette affaire. Il avait été entendu que j'irais avec le colonel chef du 2^e bureau procéder à une visite et à un examen de tous les dossiers existant au service des renseignements, pour donner à la Cour de cassation la déclaration qu'elle demandait.

A cet effet, le 21 mai 1904, la note suivante a été adressée par le ministre au chef d'état-major général.

Paris, le 21 mai 1904.

NOTE POUR LE CHEF D'ETAT-MAJOR GÉNÉRAL.

La Cour de cassation demande la déclaration formelle que tous les documents relatifs à l'affaire Dreyfus, lui ont été communiqués. En vue d'éviter l'intervention d'un juge d'instruction, j'ai décidé de faire procéder moi-même à une perquisition dans les bureaux de la section des renseignements. Cette opération sera faite demain et après-demain, en présence du chef du 2^e bureau, par le capitaine Targe, qui prélèvera tous les documents qu'il croira devoir m'être soumis.

En conséquence, le colonel Hollender, se rendra ce soir à la S. S. au moment de la fermeture des bureaux et se fera remettre les clefs de tous les bureaux, coffre-forts, armoires, etc..... Ces clefs seront remises sous scellés à 6 heures du soir à mon cabinet. Aucun officier ou agent du service des renseignements ne devra être prévenu de cette opération.

Le Ministre de la Guerre,
Signé : Général ANDRÉ.

Nous avons procédé à cette opération, le colonel Hollender et moi les 22 et 23 mai. Je puis vous dire, mon général, que

nous n'avons ni enfoncé de portes, ni forcé de tiroirs; nous avons toutes les clefs, les officiers du service étaient présents, M. Dautriche, seul, était, je crois, en permission. Quand il s'est agi d'opérer dans le bureau du commandant Brissé et dans les bureaux des autres officiers présents, nous nous sommes bornés à leur demander : dans tel placard savez-vous ce qu'il y a ? Quand ils pouvaient dire : je connais tous les documents qui sont dans cette armoire ou dans ce casier, ou dans ce coffre-fort, nous ne les avons pas vus, mais il nous est arrivé que plusieurs fois les officiers ont dit : « c'est un placard auquel je n'ai pas touché depuis longtemps, je ne sais pas ce qu'il y a » ; alors nous les avons regardé ensemble. Les clefs de l'officier d'administration Dautriche étaient dans les mains du capitaine Lambling et c'est lui-même, quand nous éprouvions des difficultés pour les clefs qui étaient nombreuses ou pour les serrures qui étaient difficiles, qui ouvrait les serrures à notre demande.

C'est le lundi, deuxième jour de nos recherches, que nous avons trouvé dans une armoire, ayant au-dessus un pupitre pour écrire debout, deux documents; le premier document que vous connaissez, intitulé : « Relevé de Comptes ». Ce livre de comptabilité, dès que nous l'avons vu, m'a frappé : voyant qu'il y avait un relevé par agent des sommes versées, j'ai voulu prendre des renseignements et j'ai cherché, non pas tout d'abord Austerlitz, mais le nom de Valcarlos, car il y avait un doute pour savoir si vraiment Valcarlos avait touché des sommes du service des renseignements et si ces mensualités avaient été inscrites dans la comptabilité. Puis, comme la question Austerlitz était posée, que j'avais entre les mains ce registre donnant la liste par agent des sommes versées, je me suis porté à la page correspondante et j'ai constaté les modifications que vous connaissez, savoir : la modification tout à fait récente pour les inscriptions nouvellement portées, le chiffre de 1900 rayé pour mettre 99 et l'intercalation d'une ligne correspondante à l'opération faite le 16 août 1899.

J'ai immédiatement fait part de ces constatations au colonel Hollender, nous avons mis le registre de côté, je l'ai joint aux autres documents saisis. Mais nous avons trouvé également dans cette même armoire un dossier enfermé dans une chemise dans laquelle M. Dautriche avait écrit : « Affaire

D. » Dans cette chemise étaient toutes les minutes des notes échangées à propos de cette affaire dans le service des renseignements, notamment la minute au crayon de la note du 22 mars dont on a partiellement donné lecture tout à l'heure et au-dessus de ces notes une lettre du capitaine François dont la date m'échappe, adressée à M. Dautriche.

Ayant un doute au sujet de la saisie de cette lettre, nous avons, d'accord avec le colonel Hollender, fait ceci : nous avons mis tout le dossier D dans une enveloppe, l'avons scellée et le lendemain, je suis allé demander au directeur du Contentieux au ministère de la Guerre si nous avions le droit de saisir cette lettre adressée par le capitaine François à M. Dautriche. M. le contrôleur général Crétin m'a déclaré, c'était mon avis avant, que le ministre avait le droit absolu de connaître tous les documents pouvant exister dans les bureaux, et que ce droit devenait un devoir, quand ces documents devaient servir à éclairer la justice. Aussi, j'ai le lendemain envoyé un mot au colonel Hollender en le priant de rompre le scellé que nous avions fait et de m'apporter le dossier.

Dans ce dossier, intitulé « Affaire D », constitué par M. l'officier d'administration Dautriche, se trouvait la minute de toutes les correspondances échangées avec le cabinet à propos de l'affaire Dreyfus. J'ai eu à le revoir hier soir. J'y ai trouvé une minute de la main de M. Dautriche, que je crois nécessaire de verser pour éclairer la discussion. Je ne sais pas, au reste, s'il y a des documents semblables saisis chez M. Dautriche. C'est une note au crayon, très difficile à lire, écrite en entier de la main de M. Dautriche et dans laquelle il semble avoir noté, le soir de chaque déposition, ce qu'il avait dit chez M. Atthalin.

M. LE PRÉSIDENT. — Reconnaissez-vous que cette note est écrite par vous ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Parfaitement.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Il y résume, je pense, ses dépositions.

M. LE PRÉSIDENT. — Greffier, voulez-vous lire ?

M. le greffier, lisant :

Le 9 mai, j'ai été interrogé par M. Atthalin, conseiller à la Cour de cassation, sur l'emploi de 20.000 francs, pris à la réserve le 16 août 1899...

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Cette note est à peu près l'interrogatoire que j'ai subi devant M. Atthalin; c'est la reproduction, pas tout à fait exacte...

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, ce sont vos impressions personnelles sur les interrogatoires.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, nous allons les lire, nous allons voir.

M. le greffier, lisant :

Le 9 mai, j'ai été interrogé par M. Atthalin, conseiller à la Cour de cassation sur l'emploi de 20.000 francs, pris à la réserve, le 16 août 1899, pour être donnés à Austerlitz comme paiement de documents.

J'ai dit que je n'avais pas été comptable de cette somme, qui n'était pas entrée dans ma caisse du service courant, et que je n'avais aucun reçu de cette somme ; que je ne savais pas s'il en avait été remis un par Mareschal et que je ne voyais pas qu'A... en ait remis un à ce dernier. J'ai donné des explications sur le reçu n° 564 de 5.625 francs, comportant une somme de 5.000 francs complétant 20.000 pris à la réserve pour A. et 625 remis à B., par Mareschal.

J'ai communiqué le talon du reçu n° 564 qui correspond exactement ainsi que le brouillon journal; j'ai déclaré avoir été présent lors de la sortie des 20.000 francs de la réserve, puisqu'il fallait l'usage de ma clef et de celle du chef de service pour ouvrir la caisse.

Le 14 mai, j'ai de nouveau été interrogé en présence de M. le lieutenant colonel Rollin.

J'ai dit que je ne savais pas du tout si A. avait signé un reçu de 25.000 francs, que s'il y en avait eu un, il ne m'aurait pas été remis, mais aurait été classé dans le dossier du fournisseur. M. le colonel Rollin croit se rappeler qu'il a fait signer un reçu, et pourtant il ne se rappelle pas s'il était présent quand Mareschal a payé A. Il ne se rappelle pas non plus de la somme remise à A., mais il déclare que c'est certainement une grosse somme.

Mareschal a déposé ensuite en notre présence. Il déclare qu'il a eu une absence de mémoire le 9 mai. Le dossier Austerlitz, la note complémentaire au courant de l'opération qui a été faite à Z. le 16 août 1899. Si on a donné une grosse somme à Austerlitz, c'était surtout pour l'aider à payer ses dettes, car les documents n'avaient pas cette valeur. Il croit avoir fait signer un reçu à Austerlitz, qu'il aurait placé dans le dossier, ainsi qu'une note memento, sur l'entrevue du 16 août.

Monsieur le conseiller Atthalin me demande comment il se fait

que j'aie d'abord porté la date du 21 août sur mon talon de reçu 564 et que j'aie ensuite barré le nombre 21 pour mettre 16 à la place. J'explique que le règlement de la somme 5.625 sortant de ma caisse a dû être fait le 21, mais que pour faire correspondre cette dépense à celle de 20.000 portée au carnet de réserves, j'ai réfléchi ou on m'a fait observer qu'il fallait dater du 16.

L'entrevue ayant été admise pour la date du 16 mai, M. le conseiller Atthalin demande pourquoi on a porté ces dépenses à la date du 16 alors que les 25.000 francs avaient été sortis de la caisse à une date antérieure, le 15 par exemple. Y aurait-il eu un renvoi d'argent ou une opération de change ?

J'ai cru devoir expliquer le fait suivant :

M. le général Delanne avait dû autoriser verbalement le prélèvement de 20.000 francs à la réserve et pour le cas seulement où l'entrevue avec Austerlitz aboutirait à un achat de marchandises. Lorsque le 16 août l'affaire a été conclue à Zurich avec Austerlitz, les officiers ont dû envoyer un télégramme conventionnel au capitaine François. Celui-ci est allé rendre compte au général Delanne porteur du carnet de la réserve sur lequel il a inscrit l'autorisation de prélèvement de 20.000 francs et il a fait signer à cet officier général. Il a inscrit de même de sa main, la sortie de 20.000 francs de la réserve. Ces écritures ont été faites ainsi le 16 août. Pas d'envoi d'argent, ni de change, la caisse de la réserve étant toujours largement approvisionnée d'argent étranger.

On me demande pourquoi sur mon journal, le nom d'Austerlitz est manifestement écrit sur un grattage. Je réponds que ce n'est qu'un brouillon et qu'à ce moment au service des renseignements, j'ai dû d'abord inscrire un des autres vocables d'A..., puis j'ai rétabli Austerlitz. Au sujet de la mention écrite de ma main sur le carnet de réserves: documents payés à Austerlitz, j'ai dit que c'était pour justifier la dépense et que cette inscription a été faite en présence de mon chef de service puisque je n'étais pas détenteur du carnet de la réserve qui restait toujours dans la caisse.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Le 25 mai, j'ai reçu l'ordre de porter à M. le Procureur Général les pièces saisies au cours des perquisitions faites par moi avec M. le colonel Hollender et notamment le relevé de comptes et la lettre du capitaine François. M. Dautriche a été convoqué par mes soins le 25 mai devant M. Atthalin et le 26 au soir nous avons reçu du Procureur général près la Cour de cassation une lettre dont je crois qu'il a été donné lecture, celle qui a engagé les poursuites.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous la connaissons déjà.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Le lendemain 27, monsieur le

ministre de la Guerre, après avoir pris l'avis du contentieux, punissait l'archiviste Dautriche et le faisait mettre aux arrêts de forteresse par la note suivante :

ORDRE

M. l'officier d'administration du service d'Etat-Major Dautriche sera mis aux arrêts de forteresse jusqu'à nouvel ordre, une plainte en conseil de guerre devant être déposée contre lui ; un ocmpte rendu me sera adressé.

Le ministre de la Guerre,
Signé : Général ANDRÉ.

Le 27, nous consultations le directeur du Contentieux sur les termes de la lettre qui devait saisir le gouverneur de Paris. Voici la note du directeur du Contentieux :

Le directeur du Contentieux a l'honneur de soumettre à M. le ministre de la Guerre la minute d'un projet de lettre à M. le gouverneur de Paris.

Après réflexion, il me paraît qu'une enquête préliminaire est superflue et ne pourrait qu'entraver la manifestation de la vérité.

Ainsi que le fait observer M. le procureur général, l'altération des écritures et l'intention de tromper la justice sont manifestes. Bien que les éléments du délit soient d'ores et déjà acquis, il y aura sans doute intérêt à rechercher l'intention première, c'est-à-dire les motifs pour lesquels l'auteur présumé du délit a cherché à égarer la justice. Mais pour faire ces recherches le rapporteur près le Conseil de guerre sera beaucoup mieux armé que ne le serait un officier de police judiciaire.

En l'état, les poursuites doivent d'ailleurs êtes restreintes à M. Dautriche, le crime ou délit de faux en écritures étant seul en cause, et rien jusqu'à présent n'établissant une complicité quelconque.

Les allégations mensongères bien que faites sous la foi du serment ne sont en effet réputées faux témoignages que lorsqu'elles sont faites devant un Tribunal. On ne saurait donc quant à présent les retenir pour en faire l'objet d'une inculpation dirigée tant contre M. Dautriche que contre les autres officiers entendus par M. Laurent-Atthalin.

Le 27 mai 1904, M. le ministre de la Guerre écrivait à M. le général Dessirier, gouverneur militaire de Paris :

Je reçois de M. le procureur général près la Cour de cassation la lettre ci-jointe me dénonçant à la charge de M. l'officier d'administration du service d'état-major Dautriche, employé à l'état-major de

l'armée, certains faits tombant sous l'application de la loi pénale. Il vous appartient de délivrer d'office l'ordre d'informer conformément à l'article 1899 du code de justice militaire.

La présomption reposant d'une part sur l'interrogatoire judiciaire également ci-joint, d'autre part sur des documents qui sont d'ores et déjà en ma possession, il m'a paru inutile de faire procéder à l'enquête préliminaire prévue par l'article 86 du code de justice militaire.

Il vous paraîtra sans doute opportun de saisir le 2^e Conseil de guerre ; les membres du Parquet de ce conseil étant restés étrangers tant à l'affaire Dreyfus qu'à celles qui se sont greffées sur la première.

Signé : Général ANDRÉ.

Ci-joint :

1^o Une lettre du procureur général à la Cour de cassation en date du 26 mai courant.

2^o La déposition faite devant M. le conseiller à la même Cour Laurent-Atthalin, délégué à cet effet, par M. l'officier d'administration Dautriche à la date du 26 mai courant.

En tout deux documents dont il devra m'être accusé réception sans retard. La copie de la déposition sera remplacée ultérieurement par une copie authentique délivrée par la Cour de cassation.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Le même jour, nous recevions du général sous-chef d'état-major le compte-rendu de la remise de la caisse de M. l'officier d'administration Dautriche :

Paris, le 27 mai 1904.

Compte-rendu.

Le général sous-chef d'état-major général de l'armée, faisant fonction de chef d'état-major, a l'honneur de rendre compte que M. l'officier d'administration Dautriche a passé son service et remis sa caisse aujourd'hui au capitaine Lambling, en présence du sous-chef d'état-major, du chef du 2^e bureau et du chef du service des renseignements, et qu'il a été remis à la place de Paris par M. le commandant Brissé à 5 h. 1/4 du soir. Il doit être mis aux arrêts de forteresse jusqu'à nouvel ordre au fort d'Ivry.

Le général sous-chef d'état-major,
Signé : MAUNOURY.

LE COMMANDANT TARGE. — Le 28, le gouverneur militaire de Paris, nous rendait compte par deux lettres consécutives de l'exécution des ordres du ministre.

Paris, le 28 mai 1904.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche n^o 119 T

(cabinet) du 27 mai courant, et des pièces qui y étaient jointes, savoir :

1^o Lettre de M. le procureur général près la Cour de cassation au sujet des faits reprochés à M. l'officier d'administration de 1^{re} classe du service d'état-major Dautriche.

2^o Déposition faite par cet officier d'administration devant M. le conseiller à la Cour de cassation Laurent-Atthalin à la date du 26 mai courant.

Je décerne à la date de ce jour un ordre d'informer contre M. l'officier d'administration Dautriche et j'ordonne son transfèrement à la maison d'arrêt et de correction de Paris.

Signé : DESSIRIER.

Paris, le 28 mai 1904.

Le général Dessirier, membre du Conseil supérieur de la guerre, Gouverneur militaire de Paris, à M. le ministre de la Guerre (Cabinet).

Comme suite à ma lettre n^o 3, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. l'officier d'administration de 1^{re} classe Dautriche, prévenu de faux en matière d'administration militaire, a été écroué à la maison d'arrêt et de correction de Paris, aujourd'hui 28 mai 1904 à 2 heures 45.

Signé : DESSIRIER.

M. LE COMMANDANT TARGE. — A partir de ce moment, mon général, je ne connais plus que par morceaux la poursuite engagée. J'ai eu par exemple à remettre au capitaine rapporteur les registres, ainsi que des photographies que j'étais allé faire des parties intéressantes de ces registres. J'ai eu à apporter ici au parquet la collection de reçus que je vois devant moi. J'ai eu à fournir quelques notes de renseignements qui m'avaient été demandées. Le 16 mai 1904, j'ai dû fournir une note pour faire connaître les dates auxquelles les différents registres de comptabilité avaient été versés à la Cour de Cassation. Cette note doit être au dossier.

M. LE PRÉSIDENT. — Faites connaître au moins le titre.

M. le greffier, lisant :

Dates auxquelles les différents registres de comptabilité du service des renseignements ont été versés à la Cour de cassation...

M. LE PRÉSIDENT, *aux défenseurs*. — Voulez-vous que l'on donne lecture de cette pièce ?

M^e CHENU. — Il nous est impossible de nous livrer à la vérification.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, lisez.

M. le greffier, lisant :

I. — Le carnet rouge du compte de réserve et le relevé du registre journal (n^o 4) ont été versés à la Cour de cassation au début de l'instance en révision.

II. — Le reçu (n^o 564) du capitaine Mareschal a été remis à la Cour le 7 mai 1904.

III. — J'ai transmis une convocation à M. Dautriche pour le 9 mai, et je lui ai prescrit d'apporter ce jour-là à la Cour : le brouillard de son registre journal et son carnet de reçus correspondant à la période août 1899. On doit trouver trace de cela dans la déposition de M. Dautriche du 9 mai.

IV. — Le 10 mai, le ministre a demandé au service des renseignements, le détail des sommes remises à Austerlitz, ainsi que les pièces justificatives existant à l'appui des versements. Le service des renseignements a répondu par une note du 13 mai 1904.

V. — Le 23 mai 1904, au cours des recherches effectuées au service des renseignements, par ordre du ministre, et en présence du colonel Holender, chef du 2^e bureau, j'ai trouvé la lettre du capitaine François à M. Dautriche, et le registre dit : « Relevé de comptes » dont je n'avais jamais eu connaissance.

Ce registre et cette lettre ont été remis le 25 mai à la Cour de cassation.

Paris, le 16 juin 1904.

Le capitaine, officier d'ordonnance du ministre,

Signé : A. TARGE.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Le 10 août, j'ai reçu du service des renseignements, pour être transmises au capitaine rapporteur qui les avait demandées, deux lettres Wessel datées des 31 mai et 1^{er} juin 1900. Enfin, le 23 août, j'ai eu à répondre à une demande de renseignements du capitaine rapporteur. Je l'ai fait par la note suivante adressée au directeur du Contentieux qui était chargé de rédiger la réponse :

Paris, le 23 août 1904.

En réponse à la demande adressée par le capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de guerre, le soussigné a l'honneur de faire connaître à la direction du Contentieux :

1° Que le rapport Wessel en date du 10 mars 1900 n'est pas signé par Wessel ;

2° Que ce rapport est écrit en allemand ;

Ci-joint :

A. — L'original du rapport Wessel (pièce cotée 5).

B. — La traduction qui en avait été faite au service des renseignements (pièce cotée 7). Il y a lieu de remarquer que cette traduction se termine par la mention : signé Wessel.

C. — Un bulletin trouvé dans les papiers de Wessel après son arrestation à Nice en 1900. Ce brouillon semble correspondre au rapport du 10 mars 1900 (pièce cotée 26).

Ces trois documents peuvent être envoyés en communication au capitaine rapporteur.

Par ordre, l'officier d'ordonnance,
Signé : TARGE.

D'une façon générale, les recherches du capitaine rapporteur au service des renseignements devaient recevoir toutes facilités, le ministre ayant adressé le 1^{er} juillet 1904, la note suivante à l'état-major de l'armée :

Le ministre prescrit à l'état-major de l'armée de communiquer au capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de guerre tous les documents que cet officier demandera et de répondre à toutes les questions qu'il posera à l'occasion de son enquête.

Le ministre de la Guerre,
Signé : Le général ANDRÉ.

Quant à l'inculpation du colonel Rollin et des capitaines Mareschal et François, nous ne l'avons apprise que le 29 juin 1904 ainsi que leur arrestation par la lettre suivante du gouverneur de Paris :

Paris, le 29 juin 1904.

Le général Dessirier, membre du Conseil supérieur de la guerre, gouverneur militaire de Paris, à M. le ministre de la Guerre. (Cabinet).

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'au cours de l'instruction ouverte contre M. Dautriche, officier d'administration de 1^{re} classe du service d'état-major au ministère de la Guerre, j'ai été amené à décerner un ordre d'informer contre MM. le lieutenant-colonel d'infanterie breveté Rollin (Nicolas-Paul-Ferdinand-Albert), commandant le groupe des bataillons de zouaves à Paris, le capitaine d'infanterie

breveté François (Marcelin), officier d'ordonnance de M. le général commandant la 51^e brigade d'infanterie à Riom, et le capitaine d'infanterie breveté Mareschal (Henri), de l'état-major de la 39^e division d'infanterie à Toul. Ces officiers ont, en effet, été l'objet d'un référé de M. le capitaine Cassel, rapporteur près le 2^e Conseil de guerre de Paris.

Ils ont été écroués à la prison militaire du Cherche-Midi.

L'article 16 du code de justice militaire prescrit que les fonctions de commissaire du gouvernement doivent être remplies par un officier d'un grade ou d'un rang au moins égal à celui des inculpés. En conséquence, M. le commandant en retraite Sée, commissaire du gouvernement près le 2^e Conseil de guerre, devra être remplacé par un officier du grade de lieutenant-colonel ; il assistera, d'ailleurs, le commissaire du gouvernement nommé spécialement pour cette affaire.

Conformément aux prescriptions de l'article 9, je vous adresse les noms de six lieutenants-colonels du gouvernement militaire de Paris, qui, d'après les notes portées sur leurs feuillets du personnel, me paraissent les plus aptes à remplir les fonctions de commissaire du gouvernement, à savoir :

MM. le lieutenant-colonel Rabier, du 76^e régiment d'infanterie à Courbevoie.

Le lieutenant-colonel Bridoux, du 27^e régiment de dragons à Versailles.

Le lieutenant-colonel Morgain, du 11^e régiment d'infanterie, stagiaire au 23^e régiment de dragons à Vincennes.

Le lieutenant-colonel Beaudemoulin du 23^e régiment de dragons à Vincennes.

Le lieutenant-colonel Huguet, du 2^e régiment de cuirassiers, à Paris.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me faire connaître, dès qu'il vous sera possible, le nom de l'officier que vous aurez désigné.

Signé : DESSIRIER.

Remarquez que c'est l'officier porté le premier sur la liste de présentation du gouverneur militaire de Paris qui a été désigné par le ministre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est ce que je voulais faire remarquer : j'ai donc été désigné par le gouverneur militaire de Paris le premier de la liste, et au ministère on a pris le n^o 1 du gouverneur.

LE TÉMOIN. — J'ai encore quelques renseignements à donner en ce qui concerne la masse noire. J'ai connu cette masse noire par une pièce qui doit être versée au dossier Dans les documents relatifs à l'affaire Dreyfus, j'ai trouvé un procès-

verbal établi par le général Gonse au lendemain du suicide du colonel Henry et contresigné par l'archiviste Gribelin constatant qu'ils ont trouvé de l'argent un peu dans tous les coins, et que cette somme de 29.500 francs a été portée au compte de réserve. J'ai demandé des explications à l'archiviste Gribelin, et il m'a raconté, sans y attacher grande importance, que c'était dans les habitudes d'Henry, qu'Henry avait « des habitudes de vieux sergent-major roublard » et qu'il cherchait à avoir toujours de l'argent d'avance. J'ai demandé ce qu'on mettait pour faire sortir cet argent des comptes. Gribelin m'a dit : « On mettait : « Service frontière, etc... »

Au sujet de l'emploi de cette masse noire, je crois pouvoir faire connaître un fait qui indiquera de quelle façon une partie pouvait en être dépensée.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela a-t-il trait à la question qui nous occupe ?

LE TÉMOIN. — Directement, je crois, parce qu'on a parlé beaucoup de la masse noire et des emplois qui pouvaient en être faits. Je vais en indiquer un nouveau : il s'était installé au service des renseignements depuis longtemps, à côté du service militaire, une véritable agence Tricoche et Cacolet, et on avait un service de fiches concernant les hommes politiques, et principalement les journalistes. J'ai trouvé dans les perquisitions des 22 et 23 mai, des fiches classées et cataloguées concernant les hommes les plus en vue de Paris, portant des noms universellement respectés, ayant occupé dans l'Etat les plus hautes situations ; les journalistes ont été particulièrement favorisés, et on peut dire que, notamment en 1895, tous les journalistes de l'époque ont leur dossier, ceux qui sont les plus maltraités ce sont ceux qui ont défendu plus tard, avec le plus d'acharnement, les agents et les errements de l'ancien service des renseignements. Ces fiches sont le réceptacle de racontars de toute sorte ; je ne puis en donner lecture, car la morale publique exigerait qu'on ordonnât le huis-clos pour lire, par exemple, la fiche concernant M. Arthur Meyer.

Je dis que la plupart de ces documents dataient de 1895, mais on trouve aussi en 1898 des fiches concernant des hommes considérables, même des présidents du conseil en fonctions, et en 1899, des hommes appartenant au Parlement.

Eh bien, je crois, M. le président, que ces renseignements ne sont pas des renseignements recueillis, par hasard, par un

agent qui apporte cette nouvelle au milieu de renseignements militaires ; non, la constitution même des fiches et des dossiers prouve qu'elle a été voulue. Je suis convaincu que pas un ministre et pas un chef d'état-major général n'a connu ni leur existence, ni leur constitution. C'est évidemment la masse noire et les fonds détournés de leur affectation normale qui servaient à payer ces renseignements. Je crois qu'il était nécessaire de le dire parce que c'est un des emplois des fonds qui peuvent avoir été détournés.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une appréciation.

LE TÉMOIN. — Oui, mon général, c'est une appréciation. J'ai terminé tout ce que j'avais à dire, je suis prêt à répondre aux questions que vous voudrez bien me poser.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quand j'aurai pris communication des pièces, il est possible que je fasse revenir le commandant Targe.

M^e CHENU. — Le capitaine François désirerait que le commandant Targe précisât sa dernière indication. Il a dit que ces fiches à la constitution desquelles aurait été employée la masse noire, commençaient en 1895, se continuaient en 1896, 1897, et qu'on en retrouvait encore en 1898 et 1899. Toute la période antérieure à 1898 et 1899 est pour nous sans intérêt. La période de 1899 nous intéresse vivement, puisque voilà une nouvelle forme donnée à l'accusation. Nous allons savoir tout à l'heure de quoi nous sommes accusés. Voulez-vous demander au commandant Targe, de bien vouloir nous préciser ses indications relatives à la constitution de dossiers et de fiches au ministère de la Guerre en 1899 ?

M. LE PRÉSIDENT. — Désirez-vous les noms ?

M^e CHENU. — Non, je demande de préciser. M. le commandant Targe pourrait-il nous dire où il a trouvé la preuve qu'en 1899, on avait continué la constitution de dossiers et de fiches au ministère de la Guerre ? Ma question est-elle claire ?

M. LE PRÉSIDENT, *au commandant Targe*. — On vous demande de préciser comment vous avez pu constater qu'en 1899, ce régime existait encore.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je proteste contre un mot que vient de prononcer le défenseur, lorsqu'il a parlé d'une nouvelle forme de l'accusation. Je ne suis pas ici en accusateur

ni en défenseur. Pour moi, si je dois vous donner toute ma pensée, ces faits seraient plutôt à la décharge des inculpés.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne vois pas trop comment...

M. LE COMMANDANT TARGE. — Cela indiquerait un emploi nouveau des fonds, lequel emploi ne leur est peut-être pas imputable, puisque cela existait bien avant leur entrée au service. Il s'agit d'une question de date. J'ai vu, je le répète, que la plupart des dossiers datent de 1895. Il semble qu'en 1895, il y ait une sorte de réfection, de mise à jour. La base de tous les dossiers et de toutes les pièces est de 1895 et cela a continué. Je puis vous donner des dates. Au mois d'octobre 1898, nous trouvons des renseignements et des dossiers constitués contre des hommes politiques. J'en puis nommer un, c'est M. Brisson, président du Conseil...

M. LE PRÉSIDENT. — En 1899 ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — En octobre 1898. Dans le courant de mars 1899, les fiches se suivent, il y en a quelquefois deux du même jour ou elles se suivent à deux ou trois jours d'intervalle. C'est ainsi qu'il y a un dossier au mois de mars 1899 concernant M. Clemenceau. Je n'ai pas à aller chercher plus loin.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous des fiches après mars 1899 ? Aux environs du mois d'août par exemple ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je le rechercherai, je ne puis pas vous répondre immédiatement, il s'agit de donner une date précise.

M^e CHENU. — La meilleure manière de bien préciser consisterait à ce que le commandant Targe eût l'obligeance de nous apporter un de ces dossiers de mars 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, si c'est possible...

M^e CHENU. — Pourquoi pas ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Ce serait une diffamation que de livrer cela à la publicité !

M^e CHENU. — Ce serait une diffamation que nous aurions commise !

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie, restez calme !

M^e CHENU. — Monsieur le président, je suis très calme.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je suis, sur ce point, de l'avis de la défense. Il faut que nous voyions ces dossiers au moins en ce qui concerne la période de 1898 et de 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — En ce qui concerne 1899 surtout. Pour

1898, cela pourrait à la rigueur ne pas nous intéresser. Est-ce possible ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Il est possible évidemment de vous apporter les dossiers et si on doit se borner à constater le fait matériel de l'existence de dossiers et de fiches concernant les personnalités connues à cette époque, je n'y vois pas d'inconvénient ; mais si cela devait être lu en public, je ne crois pas que ce soit possible.

M. LE PRÉSIDENT, à M^e Chenu. — Je demanderai les dossiers. Cela vous donne-t-il satisfaction ?

M^e CHENU. — Nous désirons que les dossiers soient apportés. Il nous est bien difficile de les faire citer maintenant, attendu que nous ne connaissons pas ces dossiers.

M. LE PRÉSIDENT. — Je les demanderai, vous en prendrez préalablement connaissance et nous verrons la suite qu'il y a lieu d'y donner. Je ne puis pas m'engager dès à présent à vous dire que je recevrai les dossiers ou que les ayant reçus, ils pourront être lus en séance publique. Je tiens à ce que personne ne soit mis en cause...

M^e CHENU. — Nous avons le même souci.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y en a déjà eu beaucoup trop... Vous voyez quelle est ma ligne de conduite.

M^e CHENU. — Un incident vient d'être soulevé, il faut qu'il soit vidé, quand même il serait un argument en faveur de la défense.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela m'est indifférent. Ce que nous faisons, c'est dans l'intérêt de la vérité.

M^e CHENU. — Permettez-moi de poser une dernière question relativement à ces dossiers et à ces fiches. On nous disait tout à l'heure que la constitution de ces dossiers avait commencé en 1895. Qui est-ce qui était chef de service à cette époque ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Mon général, je vous demande la permission de préciser. J'ai dit qu'il y en avait d'antérieurs, mais qu'on semble avoir procédé à une réfection des dossiers en 1895.

M^e CHENU. — Qui est-ce qui était chef du service des renseignements en 1895 ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je n'en sais rien.

M^e CHENU. — Nous le rechercherons ; ce n'est pas difficile à retrouver.

M. LE PRÉSIDENT, *au commandant Targe*. — Vous n'avez plus rien à déclarer ?

A M. le lieutenant-colonel Rabier. — Vous n'avez plus de questions à poser ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — S'il est nécessaire, je ne demanderai pas mieux que de lire à huis-clos les détails qui pourraient être contraires aux mœurs, ainsi qu'on vient de le dire, en ce qui concerne une de ces personnalités.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ferai le nécessaire pour demander les dossiers et si on nous les donne, nous verrons ce que nous pourrons faire.

Au lieutenant-colonel Rollin. — Connaissiez-vous ces dossiers et ces fiches ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Non, je ne les connaissais pas.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y avait au service des renseignements une très grande boîte qui était devant le bureau de M. Dautriche. Je pense que c'est à ces fiches que fait allusion le commandant Targe. Il y avait à côté de cela une armoire pleine de dossiers qui remontaient à très, très loin, à l'époque où le service des renseignements avait dans ses attributions le contre-espionnage. Il y avait là-dedans des dossiers sur tout le monde...

M. LE PRÉSIDENT. — Cependant, M. Clemenceau n'a jamais été soupçonné d'être un espion ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je dis qu'il y en avait sur tout le monde, sur un tas de gens qui n'avaient peut-être rien à y faire. Raisonnablement, ce qui s'est passé à l'époque antérieure à 1898 ne saurait nous atteindre. Jamais nous n'avons fait de contre-espionnage et je ne connais pas ces dossiers. Je suis extrêmement surpris de voir que nous avons donné, paraît-il, — le commandant Targe, a dit « paraît-il » — des notes sur M. Clemenceau...

M. LE PRÉSIDENT. — On ne peut rien dire tant que l'on n'a pas lu les dossiers.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Voulez-vous me permettre de préciser ?

Le capitaine François vient de parler d'une série de fiches qui était dans une boîte devant mon bureau. Il y avait une série de fiches qui contenait une partie des suspects. Il y avait, dans un coin quelconque, une série de fiches d'environ

6 sur 10 centimètres de dimensions. J'ai vu ces fiches quand je suis arrivé au service. Elles sont restées dans le coin où elles étaient jusqu'à ce qu'elles aient été enlevées. Je n'ai jamais vu que personne s'en soit servi.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas très curieux, par conséquent, je crois que vous n'avez pas dû les voir.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — C'est un souvenir très précieux que j'ai là.

M. LE PRÉSIDENT. — Le commandant Targe dit que ce ne sont pas celles-là.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je suis tout à fait d'accord avec M. Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne parlez pas des mêmes fiches.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Si, si. Il y a une confusion, je crois, dans l'esprit du capitaine François. Il existait un grand casier contenant des fiches, de même que dans les bibliothèques on a des fiches pour trouver immédiatement le volume qu'on cherche. Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Les fiches dont j'ai parlé remontent à 1895. A cette époque, on a dû rassembler tous les documents et les résumer sur de petits morceaux de cartons ayant comme dit M. Dautriche la dimension de 8 à 10 centimètres. Quelquefois, il y a plusieurs cartons pour la même personne.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela n'a pas d'intérêt.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — La confusion que j'ai faite s'explique d'autant plus que je ne connaissais pas d'autres fiches que celles du service des renseignements. Je n'ai jamais été dans tous les coins ni dans tous les placards du service des renseignements.

M^e AUFFRAY. — Je demande au Conseil la permission de lui lire sans commentaire les conclusions suivantes :

Plaise au Conseil de guerre, donner acte aux concluants de ce que M. le commandant Targe cité comme témoin par M. le commissaire du gouvernement a comparu à la barre en annonçant qu'il allait verser au dossier un certain nombre de pièces, de ce que, en effet, il a remis des pièces diverses et extraits de pièces qui jusque là n'avaient pas figuré au dossier, dont la défense n'avait eu par conséquent aucune connaissance et qui ont ainsi échappé au contrôle et à la contradiction nécessaires, sous toutes réserves.

Leur donner acte de ce que le témoin a fait sa déposition en suivant des notes préparées d'avance, également sous toutes réserves.

Il est entendu, M. le président, qu'il s'agit dans ce moment-ci tout simplement de donner acte. Le Conseil n'a à délibérer que sur ce point. Bien entendu nous aurons plus tard à tirer des conclusions de fait et de droit de cette circonstance matérielle que nous vous demandons de constater.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne demandez pas au Conseil de prendre un jugement ?

M^e AUFRAY. — C'est un jugement de donner acte, comme celui qui a été rendu au commencement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande au Conseil de donner purement et simplement acte des conclusions que nous venons d'entendre.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce que le Conseil doit se retirer ?

M^e CHENU. — C'est un jugement que le Conseil rend en délibérant sur le siège même.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est un donner acte des conclusions.

M^e AUFRAY. — C'est ce qu'on appelle un jugement de donner acte. Sur le plumeau cela figurera comme jugement.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je demande au Conseil la permission de ne pas assister aux audiences, étant entendu que la défense n'y voit pas d'inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous une observation à faire au sujet de la présence continue du témoin ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que le commandant Targe sera obligé de revenir plusieurs fois, ne serait-ce que pour nous présenter les fiches dont il nous a parlé.

M. LE PRÉSIDENT. — Le commandant Targe peut être prévenu et nous pouvons l'avoir au bout d'une 1/2 heure.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il est, mon général, une formalité qui est indispensable et qui consiste à demander aux accusés s'ils ont quelque chose à dire à l'occasion de la déposition du commandant Targe.

M. LE PRÉSIDENT, *aux accusés*. — Avez-vous quelque chose à dire ?

M^e CHENU. — Les observations ont été faites.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, la séance est levée.

CINQUIEME AUDIENCE

29 octobre 1904.

L'audience est ouverte à midi et demi.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu, hier, un peu avant l'ouverture de l'audience, deux lettres de personnes citées. Il a été convenu, avec la défense comme avec l'accusation, que nous éviterions les questions personnelles ; mais, ces lettres étant conçues dans des termes très modérés, je propose d'en donner lecture simplement, afin qu'elles soient versées au dossier, et puis, s'il est possible, d'ajourner la discussion, s'il y a lieu, pour ne pas interrompre les débats.

M. le Greffier, voulez-vous donner lecture de ces lettres?...
Donnez d'abord la signature.

M. LE GREFFIER (*lisant*). — La signature de la première lettre est Frishauer.

Paris, le 27 octobre 1904.

M. le président du Conseil de guerre, aujourd'hui 27 octobre 1904, Monsieur le capitaine François à l'audience du Conseil de guerre que vous présidez, m'a mis en cause en disant que j'étais chargé d'apporter la preuve que le témoignage Czernuski devant le Conseil de guerre de Rennes est faux. Il a insinué que j'ai apporté à Paris une lettre de M. Mosetig, dont Czernuski avait invoqué le témoignage. Cette lettre aurait contenu une protestation de M. Mosetig contre l'exactitude de l'allégation produite par Czernuski.

Il est de mon devoir de déclarer que cette affirmation du capitaine François est absolument inexacte et que je n'ai joué aucun rôle dans cette affaire. Je ne connais pas Czernuski ; je ne connais par Mosetig. Toutefois il est de notoriété publique à Vienne que Czernuski a fait une confusion entre deux personnes portant le nom de Mosetig. Un nommé Mosetig a été employé à un bureau du ministère des chemins de fer à Vienne. Il a vendu des documents à une puissance étrangère (qui n'était pas la France) et a été condamné de ce fait à plusieurs années de travaux forcés. L'autre Mosetig, conseiller aulique, chirurgien célèbre et professeur à l'université de Vienne, a été désigné par Czernuski devant le Conseil de

guerre de Rennes comme l'ayant renseigné sur la personnalité de certains traîtres de nationalité française.

Dès que ce témoignage fut connu, le conseiller aulique Mosetig a déclaré dans un document authentique qu'il est complètement étranger à l'affaire, qu'il ne connaît pas Czernuski et qu'il ne sait de l'affaire Dreyfus que ce qu'il a lu dans les journaux. Ce démenti, je le connais par les journaux autrichiens ; il en a été fait mention, d'ailleurs, dans plusieurs documents judiciaires se rattachant au procès Dreyfus. Je n'ai pas provoqué ce démenti, car je ne connais pas M. Mosetig...

Cette dernière phrase est soulignée.

On comprend qu'il a suffi de la publication de la déposition Czernuski pour engager M. Mosetig à une rectification nécessaire. J'ignore si le Mosetig condamné pour espionnage à Vienne, a de son côté, démenti l'allégation de Czernuski. Je crois qu'à ce moment, il était en prison.

Je vous prie, M. le président, de vouloir bien donner connaissance de cette rectification au Conseil pour établir la vérité. Je suis prêt à répéter cette déclaration sous la foi du serment.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président du Conseil de guerre, l'assurance de ma haute considération.

B. FRISHAUER.

Voici maintenant la 2^e lettre.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez donner d'abord la signature.

M. LE GREFFIER. — M. Joseph Reinach.

Paris, le 28 octobre 1904.

Monsieur le président,

M. le capitaine François, dans la déclaration qu'il a faite hier devant le Conseil de guerre, m'a mis deux fois en cause : au sujet du séjour de la femme Bastian à Marly, pendant le procès de Rennes, et au sujet du faux témoignage Czernuski.

Sur le premier point, il me suffira de prier le Conseil de se reporter à la déposition que j'ai faite, au mois de mai dernier, devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, et aux pièces que j'y ai jointes.

Sur le témoignage de Czernuski, M. le capitaine François s'est exprimé en ces termes :

« Je rapproche cela, ou on me le fait rapprocher, parce que c'est une chose qui m'avait échappé, d'un entrefilet d'un journal italien de Gênes, le *Caffaro*, et dans lequel M. Joseph Reinach, reçu à Gênes

par la rédaction de ce journal, avait dit qu'un Autrichien — ce n'est pas moi qui parle, c'est le journal — du nom de Mosetig, en prison à Vienne, pourrait faire la preuve que le témoignage de Czernuski était un témoignage faux et un témoignage acheté. »

Je n'ai jamais été reçu à Gênes par la rédaction du *Caffaro*; l'article en question, que j'ai connu seulement par une traduction du *Petit Journal*, reproduit fort inexactement une conversation que j'ai eue à Florence, au mois d'octobre 1899, avec un journaliste italien, et je n'accepte d'autre responsabilité que celle de la dépêche suivante, que j'ai envoyée de Marienbad, le 6 octobre 1899, au *Figaro* et au *Siècle*, qui l'ont reproduite :

« La *Nouvelle Presse libre* a publié dans son numéro d'hier 5 octobre, dans la première colonne de la page 5, l'importante information que voici :

« On a appris dans les milieux viennois où l'on connaît Czernuski que cet ancien officier autrichien a fait au huis clos de Rennes, sous la foi du serment, la déposition suivante :

« Un serbe du nom d'Adamovitch lui aurait raconté tenir du « docteur Mosetig, conseiller aulique, que ce dernier aurait eu en « 1894 une conversation avec un officier allemand des plus qualifiés. « L'officier allemand aurait dit à Mosetig que la Prusse entretenait « à cette époque 4 espions en France : Dreyfus, Esterhazy, Guénée « et un quatrième dont Czernuski refusa de dire le nom. »

« Un rédacteur de la *Nouvelle Presse libre* a interrogé le docteur Mosetig, qui a répondu dans les termes les plus formels que ce récit était de tous points imaginaire. L'éminent professeur n'a jamais connu ni le serbe Adamovitch ni le prétendu officier très qualifié qui lui aurait fait cette étrange confidence. Il ne connaissait de nom en 1894 ni Esterhazy ni l'agent Guénée et il n'a connu le nom de Dreyfus que par son procès. »

« Il résulte de la déclaration du docteur Mosetig que Czernuski a commis à Rennes le crime de faux témoignage.

« Joseph REINACH. »

Le faux témoignage de Czernuski a consisté, en effet, à attribuer au docteur Mosetig, conseiller aulique, les propos qui lui auraient été tenus par un homonyme, agent au service des renseignements et condamné depuis à Vienne pour espionnage.

J'ai pu dire ainsi et je répète que Czernuski a été un faux témoin parce que la déclaration du docteur Mosetig m'en donnait la preuve et qu'au surplus, ce fut l'évidence dès le premier jour.

Il vous sera facile de contrôler le texte de la déposition de Czernuski au procès de Rennes.

Je tiens d'ailleurs à rappeler et à préciser, non seulement par res-

pect pour la situation d'un accusé, mais parce que c'est la vérité, que M. le capitaine François n'a pas pris à son compte le renseignement inexact qui lui avait été donné.

Je vous serai reconnaissant, mon général, de bien vouloir communiquer cette lettre au Conseil de guerre ainsi qu'à la défense, et je vous prie d'agréer l'assurance de ma haute considération.

Joseph REINACH.

M. LE PRÉSIDENT. — Les pièces seront versées au dossier (à M^e Auffray). Vous avez déposé une liste de pièces dont vous demandez la communication. Si vous pouviez nous donner quelques explications à ce sujet?

M^e AUFFRAY. — Nous avons demandé communication de 3 séries de documents : 1^o des pièces qui seraient à la Cour de Cassation; 2^o des pièces qui seraient au Conseil de Guerre; 3^o des pièces qui seraient au greffe du Conseil de Guerre.

Nous avons demandé la lettre du capitaine Mareschal à M. le Procureur général de mars 1904. Nous n'insistons plus aujourd'hui, puisqu'elle a été lue d'après une copie certainement authentique apportée par le représentant du Ministre de la Guerre.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas à mettre en doute l'authenticité de cette lettre.

M^e AUFFRAY. — Nous avons demandé la déposition in-extenso du capitaine François le 17 mai. Nous avons insisté sur le mot in-extenso, parce que c'est un extrait relatif à l'affaire Wessel et à l'affaire Austerlitz qui nous a été donné, et le capitaine François estimait que sa déposition in-extenso présente un intérêt pour sa défense.

M. LE PRÉSIDENT. — Sa déposition devant la Chambre criminelle ?

M^e AUFFRAY. — Oui, pas devant le conseiller Atthalin.

Nous demandons également la déposition de M. Deglas et de M. Martéran. Nous insistons, parce que, dans cette affaire, l'instruction a eu soin de savoir d'abord ce qui avait été dit devant la Cour de Cassation.

Nous demandons la déposition de Przyborowski et sa confrontation avec Brucker.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel en peut être l'intérêt ?

M^e AUFFRAY. — Chacun se rend compte, cela a été répété

de tous les côtés, par M. le Commissaire du Gouvernement, par M. le Président du Conseil de Guerre, de l'intérêt qu'il faut attacher aux dépositions de Przyborowski, de Mathilde et de Wessel, exactement l'intérêt de dépositions de menteurs. Il n'est pas moins intéressant de savoir combien de fois ils se sont contredits dans leurs mensonges.

M. LE PRÉSIDENT. — Quoique vous, vous les considériez comme des menteurs, vous demandez leurs dépositions ?

M^e AUFFRAY. — Il est toujours intéressant de savoir comment déposent des menteurs. Nous demandons la déposition in-extenso de M. Brucker. Je dis M. Brucker, tandis que pour les autres, je disais simplement Przyborowski. Nous demandons communication des dépositions des époux Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — Mathilde est dans la première catégorie ?

M^e AUFFRAY. — Elle est même dans une catégorie plus étendue, elle peut entrer sous un certain nombre de fiches.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous avez des raisons particulières pour demander ces dépositions... parce que nous allons avoir une quantité de pièces.

M^e AUFFRAY. — Si le Conseil se considère comme tout à fait éclairé, nous n'insisterons pas. Ces déposants passent leur vie à mentir, c'est entendu, et à se contredire les uns les autres de la façon la plus flagrante. M. le capitaine Mareschal a eu soin, hier, de préciser la série des mensonges dans lesquels ils se sont embrouillés.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce qui faisait penser qu'un coup d'éponge était préférable à une étude approfondie.

M^e AUFFRAY. — Nous n'insistons pas sur la déposition de Mathilde Baumler. Quant à celle de Przyborowski il y a eu une confrontation avec M. Brucker, et c'est pour cela qu'elle est intéressante. Nous demandons la déposition de M. Galmot... il est parlé de journalistes qui fréquentent des espions, nous ne savons pas.

M^e CHENU. — Peut-être sa déposition nous apprendra-t-elle qui il est.

M^e AUFFRAY. — Nous demandons la déposition de M. Moutier.

Nous demandons la note communiquée le 10 mai par la S. R. Cela a été communiqué. Nous demandons l'enquête de M. Hennion à Lunéville et les dépositions devant le juge d'instruction.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette enquête semble avoir trait à l'incident de la Cour de Cassation.

M^e AUFFRAY. — C'est une enquête dirigée contre le capitaine Mareschal. Elle a été poussée assez loin. On a cherché à éclairer sa vie et nous ne savons pas ce qu'on a trouvé.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne cherchons pas à pénétrer si profondément dans la vie des accusés.

M^e AUFFRAY. — Les accusés tiennent au contraire à ce qu'on fouille leur vie, jusque dans ses plus intimes profondeurs. Nous croyons savoir que cette enquête de M. Hennion n'a pas porté seulement sur l'ensemble de la vie du capitaine Mareschal, mais sur les conditions dans lesquelles il a correspondu avec Czernuski.

12° Nous demandons les pièces... que le Conseil ne s'effraye pas... contenues dans le meuble scellé dans le cabinet de M. Dautriche...

M. LE PRÉSIDENT. — D'après ce qu'on m'a dit, il y aurait une centaine de kilogs...

M^e AUFFRAY. — C'est pour cela que je dis « notamment ». Nous demandons notamment tous bordereaux relatifs à l'envoi des documents Austerlitz dans les premiers jours de septembre 1899.

Nous ne demandons pas qu'on apporte quatre caisses de documents relatifs à cette affaire, mais nous croyons savoir que, dans ces documents, on retrouverait le bordereau d'envoi des documents Austerlitz au cabinet du Ministre, dans les premiers jours de septembre 1899. Vous voyez l'intérêt de cette communication.

M. LE PRÉSIDENT. — La sténographie donnera le texte de votre demande et je m'y reporterai.

M^e AUFFRAY. — 13° Lettres anonymes annoncées par *Le Temps* du 1^{er} juillet 1904.

M. LE PRÉSIDENT. — Elles existent ?

M^e AUFFRAY. — Elles sont mentionnées dans *Le Temps* et, ce qui nous fait croire qu'elles existent, c'est qu'hier une de ces lettres a été lue par M. le commandant Targe. C'est une lettre d'un nommé Mathieu, qui a mis la Cour de Cassation en mouvement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je reçois moi-même souvent des lettres anonymes auxquelles je ne fais pas attention.

M^e AUFFRAY. — Quelquefois, il n'y a d'anonyme dans une lettre que l'absence de nom.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est tout pour la Cour de Cassation ?

M^e AUFFRAY. — Oui. Maintenant, au Ministère de la Guerre, nous demandons la lettre du Ministre ou du Chef d'Etat-Major général à la Sûreté générale, du 16 janvier 1900, au sujet des agissements de Mathilde Baumler.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce bien utile ?

M. AUFFRAY. — Voici l'intérêt de cette communication : c'est pour bien montrer que, dès ce moment-là, au Ministère de la Guerre, de l'assentiment du Chef d'Etat-Major ou du Ministre, on se préoccupait de certains agissements du trio d'espions, ce qui montre bien que ce n'était pas une préoccupation exclusive au chef du service des renseignements, M. le capitaine François, mais que cette préoccupation, il l'avait fait partager par le Chef d'Etat-Major et le Ministre.

Le procès-verbal du capitaine Fritsch du 13 avril 1900 à Nice, c'est de la plus haute importance.

Le rapport du 8 mars 1900 sur la réception au Ministère de Madame Bastian. Si on renonce à nous incriminer d'avoir versé quelque chose à Madame Bastian sur une certaine masse noire, c'est très bien ; mais si l'accusation se réserve de rechercher au dernier moment ce qu'elle pourrait bien nous reprocher au sujet de Madame Bastian il est nécessaire de savoir comment, le 8 mars 1900, elle a été reçue au Ministère.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce point est réservé, naturellement, je consulterai les membres du Conseil.

M^e AUFFRAY. — Nous maintenons notre demande.

La lettre de Przyborowski du 21 avril 1900. Elle paraît avoir été écrite dans les mêmes conditions que la lettre du 10 mars de Wessel, c'est-à-dire être une lettre spontanée de Przyborowski ; elle est versée dans les dossiers du Ministère de la Guerre depuis longtemps, et il y a intérêt à rapprocher ce que disaient ces deux individus à ce moment, où, comme le disait le capitaine François, ils ne s'étaient pas revus.

La lettre de Toms à Mathilde Baumler du mois d'avril 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — Je pense que nous avons ces lettres.

M^e AUFFRAY. — Nous n'avons pas les originaux.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai cru de bonne foi que nous avions la copie textuelle.

M^e AUFFRAY. — Nous n'avons pas la copie textuelle. Nous n'avons même pas d'extraits. Ceux qui ont voulu se payer moyennant cinq centimes l'*Officiel* du mois de mai 1900 ont pu en lire des extraits cités par M. Waldeck-Rousseau, mais nous avons des raisons de penser que ce ne sont que des extraits ; rien ne nous dit même que ce sont les lettres de Toms à Mathilde Baumler, parce que M. Waldeck-Rousseau, avec la prudence qui caractérise un Président du Conseil, a soin de dire que c'est une lettre de M. Toms à un agent ; on ne sait même pas que cette lettre est adressée à Mathilde Baumler. On comprend très bien la réserve de M. Waldeck-Rousseau ; mais il est très intéressant d'avoir le texte intégral des lettres.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas s'il y a plus que ce que j'ai lu.

M^e AUFFRAY. — C'est précisément parce que nous ne le savons pas qu'il est important d'avoir le texte des lettres, il n'y a rien dans le dossier.

M. LE PRÉSIDENT. — Je les ai lues dans l'*Officiel*.

M^e AUFFRAY. — Nous les avons tous lues dans l'*Officiel*. M. Waldeck-Rousseau a soin de faire mettre des points qui indiquent qu'il n'a pas lu toute la lettre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'y ai pas attaché une autre importance. J'ai cru qu'on donnait les parties les plus intéressantes.

M^e AUFFRAY. — Rien ne nous dit dans l'*Officiel* que ce sont les lettres de M. Toms à Mathilde Baumler, elles ne sont pas authentiques, tandis que le texte intégral est intéressant.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces lettres existent-elles ? Je ne sais pas.

M^e AUFFRAY. — Il n'est pas possible que des lettres semblables soient disparues du Ministère de la Guerre.

M. LE PRÉSIDENT. — On en reçoit beaucoup au Ministère : il faut de temps en temps faire un nettoyage ; enfin, je n'ai pas d'idée à ce sujet là.

M^e AUFFRAY. — On pourrait, au besoin, faire appel à ceux qui les ont vues dans leur in-extenso ; il doit y avoir des officiers qui ont été mêlés à cette affaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Il doit y avoir évidemment un endroit où l'on trouve toute espèce de choses.

M^e AUFFRAY. — Voici maintenant la troisième catégorie : ici nous sommes beaucoup plus vagues, nous n'avons connaissance que d'un fait.

Nous demandons que du greffe du Conseil de Guerre on extraie tous documents qui sont parvenus à M. le capitaine-rapporteur relativement à l'affaire en cours et qui n'ont pas été versés au dossier, notamment une lettre de M. Moutier.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous le texte de cette lettre ?

M^e AUFFRAY. — Non, nous ne la connaissons pas. Nous avons entendu dire que M. le capitaine-rapporteur avait reçu une lettre de M. Moutier ; il a peut-être reçu d'autres documents qu'il a cru ne pas pouvoir verser. Si le Conseil me le permet, je voudrais lui expliquer en une minute le différend juridique qui s'est élevé entre l'instruction et la défense sur cette question.

Nous avons, à un certain moment, usant de notre droit et accomplissant un devoir, déposé des conclusions au cours de l'instruction sur des points où la loi ne nous paraissait pas suffisamment respectée. Nous pouvions, d'ailleurs, nous tromper. M. le Capitaine-Rapporteur, aidé des conseils juridiques de M. le Commissaire du Gouvernement, a cru, non seulement qu'il avait le droit d'estimer nos conclusions mal fondées, — ce qui était son droit absolu — mais encore qu'il avait également le droit de ne pas les considérer comme pièces intégrantes du dossier. Ce à quoi nous lui avons répondu qu'un instructeur avait parfaitement le droit de ne pas tenir compte de pièces dans leur fond et dans leur substance, mais qu'il n'avait pas le droit de les considérer comme matériellement inexistantes. Dans la juridiction civile ou criminelle ordinaire, c'est un peu l'a b c du métier ; mais il y a peut-être dans le code de justice militaire, à travers les articles que nous avons essayé de lire, des facilités qui nous ont échappé et qui permettraient à l'instruction d'agir autrement qu'on ne le fait dans tout autre cabinet de juge d'instruction.

C'est dans ces conditions que nous sommes arrivés au dernier jour de l'instruction, et à ce moment, je dois reconnaître que, devant notre insistance, M. le Capitaine-Rapporteur, lorsqu'il a donné lecture de toutes les pièces des six dossiers aux inculpés, a consenti à annexer dans un 7^e dossier un certain nombre de lettres portant sur des points de droit et des conclusions des avocats, ce qui, par conséquent, sur ce point

spécial, nous donnait enfin satisfaction. Le Conseil voit très bien, puisqu'il était question de mentalité jusqu'à présent, la mentalité de M. le Capitaine-Rapporteur; et nous demandons si, avec cette mentalité, un certain nombre d'autres pièces n'ont pas été par lui — très régulièrement dans sa pensée — supprimées de l'instruction. Nous savons notamment qu'une lettre relative à l'affaire lui a été adressée par M. Moutier et nous ne trouvons pas cette lettre dans le dossier.

Par conséquent, nous nous fions absolument à la parole de M. le Capitaine-Rapporteur lorsqu'il sera interrogé par le Président du Conseil de Guerre. Il dira si, en dehors de cette lettre, il y a encore d'autres documents dont il n'a pas à apprécier la valeur, et qui lui sont parvenus.

M. LE PRÉSIDENT. — Comme vous avez soulevé une question de jurisprudence, je réserve ce point; je l'étudierai et je tâcherai de me faire une opinion à ce sujet.

M^e AUFFRAY. — Voulez-vous bien me permettre, puisque j'ai la parole, de vous signaler dans la sténographie d'hier un oubli sur lequel je me suis déjà expliqué avec M. le Greffier. La sténographie, tout à la fin du compte rendu, ne mentionne pas le jugement que vous avez rendu, c'est-à-dire le jugement de donné acte des conclusions relatives au témoin, le commandant Targe.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semblait que cela avait été indiqué...

M^e AUFFRAY. — Je vous le signale pour que cela figure dans la sténographie d'aujourd'hui. Du reste, M. le Greffier m'a dit que le plumitif en avait pris note.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce n'est pas la sténographie qui fait foi de nos débats, c'est le plumitif.

M^e AUFFRAY. — C'est un renseignement que je donne pour qu'il figure dans la sténographie.

M^e CHENU. — Monsieur le Président, si vous voulez donner la parole un instant au Capitaine François, il a une petite rectification à vous signaler.

M. LE CAPITAIN FRANÇOIS. — Mon Général, mon défenseur vient de me communiquer seulement maintenant le compte rendu sténographique de mon interrogatoire d'avant-hier et j'y relève une erreur que je ne dois point avoir commise, ou cela m'étonnerait beaucoup. Dans la sténographie de ma déposition, on me fait dire, à propos du rapport du 14 mars qui

a été brûlé, vous vous le rappelez, que je n'ai fait qu'exécuter les ordres reçus et ensuite : « Le Ministre fut tenu au courant et donna l'ordre au général Delanne de brûler ce rapport et ce rapport fut brûlé. »

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas cela...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je tenais à faire rectifier ce point. Le Ministre n'a pas été informé et c'est le général Delanne qui a donné l'ordre de brûler le rapport...

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne m'a pas laissé cette impression.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On ne nous donne pas connaissance du compte rendu sténographique.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a que trois exemplaires. J'en ai un, il y en a un autre pour M. le Commissaire du Gouvernement... J'aurais voulu en avoir d'autres...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est pour cela que ma rectification est si tardive.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas absolument que le compte rendu officiel; il y a *Le Temps* qui donne un compte rendu très voisin.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On pourrait nous laisser parvenir celui du *Temps*...

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne suis pas au courant des usages de la prison; je ne sais pas si cela peut se faire.

M^e AUFFRAY. — On interdit à ces Messieurs toute espèce de journaux...

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que ce n'est pas de notre ressort... Je pensais que, du moment que vous aviez communication avec vos défenseurs, vous aviez le compte rendu.

M^e AUFFRAY. — Nous ne nous sommes pas permis cette communication interdite.

M^e CHENU. — Le seul inconvénient, c'est que les rectifications possibles arrivent avec 48 heures de retard.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas attaché d'importance à cette petite erreur; le Capitaine François y attache de l'importance, il a raison.

M^e CHENU. — Monsieur le Président, un mot de vous, avec l'autorité qui s'attache à vos fonctions, suffira pour donner, sur cette question, légitime satisfaction à la défense et aux accusés.

M. LE PRÉSIDENT. — Je verrai cela, je n'ai pas qualité, il me semble, pour trancher cette question.

M^e CHENU. — Je le sais, Monsieur le Président.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Puisque vous avez bien voulu me donner la parole, voulez-vous me permettre, mon général, de parler ? On vient de lire deux lettres...

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie !

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Tout cela repose sur une confusion que l'on fait entre deux Mosetig ; je suis convaincu que, quand la discussion viendra avec M. Reinach, nous nous mettrons parfaitement d'accord.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai fait donner lecture de ces lettres parce que précisément, elles ne vous mettaient pas en cause.

Nous allons passer à la continuation des dépositions des témoins.

M. le colonel Faurie

M. LE PRÉSIDENT. — Quels sont vos nom, prénoms, âge, profession ?

M. LE COLONEL FAURIE. — Faurie, Baptiste, 51 ans, colonel breveté, commandant le 76^e régiment d'infanterie.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas au service des accusés, ils ne sont pas au vôtre. Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général, j'ai eu sous mes ordres M. Dautriche seul, mais je connais les autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire votre déposition.

LE TÉMOIN. — Je ne sais rien des faits qui sont reprochés aux accusés.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez déposé devant le Capitaine-Rapporteur.

LE TÉMOIN. — Voulez-vous que je vous dise dans quelles conditions j'ai pris le Service des renseignements ?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne pourriez pas nous répéter ce que vous avez dit devant le capitaine rapporteur ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y aurait peut-être intérêt à ce que M. le colonel Faurie, dès le début, nous dise dans quelles conditions il a pris son service ; ce serait en quelque sorte un pont entre la gérance du capitaine François et la sienne.

M. LE COLONEL FAURIE. — Quand j'ai pris le Service des

Renseignements, c'est-à-dire au mois de juillet 1900, nous étions encore sous l'impression du procès de Rennes, où le Service des Renseignements avait été mis peut-être trop souvent en cause; d'autre part, les officiers qui m'avaient précédé avaient été renvoyés dans des conditions que je n'ai pas à envisager ni à juger; par conséquent la période était particulièrement troublée. Aussi, quand je reçus du chef d'Etat-Major l'ordre, qui me fut du reste profondément désagréable, d'avoir à prendre la direction du Service des Renseignements, je désirai d'abord qu'une coupure très nette fût marquée entre ce qui s'était passé antérieurement et ce qui allait se passer; je demandai donc au chef d'Etat-Major qu'en particulier tout ce qui était particulier au procès Dreyfus me fût enlevé, que tous les documents de tous genres qui avaient trait à ce procès fussent mis dans un coffre-fort. Le Général, chef d'Etat-Major, acquiesça à ma demande et je n'entrai au Service des Renseignements que quand cette opération fut faite. Je ne m'assis que quand le dossier Dreyfus fut mis sous scellé et que ce scellé fut mis entre les mains du Chef d'Etat-Major.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous aviez donc des raisons particulières pour cela ?

LE TÉMOIN. — Oui, parce que nous sortions de ce procès et que je tenais à ce que rien de ce procès ne vînt me troubler.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous venez de nous dire que les officiers qui vous précédaient avait été renvoyés. Voulez-vous nous expliquer dans quelles conditions ?

LE TÉMOIN. — Je n'en sais rien, je savais qu'ils avaient été renvoyés brusquement; mais, comme j'ai pour ces Messieurs la plus profonde estime, je serai désolé de dire contre eux quoi que ce soit qui leur fût désagréable. Je ne sais rien du tout.

Je dis aux officiers qui étaient avec moi, qui étaient des anciens élèves de l'Ecole de Guerre : « Je ne ferai rien en dehors de vous, mais je vous prescris de ne rien faire en dehors de moi. » Je tenais à assumer la responsabilité de mes actes, responsabilité qui était extrêmement lourde quand il s'agit d'un Service comme celui des renseignements, mais je ne tenais à avoir aucune responsabilité des actes antérieurs et à inspirer confiance à ces officiers.

J'eus raison, car au bout de quelque temps la confiance était revenue.

M. LE PRÉSIDENT. — Elle avait donc disparu ?

LE TÉMOIN. — Elle avait disparu.

La première fois que j'eus à dépenser une somme importante (j'arrive ici au cœur du sujet) j'ai demandé à Dautriche et aux autres officiers : « Si, dans quelques années, dans 5 ou 6 ans, nous avons à justifier, non pas seulement de l'envoi de cette somme, mais encore de l'autorisation en vertu de laquelle nous avons dépensé cette somme, comment ferions-nous ? » Je dois dire que Dautriche et tous ces Messieurs furent étonnés, ils n'y avaient certainement jamais songé. Alors, je prescrivis qu'aucune somme d'aucun genre, si minime qu'elle fût, ne fût dépensée sans une autorisation écrite de ma main, et signée par le chef d'État-Major.

M. LE PRÉSIDENT. — Même pour la plus petite somme ? pour 50 francs ?

LE TÉMOIN. — Même pour une somme de 50 francs. Souvent le chef d'état-major déléguait sa signature au sous-chef. Mais je fis ouvrir par les agents une chemise et, dans chacune de ces chemises, je fis mettre des autorisations écrites.

De plus, quand un officier quelconque allait en mission, en rentrant il me faisait un rapport écrit, non seulement sur sa mission, mais encore sur les documents qu'il avait achetés. Ces documents étaient le plus souvent analysés par le service compétent : direction de l'artillerie, direction du génie, etc. Je songeais donc toujours à justifier ultérieurement mes actes.

En outre de cela, à la fin du mois (vous connaissez le registre Journal, mon général ?) je tenais à ce que chaque ligne de ce registre fût justiciable et je fis faire par ligne une petite justification chaque mois qu'on a conservée, que je pense qu'on a dû conserver ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Oui, mon colonel.

M. LE COLONEL FAURIE. — Par conséquent, au moyen de ces documents que je viens d'avoir l'honneur d'énumérer, j'étais sûr qu'on pourrait justifier les sommes dépensées et rafraîchir la mémoire. Donc, depuis juillet 1900, aucun acte ne s'est produit sans que nous soyions en mesure de le justifier.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est regrettable que toutes ces précautions n'aient pas été prises auparavant, car le procès actuel n'aurait pas lieu.

LE TÉMOIN. — Mon général, j'avais tenu à ce que les choses se passassent très régulièrement.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que vous supposiez qu'au-paravant les choses ne se passaient pas régulièrement?

LE TÉMOIN. — Je ne peux pas dire qu'avant cela se passait autrement.

M. LE PRÉSIDENT. — La comptabilité, dans votre esprit, n'existait pas?

LE TÉMOIN. — J'ajoute ceci : c'est que le jour où j'ai pris le service, un nouveau registre de comptabilité a été ouvert. Quand j'ai pris le service, j'ai constaté quelle était la somme au service courant; nous avons ouvert un registre et nous sommes partis de là.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, vous êtes dégagé?

LE TÉMOIN. — Oh ! de toute façon. J'y tenais, du reste, essentiellement.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce que je voudrais bien savoir, c'est la raison pour laquelle vous avez pris tant de précautions.

LE TÉMOIN. — Nous sortions d'une période si troublée...

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, à ce moment, c'était déjà loin.

LE TÉMOIN. — Oui, mais le Service des Renseignements avait été mis très souvent en cause.

M. LE PRÉSIDENT. — Le service avait été troublé, et depuis dix ans, pour ainsi dire, cela n'avait pas cessé.

LE TÉMOIN. — Le service avait été mis en cause, en quelque sorte, d'une façon peu honorable pour lui. Je désirais remettre le service sur pied et je désirais aussi pouvoir justifier de mes actes à un moment quelconque.

M. LE PRÉSIDENT. — Je le comprends très bien... Alors, comment régliez-vous la comptabilité?

LE TÉMOIN. — Elle était tenue par M. Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, à votre avis, M. Dautriche était comptable, quand vous avez pris le service?

LE TÉMOIN. — Je vous dirais que je ne sais pas... comment dirais-je... qui était le comptable.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était lui qui tenait la caisse?... Comment était constituée cette caisse?

LE TÉMOIN. — Chaque mois nous touchions un chèque...

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, cela a été dit, de 40.000 francs.

LE TÉMOIN. — A ce moment, je montais chez le chef de bureau, nous allions ensemble chez le chef d'état-major, nous vérifions le détail du registre, et quand le chef d'état-major me demandait des explications sur certaines dépenses...

M. LE PRÉSIDENT. — Il vous demandait quelquefois des explications sur certaines dépenses?...

LE TÉMOIN. — Oui; alors, je lui montrais les pièces qui expliquaient ces dépenses; alors le chef d'état-major signait le chèque de 40.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Et il arrêta le registre?

LE TÉMOIN. — Oui, puis il signait le chèque. Je descendais et je remettais le chèque à M. Dautriche, qui allait le toucher. Et quand M. Dautriche avait touché les 40.000 francs, nous mettions dans la réserve la somme la plus importante, et je laissais une petite somme qui était très variable...

M. LE PRÉSIDENT. — En somme, M. Dautriche n'avait même pas la disposition du service courant?

LE TÉMOIN. — Personne ne l'avait.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous étiez deux pour avoir la disposition de la caisse?

LE TÉMOIN. — Le coffre-fort dans lequel se trouvait la caisse du service courant et la caisse de réserve se trouvait sous deux clefs, dont l'une était entre les mains de M. Dautriche, et l'autre entre mes mains.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle provision lui donniez-vous?

LE TÉMOIN. — Oh! une somme très modeste!

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, vous étiez responsable tous les deux de la caisse de réserve? M. Dautriche était responsable aussi bien que vous?

LE TÉMOIN. — Cette somme était dans le coffre-fort; la réserve était dans un portefeuille qui fermait à clef, et quand j'ai pris cette réserve, j'ai même pris un petit carnet sur lequel je l'inscrivais.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien êtes-vous resté de temps au service?

LE TÉMOIN. — Deux ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été économe...

LE TÉMOIN. — Oui. J'ai pris la réserve, et quand j'y ajoutais quelque chose, je l'inscrivais de ma main propre; c'était dans ce coffre-fort, et M. Dautriche ne pouvait toucher ni à la réserve, ni au compte-courant sans moi, et je n'y pouvais toucher sans lui.

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenant, au point de vue des écritures, Dautriche était-il comptable?... En somme, vous avez

conservé le même système de comptabilité : d'abord, le registre journal, le petit carnet de réserve, le brouillard, livre journal et le carnet de reçus. Cela vous paraissait très suffisant pour établir une comptabilité sérieuse ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général. Cependant, je dois dire que j'ai fait faire quelque chose de mieux : j'ai demandé la production des comptes par agent. Un jour, nous avons eu à liquider un agent, cet agent pouvait avoir fourni d'abord très bien, puis il a fait comme la plupart des agents : il s'est mis à fabriquer ; alors je l'ai liquidé.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela vous arrivait quelquefois ?

LE TÉMOIN. — Très souvent... J'ai voulu savoir combien nous lui avions donné. Je me rappelle que j'ai dit à M. Dautriche : « Je voudrais qu'on établît une fois pour toutes un registre sur lequel on mettrait, par nom d'agent, les sommes dépensées. » M. Dautriche me dit alors : « Mais ce registre existe. » Je lui dis : « Eh bien, donnez-le moi. »

M. LE PRÉSIDENT. — Y avait-il longtemps que vous étiez au service quand vous avez fait cela ? Vous ne vous rappelez pas... Il me semble que vous étiez à même de consulter ce registre assez facilement quand vous vouliez avoir un renseignement sur un agent ?...

LE TÉMOIN. — Nous les connaissons si bien !... J'avais fait établir par M. Dautriche, qui m'a fait cela très bien, car il est un conservateur modèle, il m'avait fait un petit registre sur lequel il mettait le nom de chaque agent avec une petite biographie.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce petit registre, c'est celui-ci, sur lequel il y a un relevé de compte ?...

LE TÉMOIN. — Non, non, ce n'est pas cela, mon général ; c'était une biographie de chaque agent.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais il n'y avait pas d'indication des sommes ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général. Ainsi, il y a cet agent que nous avons liquidé, eh bien, à ce propos, je me souviens que M. Dautriche s'est servi de ce registre, puisqu'il m'a dit : « Mais ce registre existe, il y en a un. » Comme M. Dautriche tenait parfaitement les choses et que j'avais la plus grande confiance en lui, comme je l'ai encore du reste...

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas ce petit carnet que je vous présente, que vous avez indiqué, qui était sur du papier bulle ?

LE TÉMOIN. — Non, non ; c'est un petit carnet qui est grand comme la moitié de celui-ci. M. Dautriche sait bien de quoi je veux parler, et mes successeurs le savent également, car ce carnet existe.

M. LE PRÉSIDENT. — A l'instruction, vous avez parlé d'un relevé de compte, que le Conseil a entre les mains ; vous avez ajouté qu'il devait en exister un autre.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Je pourrais peut-être donner une indication : c'était tout simplement une petite chemise ordinaire dans laquelle on pouvait glisser quelques feuilles ordinaires.

M. LE PRÉSIDENT. — Le chèque était touché dans les premiers jours du mois ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général, par M. Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous nous avez dit que tous les officiers étaient au courant de ce qui se passait ?

LE TÉMOIN. — De tout, mon général, et en particulier, M. Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, avant notre arrivée, est-ce qu'ils étaient au courant de tout ?

LE TÉMOIN. — Je ne crois pas, mon général ; mais j'ai tenu à ce que M. Dautriche et les autres officiers soient au courant de tout, afin qu'en cas d'absence de l'un d'eux, un autre pût le remplacer.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ainsi, par exemple, que M. François s'est trouvé dans la situation que vous indiquez, c'est-à-dire que le capitaine Lambling, ayant eu un jour à lui demander un renseignement, M. François n'a pas pu le lui donner.

LE TÉMOIN. — C'est précisément pour cela que j'ai tenu à ce que tous les officiers soient au courant.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous eu quelquefois de grosses dépenses à faire ? Avez-vous eu l'occasion de faire une dépense de 25.000 francs ?

LE TÉMOIN. — J'ai eu deux fois l'occasion de faire une semblable dépense.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais c'est une chose qui arrive rarement et qui doit frapper.

LE TÉMOIN. — Je me rappelle, en effet, très bien du nom de l'agent et dans quelles circonstances cela s'est passé.

M. LE PRÉSIDENT. — On vous aurait questionné sur ce point cinq ou six ans après, vous vous en seriez rappelé ?

LE TÉMOIN. — Parfaitement. En ce moment, j'ai la mémoire très fraîche; mais, même dans cinq ou six ans, je m'en serais encore rappelé, je répète que j'ai la mémoire très nette, du nom de l'agent, de la somme qui lui a été donnée, et du document pour lequel cette somme a été donnée.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez lu le compte-rendu sténographique?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, vous avez dû voir que ces Messieurs ne se rappelaient pas de ce chiffre de 25.000 fr. payés à Austerlitz. C'est bizarre.

LE TÉMOIN. — C'est en effet, assez bizarre.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous su que M. François...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Mon général, j'ai été rayé le 20 mai...

M. LE PRÉSIDENT. — Et vous avez pris le service, colonel?

LE TÉMOIN. — Au mois de juillet.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous entendu parler d'Austerlitz pendant que vous étiez là?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous entendu dire qu'il avait reçu 25.000 francs à un moment donné?

LE TÉMOIN. — Mon général, à ce sujet, je ne puis vous répondre, je n'ai pas vu la comptabilité antérieure.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez eu tout de même à régler des opérations. Vous a-t-on parlé de 25.000 francs payés à Austerlitz?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — N'aurait-on pas dû vous en parler? Ce fait ne vous frappe-t-il pas? Vous avez eu affaire à un agent qui avait une certaine importance, et vous n'avez pas eu connaissance des sommes qui lui auraient été versées?

LE TÉMOIN. — Je ne puis affirmer qu'on la lui ait versée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demande simplement si vous n'avez pas été frappé de ce fait qu'Austerlitz, auquel vous avez eu affaire, a touché cette somme de 25.000 francs, qui est une somme exceptionnelle?

LE TÉMOIN. — Je n'en ai pas entendu parler.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est tout simplement ce que je voulais savoir. Vous n'avez plus rien à ajouter?

LE TÉMOIN. — Non.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je voudrais demander au colonel si, pendant qu'il était au Service des Renseignements, il a eu connaissance de fiches d'hommes politiques qui se trouvaient déposées au Service des Renseignements?

LE TÉMOIN. — Je n'en ai jamais eu connaissance.

Il y avait devant le bureau de M. Dautriche une grande boîte dans laquelle étaient des fiches, mais des fiches d'agents; quant à des fiches d'hommes politiques, je ne me rappelle pas en avoir vues, ou, plus exactement, je suis certain de ne jamais en avoir vues.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre réponse est nette et formelle. Vous en avez entendu parler pour la première fois hier?

LE TÉMOIN. — Je l'ai lu dans le compte rendu d'hier soir, j'ai été étonné de cela.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est à propos de la passation du service du capitaine Lambling; il eût semblé logique que le capitaine Lambling fût au courant des opérations antérieures faites avec Austerlitz. Il n'était pas au courant parce que, pour cela, il aurait fallu qu'il eût été mis au courant par moi qui étais en relations avec Austerlitz; or, je n'ai pas pu le faire parce que mon départ du bureau a été trop brusque.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour moi, c'est par le dossier qu'il aurait pu l'être. La question que j'ai posée était une question d'appréciation.

LE TÉMOIN. — C'est le capitaine Lambling qui avait le dossier d'Austerlitz entre les mains?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demandais simplement si vous aviez entendu parler de cet Austerlitz?

LE TÉMOIN. — Jamais.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le témoin a dû avoir entre les mains le dossier Austerlitz, puisque plusieurs opérations ont été faites ensuite sous son commandement avec cet agent.

LE TÉMOIN. — J'ai dû l'avoir certainement entre les mains, mais il y a peut-être 5 ou 6.000 dossiers, je ne les ai pas tous consultés, je les consultais quand il y avait utilité, mais je ne me rappelle pas le dossier Austerlitz.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Admettez-vous qu'il soit possible qu'un reçu de 25.000 francs, qui eût été dans ce dossier, ait pu disparaître?

LE TÉMOIN. — Cela non, j'ai vu le dossier Austerlitz, je n'ai jamais vu de reçu de 25.000 francs, cela n'existait pas de mon temps.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous ne l'avez pas vu de votre temps ?

LE TÉMOIN. — Cela m'aurait frappé. J'ai fait deux opérations de 25.000 francs, ce sont des opérations qu'on ne fait pas souvent, c'est par le plus grand des hasards qu'on en fait.

M. LE PRÉSIDENT. — Les deux opérations dont vous parlez sont peut-être uniques ?

LE TÉMOIN. — Je ne dis pas uniques, il a dû y en avoir d'autres, je sais notamment qu'il y en a eu d'autres lorsque j'étais chef du 2^e Bureau. Quant à ce reçu de 25.000 francs, je ne l'ai jamais vu, et je crois pouvoir affirmer qu'il n'a pas existé dans le dossier Austerlitz.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y avait, paraît-il, en plus de ce dossier, une notice qui relatait les différentes opérations faites avec cet agent jusqu'au moment où le capitaine Mareschal a quitté la S. R. Est-il possible que cette notice ait également disparu ?

LE TÉMOIN. — Non, si elle a disparu, c'est qu'on a eu intérêt à la faire disparaître ; autrement, pourquoi aurait-elle disparu ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quel intérêt de votre temps aurait-on eu à faire disparaître cette notice concernant Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Aucun. S'il n'existe plus de notice sur Austerlitz, c'est que cette notice n'a jamais existé, voilà mon avis.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Elle était, paraît-il, collée au carton avec un ou plusieurs pains à cacheter.

LE TÉMOIN. — Je ne me rappelle pas du tout l'avoir vue.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le registre dit « Relevé des comptes » était-il comme le registre appartenant au Service des Renseignements, ou comme le registre appartenant en propre à M. Dautriche ?

LE TÉMOIN. — M. le Commissaire du Gouvernement me fait une question à laquelle je réponds d'une façon très nette, comme pour toutes choses : quand j'ai pris le Service des renseignements, il n'y avait pas de règlement disant : « Tel ou tel registre sera réglementaire. »

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas encore de règlement à ce sujet.

LE TÉMOIN. — Cela n'empêche pas que, par exemple, toutes ces autorisations dont je viens de parler au Conseil, les comptes-rendus, les analyses de documents, etc., etc..., c'étaient des choses auxquelles on ne pouvait pas toucher sous peine de faux. Vous comprenez, c'est une affaire entendue. Il est évident que ce n'est pas réglementaire, mais cela appartient au Service des Renseignements. On ne peut pas en disposer. Si un comptable était parti chez lui avec cela sous le bras, on l'aurait arrêté immédiatement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est là ma question, c'est évident.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont des choses qu'il y a intérêt à ne pas connaître.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En ce qui concerne le brouillard ou registre de caisse, comme on voudra, la même observation s'applique-t-elle ? Ce brouillard qui contient jour par jour les opérations faites, peut-il être considéré comme un registre du service ou comme un memento appartenant en propre à M. Dautriche ?

LE TÉMOIN. — Je ferai la même réponse. Ce n'est pas un registre appartenant à M. Dautriche ; cependant, ce brouillard pourrait être plutôt considéré comme un memento pour M. Dautriche et voici pourquoi : le relevé de comptes que nous venons de voir est net. Ce registre brouillard était tenu par Dautriche au jour le jour, et il est évident que ce n'était qu'à la fin du mois qu'on faisait le relevé de façon que ce soit plus propre.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur ce brouillard, il pouvait y avoir des erreurs ?

LE TÉMOIN. — Certainement, il pouvait faire des surcharges, il pouvait rayer, faire tout ce qu'il voulait là-dessus. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je comprends très bien.

LE TÉMOIN. — Le brouillard est une espèce de memento qui est pour M. Dautriche, pour lui permettre de tenir son état de fin de mois. Ceci pouvait disparaître.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela n'avait de valeur que pour établir le relevé de fin de mois.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pardon, ce registre ne peut plus disparaître, ou il faudrait qu'il disparût exactement le premier du mois, car, s'il disparaissait le 29 ou le 30, il n'y aurait plus aucune comptabilité pour ce mois-là.

LE TÉMOIN. — C'est évident, la réponse ne peut pas être la même que pour le relevé de comptes.

M. LE PRÉSIDENT. — Le relevé des comptes donne les résultats, tandis que ce brouillard, ce sont tout simplement des écritures journalières sur lesquelles il peut y avoir des erreurs. C'est bien votre pensée ?

LE TÉMOIN. — C'est bien ma pensée.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je demanderai au témoin de dire si le relevé de comptes était établi soit par ordre, soit parce que c'était une espèce de tradition de ses prédécesseurs ?

LE TÉMOIN. — Il n'y avait pas d'ordre réglementaire à cet égard. Seulement, quand j'ai pris le Service des renseignements, j'ai demandé à voir le compte de l'argent. Il m'a été répondu que ce compte existait déjà. Par conséquent, ce compte avait été établi auparavant.

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — On ne peut pas dire que c'était un registre réglementaire.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Gribelin l'avait fait, a dit M. Dautriche. Vous avez continué cela ?

LE TÉMOIN. — Il n'y avait pas de registre réglementaire de mon temps.

M. LE PRÉSIDENT. — Il était de tradition, et plus tard, cela est devenu réglementaire. Quant au relevé de comptes, il a été introduit par Gribelin.

LE TÉMOIN. — Il existait. Je puis vous citer ce fait que c'est au moyen de ce relevé de comptes qu'on m'a présenté le relevé des sommes payées à un agent.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais encore poser une question au témoin. Vous avez dit qu'il y avait un manque de confiance au moment où vous êtes arrivé à la tête du Service des Renseignements. A moins que cela n'ait absolument pas trait à l'affaire qui nous occupe, il serait peut-être bon que vous nous disiez pourquoi, dans un tel bureau, la confiance avait disparu ?

LE TÉMOIN. — Elle avait disparu parce que le Service des Renseignements ne peut bien fonctionner que quand on ne le connaît pas. Or, on le connaissait trop. D'autre part, et ici je suis forcé de faire intervenir ma personnalité, quand je suis arrivé et que j'ai reçu l'ordre de prendre la direction du Service des Renseignements, j'ai été représenté par une cer-

taîne presse comme n'arrivant là que pour faire ressusciter l'affaire Dreyfus, qui m'était absolument inconnue. Or, je n'étais là que pour remettre le Service sur pied, de façon à lui faire donner des résultats, et nous y sommes arrivés. Je disais à mes officiers : « Je ne ferai rien sans vous, comme vous ne ferez rien sans moi. Nous marcherons la main dans la main. » C'est comme cela que nous sommes arrivés à donner des résultats.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez eu des incidents, l'affaire de Galliffet, etc.

LE TÉMOIN. — Je n'ai rien connu.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était antérieur à votre prise de service.

LE TÉMOIN. — On m'avait présenté comme voulant ressusciter l'affaire Dreyfus. Mes officiers avaient la plus grande confiance en moi, même avant que je vienne. On avait dit : « Voilà un officier qui vient au Service des Renseignements pour ressusciter l'affaire Dreyfus. » J'ai dit à mes officiers : « Maintenant, nous allons marcher la main dans la main. Je m'engage à ne rien faire sans vous, c'est comme cela que nous allons marcher avec confiance, les uns vis-à-vis des autres. La meilleure preuve, c'est que, très peu de temps après, nous avons obtenu d'excellents résultats sur lesquels je n'ai pas à appuyer ici.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous une question à poser, Monsieur le Commissaire du Gouvernement ? Et vous, MM. les Défenseurs ?

M^e AUFFRAY. — J'ai un certain nombre de questions à poser. Le témoin a dit tout à l'heure tout le bien qu'il pensait de M. Dautriche. Pourrait-il préciser les qualités morales et intellectuelles que, pendant deux ans et demi, il a pu apprécier chez M. Dautriche ?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons lu les notes de M. Dautriche ; mais si le témoin peut développer...

LE TÉMOIN. — La question est assez délicate ; je vais cependant y répondre. J'ai dit tout à l'heure que je considérais M. Dautriche comme un serviteur parfait, modèle, comme un comptable d'une scrupuleuse probité et je le considère encore comme tel.

Cependant, j'ajoute et je ne voudrais pas blesser M. Dautriche, je voudrais qu'il comprît que c'est en sa faveur

que je fais cette déposition, — que je considère, chez M. Dautriche, que les moyens étaient certainement au-dessous du zèle. Je ne sais si je me fais bien comprendre. Vous avez pu remarquer des absences de mémoire. Je l'ai très souvent constaté quand je l'avais sous mes ordres.

M^e AUFFRAY. — Je demande au témoin de préciser. Croit-il, ayant pratiqué M. Dautriche pendant deux ans et demi, que M. Dautriche ait été capable de faire une opération quelconque, grattage, surcharge, addition, pour dissimuler un fait répréhensible commis par ses supérieurs ?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez de quoi on parle, on n'accuse pas M. Dautriche d'avoir soustrait de l'argent.

LE TÉMOIN. — Je répondrai ceci que je crois que M. Dautriche a pu, dans un moment d'effarement, perdre la tête, avoir fait quelque chose qui ne soit pas très bien. Je ne le crois pas capable de faire une malhonnêteté, mais il se peut qu'après avoir déposé à la Cour de Cassation, il soit arrivé au Service des Renseignements affolés et qu'il se soit dit : « Qu'est-ce qu'on me demande?... » et qu'il ait cherché à justifier ce qu'il avait fait.

M. LE PRÉSIDENT. — Il aurait fait ces grattages et ces falsifications pour mettre à la disposition des officiers du Service des Renseignements des sommes qu'on pouvait employer, — je ne puis préciser à quel service.

LE TÉMOIN. — Je ne puis dire autre chose que ce que je dis. J'ai toujours considéré M. Dautriche comme parfaitement honnête.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'en doutons pas.

LE TÉMOIN. — Je ne puis répondre autre chose que ce que j'ai répondu.

M^e AUFFRAY. — Au sujet du dossier Austerlitz, le témoin a dit qu'il ne se rappelait pas avoir vu des reçus de 25.000 francs d'Austerlitz. Se rappelle-t-il avoir vu d'autres reçus dans le dossier ?

LE TÉMOIN. — Je ne me rappelle pas avoir vu d'autres reçus.

M^e AUFFRAY. — Pourtant, il y a deux reçus d'Austerlitz qui sont antérieurs à l'entrée en fonctions du témoin. On peut donc à la rigueur oublier.

LE TÉMOIN. — Les reçus d'Austerlitz existent dans le dossier ? Je ne les ai pas vus.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y en a un de 10.000 francs... un autre de 6.000. Mais vous nous avez dit qu'il y en avait des milliers dans le dossier. La question du défenseur est celle-ci : un reçu de 25.000 francs vous aurait-il échappé ?

LE TÉMOIN. — Permettez-moi de dire ceci : des moindres, j'aurais pu ne pas y faire attention, tandis que j'aurais fait attention à un reçu de 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — 10.000 francs, ce n'était pas une somme qui devait absolument vous frapper ?

LE TÉMOIN. — Austerlitz ne donnait pas de reçus, il me semble, il n'en a pas donné au capitaine Lambling.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons des reçus signés de lui ; un de 6.000 et l'autre de 10.000. De plus, les deux inculpés ont affirmé qu'il y avait eu un reçu de lui de 25.000 francs. Ce reçu vous aurait frappé ?

LE TÉMOIN. — Je répète que je ne crois pas que, de mon temps, Austerlitz ait donné de reçu.

M. LE PRÉSIDENT. — Si on m'avait dit qu'il ne donnait pas de reçu, cela ne m'aurait d'ailleurs pas surpris.

LE TÉMOIN. — Pour moi, le reçu de 25.000 francs n'existait pas quand j'ai vu le dossier. Cela m'aurait frappé.

M^e AUFFRAY. — Du reste, le point important que je voudrais faire préciser au témoin est celui-ci. Il peut parfaitement ne pas avoir vu le reçu ou l'avoir oublié...

LE TÉMOIN. — Oublié, non, je ne crois pas vraiment.

M^e AUFFRAY. — Je n'insiste pas. Le témoin, lorsqu'il a eu à étudier le dossier d'Austerlitz a-t-il songé à examiner les documents remis par Austerlitz, antérieurement à son entrée en fonctions ?

LE TÉMOIN. — Non, je ne les ai pas vus.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans cet ordre d'idées, s'il y avait eu un document d'une valeur, sinon de 25.000 francs, du moins d'une certaine partie de la somme, puisqu'il est dit par les accusés qu'ils ont payé une partie des dettes d'Austerlitz et que le reste de la somme a été employé pour payer des documents reçus, auriez-vous dans l'esprit l'existence de ce reçu ?

LE TÉMOIN. — Je l'aurais certainement ; mais je n'ai pas étudié le dossier, songez donc que nous avons 5 à 6.000 dossiers !

M^e AUFFRAY. — Le témoin dit qu'il a vu le dossier Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Je l'ai vu, mais pas étudié.

M^e AUFFRAY. — Je lui ai demandé s'il avait étudié l'ensemble des documents fournis par Austerlitz antérieurement à son arrivée au Service; il a dit : non.

LE TÉMOIN. — Je ne les ai pas examinés; du reste, permettez-moi de vous dire que nous avons déjà suffisamment d'ouvrage à examiner les documents qui nous arrivaient sans nous occuper de ce qui s'était passé auparavant; je tenais beaucoup à ne pas m'occuper de ce qui s'était passé avant moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous pouviez vous en occuper au point de vue de la valeur des documents.

M^e AUFFRAY. — Je vais d'abord rappeler ce que le témoin a dit, il me rectifiera si c'est nécessaire : il a dit que le relevé de comptes, aujourd'hui encore, n'est pas un document officiel, en vertu de la circulaire ministérielle du 31 décembre 1903, et en second lieu qu'à son arrivée au Service, qu'il a très intelligemment réorganisé, au deuxième bureau, il a spécifié que l'on dresserait le livre de caisse, le registre brouillard, le carnet de reçus, les feuillets individuels, etc... Il n'a pas parlé alors du relevé de comptes, nous sommes bien d'accord sur ce point ?

LE TÉMOIN. — On n'en a pas parlé.

M^e AUFFRAY. — Il ne le connaissait pas. Est-ce qu'il pourrait se rappeler, peut-être par l'échange d'un mot avec M. Dautriche, l'époque où pour la première fois le relevé de comptes lui a été soumis ?

LE TÉMOIN. — Presque certainement, je vais pouvoir vous rappeler cela de suite.

Le colonel Faurie s'approche de l'archiviste Dautriche et échange quelques mots avec lui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez parler à M. Dautriche.

LE TÉMOIN. — Je suis forcé de donner un nom pour savoir la page. Ce nom, je le sais, mais je ne peux pas le dire en audience. J'ai eu à liquider cet agent, et j'ai dit à M. Dautriche : « Je voudrais savoir quelles sont les sommes que nous lui avons données, parce que, après nous avoir bien fourni, il nous a donné des documents fabriqués. » J'ai dû liquider cet agent; j'ai dit à M. Dautriche : « Donnez-moi les sommes payées antérieurement à mon arrivée à cet agent-là. » Et c'est au moyen de cette page que M. Dautriche m'a répondu.

M. LE PRÉSIDENT. — Il vous a donné une copie ?

LE TÉMOIN. — Oui, c'est pour cela que je puis parler avec une telle précision, c'est pour cela que je me rappelle que j'ai vu le relevé de comptes ?

M^e AUFFRAY. — Je ne demande pas le nom ; je demande la date du dernier paiement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous voulez savoir si c'est longtemps après sa prise de service ?

M^e AUFFRAY. — Non, je demande une date approximative.

LE TÉMOIN. — Ce doit être dans le commencement de 1901.

M^e AUFFRAY. — Le colonel Faurie est entré au Service des Renseignements au mois de juillet 1900, et il n'a connu ce registre qu'au commencement de 1901.

M. LE PRÉSIDENT. — Était-ce la première fois ?

LE TÉMOIN. — Je crois me rappeler que c'est la première fois. Ce qu'il y a de certain, c'est que j'étais tellement préoccupé d'établir la régularité partout, qu'il est fort possible que je l'aie demandé avant ; mais pour ce jour-là, je suis sûr.

M^e AUFFRAY. — Monsieur le Président du Conseil et Monsieur le Commissaire du Gouvernement ont été frappés d'un mot prononcé par le colonel Faurie qui faisait allusion à une certaine situation, c'était le mot « manque de confiance » ; je demande à préciser avec toute la discrétion voulue pour ne pas éveiller de vieilles querelles... On pourrait croire que le manque de confiance résulterait de ce que l'on se méfiait de l'honorabilité ou des agissements, au point de vue de la comptabilité ou des masses noires, des officiers qui ont précédé Monsieur le colonel Faurie.

M. LE COLONEL FAURIE. — Pas du tout.

M^e AUFFRAY. — C'est une impression qui pourrait résulter de ces mots. Est-ce que le « manque de confiance », dans la pensée de M. le colonel Faurie, ne résulte pas des deux circonstances suivantes : d'abord, pour ceux des officiers qui étaient restés et que j'appelle les épaves du 2^e bureau, qui existaient encore je crois, comme le capitaine Lambling, qui avait été dans l'ancien service et était encore passé sous les ordres du colonel Faurie, et il y en avait peut-être d'autres encore ; est-ce que, pour ces Messieurs, dis-je, le manque de confiance ne devait pas forcément résulter de ce fait que, coup sur coup, dans le courant de mai, trois officiers venaient d'être culbutés à la suite des affaires Tomps et Wessel ? Voilà une première question. Est-ce que ce n'était pas une des rai-

sons, suivant M. le colonel Faurie, qui a eu l'habileté de ramener à lui par la cordialité et la franchise ses camarades, qui empêchaient la confiance de naître? N'est-ce pas la raison principale?

LE TÉMOIN. — J'ai répondu d'une façon très précise que ce n'était pas cela.

M^e AUFFRAY. — Est-ce une des raisons ?

LE TÉMOIN. — Ce n'est pas une des raisons.

M^e AUFFRAY. — N'y avait-il pas une autre raison, par suite d'une circonstance qu'il ne me convient pas d'apprécier ici? Est-ce que l'entrée du colonel Faurie au Bureau n'avait pas été rendue très difficile par suite de certains ordres intérieurs? N'est-ce pas une des causes qui pouvaient amener le manque de confiance en ce moment-là?

LE TÉMOIN. — Ce qu'il y a de certain, c'est que j'ai été personnellement, à mon arrivée au bureau, l'objet d'une campagne de presse que je n'ai pas à apprécier.

M^e AUFFRAY. — Je ne l'apprécie pas davantage, croyez-le bien.

LE TÉMOIN. — Cela rendait ma tâche d'autant plus difficile que, remarquez-le bien, dans le Service des Renseignements, rien ne peut marcher s'il n'y a pas une confiance absolue. Je déclarai aux officiers que j'avais sous mes ordres que je ne venais là que pour remettre sur pied le Service et que nous devions marcher la main dans la main.

M^e AUFFRAY. — Je me tiens pour très satisfait de cette déclaration en qui touche cette question, que je n'ai voulu aborder que très discrètement.

LE TÉMOIN. — Il y a encore d'autres questions... mais je ne veux pas entrer là-dedans; les journalistes qui sont ici savent bien ce que je veux dire...

M^e AUFFRAY. — Nous le comprenons tous, et c'est ce que j'ai voulu simplement indiquer.

LE TÉMOIN. — Il n'est pas permis qu'un officier soit l'objet d'une campagne de presse pareille.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie, conservez votre calme...

M^e AUFFRAY. — Le témoin sait que je n'ai aucune intention de lui dire quoi que ce soit de désagréable. Ce que j'ai voulu dire, c'est que la méfiance pouvait venir de tout autre objet que de celui que l'on pouvait croire, c'est-à-dire que ces Messieurs étaient coupables de faits répréhensibles.

Permettez-moi une question. — Je demanderai au témoin de vouloir bien ouvrir le livre de caisse, le livre définitif qu'il signe... (*au témoin*) Voulez-vous jeter un coup d'œil sur vos signatures ?

M. LE PRÉSIDENT. — Ce livre est intitulé Journal.

LE TÉMOIN. — Il en a été ouvert un nouveau depuis que je suis arrivé. Il est encore au Bureau.

M^e AUFFRAY, à l'archiviste Dautriche. — Est-il établi dans les mêmes conditions ? Je prie M. le Président de bien vouloir poser au témoin la question suivante : « Est-ce que la vue du registre dans sa contexture, avec une écriture très correcte et avec des barres, ne lui rappelle pas le registre que lui-même signait à la fin de chaque mois, tel qu'il se présente aujourd'hui ? »

LE TÉMOIN. — Cela me paraît être absolument la même chose.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, avec l'existence des barres...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est un point de détail. Il s'agit de savoir si M. Dautriche faisait généralement des barres.

LE TÉMOIN. — Je crois que oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges, avez-vous des questions à poser au témoin ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais poser encore une question. On a mis en évidence certains côtés de la personnalité de M. Dautriche ; je crois qu'on en a oublié un, et je pose la question suivante : M. Dautriche était-il un homme de caractère, c'est-à-dire était-il susceptible, ayant reçu de ses chefs un ordre même illégal, de résister à cet ordre ?

LE TÉMOIN. — Mon général, je n'ai pas besoin de vous dire combien cette question est délicate. Jamais je n'ai eu quant à moi à donner à M. Dautriche un ordre illégal ; par conséquent, il m'est bien difficile de répondre et de vous dire s'il aurait obéi. Je dois dire cependant, pour répondre à la question, que je crois à M. Dautriche un caractère très faible, très impressionnable, voilà tout.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, si on lui avait donné l'ordre de commettre un acte réprouvé par la morale, il aurait pu le suivre... Ce serait là le sens de la question. Je comprends combien il est difficile de répondre à une question comme celle-là. C'est votre impression qu'on vous demande de donner.

LE TÉMOIN. — C'est un brave garçon, je tiens à le répéter et je ne peux pas trouver d'autre formule.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je voudrais demander au témoin si, depuis le moment où il a pris le service du 2^e bureau, il existait dans ce bureau un règlement ou une consigne ayant force de règlement, réglant le service intérieur du Bureau et définissant exactement les attributions de l'officier d'administration.

LE TÉMOIN. — Non. Autant que je me le rappelle, il existait une décision ministérielle signée par le général Davignon faisant une scission entre ce qui existait autrefois et ce qui s'est passé au moment où le général de Gallifet a réglé les choses; mais il n'y avait rien qui indiquait que tel registre était réglementaire.

LE MÊME MEMBRE DU CONSEIL DE GUERRE. — Y avait-il quelque chose donnant l'attribution de comptable à Dautriche ?

LE TÉMOIN. — Non, mais Dautriche n'en était pas moins notre comptable, ceci dit sans vouloir l'incriminer le moins du monde.

M^e CHENU. — Je crois que le colonel Faurie a déclaré qu'il avait connu le capitaine François, et, dans l'ordre d'idée où se place M. le Commissaire du Gouvernement, je voudrais poser au témoin la question suivante : croit-il le capitaine François capable de donner un ordre illégal ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas connu suffisamment le capitaine François pour pouvoir répondre à cette question; j'ai eu le capitaine François comme élève à Saint-Cyr, je l'ai vu deux ou trois fois au Service des Renseignements et je me rappelle très bien la conversation que j'ai eue avec lui, il s'agissait de manœuvres auxquelles il avait assisté. Depuis j'ai perdu de vue le capitaine Français, je le considère comme un officier extrêmement intelligent, mais je ne puis rien dire sur son compte, ni en bien ni en mal; si je vous disais quelque chose, ce serait plutôt du bien.

M^e CHENU. — C'est, en effet, un peu de psychologie que nous faisons en ce moment.

M. LE PRÉSIDENT, *au colonel Faurie*. — C'est bien des accusés ici présents que vous venez de parler ?

LE TÉMOIN. — Oui, et je tiens à ajouter ceci : c'est que j'ai contribué à faire entrer le capitaine Mareschal, presque sans qu'il s'en doute, dans le Service des Renseignements. J'ai

reçu un jour une lettre me demandant des renseignements sur le capitaine Mareschal, qui devait être à ce moment-là, soit à Besançon, soit à Belfort, j'ai vu son dossier, qui était excellent, et j'ai répondu : « Vous pouvez le prendre, c'est un officier de toute confiance. »

M. LE PRÉSIDENT. — Vous connaissez les quatre accusés ici présents ?

LE TÉMOIN. — Très bien.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un a-t-il des observations à faire au sujet de la déposition du témoin ?... (*au témoin*). Vous pouvez vous retirer.

M. le colonel Hollender

Charles, 53 ans, Chef du 2^e Bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés ?

LE TÉMOIN. — Je connais M. Dautriche comme l'ayant eu sous mes ordres, mais pas les autres, sauf toutefois M. le capitaine François, que j'ai aperçu à diverses reprises.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition.

LE TÉMOIN. — Mon général, je n'ai rien à dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été appelé à l'instruction et vous avez fait une déposition. Vous ne vous rappelez pas ce que l'on vous a demandé ?

LE TÉMOIN. — Cette déposition s'est bornée à peu de chose. J'ai succédé au colonel Faurie, j'ai trouvé une comptabilité parfaitement organisée, je n'ai eu qu'à suivre la méthode qui avait été employée avant moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Pendant combien de temps êtes-vous resté au service des Renseignements ?

LE TÉMOIN. — 18 mois.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait les 4 registres qui sont ici : le Journal, le Brouillard, la Caisse de réserve, le carnet de reçus ?

LE TÉMOIN. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous le relevé de comptes ?

LE TÉMOIN. — Je ne l'ai jamais vu.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'en avez jamais eu besoin dans le service ?

LE TÉMOIN. — Jamais.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand vous vouliez connaître la valeur d'un agent, comment faisiez-vous ?

LE TÉMOIN. — Je m'adressais, non pas à l'archiviste, qui était un simple comptable, mais à l'officier chargé du service compétent.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne saviez pas combien l'agent avait touché ?

LE TÉMOIN. — C'était une question accessoire. Je m'informais seulement de la valeur de l'agent en tant que fourniture. Je ne me rappelle pas avoir eu besoin de comparer les sommes versées aux agents ; si je l'ai fait, j'ai dû le demander à Dautriche, qui l'extrayait de son registre.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce registre était-il nécessaire pour le Service ?

LE TÉMOIN. — Je l'ignore.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand vous demandiez un renseignement, on vous l'apportait ?

LE TÉMOIN. — Absolument.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand vous étiez au Service des Renseignements, c'était comme auparavant ; chacun savait ce qui se passait ; Dautriche était au courant de tout, n'est-ce pas ?

LE TÉMOIN. — Parfaitement ; il n'avait pas grand intérêt à lire les dossiers, mais enfin il était au courant. Il ne s'occupait que de son service, mais rien ne lui était caché.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous connaissez ce carnet de réserve ?

LE TÉMOIN. — Oui, je connais le carnet de réserve ; mais je ne connais pas spécialement celui que vous me présentez.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, avez-vous quelque question à adresser au témoin ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais demander au témoin s'il a vu ou eu connaissance d'un reçu de 25.000 francs établi par Austerlitz et signé de son nom ?

LE TÉMOIN. — Jamais !

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-il possible que ce reçu ait disparu pendant le temps que vous étiez chef de la S. R. ?

LE TÉMOIN. — C'est possible.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Dans quel but aurait-on pu faire disparaître ce reçu ?

LE TÉMOIN. — Je ne me suis pas posé la question, et j'avoue

que je suis embarrassé pour y répondre. Ce reçu, pour moi, n'avait aucune valeur en supposant qu'on me l'ait présenté... car je faisais fonds sur la signature des officiers, un reçu comme celui-là, ce n'est rien.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand on en avait un, on le gardait ?

LE TÉMOIN. — On le gardait, mais j'avoue que je n'en ai pas eu connaissance.

M. LE PRÉSIDENT. — Était-il d'usage de payer ou de faire payer des sommes de 25.000 francs à un agent ?

LE TÉMOIN. — Cela s'est fait.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien de fois ?

LE TÉMOIN. — Une fois.

M. LE PRÉSIDENT. — En 18 mois...

LE TÉMOIN. — C'était une affaire tellement importante que je ne l'oublierai jamais de ma vie.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce chiffre de 25.000 francs suffisait à lui tout seul pour que vous ne puissiez pas oublier le fait ?

LE TÉMOIN. — Ce n'est pas le chiffre qui m'a frappé, c'est l'opération elle-même.

M. LE PRÉSIDENT. — Je sais à quoi vous faites allusion...

LE TÉMOIN. — Je ne pourrais vous dire exactement combien nous avons payé pour cette opération, mais je ne l'oublierai certainement jamais.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce chiffre de 25.000 francs vous a frappé ?

LE TÉMOIN. — On payait souvent 12.000 francs, 10.000 francs...

M. LE PRÉSIDENT. — Mais 25.000 francs, c'est quelque chose ; votre prédécesseur nous a dit avoir payé cette somme peut-être une seule fois, et vous, une fois en 18 mois.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a une notice dont le capitaine Mareschal affirme l'existence : avez-vous vu une notice concernant une opération traitée par lui avec l'agent Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Jamais ! Du reste, je ne cherchais pas dans les dossiers ; j'avais une direction... Chaque officier opérait dans sa sphère.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — On a également signalé ici, hier, l'existence d'un certain nombre de fiches concernant des hommes politiques. Avez-vous eu connaissance de ces fiches ?

LE TÉMOIN. — Jamais ! Le Service, depuis qu'il a été réorganisé en 1901, s'est exclusivement cantonné sur le terrain militaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Pourquoi dites-vous depuis 1901 ? Avez-vous eu connaissance qu'il y en avait avant 1900 ?

LE TÉMOIN. — J'en ai eu connaissance par la lecture des journaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Ah ! hier. C'est comme nous ; nous l'avons su un peu plus tôt, puisque cela n'a paru dans les journaux qu'après...

LE TÉMOIN. — Nous avons de vieilles fiches qui concernaient des espions, etc...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-ce que le témoin a pris part à l'estimation des documents Austerlitz du 16 août 1899 ?

LE TÉMOIN. — Oui, en ce sens que les sections ont collaboré à cette estimation, l'une au point de vue technique, l'autre au point de vue pécuniaire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quelle est votre opinion au dernier point de vue, au point de vue pécuniaire ?

LE TÉMOIN. — Nous avons estimé que cela pouvait valoir de 2 à 4.000 francs. Mais toutes ces estimations sont éminemment variables, cela dépend de l'importance, cela dépend de l'agent avec lequel on traite.

M. LE PRÉSIDENT. — Et dans l'espèce ?

LE TÉMOIN. — Et dans l'espèce ?...

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, est-ce qu'un document qui pourrait valoir 2 ou 3.000 francs maintenant, pouvait avoir une valeur beaucoup plus considérable à ce moment ?

LE TÉMOIN. — Aujourd'hui, nous le considérons comme n'étant pas d'une importance capitale, mais à l'époque, il pouvait évidemment séduire.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais pouvait-il séduire jusqu'à concurrencer de 25.000 francs ?

LE TÉMOIN. — C'est une question d'estimation du moment. On fait une expertise dans des conditions hâtives, on voit un titre alléchant... On sentait des renseignements qui pourraient se rapporter à une chose très intéressante.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela s'est fait un peu à la légère ?

LE TÉMOIN. — Je crois, en effet, que cela a dû se faire un peu à la légère.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne dis pas pour 500 francs, mais lorsqu'il s'agit de 25.000 francs, il faut y regarder de près.

LE TÉMOIN. — Il faut avoir des connaissances très approfondies. Ainsi, dans l'estimation que nous avons faite tout dernièrement de deux documents, il a fallu plusieurs jours à un officier très compétent pour cette question, pour arriver à une estimation; il faut faire des recherches, des recoupements.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a eu deux notices qui ont été retrouvées dans les bureaux de la S. R. au cours de l'instruction; avez-vous pris part à la recherche de ces deux notices ?

LE TÉMOIN. — J'ai pris part à deux recherches à la S. R.; le commandant Targe a dû vous en parler hier. La première opération se place dans la soirée du 10 mai. Le 10 mai j'ai reçu chez moi un ordre du ministre de me rendre immédiatement à la S. R. pour, en présence de M. Dautriche et d'un autre officier, mettre sous scellés tous les documents concernant l'affaire Austerlitz que l'on pourrait trouver. J'ai fait cette opération. Voilà la première opération à laquelle j'ai assisté, ou plutôt que j'ai pour ainsi dire dirigée.

Puis alors, le samedi 22 mai, j'ai reçu un autre ordre du Ministre, transmis par le Chef d'Etat-Major, me prescrivant de me rendre à la S. R. à 5 h. 1/2 du soir sans prévenir personne, et de mettre sous scellés toutes les clefs existant dans le bureau. J'ai immédiatement avisé ces Messieurs d'avoir à m'attendre à 5 h. 1/2. J'ai rassemblé toutes les clefs, et le lendemain, quand le commandant Targe a commencé sa perquisition à 9 heures du matin, je lui ai remis successivement toutes les clefs. J'ai assisté à cette opération d'une manière ininterrompue le dimanche et le lundi de la Pentecôte. Ce sont les seules opérations auxquelles j'ai pris part.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous d'autres questions ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Non, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs ?...

M^e HENRY BONNET. — Monsieur le colonel Hollender nous a dit avoir eu à estimer un document qu'il avait apprécié de deux à quatre mille francs. Le colonel Hollender ne sait-il pas qu'en dehors de ce document il en existait dix autres, de la fourniture de 99 ?

LE TÉMOIN. — C'est une question que nous nous sommes

posée; mais nous n'avons trouvé que deux documents qui se rapportaient à cette fourniture. Pour nous, l'existence d'autres documents résultait, d'une part, de la correspondance d'Austerlitz, et, d'autre part, de la correspondance du deuxième bureau. Mais, je le répète, nous n'avons trouvé que deux documents : l'un, celui qui a été apprécié de 2 à 4.000 francs, et l'autre, qui était sans valeur, et qui a été reconnu dès l'origine sans valeur.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand un agent apporte 8 ou 10 documents, n'y en a-t-il pas qui sont éliminés tout de suite, soit parce qu'ils sont dans le commerce, soit pour une autre raison ?

LE TÉMOIN. — Parfaitement; mais il y en a que nous avons déjà, qui contiennent des renseignements déjà obtenus.

M^e HENRY BONNET. — L'attention de M. le colonel Hollender n'a pas été appelée sur l'existence qui, je crois pouvoir le démontrer, est certaine, de onze documents qui ont été remis le 16 août et qui sont dans le dossier n° 4 sous une chemise spéciale. Je demande à M. le colonel Hollander si on lui a demandé d'examiner ces 11 documents.

LE TÉMOIN. — Mon attention n'a jamais été attirée que sur les deux documents dont je viens de parler. J'ai supposé seulement qu'il pouvait y en avoir d'autres.

M^e HENRY BONNET. — M. le colonel Hollender a-t-il vu dans la correspondance Austerlitz, qu'avant l'entrevue du 16 août, cet agent Austerlitz demandait au capitaine Mareschal, pour commencer, une somme de 60.000 francs ?

LE TÉMOIN. — J'ai vu cette lettre à l'occasion d'un rapport que nous avons fait au Ministre au mois de mars 1904; nous avons tous vu cette lettre.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait un chiffre ?

Le colonel répond qu'il a vu cette lettre.

M^e BONNET. — C'est tout ce que je voulais savoir.

Y avait-il un doute sur le chiffre qui était dans cette lettre ?

LE TÉMOIN. — Nous n'avons eu aucune hésitation, nous avons tous lu 60.000 francs.

M^e AUFFRAY. — En ce qui concerne Austerlitz, une question ?

Je voudrais demander à M. le colonel Hollender de vouloir bien s'expliquer plus complètement encore qu'il ne l'a fait sur la valeur qu'il attribue à Austerlitz, tant pour les docu-

ments fournis du temps du capitaine Mareschal, que pour la valeur des documents fournis après.

LE TÉMOIN. — C'est une question un peu embarrassante à traiter en public, je n'ose pas trop dire la valeur...

M^e AUFFRAY. — Il ne s'agit pas d'énumérer les documents ; remarquez-le bien.

LE TÉMOIN. — J'entends bien, vous me demandez comment j'apprécie cet agent ?

M. LE PRÉSIDENT. — Au point de vue moral ?

M^e AUFFRAY. — M. le colonel Hollender a dit que, suivant lui, le colonel Rollin et le capitaine Mareschal avaient agi un peu légèrement en payant 25.000 francs des documents qui, suivant lui, ne valaient pas, en tant que documents, cette valeur. Est-ce que d'autres officiers traitant avec Austerlitz ont pu payer les documents à leur valeur intrinsèque ou se sont peut-être laissés aller à exagérer la valeur de l'agent ?

LE TÉMOIN. — La fourniture Austerlitz a été un paiement exagéré, tout le monde est d'accord ; mais les officiers ont donné une explication plausible ; on ne paie pas un document à sa valeur, on peut être porté à encourager des agents à vous apporter des documents futurs. C'est ce qu'a dit le capitaine Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — On a ajouté qu'à ce moment le service était désorganisé et qu'on n'avait qu'un agent sérieux, Austerlitz.

LE TÉMOIN. — Il fallait, en effet, se montrer plus large qu'on ne peut se montrer aujourd'hui, par exemple. Mais depuis nous avons eu d'autres relations avec Austerlitz, les officiers se sont montrés plus sévères, les conditions ne sont plus les mêmes. Les officiers qui étaient à ce moment au Service des Renseignements n'avaient pas la compétence technique de ceux qui opèrent ; aujourd'hui les documents sont soumis au 2^e bureau, où il y a des techniciens qui sont plus à même d'étudier les documents.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a maintenant un officier technique qui estime les documents ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine Mareschal était technique ?

LE TÉMOIN. — Je ne sais pas.

M^e AUFFRAY. — Je voudrais demander au colonel Hollen-

der, non point d'une façon générale, mais avec une appréciation aussi précise que possible, ce qu'il pense de la moralité de M. Dautriche.

LE TÉMOIN. — Je n'ai aucune hésitation à répondre à la question, j'ai toujours considéré M. Dautriche comme un parfait honnête homme, c'est mon sentiment d'il y a quelques années, il n'a pas changé.

M^e AUFFRAY. — Le colonel Hollender connaît M. Dautriche depuis plusieurs années ?

LE TÉMOIN. — Depuis trois ans environ.

M^e AUFFRAY. — Le colonel Hollender croit-il M. Dautriche d'un caractère assez faible pour se livrer à une opération coupable si ses chefs lui en donnent l'ordre et pour commettre un détournement ?

LE TÉMOIN. — Non, je ne crois pas que M. Dautriche ait été capable de céder par faiblesse ; seulement il aurait pu quelquefois faire erreur, en ne se rendant pas compte de ce qu'il faisait.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous rendez bien compte de la portée de la question, il n'est pas question de détournements coupables ; M. Dautriche peut être coupable, mais ce n'est pas pour profiter de la somme.

LE TÉMOIN. — Oui. Si M. Dautriche a failli, ce que j'ignore, ce ne peut être que d'une manière inconsciente.

M^e AUFFRAY. — Je demanderai à M. le colonel Hollender de vouloir bien ouvrir le livre de caisse qu'il a l'habitude de signer...

M. LE PRÉSIDENT. — Le livre-journal ?

M^e AUFFRAY. — Le livre-journal, si vous voulez, ce livre qui est là. Ce livre est le livre que M. Hollender signait... Ce n'est pas le même livre bien entendu, mais le livre analogue. Eh bien, à la vue, ce livre paraît-il fait d'une façon différente de ceux que le colonel Hollender signait ? Autrement dit, est-ce la même écriture ? les mêmes signes ? le même système de barres qu'au moment où le colonel Hollender donnait sa signature ?

LE TÉMOIN. — A première vue, les différences matérielles n'apparaissent pas.

M^e AUFFRAY. — Avez-vous le souvenir que, lorsque vous signiez, il y avait des barres terminant les lignes, comme ici ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres questions à poser ?
(*Au témoin*). — C'est bien des accusés ici présents dont vous avez entendu parler.

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

L'audience est suspendue à 2 heures 15.

Elle est reprise à 2 heures 30.

M^e HENRY BONNET. — Monsieur le Président, je vous demanderai, en vertu de votre pouvoir discrétionnaire, avant d'entendre de nouveaux témoins, de faire donner lecture de la note n° 1 du dossier 4, qui est une note du 9 juillet 1904, rédigée par le colonel Hollender, qui donne certaines appréciations sur l'évaluation des documents et sur la valeur de l'agent qui, je crois, seraient intéressantes pour le Conseil. Je crois que cette note peut être lue sans inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous demandez la lecture tout entière ?

M^e HENRY BONNET. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Greffier, veuillez lire cette note.

M. le Greffier, lisant :

Paris, le 9 juillet 1904.

Réponse à la lettre du 22 juin 1904 du capitaine Cassel, rapporteur près le 2^e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris, au sujet de l'affaire Dautriche.

Première question. — Quelle est, après estimation faite par le bureau compétent, la valeur d'authenticité et de prix des documents fournis par l'agent A. qui ont été traduits et transmis par la S. R. le 6 septembre 1899 au 2^e bureau ?

Peuvent-ils avoir été payés 25.000 francs, ou même 10.000 francs ?

Réponse. — Le document traduit et transmis au 2^e bureau par la S. R. le 6 septembre 1899 a fait l'objet dès sa réception d'une étude qui a conduit à le considérer comme authentique et apportant sur certains points des données très intéressantes.

Une nouvelle étude qui vient d'être faite n'a fait que confirmer les premières appréciations en formulant cependant quelques réserves en ce qui concerne l'authenticité du document, mais en ajoutant que certaines données qui, à l'époque, avaient paru inutilisables, ont pu être utilisées depuis.

Quoi qu'il en soit, le document n'est qu'un travail d'étude. Les travaux de ce genre ont été payés, mais à une époque plus récente, entre 500 et 2.500 francs. Dans le cas particulier qui nous occupe,

la valeur est augmentée par le fait que le travail se rapporte à une question toujours importante pour nous, qui, à l'époque, offrait pour le 2^e bureau un intérêt particulier d'actualité.

Dans ces conditions, sa valeur marchande paraît pouvoir osciller entre 2.000 et 4.000 francs.

Il est bien difficile de préciser davantage ; en effet, le paiement n'est pas toujours basé uniquement sur la valeur intrinsèque de la marchandise ; il se règle aussi sur l'intérêt d'actualité que l'on attache à obtenir tel ou tel renseignement ; il dépend également de la personnalité connue ou de la situation apparente du fournisseur. Le prix est encore naturellement influencé par les prétentions dudit fournisseur, car il y a inévitablement marchandage et l'examen des lettres de l'agent A. montre combien ses prétentions sont toujours élevées.

Le document dont il vient d'être question n'est pas le seul que le 2^e bureau de l'état-major de l'armée ait signalé comme paraissant provenir de la fourniture qui aurait été payée 25.000 francs.

En effet, dans la note du 22 mars 1904, le 2^e bureau a indiqué, outre le document précité, un second document semblant se rapporter à la même fourniture.

Le 2^e bureau se basait pour signaler cette double fourniture : 1^o sur une lettre de l'agent A. annonçant la prochaine livraison de ces deux documents pour le paiement desquels l'agent A. prétendait obtenir tout d'abord une somme de 60.000 francs comptant et un complément à payer ultérieurement. 2^o Sur la juxtaposition de ces deux documents renfermés dans un même carton.

Le premier document, que nous appellerons le document A, a seul fait l'objet d'une transmission régulière de la S. R. au 2^e bureau (6 septembre 1899) ; l'autre document, que nous désignerons sous la lettre B, n'a pas été transmis par la S. R. et semble n'avoir pas été mis à profit. Il est probable qu'après un examen plus approfondi dans les bureaux de la S. R., il aura été reconnu inutilisable, comme n'apportant que des renseignements déjà possédés.

Si ce document B, ainsi que cela semble ressortir de la lettre précitée de l'agent A., a vraiment été présenté par lui en même temps que le document A, seuls les officiers qui ont mené la négociation sont à même de faire connaître dans quelles mesures l'examen dudit document B a pu influencer leur estimation de la valeur de l'ensemble de la fourniture...

M^e HENRY BONNET. — Le reste n'a plus d'intérêt pour la question qui nous occupe.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas d'autres questions ?

M^e HENRY BONNET. — Il y a un document ayant trait à la

même question, document n° 5, dossier 4, dont lecture pourrait être donnée partiellement.

M. LE PRÉSIDENT. — On pourrait lire le document tel qu'il est dans vos notes.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si on doit lire une pièce quelconque, je tiens à ce qu'on lise le document lui-même.

M^e HENRY BONNET. — J'indique ceci au Conseil, c'est que hier, M. le commandant Targe, en passant ce document, en a fait donner lecture, mais il avait souligné les passages qui ne devaient pas être lus. Parmi ceux-ci, il en est de très importants qui auraient parfaitement pu être lus sans aucun inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une affaire d'appréciation.

M^e HENRY BONNET. — Par exemple, sur la question des 60.000 francs, il n'y rien de mystérieux à dire que, dans cette première note, on parle de la lettre d'Austerlitz.

M. le Greffier, lisant :

Le ministre donne l'ordre de répondre sans restriction aux questions suivantes :

Les comptes de la S. S. portent, en août 1899, la mention suivante :

16 août : Berg, frais de voyage et gratifications : 625 francs. Austerlitz, documents, complément de 20.000 francs de la réserve, 5.000 francs.

1^o Quelles étaient les personnes désignées sous les noms de Berg et d'Austerlitz ?

R. — Berg est le pseudonyme d'un certain... n'a fait que peu de fournitures pour chacune desquelles il recevait quelques centaines de...

Austerlitz a toujours dissimulé sa personnalité. Il s'est donné comme un intermédiaire agissant pour le compte de...

L'impression des officiers qui l'ont vu est qu'il agit pour son compte. Ils le signalent comme très versé dans les questions militaires.

2^o Quels agents ou officiers sont entrés en relations avec ces personnes ?

R. — En 1899, ainsi qu'il résulte du reçu d'autre part, c'est le capitaine Mareschal qui se rencontrait avec Austerlitz. A partir de 1900, c'est le capitaine Lambling qui est chargé de ce soin ; mais, par application de la disposition qui a rattaché la S. R. au 2^e bureau, il est toujours accompagné pour cette mission par un officier de la section, à titre d'expert. C'est d'abord le comman-

dant Martin, puis, à partir d'août 1902, le capitaine devenu commandant Godard.

3° Donner les reçus établis au moment du paiement ?

R. — Les fournisseurs étrangers ne donnent jamais de reçus. Ci-joint le reçu signé selon l'usage par l'officier allant au rendez-vous.

Ce reçu donné pour décharge à l'officier d'administration trésorier de la S. R. ne comporte que la somme sortie de la caisse de ce dernier (service courant); la sortie des 20.000 francs pris à la réserve doit être constatée sur le carnet de cette réserve, carnet qui n'est plus à la S. R. Le capitaine Mareschal a reçu à la fois la somme destinée à Berg et celle revenant à Austerlitz, mais les affaires ont été traitées séparément dans deux rendez-vous compris dans le même voyage.

Une lettre de Berg laisse même croire qu'il a reçu son argent par la poste.

4° Quels documents ont été achetés ? Les produire en original ?

R. — La fourniture de Berg ci-jointe se rapporte... celle d'Austerlitz a trait...

1°.....

2°.....

M^e HENRY BONNET. — J'appelle l'attention sur ce point, il y a deux indications.

M. le Greffier continuant la lecture :

Ces notes écrites par les fournisseurs sont ci-jointes.

Une lettre également ci-jointe d'Austerlitz fait ressortir qu'il comptait sur une somme beaucoup plus forte, puisqu'il demandait 60.000 francs à titre d'à-compte.

5° Les relations avec Berg et Austerlitz ont-elles continué après le 16 août 1899 ?

Berg n'a rien fourni depuis la livraison indiquée ci-dessus. Il a écrit une dernière fois de.... le.... et n'a plus reparu depuis.

Austerlitz a continué des fournitures à de grands intervalles. Il n'a pas donné au service la possibilité de correspondre avec lui et prend l'initiative des rendez-vous quand il a quelque chose à donner.

Pour la première fois, depuis qu'on le connaît, il a manqué à la dernière réunion qu'il avait sollicitée, il y a peu de mois.

Il n'a pas expliqué son abstention et, depuis lors, n'a pas donné signe de vie.

Paris, le 23 mars 1904.

Le chef de bureau : HOLLENDER.

Il résulte, tant du reçu ci-joint que de la vérification faite avec le talon du reçu sur le brouillard de la comptabilité du service cou-

rant et sur le registre de comptabilité de la réserve, que la somme de 25.000 francs a été remise au capitaine Mareschal pour être payée à Austerlitz.

HOLLENDER.

M^e HENRY BONNET. — Rien de tout cela n'avait été lu hier.

M^e AUFFRAY. — J'ai une question à poser à M. le colonel Hollender. Le colonel, au cours de sa déposition tout à l'heure, a déclaré que, avertis par l'expérience, les officiers qui sont en relations aujourd'hui ou qui étaient en relations ces temps derniers avec Austerlitz se montrent beaucoup plus durs dans les prix à verser à Austerlitz. Son souvenir sur ce point-là est-il bien exact?

M. LE PRÉSIDENT. — S'agit-il d'Austerlitz personnellement?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Oui, mon général.

M^e AUFFRAY. — Cette déposition est à rapprocher du fait que des documents postérieurs ont été payés des prix considérables.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-il fréquent que des agents accusant des dettes s'élevant à un prix élevé, demandent des sommes considérables telles, par exemple, que 60.000 francs?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Les exigences sont toujours en rapport avec ce qu'ils désirent obtenir. Il est évident que celui-là, voulant avoir une somme assez forte, a demandé 60.000 francs. Un autre qui serait satisfait avec 100 francs, en demandera 600.

Mais en général, ils sont tous exigeants et ils exagèrent leurs prétentions, d'ailleurs, ils courent de grands risques, et il faut tenir compte de leur commerce.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, ce n'est pas un fait rare que de recevoir des lettres dans lesquelles on demande des sommes considérables et où l'on accuse des dettes également considérables?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Ce n'est pas rare, c'est commun.

M. le commandant Brissé

Joseph-Ernest, 50 ans, chef de bataillon à l'Etat-Major de l'armée.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

LE TÉMOIN. — Je connais Dautriche depuis mon arrivée au service en janvier 1903. Je ne connais aucun des autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire votre déposition.

LE TÉMOIN. — Mon général, je n'ai aucune déposition à faire, je n'ai participé à l'instruction que parce que les procès-verbaux avaient été établis dans mon bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que j'ai à vous demander. Vous avez répondu à l'instruction ; voulez-vous dire dans quelle mesure vous avez participé aux perquisitions ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai assisté à aucune perquisition. M. le rapporteur est venu seulement me demander quelques explications.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel a été votre rôle dans l'instruction ?

LE TÉMOIN. — Le capitaine rapporteur ne m'a interrogé que sur les deux notices, comme je l'ai dit, ces notices ne faisaient pas partie du dossier Austerlitz. Ce dossier, comme tous ceux des agents en activité, était dans le bureau du capitaine qui s'occupe de ce service alors que ces notices ne constituaient qu'un catalogue donnant quelques renseignements personnels sur les agents placés dans le bureau de M. Dautriche. Donc, lorsqu'on a donné les papiers d'Austerlitz, on ne pouvait songer à aucun point de vue à donner ces notices qui étaient considérées comme ne faisant pas partie du dossier.

Du reste, ces notices ne se ressemblent ni dans la forme ni dans l'écriture ; il est arrivé que celles-là étaient de la main du capitaine Mareschal, et, par conséquent, elles ont acquis une importance dans la suite, mais nous ne pouvions pas le prévoir dans ce moment-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Comment les a-t-on trouvées ?

LE TÉMOIN. — C'est après avoir feuilleté pièce à pièce le dossier sans avoir trouvé les notices fournissant les renseignements donnés par le capitaine Mareschal que nous avons

pensé que ces renseignements pouvaient peut-être se trouver dans les notices en question. Du reste, ces notices nous avaient servi pour les demandes de renseignements au ministre dits « sans restriction », et, en nous y reportant, nous avons vu qu'elles étaient du capitaine Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, si on ne les a pas trouvées la première fois, c'est qu'on ne les a pas cherchées où elles étaient.

LE TÉMOIN. — Parce que nous ne considérons pas ce dossier comme faisant partie du dossier Austerlitz. C'est un catalogue dans lequel on retrouve des notes personnelles sur différents agents; cela n'appartient pas plus à un dossier qu'à un autre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je poserai au commandant Brissé comme aux autres officiers qui sont passés par ce bureau la question suivante : avez-vous jamais vu un reçu de 25.000 francs remontant au mois d'août 1899, signé Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-il possible que ce reçu, durant votre commandement, ait été détruit ou ait disparu ?

LE TÉMOIN. — Je ne le crois pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je vous poserai la même question pour les notices que le capitaine Mareschal a réclamées : avez-vous vu les notices relevant les opérations faites par cet officier avec l'agent Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Je n'en ai pas vu d'autres que les deux qui ont été versées au débat.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-il possible que cette notice ait été détruite ou ait disparu de votre temps ?

LE TÉMOIN. — Je ne le crois pas, parce que, dans le début de l'instruction, lorsque nous avons eu à consulter ces notices, pour répondre à la première question de la note « sans restriction », il n'y avait rien d'autre dans la chemise se rapportant à Austerlitz.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez pris part, je crois, à l'estimation du document Austerlitz, de la fourniture du 16 août 1899 ?

LE TÉMOIN. — J'ai pris part à l'estimation après avoir reçu l'avis technique d'un expert; comme cet avis faisait ressortir qu'il s'agissait d'un travail d'étude, nous nous sommes basés

à ce moment sur cette comparaison avec les prix payés pour des travaux similaires.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas vous qui l'avez estimé au point de vue technique ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Et au point de vue de l'argent ?

LE TÉMOIN. — Oui, nous l'avons estimé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Estimez-vous que 4.000 francs ait été un maximum et 2.000 francs un minimum ?

LE TÉMOIN. — Oui, parce que nous estimons que c'était un travail d'étude ; seulement nous opérons un peu comme historiens, et, après cela, c'est l'histoire qui parle. Nous ne sommes pas dans la situation de celui qui opère en campagne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-ce que vous avez reçu souvent des offres d'agents qui parlent de leurs dettes et qui demandent des sommes élevées ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Arrive-t-il fréquemment que les agents parlent de sommes très élevées : 40, 50.000 francs ?

LE TÉMOIN. — Pas pendant que j'étais au service, mais je n'y suis que depuis très peu de temps.

M. LE PRÉSIDENT. — Depuis combien de temps ?

LE TÉMOIN. — Depuis le mois d'octobre dernier.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les agents indiquent-ils souvent des dettes élevées pour justifier leurs exigences ?

LE TÉMOIN. — Pas toujours des dettes, mais des besoins pressants, sans fixer le nombre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Des besoins très élevés ?

LE TÉMOIN. — Oui, mais nous n'avons aucun chiffre se rapportant à ceux en question ; les chiffres indiqués par Austertlitz sont dans les lettres que vous avez au dossier.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont des gens besogneux, dans tous les cas, et qui demandent le plus possible.

LE TÉMOIN. — Ils parlent soit de dettes, soit de besoins journaliers.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Enfin, avez-vous eu

connaissance de fiches établies dans les bureaux de la S. R. de 1890 à 1899, fiches qui concernaient des hommes politiques?

LE TÉMOIN. — Jamais.

M^e HENRY BONNET. — Je vous demanderai, Monsieur le Président, de vouloir bien poser à M. le commandant Brissé la même question que vous avez posée à M. le colonel Hollender. Lorsqu'on a demandé au témoin de donner son estimation sur la valeur des documents fournis le 16 août par l'agent Austerlitz, a-t-on indiqué au témoin que l'agent Austerlitz n'avait pas fourni un ou deux documents, mais onze qui figurent dans le dossier 4 de l'instruction?

LE TÉMOIN. — Ce que nous appelons un document peut comprendre plusieurs fascicules.

M^e HENRY BONNET. — Il ne s'agit pas de fascicules, mais de documents.

LE TÉMOIN. — Lorsque nous avons fait la recherche des documents paraissant se rapporter à cette fourniture, nous n'avons pu montrer que ce que nous avons trouvé. Or, nous n'avons trouvé que deux documents.

M. LE PRÉSIDENT. — N'y a-t-il pas, dans une fourniture, des parties qu'on élague? N'arrive-t-il pas que sur onze, par exemple, on puisse en élaguer trois ou quatre?

LE TÉMOIN. — Cela arrive, puisque, dans le dossier, M. le capitaine rapporteur a éliminé certains documents comme n'ayant pas de valeur.

M^e HENRY BONNET. — Je voudrais que cete question fût nettement précisée. Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir donner l'énumération des documents; je ne le ferai pas; mais, si je donnais cette énumération, on verrait qu'il ne s'agit pas de fascicules se rapportant à un même ordre d'idées, mais à onze ordres d'idées absolument distinctes.

M. LE PRÉSIDENT. — On pourrait montrer la nomenclature au commandant?

M^e HENRY BONNET. — Il n'y a pas de nomenclature, cela n'a pas été traduit. Lorsque le ministre a demandé qu'on fît l'évaluation, M. le commandant Brissé a-t-il eu connaissance d'un document autre que celui désigné sous la lettre A, et celui désigné sous la lettre B? Sait-il s'il existe, en dehors de ces deux documents A et B, neuf autres documents traitant de questions tout à fait différentes?

LE TÉMOIN. — Je ne puis pas répondre à cette question; seu-

lement les titres différents peuvent se rapporter à des chapitres différents.

M^e HENRY BONNET. — Nous ne nous entendrons jamais sans qu'on puisse donner l'énumération des documents. Si on la donnait, on verrait qu'il s'agit de choses tout à fait dissemblables.

M. LE PRÉSIDENT. — Si nous ne pouvons pas la donner publiquement, ce sera une question de huis-clos.

M^e HENRY BONNET. — Le témoin ne connaît que les deux documents analysés dans la note qui vient de vous être lue et qui sont désignés sous les lettres A et B.

M. LE PRÉSIDENT. — Le témoin pourrait nous dire, par le titre des neuf autres documents, s'ils ont une valeur.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je tiens également à bien éclaircir ce point; l'estimation a été faite sur les deux documents qui sont eux-mêmes le résultat d'un premier triage, puisque, tout d'abord, on a enlevé neuf documents — appelons cela documents — comme n'ayant pas de valeur, l'estimation faite sur les deux restants équivaut à l'estimation faite sur le total, puisque les neuf autres ont été enlevées comme n'ayant pas de valeur.

M^e HENRY BONNET. — Je demanderai alors au témoin de vouloir bien nous dire qui a fait l'élimination.

LE TÉMOIN. — Ce n'est pas moi.

M^e HENRY BONNET. — Les documents sont sous une chemise, dans le dossier 4.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous les avons tous.

M^e HENRY BONNET. — Vous les avez; par conséquent, ils ont tous été rapportés de Zurich par le capitaine Mareschal, à la date du 18 août 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous suffisamment la langue allemande pour pouvoir les traduire?

LE TÉMOIN. — Pas pour les lire couramment.

M. LE PRÉSIDENT. — Les titres vous suffisaient peut-être?

LE TÉMOIN. — Nous avons jugé d'après le rapport de l'expert technique.

M. LE PRÉSIDENT, à M^e Henry Bonnet. — Vous avez entendu la réponse?

M^e HENRY BONNET. — Je m'expliquerai sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel était l'expert technique?

LE TÉMOIN. — Le commandant Godard.

M. LE PRÉSIDENT. — Malheureusement il n'est pas ici.

M^e HENRY BONNET. — J'indique au Conseil qu'il trouvera dans la correspondance Austerlitz un certain nombre de documents qui n'ont pas été évalués; ils ont été estimés par l'agent Austerlitz un assez gros prix et j'admets volontiers qu'après une première vérification ces documents ont paru inutilisables, soit parce qu'on les avait, soit parce qu'ils ne présentaient pas l'intérêt qu'Austerlitz voulait leur attribuer; mais, en faisant ces estimations, il faut tenir compte des exigences du vendeur et de l'avis du preneur; si le premier considère que le document a une valeur pour lui, il peut le prendre; s'il le prend, il faut le payer. Or, vous verrez dans la correspondance qui énumère les documents offerts par Austerlitz, figurer des documents qui ont pu être considérés comme inutilisables d'après l'accusation, et très utilisables d'après nos prétentions. Eh bien, la question à laquelle je reviens toujours est celle-ci : l'expertise n'a porté que sur deux documents, les documents A et B. Je crois que cela suffit pour le moment.

M. LE PRÉSIDENT. — L'expertise au point de vue de la valeur?

LE TÉMOIN. — Oui.

M^e HENRY BONNET. — L'expertise avait été faite en 1899, mais les documents n'en sont pas moins restés dans le dossier Austerlitz où ils figurent toujours.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Monsieur le Président, un autre témoin viendra ici et complètera absolument à ce point de vue la déposition du commandant Brissé. C'est l'officier qui lui-même a succédé au capitaine Mareschal et qui a fait le triage. Nous pouvons donc attendre ce témoignage pour nous former une opinion.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, le témoin ne peut pas répondre à la question.

M^e BONNET. — Je poserai à M. le commandant Brissé la même question que j'ai posée à M. le colonel Hollender. M. le commandant Brissé, qui a participé à la rédaction de l'historique, a-t-il vu dans la correspondance qu'avant l'entrevue du 16 août, Austerlitz demandait 60.000 francs pour commencer?

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas participé à la participation de l'historique en question, mais j'ai vu la lettre sur laquelle se trouve le chiffre de 60.000 francs, puisque c'est avec mon écriture qu'est faite la réponse à la note « sans restriction »,

réponse à laquelle cette lettre se trouve citée. J'ai lu le chiffre de 60.000 francs sans hésitations.

M^e HENRY BONNET. — Le témoin répond sans hésitation : M. le commandant Brissé a-t-il étudié avec soin le dossier Austerlitz autrefois, avant la rédaction de la note du 17 mars ou de la note de juillet 1904 ?

LE TÉMOIN. — Jamais. Nous n'avons pas à nous reporter aux fournitures anciennes.

M^e HENRY BONNET. — C'est parce que, tout à l'heure, M. le commandant Brissé a déclaré qu'il ne se souvenait pas avoir vu le reçu. Pourrait-il dire si le reçu pourrait s'être trouvé au milieu de 120 ou 130 lettres du dossier Austerlitz sans qu'il l'ait vu ?

LE TÉMOIN. — Je ne pense pas qu'il ait été retrouvé, car, lorsque que nous avons recherché la notice dont j'ai parlé au début de ma déposition, nous avons feuilleté page par page tout ce qui reste dans le carton Austerlitz, et nous n'avons rien vu d'autre qui puisse attirer notre attention, ni une feuille volante, ni un papier détaché pouvant constituer le reçu en question.

M^e HENRY BONNET. — Le commandant Brissé voudrait-il encore — je lui demande un peu de précision à ce point de vue — nous dire où ont été retrouvées les deux notices qui sont parvenues à l'instruction à la fin de juillet ou au commencement d'août 1904 ?

LE TÉMOIN. — Je viens de dire qu'elles ont été retrouvées dans un carton qui comprend des fiches sur la plupart des agents, non pas sur tous — c'est un catalogue plus ou moins complet — carton qui se trouve déposé dans une armoire de l'archiviste.

M^e HENRY BONNET. — N'est-il pas possible que, depuis le 16 août 1899, une autre notice ait été par mégarde égarée ?

LE TÉMOIN. — Je ne le sais pas.

M^e HENRY BONNET. — Enfin, M. le commandant Brissé a-t-il un souvenir quelconque, que, sur certains des dossiers tenus par le capitaine Mareschal ou par d'autres, il y ait eu, fixé à l'intérieur de la couverture du dossier, un historique concis des relations avec l'agent ?

LE TÉMOIN. — Absolument pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres questions ?

M^e AUFFRAY. — Dans le même ordre d'idées, sur Austerlitz,

je poserai au commandant Brissé la question suivante: lorsque l'on a affaire à des personnalités d'une certaine importance ou qui se croient très importantes, à côté de la valeur technique d'un document appréciée au cours d'une campagne, suivant l'expression du commandant Brissé, ne peut-on pas admettre un coefficient de la valeur morale, j'entends d'intérêt que l'on a à garder l'agent? Cette valeur est-elle très variable?

LE TÉMOIN. — Assurément.

M^e AUFFRAY. — Maintenant, d'une façon générale, je poserai une première question. Le commandant Brissé se rappelle-t-il et peut-il préciser si les notes au crayon ou à l'encre qui marquent le rapport qui modifie, sur certains points, et notamment sur les relations avec l'agent Austerlitz, le rapport du 6 septembre, adressé par M. le général Brault à M. le Ministre de la Guerre, sont bien de l'écriture du général de Lacroix?

LE TÉMOIN. — Je le crois. Je ne connais pas l'écriture du général de Lacroix, mais elle ressort de la lettre du chef d'état-major au ministre.

M^e AUFFRAY. — En ce qui concerne M. Dautriche, M. le commandant Brissé connaissait-il son relevé de comptes?

LE TÉMOIN. — Non, je n'ai pas eu à en faire état.

M^e AUFFRAY. — Secondement : M. le commandant Brissé aurait-il la complaisance de prendre en mains..., je ne sais comment l'appeler... le livre au net qui est signé par lui.

M. LE PRÉSIDENT. — Il porte l'inscription : journal.

M^e AUFFRAY. — L'apparence de ce registre de caisse est-elle la même que celle du registre qui a été signé par lui?

LE TÉMOIN. — Depuis 1900, oui.

M^e AUFFRAY. — Le témoin a-t-il remarqué, lorsqu'il le signait à la fin de chaque mois, l'habitude prise par Dautriche de mettre des barres à la fin des inscriptions?

LE TÉMOIN. — Les barres existent.

M^e AUFFRAY. — C'est une habitude constante de Dautriche.

LE TÉMOIN. — J'affirme en avoir vues dans le registre de 1900.

M^e AUFFRAY. — Troisième question. Que pense M. le commandant Brissé de la moralité de M. Dautriche?

LE TÉMOIN. — Au moment où j'ai pris la direction du service, c'était à l'époque des propositions d'inspection générale; M. Dautriche était proposé pour l'avancement; il a été donné

suite à cete proposition, ce qui montrerait qu'on avait apprécié la valeur des notes qui lui avaient été données. Or, depuis cette époque, je ne crois pas que rien ait pu modifier sa manière de servir.

M^e AUFFRAY. — M. le commandant Brissé croit-il Dautriche capable de commettre un acte frauduleux, une irrégularité d'écriture pour masquer un détournement commis par ses supérieurs ?

LE TÉMOIN. — Je ne le crois pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges ont-ils une question à adresser au témoin ?

Cette question reste sans réponse.

(Au témoin). — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT, *aux accusés*. — Avez-vous des observations à présenter sur la déposition des témoins ?

Les accusés font un signe négatif.

M^e AUFFRAY. — Monsieur le Président, est-ce qu'on ne pourrait pas lire maintenant la déposition de commandant Godard ?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons à cet égard rendre un jugement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je regrette que M. le commandant Godard ne puisse venir déposer, mais nous sommes dans l'obligation de nous incliner, les conséquences de l'accident qu'il a subi devant durer plusieurs semaines. Nous nous bornerons à lire les dépositions qu'il a faites successivement.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil se retire pour en délibérer.

La séance est suspendue.

La séance est reprise à 3 h. 10.

M. LE PRÉSIDENT. — Au nom du peuple français. Ce jourd'hui :

Le 2^e Conseil de Guerre du gouvernement militaire de Paris, délibérant à huis-clos, statuant sur les réquisitions du gouvernement.

Où les défenseurs,

Le président a posé la question suivante :

Y a-t-il lieu de renvoyer l'affaire Dautriche et autres à une autre séance ?

Les voix recueillies séparément en commençant par les grades inférieurs, le Président ayant émis son opinion le dernier ;

Le Conseil, attendu que la déposition orale du témoin, M. le commandant Godard, n'est pas indispensable à la manifestation de la vérité,

Déclare à l'unanimité : Non.

En conséquence, le Conseil ordonne qu'il sera passé outre aux débats et qu'il sera donné lecture de la déposition du témoin absent, conformément aux dispositions de l'article 126 du Code de justice militaire ainsi conçu :

« Dans le cas où l'un des témoins ne se présente pas, le Conseil de guerre peut passer outre aux débats, et lecture est donnée de la déposition du témoin absent. »

La séance continue. M. le Greffier, voulez-vous donner lecture de la déposition du commandant Godard ?

M. le greffier, lisant :

L'an mil neuf cent quatre, le 2 juillet à quatre heures du soir, devant nous, Cassel, capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de guerre de Paris, assisté de M. Luc, officier d'administration, greffier dudit Conseil, dans les locaux de la S. R., a comparu, en vertu de notre invitation, le témoin ci-après nommé, lequel, hors de la présence du prévenu et des autres témoins, après avoir représenté la citation à lui donnée, avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et interrogé par nous sur ses noms, prénoms, âge, état, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié des parties, à quel degré, a répondu se nommer Godard, Charles, Jean-Baptiste, Henri, âgé de 44 ans, chef d'escadron d'artillerie, breveté, attaché au 2^e bureau de l'état-major de l'armée, n'être ni domestique, parent ou allié des parties et a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Vous avez assisté aux entrevues qu'a eues le capitaine Lambling avec l'agent Austerlitz, les 4 août et 22 décembre 1902 et 17 août 1903. Pouvez-vous préciser si, à celle du 4 août, notamment, l'agent Austerlitz a fourni un reçu écrit de sa main, que je vous présente, et portant les mentions : 10.000 francs... Austerlitz ?

R. — J'ai, en effet, assisté à ces trois entrevues. A aucune d'entre elles, je n'ai vu l'agent Austerlitz remettre ce reçu au capitaine Lambling, et c'est la première fois que je vois cette pièce.

D. — Avez-vous assisté au paiement de cette fourniture du 4 août 1902 ?

R. — Je me rappelle très bien que j'étais assis sur un banc à la droite du capitaine Lambling, qui avait Austerlitz à sa gauche. J'ai vu le capitaine Lambling effectuer le paiement, et je n'ai pas vu Austerlitz lui remettre de reçu. Aussitôt après le paiement effectué, nous nous sommes séparés d'Austerlitz; le capitaine Lambling m'a dit la somme précise qu'il avait remise et qui était de 10.000 francs. A ce moment, il m'aurait certainement montré un pareil reçu, s'il lui avait été remis sans que je m'en aperçoive.

D. — Et cet autre reçu que je vous présente, libellé mil vingt-cinq francs... Gustave Austerlitz et écrit à l'encre ?

R. — C'est la première fois que je le vois.

Lecture faite, persiste et signe avec nous et le greffier.

11 juillet 1904.

Le commandant Godard, du 2^e bureau
de l'état-major de l'armée, à M. le capitaine
rapporteur près le 2^e Conseil de guerre, Paris.

Monsieur le rapporteur,

Après avoir pris l'avis de mon chef de bureau, M. le colonel Hollender, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'adresser une convocation afin de me permettre de compléter ma déposition du 2 juillet courant.

Depuis cette date, en effet, mes souvenirs se sont précisés sur certains points ; je crois pouvoir fournir à l'instruction des renseignements utiles.

Veuillez agréer, Monsieur le rapporteur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

GODARD.

2^e DÉPOSITION DE M. LE COMMANDANT GODARD.

Je désire compléter ma déposition du 2 juillet sur les deux points suivants :

1^o Conditions dans lesquelles j'ai assisté aux entrevues du capitaine Lambling avec Austerlitz ;

2^o Question des 2 reçus que vous m'avez présentés le 2 juillet.

En ce qui concerne le premier point :

Lorsque j'ai accompagné le capitaine Lambling à ces trois entrevues avec Austerlitz (et je n'ai eu que ces trois-là) j'étais chargé uniquement de l'assister dans l'examen technique des documents dont il devait prendre livraison. Tout en assistant au paiement, je ne les ai donc pas surveillés. Comme nous opérons dans un jardin public, je me suis surtout préoccupé de surveiller les abords du point où nous étions, afin d'éviter d'être surpris par des promeneurs.

Dans ces conditions, il serait très possible qu'Austerlitz ait pu remettre au capitaine Lambling un reçu à chaque entrevue sans que je m'en sois aperçu.

L'entrevue du 4 août 1902 était la première à laquelle j'assistais ainsi en plein air et j'étais très inquiet, d'autant plus que nous étions adossés à un bosquet permettant de nous écouter et de nous surprendre. Aussi, du paiement qui a eu lieu à cette entrevue, je ne me rappelle avoir vu que le mouvement fait par le capitaine Lambling pour tirer des billets de banque de sa poche.

D. — Je vous présente le reçu « 10.000 francs..... Austerlitz » que je vous ai déjà présenté le 2 juillet.

R. — En ce qui concerne ce deuxième point, je continue à n'avoir aucun souvenir spécial d'avoir vu ce reçu avant que vous me le présentiez. Cependant, j'ai une vague impression d'avoir vu, depuis 1902, une pièce écrite au crayon et signée Austerlitz. Je ne pourrais pas préciser si c'est un reçu, ou une lettre, ou un billet. Si c'était un reçu, je n'aurais guère pu le voir qu'entre les mains du capitaine Lambling après une entrevue soit en wagon, soit au restaurant voisin de la gare où nous déjeunions d'habitude ; d'ailleurs, je ne pourrais pas dire quel en était le montant, et, par suite, à quelle entrevue il se rapportait. Si ça avait été une lettre ou un billet, j'aurais peut-être pu le voir au ministère mais j'en doute, parce qu'au deuxième bureau, les officiers ne voient que très exceptionnellement les lettres des agents. Peut-être serait-ce en cette circonstance, en voyant la signature Austerlitz, que j'ai appris qu'il connaissait le nom sous lequel on le désignait à la S. R. Ce ne sont là que des impressions qui ne sont appuyées sur aucun fait matériel, mais c'est tout ce que me donne ma mémoire. En résumé, je ne puis ni affirmer, ni infirmer qu'un reçu ait été ou n'ait pas été délivré, mes souvenirs ne me le permettent pas.

Quant au deuxième reçu de 1.025 francs que vous me représentez, je ne puis vous dire que ce que je vous ai déjà dit : c'est la première fois que je le vois.

D. — Avez-vous eu l'occasion, pour votre service, de faire des recherches dans les dossiers de la S. R., notamment dans celui d'Austerlitz, depuis que vous vous occupez de ces questions ?

R. — Non, je n'ai jamais fait de pareilles recherches et je n'ai eu entre les mains aucun dossier de la S. R., à part des documents techniques communiqués parfois en original par la S. R. au deuxième bureau.

Lecture faite, le témoin persiste, etc...

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, avez-vous une observation à faire ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande à expliquer au Conseil l'importance qu'avait cette déposition du commandant Godard. Nous avons trouvé dans le dossier Austerlitz deux reçus, un de 1.025 francs, l'autre de 10.000 francs. Il s'agissait d'établir à quel moment et à quelles opérations ces deux reçus pouvaient s'appliquer. Le commandant Godard a été entendu parce qu'il avait coopéré avec le capitaine Lambling aux différentes opérations postérieures à 1899.

Il avait été convoqué pour nous dire s'il avait vu ces deux reçus. Les réponses qu'il a faites sont catégoriques dans sa première déposition, elles le sont moins dans la seconde. D'ailleurs, le capitaine Lambling viendra devant vous et déposera sur le même sujet.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les Défenseurs, avez-vous des observations à faire ?

M^e AUFFRAY. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons entendre un autre témoin. Le témoin suivant est l'expert en écritures.

M^e BONNET. — Si nous arrivons à l'expert en écritures, je vous demanderai de faire donner lecture des deux notices dont on a tant parlé et qu'on ne connaît pas encore. Elles sont, me semble-t-il, d'un grand intérêt. Ce sont les pièces 10 et 11. Elles ont été données sous deux formes. D'abord, on avait refusé de les donner en entier, même à la défense, et même pour une audience éventuelle de huis-clos, parce qu'elles pourraient compromettre, disait-on, la défense nationale. Je crois plutôt que leur non-communication compromettrait la défense des inculpés. Je demande donc que ces pièces soient lues dans la mesure où elles peuvent l'être. Elles sont très importantes. Elles mentionnent notamment les deux premiers paiements contestés.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est qu'il y a dedans beaucoup de choses qui ne peuvent être lues.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce qui ne peut être lu, c'est le signalement d'Austerlitz.

M^e AUFFRAY. — Et puis il y a l'énumération des documents.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Appelons les 1 et 2, si vous voulez. Maintenant on pourrait les lire à un autre moment, puisque nous serons obligés par les exigences de la défense d'aller en huis-clos.

M. LE PRÉSIDENT. — Ne parlons pas d'exigences, nous n'avons tous ici que le souci de la vérité.

M^e AUFFRAY. — Les nécessités de la défense.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, puisque pour les nécessités de la défense nous serons obligés d'avoir une séance de huis-clos, nous verrons ces deux notices à ce moment.

M. LE PRÉSIDENT. — Tenez-vous beaucoup à ce qu'on en parle dès maintenant ?

M^e BONNET. — Ces pièces me semblent de nature à éclairer ces Messieurs du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous dirons seulement notice 1, 2, 3.

M^e BONNET. — Parfaitement.

M^e AUFFRAY. — Maintenant, si le Conseil voulait nous autoriser par exception à lire nous mêmes...

M. LE PRÉSIDENT. — Alors je voudrais, moi, les lire avant.

M^e BONNET. — Si le Conseil veut les lire, je ne m'y oppose pas, je ne demande pas que la lecture soit publique.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas cela : je crains de n'avoir pas ces notices présentes à la mémoire et de ne pouvoir deviner.

M^e AUFFRAY. — Vous pourriez les lire dans la chambre du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce légal ? Cela peut-il se faire ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les membres du Conseil peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier, il n'est pas nécessaire que ce soit en audience publique.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les Membres du Conseil ont le droit d'aller au Greffe prendre connaissance de toutes les pièces du dossier. Je vais leur signaler ces deux pièces ; ils auront la soirée d'aujourd'hui et demain dimanche pour les voir.

M^e BONNET. — Je demande à Messieurs les Juges de lire les pièces 10 et 11, également la pièce du même dossier, cotée 7, dans laquelle on semble ne pas vouloir remettre à la défense les notices dans leur entier.

M. LE PRÉSIDENT. — Satisfaction vous sera donnée.

M^e AUFFRAY. — Les pièces 10 et 11 sont les originaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous voudrez bien nous donner toutes les indications nécessaires.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous avons hésité

au premier abord, à vous donner ces deux notices intégralement parce que nous-mêmes, au Ministère, on ne nous en avait donné d'abord que ces copies tronquées. Devant les précautions que l'on prenait à notre égard, nous avons cru devoir prendre les mêmes.

M^e HENRY BONNET. — C'est entendu. J'ai bien indiqué que ce n'était pas de l'accusation ni de l'instruction qu'était venue la difficulté : c'était le ministère de la Guerre qui ne paraissait pas se soucier de mettre ces documents à la disposition...

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait inconvénient à remettre ces pièces parce qu'elles contenaient une énumération de documents et le signalement de l'agent.

M^e HENRY BONNET. — Voulez-vous me permettre d'appeler l'attention du Conseil sur un point ?

L'accusation dit : Ces notices n'ont pas de valeur, elles ne sont ni datées, ni signées.

Signées ! On ne les signe jamais. Elles sont de l'écriture du capitaine Mareschal, cela n'est pas contesté.

On dit : elles ne sont pas datées.

J'appelle l'attention du Conseil sur deux points importants. Elles ne sont pas matériellement datées, mais elles sont datées par leur contenu. Il y en a une qui, très certainement, est d'octobre 1898 et l'autre qui, très certainement aussi, est de juillet 1899. Voici pourquoi :

Dans la première de ces notices, celle cotée 11, le capitaine Mareschal est sous l'impression récente des relations qui viennent de s'engager avec l'agent Austerlitz. Il donne une impression qu'il n'a pu donner qu'à la suite de ses entrevues avec cet agent. Or, d'entrevue, il n'y en a eu qu'en juillet 1898 et en août. Ce n'est donc que plus tard qu'il a donné ses premières impressions.

D'autre part, vous remarquerez que Austerlitz a promis de faire connaître sous peu, fin octobre, son identité. Par conséquent, la première notice se place bien en 1898, au lendemain des deux entrevues.

La seconde est également datée par son texte. Elle contient en effet, au commencement, cette phrase : « Une entrevue doit avoir lieu avec Austerlitz le 31 de ce mois. » Or dans la correspondance Austerlitz, vous verrez qu'il résulte d'un échange de lettres qu'un rendez-vous devait avoir lieu et avait

été arrêté d'une façon qui paraissait définitive pour le 31 juillet 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a eu beaucoup d'entrevues promises qui n'ont pas eu lieu.

M^e HENRY BONNET. — J'indique la date du 31 de ce mois pour que le Conseil, en lisant ces notices, ait son attention appelée sur le passage qui paraît les dater.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Puisque la défense vient d'indiquer les points essentiels de ces deux notices, je dois soutenir les intérêts qui me sont confiés, vous dire que toute la question porte sur ce qui est en bas : « verso compte », où sont énumérés les deux paiements qui nous intéressent. Si, dans votre esprit, il est établi que ce compte est contemporain du texte, évidemment ces notices ont une grande importance. Mais elles peuvent avoir été ajoutées après coup. Je ne crois pas que l'on puisse établir qu'elles sont contemporaines du texte.

M^e HENRY BONNET. — Il semble que le sentiment de M. le Commissaire du Gouvernement est que la mention : « verso compte » pourrait avoir été ajoutée postérieurement à la rédaction des notices. Si elle avait été faite pour les besoins de la cause et après le 16 août, il est vraisemblable que le capitaine Mareschal aurait mentionné le paiement des 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Ceci est de la discussion. Ces Messieurs verront les documents.

veillez faire entrer le témoin suivant.

M. Camille Legrand

Expert en écritures.

M. LE PRÉSIDENT. — Quels sont vos noms, prénoms, votre âge et votre adresse ?

LE TÉMOIN. — Camille Legrand, 39 ans, expert en écritures et en comptabilité près les Tribunaux de la Seine, 3, quai d'Anjou.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes ni parent, ni allié des accusés ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Faites votre déposition.

LE TÉMOIN. — Je ne puis que confirmer la teneur de mon rapport.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces Messieurs ne l'ont pas vu, il faut que vous le développiez. Si vous avez besoin d'y jeter un coup d'œil, je puis le mettre à votre disposition, mais vous ne pouvez pas le lire. Vous devez vous expliquer verbalement.

LE TÉMOIN. — C'est assez délicat, ce sont des choses très minutieuses. Peut-être qu'il serait difficile de faire un exposé.

Autant que je me le rappelle, je dirai ce que je sais. Mais je ne pourrai pas apporter une très grande précision.

Voici la mission qui m'a été confiée. M. le capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de Guerre m'a demandé de déterminer, s'il était possible, les caractères préexistant au mot « Austerlitz ». Il y avait un grattage sur un livre qui est indiqué dans mon rapport. La position de la question était celle-ci : à cette époque, c'est-à-dire au moment où j'ai été commis, on ne savait pas encore quel était le mot ou les mots qui figuraient sur le livre, mais la matérialité du grattage était connue. J'ai fait une série d'expériences, une série de rapprochements. Je me suis servi notamment de la photographie pour faire ressortir tout ce qui ne se décelait pas à la première minute. Enfin, j'ai pu retrouver certains caractères d'une façon partielle. J'ai reconnu que le premier mot commençait par une majuscule, ceci est de toute évidence. C'est une majuscule assez amplifiée, et, au dernier moment, au moment de déposer mon rapport, avec une photographie qui a été faite et qui est excellente, photographie faite avec une plaque orthochromatique, avec un éclairage normal, à la lumière jaune, avec interposition d'héliantine, j'ai montré que les vestiges qui ont été retrouvés semblaient indiquer qu'il y avait une majuscule R au commencement, puis après la majuscule R, il y a la minuscule O et la minuscule L qui paraît indiscutable, si je fais quelque réserve. C'est, je crois, simplement pour la majuscule R, pour les minuscules O et L, j'en suis certain.

Ensuite, il y a, après la première minuscule L une autre minuscule, qui paraît être une autre L, mais cela peut être

aussi un B, je ne peux pas savoir ; je vois simplement que cette autre lettre peut être un R ou autrement dit je suppose, enfin je ne vois plus rien du tout, parce que le grattage a enlevé tous les caractères.

Ainsi, je me trouve simplement en face de ceci : un R majuscule probablement, et assurément deux minuscules O, L, et après encore un L.

J'ai cherché parmi les noms qui figuraient sur le registre s'il n'y avait pas un nom qui pouvait s'adapter. J'ai trouvé que le nom de Rollin pouvait s'adapter. Cependant, je dois ajouter que ce n'est pas là une question de principe.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas une certitude.

LE TÉMOIN. — Du tout, c'est une simple hypothèse.

Quant au second nom, j'ai déclaré dans mon rapport que les vestiges ne sont pas suffisants pour pouvoir le qualifier. D'abord, la majuscule qui commençait le mot a complètement disparu. Il est impossible même d'avoir une approximation à cet égard, mais enfin il y a quelques traits d'une majuscule comme M ; puis une lettre qui semble être K, mais il ne semble pas non plus y avoir de certitude à ce sujet. Cependant, je crois bien que c'est un K. Ensuite, il y a la place de deux ou trois lettres ; je ne puis faire aucune interprétation de ce second nom. Etant donné le peu d'indication, je croirais téméraire et dangereux de donner une interprétation quelconque. Voilà tout ce que j'avais à dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Que signifient les parties bleues ?

LE TÉMOIN. — Les parties bleues sont les rapports, les parties rouges sont les parties apparentes. Les rapports sont tous hypothétiques.

Vous remarquerez que dans la seconde partie, il y a très peu de points de jonction. Ceci ne m'est apparu qu'après une dernière expérience photographique parce que c'est peu visible. On ne voyait presque rien : on voyait bien des traces noirâtres, mais qui n'avaient pas de précision.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Par quel procédé le témoin a-t-il fait réapparaître ces signes ?

LE TÉMOIN. — Simplement par des photographies à longue pose. Je ne pouvais me servir d'éléments pouvant altérer le registre. Ce sont des photographies extrêmement bien faites à fond lavé, qui ont en quelque sorte capté tout ce qui pouvait être invisible à l'œil. Je dois ajouter d'ailleurs que ceci je

l'avais vu à l'œil nu. Mais c'est fuyant, je ne pouvais voir le tout en même temps, il fallait le rendre sensible. Avec une loupe, en examinant Austerlitz on aperçoit ses traits.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — C'est un cliché agrandi ?

LE TÉMOIN. — Oui, M. le Président, Ol... est probable.

M. LE PRÉSIDENT. — Ol... est certain.

LE TÉMOIN. — R... est probable.

Je veux apporter ici, seulement la vérité matérielle. Je crois bien que c'est R. C'est à peu près certain, mais ce n'est pas absolument certain ; quant à ol... c'est certain. La troisième lettre, c'est probablement un l, mais je répète que ce peut être un b, car je ne vois pas le bas de la lettre. Il m'est donc interdit d'être affirmatif.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une hypothèse, et cela permet d'en faire une autre ?

LE TÉMOIN. — Quant à moi, j'indique ce que je crois.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Ce procédé a-t-il déjà été employé pour d'autres grattages ? Est-il certain que ce procédé fait apparaître l'écriture sous un grattage ?

LE TÉMOIN. — Oui, certainement, cela apparaît plus ou moins. Ces photographies sont extrêmement bien faites. Elles ont été exécutées par M. Féry, docteur ès-sciences, professeur de photographie à l'Ecole de Physique et de Chimie, seul enfin à être vraiment qualifié. Il a procédé avec le plus grand soin. Il a fait des photographies à fond lavé. Cette opération est en dehors de la partie litigieuse ; le registre n'est pas atteint. Les photographies donnent les résultats que j'indique. Du reste, elles sont contrôlées par les photographies de mon rapport ; mais, avec cette amplification, c'est plus sensible. Les petites photographies donnent la même chose, mais il faut regarder à la loupe.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Un défaut dans la texture du papier, une matière étrangère ne pourraient produire des lignes pouvant être prises pour des parties graphiques ?

LE TÉMOIN. — Certainement, mais j'ai fait la part de cela dans mon rapport ; j'ai indiqué qu'il y a certaines parties qui ne sont pas des traits graphiques. Il y aurait à cet égard toute une discussion qui pourrait paraître aride au Conseil.

M^e AUFFRAY. — Je voulais justement demander au témoin de rappeler cette partie de son rapport.

LE TÉMOIN. — Voici ce que j'ai constaté : il y a certaines

parties qui pourraient être considérées comme de l'écriture ; mais, en examinant à la loupe, je suis sûr que c'est un petit trait. Le grattage donne ceci : la partie satinée du papier ayant été enlevée, le papier n'a plus son encollage et l'encre pénètre par de petits canaux et peut aboutir un peu plus loin que l'endroit où elle est entrée. Il y a deux sortes de petites cornes en bas de la ligne : il est évident que ceci est un accident et n'est pas de l'écriture ; c'est de toute évidence, et n'importe qui peut le voir. Je n'apporte pas d'appréciation personnelle, je constate les faits. Dans d'autres parties également que j'ai mentionnées dans mon rapport il y des accidents.

J'ai contrôlé à l'aide d'une suite de photographies faites par différents systèmes. Il y en a eu par transparence, en prenant le recto de la feuille, en face de l'objectif ; d'autres en prenant le registre... cela servait à délimiter la partie grattée, à faire le dessin du grattage. C'était pour voir la partie qu'on avait intérêt à enlever, mais cela n'est pas exact, car on pouvait en gratter plus qu'il n'était nécessaire. Toutes les autres photographies ont été faites à des moments différents pour se contrôler les unes les autres et corriger les imperfections du cliché.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Si on se servait d'une substance, par exemple comme la poudre de sandaraque, est-ce que sur le cliché ce serait apparent et est-ce que cela pourrait être pris pour un caractère graphique ?

LE TÉMOIN. — Non, cela ne se pourrait pas, il faudrait que la photographie soit mal faite ; et celles-ci sont bien faites.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Ces clichés sont évidemment bien faits ; mais est-il possible qu'une substance étrangère introduite dans la pâte du papier puisse avoir l'apparence d'un caractère écrit ?

LE TÉMOIN. — Non, cela ne peut faire un trait, cela peut faire une tache.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas d'autres observations à présenter ? M. le Commissaire du Gouvernement, pas de questions ? La défense ?

M^e AUFFRAY. — J'aurais une question à poser au témoin pour le prier de vouloir bien préciser la dernière partie de son rapport. Il a dit qu'il avait remarqué que deux cornes et un point, je crois, étaient le résultat de l'infiltration de l'encre

à travers le papier qui avait cessé d'être satiné lorsque le grattage avait été opéré. Je demande au témoin si ce filtrage de l'encre peut se produire lorsque le grattage a été fait longtemps après que la mention a été écrite, ou si alors cela suppose un grattage presque contemporain de l'écriture ?

M. LE PRÉSIDENT, *au témoin*. — Avez-vous bien compris ?

LE TÉMOIN. — J'ai bien compris, mais il est difficile d'apporter des précisions sur un point semblable.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est peut-être une question de courte ou de longue durée ?

M^e AUFFRAY. — Lorsque l'on gratte une encre fraîche, la filtration de l'encre est très facile à apercevoir, cela nous arrive tous les jours ; eh bien, lorsque le grattage est fait de quelques heures ou quelques jours après, est-ce que la même filtration peut se faire ? Est-ce qu'il reste encore assez de fluidité dans l'encre pour qu'elle continue de coller dans le papier ?

LE TÉMOIN. — Je le pense. Je pense qu'il n'y a pas de raison de durée qui puisse intervenir, étant donné que le papier ne boit pas l'encre uniquement parce qu'il est encollé ; si vous enlevez l'encollage, il boira l'encre n'importe comment, je le crois. Je pense que la question de durée ne peut pas intervenir là.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — A quel registre se rapporte le cliché qui a été fait par l'expert : est-ce celui du relevé de compte ?

M^e AUFFRAY. — Non, c'est le registre-brouillard.

LE TÉMOIN. — Voici le registre, recouvert en toile noire ; il commence à la date du 1^{er} janvier 1899, et se termine le 20 mai 1904. J'ai fait dans mon rapport la description complète du registre et j'ai intercalé une photographie pour qu'il n'y ait pas d'erreurs.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour que Messieurs les Membres du Conseil puissent comprendre la déposition de M. Flory, peut-être serait-il bon de lire d'abord le rapport pour en avoir une première idée.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce rapport est bien long à lire. M. Flory nous fournira ses explications, puis on le questionnera.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le rapport explique très bien comment est organisée la comptabilité, il énumère les registres.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous pourrions le consulter, mais, pour le lire en séance publique, cela demanderait trop de temps.

M. Flory

*Pierre-Auguste, 73 ans; Expert-comptable demeurant
à Paris, 1, rue de Lille.*

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous nous expliquer ce que vous avez dit dans votre rapport et nous le résumer dans son ensemble? Ces Messieurs ne l'ont pas lu, ils ont besoin que vous fournissiez sur ce point des explications.

LE TÉMOIN. — J'ai été commis, aux termes de l'ordonnance, pour procéder à l'examen de la comptabilité relative au service des renseignements, au point de vue des faits qui étaient reprochés à MM. les officiers inculpés et aux explications qu'ils ont données. J'ai procédé à cet examen à l'aide de documents et livres qui m'ont été communiqués et en même temps des pièces de l'instruction et des interrogatoires qui contenaient les explications de ces messieurs.

J'ai pu constater d'abord que cette comptabilité se composait de trois livres principaux : un livre brouillard, un journal qui était la récapitulation et la reproduction de ce qui était écrit sur le brouillard, lequel était arrêté tous les mois et visé par les officiers chargés du service, et, en dernier lieu, par le chef d'Etat-major général. Tous les mois ce livre était conforme, sauf certains détails, c'est-à-dire quelques récapitulations de menues dépenses qui y étaient reproduites à la fin du mois; il était la reproduction fidèle de ce qui était écrit sur le livre brouillard. Il existait, à côté de la caisse principale, une caisse dite de réserve. Cette caisse donnait lieu à une tenue d'écritures très simples, parce que le mouvement de fonds de cette caisse de réserve, considérable comme opérations, n'était pas important comme chiffres. Cette caisse était tenue d'une façon régulière. De telle sorte que la comptabilité du service des renseignements pouvait être considérée comme une comptabilité normale et régulière dans la forme, sauf quelques exceptions de détails dans l'ensemble et sauf les points qui ont été relevés et que j'ai dû examiner d'une façon particulière. Voilà ce que j'ai à dire sur l'ensemble des écritures. Cette comptabilité était tenue par M. l'officier d'Administration Dautriche très nettement et en apparence très sincèrement.

Quand il y avait lieu à corrections sur le livre de premier jet, sur le brouillard, elles étaient faites d'une façon très apparente, sans intention évidente de dissimulation de compte, sauf encore une exception que je vais avoir à rappeler et qui a été signalée dans l'information. Voici le point sur lequel mon attention a été appelée en ce qui concerne les écritures sur le brouillard. Je me suis expliqué aussi sur les écritures du mouvement des fonds. Cette caisse était alimentée presque exclusivement par deux recettes qui ont été presque toujours, pendant une certaine période de 32.000 francs et elle est revenue au chiffre primitif de 40.000 francs. Les dépenses étaient les applications de sommes en rémunération des services rendus au Service des Renseignements, c'est-à-dire soit pour des documents, soit pour des allocations mensuelles, soit enfin pour des remises exceptionnelles de fonds. Tout cela a été tenu d'une façon régulière, sauf les quelques exceptions dont je parlais. En ce qui concerne le carnet de réserve, qui était un document à côté, il était aussi très régulièrement tenu et le mouvement de fonds de cette réserve n'avait lieu que sur l'autorisation du chef d'état-major général.

Chaque prélèvement qui était fait sur la réserve était autorisé d'une façon spéciale et le but du prélèvement était indiqué.

La majeure partie de ces prélèvements était motivée textuellement « pour parer aux besoins du service courant ». J'ai constaté que toutes les sommes qui étaient portées sur ce carnet de réserve comme prélevées avec autorisation motivée étaient inscrites, en recettes, dans le livre de caisse ordinaire, et en dépenses donnant l'emploi soit en bloc, soit en détail; une seule exception a été faite, c'est celle d'une somme de 5.000 francs, relativement faible — car elle étaient ordinairement plus importantes.

Cette somme avait une destination spéciale, elle est spécifiée sur le carnet, et elle avait été donnée sur un ordre de service; cette somme de 5.000 francs n'a pas été comprise dans la comptabilité du service courant, comme il le fallait, en effet, parce que cette somme avait une destination spéciale; elle était destinée à être remise au Cabinet du Ministre...

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, pour la sténographie du procès de Rennes.

LE TÉMOIN. — Il y a eu une autre exception, c'était celle qui

se rapporte aux faits incriminés : c'est une somme de 20.000 francs qui a été prélevée à la date du 16 août; cette somme, dont la sortie était motivée « pour parer aux besoins du service courant », n'a pas été inscrite dans la comptabilité du service courant; il n'y avait pas de destination spéciale indiquée; son emploi n'a pas été non plus indiqué d'une façon précise, d'une façon normale, sur le livre de comptabilité.

Cette somme de 20.000 francs avait été prélevée le 16 août, et mon premier soin a été de voir si elle était portée en recette; je me suis reporté à la même date au registre, du côté des dépenses; je ne l'ai pas non plus trouvée mentionnée; il y avait là une double omission.

Cette omission, qui est cause qu'on n'a pas connu l'emploi, dont on ne peut pas se rendre compte au premier coup d'œil, de la somme de 20.000 francs, cette double omission, on a tâché de la réparer au moyen d'une irrégularité très grave en matière de comptabilité, c'est-à-dire qu'on a écrit, sur le livre qui a été gratté, le nom de l'agent auquel cette somme aurait été remise, avec un complément de 5.000 francs qui sortait réellement de la caisse courante; on a ajouté une autre somme, qui avait été régulièrement employée, de 625 francs.

La mention qui a remplacé l'inscription primitive portait le nom « Austerlitz ». On a ajouté à ce nom une explication, mais qui, selon toute apparence, a été faite après coup, attendu que déjà il avait été écrit le mot « somme » et qu'on l'avait enfermé dans une parenthèse et, à la suite de cette parenthèse, il a été écrit, empiétant un peu sur la colonne destinée aux sommes, il a été écrit : « Complétant la somme de 20.000 francs prise à la Réserve ».

C'est là la seule forme sous laquelle on a rendu compte de l'entrée et de la sortie de la somme de 20.000 francs dont je viens de parler.

J'ai dû rechercher s'il y avait des justifications à l'appui. Il y avait bien des reçus; comme des fois, la somme sortait de la caisse courante et qu'elle était remise à l'un des officiers du service des renseignements, il existait bien un reçu, mais ce reçu ne faisait pas décharge : il chargeait l'officier qui l'avait signé, mais il ne donnait pas la justification de l'emploi de la somme. Une justification d'une autre nature aurait dû exister, c'était le reçu de la partie prenante. Il n'y avait pas de reçu de la partie prenante. Il y avait bien des reçus au nom de cette

partie prenante, c'est-à-dire Austerlitz, mais ces reçus ne se rapportent pas à la dépense de 20.000 francs, ni à aucune autre somme portée à ce nom sur le registre. Il y avait deux reçus, ces deux reçus ne se rapportaient nullement aux sommes qu'Austerlitz aurait reçues; il y avait, entre autres, un reçu de 6.000 francs. Il est vrai que ce reçu n'était pas daté, mais enfin, par la somme même, il y avait discordance entre le montant du reçu et le montant de la somme portée en dépense, c'est-à-dire d'une part 25.000 francs... Quand je dis « portée en dépense », je continue à réserver l'omission dans la colonne des sommes... et celle de 20.000. Ce n'est que d'une façon incidente qu'on a indiqué sur le registre l'entrée et la sortie de cette somme.

Il n'y avait donc pas de reçu à l'appui; il n'y avait pas ce qu'on appelle la justification de l'emploi.

J'ai recherché... je n'ai pu voir que ce qui m'a été communiqué... et j'ai constaté qu'en faisant un rapprochement entre ces reçus et le montant des sommes appliquées à Austerlitz, il y avait un écart de 20.000 francs environ, exactement 19.975 francs.

Voilà en résumé, les constatations que j'ai pu faire. Je répète ce que j'ai dit : le carnet de Réserve, comme tous les documents de la comptabilité, était parfaitement tenu; toutes les opérations qui se trouvaient mentionnées, par exemple, sur le carnet de Réserve, étaient inscrites sur le livre du service courant, sauf cette somme de 20.000 francs et celle de 5.000 francs dont je parlais tout à l'heure, dont l'omission était justifiée par la destination.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez rien à ajouter?

LE TÉMOIN. — Je suis à la disposition du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Commissaire du Gouvernement, avez-vous quelques questions à poser?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y aurait d'abord une question de principe sur laquelle M. Flory pourrait nous donner des renseignements. M. Flory admet-il, en sa qualité d'expert, que la comptabilité de la S. R., soit une comptabilité régulière?

LE TÉMOIN. — C'est une comptabilité régulière, une comptabilité très simple, parce que les opérations n'étaient pas compliquées; c'était une comptabilité relative à un mouvement de fonds qui était parfaitement inscrit partout, contrôlé et approuvé par les officiers du service.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Donc, la comptabilité était régulière.

LE TÉMOIN. — C'était une comptabilité de justification, dans une certaine mesure; néanmoins, les pièces à l'appui existaient pour la majeure partie des opérations.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Maintenant, le livre-brouillard est-il un élément régulier de cette comptabilité régulière?

LE TÉMOIN. — Le livre-brouillard est un livre de premier jet, et, à ce titre, très intéressant. Il était parfaitement tenu aussi et il permettait parfaitement de contrôler le livre journal qui, lui, n'était passé que tous les mois : c'était en quelque sorte un livre récapitulatif, et c'est ce journal qui était approuvé à la fin du mois par les officiers compétents.

Je le répète, le brouillard est un livre de premier jet. J'ai vu dans une pièce qui est passée sous mes yeux que, dans un interrogatoire, on avait émis l'idée que ce livre-brouillard aurait pu facilement être annihilé. Ce n'est pas mon avis, et ceci ressort d'un fait matériel. Le journal ne récapitulait pas tous les détails; il fallait, si l'on voulait connaître tous les détails, se reporter au brouillard. Les dépenses étaient numérotées avec soin, et, si on voulait avoir recours aux pièces à l'appui, par exemple aux reçus des officiers qui avaient touché les fonds, il fallait avoir recours au brouillard. A ce titre, c'était un livre indispensable. Du reste, je dois ajouter que M. l'Officier d'Administration Dautriche, qui avait suivi cette comptabilité, a lui-même signalé le livre brouillard comme un des livres réglementaires.

M. LE PRÉSIDENT. — Pas réglementaire, d'usage.

LE TÉMOIN. — C'est le terme dont il s'est servi.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a peut-être dépassé sa pensée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Alors, quand M. Dautriche dit de ce livre que c'est un simple memento (car il a dit aussi que c'était un simple memento), on ne peut pas admettre sa version?

LE TÉMOIN. — Je ne l'admets pas, et il ne l'a pas admis, je crois, lui non plus, quand une première fois, il a dit que la comptabilité réglementaire se composait du livre de caisse, du journal et du carnet de réserve.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a sur ce livre brouillard un grattage sur lequel on a fait une surcharge.

Pouvez-vous nous dire à quelle date ou vers quelle date ce grattage a été fait et cette addition ajoutée?

LE TÉMOIN. — Je ne suis pas compétent, je ne suis pas expert en écritures, je ne me suis pas occupé de cette question.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Non, mais cette inscription en elle-même?... Avez-vous des raisons que vous pourriez nous donner, qui nous feraient comprendre entre quelles limites ce grattage a été fait et cette addition ajoutée? Par exemple la page n'est pas totalisée : quelle déduction peut-on en tirer?

LE TÉMOIN. — Cette irrégularité d'écritures a été commise dans le mois d'août, puisque le journal qui a été récapitulé à la fin du mois d'août porte la mention qu'on a inscrite à la place de l'inscription primitive; le journal reproduit ce nom : Austerlitz, et même l'explication complémentaire qu'on y a ajoutée, et il reproduit cela dans les mêmes conditions que cela se trouve sur le livre brouillard; c'est-à-dire que, sur le brouillard, en apparence, c'est ajouté après coup, puisque une parenthèse était fermée et qu'on a continué à écrire sur la ligne restée en blanc, qu'on a même empiété légèrement, malgré la ténuité de l'écriture sur la ligne destinée aux sommes. Or, sur le journal, on retrouve les mêmes caractères.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous en viendrons dans un instant au livre journal. En ce moment, nous en sommes au livre brouillard. D'après vous cette inscription était faite dans le mois d'août?

LE TÉMOIN. — Oui, c'est indiqué par la récapitulation qui a été faite par le journal à cette date.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Maintenant, prenons le journal. Il n'y a ni grattages, ni surcharges sur le livre mis au net?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a une inscription dont je vous prie de bien vouloir nous parler, inscription qui est comprise entre deux parenthèses. Eh bien, cette inscription, qui a été faite à une époque que je ne peux pas dire non plus, a-t-elle été faite d'un seul coup, ou a-t-elle été faite à deux reprises différentes? Il y a une première parenthèse dans laquelle se trouve « Documents » tout simplement, puis une autre parenthèse qui comporte le reste de la mention. Je

vous serais obligé de donner au Conseil vos explications sur ces deux parenthèses, qui tendraient à prouver, d'après votre rapport, qu'elles ont été faites l'une après l'autre, et non le même jour.

LE TÉMOIN. — C'est ce que j'ai conjecturé du moins, parce que le mot « document » est enfermé dans une parenthèse et que c'est à la suite de cette parenthèse qu'on a inscrit la mention complémentaire. Il est évident que, si elle avait été écrite en même temps, cette mention, on n'aurait pas eu besoin de fermer la parenthèse, on l'aurait fermée simplement finalement. Cette parenthèse est bouclée deux fois, bouclée à la suite du mot « documents » et bouclée à la fin de la mention complémentaire. Il y a là une écriture que je considère comme anormale.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Donc, d'après vous, la mention « Documents », etc., aurait été faite en deux fois. A quelle date, et entre quelles limites a-t-elle pu être faite ?

LE TÉMOIN. — Je ne pourrais pas me prononcer à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce dans le mois d'août ?

LE TÉMOIN. — Selon moi elle a été intercalée au mois d'août, mais je ne peux pas dire à quelle date précise elle a été faite.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Cela ne peut pas être dans le mois d'août, puisque le relevé de compte était fait à la fin du mois, ce pourrait être au plus tôt le 1^{er} septembre. Il a fallu que toutes les opérations du mois d'août fussent terminées pour qu'on puisse commencer le relevé. Eh bien, la date, comment dirai-je, la plus éloignée de nous, c'est le 1^{er} septembre ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quelle est l'autre limite ? D'après les écritures, quelle serait la date la plus rapprochée de nous ?

LE TÉMOIN. — Il est impossible de le dire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous ne pouvez pas le dire ?

LE TÉMOIN. — Une expertise chimique pourrait peut-être le dire...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Mais non, la texture même du compte ? Il y a eu des signatures données et un arrêté de comptes, je crois, à la date du 15 septembre.

LE TÉMOIN. — Oui, même à la date du 31 août.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Alors, il y en a eu un autre ?

LE TÉMOIN. — Oui, au moment où M. le lieutenant-colonel Rollin a quitté le service des renseignements.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent l'autre limite ce serait la date de l'arrêté de compte ?

LE TÉMOIN. — Oui, la date du 15 septembre.

Je n'ai pas parlé d'une autre mention qui, d'après ce que j'ai vu dans les pièces de l'information, a été reconnue par M. Dautriche. C'est qu'on tenait, en dehors de livre registre, ce qu'on appelait le relevé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous y reviendrons. Je voudrais que vous expliquiez au Conseil ce qui concerne ce livre-là. On a reproché aux accusés d'avoir ajouté cette mention, qui est entre deux parenthèses, et, pour sa défense, M. Dautriche a dit qu'il n'avait pas pu ajouter cette mention après coup, car toutes les lignes étaient bâtonnées. Voulez-vous dire quelles sont les raisons en faveur de M. Dautriche et quelles sont les raisons qu'on peut alléguer contre lui ?

LE TÉMOIN. — En effet, les blancs qui restaient à la suite des mentions sommaires qu'on faisait sur le livre de caisse pour indiquer l'emploi qui avait été fait de la somme, ces blancs étaient bâtonnés. A quel moment l'ont-ils été ? Il me serait encore impossible de l'indiquer. Seulement les apparences matérielles sont, d'abord, contre l'idée qu'ils auraient été faits immédiatement, qu'on aurait immédiatement pris une règle après avoir inscrit les mots qu'on écrivait à la suite du nom de la partie prenante ; non, on n'a pas, selon toute apparence, pris la règle immédiatement, car cela est tracé à la règle, très probablement. Ce qui m'a fait penser que ces barres ont été faites après coup, et une longue période après, c'est qu'on a omis de les faire pour le premier mois de la gestion de l'officier Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres raisons que celles que vous donnez ?

LE TÉMOIN. — C'est-à-dire qu'au mois de décembre 1898, on ne trouve pas de barres.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Dautriche a expliqué qu'il était à ce moment guidé, en quelque sorte, par M. Gribelin.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a pour les deux inscriptions qui nous occupent, Berg et Austerlitz, une acco-

lade que le Conseil pourra voir dans un instant, lorsque vous lui aurez passé le livre. Y a-t-il une déduction à tirer de cette accolade, au point de vue de l'inscription faite après coup ?

LE TÉMOIN. — J'attribue cette accolade à ce fait que, sur le livre brouillard, la somme de 5.625 francs, qui comprend les deux sommes de 5.000 et de 625 francs, est inscrite en une seule fois : on a mis sur le brouillard 5.625, et, sur le journal, on a fait la même chose. En effet, il y a deux dépenses qui auraient dû être distinctes ; l'une relative au paiement à Berg de 625, l'autre au paiement à Austerlitz de 5.000 francs. A l'heure actuelle, le registre de caisse ne justifie l'emploi régulier que d'une somme de 5.000 francs, sans pièces à l'appui, bien entendu, tandis que, par les mentions incidentes, on indique qu'on a donné 25.000 francs. Jusqu'à concurrence de 20.000, la dépense ne se justifie pas, soit par l'inscription régulière, soit par une pièce de décharge.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quelle est, d'après vous, au point de vue de la vérification des officiers qui ont signé ces comptes, quelle pouvait être la conséquence, auprès de ces officiers, de l'omission réparée de la manière que vous venez d'indiquer ?

LE TÉMOIN. — Si elle a été réparée avant que le registre ait passé sous les yeux des officiers contrôleurs, il est évident que ceux-ci ne pouvaient pas se rendre compte qu'on avait dépensé 25.000 francs, ils ne pouvaient voir que 5.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, avez-vous des questions à poser ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je n'ai pas terminé, bien entendu, en ce qui concerne la question comptabilité, mais seulement sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement, nous reprendrons plus tard.

M^e AUFFRAY. — Il est extrêmement délicat de se rationner.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors nous pourrions continuer pour le relevé du compte ?

M^e AUFFRAY. — Ce sera peut-être plus clair pour le Conseil.

M. LE COLONEL FAURIE. — Je demande la permission de faire une observation. Dautriche a dit que le brouillard était réglementaire, j'ai dit qu'il ne l'était pas. Eh bien, Dautriche a raison et j'ai également raison : en effet, le registre brouil-

lard est devenu réglementaire en décembre 1903; par conséquent, quand Dautriche dit qu'il est réglementaire aujourd'hui, il est dans le vrai, mais il ne l'était pas à cette époque.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Il n'était pas réglementaire à ce moment, mais il était d'usage.

M^e AUFFRAY. — La première question que je poserai au témoin est celle-ci : M. l'expert déclare qu'aucune pièce justificative n'a été placée sous ses yeux à l'appui de la dépense de 25.625 francs; veut-il expliquer ce qu'il entend par pièces justificatives au bureau des renseignements?

LE TÉMOIN. — C'est une décharge de la partie prenante. Il peut y en avoir d'autres; il peut y avoir, comme j'ai été amené à le reconnaître pour les 625 francs Berg, au lieu d'un reçu, un accusé de réception qui ne m'a pas été soumis. Il faut dire que j'ai pris la précaution, avant de rédiger définitivement mon rapport, de faire une note préliminaire que j'ai mise sous les yeux de M. le capitaine rapporteur, afin qu'il puisse provoquer les explications des inculpés.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans le service des renseignements, la somme de 25.000 francs est sortie quand elle a été confiée à un officier qui, dans l'espèce, était le capitaine Mareschal. Il a signé un reçu de 25.000 francs, c'est fini, c'est à lui à en justifier.

LE TÉMOIN. — C'est cela, il est responsable vis-à-vis de la caisse. On m'a parfaitement signalé le reçu; il est indiqué sur le livre de caisse par son numéro 564, par conséquent, il est ce qu'il était, c'est-à-dire une décharge vis-à-vis du caissier.

M^e AUFFRAY. — J'insiste sur ce point : je crois, du reste, que le Conseil est très éclairé. L'expert lui-même, dans le dossier 6 où figure son rapport, à la page 22 comme à la page 10, et spécialement à celle-ci, a soin de dire que les justifications le plus souvent ne peuvent être faites que par des reçus de parties prenantes, c'est-à-dire des officiers, et on le conçoit facilement.

Il dit, en effet : « Ces reçus, qui prennent un numéro d'ordre, sont établis sur une formule très simple ainsi conçue : « Je reconnais avoir reçu la somme de..... »; à la suite se trouve indiqué sommairement le chiffre de la dépense, puis, au-dessous, se trouve le nom du bénéficiaire ou de l'officier. Par conséquent, dans la pensée de M. Flory, il n'y a, le plus souvent, qu'une pièce justificative : dans la section des rensei-

gnements, c'est le reçu de l'officier. Je demande pourquoi, mis en présence ce jour-là d'un reçu d'un officier, le capitaine Mareschal, il estime que ce n'est pas une pièce justificative au même titre que pour 99 % des sommes sorties de la caisse courante ?

LE TÉMOIN. — Je crois que nous ne nous entendons pas sur le mot de la partie prenante ; j'appelle partie prenante le destinataire définitif.

M^e AUFFRAY. — C'est-à-dire l'agent, l'espion. Je demande à M. l'expert comment il se fait qu'en présence d'un reçu de 25.625 francs du capitaine Mareschal, il estime ce jour-là que ce ne soit pas une pièce justificative, alors que 99 fois sur 100 il n'y a pas d'autres pièces justificatives que la décharge de l'officier.

LE TÉMOIN. — Je ne peux pas vérifier la proportion indiquée, c'est entendu ; dans tous les cas, il y a, comme justification, une écriture régulière et ici nous sommes en présence d'une écriture falsifiée ; par conséquent, j'avais à rechercher une justification autre que celle de l'officier intermédiaire de la transmission des fonds.

M^e AUFFRAY. — M. l'expert n'a pas encore, je le crois, compris ma question. Autre chose est l'irrégularité de l'écriture, que nous qualifierons comme nous l'entendrons, et autre chose la pièce justificative. Il est entendu par M. l'expert que la pièce justificative peut être, tantôt, et dans une proportion que nous n'avons pas à déterminer d'une façon mathématique, le reçu de l'officier ou le reçu de l'agent étranger ; je lui demande, étant placé en présence du reçu de 25.625 francs de M. Mareschal, ce qui lui permet de dire que ce reçu n'a pas la même valeur que tous les reçus identiques.

LE TÉMOIN. — C'est vous qui dites cela. Dans ce cas, il n'a pas la même valeur, c'est pour cela que je reviens sur la question d'irrégularité d'écritures. Quand il n'y a pas de contestations, quand l'approbation du journal a été faite par une écriture régulière par les officiers chargés du service, il est évident qu'on n'a pas à rechercher d'autres justifications ; mais ici, il y avait lieu d'en rechercher une autre, puisque nous étions en présence d'une écriture faite après coup. La mention de la dépense de 25.625 francs ne résulte pas d'une inscription régulière et d'une mention dans la colonne des sommes, elle ne résulte que d'une addition d'écriture à la suite

du premier mot inscrit, et le premier mot, c'est-à-dire celui de l'agent Austerlitz, a été écrit évidemment d'une façon irrégulière.

M^e AUFFRAY. — J'insiste encore. La partie prenante, dans l'espèce le capitaine Mareschal...

LE TÉMOIN. — Ah non ! c'est là où nous ne nous entendons pas.

M^e AUFFRAY. — L'officier, le capitaine Mareschal...

LE TÉMOIN. — Ce n'est pas la partie prenante.

M^e AUFFRAY. — Le capitaine Mareschal se déclare dans le reçu, souche 564, responsable des 25.625 francs. En présence de cette responsabilité acceptée par la signature du capitaine Mareschal, je demande à M. l'expert si le rapprochement de cet engagement du capitaine et des écritures qui comportent, soit dans les inscriptions, soit dans les mentions 25.625 fr., le reçu total de l'officier ne soude pas étroitement et la mention et les chiffres.

LE TÉMOIN. — Le reçu de l'officier est une décharge pour celui qui lui a remis les fonds. Dans l'espèce, c'est une décharge pour le caissier, mais ce n'est pas une justification qu'Austerlitz ait reçu les 25.000 francs. Le capitaine Mareschal reconnaît qu'il les a reçus et qu'il était chargé d'en faire emploi, mais cela ne prouvait pas que cet emploi ait été réellement fait. Nous nous transportons aux écritures et nous voyons une écriture qui ne peut pas être, comme les autres, la justification du reçu qui a pu être délivré par l'officier.

M^e AUFFRAY. — Alors, je demande ce que, dans ces conditions, M. l'expert aurait exigé comme pièce justificative.

LE TÉMOIN. — Je viens de l'indiquer, j'aurais demandé deux choses : soit un reçu de la véritable partie prenante, de la partie prenante définitive, du destinataire de la somme, ou une écriture régulière.

M^e AUFFRAY. — Et lorsque le reçu du capitaine Mareschal, non seulement comporte, d'une façon globale, 25.625 francs, mais prend soin de mentionner par suite de quelle irrégularité ou écriture insolite — acceptons le mot — les 20.000 francs sont tirés d'un côté et les 5.625 francs de l'autre, je demande à M. l'expert comment l'exposé méticuleux de l'opération insolite, fait dans le reçu du capitaine Mareschal, au point de vue de la loyauté et de la droiture, ne peut pas le satisfaire.

LE TÉMOIN. — Elle peut satisfaire parfaitement le caissier, l'officier responsable du mouvement des fonds, mais encore une fois, elle ne peut pas donner la certitude que les fonds ont reçu leur destination définitive.

M^e AUFFRAY. — J'aborde une autre question en suivant l'ordre posé par l'accusation; nous nous entendons parfaitement sur ce point. Il s'agit des dates extrêmes d'inscription de la mention « complétant les 20.000 francs pris à la réserve ». Je demande d'abord à M. l'expert de vouloir bien dire comment il voit, sur le livre au net, non pas une parenthèse se fermant avant et après « documents », mais une première parenthèse se fermant avant et après « documents » et une seconde parenthèse après les mots « la réserve ». Est-ce qu'il voit une seconde parenthèse après les mots « la réserve »?

LE TÉMOIN. — Il y a une dernière parenthèse...

M^e AUFFRAY. — Je demande au Conseil de vouloir bien ouvrir le livre et de voir si M. l'expert n'a pas lourdement confondu accolade et parenthèse.

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais parlé de l'accolade, elle me paraissait sans intérêt.

M^e AUFFRAY. — Ce premier point est vidé par l'évidence...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pas du tout!

M^e CHENU. — Il y a une protestation de la part de l'accusation.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je voudrais voir le livre.

LE TÉMOIN. — Monsieur le défenseur prétend que j'ai confondu accolade et parenthèse. Je n'ai jamais parlé de l'accolade, je n'y ai jamais fait allusion; j'ai fait allusion à la parenthèse qui est en double emploi avec la première qui avait été apposée à la suite du mot « documents ».

M^e AUFFRAY. — Alors, nous ne nous entendons pas matériellement. Si Messieurs les membres du Conseil veulent bien suivre sur le livre, voici ce que je vois. Je lis : « Austerlitz », je vois entre parenthèses « Documents » et je lis après la parenthèse « complétant les 20.000 francs pris à la réserve », et une accolade qui rejoint « Austerlitz » à « Berg ». Voilà ce que je lis.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne sais pas si les membres du Conseil comprennent bien l'importance de la question, parce qu'il faut avoir étudié longtemps tout cela pour y comprendre quelque chose. Si le mot « documents »

est renfermé entre deux parenthèses et si après le mot « documents » on a ouvert une autre parenthèse pour compléter la mention, cela veut dire qu'on a fait une première inscription où il y avait . « Austerlitz documents 5.000 francs » et qu'on a ajouté après, dans une autre parenthèse, la mention de 20.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas de parenthèse du tout.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si le premier mot « documents » a été d'abord écrit avec parenthèses et qu'on ait réouvert l'autre parenthèse, c'est qu'on a fait deux inscriptions à deux dates différentes.

LE TÉMOIN. — La parenthèse existe sur le brouillard, sur le livre de premier jet.

M^e AUFFRAY. — Je veux parler du livre-journal.

M. LE PRÉSIDENT. — La question est ardue, on se rendra mieux compte dans la sténographie.

LE TÉMOIN. — Le journal n'a pas d'irrégularité au point de vue matériel, c'est le brouillard qui contient le grattage et la double parenthèse.

M^e AUFFRAY. — Je demande à Monsieur le président de bien vouloir noter que, depuis 10 minutes, je pose à M. l'expert une question sur le livre-journal et que l'expert a affirmé, comme du reste la sténographie en fera foi, que le livre définitif, le livre de mise au net, portait une parenthèse. Et M. le commissaire du gouvernement sentait si bien la force de l'argumentation, lui qui a approfondi le dossier, lui qui insistait sur ce fait que l'écriture se répète à posteriori, que c'était un élément de preuve pour que l'écriture ait été faite à posteriori, si sur le livre définitif il y avait une parenthèse après les parenthèses de « documents ». Par conséquent, pas d'équivoque.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne vient à l'idée de personne de faire le procès de M. Flory.

M^e AUFFRAY. — Je fais une discussion.

M. LE PRÉSIDENT. — Les juges ont compris la question, ils verront la sténographie ; je crois qu'il n'y a pas lieu de continuer.

LE TÉMOIN. — Je parle du livre brouillard, quand je parle de double parenthèse.

M^e AUFFRAY. — Il n'est pas possible que M. l'expert Flory ait parlé du livre brouillard depuis 10 minutes, quand son attention était appelée sur le journal.

LE TÉMOIN. — J'ai parlé de double parenthèse à propos du brouillard.

M^e AUFFRAY. — Il y a quelque chose de décisif. Mes confrères me font observer que, sur le livre-brouillard il n'y a pas « documents », et par conséquent, l'expert ne peut confondre le brouillard et le journal.

LE TÉMOIN. — Si on veut se reporter au livre-brouillard on verra la double parenthèse.

M^e AUFFRAY. — Je passe à la dernière question soulevée par l'accusation, très importante : à quelle date, dans quelle fourchette (je demande pardon aux officiers d'artillerie d'employer cette expression, j'ai eu l'honneur d'être officier d'artillerie de réserve au 13^e régiment) on peut entendre les inscriptions complémentaire de la somme de 20.000 francs ?

M. l'expert a eu son attention appelée sur le livre bâtonné. Le Conseil sait déjà, par toutes les questions que j'ai eu l'honneur de poser aux chefs de service, que Dautriche avait l'habitude, à la fin de chaque mois, quand il présentait à la signature de ses chefs son livre au net, de bâtonner les lignes qui restaient en blanc. Nous pouvions en conclure que, toutes les lignes étant régulièrement bâtonnées, sans grattage, c'est que M. Dautriche avait présenté son livre bâtonné à la signature, à la date où il été signé, c'est-à-dire exactement le 1^{er} septembre, car il y a deux signatures : l'une le 1^{er} septembre, et puis, par suite de la réorganisation du service, une autre le 15 septembre.

M. l'expert a déclaré que ce n'était pas une raison suffisante, et il en a donné pour preuve le fait qu'au mois de décembre 1898, il n'avait pas bâtonné ses écritures.

Je demande à M. l'expert de vouloir bien nous dire, en dehors du mois de décembre 1898, sur le registre qui a été placé sous ses yeux, quelle a été la seconde exception à l'habitude constante de Dautriche.

LE TÉMOIN. — Je n'en connais pas d'autres.

M^e AUFFRAY. — Donc, il n'y a pas d'autres exceptions que celles du mois de décembre 1898, qui a été commencé par M. Gribelin, terminé par Dautriche, et qui, à proprement parler, n'était même pas pour ainsi dire du service de M. Dautriche.

Sur le même point : M. l'expert, dans son rapport s'est appuyé sur cette considération que le commandant Rollin, inculpé comme M. Dautriche, avait déclaré qu'à son souvenir

très précis, il avait toujours signé le registre, lorsque les lignes étaient bâtonnées. M. l'expert a déclaré que M. le commandant Rollin avait la mémoire un peu courte, parce qu'il y avait notamment au mois de décembre 1898, des lignes non bâtonnées, signées par M. le commandant Rollin. M. l'expert Flory se rappelle-t-il cette affirmation ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M^e AUFFRAY. — M. l'expert Flory veut-il voir les signatures du mois de décembre 1898 ?

M. le Président passe le livre au témoin.

Je vous demande de vouloir bien lire tout haut, afin que votre constatation soit enregistrée par la sténographie.

LE TÉMOIN, *lisant*. — Reste à la caisse courante 8.226 fr. 80 ; le capitaine : Junck — le général chef d'Etat-Major, général Brault.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, Messieurs, un expert qui a prêté serment, qui a eu son attention appelée, qui, par une note préliminaire qu'il vous a soumise, est déjà prévenu, affirme deux fois, dans sa note préliminaire comme dans son rapport et signe deux fois que c'est le commandant Rollin qui a signé, alors que c'est le capitaine Junck...

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous prie, M. le défenseur, prenez un ton plus calme.

M^e AUFFRAY. — Parfaitement, Monsieur le président, mais j'ai été très ému...

M. LE PRÉSIDENT. — Je tiens à ce que les débats se passent avec calme... et surtout en présence d'un homme de l'âge de M. l'expert...

M^e AUFFRAY. — Je retire la violence de mon langage, mais je demande au Conseil de vouloir bien apprécier la gravité de ma constatation.

LE TÉMOIN. — Signé par l'officier en exercice.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, je crois que MM. les juges sont suffisamment édifiés à ce sujet. Il est donc inutile de revenir sur l'incident.

M^e AUFFRAY. — Je demande la permission de poser, par l'intermédiaire de M. le président, une question à M. le commissaire du gouvernement. M. le commissaire du gouvernement a-t-il l'intention de traiter la question de la profondeur des grattages maintenant ou à la prochaine séance ? C'est pour

l'ordre de la discussion. Voulez-vous que nous la traitions maintenant ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si vous voulez ; mais c'est un peu tard.

M. LE PRÉSIDENT. — On peut toujours la commencer.

M^e AUFFRAY. — Voici le raisonnement que M. l'expert a écrit deux fois dans son rapport, et qu'il a encore reproduit à la barre :

Les autres grattages de M. Dautriche sont des grattages très simples qui laissent apparaître ce qu'il y avait d'inscrit comme mentions primitives. Au contraire, ce grattage-là est un grattage profond, qui ne permet pas de reconstituer le mot qui était en dessous du mot Austerlitz. Nous avons fait observer à l'instruction, tant par la bouche du colonel Rollin, que par la bouche de M. Dautriche, plus directement visé, qu'il y avait, dans le livre-brouillard de M. Dautriche, d'autres exemples de grattages. Nous espérions qu'il suffisait d'attirer l'attention de l'expert sur ce point, pour qu'il considérât comme de sa mission de rechercher lui-même les grattages.

A cela, il a répondu, dans son rapport définitif, que, comme on ne lui avait pas indiqué les grattages, il n'avait pas pu faire la vérification.

J'avais toujours cru qu'un expert était un expert, et un inculpé, un inculpé ; et que l'inculpé ne devait pas cumuler la situation d'inculpé et les fonctions d'expert.

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais parlé de grattages ; je n'ai pas fait de comparaison entre le grattage Austerlitz du 16 août et d'autres grattages. J'ai dit que les corrections étaient faites d'une façon visible, et je maintiens ce que j'ai dit ; mais je n'ai jamais parlé de grattages, ni je n'ai jamais dit que des grattages avaient été faits d'une autre façon que le grattage Austerlitz. Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que le mot Austerlitz avait été apposé sur un grattage profond, qui avait fait disparaître, pour le commun des mortels, l'écriture primordiale ; mais, encore une fois, je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas d'autres grattages.

Ce qu'on vient de citer de mon rapport voulait dire tout simplement : qu'on me montre d'autres grattages, je verrai ce que j'ai à en dire.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, M. Flory a parlé d'un grattage profond, alors que les autres irrégularités du re-

gistre ne présentaient pas le même caractère de dissimulation.

Je demande à M. Flory de vouloir bien prendre en mains le registre-brouillard et de faire ici à l'audience une besogne qu'il aurait peut-être plus facilement accomplie dans son cabinet en une heure de temps.

LE TÉMOIN. — Je crois que je n'avais pas à l'accomplir ; je n'avais pas à rechercher les grattages.

M^e AUFFRAY. — M. l'expert veut-il bien reprendre à la date du 29 avril 1898, le reçu 297 ? (Nous ne dirons pas le nom si le Conseil le veut bien)... Y a-t-il une trace de grattage et peut-on voir, même à la loupe, que je puis offrir à l'expert, la trace de ce qui était sous le grattage ?

Il est très bien entendu que j'appelle grattage (j'en ai 34 à faire passer sous les yeux du Conseil) le fait de gratter de telle façon que, en regardant de l'autre côté, on s'aperçoit que l'encollage et le satiné du papier a disparu. Ce qui est un léger grattage ne compte pas, nous en aurions une centaine.

LE TÉMOIN. — Je suis expert-comptable et n'ai pas d'autre compétence ; je n'avais pas qualité pour examiner les grattages.

M^e AUFFRAY. — Il faut cependant nous entendre ! M. l'Expert a fait état de la profondeur du grattage, dans le passage suivant de son rapport :

A la date du 16 août 1899, sur le livre de caisse, se trouve une inscription de dépense faite dans des conditions matérielles qui contrastent avec la plus grande partie des écritures portées sur le registre. Nous avons constaté, en effet, que les corrections auxquelles on avait accidentellement recours étaient effectués sans qu'on prît aucune précaution pour dissimuler les écritures primitives. Or, ici, la mention primitive a disparu entièrement par le fait d'un grattage profond, et sur la place devenue libre, on a écrit « Austerlitz » (Documents, etc.)

A la suite de ces mots, on a introduit une mention explicative ainsi conçue : « Complétant la somme de 20.000 francs prise à la réserve ». Les derniers mots, etc...

La façon insolite dont ces modifications ont eu lieu s'écarte entièrement, comme il vient d'être dit, de l'état général du livre de caisse.

Lorsqu'il a eu à s'expliquer sur ce point, le lieutenant-colonel Rollin a fait observer qu'il existait d'autres grattages sur le livre, mais, comme il n'en a désigné spécialement aucun, je n'ai pu m'assurer s'ils présentaient les mêmes caractères que celui dont nous nous occupons.

Par conséquent, voilà l'expert...

M. LE PRÉSIDENT. — Comptable !

M^e AUFFRAY. — Voilà l'expert-comptable qui tranche une question d'expert en écritures, puisqu'il vous déclare que la façon insolite dont ces modifications ont eu lieu s'écarte entièrement de l'état général du livre de caisse. Puis, quand on lui signale qu'il y a d'autres grattages analogues, il ne se dérobe pas derrière son incompetence, comme il le fait ici, mais il répond qu'il n'a pas à s'occuper de ce que dit le colonel Rollin : « M. le lieutenant-colonel Rollin a fait observer « qu'il existait d'autres grattages sur le livre, mais, comme il « n'en a désigné spécialement aucun, je n'ai pu m'assurer « s'il présentaient les mêmes caractères que celui dont nous « nous occupons ».

Par conséquent, si le colonel Rollin avait fait le travail de l'expert, l'expert aurait bien voulu le contresigner et l'examiner. Il ne se refusait pas à l'examiner et on le lui mettait sous les yeux.

Nous estimons que M. l'expert avait le devoir de rechercher les grattages. Parce qu'il n'a pas compris son devoir exact, nous avons fait sa besogne. Cette besogne comprend la recherche de 34 grattages qui sont visibles. La grande majorité est aussi visible sinon plus visible, que le grattage Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela prouve précisément la bonne foi de l'expert, s'il y a 34 ou 99 grattages. Il les aurait vus, mais il a dit qu'il n'avait pas à s'en occuper par principe.

LE TÉMOIN. — M. le Président a répondu pour moi. Je n'ai pas vu les grattages ; je n'avais pas à les rechercher ; ce que j'ai vu, Monsieur le président, ce sont des corrections très apparentes.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous êtes occupé spécialement du grattage incriminé.

LE TÉMOIN. — Ce que je n'ai pas vu et ce que je n'avais pas à rechercher, ce sont les grattages. Si je me suis occupé d'Austerlitz, c'est que c'était le fait incriminé sur lequel j'avais à expertiser. Je crois que la réponse est bien claire. Messieurs les juges apprécieront à leur valeur les réponses qui ont été faites.

M^e CHENU. — Voulez-vous me permettre de résumer cet ordre d'idées par une question très simple et qui va être très courte ? Voulez-vous demander à M. Flory, ce qui lui a permis

de qualifier de « profond » le grattage qu'il a examiné par comparaison avec les autres ?

LE TÉMOIN. — Ce n'est pas par comparaison, voilà ma réponse. C'est parce que, en effet, ce grattage est profond par la seule inspection matérielle du livre. Je me suis occupé du grattage Austerlitz parce que, en effet, il était soumis à mon examen au point de vue de la correction de l'inscription.

M. LE PRÉSIDENT. — La question est-elle vidée ?... Ce n'est pas ici le procès de l'expert que nous faisons.

M^e AUFFRAY. — Non, ce n'est pas le procès de l'expert, c'est la lumière que nous cherchons.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je crois que je pourrais résumer d'un mot la question posée à M. l'expert et éclairer en même temps la défense et les juges : s'il y a d'autres grattages dans ce livre-brouillard, les considérez-vous comme aussi irréguliers que le grattage en question ?

LE TÉMOIN. — Pour moi, mon colonel, ils n'existent pas, puisque je n'ai pas eu à les rechercher.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Les considérez-vous comme aussi irréguliers que le grattage Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Il faudrait que j'examine à quoi ils se rapportent.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas la question.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Un grattage en lui-même est-il une irrégularité ?

LE TÉMOIN. — Non. Sur un livre-brouillard, bien entendu, mais s'il se rapporte à un fait irrégulier, à un fait comme celui d'Austerlitz, il est évident que je dois l'examiner. J'ai constaté matériellement que le mot Austerlitz est écrit sur un grattage. C'est tout ce que j'ai fait, c'est tout ce que j'avais à faire à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la question est bien éclaircie à présent.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le grattage du 16 août n'a d'importance que parce qu'il correspond à quatre ou cinq autres irrégularités d'écritures. C'est la seule raison.

M. LE PRÉSIDENT. — Un grattage n'est un faux que lorsqu'il se rapporte à une irrégularité d'écritures. Cela peut exister sur un livre-brouillard. On peut faire un pâté, par exemple, et alors on le gratte. Est-ce bien le sens de votre réponse ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

M^e AUFFRAY. — Il est donc entendu que l'on peut gratter et que les grattages n'auront un caractère de dissimulation que s'ils recouvrent une dissimulation d'écritures.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur un livre-brouillard ?...

M^e AUFFRAY. — Bien entendu, sur un livre-brouillard. C'est un point désormais acquis qui ne ressortait pas du tout ni du rapport, ni de la déposition de l'expert. C'est le point de départ dont nous partirons à la prochaine audience.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous une observation à présenter avant que la discussion soit close ?

M^e AUFFRAY. — Je ne crois pas nécessaire de fatiguer le Conseil de l'énumération des 34 grattages, je me contente de verser au dossier les dates de ces 34 grattages. Le Conseil verra que j'ai distingué les grattages peu visibles et qui recouvrent un nom qu'on ne peut reconstituer, des grattages qui sont toujours visibles et dont on peut reconstituer les noms.

M^e CHENU. — Votre liste est même inutile, les grattages sautent aux yeux.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons encore à examiner d'autres registres.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous n'avons examiné encore que le brouillard et le journal, il y a d'autres documents, par exemple le relevé de compte.

M^e AUFFRAY. — Il y a encore, sur le brouillard, une question ; je demande à l'expert de vouloir bien me dire quelle est la date extrême à laquelle sur le brouillard le chiffre de 59.000 francs a été inscrit, à la place du chiffre de 19.000 fr., par M. Dautriche. Voici quelle est la portée de ma question. L'expert a eu soin de remarquer qu'au bas de la première page en discussion, M. Dautriche, ayant oublié le chèque de 40.000 francs, avait porté en recettes 19.000 francs, puis au report il avait porté également 19.000 francs rectifiés ensuite par le chiffre de 59.000 francs, que, par conséquent, la rectification n'a pas été faite au moment où il faisait le report, puisqu'il a rectifié le report lui-même. Je lui demande si son attention n'a pas été appelée sur ce point et s'il ne s'est pas demandé si on ne pouvait assigner une minute expresse à l'inscription définitive des 59.000 francs.

LE TÉMOIN. — Je ne veux pas répondre à cela

M^e AUFFRAY. — Il n'y a qu'un malheur, il suffisait de regarder le bas de la seconde page pour constater qu'à la date où elle était écrite, les 59.000 francs figuraient sans rature

LE TÉMOIN. — Le fait n'a pas été incriminé, je ne l'ai pas moi-même signalé comme un fait irrégulier. Par conséquent, je me suis borné à le citer comme un exemple d'une correction visible. Voilà tout.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous d'autres questions à poser avant de passer au relevé de compte ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je n'ai pas de question à poser sur les deux registres qui nous ont occupés aujourd'hui.

M^e AUFFRAY. — Nous pourrions voir le relevé de compte, aujourd'hui, ce n'est pas bien long.

M. LE PRÉSIDENT. — Bien. Monsieur Flory, voulez-vous vous expliquer sur ce point ?

LE TÉMOIN. — Comme je l'ai déclaré dans mon rapport, le livre relevé de compte n'est pas un livre signalé comme réglementaire, il n'est pas réglementaire même commercialement. Ce livre correspond au grand livre au point de vue commercial, au sommier dans les administrations. C'est un livre récapitulatif. Faut-il que je dise quelle est l'irrégularité ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il faudrait expliquer au Conseil, pour qu'on se rende compte de la gravité de la chose, les irrégularités faites sur le relevé de compte Austerlitz et la conséquence que ces irrégularités ne pouvaient pas manquer d'avoir.

LE TÉMOIN. — Cette inscription, je n'ai pas besoin de dire moi-même qu'elle est irrégulière, qu'elle a été faite après coup, puisque cela a été établi devant la Cour de cassation.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est établi le 16 mai.

LE TÉMOIN. — Dans quelle intention cela a-t-il été ajouté sur le relevé du compte Austerlitz ? Je ne peux pas dire quelle a été l'intention intime de l'auteur ; cependant je puis dire que cela a servi ou était destiné à servir à corroborer l'écriture du 16 août, c'est-à-dire que le livre de caisse portant le 16 août une dépense que je continue à considérer comme insuffisamment justifiée, on venait la corroborer par l'inscription sur le relevé de compte. J'ai été étonné que cette inscription n'ait pas été portée au moment où on faisait le relevé des autres écritures concernant Austerlitz, mais voilà tout. J'ai fait signaler le fait, il est matériellement reconnu.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais la date est à peu près reconnue par l'inculpé ?

LE TÉMOIN. — On a parlé du mois de mai 1904.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — M. Dautriche a dit pour sa défense que, sur ce relevé de comptes, il n'y avait pas toutes les opérations. Je prierai M. Flory d'expliquer au Conseil, s'il était nécessaire que tout ce qui se faisait fût sur le relevé de comptes pour lui donner un caractère important, ou si, tout en ne comportant qu'un certain nombre de comptes, ce registre est encore un registre régulier.

LE TÉMOIN. — Il n'est pas nécessaire qu'il soit aussi complet que les autres livres, je l'ai indiqué; j'ai dit que ce n'était qu'un livre accessoire récapitulatif; par conséquent, les omissions qui pouvaient être commises sur ce livre n'avaient pas un caractère grave, voilà ce que j'ai dit, voilà ce que je répète. Il est évident qu'il n'était pas inutile dans le cas où l'on aurait voulu contrôler le livre de caisse par le relevé de comptes. Mais le cas ne s'est pas présenté.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est plutôt à un autre point de vue qu'il était fait, il n'était pas fait pour contrôler la comptabilité, mais pour donner des renseignements au service; il était tiré de la comptabilité, mais il ne servait qu'à donner des renseignements.

LE TÉMOIN. — Il n'était pas inutile dans les parties qu'il contient; on n'a pas cru devoir y relever toutes les parties prenantes, on y a relevé les principales, entre autres Austerlitz, et il est dit que, régulièrement, il aurait fallu y comprendre tout ce qui concernait les parties prenantes.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Comme il sera posé une question spéciale sur le fait reproché à M. Dautriche, le 16 mai 1904, celui qui concerne le relevé de comptes, je voudrais que l'expert expliquât bien au Conseil si ce qui a été gratté et ce qui a été ajouté sur ce registre constitue un faux complet. On a gratté une date et on a ajouté une inscription d'écriture; l'ensemble de ce que M. Dautriche a fait ce jour-là, en revenant de la Cour de cassation, constitue-t-il un faux ?

LE TÉMOIN. — Y a-t-il là tous les éléments du faux, y compris le préjudice ? Ce n'est pas ceci qui a causé le préjudice. Là, c'est une question de droit...

M. LE PRÉSIDENT. — ...Qui ne vous concerne pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Elle concerne M. Flory, seulement en ce qui touche l'addition d'écriture.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne pourriez donner qu'un avis, qui ne serait pas autorisé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ajouterai qu'à mon avis, il y a les éléments du faux complet. Mais M. Flory peut nous donner son avis au sujet de la question de la date et de l'addition d'écriture.

LE TÉMOIN. — La date, je vous avoue que je ne m'en suis pas occupé. Je ne sais pas même à l'heure actuelle si cette correction de date existe. J'ai lu qu'on avait introduit cette mention, qu'on avait rappelé un paiement qui, justement, faisait partie des faits incriminés, paiement qui était justement à mes yeux non suffisamment justifié, et voilà tout. J'aurais pu en tirer d'autres conséquences, mais ce n'aurait été que des conjectures.

M^e AUFFRAY. — Voulez-vous me permettre une seule question, dont la réponse est du reste dans le rapport de M. l'expert, mais je lui demande de la faire devant le Conseil. La modification, ou si vous voulez, l'addition qui a été faite sur le relevé de comptes est-elle faite d'une façon très visible, de manière à frapper à première vue et à faire dire : voilà une addition qui a été faite a posteriori ?

LE TÉMOIN. — C'est évident, et c'est pour cela que j'en ai parlé. Si cela avait été fait de façon à ce qu'on ait tenté de dissimuler cette inscription, il est évident que je n'aurais pu la relever.

M. LE PRÉSIDENT. — Quels sont les témoins que nous devons assigner pour lundi midi et demi ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous pourrions continuer avec M. Flory.

M^e AUFFRAY. — La déposition de M. Flory est terminée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je tiens à ce qu'il revienne. Il y a encore la question du reçu à souche, et il résumera sa déposition d'aujourd'hui.

M^e AUFFRAY. — La question du reçu à souche peut être traitée immédiatement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je tiens à ce que M. Flory revienne lundi. Ensuite, nous pourrions entendre le général Delanne, le général de Lacroix, le colonel Hache, le capitaine Lambling. Il resterait encore, dans cet ordre d'idées, le commandant Pierra et M. Gribelin.

M. LE COLONEL FAURIE. — Mon général, je demanderai l'autorisation d'assister à l'audience en civil.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les témoins militaires doivent se présenter en tenue du jour. Si nous avons à interroger un de ces Messieurs, ce serait gênant.

M. Legrand, expert en écritures, demande à être dispensé de revenir à l'audience.

La séance est levée à 5 heures.

SIXIEME AUDIENCE

31 octobre 1904

La séance est ouverte à midi et demi.

M^e HENRY BONNET. — Je demande la parole simplement pour prier Monsieur le président d'avoir la bonté de nous faire donner, pour que nous puissions les montrer matériellement aux accusés, les pièces 27 et 78 du dossier Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — Elles sont préparées ?

M. LE GREFFIER. — Les voilà.

M^e HENRY BONNET. — C'était simplement pour que les accusés puissent y jeter un coup d'œil.

M^e AUFFRAY. — J'aurais également une question de forme à vous prier de vouloir bien régler : l'autre jour, M. le président, vous avez dit que les membres du Conseil de guerre, ne pouvant pas avoir toute la sténographie sous les yeux au jour le jour, s'adresseraient naturellement au journal qui publie la plus grande partie de la sténographie, le journal *Le Temps*. Je tiens à signaler à ces Messieurs que, dans le journal *Le Temps*, il y a des parties en plus gros caractères et d'autres en petits caractères, qui ne sont que le résumé de la sténographie, et que, même dans les parties qui ont l'air d'être d'une seule venue, en petits caractères, il y a souvent — parce que *Le Temps*, à son gré, a jugé sans doute la chose moins importante — il y a souvent de longues omissions.

M. LE PRÉSIDENT. — Je l'avais dit moi-même, j'ai prévenu ces messieurs.

M^e AUFFRAY. — Je n'incrimine personne. Chacun a le droit, pour les convenances d'un journal, de supprimer ; mais je tiens à bien signaler que, dans les parties qui semblent continues, qui semblent sténographiées intégralement, il y a souvent des coupures qui ne sont pas indiquées par de petits points... Peut-être que le journal *Le Temps*, à partir de maintenant, pourrait indiquer par de petits points qu'il arrête le compte-rendu.

M. LE PRÉSIDENT. — A ce propos, je me suis enquis s'il était possible de donner aux accusés, comme vous l'aviez demandé, le journal *Le Temps*. Il a été répondu que c'était interdit par le règlement.

Je vais vous faire donner lecture de deux lettres qui seront ensuite versées au dossier, l'une de Monsieur Mathieu Dreyfus, l'autre de Monsieur le procureur général Manoël, procureur général à la Cour d'appel de Douai, qui se trouvait, je crois, procureur à Nice, lettres qui apportent une rectification au procès-verbal (*A M. le Greffier.*) Voulez-vous donner lecture de ces deux pièces, qui seront ensuite versées au dossier ?

M. le Greffier lisant :

COUR D'APPEL DE DOUAI

—
PARQUET

DU PROCUREUR GÉNÉRAL
—

Paris, le 29 octobre 1904.

Monsieur le président,

Je lis dans le compte-rendu sténographique publié par le *Temps* des débats de l'affaire Dautriche et consorts que le capitaine François a, dans son interrogatoire, déclaré que « le commissaire spécial de police à Nice avait remis les pièces saisies chez Mathilde Baumler au procureur de la République, qui les avait remises lui-même au capitaine Fritsch venu de Paris ».

Le capitaine François qui a insisté assez longuement sur les circonstances de la remise de ces pièces est mal servi sur ce point par ses souvenirs. J'étais à cette époque procureur de la République à Nice, et j'ai eu, en cette qualité, à intervenir personnellement au sujet de l'arrestation et de l'extradition de Wessel, qui étaient demandées par un gouvernement étranger. J'ai, plus tard, reçu la visite du capitaine Fritsch, qu'accréditait auprès de moi une lettre de M. le garde des Sceaux; mais il est inexact que ce soit moi qui ai fait saisir les papiers dont il s'agit et qui les lui ai remis. Je n'ai jamais eu ces papiers entre les mains, et ne les ai même jamais vus. M. Nogier, alors commissaire spécial à Nice, qui est, je crois, appelé à déposer devant le Conseil de guerre, pourra sans doute fournir des renseignements précis sur ce point, à l'égard duquel il m'a paru nécessaire de rétablir la vérité, dans l'intérêt de laquelle je suis, s'il est besoin, à la disposition de la justice.

Veillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

MANOEL.

La deuxième lettre est signée Mathieu Dreyfus.

Mulhouse, le 29 octobre.

Monsieur le général Bertin,
président du 2^e Conseil de guerre, Paris.

Je lis dans le compte-rendu sténographique du procès Dautriche que M. le capitaine François a déclaré que j'étais allé à Vienne en 1900.

M. le capitaine François est mal informé. Mon dernier voyage en Autriche a eu lieu en 1885.

Je vous prie, Monsieur le général, de vouloir bien verser ma déclaration aux débats, et de recevoir l'assurance de ma considération la plus distinguée.

MATHIEU DREYFUS.

M. LE PRÉSIDENT. — M^e Auffray, vous avez fait appel à mon pouvoir discrétionnaire pour vous procurer certaines pièces qui sont, soit à la Cour de cassation, soit au ministère de la Guerre, soit au Conseil de guerre. En ce qui concerne les pièces qui sont à la Cour de cassation, j'ai fait demander la déposition *in-extenso* du capitaine François du 7 mai. En ce qui concerne les pièces du ministère de la Guerre, j'ai fait réclamer le procès-verbal de la déposition de M. Fritsch du 14 décembre 1900, à Nice, et également les lettres originales de 1900 de Toms à Mathilde.

En ce qui concerne les pièces qui sont au Conseil de guerre, je ferai observer à la défense que, d'après l'article 87 du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction fait perquisitionner dans tous les objets qui sont jugés utiles à la manifestation de la vérité. La Cour de cassation développe ce principe, notamment dans son arrêt du 16 mars 1854, la loi s'en rapporte à la prudence du juge d'instruction sur le choix des objets qu'il convient de saisir comme pièces à conviction. La demande de la défense n'est pas fondée et pourrait être rejetée purement et simplement.

Néanmoins, en ce qui concerne la lettre Moutier, la seule pièce dûment précisée, j'ai prié M. le Commissaire du Gou-

vernement de demander au rapporteur si cette pièce existe. Si elle existe, elle sera versée à la procédure.

M^e AUFFRAY. — Permettez-moi de signaler qu'il y a une confusion dans l'esprit de M. le capitaine-rapporteur. Il a, bien entendu, le droit, en principe et d'après le Code d'instruction criminelle, de faire telles saisies qu'il juge utiles pour la manifestation de la vérité. Mais autre chose est de faire une saisie, autre chose est de recevoir des pièces. Il est, non pas de jurisprudence pratique, mais de droit élémentaire, devant toute espèce de juridiction criminelle ordinaire, qu'un juge d'instruction n'a pas qualité pour rejeter matériellement les pièces qui lui arrivent. Il peut en faire état au point de vue de l'appréciation des faits; il peut les considérer comme inopérantes; il n'a pas le droit de les exclure du dossier. Comme je l'ai dit, il y avait, entre l'instruction et la défense, une véritable querelle juridique sur ce point. En fait, elle a été tranchée par le bon accord de l'un et l'autre, mais je tenais à réserver les droits du droit.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez fait appel à mon pouvoir discrétionnaire, je devais vous indiquer le résultat de mes démarches.

M. l'expert Flory

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Nous sommes restés assez indécis sur la déposition de M. Flory. Je crois que, pour que les membres du Conseil puissent avoir une idée plus nette, il serait bon de lire le rapport de M. Flory, qui n'est pas très long, la défense faisant les réserves qu'elle croira devoir faire. M. Flory était très ému et s'est mal expliqué.

M. le Greffier lisant :

RAPPORT

A Monsieur le capitaine Cassel, rapporteur près le 2^e Conseil de guerre de Paris, dans la procédure contre M. l'officier d'administration de 1^{re} classe Dautriche inculpé de faux en matière d'administration militaire, et MM. le lieutenant-colonel Rollin, les capitaines François et Mareschal, inculpés de détournements de deniers appartenant à l'Etat.

Monsieur le capitaine rapporteur,

Par une ordonnance que vous avez rendue le 21 juillet dernier, vous m'avez fait l'honneur de me commettre à l'effet de procéder « à la vérification de la comptabilité du service des renseignements à l'état-major général de l'armée, en ce qui concerne les faits reprochés aux inculpés, et des explications qu'ils en donnent. »

Après avoir pris connaissance de cette ordonnance, j'ai déclaré accepter la mission qu'elle me confiait et j'ai prêté serment de la remplir en honneur et conscience.

Pour l'accomplissement de cette mission, vous m'avez fait donner communication des registres et documents concernant la comptabilité dont il s'agit, ainsi que des pièces de la procédure se rapportant aux inscriptions incriminées. A la suite de l'examen auquel je me suis livré de ces divers éléments, dans votre cabinet, M. le capitaine rapporteur, et, après m'être assuré de leur origine et de leur destination, j'ai pu constater les faits dont je vais présenter ci-après le sincère exposé.

J'ai cru devoir, toutefois, avant de consigner ces constatations dans le présent, vous en soumettre, dans une note préliminaire, les résultats, sur lesquels vous avez bien voulu inviter les inculpés à fournir les observations qu'ils jugeraient utiles. Ces observations m'ayant été communiquées, j'aurai à les viser et, lorsqu'il y aura lieu, à en tenir compte, en abordant les divers points sur lesquels devait porter mon expertise.

Ces points vont se trouver examinés dans les deux chapitres suivants :

I. — Organisation et fonctionnement de la comptabilité de la section des renseignements.

II. — Opérations et écritures incriminées relevées sur les livres.

I. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMPTABILITÉ.

Le mouvement des fonds afférent au service des renseignements est alimenté au moyen d'un chèque qui lui est délivré chaque mois et dont le chiffre a été, uniformément depuis le mois d'avril 1897, de 40.000 francs. A ce versement mensuel s'ajoutaient, en cas d'insuffisance de l'en-caisse, ou lorsque les dépenses prévues paraissaient devoir dépasser les disponibilités, des prélèvements faits sur une caisse de réserve, en vertu d'une autorisation du général chef de l'état-major général de l'armée ou de l'officier général chargé de le remplacer.

Quant aux sorties d'espèces, elles étaient appuyées de reçus, signés de la partie prenante ou de l'officier par les mains duquel les fonds allaient être employés.

Ces opérations financières sont consignées dans une comptabilité normalement organisée et qui, sauf d'assez rares incorrections matérielles, a été tenue d'une façon nette et précise, surtout à partir du mois de décembre 1898, où commence l'exercice de l'officier d'administration Dautriche.

Les dites opérations et écritures ont été placées, pendant les années 1898 et 1899, sous la direction ou le contrôle de MM. les officiers en cause dans la procédure actuelle et dont on retrouve les signatures, à différents titres, au bas des arrêtés de caisse qui ont été visés chaque fois par le général chef d'état-major général de l'armée.

Les éléments de cette comptabilité se composent de :

1^o *Un livre de caisse* du premier jet écrit, selon les apparences, au moment même où s'accomplissaient les opérations.

Les chèques délivrés, qui constituaient d'une façon presque exclusive les recettes, y figuraient sous leur numéro d'ordre d'émission et les dépenses étaient inscrites en regard du numéro d'ordre du reçu fourni à l'appui. Les additions des recettes et dépenses étaient clôturées, mois par mois, et l'excédent des premières sur les dernières était reporté sur le mois suivant.

Bien que ce livre puisse être assimilé à un brouillard, puisque les écritures qu'il contient étaient destinées à être transcrites sur un registre au net, on n'y rencontre qu'exceptionnellement des ratures ou surcharges, et encore les modifications y sont-elles faites ostensiblement et sans dissimulation de l'écriture primitive.

C'est ainsi que, du côté des dépenses, les articles n^{os} 270, 443, 646 ont été redressés, et que, dans les recettes du mois d'août, celle du chèque n^o 40 a été intercalée entre les art. n^{os} 553 et 554.

L'on remarque aussi une dépense, au nom de Wessel, de la somme de 300 francs, qui a été annulée d'un léger trait d'encre, laissant apparaître l'art. dont la reproduction ne devait pas avoir lieu sur le journal.

Quant aux additions, elles ont quelquefois été surchargées, mais dans le sens de la vérité, notamment pour les recettes du mois d'août 1899, par suite de l'intercalation du chèque n^o 40 primitivement omis.

On ne rencontre, en quelque sorte, dans ce livre ou brouillard de caisse, qu'une seule exception à ce mode sincère et apparent de modifier les écritures, c'est celle qui existe à la date du 16 août 1899, et dont il y aura lieu de s'occuper dans le chapitre des opérations et écritures incriminées.

En ce qui touche ce registre, les explications des inculpés qui s'y appliquent et que vous avez bien voulu me communiquer, Monsieur le capitaine rapporteur, consistent simplement, de la part de M. le lieutenant-colonel Rollin, à repousser la qualification de *livre de caisse* que j'ai donnée à ce document et qui s'y applique réellement, d'après même M. l'officier d'administration Dautriche qui le tenait.

Je crois donc devoir maintenir cette qualification, par ce motif qu'il n'existe pas d'autre registre où se trouvent inscrites, date par date et au moment où elles s'accomplissaient, les recettes et dépenses. Le livre intitulé *journal* n'était qu'une transcription mensuelle du véritable *livre de caisse*.

Ce n'eût donc pas été sans inconvénient qu'on aurait pu détruire ce livre de caisse, qui, le cas échéant, pouvait seul permettre de reconstituer tous les détails relatifs aux emplois de fonds.

Il est vrai que M. l'officier d'administration Dautriche a cru devoir, sur ce point, se ranger à l'avis émis par son chef; mais, en cela, il s'est mis en contradiction avec lui-même, car il avait antérieurement déclaré que les livres réglementaires étaient bien : le *livre de caisse*, le *Journal* et le *carnet de réserve*.

Nous arrivons au second de ces documents de comptabilité.

2° Le *Journal de caisse*.

Ce livre servait, comme nous venons de le voir, à la mise au net des écritures portées en premier lieu sur le livre ou brouillard de caisse. Il reproduit, sauf les numéros des articles, toutes les recettes et dépenses inscrites sur le document original, telles qu'elles ressortaient après les corrections ou modifications opérées sur ce premier registre.

J'ai déjà indiqué (et je n'ai pas vu que cela fût contesté) que les écritures portées sur le journal étaient faites après coup et d'un seul jet, pour chaque mois, et c'est sur ce relevé au net que les chiffres totaux des opérations étaient arrêtés mois par mois.

On trouve, au-dessous de ces arrêtés, les signatures des officiers qui s'occupaient du mouvement de fonds. Ces signatures ont été : jusqu'au mois d'août 1898, celle du lieutenant-colonel Henry ; du mois de septembre au mois de novembre 1898, du capitaine Junck ; du mois de décembre 1898 au mois de septembre 1899, du chef de bataillon Rollin, avec interruption pour le mois d'août 1899, dont l'arrêté est signé « Pour le chef de bataillon, le capitaine François » ; pour le mois d'octobre 1899, la signature est celle du capitaine Fritsch, suivie du visa de M. le chef de bataillon Rollin ; à partir du 15 septembre 1899 (date d'un arrêté intermédiaire) se trouve, en plus de deux certificats précédents, le visa de M. le lieutenant-colonel, chef du 2^e bureau, Hache ; et enfin, depuis le mois de novembre 1899, les arrêtés de compte sont signés par M. le capitaine François. Le tout est visé par le général chef d'état-major général de l'armée, ou par son intérimaire.

Les écritures du journal où se trouvent ainsi relevées et périodiquement établies les opérations et situations de caisse de la section des renseignements, sont de la même main que celles du livre de caisse et sont libellées d'une façon presque identique. C'est ainsi que les mentions explicatives qui suivent le nom et le pseudonyme de la partie prenante des paiements se trouvent ordinairement placées,

dans l'un comme dans l'autre de ces registres, dans des parenthèses parfaitement formées. Ces annotations sont, d'ailleurs, presque toujours brèves et ne remplissent pas toute la ligne sur laquelle elles se trouvent placées. Ce n'est qu'à de rares exceptions, dont les inscriptions qu'il y aura lieu d'examiner dans le chapitre suivant font partie, que ces mentions explicatives s'étendent jusqu'à la colonne des chiffres.

Or, à partir de janvier 1898, des traits ou barres ont été tracés à l'encre sur des parties de lignes non occupées par l'écriture.

Il me serait impossible de dire si ces remplissages (inusités en matière de comptabilité) sont contemporains des écritures auxquelles ils se rapportent.

A cet égard, M. le lieutenant-colonel Rollin a déclaré que les barres en question existaient *toujours* lorsqu'il signait le journal. Or, j'ai à faire remarquer que, pour les opérations du mois de décembre 1898, dont cet officier supérieur a signé l'arrêté, les fins de lignes sont restées en blanc.

A l'appui des inscriptions de dépenses portées sur les deux livres de caisse, se placent les pièces de décharge. Ce sont :

3° *Les carnets de reçus à souches.*

Ces reçus, qui prennent un numéro d'ordre, sont établis sur une formule très simple, ainsi conçue : « Je reconnais avoir reçu la somme de..... » ; à la suite se trouve sommairement indiqué l'objet de la dépense ; puis, au-dessous, se place la signature du bénéficiaire auquel les fonds sont remis.

La souche de ces reçus reproduit le numéro d'ordre et le montant de la dépense.

Mais, à côté de cette caisse courante, fonctionnait une autre caisse, dite de réserve, dont le mouvement donnait lieu à la tenue d'un document spécial qui prenait aussi sa place dans la comptabilité du service financier du 2^e bureau ; c'est le suivant :

4° *Carnet intitulé « Réserve ».*

Sur ce carnet figurent les entrées et les sorties des fonds de réserve, avec l'indication de leur origine ou de leur destination.

Les premières écritures portées sur ce carnet remontent au premier janvier 1891. Elles indiquent la réunion à ce moment, dans un seul dépôt spéculatif, de diverses sommes paraissant avoir existé jusqu'alors en plusieurs mains différentes.

Ces sommes, accumulées de 1887 à 1890, s'élevaient au chiffre total de 21.673 fr. 55.

Il s'est ajouté depuis à ce chiffre initial le montant de versements effectués par la caisse du service courant et qui provenaient de ses excédents de recettes.

Mais, en dehors de ces ressources normales, la caisse de réserve s'est augmentée, le 1^{er} septembre 1898, d'une somme de 29.500 francs,

dont l'origine n'est indiquée sur le carnet que par cette mention « Prise en charge suivant procès-verbal de ce jour 1^{er} septembre, 29.500 francs. »

Or, d'après les explications fournies par le prédécesseur de M. l'officier d'administration Dautriche et les détails consignés dans le procès-verbal dont vous avez bien voulu me donner communication, M. le capitaine-rapporteur, cette somme provenait d'une sorte de sous-réserve qui aurait été formée antérieurement à la dite date du 1^{er} septembre 1898, au moyen de majorations ou de suppositions de dépenses inscrites dans la comptabilité du service courant.

Quoiqu'il en soit, en même temps qu'elle s'alimentait à ces diverses sources, la caisse de réserve fournissait elle-même, dans certains cas, des subsides à la caisse courante, lorsque le montant du chèque mensuel qui l'alimentait d'ordinaire paraissait devoir être insuffisant pour faire face à ses besoins.

A ce sujet, on relève, à la date du 1^{er} janvier 1897, sur le carnet dit de réserve, l'inscription d'un ordre de service ainsi conçu :

« A l'avenir, aucun prélèvement ne sera fait que sur autorisation écrite du chef d'état-major général de l'armée.

« A Paris, le 1^{er} janvier 1897
« Le général chef d'état-major général
« Signé : GONSE. »

Cet ordre a été exécuté depuis, et j'ai pu constater par le rapprochement des autorisations de prélèvements (motivées sur le carnet de réserve « pour les besoins du service courant ») avec la comptabilité de ce service que, sauf une seule exception, toutes les sommes prélevées sur la réserve se trouvaient inscrites en recettes sur le livre et le journal de caisse.

L'omission unique commise dans ces prises en charge se rapporte à un prélèvement de la somme de 20.000 francs opéré le 16 août 1899 sur la caisse de réserve et motivé selon les termes de l'autorisation *pour les besoins du service courant*. Il y aura lieu, dans le chapitre suivant, de s'occuper d'une façon spéciale de cette dissimulation de recette.

A côté des livres et documents principaux de la comptabilité que nous venons de décrire, il était tenu, également par M. l'officier d'administration Dautriche, une sorte de grand livre sur l'état duquel il convient de donner certaines explications.

Ce document est intitulé :

5^o *Relevé de comptes.*

Il s'agit d'un registre qui paraît correspondre au grand livre ou livre de comptes courants employé dans le commerce, et qui était destiné, en effet, comme ces sortes de registres, au classement dans des comptes individuels des opérations accomplies.

Il faut ajouter toutefois qu'on ne retrouve pas de comptes ouverts pour la totalité des parties prenantes des sommes portées en dépenses sur les écritures primitives. Mais ces omissions, étant donné le caractère accessoire du registre en question, ne paraissent pas soulever un grief sérieux contre le comptable et peuvent ne correspondre qu'à un but de simplification.

Il n'en est pas moins vrai que les comptes individuels qui existent devaient reproduire à leur ordre de date toutes les opérations concernant les titulaires. Or, dans les comptes ouverts aux noms d'Austerlitz et de Berg, il existe des anomalies d'écritures qui font partie des inscriptions incriminées, dont l'examen va faire l'objet du chapitre suivant.

En résumé, ces divers livres et documents constituaient, dans leur ensemble, sauf les irrégularités de détail que nous venons de signaler, une comptabilité de forme normale, destinée à présenter le compte-rendu modèle et complet du mouvement de fonds de la section des renseignements.

Nous allons voir en quoi cet objet n'a pas été rempli.

II. — OPÉRATIONS ET ÉCRITURES INCRIMINÉES.

A la date du 16 août 1899, sur le livre de caisse, se trouve une inscription de dépense faite dans des conditions matérielles qui contrastent avec la plus grande partie des écritures portées sur ce registre.

Nous avons constaté, en effet, que les corrections auxquelles on avait accidentellement recours étaient effectuées sans que l'on prît aucune précaution pour dissimuler les écritures primitives.

Or, ici, la mention primitive a disparu entièrement par le fait d'un grattage profond, et, sur la place devenue libre, on a écrit les mots « Austerlitz (somme...) » ; à la suite de ces mots on a introduit une mention explicative ainsi conçue : « Complétant la somme de 20.000 francs, prise à la réserve. »

Le dernier mot de cette mention et la parenthèse qui la ferme se trouvent, malgré l'étranglement de l'écriture, empiéter sur la première colonne tracée pour l'inscription des chiffres de recettes. Puis, dans la dernière colonne, qui est destinée aux dépenses, on a porté la somme de 5.625 francs.

La façon insolite dont ces modifications ont eu lieu s'écarte entièrement, comme il vient d'être dit, de l'état général du livre de caisse.

Lorsqu'il a eu à s'expliquer sur ce point, M. le lieutenant-colonel Rollin a fait observer qu'il existait d'autres grattages sur le livre ; mais, comme il n'en a désigné spécialement aucun, je n'ai pu m'assurer s'ils présentaient les mêmes caractères que celui dont nous nous occupons.

En ce qui concerne le journal, sur lequel les écritures de caisse

étaient transcrites chaque mois, en une seule fois, on a pu se contenter de reproduire l'écriture, telle qu'elle existait après modifications.

Cette transcription de la dépense de 5.625 francs occupe deux lignes sur le journal : une pour le nom de Berg, avec en regard la somme de 625 francs; et l'autre pour celui d'Austerlitz avec indication de la somme de 5.000 francs.

Quant à la mention explicative, indiquant qu'il s'agissait pour Austerlitz d'un « complément de la somme de 20.000 francs prise sur la réserve », elle paraît, comme au premier livre, avoir été apposée après coup. Elle vient en effet, à la suite du mot « documents » qui est placé dans une parenthèse fermée.

Sur ce point, M. l'officier d'administration Dautriche déclare que ladite mention explicative a été écrite aussitôt après celle du nom d'Austerlitz et du mot « documents » de façon à ne plus laisser aucune place libre nécessitant une barre de remplissage.

A l'appui de cette déclaration de son collaborateur, M. le lieutenant-colonel Rollin, après avoir indiqué qu'il n'avait aucune opinion, « tant sur les parenthèses que sur les barres », a affirmé que ces barres existaient *toujours* lorsqu'il signait le registre à la fin du mois.

Je me bornerai à rappeler la constatation que j'ai faite dans le chapitre précédent, à propos de la tenue du Livre-Journal, et qui indique que, pour le mois de décembre 1898, dont l'arrêté est signé par M. le lieutenant-colonel Rollin, les fins des lignes sont toujours restées en blanc.

Ce n'est pas, d'ailleurs, seulement sur ces documents réglementaires de la comptabilité (comme les qualifie justement l'officier d'administration Dautriche) que les écritures relatives à la dépense inscrite aux noms d'Austerlitz et de Berg, sous la date du 16 août 1899, présentent des signes d'irrégularité; on retrouve les mêmes caractères, et pour le même objet, sur le document accessoire appelé « *Relevé de comptes* ».

Si l'on se reporte, en effet, aux folios 31 et 83 de ce livre, on y voit figurer, au folio 31, le compte Austerlitz. Et sur ce compte, où des paiements postérieurs à celui qui est actuellement en cause avaient été relevés, ce n'est que par une écriture évidemment rétrospective qu'on a inscrit, en regard du nom d'Austerlitz, le millésime 1899, et, sur la ligne au-dessous de ce titre, qui, dans les autres comptes, est restée blanche, on a placé les mots : « Août 16. — Envoi n° 564 (documents), 25.000 francs. »

Sur ce même livre, au folio 83, existe le compte Berg.

Dans ce compte, le paiement de 625 francs, du 17 août 1899, aurait pu être mentionné à la suite de ceux déjà inscrits. Mais, ce qui ferait supposer que ce dernier paiement a été, comme celui porté au compte d'Austerlitz, introduit après coup, c'est qu'il figure au-

dessous d'une addition d'autres sommes s'élevant au chiffre total de 750 francs. Ce nouveau paiement est indiqué comme suit :

« Berg, 16. (d°) 625 ».

A cet égard, toutefois, l'officier d'administration Dautriche, qui est l'auteur de ces écritures, fait remarquer que, sur d'autres comptes que celui de Berg, il existe aussi des additions au-dessous desquelles ont été portés des paiements de dates plus récentes.

Cette dernière observation est exacte, et elle ne permet pas d'affirmer que la mention du paiement de 625 francs existant au relevé du compte Berg a été faite à une autre date que celle qui figure sur le journal de caisse.

Il n'en est pas de même de l'inscription au compte Austerlitz, dont on ne conteste pas la rétroactivité et qui apparaît comme une confirmation des écritures portées au livre de caisse et au journal indiquant l'application de la somme de 20.000 francs au paiement de documents fournis par l'agent Austerlitz.

Toutes ces altérations, modifications et intercalations d'écritures opérées dans la comptabilité de la section des renseignements, sous la date du 16 août 1899, correspondent à un fait primordial, celui de la sortie effectuée à cette date d'une somme de 20.000 francs de la caisse de réserve.

Il convient donc de rappeler les circonstances dans lesquelles le fait s'est accompli :

Sur le carnet de réserve, on relève, du côté gauche, la mention suivante :

« Le général sous-chef d'état-major de l'armée autorise le prélèvement de 20.000 francs pour assurer les besoins du service courant ».

« Paris, le 16 août 1899

« Le général

« Sous-chef d'état-major général,

« Signé : DELANNE. »

En regard de cette mention, en figure une autre, du côté droit du même carnet, qui est ainsi libellée :

« 16 août. — Prélèvement pour le service courant. (Autorisation ci-contre), 20.000 ». (Documents fournis par Austerlitz). »

Cette inscription n'est suivie d'aucune signature; mais M. le capitaine François a reconnu que, de même que la précédente, elle était de sa main. Elle confirme d'ailleurs la cause du prélèvement indiquée par l'autorisation; c'est-à-dire qu'il avait lieu « pour les besoins du service courant ».

Dans ces conditions, la somme de 20.000 francs devait être inscrite en recettes sur la comptabilité, de même que son emploi devait figurer en dépenses. Mais cette double opération n'est portée, ni sur le livre ni sur le journal de caisse, de telle sorte que, au premier

abord, il n'est resté aucune trace dans la comptabilité, tant de l'entrée que de la sortie de cette somme.

Afin d'expliquer cette double lacune, M. le lieutenant-colonel Rollin a fait remarquer qu'un autre prélèvement, cette fois de la somme de 5.000 francs, opéré en octobre 1899, ne figurait pas non plus dans la comptabilité. Mais cette exception qui confirme la règle s'explique par ce fait que la somme de 5.000 francs dont il s'agit était, d'après un ordre signé du général Davignon, destinée explicitement à être mise à la disposition du cabinet du ministre; elle n'avait donc nullement à passer par la caisse courante.

De son côté, et sur le même point, M. le capitaine Mareschal a déclaré que la somme de 20.000 francs prélevée le 16 août 1899 « ne devait pas forcément figurer au service courant, étant destinée à un usage immédiat et connu ».

Or, contrairement à cette affirmation, existe l'autorisation signée par le général Delanne, alors sous-chef de l'état-major de l'armée, et qui indique qu'il s'agissait « d'assurer les besoins du service courant ».

Quant à la connaissance qu'aurait eue l'auteur de cette autorisation d'une destination immédiate et spéciale de la somme de 20.000 francs, elle n'est pas établie.

L'inscription en recettes de cette somme sur la comptabilité s'imposait donc.

Ce n'est qu'au moyen de grattages et de mentions complémentaires, apposées, selon toute apparence, à une date postérieure au 16 août 1899, qu'on a indiqué sur les livres, d'une façon incidente, le prélèvement opéré ce jour dans la caisse de réserve et son emploi, vrai ou prétendu, à l'achat de documents fournis par Austerlitz.

En ce qui touche la justification de cet emploi, comme de celui de la somme de 5.000 francs sortie de la caisse courante, soit ensemble 25.000 francs, il ne ressort d'aucun reçu signé d'Austerlitz.

J'avais cru devoir, dans ma note préliminaire, signaler également l'absence de reçu pour la somme de 625 francs portée comme versée le même jour à Berg; mais il a été fait observer par M. le capitaine Mareschal qu'il existait un accusé de réception envoyé par cet agent et qui pouvait tenir lieu de récépissé.

Cet accusé de réception m'ayant été communiqué, je dois reconnaître le bien fondé de l'explication de M. le capitaine Mareschal.

Quant au paiement de 25.000 francs, soi-disant fait à Austerlitz, il ne s'y applique jusqu'à présent ni reçu ni accusé de réception.

Il existe bien au dossier de la procédure deux reçus, qui m'ont été communiqués et qui sont signés du nom d'Austerlitz, mais ces reçus ne portent aucune date et ils sont, l'un de la somme de 1.025 francs et l'autre de celle de 10.000 francs.

Or, on ne trouve l'inscription sur les livres que d'un seul paiement fait à Austerlitz antérieurement au 16 août 1899, et ce paiement,

qui porte la date du 28 août 1898, serait de la somme de.Fr. 6.000

De telle sorte que, si l'on y applique celui des deux reçus produits dont le chiffre est le plus faible, c'est-à-dire de.... 1.025

Il en ressort une majoration de dépense, dans les écritures de 4.975

Le paiement inscrit plus tard au nom d'Austerlitz, à un an environ d'intervalle, le 16 août 1899, dans les conditions irrégulières que l'on connaît, aurait été de la somme de.... 25.000

On devait donc normalement appliquer à ce paiement le reçu mentionnant la somme la plus forte, et qui est de.... 10.000

La majoration s'élèverait ici à la somme de..... 15.000

D'après ces applications, il est donc sorti, soit de la caisse de réserve, soit de la caisse courante, sans justification, une somme totale de..... 19.975

Toutefois, dans les explications qu'ils ont fournies, le lieutenant-colonel Rollin et le capitaine Mareschal repoussent ces applications de deux reçus signés Austerlitz. Ils indiquent que les sommes mentionnées dans ces reçus se rapportent à deux paiements faits au signataire, lors de deux entrevues que le capitaine Mareschal aurait eues avec lui, en juillet et août 1898. Les détails de ces entrevues sont consignés dans une notice qui a été jointe récemment au dossier de l'information et qui ne porte aucune date, mais que son auteur, le capitaine Mareschal, place au mois de juillet ou au mois d'août 1898.

De son côté, le lieutenant-colonel Rollin fait en outre remarquer la trace sur le reçu de 10.000 francs d'une adresse écrite par Austerlitz et qui démontrerait péremptoirement, selon lui, que ce reçu a été établi en août 1898.

Enfin, M. le capitaine Mareschal constate lui-même que les deux dépenses en question, de 1.025 francs et de 10.000 francs, ne ressortent pas dans le registre-journal, et il faut remarquer qu'elles ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'une caisse spéciale.

Après avoir enregistré ces explications, je dois faire remarquer qu'elles ne peuvent infirmer les constatations qui précèdent et que, si on devait admettre la dernière partie des déclarations de M. le capitaine Mareschal au sujet de l'origine des sommes ayant servi aux paiements indiqués dans les deux reçus Austerlitz, le détail et le montant des sommes dont l'emploi aux besoins réels du service des renseignements n'est pas justifié s'établiraient comme suit :

1° Paiement à Austerlitz inscrit en dépense le 23 août 1898 et dont les fonds ne seraient pas sortis de la caisse courante.Fcs 6.000

2° Paiement à Austerlitz inscrit en dépense le 16 août 1899 et auquel ne s'appliquerait aucun reçu..... 5.000

3° Prélèvement à la réserve effectué le 16 août 1899 et non porté

en recettes 20.000

Les sommes de l'emploi desquelles les inculpés auraient à rendre compte s'élèveraient ainsi au chiffre total de 31.000

Mais j'ai estimé, conformément à mes constatations, qu'il était plus exact de déduire de ces sommes le montant des deux reçus, sans date, déposés au dossier d'Austerlitz et qui s'élèvent ensemble à 11.025

Ce qui laisse sans emploi justifié un reliquat de 19.975

Tels sont, Monsieur le capitaine-rapporteur, les résultats de la mission que vous m'aviez fait l'honneur de me confier et que j'ai consciencieusement accomplie.

J'affirme et je dépose entre vos mains le présent rapport.

Paris le 31 août 1904.

Signé : FLORY.

M. LE PRÉSIDENT.—Monsieur Flory, voulez-vous approcher ? Je n'ai pas de question à vous adresser. M. le commissaire du gouvernement, avez-vous des questions à adresser au témoin ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'aurai encore une question à poser, mais plutôt à M. Dautriche qu'à M. Flory, à propos de la comptabilité.

Le visa du général Brault est daté du 1^{er} septembre ; or, le général Brault n'est rentré au ministère que le 6.

Pouvez-vous nous expliquer comment vous avez pu faire signer un registre le 1^{er} septembre par le général Brault qui n'est rentré que le 6 ?

M. L'ARCHIVISTE DAUTRICHE. — Mon colonel, je n'ai aucun souvenir à cet égard ; ce n'est pas moi qui ai fait signer le registre.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est le capitaine François, alors. Capitaine, voulez-vous répondre ?

LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est extrêmement simple ; on faisait signer pour acquit d'un mois déterminé, par le chef d'Etat-Major, le jour où on allait lui demander le chèque du mois suivant. On arrêtait le compte à la date du 1^{er} ou du 31, je ne me rappelle pas, mais c'était toujours signé le 6, le 7 ou le 8 ; il n'y a qu'à regarder le chèque du 7 septembre, c'est à cette date qu'a été signé l'arrêté du premier, comme toujours.

M. LE PRÉSIDENT. — Les chèques, en général, n'existent pas.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il n'y a qu'à regarder à cette date sur le journal.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a dans ceci quelque chose de fâcheux : c'est que le 1^{er} septembre, c'était encore le général Delanne qui était chef d'Etat-Major. Si on lui avait fait signer le registre journal le 1^{er}, il aurait pu s'apercevoir de l'inscription des 25.000 francs.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'ai expliqué qu'il ne pouvait pas signer, puisqu'on présentait le compte arrêté quand on demandait le chèque du mois suivant; cela n'était jamais signé le 1^{er}. (*Se tournant vers les témoins*). Ces Messieurs le savent très bien.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Parfaitement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si, dans ce registre, tout est faux, (la date du 7 est déjà fausse, puisque vous dites que c'est le 31 août); si la date du 1^{er} septembre est encore fausse, alors...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Nous n'avons jamais considéré cela comme une comptabilité, mais seulement comme un compte-rendu au chef d'Etat-Major.

M. LE PRÉSIDENT. — Colonel Hollender, avez-vous quelque chose à dire ?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Je disais seulement que le renseignement que donne le capitaine François me paraît exact; on arrêtait le compte à la date du premier, mais on ne le faisait signer que vers le 5 ou le 6.

M^e CHENU. — Monsieur le colonel ne considère pas que c'est un faux ?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Jamais de la vie.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En tous cas, la date est fausse.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Nous ne sommes pas des comptables. On a été chercher des experts en comptabilité pour examiner nos livres...

M. LE PRÉSIDENT. — La question est bien simple. Vous arrêtiez la comptabilité le 1^{er}, mais elle n'était présentée que le 3 ou le 4.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le 7 ou le 8.

M^e AUFRAY. — Je demande que la même question qui vient d'être posée au colonel Hollender soit posée au colonel Faurie et au commandant Brissé.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'ils disent la même chose.

M. LE COLONEL FAURIE. — Oui, mon général.

M^e JULES AUFFRAY. — Alors, ils ont tous fait des faux !

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il ne faudrait pas que M^e Auffray me fasse dire ce que je ne dis pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous comprenons ce que veut dire M. le commissaire du gouvernement. Il ne s'agit pas de faux, ce n'est même pas une erreur. Mais ce n'est pas ce que veut dire M. le commissaire du gouvernement.

La défense a-t-elle des questions à poser à l'expert ?

M^e AUFFRAY. — Je n'ai pas de question nouvelle à poser à M. Flory.

Tout à l'heure M. le commissaire du gouvernement parlait de l'émotion de l'expert. Je crois qu'elle était naturelle et excusable, car il allait avoir à discuter à la barre un rapport très embarrassant, puisque les erreurs matérielles que nous avons relevées après sa déposition verbale sont graves, par ce fait qu'elles ont été consignées dans son rapport dont vous avez entendu la lecture, et qu'elles étaient déjà consignées auparavant dans une note préliminaire qui a été soumise aux inculpés et que ceux-ci avaient discutée. De sorte que les erreurs matérielles signalées à l'expert, avant la rédaction de son rapport, il n'avait même pas voulu en tenir compte dans la rédaction de son rapport.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est précisément pour cela que j'ai fait lire le rapport, de façon à ce que les juges puissent se rendre compte.

M. FLORY. — Je demanderai à indiquer moi-même la mesure dans laquelle cela a été fait...

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges auront le rapport lui-même.

M. FLORY. — C'est que j'ai rédigé un rapport préliminaire, un exposé préliminaire, une note préliminaire, qui a été soumise à Messieurs les officiers inculpés. Ils ont répondu à certains points, il les ont discutés ; on m'a communiqué leur réponse, j'en ai tenu compte dans les parties qui m'ont paru justifiées. Il n'a été élevé aucune objection au sujet de cette erreur.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges sont parfaitement édifiés par votre rapport.

M. FLORY. — Cette contestation n'a pas été soulevée ; s'il

en avait été ainsi, j'aurais donné les explications que j'ai données dans mon rapport; mais on n'a pas fait d'objections, j'ai donc dû passer condamnation.

UN JUGE. — Avant-hier, vous avez dit qu'il y avait « Documents » entre parenthèses et « complément de 20.000 francs à la réserve », également entre parenthèses. C'est bien cela que vous avez dit : deux parenthèses, et cela sur le livre-journal ?

M. FLORY. — Non; je parlais à ce moment du livre-brouillard; le livre-journal a été écrit après coup, après le brouillard, et à la fin du mois; si vous voulez voir le brouillard vous verrez que la double parenthèse existe.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Vous reconnaissez qu'il n'y a qu'une parenthèse au mot « Documents » sur le journal ?

M. FLORY. — Il faudrait que je revoie le livre.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Voici le livre en question.

M. FLORY. — Il y a une parenthèse fermée.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Ma mémoire me trahit peut-être, mais j'ai cru comprendre avant-hier que vous aviez dit qu'il y avait « Documents » et « complément de 25.000 francs pris à la réserve » compris chacun entre deux parenthèses une première, puis une seconde.

M. FLORY. — Sur le journal, il y a la première, mais non la seconde.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Et sur le brouillard ?

M. FLORY. — Il y a les deux.

Sur le livre de caisse, il doit y avoir les deux.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Il doit y avoir les deux... Alors, voulez-vous bien regarder ? Il faut que cette question soit élucidée par tout le monde, aussi bien pour le public que pour nous tous.

M. FLORY, *après avoir consulté le livre*. — Il n'y a qu'une seule parenthèse, c'est-à-dire qu'au mot « somme », qui existait au début, on a ajouté purement et simplement « complément de 20.000 francs à la réserve » qui a mordu sur la colonne des chiffres, et alors on a fermé avec une parenthèse.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — On n'a pas ouvert la parenthèse.

M. LE PRÉSIDENT. — En voyant les pièces, il sera facile de se rendre compte.

M. FLORY. — Peut-être pourrait-on faire un complément de vérification et voir si, à la suite de « somme », il y a une parenthèse.

M^e AUFFRAY. — Je discuterai longuement ce point dans la plaidoirie. Pour le moment, je tiens à signaler d'un mot que M. l'Expert n'a pas pu avant-hier tomber dans une erreur matérielle provenant d'un oubli de mémoire parce que les explications qu'il a données, tant sur le registre-brouillard que sur le livre de caisse, figurent tout au long dans sa note préliminaire aux pages 11 et 12 et dans son rapport, comme je l'expliquerai, et comme l'a déjà compris le Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges ont les pièces du procès, ils ont le rapport, tous les documents, ils se feront une opinion lorsque vous aurez plaidé.

(A M. Flory). — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. FLORY. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas de questions à poser, Messieurs ?

M^e AUFFRAY. — Non, Monsieur le président.

M. le général Delanne

Alfred-Louis-Adrien, 60 ans, général de brigade.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous prierai de commencer par votre déposition faite devant le capitaine Cassel, de façon à nous borner pour le moment à la question matérielle, c'est-à-dire à la question du prélèvement sur la réserve, pour laquelle vous avez été appelé principalement. Ensuite nous passerons à votre déposition devant la Cour de Cassation.

LE TÉMOIN. — Je n'ai gardé aucun souvenir de la signature donnée sur le registre, autorisant le prélèvement d'une somme de 20.000 francs sur la caisse de réserve, pour le passage en service courant. J'ai été très surpris lorsque ce registre m'a été présenté. Au mois d'août 99, le général Brault était chef d'état-major général de l'armée ; j'étais sous-chef, je n'avais pas dans mes attributions le service des renseignements. Ce service relevait du général de Lacroix, mon collègue. Antérieurement à l'arrivée du général de Lacroix, c'est-à-dire avant le mois de juillet, ce service était dans les attributions de son prédécesseur, le général Mathis. J'ignorais donc absolument le service des renseignements, j'y étais absolument

étranger. Je n'ai, comme je vous l'ai dit, gardé aucun souvenir d'avoir donné cette signature.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous reconnaissez la signature : Elle vous a été présentée.

LE TÉMOIN. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'avez donnée comme s'agissant d'une affaire courante ?

LE TÉMOIN. — Oui, et comme sous-chef d'état-major ; par conséquent j'ai dû la donner en remplacement du général de Lacroix qui devait être absent.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a été absent pendant trois ou quatre jours. Vous n'étiez pas là depuis longtemps, et vous n'étiez pas chargé du service ?

LE TÉMOIN. — J'étais sous-chef depuis un an déjà ; j'avais dans mes attributions les 1^{er}, 3^e et 4^e bureaux, absolument en dehors du service des renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne vous en êtes occupé que beaucoup plus tard ?

LE TÉMOIN. — Oui, lorsque j'ai été appelé aux fonctions de chef d'Etat-major, fin septembre.

UN MEMBRE DU CONSEIL, *au témoin*. — Vous n'avez pas demandé à voir le livre de compte courant pour justifier de ce prélèvement ? On ne vous a pas montré un autre registre, on vous a simplement présenté ce cahier ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT — J'ai d'autres points à préciser. La question, en somme, est celle-ci : cette signature vous a été demandée simplement, comme une chose naturelle, c'est-à-dire un petit point du service courant ?

LE TÉMOIN. — C'est ainsi que mes souvenirs me le rappellent.

M. LE PRÉSIDENT. — Si on ne vous avait pas dit qu'il s'agissait d'une affaire normale, c'est-à-dire d'un mouvement de caisse, fait sans raison particulière, vous auriez hésité à donner votre signature et vous auriez demandé des explications ?

LE TÉMOIN. — Oui, en présence d'un autre libellé que celui là, qui portait « emploi du service courant ».

M. LE PRÉSIDENT. — Le libellé est normal, attendu que, dans les libellés précédents, sauf une exception pour le cas où le ministre lui-même a demandé une somme, ce libellé est le même ; et par conséquent cette inscription était pour vous absolument naturelle ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — En auriez-vous gardé souvenir, si on vous avait dit que l'on avait besoin de ces 20.000 francs pour un service particulier ?

LE TÉMOIN. — Je ne peux pas le dire. Peut-être m'a-t-on dit que l'affaire était entendue avec le général Brault... Je ne peux pas l'affirmer, je n'ai aucun souvenir à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT. — Une somme de 20.000 francs n'est pas énorme dans un service aussi important ; mais, alors qu'on vous demandait une signature qui a une certaine importance, vous auriez pu demander quelques explications, ou on aurait pu aller au devant de votre désir ?

LE TÉMOIN. — Je ne me rappelle avoir reçu ni demandé aucune explication.

M. LE PRÉSIDENT. — On ne vous a pas parlé d'Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Je ne connaissais pas ce nom, il n'a pas été prononcé devant moi, du moins à ma connaissance, et autant que je puis en avoir souvenir.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand l'avez-vous entendu prononcer pour la première fois ?

LE TÉMOIN. — Devant la Cour de Cassation.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne vous a jamais frappé, même quand vous étiez sous-chef d'Etat-major ?

LE TÉMOIN. — Non, pas plus que celui d'aucun autre agent. Je ne connaissais pas de noms d'agents, ni Austerlitz, ni autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Après votre signature du 15 août, on aurait dû normalement vous rendre compte de l'argent ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général, je n'étais pas chargé du service, on aurait pu en rendre compte à l'officier chargé du service et au chef d'Etat-major.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans votre déposition, vous avez dit que, si on vous avait rendu compte, ce fait ne serait pas sorti de votre mémoire.

Le règlement final, comme vous l'avez fait observer, est visé le 1^{er} septembre 1899 par votre prédécesseur, le général Brault. Maintenant, vous n'avez pas connaissance qu'on ait donné une autorisation verbale de prélever sur la réserve, dès que des négociations étaient engagées avec un agent et qu'on avait l'occasion de se trouver avec lui ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, quand on vous a présenté la déposition du colonel Rollin et celles des capitaines François et Mareschal, vous avez déclaré qu'ils commettaient une erreur.

LE TÉMOIN. — J'ai été étonné d'entendre une affirmation comme celle-là, alors que mes souvenirs ne me rappelaient rien de semblable.

M. LE PRÉSIDENT. — D'autre part, vous n'avez pas connu le chèque de 40.000 francs, vous ne saviez peut-être pas qu'on avait 40.000 francs par mois ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'en avez signé aucun avant d'avoir pris possession de vos fonctions à l'Etat-major général ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Greffier, voulez-vous donner lecture de la déposition de M. le général Delanne devant le capitaine Cassel, déposition qui est de la date du 27 juin.

M. le Greffier, lisant cette déposition :

D. — Dans votre déposition à la Cour de cassation, le 11 juin 1904, vous avez affirmé que vous n'aviez aucun souvenir d'avoir donné votre signature pour le prélèvement de 20.000 francs sur la réserve, aucun souvenir d'avoir demandé ou reçu aucune explication à ce sujet ?

R. — A la date du 15 août 1899, j'étais chargé comme premier sous-chef des 1^{er}, 3^e et 4^e bureaux ; mon collègue, le général de de Lacroix, était chargé du 2^e bureau et de la section. Jusqu'au 26 septembre 1899, date à laquelle j'ai été appelé aux fonctions de chef d'état-major général de l'armée, j'ignorais absolument le service des renseignements (fonctionnement et personnel.)

Si j'ai donné ma signature le 16 août, ce ne peut être qu'en l'absence du chef d'état-major chargé du service (général de Lacroix). Dans tous les cas, je n'ai aucun souvenir d'avoir demandé ni reçu aucune explication complémentaire au libellé de la mention figurant à la date du 16 août à la page « Recettes » du carnet de réserve. Il est infiniment probable, et je considère même comme certain, que j'ai considéré cette opération comme une simple mesure d'ordre ayant pour effet de faire passer d'une caisse dans une autre des fonds déjà affectés au service des renseignements.

Je ne puis pas admettre que, s'il m'avait été donné une explication quelconque autre que celle figurant au libellé, je n'eusse pas

décliné ma compétence pour signer et dit à l'officier d'attendre pour demander une signature à l'officier général chargé du service.

D. — Vous dites avoir pris les fonctions de chef d'état-major général le 26 septembre 1899. Cependant, je vois une signature de vous sur la page de « Dépenses » de ce même carnet, à l'occasion de la prise du service par le colonel Hache, le 15 septembre.

R. — Cette signature est un visa que je n'ai certainement pas donné le 15 septembre, vu qu'à cette date j'étais en mission aux manœuvres en Suisse. Elle a dû m'être demandée dès les premiers jours de mon entrée en fonctions.

D. — A ce moment, vos souvenirs vous permettent-ils de nous dire si la mention « Documents fournis par Austerlitz » portée en-dessous de la sortie du prélèvement y figure ?

R. — Je n'en ai aucun souvenir. Il est cependant probable qu'elle m'aurait frappé si je l'avais vue.

D. — Si on vous avait rendu compte, quelques jours après cette signature du 16 août, qu'on avait dépensé 25.000 francs pour l'achat de documents à un certain Austerlitz, ce fait pourrait-il être sorti de votre mémoire aujourd'hui ?

R. — J'affirme n'avoir eu à ce moment aucune connaissance d'une pareille dépense pour achat de documents, pas plus que des documents eux-mêmes. Quant au nom « Austerlitz, je ne l'ai connu pour la première fois que le premier jour de ma déposition à la Cour de cassation. D'ailleurs, le registre-journal, qui porte au mois d'août la dépense de 5.000 francs au nom d'Austerlitz, est visé à la date du 1^{er} septembre par le général Brault, mon prédécesseur, et à cette date, ce qui est bien d'accord avec ce que j'ai déjà dit, je n'avais pas le service dans mes attributions et il n'y avait aucune raison pour m'en parler.

D. — Est-il possible que vous ayez jamais donné à un officier quelconque du service des renseignements l'autorisation, une fois pour toutes, de prélever la somme nécessaire au paiement d'un document dès que des négociations étaient engagées avec un agent, sous prétexte que cet agent pouvait fixer un rendez-vous à l'improviste ?

R. — En premier lieu, je n'ai pu fournir un ordre semblable écrit ou verbal jusqu'à la date du 26 septembre 1899, vu que, comme je l'ai déjà dit, je n'avais pas ce service dans mes attributions. En second lieu, à partir du 26 septembre, comme chef d'état-major général de l'armée, je n'ai jamais donné pareil ordre, ce qui me paraît, d'ailleurs, inadmissible.

D. — Je vous donne connaissance des passages des dépositions des capitaines François et Mareschal et du lieutenant-colonel Rollin dans lesquels vous êtes mis en cause.

R. — Il me paraît superflu de relever ou de répondre aux différentes assertions qui m'ont été communiquées; mais je crois devoir

signaler ici que, pour tous les faits antérieurs au 26 septembre 1899, les allégations de ces témoins ne sauraient me concerner, vu que, encore une fois, je n'avais pas à m'occuper et ne m'occupais pas de leur service. Ils commettent donc une erreur en me mettant en cause pour les faits antérieurs à ma nomination au poste de chef d'état-major général.

D. — N'avez-vous pas été, en ces temps derniers, l'objet de démarches de la part du capitaine François ou autres personnes relativement à cette question ?

R. — Non, il n'a été fait aucune démarche à ce sujet auprès de moi.

Lecture faite, etc...

Après lecture, le général Delanne ajoute :

J'estime opportun de signaler que le chèque du mois d'août n'a pu être signé par moi, je n'en ai pas signé avant ma prise de possession du poste de chef d'état-major général de l'armée.

Lecture faite, etc...

M. LE PRÉSIDENT. — Je constate que c'est à la suite de votre déposition du 27 juin que le colonel Rollin et les capitaines François et Mareschal ont été incarcérés, parce que, dans leur interrogatoire, ils avaient insisté beaucoup sur ce fait qu'il vous avaient fait part de l'affaire Austerlitz et de la destination donnée aux 20.000 francs qui avaient été pris sur la réserve ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai aucun souvenir à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons maintenant passer à votre déposition devant la Cour de Cassation. Vous avez déposé le 11 juin, si je ne me trompe, et on vous a d'abord présenté le carnet de réserve ; et vous avez donné des explications tout à fait analogues à celles qui viennent d'être lues maintenant. Il y a eu une question d'encre qui a été soulevée ?...

LE TÉMOIN. — J'ai été, en effet, très étonné de voir ma signature à cet endroit. Comme il y avait une autre signature de moi sur la page, j'ai recherché et j'ai vu qu'une de mes signatures était à l'encre noire et que l'autre était à l'encre violette. J'ai recherché comment cela avait pu se passer, et c'est très simple ; j'ai tout simplement signé dans un bureau comme sous-chef, avec une encre, et, quand j'ai donné ma seconde signature, comme chef d'état-major, j'ai changé de bureau et en même temps d'encre.

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenant, vous avez été mêlé à des

faits qui ont été cités par le capitaine François, relatifs à la destruction d'un rapport qui a été brûlé le 14 mars ?

LE TÉMOIN. — Ici, la situation est différente ; j'étais chef responsable ; je sais et je me souviens très bien.

Le général de Galliffet, ministre de la Guerre, après avoir fait son ordre à l'armée, après la fin du procès de Rennes, m'avait donné l'ordre formel d'interdire d'une façon absolue à tous les officiers, et en particulier aux officiers du Service des renseignements, de s'occuper de l'affaire Dreyfus. Mon devoir strict et impérieux était de maintenir et de veiller à l'exécution de cet ordre. Je crois que c'est au mois de mars, le 15 mars, que le général de Lacroix, mon sous-chef, vint dans mon cabinet, suivi du capitaine François, et me dit que le capitaine François avait fait un travail relatif à des agissements concernant l'affaire Dreyfus.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont les agissement de la Sûreté Générale ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas pris connaissance de ce travail. Le capitaine François se mit en devoir de me donner des explications et de me donner lecture de son travail. Je ne tardai pas à l'arrêter en lui rappelant les ordres formels du ministre et en lui disant que je m'opposais absolument, d'après les ordres du ministre, à ce qu'il soit donné suite à ce travail. Il paraît même que j'ai ajouté l'ordre de le détruire. Cela correspondait, du reste, absolument avec ma pensée à ce moment-là. Il a été détruit dans le bureau du général de Lacroix. C'était, d'ailleurs, un travail personnel fait par le capitaine François...

M. LE PRÉSIDENT. — On ne vous incrimine pas du tout, puisqu'il y avait un ordre formel du général de Galliffet.

LE TÉMOIN. — Le soir même, on a conté cet incident au général de Galliffet, qui réitéra son ordre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je voulais vous demander si vous saviez que ce rapport parlait de machinations pour la reprise de l'affaire ?

LE TÉMOIN. — Je crois qu'il s'agissait de quelque chose comme cela ; mais je ne suis entré dans aucun détail.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine François a dit que vous lui aviez interdit de voir le ministre ?

LE TÉMOIN. — Les officiers du Service des renseignements avaient leur entrée au cabinet du Ministre, et, en particulier, le général de Galliffet recevait tous les officiers.

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenant, pouvez-vous nous parler de ce qui s'est passé au sujet de l'incident du capitaine Fritsch ?

LE TÉMOIN. — Un peu plus tard, j'ai appris d'un de ces messieurs les officiers du Service des renseignements qu'un de leurs agents de Nice était sous le coup d'une demande d'extradition d'une puissance étrangère. Cet agent, disait-il, pouvait avoir des renseignements très intéressants dont il y aurait lieu de s'assurer la possession, et ils me prièrent alors de demander au ministre qu'il fût fait des perquisitions chez cet agent de façon à rentrer en possession de ces papiers, qui pouvaient intéresser leur service. Le soir même, je rendis compte au ministre de cette demande, et le ministre m'autorisa à faire une démarche auprès du Garde des Sceaux pour que des instructions soient données par lui afin que cette perquisition fût faite. Le garde des Sceaux donna des ordres en ce sens, et le capitaine Fritsch se rendit alors à Nice, où il devait s'entendre avec le Procureur de la République, pour faire cette perquisition.

Le capitaine Fritsch rentra, et il me fut rendu compte que les papiers apportés par lui ne concernaient pas le service des renseignements et étaient sans importance pour le service.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne les avez même pas vus, puisqu'on vous avait dit qu'ils étaient sans importance.

LE TÉMOIN. — Je ne les ai pas lus, car le général de Lacroix et les autres officiers savaient que j'avais d'autres occupations. Le soir même, je rendis compte au ministre de la rentrée du capitaine Fritsch en lui disant que les documents apportés par lui étaient sans importance pour le service, et le dossier fut classé.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous nous indiquer, bien que ce soient des faits connus, quelle a été la conséquence de l'apport de ces papiers ?

LE TÉMOIN. — J'ai lu ces papiers pour la première fois dans les journaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous savez l'importance que ces papiers ont eu quelques jours après ? Vous savez que c'est leur publication qui a amené la retraite du général de Galliffet ? Pouvez-vous nous indiquer sommairement ce qu'ils contenaient, parce que ces messieurs les juges ne les connaissent pas ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas cela bien présent à l'esprit ; mais je vais essayer de les reconstituer. Ces lettres ont paru dans un journal et il y eut une interpellation. J'ai demandé dans les bureaux quel était l'officier qui avait fait cette communication, et, peu de temps après, le colonel Hache vint me trouver avec le capitaine Fritsch, qui nous déclara que c'était lui l'auteur de cette communication. J'ai été alors trouver le général de Galliffet, qui m'a dit : « Nous allons les lire ensemble. »

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle a été votre impression ?

LE TÉMOIN. — Quand j'ai demandé aux officiers pourquoi on ne m'avait pas montré ce dossier, ils m'ont dit que leur impression avait été que ces documents n'avaient pas une grande importance.

M. LE PRÉSIDENT. — On veut leur en donner encore maintenant, puisque nous en reparlerons.

LE TÉMOIN. — A moi, sous-chef d'Etat-Major et au chef du Bureau, on s'est contenté de dire qu'ils n'avaient pas d'intérêt pour le service. Il ne m'a pas été donné d'en prendre connaissance par moi-même. L'impression m'est restée qu'ils n'avaient pas l'importance qu'on leur attribuait.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne les avez connus qu'après que le général Galliffet avait déclaré qu'ils n'existaient pas ?

LE TÉMOIN. — Oui, nous les avons vus pour la première fois dans son cabinet.

M. LE PRÉSIDENT. — Deux jours après, interpellé à nouveau, le général de Galliffet a dit : « Quand j'ai déclaré qu'ils n'existaient pas, j'étais de bonne foi. »

LE TÉMOIN. — C'est à la suite de cela que le général de Galliffet a donné sa démission.

M. LE PRÉSIDENT. — Quels étaient les officiers qui étaient au service des renseignements à ce moment-là ?

LE TÉMOIN. — Voici ce qui s'est passé. Quand le général

LE TÉMOIN. — Voici ce qui s'est passé. Quand le général de Galliffet est arrivé au ministère de la Guerre, il a voulu, d'accord avec le général Brault, une organisation un peu différente du Service des renseignements. Cette organisation un peu différente consistait à rattacher le service des renseignements au deuxième Bureau, c'est-à-dire à mettre la Section, que nous appelons la section de statistique, immédiatement sous les ordres du deuxième bureau ; auparavant les pièces de cette section étaient remises directement à la signature du sous-chef d'Etat-Major chargé du Service des renseignements. Cette résolution a été prise à la date du 15 septembre.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était surtout au point de vue de la Comptabilité, cette signature ?

LE TÉMOIN. — Ceci consacrait l'entrée en fonctions du chef du deuxième bureau ; mais enfin le deuxième bureau comprenait la section de statistique dans ses attributions, au même titre que le service du bureau des renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai une question, peut-être un peu délicate, à vous poser : enfin, cette mesure qui a été prise de mettre un intermédiaire entre vous, chef d'état-major général, et le chef de Service des Renseignements, au point de vue des registres, avait-elle sa raison d'être, et croyez-vous qu'il y ait eu des faits qui la motivaient ?

LE TÉMOIN. — Je ne sais pas ce qui s'est passé entre le général Brault et le général de Galliffet.

M. LE PRÉSIDENT. — Jusque là le chef du service des renseignements n'était responsable que vis-à-vis du chef d'Etat-Major ?

LE TÉMOIN. — J'ai trouvé la situation comme cela ; je ne peux pas dire les motifs qui ont amené cet état de choses.

M. LE PRÉSIDENT. — Bien entendu, vous ne savez pas s'il y avait eu des opérations irrégulières.

LE TÉMOIN. — Quand j'ai pris le Service, à la fin du mois de septembre, j'étais absolument étranger, je n'avais pas à intervenir.

Pour en revenir au départ des officiers, le général de Galliffet avait donc résolu de changer le personnel du Service des Renseignements. Il disait : « A une situation nouvelle, je voudrais voir des hommes nouveaux. » Telle était l'idée du général de Galliffet. Alors le départ des officiers a été décidé dans le courant de l'année.

M. LE PRÉSIDENT. — Cependant le capitaine François et le capitaine Mareschal sont partis très peu de temps après l'affaire Fritsch ?

LE TÉMOIN. — C'est le ministre qui a pris cette décision.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas connu les motifs pour lesquels les capitaines François et Mareschal ont été renvoyés ?

LE TÉMOIN. — C'était dans les intentions du ministre de renouveler le personnel au moment où cela a été exécuté. Je ne peux pas vous donner d'autres renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est à ce moment-là, en effet, que le capitaine Fritsch, lui, a été balayé.

LE TÉMOIN. — Son départ était prévu, mais on attendait pour cela la vacance du commandant d'une batterie à Belfort. Après qu'il eût communiqué le renseignement à la Presse, il a été l'objet d'une mesure disciplinaire; il a été mis en disponibilité par retrait d'emploi. Antérieurement à ces faits-là, son départ était décidé, mais on attendait la vacance du commandement d'une batterie à Belfort, je crois, pour la lui donner.

M. LE PRÉSIDENT. — En définitive, tout le service des renseignements devait être, on peut le dire, balayé à ce moment-là : le capitaine Fritsch, le premier, les capitaines François et Mareschal quelque temps après.

Vous n'avez pas d'autres indications à nous donner?

LE TÉMOIN. — Aucune.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne vous rappelez pas du tout si c'est le capitaine François qui vous a apporté le carnet?

LE TÉMOIN. — Je ne sais rien.

M. LE PRÉSIDENT. — D'ailleurs, cela doit être lui : il a signé, c'est de son écriture.

A M. le Commissaire du Gouvernement. — Avez-vous quelques questions à poser au général Delanne?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, mon général, j'en ai plusieurs.

S'adressant au général Delanne. — Mon général, vous maintenez les termes de la déposition qu'on vient de lire, que vous avez faite devant le Conseil de Guerre.

LE TÉMOIN. — J'ai signé cette déposition.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si on vous avait parlé d'une acquisition de documents montant à 25.000 francs, admettez-vous que ce souvenir aurait pu disparaître complètement de votre mémoire?

LE TÉMOIN. — Jusqu'au moment où j'ai pris les fonctions de chef d'Etat-Major, les opérations du Service des Renseignements m'étaient étrangères, ainsi que les opérations concernant des documents très importants. Que l'opération dont vous parlez ait été faite, c'est possible, d'autant plus que ces documents n'intéressaient pas du tout mon service. Les documents qui étaient donnés par la section du Service des Renseignements allaient, après le visa des autorités supérieures, aux services intéressés. Si dans les fonctions de sous-chef d'Etat-Major chargé des 1^{er}, 3^e et 4^e bureaux, il est arrivé des

documents qui ne concernaient pas ce service, je n'en ai pas eu connaissance.

M. LE PRÉSIDENT. — Le chiffre de 25.000 francs ne vous aurait pas frappé ?

LE TÉMOIN. — Je n'avais aucune raison pour cela, car les prix des documents m'échappaient absolument.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine François, dans sa défense, a donné plusieurs raisons pour démontrer que vous ne pouviez pas ne pas avoir souvenir de cette autorisation d'achat d'un document de 25.000 francs. C'est pourquoi j'ai posé d'abord cette question : est-il possible que, si le 16 août, c'est-à-dire pendant un intérim très court, on vous avait demandé l'autorisation d'acheter un document 25.000 francs, est-il possible que cette opération unique fût sortie complètement de votre mémoire ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je n'ai pas dit cela du tout.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous verrons ce que vous avez dit, car je vais le lire. Le capitaine François a dit d'abord ceci : « Il y avait 45.000 francs en caisse au moment du prélèvement ; comment aurait-on donné l'autorisation de faire un prélèvement sur la réserve si je n'avais pas donné une explication ».

Alors je demande au général : le capitaine François ayant dit ce que je viens de lire, est-il possible que la chose soit sortie de votre mémoire ?

M. LE GÉNÉRAL DELANNE. — Ce qui est dans ma mémoire, c'est le libellé au-dessous duquel j'ai mis ma signature....., mais je ne comprends pas très bien la question.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Mon général, tout le monde comprend très bien que vous ne vous souveniez pas en ce moment d'une opération très courante ; le fait de faire passer, même 25.000 francs, d'une caisse dans une autre, est tellement banal, que l'on comprend que ce souvenir vous échappe ; il y a même des colonels qui autorisent le capitaine trésorier à passer de la caisse du Conseil dans la caisse du trésorier des sommes aussi importantes. Mais ce que je dis, c'est ceci : au lieu d'un prélèvement pour passer d'un service dans un autre, si on vous avait demandé l'autorisation d'acheter un document 25.000 francs, ou même plusieurs documents admettez-vous que ce souvenir puisse être sorti complètement de votre mémoire ?

LE TÉMOIN. — A ce moment je n'avais pas du tout idée des documents que l'on achetait; il m'est absolument impossible de dire que cela m'est sorti ou non de la mémoire. Peut-être cela m'aurait-il frappé, peut-être aurais-je pris des renseignements sur la nature des documents qui m'étaient adressés plus particulièrement à raison de mon service; peut-être pourrais-je me le rappeler; mais la question d'argent proprement dite, pourquoi m'aurait-elle frappée? Je savais qu'il y avait de grosses sommes à la disposition du Service des Renseignements; mais je n'ai aucune raison de croire qu'à cette époque-là, une dépense de 20.000 francs m'eût frappée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine François a encore dit ceci :

Ce n'est pas le 16 mai, mais le 21 que j'ai fait signer le prélèvement daté du 16; cette différence de date a dû provoquer des demandes d'explications de la part du général Delanne, et j'ai dû lui dire: c'est une affaire qui a dû être réglée entre le général Brault et le lieutenant-colonel Rollin.

Avez-vous un souvenir quelconque de ce qu'a dit le capitaine François?

LE TÉMOIN. — Je n'en ai pas le souvenir, mais le général Brault traitait souvent les affaires directement avec le Service des Renseignements. Le 16 août, il est possible que cela ait été fait en l'absence du général de Lacroix. Les choses concordaient. En effet, il faut bien remarquer que ce n'est pas une signature d'intérimaire du chef d'Etat-Major mais une signature de son chef d'Etat-Major. Par conséquent, c'est le sous-chef d'Etat-Major intéressé, c'est-à-dire ayant le Service des Renseignements dans ses attributions, qui a pu la donner. J'ai donc pu la donner uniquement en l'absence du général de Lacroix; l'absence du général Brault ne fait absolument rien à cette signature.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine François a dit encore :

Le général a dit : « Si on m'avait donné d'autres explications que celles qui figurent au carnet que j'ai signé, j'aurais décliné ma compétence et j'aurais dit à l'officier d'attendre la rentrée du chef d'état-major. »

Au contraire, dit le capitaine François, si vous avez donné

votre signature, c'est que le cas était pressé et qu'il ne s'agissait pas du service courant. Autrement dit, le capitaine François, pour convaincre le Conseil qu'il avait dû vous parler de cette autorisation dit :

Si c'avait été une opération du service courant, le général Delanne ne m'aurait pas autorisé, il m'aurait renvoyé au général que la question regardait, mais ce devait être au contraire un cas très pressé, puisqu'il m'a donné cette autorisation.

LE TÉMOIN. — Je n'ai aucun souvenir de cela, je ne puis pas répondre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai à poser d'autres questions qui concernent les événements de 1900 : lorsque le capitaine François vous a demandé en 1900 de faire saisir les papiers de Wessel à Nice, quelles sont les raisons qu'a données cet officier pour vous demander cette permission ?

LE TÉMOIN. — Wessel était un agent du Service des Renseignements. Il importait de ne pas compromettre le Service des Renseignements, et par conséquent de retirer à cet agent les papiers pouvant compromettre ce service, qui auraient passé à la puissance étrangère après que l'extradition de Wessel aurait été prononcée. Ce sont les motifs qui m'ont été donnés et que j'ai donnés moi-même au ministre de la Guerre pour demander l'intervention du Garde des Sceaux et la perquisition.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a eu, d'après différents renseignements qui ont été apportés ici, un moment où la section de statistique a été, en principe, supprimée. Vous souvenez-vous, mon général, à quelle date cette suppression a été en question ? Elle n'a été qu'orale, il n'y a pas eu de sanction.

LE TÉMOIN. — Le ministre voulait réduire de beaucoup les opérations du Service des Renseignements ; et, en effet, elles ont été réduites considérablement pendant tout le temps que j'ai occupé les fonctions, c'est-à-dire de septembre 1899 jusqu'à juin 1900. J'ai cette impression qu'en effet le ministre avait l'intention de réduire les opérations.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Mais vous ne vous souvenez pas s'il y a eu un ordre de suppression, même verbal ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Un ordre de suppression qui allait être

donné? Avait-il été question à un moment donné de passer le Service des Renseignements tout entier à la Sûreté générale?

LE TÉMOIN. — Ah! la Sûreté Générale, oui, on lui a passé le contre-espionnage sous le ministère précédent.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, cela était déjà ancien, puisque l'établissement du rapport du capitaine François du 6 septembre a l'air d'être la conséquence de cet ordre.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — L'ordre est facile à retrouver, il est certainement au ministère de la Guerre.

LE TÉMOIN. — Je n'avais pas ce service dans mes attributions, je n'ai pas entendu parler de cela.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine François s'appuie sur cette suppression du service pour étayer son raisonnement. Il dit : « L'ordre d'interrompre le service a été donné. On devait terminer les affaires en cours et ne pas en engager d'autres. » Comment alors le général Delanne aurait-il pu donner l'autorisation de faire passer 20.000 francs de la réserve au service courant dans ces conditions?

LE TÉMOIN. — C'est une affaire qui s'est passée entre le général Brault et le ministre; moi, j'ai ignoré cela, j'étais absolument étranger au service. Je ne connaissais même pas, à ce moment les officiers qui ont leur bureau loin des bureaux de l'Etat-Major de l'armée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine François tire encore argument de ceci : l'importance du service de réserve était tellement considérable que n'importe quel officier général auquel il se serait adressé n'aurait pas manqué de lui dire : « Vous me demandez à prélever 20.000 francs sur cette réserve précieuse, pour quel motif? »

LE TÉMOIN. — J'ai répondu déjà que je n'avais aucun souvenir d'avoir demandé des explications à propos de la signature que j'ai donnée.

M. LE PRÉSIDENT. — En résumé, vous avez donné la signature comme s'agissant d'une affaire courante et simple.

LE TÉMOIN. — C'est le seul souvenir que j'en ai.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais également vous demander, mon général, si vous avez, étant à l'Etat-Major général, entendu dire qu'on avait établi au bureau de la S. S. des fiches politiques.

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais entendu dire cela, je l'ai appris il y a trois jours par les journaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous aussi.

M^e CHENU. — On nous a promis communication de ces dossiers.

M. LE PRÉSIDENT. — La lettre est écrite, je l'ai signée ce matin.

M^e CHENU. — Nous avons une très grande curiosité de les voir.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous aussi.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour le moment, je n'ai pas d'autres renseignements à demander.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, avez-vous des questions à poser ?

M^e CHENU. — Oui, quelques questions que je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien transmettre à M. le général Delanne.

Nous avons compris tout à l'heure le raisonnement de M. le général Delanne. Peut-être gagnerait-il en précision si son auteur voulait rappeler au Conseil quelles ont été les périodes de présence intermittente du général Brault, chef d'Etat-Major.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a, je crois, l'état de santé du général Brault qui devait intervenir à ce moment-là.

LE TÉMOIN. — Non. Le général Brault avait une maladie de cœur, il avait certaines précautions à prendre, mais je n'ai aucun souvenir qu'il ait fait des absences antérieurement..., il a fait une tournée très longue pendant l'hiver. Le général Brault venait très régulièrement à son bureau. Je n'ai pas souvenir d'absence du général.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous parlez des environs de 1899 ?

M^e CHENU. — Oui, je parle de la fin du mois d'août 1899, parce que je suis peut-être mal renseigné, mais je croyais que le général Brault avait eu une absence continue de trois semaines, à peu près à la fin du mois d'août 1899, et je croyais qu'il n'était revenu que le 8 septembre, pour prendre connaissance du rapport du 6 septembre, du capitaine François. Mais je comprendrais que ce fait fût sorti de la mémoire du général Delanne.

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas souvenir d'une absence comme celle-là. Au commencement de septembre, je suis parti pour

les manœuvres, je ne serais pas parti si le général Brault avait été absent. Quant aux absences du général Brault pendant le mois d'août, je ne peux pas les dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Le 16 août 1899, il n'était pas là, puisque vous avez signé.

LE TÉMOIN. — Cette signature est une signature de sous-chef.

Si vous voulez voir en tête du registre, il y a un ordre prescrivant que c'est le sous-chef qui doit donner sa signature pour le passage de fonds de réserve au service courant.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez même été le premier à signer.

M^e CHENU. — C'est un point de détail qui pourra être précisé; je n'y attache pas une très grande importance.

M^e AUFFRAY. — Le général Delanne peut-il se rappeler la date de son départ pour les manœuvres suisses?

LE TÉMOIN. — C'était le 5 ou le 6 septembre.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont des choses difficiles à se rappeler.

LE TÉMOIN. — Cette date pourrait être vérifiée. Je sais que mon départ a été avancé. Notre représentant, M. de Montholon, venait de mourir et on désirait que j'assistasse à ses funérailles, c'est ainsi qu'on m'a fait partir un jour plus tôt.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est difficile d'avoir une précision absolue.

M^e CHENU. — Aussi je ne demande pas et n'insiste pas. Permettez-moi de poser une seconde question à M. le général Delanne. Je crois avoir lu dans la déposition de M. Toms que, d'après lui, le général Delanne, après le départ du capitaine François et du capitaine Mareschal, aurait été trouver le directeur de la Sûreté générale pour lui dire qu'il avait été trompé, lui général Delanne, par les officiers qui sont devant vous.

LE TÉMOIN. — Ceci est faux, je n'ai vu M. Cavard pour la première fois qu'au mois de septembre 1901, lorsqu'il est venu à Reims, alors que j'étais gouverneur de Reims, pour nous concerter sur les mesures à prendre au moment de l'arrivée du Czar à la revue de Bétheny.

M^e CHENU. — La réponse me satisfait. J'ai une autre question à poser. Voulez-vous demander à M. le général Delanne si, à son avis, le service des renseignements a fonctionné régu-

lièrement sous la direction du capitaine François et n'a pas donné, comme service de renseignements, d'excellents résultats pendant cette direction.

LE TÉMOIN. — Je n'ai aucune objection à faire. Le service a fonctionné suivant les ordres que le capitaine François recevait et a eu lieu dans de bonnes conditions.

M^e CHENU. — J'avais une raison de poser cette question. Cette raison sera indiquée par la quatrième et dernière question que je vais poser. Je vais combler une lacune de la part de M. le Commissaire du Gouvernement, qui nous a annoncé à l'audience précédente qu'il interrogerait M. le général Delanne sur les causes qui avaient motivé le renvoi à la disposition de leur arme des trois officiers qui sont devant vous. Le général Delanne estime-t-il que ces trois officiers ont été renvoyés du Service des Renseignements pour « faute grave », je reprends l'expression ?

LE TÉMOIN. — J'ai répondu par avance à cette question, en vous donnant, mon général, des explications sur le départ de ces officiers, conformément à ce que je sais.

M^e CHENU. — Je crois avoir entendu dire que c'étaient des raisons de renouvellement de personnel.

LE TÉMOIN. — Parfaitement. Il était dans l'esprit du général de Galliffet, d'accord avec le général Brault, après avoir fait cette modification qui avait son importance, de mettre le Service directement sous les ordres du chef de bureau. Les idées arrêtées du ministre à ce moment-là étaient de renouveler le personnel de la section.

M. LE PRÉSIDENT. — Était-ce parce qu'on avait quelque chose à reprocher aux officiers, une faute personnelle ?

LE TÉMOIN. — Le général de Galliffet pourrait répondre à cette question.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous le demanderons au général de Galliffet.

M^e CHENU. — Je serai fidèle au rendez-vous, Monsieur le Commissaire du Gouvernement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ferai remarquer de suite que le colonel Hache est venu prendre la surveillance de la S. S., qui devint la S. R. au mois de septembre, et que les trois capitaines sont partis coup sur coup au mois de mai de l'année suivante, au moment des incidents que nous connaissons tous. Cela n'a donc pas l'air dès maintenant d'être

un échelonnement, comme vient de l'indiquer le général Delanne.

M^e CHENU. — Nous plaidons, M. le Commissaire du Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne pouvons rien dire tant que nous n'avons pas entendu le général de Galliffet.

M^e CHENU. — Il était intéressant d'avoir le sentiment du général Delanne. Tel était, il y a trois jours, l'avis de l'accusation.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous serons éclairés par M. le général de Galliffet.

M^e CHENU. — Je n'ai qu'une question à poser. Le général Delanne a peut-être lu l'interrogatoire du capitaine François. A-t-il pu constater des inexactitudes dans ce qu'a dit le capitaine François ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas lu cet interrogatoire *in extenso*.

M. LE PRÉSIDENT. — Les comptes-rendus sont souvent très tronqués. Je ne les lis pas, mais j'entends dire qu'il y manque beaucoup de choses...

M^e CHENU. — Je demanderai au témoin de vouloir bien répondre à ma question.

LE TÉMOIN. — Je ne puis répondre à cette question, alors qu'on m'interroge sur un document que je n'ai pas sous les yeux, ni présent à l'esprit. Je ne puis dire qu'il ne donne lieu à aucune observation, puisque je ne connais pas ce document.

M^e CHENU. — Dans ce que le général Delanne a lu, il n'a pas trouvé d'inexactitudes ?

LE TÉMOIN. — Il y a des choses que je viens de dire et qui ne sont pas absolument d'accord avec ce que le capitaine François a dit.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — A propos de la suppression et de l'interruption du Service, il y a deux choses qu'on confond. J'ai les choses assez présentes à l'esprit maintenant, depuis que nous avons pu y réfléchir. Le général Brault est parti vers le 14 août, et il est rentré vers le 8 septembre, par conséquent, tout ce qui a précédé le 14 août, c'est-à-dire toutes les démarches faites par le colonel Rollin pour l'autorisation du voyage de Zurich et l'autorisation conditionnelle de prélever de l'argent sur la Caisse, le général Delanne ne l'a pas connu. Ce n'était pas son affaire. Je me suis trouvé en présence du général Delanne pour le règlement de cette affaire. Le général

Delanne était intérimaire, moi j'étais intérimaire. Il avait confiance en moi, j'en suis convaincu. Il m'a peut-être demandé des explications, je lui en ai peut-être donné sans qu'il m'en ait demandé, mais sans entrer dans de grands détails. J'ai oublié à cet égard et il est assez naturel que le général Delanne ait oublié.

Pour la suppression de l'interruption du Service des Renseignements, il y a deux choses qui sont confondues. Différents incidents, comme je l'ai dit relativement à ce qui s'est passé à Rennes, ont amené le Ministre, une première fois, pour des raisons que j'ignore, à dire : « Il faut interrompre le Service des Renseignements. » Il n'était pas question de suppression, ceci se passait le 19 août. On va continuer toutes les opérations en cours, parce qu'on ne peut briser le Service, mais on n'en entamera pas de nouvelles.

A la suite de cet ordre, qui nous était transmis par le chef d'état-major, j'avais établi sur un quart de feuille la liste des différentes opérations en cours, et, en face, il y avait huit noms.

M. LE PRÉSIDENT. — De quel mois ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Août 1899. Et cela a été une interruption du Service. Si ce Service n'avait pas été interrompu, si on n'avait pas pris 20.000 francs à la réserve, on ne serait pas allé jusqu'au bout, parce qu'il y avait des dépenses à faire.

Et il y a autre chose. Le 5 septembre, il y a un ordre ferme du ministre qui prescrivait d'une façon brutale la suppression du Service des Renseignements. C'est une deuxième chose. Cette deuxième chose, le général Delanne ne l'a pas connue ; ce n'était pas dans ses attributions ni dans ses fonctions, puisque ce rapport était du 5, le général de Lacroix me l'a remis le 6, j'ai fait le rapport le 6, ou le 7, ou le 8, le général Brault, rentré de la veille, a eu à transmettre ce rapport au ministre. Je me rappelle très bien tout cela. Il a fait une lettre extrêmement courte, qu'il terminait ainsi : qu'il considérerait le passage du Service des Renseignements à la direction de la Sûreté générale comme la ruine d'un des organes essentiels de la défense nationale. Je me rappelle fort bien ces termes. Le commandant Brissé a fait allusion à ce rapport.

M. LE PRÉSIDENT. — Le général Delanne ne le connaît pas ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il ne doit pas le connaître.

M^e AUFFRAY. — Je voudrais poser une question sur la moralité de M. Dautriche. M. le général Delanne connaît M. Dautriche, dans le Service, j'entends depuis plus longtemps que 1899 ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, il peut nous dire ce qu'il pense de M. Dautriche.

LE TÉMOIN. — Quand je suis arrivé à l'état-major de l'armée, j'étais colonel chef du 1^{er} bureau et M. Dautriche était archiviste au 1^{er} bureau. Je l'ai eu sous mes ordres pendant tout le temps que j'étais chef du premier bureau. Je ne me rappelle plus la date à laquelle le capitaine Dautriche est passé au Service des Renseignements. Depuis ce temps, il avait donné toute satisfaction dans son service.

M^e AUFFRAY. — Je vous demande la permission, en confirmation de ce que vient de dire M. le général Delanne, de vous lire les notes semestrielles que M. le général Delanne lui-même donnait à M. Dautriche.

Très satisfait des services de M. Dautriche. Beaucoup d'ordre, de méthode et de zèle. Excellent archiviste dans toute l'acception du mot.

Cette pensée est-elle encore la vôtre ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M^e AUFFRAY. — Et M. le général Delanne a-t-il pratiqué suffisamment M. Dautriche à ce moment, pour pouvoir nous dire s'il le considère comme capable de commettre une mauvaise action ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit pendant tout le temps que j'ai eu M. Dautriche sous mes ordres.

M. le général de Lacroix

Henri, 60 ans, général de division, gouverneur militaire de Lyon, commandant le 14^e corps d'armée.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

LE TÉMOIN. — Je les ai connus dans mes relations de service, ils ont été sous mes ordres.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire votre déposition.

LE TÉMOIN. — Je commencerai par dire que j'ai été nommé à l'état-major de l'armée le 4 juillet 1899 ; durant l'intervalle qui a séparé ma prise de fonctions et cette date du 16 août 1899, j'ai eu de nombreuses autorisations de mon chef d'état-major, le général Brault, pour procéder à mon installation, j'ai même fait plusieurs absences ; en particulier les 13, 14 et 15 j'étais absent. Ceci, Monsieur le Président, pour vous expliquer que si vous remarquez, dans ma déposition certaines défaillances de mémoire, elles sont explicables par ce fait, que je venais de prendre les fonctions de sous-chef d'état-major, que je n'étais pas complètement entré dans ces fonctions très délicates, et que par conséquent mes souvenirs ne peuvent pas à cette époque être aussi précis qu'ils l'ont été plus tard.

J'arrive maintenant à la question Austerlitz. Je n'ai aucun souvenir d'avoir été mêlé aux négociations de cette affaire ; je ne dis pas que ce n'est pas, mais je n'en ai aucun souvenir. Cela s'explique ainsi : mon chef d'Etat-major, le général Brault, à la suite de cette sorte de crise par laquelle le Service des Renseignements avait passé, s'était réservé de traiter directement les questions concernant le Service des Renseignements avec le chef de service. Par conséquent, comme je venais d'arriver à l'état-major de l'armée, il était tout naturel que, pour cette affaire il l'eût traitée directement avec le chef de service.

J'ai vu la déposition du capitaine François que j'ai relevée..., je ne sais pas si elle est exacte... dans le journal *le Temps*...

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous nous indiquiez la date de la déposition nous la retrouverons tout de suite.

LE TÉMOIN. — C'est la déposition qui a été faite ici.

Il est fait allusion à ceci : c'est qu'il y a un rapport qui a été fourni par le capitaine François le 6 septembre pour établir le danger qu'il y aurait à retirer à l'Etat-major de l'armée le service si important des renseignements, rapport qui était destiné au ministre, et que le capitaine François a établi en produisant des arguments à l'appui de la thèse qu'il soutenait, et qu'il devait soutenir, je me hâte de le dire. Parmi ces arguments se trouvait constamment l'évocation de ces documents qui, dernièrement, avaient été pris à Zurich contre une forte somme. François ajoute : « C'est la preuve que l'at-

tention de mon chef direct a été appelée (je ne veux pas l'incriminer, remarquez-le bien, ce n'est pas ma pensée), a été appelée d'une façon spéciale sur ces documents ».

Mon Dieu, son rapport contenait de nombreux arguments; il était question de documents d'une grande importance et ayant coûté une forte somme. Si j'avais prévu ce qui se passe aujourd'hui, mon attention aurait été peut-être appelée d'une façon spéciale sur ce point, mais qu'est-ce que je voyais dans ce rapport? Une idée qui était juste, celle de démontrer l'utilité du maintien du service des renseignements à l'Etat-major de l'armée. C'est ce dont je me suis rappelé, et alors j'ai perdu de vue ce rapport, et ce n'est que depuis que j'ai été appelé en témoignage, que j'ai cherché à rassembler tous mes souvenirs. Par conséquent, qu'on m'ait mis au courant, je ne me le rappelle pas, je ne le conteste pas, mais que mon attention ait été appelée d'une façon spéciale, je le conteste, car il suffit que, dans un document qui avait pour but de démontrer quelque chose de précis et de très net, mon attention ait été attirée d'une façon spéciale sur un des arguments...

M. LE PRÉSIDENT. — D'autant plus que le nom n'avait pas été prononcé.

LE TÉMOIN. — Cependant, il y avait un mot qui aurait dû attirer mon attention, c'était le mot d'Austerlitz : « Dernièrement Auterlitz »..., mais je ne me les suis pas rappelés, j'en fais mon *mea culpa*, voilà tout ce que j'ai à dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a maintenant la question des 20.000 francs prélevés sur la réserve. C'est là-dessus que nous n'avons pas encore pu avoir la réponse absolue; ce prélèvement, il est bien entendu que c'était pour le service courant qu'on le faisait?

LE TÉMOIN. — Cela, je ne peux pas l'affirmer. J'ai dit dans ma déposition devant le capitaine rapporteur, que, généralement, les sommes qui étaient extraites de la réserve étaient portées en recettes au service courant, mais je vous demande la permission, Monsieur le Président, d'être moins affirmatif, aujourd'hui, parce que je n'en suis pas assez sûr. Dans mon idée, dans le concept que j'ai de la comptabilité, cela aurait peut-être dû se passer ainsi; mais je ne suis jamais entré dans tous les détails de la comptabilité. Evidemment, le service des renseignements était sous mes ordres; mais pensez donc que j'avais une signature qui durait depuis deux heures

jusqu'à six heures, qu'il passait sous mes yeux une quantité de documents; comment voulez-vous que j'aie pu examiner une comptabilité? Ma conduite était toujours basée sur la confiance; j'avais confiance en eux, je n'ai pas vérifié.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est pour cela qu'on a mis un intermédiaire entre vous et le Service?

LE TÉMOIN. — Oui, il y avait comme intermédiaire le chef du deuxième bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — Pouvez-vous nous donner des renseignements sur les événements de mars 1900 et sur le rapport François, que vous avez brûlé sur l'ordre du général Delanne?

LE TÉMOIN. — Mes souvenirs ne sont évidemment pas très précis, mais enfin, je vais chercher à me rappeler les choses; ils ne sont pas précis parce que je n'ai pas pris de notes, que depuis six ans je vous assure que je n'ai pas cherché à penser à toutes ces affaires-là. J'ai été commandant à l'Ecole de guerre, je suis commandant du 14^e corps d'armée, je vous assure qu'avant d'être appelé en témoignage, j'avais presque complètement oublié tout ce qui concernait le Service des Renseignements. J'ai gardé bien entendu le souvenir de choses beaucoup plus intéressantes pour moi, mon esprit y était porté davantage, et j'en ai conservé le souvenir; vous me demanderiez des renseignements sur le troisième bureau ou des choses concernant l'instruction, je vous affirme que mes souvenirs seraient précis, mais j'ai cherché à oublier complètement celles-là, et je n'ai pas de souvenirs précis.

M. LE PRÉSIDENT. — Du reste, nous n'avons pas besoin d'une précision absolue.

LE TÉMOIN. — Voici. Le capitaine François n'a jamais cherché, je dois le dire, à s'occuper de l'affaire Dreyfus: il avait des ordres, c'est un homme très allant, mais c'est aussi un prudent et un homme de devoir; il avait reçu des ordres formels, et du général Delanne et de moi, de ne pas s'occuper de l'affaire Dreyfus il ne s'en est pas occupé. Seulement, à un moment donné, il a eu l'esprit en éveil, n'est-ce pas, c'est tout naturel, c'est un homme très intelligent, il pense, il était sous une influence que vous comprenez; à un moment donné, moi, je ne discute pas; il a cru découvrir certains indices démontrant que l'on voulait reprendre l'affaire Dreyfus. Alors qu'a-t-il dit? « Il faut que mes chefs soient prévenus de cela, il ne faut pas que l'on puisse reprendre cette affaire; j'ai reçu

l'ordre de ne pas m'occuper de cette affaire, je ne devrais peut-être pas m'en occuper; mais, d'un autre côté, je suis obligé d'en parler. »

Qu'est-il arrivé? C'est qu'il a fait un rapport, rapport que j'ai lu; je ne m'en rappelle pas exactement les termes, mais enfin ce rapport, il me l'a apporté; je l'ai présenté au général Delanne, et celui-ci, obéissant aux ordres du ministre, a dit : « Je ne veux pas entendre parler de cette affaire-là, par conséquent, — je vous rapporte à peu près exactement les termes, — je ne veux pas en entendre parler, brûlez-moi cela. » Et le dossier a été brûlé.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans votre idée le capitaine François, en somme, avait quelques raisons de croire qu'on voulait reprendre l'affaire Dreyfus?

LE TÉMOIN. — Oui, et j'avais soumis son rapport au général Delanne.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, vous jugiez qu'il y avait lieu...

LE TÉMOIN. — Je jugeais qu'il y avait lieu de prévenir le ministre.

M. LE PRÉSIDENT. — Et c'est d'après l'ordre formel du ministre que le rapport a été brûlé?

LE TÉMOIN. — Je n'incrimine personne, je dis l'opinion que j'avais. Mais il est certain que mon sentiment est qu'il fallait rendre compte d'une chose comme celle-là à mon chef. Je n'incrimine pas du tout le général Delanne; il avait reçu des ordres, il a donné des ordres pour qu'on les exécutât.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous maintenant nous donner quelques renseignements, mon général, sur les incidents qui ont provoqué le départ de M. le général de Galliffet, le ministre? Sur le voyage du capitaine Fritsch à Nice, et les fameuses lettres Toms?

LE TÉMOIN. — Oui, les fameuses lettres Toms...

M. LE PRÉSIDENT. — Elles sont devenues fameuses depuis.

LE TÉMOIN. — On me les a mises sous les yeux, mais je ne me les rappelle pas. Toutes ces choses-là me sont venues après... Il y a certaines choses, dans les premières dépositions que j'ai faites, qui ne sont pas aussi précises, et qui sont peut-être même en contradiction avec celle-ci, je vous assure...

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne crois pas, vous déposerez toujours dans le même ordre d'idées.

LE TÉMOIN. — Lorsqu'on a appris l'arrestation de Wessel à

Nice, il y a eu un certain émoi à l'état-major de l'armée. François est-il venu me trouver pour m'en parler ? Je n'en sais rien : toujours est-il qu'il y a eu un certain émoi, eh, mon Dieu ! je l'ai compris, parce qu'en somme, nous avons eu avec cet agent des relations. Si on l'extradait, il pouvait emporter des documents, certaines lettres, que nous ne voulions pas laisser livrer à la publicité, au hasard... Je ne veux pas prononcer de noms... Dans ces conditions, il y a eu une démarche, qui a été faite par ordre, ou avec l'autorisation du ministre, auprès de M. le Garde des Sceaux, pour qu'un officier fût autorisé à aller à Nice, se mettre en rapport avec le Procureur de la République, de façon à voir ce qu'il y avait dans ces papiers de Wessel.

Fritsch est parti et il a rapporté un certain nombre de lettres, qui ont été mises sous mes yeux. Je les ai communiquées au général Delanne, et j'avoue qu'à ce moment-là... Je me trouvais peut-être sous l'influence de ce qui s'était passé antérieurement, il est possible que je n'aie pas deviné leur importance.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas le seul.

LE TÉMOIN. — Cela a été classé. Alors le malheureux Fritsch, vous le savez, a livré deux lettres à la publicité...

M. LE PRÉSIDENT. — Ce que je voulais souligner, c'est qu'à ce moment, quand vous avez vu les lettres, je crois que le général de Galliffet ne les avait pas lues?... Vous, vous les avez vues et vous ne leur avez attribué aucune importance, et M. le général de Galliffet les avait, je crois, appréciées de la même façon ?

LE TÉMOIN. — Le général Delanne a dû lui en parler.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce qu'a dit le général Delanne : le général de Galliffet ne les avait même pas vues, c'est ce qui fait qu'à la Chambre, il a même déclaré que cela n'existait pas. Mais, ce que vous rappelez, c'est qu'au fond, elles ne semblaient pas avoir l'importance qu'on leur attribue.

LE TÉMOIN. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Et que le capitaine Fritsch s'en est servi pour provoquer une crise ministérielle.

C'est le colonel Hache qui vous a donné des explications de la conduite du capitaine Fritsch ?

LE TÉMOIN. — Oui, le colonel Hache est venu me dire que c'était le capitaine Fritsch qui avait livré les lettres.

M. LE PRÉSIDENT. — On a parlé aussi d'une demande du capitaine François pour être entendu par le ministre de l'Intérieur, vous n'en avez pas connaissance ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine François a-t-il été renvoyé à la suite de cet incident ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce comme conséquence ?

LE TÉMOIN. — Ah ! comme conséquence... C'est-à-dire que le général de Galliffet, très énervé par ce qui se passait...

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait de quoi.

LE TÉMOIN. — Très énervé... avait décidé dans son esprit qu'il changerait le personnel du Service des Renseignements.

M. LE PRÉSIDENT. — Tout entier ?

LE TÉMOIN. — Tout entier. Alors, il a commencé par Rollin... c'est Rollin qui est parti le premier, mes souvenirs sont très précis à cet égard ; et à la suite de je ne sais quel incident, je ne puis vous le dire, il a pris la même décision à l'égard du capitaine Mareschal et du capitaine François.

Un souvenir qui me revient, c'est qu'à l'état-major de l'armée, nous, ses chefs directs, nous avons été informés d'une façon très indirecte de la décision qui était prise à leur égard. Ainsi, c'est par le directeur de l'infanterie que nous avons su que le capitaine François et le capitaine Mareschal étaient envoyés dans deux corps.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y eu une période très troublée dans le Service des Renseignements à cette époque ?

LE TÉMOIN. — Mon Dieu, oui.

M. LE PRÉSIDENT. — On ne vous a pas parlé d'un document, qui portait le n° 2816, qui est d'une grosse importance et qui a été fourni par Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Lequel ? Est-ce une étude ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je puis vous le faire communiquer ; nous ne donnerons pas le nom de ce document.

LE TÉMOIN. — J'ai entendu parler souvent d'Austerlitz ; je sais qu'il a fourni de nombreux documents ; maintenant, quels sont ces documents ? Combien les a-t-on payés ? Je n'en sais rien.

M. LE PRÉSIDENT. — En vous montrant le document 2816, peut-être vous rappellerez-vous ?

LE TÉMOIN. — Si voulez me le montrer...

Maintenant, dans ce rapport du 6 septembre, il y a des annotations de ma main. Eh bien, cela prouve que je l'ai lu. Je crois qu'on a dit que c'était mon écriture : c'est très possible.

Le document 2816 est montré au général de Lacroix.

Il y a un document qui porte : « Copie remise au général de Lacroix ? » J'avoue que je faisais très souvent, quand un document était très intéressant, étant donné mes fonctions, pour que je me rappelle, pour que j'étudie, je faisais très souvent faire un extrait, et très souvent on m'a remis des extraits. M'a-t-on fourni un extrait de celui-là ? Je n'en sais rien.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais ce document a-t-il une importance telle qu'on a pu le payer 25.000 francs ?

LE TÉMOIN. — Mais je voudrais bien voir le document.

Le document 2816 est montré au général de Lacroix.

LE TÉMOIN. — Il est rédigé en langue étrangère.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous la traduction ?

LE TÉMOIN. — Je pourrai le lire.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce un document assez important ?

LE TÉMOIN, *après avoir examiné le document.* — Ma foi, je ne me rappelle pas de celui-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans votre déposition du 5 juillet, vous avez dit qu'il n'était pas admissible qu'une dépense de 25.000 francs ait été faite pour un pareil document.

LE TÉMOIN. — Je vous dirai, Monsieur le Président, que je n'étais pas chargé de l'appréciation de la valeur des documents ; je n'étais pas assez versé dans ce service-là, je ne l'avais pas assez pratiqué, je vous dirai qu'à ce moment-là, j'avais beaucoup d'autres occupations. Je sais qu'il y a un document qui a été payé très cher et dont je me rappelle.

M. LE PRÉSIDENT. — On vous a parlé d'Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Tous les jours.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous entendu parler de ses exigences ? Avez-vous entendu dire qu'il demandait 10.000, 20.000, 60.000 francs ?

LE TÉMOIN. — Je ne me rappelle pas des chiffres, mais je me rappelle beaucoup d'Austerlitz, et j'ai le souvenir qu'il était assez exigeant. J'ajoute que nous tenions beaucoup à le garder, parce que nos moyens d'informations, nos agents, nos

informateurs, étaient, ma foi, très peu nombreux. Et puis, il avait l'air d'être quelqu'un, d'être une bonne source d'information; nous ne voulions pas le lâcher et nous subissions peut-être un peu ses exigences par cela même.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que je voulais vous faire préciser. Vous n'avez jamais donné l'autorisation de prélever sur la réserve, sous prétexte que cet agent demandait une grosse somme?

LE TÉMOIN. — Je ne me suis jamais occupé de cela. D'ailleurs, ce n'est qu'après que j'ai pu intervenir.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous dis cela, parce que vous vous êtes trouvé en désaccord avec la déposition du colonel Rollin et celles des capitaines Mareschal et François.

Monsieur le Commissaire du Gouvernement, avez-vous une question à poser?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Monsieur le Président, vous avez dit, il y a un instant, que vous feriez donner lecture des dépositions faites antérieurement.

M. LE PRÉSIDENT. — Désirez-vous faire donner lecture des dépositions du 5 juillet?

LE TÉMOIN. — Je commence par vous dire que vous trouverez peut-être des contradictions... Quand on est interrogé sur des faits qui remontent à six ans, il peut se faire qu'on oublie certains détails.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, demandez-vous que je fasse lire la déposition de M. le général de Lacroix devant la Cour de Cassation?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que celle faite le 5 juillet devant M. le capitaine Cassel suffit.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Greffier, voulez-vous lire cette déposition?

M. le Greffier, lisant :

L'an 1904, le 5 juillet, devant nous, Cassel, capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de guerre de Paris, a comparu le témoin ci-après.

A répondu se nommer de Lacroix Henri, âgé de 59 ans, général de division, gouverneur militaire de Lyon, commandant le 14^e corps d'armée.

D. — Le 16 août 1899, étiez-vous sûrement présent au ministère et qui était chef d'état-major.

R. — J'ai la certitude que les 13, 14 et 15 août 1899 j'étais en

permission en Suisse, à Fleurier, canton de Neuchâtel; il est possible que je sois rentré à Paris, le 16 au matin, mais je ne puis l'affirmer. Le chef d'état-major était à ce moment le général Brault, déjà malade et qui ne venait au ministère que d'une façon intermittente...

LE TÉMOIN. — C'est une erreur. Le général Brault n'était pas encore malade à ce moment-là. C'était plus tard.

D. — Je vous présente le cahier d'enregistrement de la S. R. et vous demande si le document 2816 dont un extrait vous aurait été communiqué en septembre 1899, n'a pas attiré votre attention comme valeur technique.

R. — Je n'ai aucun souvenir de cela.

D. — Si ce document avait une réelle et grande valeur et qu'on vous l'ait réellement communiqué, est-il admissible que vous n'en ayiez gardé aucun souvenir.

R. — Cela ne me paraît pas possible.

D. — Avez-vous souvenir qu'un extrait de ce document vous ait été réellement communiqué ainsi que le porte la mention finale du registre ?

R. — Dans certaines occasions des extraits de document m'ont été communiqués, mais je ne me rappelle pas que celui dont il est question me l'ait été...

LE TÉMOIN. — J'ajouterai, Monsieur le Président, que, comme je demandais très souvent des extraits, il est possible — je fais une rectification — il est possible qu'il m'ait été communiqué, mais enfin, je ne peux pas dire ni oui, ni non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous voyiez beaucoup de documents ?

LE TÉMOIN. — J'en voyais beaucoup, surtout les documents importants, pour la raison que je vous ai donnée tout à l'heure. Je demandais les extraits de façon que je puisse les travailler et les étudier moi-même, surtout ceux qui avaient trait à l'instruction et aux manœuvres, j'étais toujours porté à étudier cette branche.

M. le Greffier, lisant :

J'ajouterai que le registre qui m'est présenté n'a jamais été mis sous mes yeux.

D. — Une dépense de 20.000 francs aurait été faite pour l'achat de ce document ?

R. — Cela n'est pas admissible.

LE TÉMOIN. — Pour ce document.

M^e HENRY BONNET. — Il y en a 11; le général ne le sait peut-être pas.

LE TÉMOIN. — J'en ai entendu parler; maintenant, ce document, je ne me le rappelle pas, absolument pas. Il y en a un pour lequel on a mis : « Extrait remis au général de Lacroix ». Celui-là, je suis prêt à l'endosser, mais les autres, je ne me les rappelle pas.

Je ne sais même pas s'il y avait un bloc.

M^e CHENU. — Le général nous a indiqué tout à l'heure le coefficient qui rentre dans le calcul d'estimation des fournitures de cette nature, comme celles notamment qui concernent Austerlitz.

M. le Greffier, lisant :

Avez-vous été mis au courant des négociations qui ont précédé ces fournitures, des exigences particulières de 20, 30 et 60.000 francs formulés par l'agent Austerlitz en juin, juillet et août 1899 ?

R. — Je n'en ai aucun souvenir, d'ailleurs mon entrée en fonctions, comme sous-chef de l'état-major de l'armée, date du 17 juillet 1899. J'ai eu à ce moment à faire de fréquentes absences pour mon déménagement, il m'est donc permis d'affirmer que je n'ai pas été mis au courant des négociations dont vous me parlez.

LE TÉMOIN. — C'est quand le général Brault s'est réservé absolument le droit de traiter cette question directement avec les chefs de service; par conséquent, moi, j'affirme de la façon la plus absolue que je n'ai pas eu connaissance des négociations.

M. le Greffier, lisant :

Est-il possible que vous ayez jamais donné à un officier quelconque sous vos ordres l'autorisation, une fois pour toutes, dès que des négociations étaient engagées avec un agent, de prélever la somme nécessaire au paiement d'un document, sous prétexte que cet agent pouvait fixer un rendez-vous à l'improviste ?

R. — Je n'ai jamais donné pareil ordre, c'est d'ailleurs contraire à mes idées et à mes principes de commandement; du reste, il suffisait pour s'en convaincre d'examiner les autorisations d'engagement de dépenses qui m'ont été soumises et qui sont à la S. R.

D. — Je vous donne connaissance des passages des dépositions des capitaines François et Mareschal du lieutenant-colonel Rollin, où vous êtes mis en cause.

R. — Je suis très étonné des allégations que je trouve dans ces dépositions qui tendent à me mettre en cause et je maintiens absolument les termes et le fond de la déposition que je viens de vous faire.

— Lecture faite, persiste, et signe, etc... »

M^e CHENU. — J'avais un certain nombre des questions à poser à M. le général de Lacroix, mais il y a répondu par avance. Il y en a une peut-être qui surnage. Est-il à la connaissance de M. le général de Lacroix que, sous la direction de MM. les officiers qui sont sur ces bancs, le Service des Renseignements ait pu se livrer à la constitution des dossiers secrets et si, dans ce service, suivant l'heureuse expression d'un témoin, a pu fonctionner une véritable agence « Tricoche et Cacolet » ?

LE TÉMOIN. — Oh !

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demanderai à M. le général de Lacroix si les causes qui ont fait partir le colonel Rollin au mois d'octobre 1899, et MM. les capitaines François et Mareschal au mois de mai 1900, sont parvenus à sa connaissance ?

LE TÉMOIN. — Il me semble que j'ai déjà répondu à cela, j'ai assez de mémoire pour me rappeler ce que je disais tout à l'heure. Je peux le préciser davantage. Il était dans l'esprit du ministre que des officiers devaient partir. C'était une chose arrêtée. Il est arrivé un incident, je ne sais lequel, qui a fait déborder le vase, et le général a pris la mesure.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — L'incident est facile à rappeler. C'est celui dont il a été question à la tribune de la Chambre des députés, par M. Waldeck-Rousseau.

M^e CHENU. — C'est une erreur matérielle, c'est antérieur. Ces Messieurs étaient déjà partis.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pas du tout, je l'établirai dans mon réquisitoire.

LE TÉMOIN. — Je ne puis préciser les raisons ou faits pour lesquels ils ont été renvoyés.

M^e CHENU. — Je voudrais demander à M. le général de Lacroix si, d'après ce qu'il sait du capitaine François, les lettres de Mathilde et Toms auraient été publiées, si le capitaine François avait été au Service des Renseignements.

LE TÉMOIN. — Certainement non. François est un garçon

qui, comme je vous le disais, est très enlevé, il a un tempérament que j'aime, en somme, mais il est prudent.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, c'est le capitaine Fritsch qui en porte la responsabilité à lui tout seul.

LE TÉMOIN. — Absolument.

M^e HENRY BONNET. — Pour préciser la question de M. le Commissaire du Gouvernement, jè demanderai à M. le général de Lacroix si quelque chose à sa connaissance permet de supposer que les officiers qui sont là ont été renvoyés dans leurs régiments pour fautes graves dans le service.

LE TÉMOIN. — Je ne le sais pas.

M^e ALPY. — Je demande à préciser, en ce qui concerne M. le lieutenant-colonel Rollin, lorsqu'il est passé au 48^e de ligne, le 18 octobre 1899. M. le général de Lacroix se souvient-il, l'ayant eu seulement un mois et demi sous ses ordres, de l'impression qu'il a gardée de lui?

LE TÉMOIN. — J'en ai gardé une très bonne impression.

M^e ALPY. — En tout cas, le lieutenant-colonel Rollin échappe à toutes les équivoques qui ont été soulevées tout à l'heure pour la question des lettres jusqu'en 1900?

LE TÉMOIN. — Je parle au point de vue militaire, au point de vue du caractère, au point de vue de la conscience; il est incontestable, pour moi, que le lieutenant-colonel Rollin est un garçon très droit. Voilà mon impression.

M^e ALPY. — Je vous remercie.

M^e AUFRAY. — J'ai une dernière question à poser à M. le général de Lacroix. L'accusation, telle qu'elle ressort du rapport et des conclusions qui sont devenus publics, laisse entendre que l'opération du 16 août a été une opération qu'on a tenté de dissimuler au chef de la S. R. Je demande à M. le général de Lacroix si le seul fait d'avoir mentionné, même sommairement, cette opération dans un rapport destiné au ministre, n'est pas exclusif de toute pensée de dissimulation?

LE TÉMOIN. — Certainement. Du moment où c'était un des arguments dont se servait le capitaine François à l'appui de cette thèse... car, s'il avait voulu dissimuler, il aurait pu dire: gros documents, grosse dépense, on aurait dit au capitaine François: qu'est-ce que cela? Je ne crois donc pas qu'il ait eu l'idée de dissimuler.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — L'accusation n'a pas

dit qu'il y avait eu dissimulation, l'accusation a dit qu'elle n'était pas sincère; l'accusation n'a pas dit qu'on avait détourné 25.000 francs, l'accusation a dit qu'on avait détourné une somme d'environ 15.000 francs. Par conséquent, ce que le capitaine François a mis dans son rapport du 7 septembre n'est pas contradictoire avec ce qu'a dit l'accusation. Nous ne nions pas une grosse opération, nous la reconnaissons, au contraire.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Dans le cas où ce ne serait pas contradictoire jusqu'ici, je tiens à ce que ce le soit maintenant.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela se reportera à la fin. En ce moment, nous recueillons les témoignages, puis la vérité jailira. Messieurs les juges, avez-vous des questions à poser?

UN JUGE. — Je voudrais préciser cette faute grave qu'auraient pu commettre les officiers, en me permettant une question : est-ce que, si ces officiers avaient commis une faute gravé dans le service, ce n'eût pas été vous qui auriez demandé au ministre le renvoi de ces officiers de leur service?

LE TÉMOIN. — Certainement.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Ce n'est pas vous qui l'avez demandé?

LE TÉMOIN. — Non.

UN AUTRE JUGE. — A votre connaissance, ils ne l'ont pas commise?

LE TÉMOIN. — Je n'en ai pas souvenir. A un moment donné, il a dû se produire un incident, je ne sais lequel, qui, comme je le disais tout à l'heure, a fait déborder la coupe et qui a fait renvoyer ces officiers; mais pour ma part, je ne me rappelle aucun fait grave qui aurait pu provoquer de ma part une mesure de cette nature.

M. LE PRÉSIDENT. — N'était-ce pas dans l'esprit du capitaine François une idée un peu exagérée contre la Sûreté générale?

LE TÉMOIN. — Mon Dieu, je vous le dirai franchement, les relations entre le Service des Renseignements et la Sûreté générale n'étaient pas bonnes, c'est incontestable, il n'y avait pas de sympathie. (*Rires*). Il ne faudrait pas mal interpréter mes paroles. Lorsque je suis venu à l'État-Major de l'Armée, j'ai été mis en contact avec M. Cavard, j'ai trouvé en M. Cavard un homme aimable, avec qui on pouvait causer, avec

qui on pouvait s'entendre. J'ai causé avec lui bien souvent, je ne sais pas s'il se le rappelle, mais j'avoue que j'ai cherché à mettre un peu d'huile dans les rouages, de façon à éviter les heurts et les froissements.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas réussi en ce sens que les relations sont restées mauvaises.

LE TÉMOIN. — Non. On ne réussit pas toujours à faire ce qu'on veut.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas de doute, les relations étaient mauvaises; mais le capitaine François ne s'est-il pas exagéré cette situation? Voilà ce que nous nous demandons.

LE TÉMOIN. — Je ne sais pas, je ne peux pas répondre à cette question, je ne pourrais me baser que sur un fait pour émettre une opinion. Or, je n'ai aucune raison ferme pour le dire, je ne connais aucun fait, il n'y en a pas, tout au moins à ma souvenance.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les Juges, vous n'avez plus de questions à poser au témoin?

M. le Président pose la même question aux accusés qui répondent négativement.

Au témoin. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler?

LE TÉMOIN. — Oui. Je serais très désireux de retourner à mon commandement, où j'ai beaucoup de besogne qui m'attend; de sorte que, s'il n'était pas nécessaire que je prolonge mon séjour à Paris au-delà de vendredi matin, je demanderai à M. le Président l'autorisation de retourner à Lyon jeudi soir.

M. LE PRÉSIDENT, *après avoir consulté la défense, accorde l'autorisation demandée. Il autorise également le général Delanne, sur sa demande, à retourner à Reims, où il se tiendra à la disposition du Conseil.*

L'audience est suspendue à 2 h. 45.

M. le colonel Hache

Emile-Hector, 54 ans, colonel-commandant le 42^e régiment d'Infanterie.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

LE TÉMOIN. — J'avais été en relations avec quelques-uns d'entre eux.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas encore déposé ?

LE TÉMOIN. — Pardon, mon général, j'ai déposé à l'instruction.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, veuillez nous rappeler la déposition que vous avez faite à l'instruction.

LE TÉMOIN. — J'étais le chef du 2^e Bureau depuis le mois de janvier 1899, lorsqu'après le procès de Rennes, le ministre ou le chef d'Etat-major décida que, désormais, le service des renseignements serait attaché au 2^e Bureau. A la suite de cette décision, les choses se passèrent ainsi : tous les matins, le chef du Service des Renseignements venait à mon bureau et me faisait son rapport ; il me tenait au courant des opérations passées dans les 24 heures, me signalait ce qu'il y avait d'important et me demandait les autorisations de dépenses pour les opérations entamées ; j'allais à mon tour faire mon compte rendu au sous-chef d'Etat-major dont je relevais, je lui répétais ce que m'avait dit le chef du Service des Renseignements ; le plus souvent même j'étais accompagné par celui-ci, et le sous-chef d'Etat-Major accordait ou refusait les autorisations demandées.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, à compter du 13 septembre 1899, il y a eu un organe de plus interposé entre le Service des Renseignements, dont le colonel Rollin était le chef, et le sous-chef d'Etat-Major ; pourquoi ?

LE TÉMOIN. — Je l'ignore. Il y a une décision qui doit exister aux Archives du ministère, dans laquelle il est question de ce rattachement ; quant aux raisons, je les ignore.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne parle que des raisons qui pourraient être du ressort de la comptabilité ; un de vos principaux rôles était de suivre les opérations de la comptabilité d'assez près ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Aviez-vous reçu des instructions spéciales à ce point de vue ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est un ordre que vous avez exécuté, sans savoir pourquoi il avait été donné ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous, lorsque vous avez pris possession du service, remarqué la mention « Documents fournis par Austerlitz. » ?

LE TÉMOIN. — Je ne me souviens pas si la mention existait ou non, mais je n'avais pas à m'occuper des mentions antérieures ; à ce moment, le Service des Renseignements dépendait d'une autorité supérieure à la mienne.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais la mention aurait pu vous frapper ; elle ne vous a pas frappé ?

LE TÉMOIN. — Non, elle ne m'a pas frappé.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas souvenir non plus que, le 15 septembre, vous avez signé le carnet pour la balance du compte ? Vous n'avez pas souvenir si le colonel Rollin vous a parlé d'un achat important de documents à Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général. Notre entrevue a été très courte ; elle a été surtout employée à vérifier l'existence des fonds aussi bien des fonds de la caisse de réserve que des fonds courants, et à arrêter les comptes.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été en permission en août 1899, étant chef du 2^e bureau ; à votre rentrée, on ne vous a pas parlé de l'arrivée d'un document ?

LE TÉMOIN. — Non, pas d'un document faisant époque.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, vous n'avez pas souvenir, d'après ce que vous dites, d'un document faisant époque, d'un document payé 25.000 francs ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — On ne vous a pas fait de compte rendu à ce sujet ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez ajouté dans votre déposition que tous les documents ne venaient pas nécessairement au 2^e bureau.

LE TÉMOIN. — Non, nous répartissions les documents entre les services qu'ils intéressaient.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans votre déposition, j'ai remarqué que vous aviez dit : « A partir du 15 septembre, je me suis attaché à ce qu'on ne fît aucune dépense importante sans qu'il m'en fût référé. » Vous aviez donc senti la nécessité de cette mesure ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général. Voici dans quel sens ceci doit être entendu : à partir de cette époque, aucune dépense importante du Service n'a été faite directement par le chef de service, qui m'a toujours rendu compte de ce qu'il faisait.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était un rouage de plus, ce n'était pas pour arrêter, mais pour contrôler.

LE TÉMOIN. — Un rouage dont l'importance peut paraître un peu bizarre, puisque je n'avais pas qualité pour autoriser les dépenses.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, mais je trouve votre rôle important : le chef d'Etat-Major ne pouvait pas s'occuper des détails, il ne pouvait que voir les choses d'assez loin ; vous aviez plus de loisirs, et, par conséquent, vous pouviez suivre les choses d'assez près.

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — En somme, aucune opération importante n'a été faite sans que le chef du Service des Renseignements vous en rende compte.

LE TÉMOIN. — On me rendait compte même pour des dépenses de 200 ou 300 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel registre vous présentait-on pour faire votre vérification de comptabilité ?

LE TÉMOIN. — Le registre des dépenses courantes.

M. LE PRÉSIDENT. — Registre qui était arrêté à la fin de chaque mois.

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Puis les reçus ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Et le brouillard ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, on ne vous présentait qu'un seul registre, le registre des dépenses courantes, c'est-à-dire que vous vous fiez à votre mémoire pour dire : « On m'a proposé telles dépenses ? »

LE TÉMOIN. — Si vous voulez me permettre de m'expliquer,

c'est extrêmement simple. Le crédit mensuel ne s'élève pas à plus de 40.000 francs, si ma mémoire me sert bien ; ce crédit est absorbé pour les deux tiers, sinon par les trois quarts par les mensualités à payer...

M. LE PRÉSIDENT. — Dont vous aviez la liste...

LE TÉMOIN. — ...Que je m'étais fait expliquer une fois pour toutes. Je retrouvais ces mensualités sur le registre ; il restait à déterminer l'emploi qui avait été fait de la différence, laquelle portait sur 10 à 12.000 francs. Il m'était donc facile de me rappeler les autorisations qui avaient été accordées et d'établir la concordance, ce qui fait que je pouvais signer en toute confiance. Je vous explique tout simplement comment j'opérais.

M. LE PRÉSIDENT. — A partir de ce moment-là, une grosse dépense ne pouvait vous échapper, tandis qu'auparavant il en était autrement.

LE TÉMOIN. — Oui.

UN JUGE. — De ce que vient de dire le colonel Hache, il résulte que les deux tiers ou les trois quarts de la mensualité étaient affectés à des agents. Par conséquent il restait encore 10 à 12.000 francs ; donc, une opération importante comme l'opération Austerlitz de 25.000 francs ne pouvait être prélevée sur les ressources normales ?

M. LE PRÉSIDENT. — Elle nécessitait un prélèvement à la réserve, c'était à peu près forcé.

M. LE COLONEL HACHE. — Il ne restait en somme que très peu de chose, 10 à 12.000 francs.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Il était de toute nécessité, à quelque époque du mois que ce fût, de faire un prélèvement sur la réserve si on avait en vue une opération de 25.000 francs.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — « A quelque époque que ce fût », je voudrais qu'on précisât sur ce point.

LE MÊME JUGE. — M. le colonel Hache nous dit qu'il restait environ 10 à 12.000 francs disponibles, une fois les mensualités payées...

M. LE PRÉSIDENT. — Elles étaient payées à la fin du mois.

M. LE COLONEL HACHE. — Non, on savait qu'elles devaient être payées, on les prévoyait, on savait qu'on ne disposait que de la différence.

LE MÊME JUGE. — C'est ainsi que nous l'entendons.

M. LE PRÉSIDENT. — Je croyais que la proportion était un peu moins forte ?

M. LE COLONEL HACHE. — C'est un service qui a des aléas énormes derrière lui ; il y a beaucoup d'agents à payer.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'insiste pas ; il est facile de s'en rendre compte d'un mois à l'autre, car les mensualités sont les mêmes.

M. LE COLONEL HACHE. — Je me souviens avoir cherché, avec le capitaine François, à maintes reprises, à réduire les mensualités, je lui faisais souvent cette réflexion : « Nous ne pouvons pas marcher... »

M. LE PRÉSIDENT. — C'est pour cela que, quand il s'agit d'une somme de 25.000 francs, elle doit frapper encore plus, car on est obligé de recourir à la réserve.

Avez-vous eu occasion de faire des dépenses exceptionnelles ?

LE TÉMOIN. — Pas de l'importance de celle-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Pendant combien de temps avez-vous été chargé du service ?

LE TÉMOIN. — Je suis entré au Service des Renseignements en septembre 1898, j'ai quitté le 2^e Bureau le 10 juin 1900, mais je n'ai pas souvenir d'une dépense de 25.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — De quel chiffre avez-vous souvenir ?

LE TÉMOIN. — De 10.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est déjà un chiffre marquant.

LE TÉMOIN. — Nous étions obligés d'aller très prudemment. Nous avions des recommandations dans ce sens.

UN JUGE. — Est-ce que les mensualités dont il était question tout à l'heure mensualités données aux agents, étaient payées à date fixe dans le mois ?

LE TÉMOIN. — Je ne peux pas vous dire. Je ne pénétrais pas dans ces détails, je n'étais pas dans les bureaux du Service des Renseignements, qui sont éloignés du mien ; je n'ai jamais pénétré dans les détails de cette comptabilité, qui ne me regardaient pas.

LE MÊME JUGE. — Par conséquent, on ne peut pas préciser dans le mois l'époque à laquelle devaient être payées les mensualités ?

LE TÉMOIN. — Je ne peux pas le préciser.

L'ARCHIVISTE DAUTRICHE. — C'est du 25 au 30.

M^e AUFFRAY. — Sur le chèque de 40.000 francs (j'ai un relevé très complet pendant quinze mois) on était obligé d'enlever tout de suite 4.000 francs de la mensualité pour la Sûreté générale sur les fonds du mois précédent.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas non plus, alors, l'idée du prix dont on a pu payer à diverses époques des documents importants ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez vu que ce qui s'est passé pendant votre séjour au service ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, avez-vous des questions à poser au témoin ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demanderai au témoin, comme je l'ai demandé aux autres, s'il a vu le reçu de 25.000 francs et les fameuses fiches politiques. Avez-vous vu, dans le dossier Austerlitz, un reçu de 25.000 francs ?

LE TÉMOIN. — Je ne connais pas le dossier Austerlitz.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Comme je ne sais pas si vous le connaissez ou non, je vous pose la question.

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais vu de reçu, je n'en ai jamais entendu parler.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, avez-vous quelques questions à poser ?

M^e CHENU. — J'ai quelques questions, que je vous prierai de vouloir bien transmettre à M. le colonel Hache. Le colonel Hache a-t-il connu le rapport du 6 septembre, auquel il a déjà été fait tant d'allusions à l'audience, rapport du capitaine Français relatif à la proposition de suppression du Service des Renseignements ?

M. LE PRÉSIDENT. — Le colonel Hache n'était pas encore au service... Mais avez-vous eu connaissance de ce rapport ?

LE TÉMOIN. — J'en ai entendu parler. Comme il était question d'une assez grosse affaire, j'en ai entendu parler... la question a été agitée de savoir si le Service des Renseignements quitterait le ministère.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est-à-dire passerait complètement au service de la Sûreté... (A M^e Chenu) : c'est la question que vous vouliez poser ?

M^e CHENU. — Oui, monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Pas plus profonde que cela ?

M^e CHENU. — Non, monsieur le Président.

Voulez-vous demander à M. le colonel Hache quels sont, à son avis, les divers éléments d'appréciation qui permettent de fixer l'importance d'une somme à donner à un agent ou à

une fourniture : circonstance favorable, personnalité de l'agent, opportunité... etc...?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous voyez le sens de la question : quand on vous présentait un document ou une affaire, vous deviez examiner différents points; c'est le point sur lequel M. le défenseur vous demande des renseignements.

LE TÉMOIN. — La valeur de ces documents, ou plutôt le prix qu'on en demande, dépend essentiellement de la situation de l'agent.

M. LE PRÉSIDENT. — Aussi de la situation de l'agent, oui, parce qu'elle garantit la sincérité...

LE TÉMOIN. — Oui, elle garantit la sincérité; puis, plus les agents sont élevés comme situation, plus ils sont exigeants. Le prix que demande un agent pour un document dépend de sa situation, de ses besoins du moment.

M. LE PRÉSIDENT. — De plus, il y a des documents dont la valeur varie infiniment suivant l'époque à laquelle ils sont produits?

LE TÉMOIN. — Evidemment, on est plus disposé à lâcher les cordons de la bourse, suivant l'importance du document, plutôt à un moment qu'à un autre.

M. LE PRÉSIDENT, à M^e Chenu. — C'est bien ce que vous vouliez demander?

M^e CHENU. — Parfaitement.

M. le colonel Hache ayant connu la situation troublée, je crois que c'est le qualificatif qui a été employé, du Service des Renseignements en 1899 et au commencement de l'année 1900, estime-t-il que le devoir du capitaine François était de tenir au courant ses chefs immédiats, et pense-t-il que le capitaine François a failli à son devoir?

LE TÉMOIN. — Du moment que le capitaine François relevait désormais de moi, son premier devoir était de me rendre compte de tout ce qui lui parvenait.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, mais nous parlons ici des renseignements, je crois, concernant les menées au service d'une personne quelconque.

M^e CHENU. — Je ne voudrais pas qu'un malentendu pût exister entre nous; je parle de cette situation troublée qui résultait de la rivalité, si l'on veut, établie à ce moment entre le service des renseignements et la Sûreté générale. Je parle des menées qui pouvaient avoir pour but la reprise, d'une cer-

taine façon, et suivant certains procédés, de l'affaire Dreyfus. Et je repose ma question à M. le colonel Hache : estime-t-il que le capitaine François avait le devoir de tenir ses chefs au courant de ces menées et pense-t-il qu'il ait accompli son devoir ?

LE TÉMOIN. — Je pense que le capitaine François a fait ce qu'il devait faire en me tenant au courant de ce qu'il savait.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous voulez parler particulièrement...

M^e CHENU. — Oh ! de rien en particulier et de tout en général.

LE TÉMOIN. — Son devoir était de tenir ses chefs au courant de tout ce qu'il apprenait dans son service.

M^e CHENU. — M. le Président voudrait-il demander à M. le colonel Hache s'il estime que MM. Rollin, Mareschal et François aient été déplacés du Service des Renseignements pour faute grave commise dans le service ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais connu de faute grave. Le commandant Rollin est parti, j'ai toujours ignoré la raison de son départ ; quand le capitaine Mareschal et le capitaine François sont partis la raison de leur départ ne m'a pas été indiquée, et je n'ai pas eu connaissance d'une faute grave qu'on ait eu à leur reprocher.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous demandé des explications ?

LE TÉMOIN. — J'ai demandé des explications, mais on ne m'en a pas fourni. On m'a dit que c'était un ordre du ministre. J'avais cru devoir demander ces explications parce qu'ils étaient sous mes ordres ; on m'a dit que c'était un ordre du ministre... J'ai entendu parler de la nécessité du renouvellement du personnel.

M. LE PRÉSIDENT. — A la suite du trouble qui avait été apporté dans le Service des Renseignements par certains événements ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais entendu parler de ce trouble. Mes officiers faisaient leur service et me rapportaient ce qu'ils apprenaient.

M^e CHENU. — Le Conseil voudra-t-il retenir que la même expression, « renouvellement de personnel » se retrouve dans les dépositions des trois derniers témoins entendus, et je pose alors une dernière question :

A-t-il paru au colonel Hache que, sous la direction, ou du colonel Rollin, ou du capitaine François, le Service des Ren-

seignements ait été transformé en une sorte d'agence Tricoche et Cacolet.

LE TÉMOIN. — Je ne l'aurais pas permis ; je n'aurais jamais supporté que des officiers fissent autre chose que ce qu'ils avaient à faire.

M. LE PRÉSIDENT. — Si cela avait été, cela aurait été à votre insû ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M^e CHENU. — Le colonel pense-t-il que cela ait pu se faire ?

LE TÉMOIN. — Rien ne me permet de le supposer.

M^e CHENU. — Monsieur le président, auriez-vous l'obligeance de passer sous les yeux du colonel Hache la cote 27 du dossier Austerlitz avec la fiche qui se trouve épinglée sur cette côte, et je poserai alors ma question.

La cote 27 est présentée au colonel Hache.

Le colonel Hache aurait-il l'obligeance de fixer son attention sur les deux mentions au crayon rouge qui sont au bas de la fiche épinglée, et aurait-il l'obligeance de nous donner lecture de ces deux mentions ?

LE TÉMOIN. — « Attendre décision du ministre, 26 décembre, décision du chef d'Etat-Major : marchez pour les documents 1, 2, 3, et 4 ». C'est la signature du général Delanne et c'est son écriture.

M^e CHENU. — Qui est-ce qui était chef d'Etat-major le 15 décembre 1899 ?

LE TÉMOIN. — Ce devait être le général Delanne.

M^e CHENU. — C'était le général Delanne.

LE TÉMOIN. — Lorsque les recherches à faire comportaient une certaine importance, elles donnaient lieu à un premier rapport établi par le chef du Service des renseignements ou l'un de ses adjoints. Ce rapport était porté au sous-chef d'Etat-Major, qui prenait une décision ou qui en demandait une.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela n'a commencé qu'à votre prise du Service, à partir du 15 septembre 1899 ?

LE TÉMOIN. — Je ne pourrais pas le dire.

M^e CHENU. — La pièce va passer sous les yeux de messieurs les membres du Conseil. Je me permets cependant de leur indiquer que cette fiche épinglée qui porte au bas : « décision du chef d'Etat-Major : marchez pour les documents 1, 2, 3 et 4 », est une fiche qui résume les propositions d'Austerlitz et qui énumère, sous les numéros 1, 2, 3 et 4, les divers doc-

ments que l'agent Austerlitz propose, à ce moment-là, de livrer contre argent.

M. LE PRÉSIDENT. — A quelle date ?

M^e CHENU. — 26 décembre 1899. Vous apercevez la conséquence que j'en tire. Les défaillances de mémoire sont excusables chez tout le monde. Le général Delanne nous a dit qu'à la Cour de Cassation, c'était la première fois qu'il avait entendu parler de cela.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas d'autres questions ?

M^e CHENU. — Une dernière question : le colonel Hache estime-t-il que l'incident Fritsch... je n'ai pas besoin de préciser autrement, je veux parler de la livraison, par le capitaine Fritsch, des lettres de Toms à Mathilde. Se serait produit sous la direction du capitaine François ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai aucune raison de penser que le capitaine François se serait rendu coupable d'une pareille chose.

M^e CHENU. — Nous avons éclairci ce point tout à l'heure, et il est entendu maintenant que le capitaine François est complètement étranger à cette livraison des lettres. Mais je demande au colonel Hache s'il estime, étant donné ce qu'il sait du caractère du capitaine François, s'il estime que, sous la direction de ce dernier, un pareil fait aurait pu se produire ?

LE TÉMOIN. — Je ne le pense pas. Je n'ai aucune raison de croire que le capitaine François aurait fait ce qu'a fait le capitaine Fritsch.

M. LE PRÉSIDENT. — Même s'il avait été chef de service ?

LE TÉMOIN. — Mais, s'il avait été chef de service, rien n'aurait pu se faire sans lui.

M^e CHENU. — C'est tout ce que je désirais savoir, la réponse est faite.

M^e AUFRAY. — Je désire poser une question qui a trait à ce coefficient de la valeur des agents et des documents fournis par eux. Un même document a-t-il la même valeur s'il est présenté par la main d'un subalterne où s'il est présenté par la main d'un homme que l'on considère comme ayant une valeur à un homme qui court des risques en rapport avec sa situation importante ?

LE TÉMOIN. — Evidemment non ; on paiera beaucoup moins cher le document présenté par un subalterne qu'on ne le paiera à un homme qui court des risques en rapport avec sa situation.

M^e AUFRAY. — Et la différence ne peut-elle pas être considérable entre les deux achats ?

LE TÉMOIN. — La différence peut être aussi considérable qu'est différente la situation des deux individus.

M^e AUFFRAY. — M. le colonel Hache n'est entré en contact, comme chef, avec la Section des Renseignements que le 15 septembre 1899 ; il n'avait pas cette section dans son service, auparavant. Est-il dans l'absolue ignorance du chiffre du chèque donné mensuellement à la Section des Renseignements ?

LE TÉMOIN. — Du chiffre du chèque ?

M^e AUFFRAY. — Avant le 15 septembre, M. le colonel Hache ignorait-il le chiffre donné mensuellement au bureau des renseignements ?

LE TÉMOIN. — Absolument.

M^e AUFFRAY. — J'aurais une dernière question à poser d'une façon générale — et peut-être entrerons-nous dans les détails — sur la moralité du capitaine Dautriche. Le colonel Hache avait des rapports directs avec le capitaine Dautriche, puisque c'est celui-ci qui présentait le livre à la signature ?

LE TÉMOIN. — C'était le chef de service.

M. LE PRÉSIDENT. — Le colonel Hache nous a dit tout à l'heure qu'il était très éloigné du Service des Renseignements.

M^e AUFFRAY. — Je demanderai au Conseil de vouloir bien faire passer au colonel Hache le livre qu'il signait, et je prierai le témoin de l'ouvrir à partir de septembre 1899.

M. le président passe le livre au témoin, qui le consulte.

Le témoin se rappelle-t-il que dans ce livre, au moment où il signait, il existait des barres terminant les lignes ?

LE TÉMOIN. — Non. Il y a cinq ans que ces faits se sont passés. Il m'est impossible de me rappeler que tel registre qui m'était présenté une fois par mois, ait comporté des barres à la fin des lignes ou n'en ait pas comporté.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Lorsque le colonel a vu le registre pour la première fois, c'est-à-dire pour le règlement des comptes de septembre 1899, son attention a pu se trouver appelée sur les inscriptions portées en août en particulier.

LE TÉMOIN. — Je ne me suis pas occupé des opérations antérieures. J'ai pris le service le 15 ou le 17 août. On m'a présenté l'existant en caisse ; j'ai vérifié que cet existant était réel ; c'est tout.

LE MÊME MEMBRE DU CONSEIL. — De même, en ce qui touche

les documents qui ont été fournis par Austerlitz, il n'en a pas été question, ils ne vous ont pas été présentés ?

LE TÉMOIN. — Le commandant Rollin est venu me présenter le registre pour la première fois ; notre entrevue a été très courte, et a roulé uniquement sur la question des fonds. Ce n'est pas en dix minutes que l'on prend un service aussi compliqué que celui-là.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents que vous entendez parler ?

LE TÉMOIN, *après avoir regardé les accusés.* — Oui.

Le témoin qui est en garnison à Belfort, demande l'autorisation de se retirer. Sur les observations de M. le Commissaire du Gouvernement, le témoin est prié de rester à Paris jusqu'à jeudi soir, M. le commissaire du Gouvernement pensant qu'à cette date tous les témoins de l'accusation auront été entendus.

M. le capitaine Lambling

Frédéric-Emile, 38 ans, au 25^e régiment d'artillerie.

Le témoin prête serment.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition, raconter au Conseil la suite des opérations auxquelles vous avez participé et rappeler vos interrogatoires ?

LE TÉMOIN. — Il y a eu une première opération à laquelle j'ai participé, c'est-à-dire une perquisition, ou plutôt pas une perquisition, puisque les dossiers ne sont pas sortis de notre bureau.....

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez signé le procès-verbal ?

LE TÉMOIN. — Oui. C'est à ce moment-là que nous avons examiné le dossier Austerlitz, qui comprenait à la fois la correspondance échangée avec lui et les différents documents qu'il avait fournis avant mon arrivée au Service ?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez succédé au capitaine Mareschal ?

LE TÉMOIN. — Oui, je lui ai succédé directement.

Je n'étais pas destiné à prendre son service : c'est un autre officier qui devait le remplacer ; c'est par la force des choses

et parce que quinze jours après mon arrivée, tous ces messieurs étaient partis; j'étais resté seul.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez pris la suite de ses opérations?

LE TÉMOIN. — Oui, parce que tous les autres officiers avaient disparu.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous continuer?...Au besoin, on pourra lire votre déposition.

LE TÉMOIN. — On a trouvé tous les documents qui avaient été primitivement fournis par Austerlitz. Nous les avons autant que possible rangés par catégorie, c'est-à-dire par fournitures; nous avons recherché qu'elles pouvaient être les fournitures qui avaient été faites à une époque donnée, autant que nous pouvions le faire. C'est ainsi qu'on a établi les différentes fournitures d'Austerlitz.

Au cours de cette perquisition, on a trouvé deux reçus d'Austerlitz. On a demandé si un reçu m'avait été remis par Austerlitz à moi-même au moment de ces différentes fournitures. J'ai souvenir qu'il y avait deux reçus, un de 1.025 francs et l'autre de 10.000 francs. Ce dernier reçu comprenait une fourniture qu'Austerlitz m'avait faite. Je n'avais aucun souvenir d'avoir un reçu particulier, parce qu'Austerlitz ne m'en donnait jamais. Il m'en a donné seulement une fois; c'était à l'époque de ma première entrevue avec lui, entrevue qui a eu lieu dans une chambre d'hôtel. Là, on avait toutes les commodités, on avait du papier, un reçu et je l'ai accepté. Les autres entrevues ont eu lieu en plein air. Je n'ai jamais cru devoir demander de reçu, et je ne me rappelle pas qu'Austerlitz m'en ait offert un. Je ne me rappelle pas que ce reçu de 10.000 francs, concordant avec une dépense faite par moi, m'ait été fourni à moi-même.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous vu ce reçu de 10.000 francs? Plus tard, on a trouvé qu'il correspondait à une dépense de 6.000 francs. Avez-vous été au courant de cela?

LE TÉMOIN. — J'ai su qu'il y avait eu une dépense de 6.000 francs faite antérieurement à mon arrivée au service...

M. LE PRÉSIDENT. — Pas une dépense de 10.000 francs?

LE TÉMOIN. — Je ne savais pas qu'il y avait une dépense de 10.000 francs. La dépense qui figurait au registre de comptabilité était, je crois, de 6.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Qu'est-ce qui s'est passé ensuite?

LE TÉMOIN. — J'ai été interrogé au sujet du reçu de 10.000 francs. Après, j'ai été interrogé sur les dépenses portées au registre des comptes après l'époque où j'avais pris moi-même le service, dans les premiers jours du mois de juin. Il y avait eu une dépense de 3.000 francs que j'ai versés à un agent. On m'a demandé des explications, que j'ai d'ailleurs fournies à cette époque.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel agent ?

LE TÉMOIN. — C'était Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — A la suite d'une lettre de chantage qu'il avait adressée ?

LE TÉMOIN. — Oui, à la suite d'une lettre dans laquelle il exposait très nettement sa situation, en disant qu'on lui devait telle et telle somme qui lui avaient été promises. Nous avons retrouvé la lettre dans laquelle il faisait cette demande. La dépense a été engagée après l'ordre donné par le sous-chef d'Etat-Major.

M. LE PRÉSIDENT. — Pourquoi avez-vous été appelé à déposer les 4, 6 et 8 août ?

LE TÉMOIN. — C'était pour venir déclarer qu'on avait bien trouvé tous les documents au Service des Renseignements. On n'avait pas tout trouvé au début. Il y avait eu des notes qui se trouvaient dans le dossier Austerlitz qu'on n'avait pas vues au début. Il y en a une première que j'ai trouvée dans le dossier Austerlitz le lendemain du jour où le capitaine-rapporteur m'a interrogé pour la première fois dans son bureau.

Ce jour-là, on avait assemblé toutes les pièces des deux dossiers, documents, correspondance. Quand le capitaine est parti, il était assez tard. J'ai remis toutes les pièces dans un carton, et le lendemain matin, en revenant, ma première pensée a été de remettre un peu d'ordre. C'est alors que j'ai retrouvé cette note, que personne n'avait vue la veille. Je l'ai signalée au capitaine-rapporteur afin qu'il puisse la faire prendre s'il le voulait.

Il y a la deuxième note qui a été réclamée beaucoup plus tard. Pour cette note, le fait suivant s'est produit. Au moment où nous avions remis pour la première fois le dossier Austerlitz, où nous avions pris le dossier dans deux cartons, dont l'un était intitulé « Correspondance », et l'autre « Documents », on n'a jamais songé à chercher des pièces provenant du dossier Austerlitz dans d'autres points de la section. On avait

oublié qu'il pouvait se trouver une autre pièce dans un dossier particulier, établi il y a quelques années. Ce dossier, c'était ce que nous appelions entre nous les « fiches d'agents ». C'était à l'époque où le colonel Faurie était chef de service qu'il avait fait établir ces notes. Il avait demandé qu'on lui donnât sur chaque agent une petite note sommaire. Pour rédiger ces notes, nous nous sommes reportés aux dossiers des différents agents. Lorsque dans ces dossiers nous trouvions une note toute faite ou qui pouvait la remplacer, qui donnait en quelques lignes des renseignements sur l'agent, au lieu d'en faire une, on prenait simplement cette note. Une fois ces fiches faites, on les a mises dans le bureau de l'archiviste, où elles sont restées. Pour moi, comme je connaissais tous les agents, je n'ai pas eu à m'y reporter. Et quatre ans après l'époque où j'avais retiré probablement ce dossier Austerlitz, je n'y avais plus songé. Il n'est pas extraordinaire que je n'aie pas pensé à ce dossier des fiches. Au moment où mon chef de Service m'a dit : « N'avez-vous plus rien sur Austerlitz ? » j'ai répondu : « Non ». C'est lui qui m'a fait rappeler que le dossier de fiches existait. Nous nous y sommes reportés et nous avons trouvé cela.

M. LE PRÉSIDENT. — De sorte que vous pouviez affirmer d'une façon absolue qu'il n'y avait plus rien, d'après ce que vous croyiez ?

LE TÉMOIN. — Après cela, j'ai dit au capitaine-rapporteur : « Avant de vous affirmer qu'il n'y a plus rien, je vous demanderai 24 heures pour m'assurer que, dans le dossier Austerlitz datant de mon époque, il y a toute la correspondance que j'ai échangée moi-même avec cet agent. » Il y avait quelques centaines de pièces. J'ai vérifié et j'ai cru alors pouvoir affirmer qu'il n'y avait plus rien. Maintenant, je ne pouvais pas affirmer, pour les autres locaux, qu'il n'y avait pas une erreur quelconque qui aurait pu faire égarer une pièce.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Jusqu'à l'ouverture des débats, il n'était question que de deux documents Austerlitz, parce que les neuf autres documents qui sont joints à ceux-là, étaient considérés comme nuls.

M. LE PRÉSIDENT. — Expliquez-nous comment vous avez été amené à ne tenir compte que de deux documents et à estimer que ces deux documents valaient de 2 à 4.000 francs.

LE TÉMOIN. — Pas comme documents ; il y a deux chemises

contenant des documents : celui-ci, sur lequel est portée la note « documents transmis au 2^e bureau », c'est ce document qui a fait l'objet d'une transmission de la section du 2^e bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — On le considérerait comme tel puisque la section l'envoyait au service du 2^e bureau.

LE TÉMOIN. — Sur le second, sur lequel il y a la note « documents à étudier », on n'a pas trouvé trace de transmission au 2^e bureau. Nous avons cherché dans le registre sur lequel sont portés les documents envoyés au 2^e bureau : nous ne l'avons pas trouvé.

M. LE PRÉSIDENT. — La question est de savoir s'ils ont été mis au treillage comme n'ayant pas de valeur technique, comme ne présentant pas d'intérêt.

LE TÉMOIN. — C'est-à-dire que, si ces documents, d'après les inscriptions portées dessus, représentent des documents qu'on possédait déjà, il est certain qu'à ce moment ils n'avaient plus de valeur pour le 2^e bureau..

M. LE PRÉSIDENT. — Mais comme valeur marchande ?

LE TÉMOIN. — Ils pouvaient en avoir une si l'officier, au moment où il les a pris, ne savait pas qu'on avait déjà ces renseignements là, au moment où il les a achetés.

M. LE PRÉSIDENT. — Au moment de la fourniture Austerlitz avez-vous apprécié la valeur des documents ?

LE TÉMOIN. — Nous ne l'avons pas appréciée. Nous n'avons indiqué que celui-là, parce que les autres n'ont pas été communiqués au 2^e bureau ; par conséquent le 2^e bureau n'avait pas pu les étudier lui-même.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors qui devait les regarder, si ce n'est pas le 2^e bureau ? Ils ont donc été jugés sans valeur immédiatement et jetés au panier ?

LE TÉMOIN. — L'officier qui les avait rapportés de sa mission, qui les avait examinés sommairement sur place et auquel ils avaient probablement paru intéressant, puisqu'il les avait achetés, une fois rentré chez lui, s'est peut-être aperçu qu'ils ne valaient plus la peine d'être transmis parce que l'on avait déjà les renseignements qu'ils contenaient d'une autre source.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce que je cherche à préciser, c'est que dès leur arrivée au bureau on les a mis de côté comme sans valeur pour les officiers à ce moment-là.

LE TÉMOIN. — Je ne sais pas ce que l'on a fait au moment où ils sont arrivés.

M. LE PRÉSIDENT. — Ils ne sont pas allés au 2^e bureau, pour quelle raison ?

LE TÉMOIN. — D'après ce que je vois, on a commencé à les étudier à la section quand ils sont arrivés, mais il est probable qu'au cours de ce travail on s'est aperçu qu'ils contenaient des renseignements qu'on avait déjà d'une autre source.

M. LE PRÉSIDENT. — Ou bien qu'ils étaient sans importance.

LE TÉMOIN. — Oui, et que, par conséquent, il était inutile de les envoyer au 2^e bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent, lorsque vous avez estimé ce lot de fournitures, on ne vous a envoyé que ceux qui paraissaient avoir de l'importance ?

LE TÉMOIN. — Oui.

Nous n'avons examiné que celui-ci, non pas les autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Parce qu'ils avaient été mis de côté ?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Pardon, nous n'avons apprécié qu'un seul document parce qu'on ne nous a demandé notre estimation que sur celui-là.

Le rapporteur nous a posé la question : quelle est la valeur de ce document ? Nous avons répondu, et j'ai ajouté : « Ce n'est pas le seul, nous pensons qu'il y en a un second, un document B, qui n'est jamais venu au bureau, parce qu'on l'avait probablement trouvé sans importance ; mais il est arrivé le 16 août. »

M. LE PRÉSIDENT. — C'est celui-ci ?

LE TÉMOIN. — Oui, dans ce fascicule peuvent se trouver des documents de nature différente.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas vu, colonel Hollender, ces documents ?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Non, nous n'avons apprécié qu'un seul document.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Antérieurement à l'appréciation du document A, le capitaine rapporteur est allé au ministère de la Guerre pour prélever tout le dossier Austerlitz, et, en particulier, la fourniture du 16 août 1899 ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Voulez-vous expliquer au Conseil comment le capitaine rapporteur a été amené avec vous à mettre de côté tout ce qui était considéré comme sans valeur pour se contenter, en ce qui concerne la fourniture du 16 août, de conserver le document A ?

LE TÉMOIN. — Mon colonel, il serait plus simple de relire la déposition que j'ai signée à ce moment-là et qui rapporterait exactement ce qui a été fait ce jour-là.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demande qu'on la lise.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est le document portant la cote 65.

M. le Greffier, lisant :

Ce jourd'hui, deux juillet mil neuf cent quatre, nous Cassel, capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris,

Vu la procédure commencée contre M. Dautriche, officier d'administration de 1^{re} classe du service d'état-major, et consorts, et l'autorisation de M. le ministre de la Guerre, en date du 1^{er} juillet 1904 ;

Nous sommes rendus, assisté de M. Luc, officier d'administration, greffier du Conseil, au ministère de la Guerre, où nous avons procédé aux opérations suivantes :

Nous nous rendons dans les bureaux du service des renseignements, où le capitaine Lambling, qui est le successeur du capitaine Mareschal, depuis avril 1900, nous présente le dossier complet de l'agent Austerlitz.

Nous avons constaté la concordance exacte des divers documents dont nous avons vérifié le contenu avec les dépenses s'y référant d'après le relevé de comptes.

Sans mentionner le prix d'achat, les chemises dans lesquelles ces documents sont renfermés font ressortir, dans un exposé succinct, l'historique de l'opération, date d'achat, date de transmission et de traduction, exposé synoptique des manuscrits appréciés, chaque document enregistré sur un registre de transmission.

En outre, le capitaine Lambling nous a présenté des pièces accessoires renfermées dans des cartons spéciaux : d'une part, les comptes rendus authentiques datés et signés du chef d'état-major ; celui qui précède l'opération faisant ressortir la nature des négociations et la demande d'autorisation, l'autre suivant l'opération et en fixant le résultat.

D'autre part, la correspondance avec Austerlitz, de laquelle il ressort que, pour chaque opération, cet agent, comme les autres, du reste, parle toujours de très grosses sommes, nullement en rapport avec ce que consentent habituellement les officiers acheteurs.

Ce collationnement fait, nous nous sommes trouvés en présence : 1^o d'un reliquat de feuillets manuscrits, peu nombreux, du reste, renfermés dans des chemises spéciales et ne figurant pas parmi les documents traduits, transmis, appréciés et utilisés.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Alors, les neuf documents qui portaient à onze l'ensemble de la fourniture du

16 août étaient dans ce reliquat dont on vient de parler. Voulez-vous relire ?

M. le Greffier, lisant :

1° D'un reliquat de feuillets manuscrits peu nombreux du reste, renfermés dans des chemises spéciales et ne figurant pas parmi les documents traduits, transmis, appréciés et utilisés.

LE TÉMOIN. — Voulez-vous lire la suite, parce que je crois qu'il s'agit d'autre chose.

M. le Greffier, lisant :

A ce sujet, le capitaine Lambling nous a expliqué que ces manuscrits avaient été négligés parce que, après étude approfondie, il avait été reconnu que ces documents ne présentaient que des copies sans valeur, ou étaient extraits de documents déjà connus.

LE TÉMOIN. — Il s'agit là, si je ne me trompe, de documents m'ayant été fournis à moi, par Austerlitz; il ne s'agit pas de documents antérieurs à mon arrivée.

Le Greffier, continuant à lire :

2° D'un dossier contenant les pièces et documents relatifs à Austerlitz également et antérieurs à l'entrée en fonctions du capitaine Lambling.

Ce dossier comprend les opérations faites avec Austerlitz depuis le 21 juillet 1898, jour où on est entré pour la première fois en relations avec cet agent, jusqu'au mois d'avril 1900.

Dans ce dossier on remarque : 1° Un document composé de 3 fascicules pour lesquels Austerlitz demande 12.000 francs à la date du 21 juillet 1898. Le 22, on lui accuse réception, en lui disant qu'on va se rendre à... Pas de compte-rendu de l'entrevue, ni de traces de paiement de cette fourniture.

2° Un document envoyé le 27 juillet pour lequel Austerlitz demande 3.000 francs. Le 28 juillet on lui accuse réception et on lui dit qu'on sera.... au commencement du mois d'août. Pas de trace de l'entrevue, mais un document portant la date du 22 août, et une dépense de 6.000 francs le 23 août 1898.

Nous trouvons ensuite 5 fascicules de manuscrits sans date portant sur la chemise la mention « manuscrits dont il n'y a rien à faire (on possède déjà tous ces renseignements) », aussi n'ont-ils été ni enregistrés ni utilisés. On ignore de quelles fournitures ils peuvent faire partie; ils peuvent, comme les reliquats du capitaine Lambling, être

eux-mêmes des reliquats de fournitures différentes, attendu qu'ils traitent de questions différentes.

2° 9 fascicules sous une même chemise portant comme titre « manuscrits à comparer » qui n'ont donné lieu à aucune transmission, et, par conséquent, n'ont pas été utilisés.

Les deux principaux sont intitulés...

LE TÉMOIN. — Ce sont ceux que nous venons de voir.

M. le Greffier, lisant :

Ces fascicules forment des reliquats sans valeur.

3° Le document transmis le 6 septembre 1899, sous le n° 2816...

Ce document à date certaine a été le seul utilisé, il fait incontestablement partie de la fourniture des jours précédents.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour moi, le reste devient sans intérêt.

Alors, les documents qui sont là sont sans valeur, d'après votre estimation ?

LE TÉMOIN. — J'ai expliqué ce que j'appelais « sans valeur ».

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ensuite, il n'est pas certain qu'ils aient été livrés au service.

LE TÉMOIN. — Ces deux-là ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, les deux qui sont estimés.

M^e AUFFRAY. — Il n'y en a qu'un d'estimé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les neuf autres, il n'est pas question qu'ils aient été livrés le 16 août.

LE TÉMOIN. — Pardon, ceux pour lesquels il n'est pas certain qu'ils n'aient pas été livrés le 16 août forment un troisième paquet qui se trouve dans une chemise sur laquelle il est écrit : « Documents pour lesquels il n'y a rien à faire. »

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ces neuf-là en sont-ils ?

LE TÉMOIN. — Ceux-là n'en sont pas.

Il y a deux paquets, dont l'un est le document transmis sous le n° 2816 le 6 septembre 1899. Ceci est le document transmis au 2° bureau. Voici une chemise portant « Manuscrit à comparer à d'autres documents ou à étudier ». Il y a sept fascicules, et, là-dedans, il y en a quatre, soit onze fascicules. Sur ces onze fascicules qui sont ici, il y en a quatre réunis qui

forment un document et les sept autres qui en forment un autre. En plus de ceux-là, on a toujours déclaré que ces deux-là formaient la fourniture du 16 août.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Alors, je comprends. Ce qui m'avait induit complètement en erreur, c'est que le capitaine Mareschal nous avait dit : « Ce n'est pas deux fournitures qu'il y a eu, mais onze documents ». Non, d'après ce que le capitaine Lambling vient de dire, il n'y a eu que deux fournitures comprenant un certain nombre de fascicules.

M^e AUFRAY. — 7 et 4 font 11 !

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, voulez-vous préciser votre question ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si j'ai bien compris, ces deux fournitures qui ont été estimées de 2 à 4.000 francs comportent...

LE TÉMOIN. — Pardon, avec ces deux paquets, dont l'un comprend quatre fascicules et l'autre sept, il y a une suite qui comprend les quatre formant à eux seuls un document unique. C'est ce document qui a été examiné et apprécié à la valeur de 4.000 francs.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Et les autres ?

LE TÉMOIN. — Ils n'ont pas été appréciés.

M. LE PRÉSIDENT. — Pouvez-vous dire s'ils sont sans valeur ?

LE TÉMOIN. — Ce sont évidemment des documents qui ont été étudiés à la section des renseignements et qui, après coup, n'ont pas été transmis au 2^e bureau, soit parce qu'on s'est rendu compte que l'on possédait déjà ces renseignements, soit parce qu'on a vu que c'étaient des documents fabriqués, ou pour un autre motif.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Vous les jugez sans valeur actuellement ?

LE TÉMOIN. — Non, je ne les ai pas examinés au point de vue de leur valeur.

LE MÊME MEMBRE DU CONSEIL. — Savez-vous quelle était leur valeur en 1899 ?

LE TÉMOIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Ils ont été négligés autrefois...

LE TÉMOIN. — On ne nous a jamais demandé d'apprécier la valeur de ces documents.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — On ne nous a demandé notre appréciation que sur un seul document ; quant à l'autre, on ne nous demandait rien.

M. LE PRÉSIDENT. — Pourquoi ne vous a-t-on rien demandé?... Il ne faut pas chercher de raisons extraordinaires et croire qu'on a voulu tromper.

LE TÉMOIN. — Je ne le sais pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces documents ont-ils été jugés sans valeur et mis de côté par le Service des renseignements dès le début?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Je n'en sais rien.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela pourra être recherché.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a sur la chemise « Documents : à comparer ou à étudier ». Ces documents ont été laissés de côté; nous pouvons donc supposer que cette étude n'a pas donné de résultats. (*A M. le colonel Hollender*). — Pouvez-vous nous en indiquer la valeur?

M. LE COLONEL HOLLENDER, *consultant les documents*. — J'aime mieux ne pas répondre sur un examen fait dans ces conditions.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le colonel Rollin, pouvez-vous nous indiquer la valeur de ces documents?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Il a fallu les payer tout de même...

M. LE PRÉSIDENT, *au lieutenant-colonel Rollin*. — Ces documents sont passés entre vos mains : pouvez-vous nous dire s'ils ont une valeur?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — C'est le capitaine Mareschal qui pouvait les apprécier.

M. LE PRÉSIDENT, *au capitaine Mareschal à qui les documents sont passés*. — Sont-ce des documents valant la peine d'être payés? Est-ce vous qui les avez mis de côté?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne me le rappelle pas; je reconnais ces documents, j'y attachais à ce moment une grande importance. Je pourrais sur ce point vous donner des explications techniques. J'affirme, et ces messieurs ne pourront pas me contredire, qu'il est excessivement difficile, quand on est tout seul avec un agent, d'apprécier en un quart d'heure ou même une heure, des documents de cette importance. Or, d'après le titre qu'il porte...

M. LE PRÉSIDENT. — Ne le lisez pas...

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je pouvais à première vue être convaincu...

M. LE PRÉSIDENT. — Et à seconde vue ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il pouvait avoir de l'importance. Voici pour un des documents. Cette étude ne peut bien se faire qu'en comparant les documents que l'on a à d'autres documents similaires ou analogues. C'est dans cette intention que j'avais à plusieurs reprises écrit à l'agent Austerlitz qu'il m'était très difficile de payer très cher les documents parce que mes moyens d'investigation étaient insuffisants. Dans ce dessein, je l'avais prié de venir à Paris, avec l'intention d'examiner les documents avec la plus grande attention, mais il n'a pas pu y venir.

M. LE PRÉSIDENT. — Qui a fait ce triage ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il a dû être fait à ma rentrée à Paris. Peut-être y ai-je pris part moi-même, c'est possible.

M. LE PRÉSIDENT. — En a-t-on tiré parti ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, probablement parce qu'on possédait déjà des documents sans que je le sache, sans quoi je ne l'aurais pas pris. Je ne suis pas universel, je n'ai pas la science infuse, et il aurait fallu que je possédasse par cœur une partie du plan que vous connaissez, ce qui m'était impossible ; à moins de le porter sur moi.

M. LE PRÉSIDENT. — La question est de savoir si les documents ont une valeur ou si vous leur en attribuez une ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, pour le premier portant le numéro d'un corps d'armée étranger ; j'y attachais de l'importance. Pour un autre, document portant le n° 5, j'y attachais également de l'importance, quoiqu'il soit très court. Peut-être l'avait-on, je n'en sais rien. Si, on l'a mis de côté, c'est probablement parce qu'on le possédait déjà. Quant à celui-ci, je spécifie que c'est moi qui l'ai demandé, ce n'est pas Austerlitz qui l'a proposé ; vous pouvez vous en convaincre en vous reportant à la correspondance Austerlitz de juillet 1899. Si je l'ai demandé, il est très probable que c'est sur la demande du 2^e bureau et parce qu'on ne l'avait pas. Pourquoi ne l'a-t-on pas utilisé ? Je ne puis me le rappeler, je n'en sais rien. En tous cas, si on l'a demandé, c'est qu'on en a eu besoin, et il a fallu le payer. Quant à cet autre document, il était offert par Austerlitz bien longtemps avant et pendant plus de six mois. Austerlitz en avait demandé 4.000 francs, et on lui avait répondu qu'on pren-

drait le document, mais sans spécifier qu'on le lui paierait 4.000 francs. Je le répète, ce document était offert par lui et accepté par nous. Par conséquent, je vous signale deux documents dont l'un était demandé par moi parce que j'y tenais, et dont l'autre était accepté par nous.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous les ferons estimer et nous verrons le résultat de l'expertise.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne sais pas pourquoi ces documents n'ont pas été transmis.

M. LE PRÉSIDENT. — N'est-ce pas vous qui les avez mis de côté ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne l'ai pas fait de ma propre autorité. Nous transmettions tous les documents tels qu'ils arrivaient généralement.

UN MEMBRE DU CONSEIL, *au capitaine Mareschal*. — De quelle écriture est la mention portée sur la chemise ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL, *consultant la chemise*. — C'est peut-être mon écriture... Non, ce n'est pas mon écriture, je crois que c'est celle du colonel Rollin, mais je n'en suis pas sûr. En tout cas, ce n'est pas la mienne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN, *consultant le document*. — Ce n'est pas mon écriture.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Ce n'est pas mon écriture, mais je crois que c'est la même que celle qui se trouve plus loin.

Le capitaine Mareschal passe le document au capitaine François.

UN JUGE. — Je demanderai au capitaine Mareschal si tous ces documents forment l'ensemble de la fourniture du 16 août.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

UN JUGE. — C'est bien toute la fourniture du 16 août rapportée par vous ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, rapportée par moi, et remise par moi au bureau des renseignements. J'ajoute, puisque j'en suis à l'appréciation de la valeur des documents, que personnellement, j'ai pu me tromper, mais que j'attachais une valeur beaucoup plus considérable à ces quatre documents que celle qu'on leur donne maintenant.

UN JUGE. — Alors, vous n'aviez pas de renseignements de base pour leur estimation ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Aucune. Tout d'abord, en

allant à Zurich, je ne savais pas exactement ce qu'Austerlitz m'apporterait; si je l'avais su, j'aurais pu me munir d'une pièce de comparaison, mais je ne pouvais pas le faire, parce que je ne savais pas ce qu'il m'apporterait.

UN JUGE. — Vous ne saviez pas ce qu'il allait vous fournir en ce qui concerne les deux documents qui sont là-dedans?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il y en avait un qu'il m'avait offert, mais je ne savais pas qu'il me l'apporterait. Du reste, pour se rendre compte de ce qu'est Austerlitz et de tout ce qu'il offre, il n'y a qu'à lire sa correspondance; il est impossible de savoir d'avance ce qu'il apportera.

M. LE PRÉSIDENT. — Il fixe des prix et il offre des documents.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Et il n'apporte pas ceux qu'il a promis.

UN JUGE. — Le capitaine Mareschal a apporté ces documents à Paris; se souvient-il à qui il les a remis, ou avec qui il en a fait le dépouillement?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Nous avons dû le faire probablement avec Fritsch, qui s'occupait également de cette nation étrangère. Je ne me rappelle plus bien comment cela s'est passé. Nous avons pris, je crois, les quatre plus importants pour les transmettre au bureau compétent. Je ne m'explique pas comment nous avons fait pour garder ce document que nous avions nous-mêmes demandé, comme il ressort de la correspondance, car, si nous l'avons demandé, c'est sur la demande du 2^e bureau.

UN JUGE. — Le capitaine Mareschal estime que les quatre documents sont les plus importants de la fourniture?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Absolument, sauf deux documents contenus dans l'autre fascicule.

UN JUGE. — Peut-on conclure de là que la séparation des onze documents en deux chemises a été faite par ses soins?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est excessivement probable, après un examen approfondi que je n'avais pas pu faire sur place.

UN JUGE. — Vous ne savez pas pourquoi vous avez placé ces documents-ci dans une autre chemise?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Pour une partie des documents, j'ai dû les comparer avec d'autres que nous avions; mais cela je n'ai pas pu le faire sur place. Il faudrait que j'entre dans des explications techniques que je ne peux guère donner ici.

UN JUGE. — Vous aviez demandé à Austerlitz une étude qu'il vous a livrée ; vous ne pouvez pas indiquer comment il se fait qu'elle a été laissée parmi les pièces non utilisées ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Si vous voulez vous reporter à ma correspondance de juillet ou d'août, vous verrez que je lui ai demandé spécialement s'il pouvait me fournir ce document, lequel se trouve dans le fascicule des documents non utilisés. Celui-là a un titre un peu bizarre, qui permet de s'en rappeler facilement.

UN JUGE. — A-t-on fait une traduction de cette étude que vous aviez demandée ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je ne me le rappelle pas.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — D'après le titre de ce document, il y a une direction du Ministère de la Guerre qui aurait été intéressée à en avoir la traduction ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui.

LE MÊME JUGE. — Vous n'avez pas souvenir qu'il y ait eu communication ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — La transmission aurait été portée sur le registre.

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Nous ne l'avons pas trouvée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il faudra recommencer l'estimation.

M. LE PRÉSIDENT. — Surtout pour le n° 6.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il faut, pour faire cette estimation, supposer qu'on ne les a pas déjà.

M. LE PRÉSIDENT. — Ceux qui les estimeront seront au courant de la situation.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Parmi les documents rapportés, il y en a un qui avait été demandé. Combien le capitaine Mareschal l'aurait-il payé, s'il avait eu à l'estimer ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Un maximum de 1.000 fr.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — A-t-il une valeur supérieure ou inférieure à celle des autres documents qui l'accompagnaient dans la même chemise ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il y a des documents qui, à mon avis, devaient avoir une valeur supérieure.

LE MÊME JUGE. — Le document qui porte « » se trouvait déjà en notre possession ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, mais il concordait avec un autre document. C'était un recoupement ; je ne puis m'expliquer autrement ici.

LE MÊME JUGE. — Ce document est devenu inutile comme archives, mais il n'a pas été inutile de l'avoir.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Non, il avait la valeur d'un recoupement. Au moment où j'ai pris ces documents, je ne pouvais prévoir à l'avance...

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Si vous jugez à propos de faire faire l'estimation, cela deviendra difficile, parce que notre officier-expert, le seul qui pourrait s'occuper de ce travail, est malade pour quelques semaines.

M. LE PRÉSIDENT. — Et vous-même ?

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Ce n'est pas possible !...

Cet officier a fait une chute de cheval. Mais, d'ailleurs, je dirai que nous avons déjà admis que rien qu'avec les documents A et les explications qui ont été apportées par les officiers, on peut admettre le chiffre de 25.000, étant donné que ces Messieurs prétendent qu'ils avaient couvert d'or l'agent Austerlitz pour l'engager à continuer. Qu'arrivera-t-on donc à prouver ?

M. LE PRÉSIDENT. — Alors nous arriverons à en avoir trop.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le colonel Rollin a même dit devant nous que, même s'il n'y avait pas eu de documents, il aurait donné les 25.000 francs.

M. LE COLONEL ROLLIN. — Non, pas 25.000 francs, mais de l'argent pour le conserver.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, l'estimation nouvelle à laquelle nous nous livrerions n'aurait pas d'intérêt.

M. LE PRÉSIDENT. — Si l'estimation pouvait être faite, elle aurait de l'intérêt.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Non, j'ai déjà tâté le terrain pour voir si quelqu'un pourrait remplacer cet officier. Personne ne le peut en ce moment.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Il ne faut pas tabler sur l'estimation de 25.000 francs. Dès le commencement, j'ai déclaré que la moitié de la somme avait été donnée à titre d'avance, c'est-à-dire 12.500 francs.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine Lambling était le successeur direct du capitaine Mareschal. C'est des mains de Mareschal que vous avez reçu le dossier Austerlitz ?

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Je ne l'ai reçu des mains de personne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Avez-vous vu dans le dossier un reçu de 25.000 francs ?

LE TÉMOIN. — Non.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Etait-il présent quand vous avez pris le service ? Il n'y a pas eu contact entre vous deux ?

LE TÉMOIN. — Je n'ai eu aucune explication quand j'ai pris le service. Je suis arrivé à la fin du mois d'avril, et quinze jours après, les trois officiers du bureau sont partis ensemble dans l'espace de quelques jours. J'ai dû les remplacer tous les trois à la fois, j'ai pris le service, sans que qui que ce soit me donne des explications.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai même vu une lettre de vous dans laquelle, ayant besoin de renseignements, vous écrivez au capitaine François : « M. Dautriche n'est pas là, je ne sais de quoi il s'agit... »

LE TÉMOIN. — J'ai pris le service dans des conditions tellement bizarres que je n'étais au courant de rien.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Le capitaine Lambling peut-il nous fixer la date approximative des deux notes rédigées par le capitaine Mareschal ?

LE TÉMOIN. — Il est certain qu'elles devaient se trouver dans le dossier au moment où je l'ai pris. La date est certainement antérieure à mon arrivée au bureau, voilà tout ce que je puis affirmer. Mes premières relations avec Austerlitz n'ayant pas pu me donner des renseignements, j'ai dû étudier ce dossier.

M. LE PRÉSIDENT. — En étudiant ce dossier, avez-vous eu connaissance que 25.000 francs avaient été donnés à Austerlitz ? Comment l'avez-vous appris ?

LE TÉMOIN. — Je le savais peut-être, mais je ne me rappelle pas l'avoir su.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce chiffre de 25.000 francs était-il assez important pour qu'il vous frappât ? Y avait-il beaucoup de chiffres de cette consistance ?

LE TÉMOIN. — J'en ai eu trois en quatre ans de cette importance. Pour Austerlitz lui-même, le chiffre de 25.000 francs ne paraissait pas extraordinaire, car, dans toutes ses lettres, il parlait de chiffres dans ce genre-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Il aurait pu aussi bien parler de 100.000 ou de 200.000 ; mais, est-ce que vraiment ce chiffre de 25.000 n'aurait pas dû être retenu dans votre mémoire si vous l'aviez connu ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général. Et j'ai peut-être vu ce chiffre lorsque j'ai étudié le dossier Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez causé avec Austerlitz. Il ne vous a jamais parlé, pour étayer ses prétentions, des sommes qu'il avait reçues de votre prédécesseur ?

LE TÉMOIN. — Il me disait quelquefois que mon prédécesseur le payait mieux que je ne le payais moi-même, mais il ne m'a jamais fixé de chiffre.

M. LE PRÉSIDENT. — La question est précise : je vous demande si vous n'avez jamais entendu parler du chiffre de 25.000 francs avant que le procès prît naissance ?

LE TÉMOIN. — Je ne pouvais pas en entendre parler : personne ne m'a parlé d'Austerlitz auparavant.

M. LE PRÉSIDENT. — Les notices qu'on a faites auraient relevé un chiffre de cette importance.

LE TÉMOIN. — Une des deux notices qu'on a faites porte le chiffre de 20.000 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — L'avez-vous vue ?

LE TÉMOIN. — J'ai dû la voir.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous ne pouvez pas me dire que vous saviez qu'il y avait eu 25.000 francs donnés à Austerlitz, avant que la presse se fût emparée de l'affaire.

LE TÉMOIN. — Je peux l'avoir vu comme je peux ne pas l'avoir vu, c'est une chose qui ne m'a pas frappé.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Voulez-vous me permettre, mon général, de rappeler un souvenir ? Alors que j'étais encore à la S. R., un matin, on causait des fournitures, et je ne sais pas si c'est vous, Lambling, qui disiez que tout le monde s'était égayé du capitaine Mareschal parce qu'on disait qu'il s'était fait duper ? Je ne veux pas dire qu'il s'agissait des 25.000 francs ; mais on disait que le capitaine Mareschal s'était laissé entortiller par Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le capitaine Mareschal a cité également le fait dans sa déposition, mais je reviens à ma question (*s'adressant au capitaine Mareschal*) : quand vous êtes arrivé à la Cour de cassation...

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — J'ai également déclaré à la Cour de cassation que je n'avais jamais emporté plus de 10.000 francs. C'est une erreur matérielle.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce que je trouve grave, c'est cette erreur matérielle. Je suis ici pour rechercher la vérité, je dis le pour, comme le contre.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je tiens également à attirer votre attention sur une note que j'ai faite au commencement de 1899 ou à la fin de 1898, dans laquelle Austerlitz propose des documents pour 9.000 francs. Dans cette note, je propose de prendre ces documents, et comme Austerlitz insiste, pour avoir 20.000 francs pour payer ses dettes, je dis : « On pourrait parfaire la différence et lui donner 20.000 francs à titre d'avance. » Donc, cette idée d'avance existait déjà en 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne le discute pas.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — En tout cas, le fait de la perte de mémoire est absolu, je ne le nie pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER, *au capitaine Lambling*. — Le capitaine Mareschal vient de faire allusion à une notice qui était collée à l'intérieur du dossier des opérations faites par Austerlitz. Avez-vous vu cette notice ?

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Je ne l'ai jamais vue. S'il y en avait eu une, je l'aurais vue.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-ce que vous estimez que, aussi bien la notice que le reçu, ont pu disparaître pendant les quatre années que vous avez passées à ce service ?

LE TÉMOIN. — On ne peut pas garantir qu'un papier quelconque ne disparaisse pas d'un dossier ; il suffit qu'il tombe quelque part et qu'on marche dessus. Un reçu se perdrait peut-être plus facilement parce qu'il est plus petit.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous étiez déjà comme stagiaire à la S. R. en mai 1900 ?

LE TÉMOIN. — J'y suis arrivé le 25 avril 1900.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, vous avez vécu toute la période de l'incident Fritsch ? Pourriez-vous dire au Conseil, sur cette période troublée de la S. R., ce que vous savez ?

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Sur cette période, je ne sais pas grand chose. Je suis arrivé à la section au moment où l'on était en train de faire un gros travail de traduction, et je me rappelle très bien que les trois premières semaines, je les ai passées à faire cette traduction sans m'occuper de quoi que ce soit. Comme d'ailleurs, j'étais destiné à remplacer le capitaine Fritsch, que lui-même ne devait partir que quelques mois plus tard, on avait quatre ou cinq mois pour me mettre au courant, et par conséquent on ne se pressait pas

pour me passer le service. Comme la traduction était plus pressée que le reste, je m'y suis mis tout de suite, sans faire attention à ce qui se passait autour de moi. J'entendais bien parler d'affaires, mais comme je n'étais au courant de rien, cela ne m'intéressait pas outre mesure, et je n'y comprenais pas grand chose.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est bien extraordinaire. Le départ de vos deux camarades, la mise en non activité du troisième, ce qui s'est passé à la Chambre des députés, cela ne vous intéressait pas ?

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Cela m'a intéressé parce que je voyais ce qui se passait autour de moi, mais le départ de mes deux camarades s'est produit tellement brusquement, qu'en l'espace de 48 heures, ils sont partis tous les deux.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Et vous n'avez même pas su pourquoi ?

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Le capitaine Fritsch m'a alors passé le service, et c'est à ce moment que je suis resté seul à la section, pendant à peu près deux mois, avec le colonel Faurie.

M. LE PRÉSIDENT, à M. le Commissaire du Gouvernement. — Avez-vous d'autres questions à poser ?...

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Au sujet de la disparition possible de papiers, le capitaine Lambling pourrait-il nous dire si on se livrait parfois à un triage des dossiers et si quelques pièces pouvaient, à la rigueur, s'égarer, ou si on conservait tout ce qui arrivait à la section ?

LE TÉMOIN. — On conserve en général tout ce qui arrive à la section... Un dossier d'agent se compose presque exclusivement de sa correspondance et des lettres de réponses.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Vous ne dites pas : lettre écrite tel jour ?...

LE TÉMOIN. — Non.

UN AUTRE MEMBRE DU CONSEIL. — Voici le dossier d'un agent...

LE TÉMOIN. — Eh bien, les lettres s'y trouvent dans l'ordre de leur arrivée ; la première arrivée est en dessus.

UN AUTRE MEMBRE DU CONSEIL. — Elles sont numérotées ?

LE TÉMOIN. — Elles sont inscrites ; depuis 1900, on leur donne un numéro d'entrée.

M. LE PRÉSIDENT. — Les lettres d'Austerlitz, en particulier, étaient numérotées ?

LE TÉMOIN. — Evidemment.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas de raison pour qu'une lettre disparaisse à un moment quelconque.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas d'autres questions à poser ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Non, je remarque qu'il est très difficile de faire la lumière.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ferons de notre mieux.

M^e BONNET. — Je crois avoir vu dans les pièces de la procédure que, sur les trois fournitures d'Austerlitz faites au capitaine Mareschal, il n'y avait eu que deux documents qui aient été enregistrés sur le cahier d'enregistrement, que vous avez sous les yeux. Je demande à M. le capitaine Lambling de vouloir bien se reporter au n° 1340 du cahier d'enregistrement, et de regarder le premier document qui a été fourni le 21 juillet 1898, et de me dire si ce n'est pas le document qui est ainsi enregistré... Il faudrait que M. le capitaine Lambling voulût bien se reporter aux documents de la première fourniture; en voyant ces documents, et en voyant la mention faite sur le cahier d'enregistrement...

LE TÉMOIN. — Je ne sais pas si la fourniture est d'Austerlitz.

M^e BONNET. — Vous pourriez voir si c'est bien le document qui est inscrit. Il y a eu un document qui a été fourni le 21 juillet 1898, pour lequel on demandait 12.000 francs; ce document est sous une chemise dans le dossier d'Austerlitz... Il faudrait que M. le capitaine Lambling voulût bien regarder d'abord le document. C'est sous la cote « fourniture d'Austerlitz ».

Le 23 juillet 1898, il y a une fourniture qui a été faite, et nous trouvons, sous le n° 1340, une transmission à la date du mois d'août 1898. Voulez-vous voir, en rapprochant la mention qui est sur le registre d'enregistrement, avec le titre du document fourni le 21 juillet, voulez-vous voir si ce n'est pas celui-là ?

LE TÉMOIN. — Si, c'est celui-là.

M^e BONNET. — Eh bien, l'accusation nous dit qu'il n'y a que deux documents qui ont été transmis, l'un sous le n° 1393, et l'autre sous le n° 2816.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — L'accusation répète ce qu'on lui a dit au ministère de la Guerre.

M^e BONNET. — Moi, dans l'intérêt de la défense, j'ai trouvé qu'il y en avait eu plus de deux; l'accusation aurait pu le trouver comme moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Si l'accusation ne l'a pas trouvé, c'est qu'elle n'a pas pu le trouver, il n'y a pas d'autres raisons, car l'accusation, comme tout le monde, cherche la vérité. Vous avez été plus heureux, voilà tout.

M^e BONNET. — Sur les deux autres mentions il n'y a pas de difficultés; c'est seulement sur celle-là que je voulais avoir une déclaration, pour être bien sûr que je ne m'étais pas trompé. Eh bien, l'accusation persiste à dire qu'il n'a été fait aucun paiement...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce n'est pas l'accusation qui dit cela, c'est la comptabilité.

M^e CHENU. — La comptabilité interprétée par l'accusation.

M^e BONNET. — Je crois que la lumière est parfaitement faite; mais l'accusation nous dit que la comptabilité est en désaccord avec nous.... D'ailleurs, je n'insiste pas, ce sera une affaire de discussion. Je voulais simplement faire préciser un point de fait; je crois qu'il est précisé.

Je voudrais maintenant poser à M. le capitaine Lambling une ou deux questions. Je voudrais qu'il précisât ce qu'il a dit dans une de ses dépositions. Est-il exact que l'agent Austerlitz ait déclaré ou ait écrit au capitaine Lambling que son prédécesseur, dont il indique le pseudonyme, l'ait payé mieux que lui?

LE TÉMOIN. — Il me semble que c'est même écrit dans sa correspondance; dans tous les cas, il me l'a certainement dit de vive voix.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est pourquoi je vous demandais tout à l'heure s'il vous avait cité le chiffre de 25.000 francs.

M^e BONNET. — Je voudrais demander encore au capitaine Lambling s'il a participé à la confection de l'historique des relations avec Austerlitz, et si, ayant lu la correspondance, il a, dans deux lettres du mois de juillet 1899 adressées par Austerlitz à Mareschal, lu que cet agent demandait, non pas 10.000 francs, mais 60.000 francs?

LE TÉMOIN. — J'ai lu 60.000 francs sans aucune hésitation.

UN JUGE. — Vous savez l'allemand?

LE TÉMOIN. — Oui, mon colonel.

M^e BONNET. — La somme est écrite en chiffres et non pas

en écriture ordinaire. D'ailleurs, je ne connais pas l'allemand, et j'ai très bien lu la somme.

M^e CHENU. — Ce sont des chiffres arabes.

M^e BONNET. — Je voudrais encore demander à M. le capitaine Lambling de vouloir bien préciser et de nous dire par qui a été fait le paiement de 3.650 francs, au mois de juin 1900, à Wessel?

LE TÉMOIN. — J'ai répondu à cette question dans une de mes dernières dépositions. Je crois que Wessel s'était présenté au Ministère avec une lettre adressée, je ne sais plus si c'était au Ministre ou au chef d'Etat-Major, dans laquelle il réclamait cette somme de 3.000 et quelques cents francs, pour nous avoir mis en relations avec un autre agent. Le fait a été reconnu exact. Je dois dire, en effet, que toutes les fois qu'un agent nous mettait en relations avec un autre agent, on lui donnait une gratification. J'en ai rendu compte et j'ai reçu l'ordre de verser cet argent. Je l'ai remis moi-même à M. Cazelles, le chef du Cabinet civil du Ministre, qui l'a versée à Wessel et en a retiré un reçu.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne m'explique pas bien l'intervention de M. Cazelles. Qui était M. Cazelles?

LE TÉMOIN. — C'était le chef du cabinet civil du Ministre. Il y avait alors un ordre de faire passer presque toutes les opérations par l'intermédiaire du chef du cabinet civil du Ministre. D'ailleurs, le reçu de 3.000 et quelques cents francs existe, et est signé de M. Cazelles.

M^e BONNET. — Tout ce que je voulais faire remarquer, c'était ceci. C'est encore une question que je pose. Le capitaine Mareschal a été tout à fait étranger à ce paiement fait à Wessel?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Cet agent avait rendu des services à ce moment-là?

LE TÉMOIN. — Wessel avait rendu des services avant mon arrivée en procurant un agent. On lui avait promis que, lorsque cet agent aurait donné sa première fourniture, on lui verserait une gratification, à lui. Lorsque l'agent a fait sa première fourniture, on lui a donné sa gratification.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Est-ce que Wessel a remis un reçu?

LE TÉMOIN. — Je n'ai jamais eu que le reçu du chef du cabinet civil du Ministre.

M^e AUFFRAY. — J'ai à poser une question au sujet de la partie du dossier Austerlitz, et de la correspondance qui est ici. Ce dossier s'arrête à peu près au moment où le capitaine Lambling a pris la correspondance avec Austerlitz. Par conséquent, il n'avait probablement pas à étudier cette partie du dossier. D'où vient que ce dossier est dans un état de désordre absolu ? Avait-il été mis d'une façon définitive au rancart, ou a-t-il été manipulé depuis ?

LE TÉMOIN. — Ce dossier a pu être manipulé depuis, mais, au moment où j'ai pris le service, il ne l'avait pas été. Il est resté dans l'état où il était. Je me suis contenté d'y placer les pièces nouvelles de ma correspondance avec Austerlitz, de sorte que les dossiers formaient un dossier unique à ce moment-là.

M^e AUFFRAY. — Au moment où le capitaine Lambling a pris possession du Service des Renseignements, est-ce qu'il a parcouru la correspondance Austerlitz ?

LE TÉMOIN. — J'ai dû la parcourir.

M^e AUFFRAY. — Est-ce que le dossier vous a paru être dans l'ordre chronologique ?

LE TÉMOIN. — Je les ai laissées dans l'ordre où elles étaient.

M^e AUFFRAY. — Est-ce que le dossier vous a paru être dans un état d'ordre suffisant, ou dans un état de désordre absolu ?

LE TÉMOIN. — Je ne me rappelle pas que quelque chose m'ait frappé à ce moment-là.

M^e AUFFRAY. — Voici l'intérêt de la question : le Conseil verra que ce dossier est dans un état de désordre tellement inextricable, que la première lettre en date est cotée, je crois, la 99^e sur 102, puis on passe au milieu et on reprend le commencement. En un mot, il y a trace de manipulations extraordinaires, que peut-être — je n'incrimine personne — peuvent expliquer la disparition des documents.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces lettres ont-elles été cotées devant vous ?

LE TÉMOIN. — Non, mon général.

M^e AUFFRAY. — Nous avons été obligés de travailler plusieurs jours, mon confrère, M^e Henry Bonnet, son secrétaire et moi, pour retrouver l'ordre logique.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je vais vous donner des explications qui, j'espère, satisferont les défenseurs. Les

lettres ne sont pas en ordre : c'est parce que, si le rapporteur les avaient mises en ordre, c'eût été s'avancer beaucoup ; car, comme les lettres ne sont ni datées, ni signées, les conséquences auraient été considérables. Quand le dossier est arrivé ici, si j'ai bonne mémoire, c'est M. Luc qui l'a pris et qui a dû numéroté les lettres comme vous le savez, parce que si elles avaient été classées par lui, cela aurait eu des conséquences considérables.

M^e BONNET. — Nous sommes tout à fait d'accord ; je reconnais que, dans le dossier, se trouvent des lettres dont il n'y avait pas lieu de faire le classement.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai vu le dossier, et on m'en a montré une partie pour laquelle il y avait de l'ordre.

M^e BONNET. — Ce n'est pas de l'ordre, c'est un désordre.

M. LE PRÉSIDENT. — Si on avait essayé de les classer, je crois que cela aurait été hypothétique, et je ne sais pas si, même avec le concours de la défense, on serait arrivé à un résultat.

M^e BONNET. — Je reconnais, en effet, que c'est extrêmement difficile à classer. Il n'y a là de faute de personne.

M^e AUFFRAY. — Comme c'est moi qui ai soulevé la question, je tiens à bien expliquer ce que j'ai dit. C'est un regret que, M^e Bonnet et moi, nous exprimons discrètement. Je crois qu'il eût peut-être été bon d'inviter la défense à rechercher, contradictoirement avec l'accusation, loyalement et courtoisement, on ne l'a pas fait, je m'incline. Mais la portée de la question que je posais est celle-ci : il est certain que le capitaine Lambling, prenant par lui-même possession du service, a essayé de faire un classement.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a dit que non.

M^e AUFFRAY. — Pardon ! puisque M. le capitaine Lambling a lu le dossier... il est certain qu'en homme qui lit un dossier consciencieusement, il a essayé d'y comprendre quelque chose, et alors il est certain qu'à un moment donné, il a classé ce dossier de façon à mettre chronologiquement les pièces en ordre. Or, du moment où il a pris possession du service, jusqu'au dernier moment, le dossier a été manipulé par d'autres, qui n'ont peut-être pas attaché le même intérêt au classement chronologique et qui ont jeté dans un désordre inextricable le dossier qui devait se trouver en ordre.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous classé vous-même le dossier ?

LE TÉMOIN. — Je ne me souviens pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien aviez-vous de dossiers ?

LE TÉMOIN. — Des dossiers de ce genre-là, j'en avais peut-être une quinzaine.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — M. Luc, qui est responsable jusqu'à un certain point, tient à préciser comment les choses se sont passées. Il tient à dire que, quand il a pris les papiers que vous lui avez donnés, vous avez renversé ces papiers sur une table et qu'alors on les a ramassés dans n'importe quel ordre.

LE TÉMOIN. — Permettez, je n'ai donné de papiers à personne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quand on a pris ce dossier à la Section des Renseignements, on l'a renversé sur une table, je ne sais pas qui, et alors on a ramassé les pièces dans n'importe quel ordre. De là vient le désordre inextricable dont parle la défense.

M^e BONNET. — C'est simplement la constatation du fait matériel du désordre que nous avons tenu à signaler.

M. LE PRÉSIDENT. — Seulement vous n'accuserez personne d'avoir fait la chose volontairement.

M^e BONNET et M^e AUFFRAY. — Oh ! nous n'accusons personne.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les Juges, avez-vous des questions à poser au témoin ?

UN JUGE. — Quel chemin a suivi ce dossier Austerlitz pour venir ici ? Je m'explique : je voudrais savoir si le dossier a été pris en présence des officiers des renseignements pour être apporté au greffe ?

M. LE PRÉSIDENT. — On vient de vous dire tout à l'heure que la perquisition avait été faite en présence du capitaine Lambling.

LE TÉMOIN. — Pardon, le capitaine rapporteur, lorsqu'il est venu dans mon bureau, avait déjà le dossier entre les mains.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que vous avez dit que vous étiez là.

LE TÉMOIN. — J'étais là, mais c'est le capitaine-rapporteur qui avait apporté le dossier, me semble-t-il.

M. LE PRÉSIDENT. — D'où ?

LE TÉMOIN. — Le dossier avait été pris à la Section et était

allé au cabinet du ministre; il était revenu, puis il était retourné, je crois.

M. LE PRÉSIDENT. — Greffier, voulez-vous relire le commencement de la première déposition que vous avez lue tout à l'heure? Les premières lignes, il semble que c'était bien net.

M. le Greffier, lisant.

Nous nous rendons dans le bureau du service des renseignements où le capitaine Lambling, qui est le successeur du capitaine Mareschal depuis avril 1900, nous présente le dossier complet de l'agent à Austerlitz.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Quelle date?

LE GREFFIER. — 2 juillet 1904.

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Le 10 mai, j'avais porté tout le dossier Austerlitz au cabinet du Ministre.

M. LE PRÉSIDENT. — Il en était revenu!

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Moi, je ne l'ai plus revu.

M. LE CAPITAINE LAMBLING. — Nous l'avions mis sous scellés un soir, et le colonel Hollender l'avait porté le lendemain matin au cabinet du ministre.

Un jour ou deux après, on m'a rappelé au Cabinet du ministre, et l'on m'a demandé de faire du paquet de correspondance qui existait avant moi un petit résumé. J'ai, en effet, rédigé une petite note indiquant les lettres les plus importantes du dossier, et je croyais à ce moment-là avoir remis cette note avec le dossier au cabinet du ministre. Et je croyais me rappeler que c'était le Cabinet qui avait transmis ce dossier au Greffe. Il faut croire qu'on me l'a rendu à moi. J'avais l'idée que, quand le capitaine-rapporteur était venu dans mon bureau, il y était venu avec le dossier.

M^e AUFFRAY. — Nous prenons acte que le dossier a été transféré en mai au Cabinet du ministre. Il nous est indifférent de savoir qu'il est ensuite rentré dans les mains du capitaine Lambling, que personne ne suspecte, et dans les mains du Greffier du Conseil de Guerre, que personne ne suspecte davantage.

M. LE PRÉSIDENT. — J'espère que vous n'étendrez pas vos soupçons plus loin.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Qui est suspecté alors ?

M^e AUFFRAY. — Personne, je viens de dire qu'il n'y a personne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Alors nous causons depuis 20 minutes inutilement.

M^e BONNET. — Nous ne soupçonnons personne. Nous indiquons simplement de bonne foi que le dossier a subi des manipulations nombreuses, qu'il a passé par un grand nombre de bureaux. Il a même été à la Cour de Cassation, le capitaine Mareschal l'y a vu. Il n'est pas impossible que, dans ces transmissions, et alors qu'on n'attachait pas une grande importance à ce dossier, puisqu'on en versait sans précaution le contenu sur une table, on en ait vu disparaître certaines pièces.

M^e CHENU. — Les voyages forment la jeunesse!...

M. LE PRÉSIDENT *au témoin*. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

LE TÉMOIN. — Oui, mon général.

Le Président demande aux accusés s'ils ont des observations à faire, et, sur leur réponse négative, ordonne de faire venir un autre témoin.

M. le commandant Pierra

Chef de bataillon en retraite, 55 ans, professeur d'allemand à l'École supérieure de Guerre

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été expert et vous avez prêté serment. Vous savez qu'il y a un point particulier qui a soulevé des objections. C'est le chiffre 60.000, que vous avez lu 10.000. Vous avez traduit les lettres ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Comment avez-vous été appelé à penser qu'il y avait 10.000 là où beaucoup de personnes lisent 60.000 à première vue.

LE TÉMOIN. — Je n'ai eu aucune hésitation. J'ai lu 10.000 francs, c'est peut-être plutôt une question d'expertise en écri-

tures que de traduction ; mais s'il pouvait y avoir incertitude à mon avis sur la question de savoir s'il faut lire 10.000 ou 60.000, cette incertitude pourrait disparaître d'après la phrase même qui accompagne la somme. Si 60.000 francs n'étaient qu'un acompte, cela ferait une somme formidable.

M. LE PRÉSIDENT. — Expliquez-nous ce qui vous a amené à penser qu'il y avait 10.000 au lieu de 60.000.

LE TÉMOIN. — Je n'ai pas fait de réflexions, j'ai vu cela à la première lecture.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour beaucoup de personnes, à première vue il y avait 60.000.

M^e BONNET. — Pour tout le monde.

Je vous demanderai de remettre à M. le commandant Pierra les pièces 21, 28, 17 et 50, pour qu'il lise les chiffres qui se trouvent dans ces quatre pièces.

On présente au témoin la pièce 21.

LE TÉMOIN. — Je vois 60.000 francs.

M^e BONNET. — Vous avez traduit 10.000. Vous voyez 60.000 sans hésitation ?

LE TÉMOIN. — Sans hésitation.

M^e BONNET. — Voulez-vous regarder pour la pièce 28 ?

LE TÉMOIN. — Je lis sans hésitation 60.000.

M^e BONNET. — J'étais convaincu qu'en regardant les lettres, M. le commandant Pierra reconnaîtrait qu'il y avait erreur matérielle de sa part. J'étais convaincu que M. le commandant Pierra, chargé de faire cette traduction, était préoccupé du sens des mots, et qu'il y a eu un lapsus de sa part. Je pose la question que voici : M. le commandant Pierra a été, nous a-t-on dit, réentendu par M. le Commissaire du Gouvernement ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par le capitaine rapporteur.

M^e BONNET. — Non, la sténographie le montrera.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai dit : j'avais lu moi-même 60.000 francs, j'en ai causé avec le capitaine-rapporteur ; le commandant Pierra a été prié par moi de revenir au Conseil de Guerre, puisque je suis l'intermédiaire obligé du rapporteur dans cette circonstance. Le commandant Pierra a été entendu par le rapporteur. Ensuite, il est venu au greffe où j'étais en ce moment, et c'est à ce moment que nous avons parlé avec le commandant Pierra de ce qui venait de se passer entre lui et le capitaine-rapporteur.

M^e BONNET. — Je retiens ceci : M. le commandant Pierra a été entendu par Monsieur le capitaine-rapporteur, qui ne peut pas entendre un témoin sans tenir compte de sa déposition.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il n'était pas témoin.

M. LE PRÉSIDENT. — Laissez achever, maître Bonnet.

M^e BONNET. — On ne peut apporter l'affirmation d'un témoin dont la déposition ne figure pas au dossier de l'instruction. Cet incident éclairci, je pose au commandant Pierra la question suivante : lorsque vous avez été appelé par le capitaine rapporteur, vous a-t-on montré les pièces que vous venez de voir, en appelant votre attention sur l'erreur que vous deviez avoir commise ? Vous a-t-on montré les pièces 17 et 50, dans lesquelles se trouvent les chiffres 10 et 12.000 en vous disant : « Vous devez avoir fait une erreur matérielle, voulez-vous rectifier ? »

LE TÉMOIN. — Le dernier samedi de juillet, le 31, je crois, j'avais fini ma traduction ; j'étais parti avec l'idée que c'était terminé. Le dimanche, en rentrant à mon hôtel, je trouvais une lettre du capitaine-rapporteur qui me priait de repasser à son bureau pour traduire des pièces qui avaient été oubliées. Cette traduction terminée, j'ai remis les deux pièces à M. le Greffier en chef. C'est alors que le Greffier m'a demandé, de la part du capitaine-rapporteur, de passer à son bureau, et là, après m'avoir fait rectifier une erreur matérielle, un zéro que j'avais oublié, et qui est d'ailleurs rectifié avec approbation en marge, il m'a dit : « Vous avez commis une autre erreur en mettant 10.000 au lieu de 60.000. » Alors, j'ai déclaré : « Non, je continue à lire 10.000 et non pas 60.000. » J'ajoutai alors : « En admettant même que, par la forme du chiffre, il puisse y avoir hésitation pour savoir si c'est 10.000 ou 60.000 qu'il faut lire, le contexte semblerait donner raison à ceux qui lisent 10.000 plutôt que 60.000. » Mais je n'ai pas comparé ou eu à comparer avec d'autres chiffres.

M^e BONNET. — Les pièces qui vous ont été montrées à ce moment sont-elles celles sur lesquelles, sans hésitation, vous venez de lire 60.000 ?

LE TÉMOIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — On va faire lire la traduction.

M^e BONNET. — Vous a-t-on montré les deux lettres ? Quel est le numéro de la lettre dont vous parlez en ce moment ?

M. LE PRÉSIDENT. — Le commandant Pierra dit que c'est la lettre numéro 21 qui est en cause.

LE TÉMOIN. — Oui, je me rappelle que c'est bien celle-là.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Greffier, veuillez donner lecture de la lettre.

M. le Greffier, lisant :

Cher Monsieur,

Donc, le 31 juillet sans faute; mais, je vous en prie, une demi-heure plus tôt que convenu, j'apporterai quelque chose... Cela vous intéressera. Je compte fermement que vous me donnerez de suite 10.000 francs et le reste plus tard.

LE TÉMOIN. — Oui, c'est bien cette lettre là.

M^e BONNET. — Vous venez de lire 60.000 sans hésitation. Pour en finir avec cette question, M. le Président veut-il avoir la bonté de faire remettre au témoin les pièces n^{os} 17 et 50 de l'original.

Les pièces sont présentées au témoin.

M^e BONNET. — Dans la pièce n^o 17 quel est le chiffre qui s'y trouve?

LE TÉMOIN. — 10.000 absolument.

M^e BONNET. — En comparant ces 10.000 avec les 60.000 de tout à l'heure, voulez-vous nous dire s'il est possible qu'il y ait une erreur commise?

LE TÉMOIN. — Ce n'est certainement pas la même.

M^e BONNET. — En juxtaposant ces deux chiffres, il n'y a pas possibilité de se méprendre?

C'est la question que je pose. Voulez-vous prendre les deux lettres en même temps?

LE TÉMOIN. — Ces deux chiffres ne sont sûrement pas les mêmes.

M^e BONNET. — L'un est certainement 10.000.

LE TÉMOIN. — L'autre certainement 60.000.

M^e BONNET. — Et sur la pièce 28, je crois que vous lisez 60.000?

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que les Membres du Conseil sont maintenant parfaitement éclairés.

M^e BONNET. — Ce que je demande, c'est que le témoin veuille bien nous dire si, lorsqu'on l'a interrogé, on avait placé sous ses yeux les lettres où se trouvent 60.000 et les

autres où se trouve le chiffre 10.000 ? S'il les avait vues, aurait-il pu persister dans son erreur ?

LE TÉMOIN. — Il est certain que, si j'avais vu ces 60.000 juxtaposés avec 10.000, je n'aurais pas continué à regarder 60.000 comme étant 10.000.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le rapporteur n'avait pas à intervenir dans le travail du traducteur, il ne sait pas l'allemand. Comment pouvait-il se livrer au travail qu'on vient de signaler ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que tout le monde a été de bonne foi.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le commandant Pierra n'était pas témoin, mais traducteur.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces Messieurs sont maintenant bien convaincus que personne n'a cherché à tromper.

M^e BONNET. — L'intention du capitaine-rapporteur a été attirée par le capitaine Mareschal ; toutes les personnes qui sont ici ont lu 60.000...

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que l'incident est trois fois clos.

M^e BONNET. — Il est d'une extrême gravité.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je vous proposerai d'entendre mercredi MM. Gribelin, Cavard, Hennion, Tomps, France et Boissière.

La séance est levée à 5 h. 10 et renvoyée à mercredi à midi et demi.

SEPTIEME AUDIENCE

2 novembre 1904

DOCUMENTS DIVERS

La séance est ouverte à midi et demi.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu un certain nombre de documents que j'ai fait réclamer sur la demande de la défense et qui seront versés à la procédure.

Ces documents sont : 1° le procès-verbal de la déposition du capitaine Fritsch, du 14 avril 1900, à Nice; 2° les lettres de Toms à Mathilde du mois d'avril 1900, en original et en traduction.

Je rappelle que la lettre Moutier au Rapporteur a été versée à la procédure.

Au sujet du rapport du capitaine François du 6 septembre 1899 et de la déposition in-extenso de cet officier devant la Cour de Cassation du 16 mars 1904, j'ai reçu deux lettres, l'une du ministre de la Guerre, l'autre du procureur général près la Cour de cassation, dont j'invite M. le greffier à donner lecture et qui seront versées aux débats.

M. le Greffier, lisant.

Paris, le 31 octobre 1904.

Le ministre de la Guerre à M. le général Bertin, président le 2^e Conseil de guerre, Paris.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les documents énumérés aux 1^o et 2^o de la lettre n^o 714 que vous m'avez adressée le 30 du présent mois.

Quant au document énoncé au 3^o, je fais examiner par le service compétent, si cette pièce peut être communiquée ou entrer sans inconvénient.

Dans l'affirmative, ce document parviendrait pour la séance du 3 novembre prochain.

Paris, 31 octobre 1904.

Le procureur général près la Cour de Cassation à M. le président du 2^e Conseil de guerre, Paris.

En réponse à votre dépêche en date du 30 octobre par laquelle vous me demandez de vous faire parvenir copie de la déposition du capitaine François devant la Cour de cassation le 6 mai 1904, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette communication ne pourra être faite qu'après autorisation, s'il y a lieu, de la Chambre criminelle.

Je transmets en conséquence votre lettre à M. le président de cette Chambre pour qu'il soit délibéré d'urgence sur cette requête; je m'empresserai de vous faire connaître la décision de la Cour dès qu'elle sera intervenue.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas encore reçu le document.

Je reçois à l'instant du ministre de la Guerre une lettre du 2 novembre 1904, portant envoi de documents dont on va donner immédiatement connaissance ainsi que du bordereau contenant les fiches.

M. le Greffier, lisant.

Paris, le 2 novembre 1904.

M. le ministre de la Guerre à M. le président du 2^e Conseil de guerre, Paris.

Comme suite à ma lettre du 31 octobre dernier, je vous fais parvenir le document réclamé par le 3^e de votre dépêche du 30 du même mois. J'y joins une note du chef d'état-major général faisant connaître les conditions dans lesquelles la communication de ce document peut être faite, conditions auxquelles je donne mon entière adhésion.

Par une dépêche subséquente du 31 octobre, vous me demandez la communication des fiches et dossiers concernant diverses personnalités et auxquels il a été fait allusion par le commandant Targe au cours de sa déposition. Il n'existe pas de pièces de cette nature se rapportant à l'année 1900 et aux suivantes. Je vous envoie trente documents se rapportant aux années 1898 et 1899, dont un bordereau détaillé et joint donne l'énumération.

La communication de ces pièces, en raison de leur caractère, ne pourra être faite qu'à huis-clos, et c'est sous cette réserve expresse que j'autorise ladite communication.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous donner lecture du bordereau?

M. le Greffier, lisant.

Secret. — Documents communiqués à M. le général Bertin, président du 2^e Conseil de guerre, du gouvernement militaire de Paris.

Observations. — Tous ces documents ont été trouvés à la S. R., partie dans le coffre-fort où avaient été enfermés en 1900 les dossiers relatifs à l'affaire Dreyfus, partie dans les armoires du bureau de l'officier d'administration Dautriche.

Les titres (au crayon bleu) des dossiers semblent être en partie de l'écriture de l'officier d'administration Dautriche.

Désignation des pièces :

Notes de l'agent Guénée (6 mai 1898, 10 octobre 1898, 17 octobre 1898).....	3
Zola (père) Note de M. Gribelin, 14 mars 1898.....	1
Dossier Clemenceau — une fiche de fin mars 1899 — 3 fiches du 3 avril 1899 — une fiche (Guénée) 2 avril 1899 (5 feuilles).	5
Dossier Philippe Dubois, une fiche du 6 mai 1898, 2 fiches du 9 mai 1898.....	3
Dossier Mme Monnier, 2 fiches du 27 avril 1898.....	2
Dossier Mine Bastard : 2 fiches du 6 mai 1898.....	2
Dossier Henri Dumont : 2 fiches du 20 mai 1898.....	2
Dossier Urbain Gohier : 1 fiche du 6 mai 1898, 2 fiches du 11 mai 1898.....	3
Dossier Dufeuille : 2 fiches du 11 mai 1898.....	2
Dossier Yves Guyot : 2 fiches du 28 septembre 1898.....	2
Dossier Loew (Paul) une fiche du 17 janvier 1899.....	1
Dossier Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie : fiches du 29 avril 1899.....	3
Lettre de l'agent Desvernines (pièce de comparaison d'écriture)	1

Trente pièces : 30

M. LE PRÉSIDENT. — Le rapport du 6 septembre 1899, du capitaine François m'est parvenu; il sera communiqué à la séance à huis clos ainsi que la lettre qui indique la nécessité de cette mesure.

Je verse également une lettre du colonel Hache dont lecture va être donnée :

Paris, 2 novembre 1904.

Mon général,

Je lis à la 4^e page du *Petit Temps*, supplément au numéro du mardi 1^{er} novembre 1904 (page 4, 3^e colonne, ligne 29) : « C'est la signature du général Delanne et c'est son écriture ».

Comme vous avez fait savoir que le *Temps* donnait un compte rendu sténographique qui pouvait être considéré comme quasi officiel, je crois devoir vous adresser à ce sujet la rectification suivante:

J'ai dit : « C'est l'écriture du général de Lacroix ». Je n'ai pas

parlé de la signature, la fiche qui m'était présentée n'avait pas de signature.

Ma mémoire sur ce point est absolument sûre.

Après ma réponse, la question suivante m'a, d'ailleurs, été posée : « Qui était chef d'état-major à la date du 26 décembre 1899 ? » — J'ai répondu : « Le général Delanne ». Cette question eût été sans objet si j'avais antérieurement prononcé le nom du général Delanne.

Veillez agréer, mon général, l'expression de mes sentiments respectueusement dévoués.

Signé : Colonel HACHE.

Commandant le 42^e infanterie.

M^e CHENU. — La rectification est conforme au souvenir de tous.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas eu le temps de voir cette partie du compte-rendu.

M^e AUFFRAY. — La rectification est, en effet, conforme au souvenir auditif de tous. Quand j'ai lu le compte-rendu, j'ai été très étonné, car je ne comprenais pas comment le colonel Hache pouvait voir une signature qui n'existait pas; il y a donc eu dans le compte-rendu une erreur, comme cela peut arriver.

Voulez-vous précisément me permettre, pour que les situations respectives soient bien établies, de faire une observation dans l'intérêt général.

M. le colonel Hache a, dans sa lettre, prononcé une parole qui appelle notre attention et provoque une rectification; M. le colonel Hache a parlé du compte-rendu du *Temps* comme d'un compte-rendu quasi officiel, de l'aveu même du Conseil de Guerre.

Je crois qu'il serait très dangereux, et pour le journal lui-même, qui ne tient pas à assumer de responsabilités officielles, et pour la satisfaction de l'opinion publique, qui demande à savoir la vérité et toute la vérité, que le compte rendu du *Temps* soit considéré comme officiel ou quasi-officiel. J'ai déjà eu soin de dire et je répète que, cédant aux convenances de son public et des dimensions de son journal, dont il est le seul et très légitime maître, le *Temps* ne fait qu'un compte-rendu écourté qui comprend, d'une part, certaines parties sténographiques d'un seul jet et d'une seule tenue, d'autre part, en caractères un peu plus gros, des résumés là où il lui convient, suivant son droit, de faire des résumés; d'autre part, à un

point intermédiaire quelconque, ce qui peut prêter à confusion, sur quoi j'ai insisté et sur quoi j'exprime très courtoisement ce regret, j'ai le regret de constater que le *Temps* n'a pas tenu compte des demandes très légitimes de la défense. Je faisais remarquer que le *Temps*, dans la partie sténographique, joint quelquefois des parties intégrales avec une grande lacune et je demandais que le *Temps* indiquât ces lacunes, ces absences de citations, par une ligne de points, de manière que le lecteur sût bien que le compte rendu sténographique et même le résumé, cessaient à certains moments. Je crois qu'exprimer une seconde fois ce désir sera inspirer au *Temps* la volonté de donner la plus complète satisfaction à ce qui me paraît très légitime. Voilà ma première observation.

J'en fais une seconde et avant que nous ayons une satisfaction à notre curiosité, notre vaine curiosité, en huis clos pour lire ce qu'on a pu penser, sous la plume de M. Guénée, de tel ou tel personnage politique, passant d'une couleur à l'autre, de M. Dufeuille à M. Yves Guyot, je tiens à faire remarquer ceci, c'est que les fiches en question ont été saisies dans le cabinet de M. Dautriche par ordre du ministre; je n'ai rien à dire à cela, et là le ministre a été dans son droit absolu, qu'elles ont été prises sans un procès-verbal, sans un recollement et sans avoir soin de prendre des cotes et par conséquent, lorsque l'on nous verse par miettes ce qui plaît au cabinet du ministre de faire filtrer des révélations piquantes de ces fiches, dès à présent je m'inscris contre un tel procédé, qui consiste, comme déjà pour le procédé du dossier Austerlitz, à faire ce qu'il convient dans un cabinet et à ne pas observer les garanties essentielles de tout contrôle et de toute défense, qui sont de coter et de numéroter les pièces avant de s'en servir.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident peut être clos, je crois.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne comprends pas bien ce que la défense vient de dire; ces pièces sont accompagnées d'un bordereau, on a eu soin de les numéroter, il y en a 30 et je ne vois en rien ce qui justifie l'observation qui vient d'être faite.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion aura lieu plus tard à ce sujet, je crois que nous ne devons pas nous y attarder quant à présent.

Veillez faire entrer le témoin Gribelin.

M. Gribelin

Eéliæ, 51 ans, officier d'administration de 1^{re} classe.

Après le serment prêté, M. le président lui pose les questions suivantes :

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. GRIBELIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Etes-vous leur parent ou leur allié ?

M. GRIBELIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas à leur service et ils ne sont pas au vôtre ?

M. GRIBELIN. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez cependant servi sous les ordres de ces messieurs ?

M. GRIBELIN. — J'ai une profonde estime pour Dautriche...

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne s'agit pas de cela pour le moment. Avez-vous servi sous les ordres du lieutenant-colonel Rollin ?

M. GRIBELIN. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire votre déposition.

M. GRIBELIN. — J'ai été convoqué par le capitaine rapporteur près le 2^e Conseil de Guerre au sujet d'une inscription au crayon bleu faite sur un reçu : « Voir aussi réserve ». Ma première pensée a été de voir à la réserve ; mais nous n'avons pas trouvé d'inscription correspondante. Le capitaine rapporteur m'a montré un reçu de 10.000 en me disant que je n'avais inscrit que 6.000. Je lui ai répondu : « Si j'ai inscrit 6.000, c'est que je n'ai remis que 6.000 francs ; mais, d'autre part, si le capitaine Mareschal a mis 10.000 francs, c'est qu'il a payé 10.000 francs. »

J'ai pensé alors qu'il y avait une réserve spéciale constituée par le colonel Henry, et je me suis dit : cela ne peut être que de l'argent que Henry lui a donné en dehors de la caisse courante. Ma première déposition devant le capitaine rapporteur a roulé sur le point de savoir comment le capitaine Mareschal, n'ayant reçu que 6.000 fr. de la caisse courante, avait pu en payer 10.000. Dans tous les cas, ce n'était pas moi qui avais versé les 4.000 francs de ma poche, et il est probable que ce n'est pas lui non plus ; je me suis donc dit : Comme je

n'ai pas d'argent de ma poche à donner aux fonds secrets, ce ne peut être que le colonel Henry qui a remis cette somme de 4.000 francs. Je savais qu'il existait une caisse spéciale, mais je ne voyais pas les dépenses qui s'y faisaient; cela ne me regardait pas; une fois les dépenses payées et inscrites sur mon carnet, je n'avais plus rien à y voir.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous d'autres choses à dire ?

M. GRIBELIN. — J'ai cru de mon devoir de rendre compte de cela au général Gonse; le 1^{er} septembre 1898, nous avons fait un procès-verbal de recollement, et nous avons trouvé pour la réserve spéciale 21.000 francs entre les mains du colonel Henry. Nous avons profité de cela pour faire le recollement de tous les fonds qui pouvaient exister au Service, et les remettre, comme cela devait avoir lieu, en deux caisses; nous avons versé 21.000 et quelques cents francs à la réserve, et le reste à la caisse courante.

Le capitaine-rapporteur m'a interrogé en me disant : « Nous ne trouvons pas du tout les inscriptions, par exemple vous inscrivez 13.000 francs venant de la réserve et il n'y en a que 8.000. » J'ai répondu : si j'ai inscrit 13.000 francs, c'est qu'il y avait 13.000 francs, car, je le répète, je n'ai pas d'argent de ma poche à donner aux fonds secrets. En effet, nous avons reconnu très vite qu'il y avait bien 13.000 francs; ensuite, nous avons retrouvé très facilement toutes les autres sommes, et je lui ai expliqué comment on avait pu faire la réserve spéciale avec des prélèvements venant du service courant sous certaines rubriques. J'ai indiqué toutes ces rubriques autant que je l'ai pu, je ne dis pas que je n'en ai pas oublié, car je ne sais pas, à six ans de date, si les inscriptions correspondent exactement, mais dans tous les cas nous avons trouvé que la caisse courante aurait dû avoir à peu près 29.000 francs, plus une certaine somme qui devait provenir des économies ordinaires du Service, que j'ai estimées, par comparaison avec celles faites par le colonel Picquart, à 7.000 francs.

Pendant que le colonel Picquart gérait les fonds secrets, chaque fois qu'un officier rentrait sans avoir dépensé exactement la provision qu'il avait emportée, on reprenait en charge la différence; le colonel Picquart a donc pris en charge, pendant les 16 mois de sa gestion, 7.000 francs. Comme le colonel Henry est resté également 16 mois dans ce service, j'ai procédé par comparaison et je me suis dit : Il peut bien avoir

mis de côté à la réserve 7.000 francs. C'est tout ce que je puis dire.

Mais il faut bien dire que cette réserve spéciale n'était pas constituée, comme on l'a cru, pour créer je ne sais quelle espèce d'agence Tricoche et Cacolet, elle était créée dans un but de défense nationale. Je ne puis dire en ce moment l'emploi auquel cette somme était destinée; mais, si le huis clos était prononcé, je dirais tout ce que je sais à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été relevé du secret professionnel?

M. GRIBELIN. — Oui, mon général, mais je ne me considère pas comme délié du secret professionnel sur ce point-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien! vous irez jusqu'où vous croirez devoir aller, et je vais tout à l'heure vous interroger... Mais, vous avez bien compris la limite dans laquelle vous êtes délié du secret et vous tâcherez de ne pas répondre au-delà de ce qui nous intéresse.

M. GRIBELIN. — Je répondrai en allant aussi loin que je le pourrai, mais je crois de mon devoir, non seulement d'officier, mais de bon Français, de ne pas dire en public tout ce qui s'est passé.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas besoin de savoir ce qui s'est passé du temps du colonel Henry.

M. GRIBELIN. — Cette réserve, il faut bien dire pourquoi elle était faite; le colonel Henry avait fait cette réserve parce que, lorsque le général Billot est venu au ministère de la Guerre, il a ramené de 40 à 32.000 francs la subvention du Service; cela a beaucoup gêné. Quand le colonel Henry est devenu chef de Service, il a essayé de faire revenir à 40.000 fr. le subside mensuel, il n'y a pas réussi. Il a pensé que, s'il faisait des économies, le ministre les lui reprendrait ou réduirait l'indemnité; c'est pourquoi ces économies, au lieu d'être versées à la réserve ordinaire, étaient versées à une réserve spéciale. Il devait y avoir à la réserve ordinaire 34.000 francs. Le colonel Henry n'avait pas d'autre but, en faisant cette petite réserve, que de ne pas laisser voir toutes les économies qu'il faisait sur cette réserve. Quant à payer des agences Tricoche et Cacolet, on ne faisait pas cela au Service des Renseignements. On faisait du renseignement, mais non de la délation.

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, quant à présent, vous n'avez rien à ajouter?... Je vais vous interroger.

Il importe que je fasse connaître au Conseil dans quelles conditions M. Gribelin a été appelé à déposer devant le capitaine-rapporteur, cela a déjà été indiqué, mais je tiens à le préciser.

Le capitaine-rapporteur se trouvait en présence d'un reçu de 10.000 francs signé Austerlitz correspondant à une sortie de 6.000 francs dans les écritures...

M. GRIBELIN. — C'est bien cela.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans la déposition du 6 juillet, qui a été lue par le greffier à la 2^e audience, le capitaine Mareschal a dit : « Je n'ai jamais sorti un sou de ma poche. Arrangez cela comme vous voudrez, cela m'est égal... Si les écritures ne sont pas d'accord avec le reçu, je ne me charge pas de l'expliquer. »

Le 9 juillet, le capitaine Mareschal, interrogé à nouveau — cet interrogatoire a été également lu à l'audience — le capitaine Mareschal répond dans le même sens et termine en disant « qu'il lui semble que la différence devait pouvoir se justifier. »

C'est alors que vous, Monsieur Gribelin, vous avez été appelé, parce que vous étiez, en somme, comptable à cette date du 23 août 1898, puisque vous étiez chargé des écritures. Le rapporteur pensait que vous étiez en mesure de donner des explications. Vous avez donc été interrogé le même jour que le capitaine Mareschal, le 9 juillet.

Greffier, voulez-vous nous lire la déposition de M. Gribelin du 9 juillet ?

M. le Greffier, lisant :

D. — Vous avez quitté le service de la S. S. à quelle époque ?

R. — En décembre 1898.

D. — Connaissiez-vous l'agent Austerlitz ?

R. — Je ne connais pas Austerlitz, mais il est certain que cet agent était employé à la S. S. alors que moi-même j'y étais attaché, puisque son nom, inscrit de ma main, figure sur certains registres.

(A ce moment, le témoin demande au rapporteur s'il peut se considérer comme dégagé du secret professionnel avant de répondre aux autres questions qui lui seront posées).

Nous rapporteur, déclarons au témoin qu'il peut faire sa déposition sans se considérer comme lié par le secret professionnel.

D. — Je vous présente le Livre Journal et vous prie de recher-

cher si, en dehors de la dépense du 23 août 1898, il n'existe pas un autre paiement fait à Austerlitz ?

R. — La première dépense concernant Austerlitz, que je relève sur le cahier, est du 23 août 1898; cette dépense est certainement la première faite sous ce pseudonyme. De l'examen du registre jusqu'au 13 décembre 1898, il résulte qu'aucune dépense n'a été faite au nom d'Austerlitz entre le 23 août et le 13 décembre. En ce qui me concerne, il n'a donc été effectué qu'un seul paiement à l'agent Austerlitz.

D. — Je vous présente le reçu, veuillez me l'expliquer.

R. — La partie du reçu 499, que vous me présentez, qui se réfère à la dépense du 23 août (Austerlitz) et qui est écrite à l'encre, est certainement de ma main. Quant à la mention « voir aussi réserve » écrite au crayon bleu sur le reçu, je ne saurais être affirmatif. D'après l'inspection du registre, je ne vois pas le but de cette inscription, à moins que son auteur n'ait voulu viser certaines réserves toutes spéciales constituées par Henry, au moyen de paiements fictifs, tels que, service frontière L. indiqué sur le registre du 26.

D. — Avez-vous souvenance que le capitaine Mareschal vous ait, à son retour présenté un reçu, et, ce reçu, l'avez-vous pu voir dans le dossier Austerlitz ?

R. — Le capitaine Mareschal n'avait pas à me présenter de reçu; s'il m'en avait remis un, je l'aurais certainement épinglé, au talon, mais il m'a suffi qu'il m'indiquât que la somme était payée pour que je l'inscrive. Quant au dossier Austerlitz, je ne me rappelle pas l'avoir jamais vu.

D. — Alors aucun des deux reçus que je vous présente n'a jamais été sous vos yeux ?

R. — Non, et ils pouvaient parfaitement ne pas m'être présentés ?

D. — Je vous présente le relevé des comptes Austerlitz; pourquoi n'avez-vous pas, après avoir mis le nom, inscrit la dépense 6.000 ?

R. — Cette inscription aurait dû être faite; en effet, dans les premiers jours de septembre au plus tard, mais à ce moment s'est produit le suicide du lieutenant-colonel Henry et le désarroi apporté par ce douloureux événement, a bien pu me faire oublier ce détail, d'autant plus que le registre que vous me présentez a été ouvert par mon initiative et était surtout destiné à me servir d'aide mémoire en ce qui concerne les sommes payées aux agents de la catégorie d'Austerlitz.

D. — Il résulte de votre comptabilité et de ce que vous nous dites, que le capitaine Mareschal a reçu de vos mains, le 23 août 1898, une somme de 6.000 francs ?

R. — C'est évident.

Je dois ajouter qu'il est fort possible qu'outre les 6.000 francs remis par moi, le capitaine Mareschal ait reçu d'Henry, au moment de son

départ, une autre somme prélevée sur la réserve spéciale dont je vous ai parlé tout à l'heure, réserve spéciale dont le montant, à la mort d'Henry est constaté, par un procès-verbal signé par le général Gonse et moi.

D. — Aviez-vous quelque indice, vous permettant d'avance cette assertion ?

R. — C'est une appréciation personnelle et je la donne pour ce qu'elle vaut, je n'ai aucune preuve de ces faits ni de faits semblables. Ces réflexions me sont suggérées par l'inscription au crayon bleu et la mention « voir aussi réserve », que je ne peux pas m'expliquer autrement.

D. — Reconnaissez-vous l'écriture de cette mention ?

R. — Elle n'est vraisemblablement pas de ma main et je ne reconnais pas non plus l'écriture d'Henry.

D. — Cette réserve était-elle connue de tous les officiers du bureau ?

R. — Moi, j'en connais l'existence.

Lecture faite, le témoin a déclaré persister, etc... »

M^e HENRY BONNET. — Tout à l'heure, Monsieur le président, vous avez dit que le capitaine Mareschal avait été interrogé le 9 juillet, c'est le 7 juillet.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un premier interrogatoire du 7 juillet ?

M^e BONNET. — Il y a des interrogatoires le 6 et le 7 juillet, mais il n'y en a pas le 9, c'est le 7 juillet que le capitaine Mareschal a déclaré qu'il n'avait jamais rien versé en dehors du service, ni rien mis de sa poche.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un interrogatoire du 6 juillet et un autre du 7 ?

M^e BONNET. — Oui, puis l'interrogatoire suivant se place à la date du 19 juillet, il n'y a pas eu d'interrogatoire entre le 7 et le 19.

M. LE PRÉSIDENT. — Les défenseurs, comme c'était leur droit, ont eu connaissance de cette déposition et en ont fait part au capitaine Mareschal.

Interrogé de nouveau le 19 juillet, le capitaine Mareschal a répondu au capitaine-rapporteur lui demandant : « Avez-vous quelque chose à ajouter ? », c'est-à-dire sans qu'il fût interrogé directement, en donnant pour le reçu une explication concordante à celle que vous, Monsieur Gribelin, avez donnée.

Vous avez déposé le 20 juillet, à nouveau, devant le capitaine-rapporteur.

Greffier, voulez-vous lire la déposition du 20 juillet, et ensuite le procès-verbal de recolement du premier septembre 1899 ?

M^e CHENU. — Le procès-verbal de recolement est de 1898.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est après la mort du lieutenant-colonel Henry.

M. le Greffier, lisant :

L'an 1904, le 28 juillet, à 3 heures du soir, devant nous capitaine Cassel, rapporteur près le 2^e Conseil de guerre de Paris... est comparu etc... le témoin ci-après nommé, lequel, etc... a répondu se nommer Gribelin Félix, âgé de 50 ans, etc... et a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Je vous donne communication du procès-verbal du premier septembre 1898 signé par vous et le général Gonse, veuillez me donner des explications sur les mentions qui sont portées ?

R. — La somme de 40.375 fr. 05 mentionnée sous la rubrique, 1^o provient de l'encaisse au premier du mois (408 05) d'un chèque de 40.000 francs encaissé le premier septembre, soit 40.408 05, diminués d'une somme de 183 francs dépensée ce même jour et augmentée de quelques menues sommes provenant d'économies de change ou de menus remboursements et que j'avais en caisse sans écritures.

La somme de 21.000 francs portée à la rubrique 2^o *Frontières* provient d'inscriptions de dépenses fictives faites sous les rubriques suivantes :

30 avril 1897. Service des frontières B. L. S.....	4.000
30 octobre 1898. Avance aux agents de V. B. S.....	2.000
30 novembre 1898. Avance fusil et canon A.....	4.000
31 mars 1898. Service des frontières N.....	1.500
30 avril 1898. Service W. Aut.....	5.000
31 mai 1898. Service de F. L.....	800
31 mai 1898. Documents, mob. A. Art.....	4.000
30 juin 1898. Service L. F.....	1.000
26 août 1898. Service Frontières L.....	4.000

Soit un total de.... 26.300

duquel il convient de déduire les sommes qui ont pu être dépensées par le lieutenant-colonel Henry et dont il ne tenait aucune comptabilité, ce qui explique à mon sens pourquoi nous n'avons trouvé que 21.000 francs.

D. — Les dépenses dont vous venez de parler étaient-elles les seules fictives, et pouvez-vous nous dire à quel sentiment a obéi le lieutenant-colonel Henry en constituant cette réserve ?

R. — A ma connaissance, il n'y a pas d'autres dépenses fictives que celles énoncées ci-dessus; cependant, à cette somme de 26.300 francs, il convient d'ajouter les menus remboursements faits par divers (reliquats de mission, etc...) les économies provenant du change, etc... qui peuvent s'élever à la somme de 7.000 francs; j'établis ce chiffre par comparaison avec la gestion du lieutenant-colonel Picquart, qui a fait rentrer une somme de 7.377 francs en seize mois, versée à la caisse courante et constatée par écritures, tandis que le lieutenant-colonel Henry versait d'une manière générale les sommes qui lui étaient remboursées ou économisées à sa caisse particulière (réserve spéciale), sans écritures. En constituant cette réserve spéciale, le lieutenant-colonel Henry, qui craignait toujours que le ministre lui diminuât sa mensualité, avait en vue de dissimuler en partie, au ministre, les économies réalisées sur la mensualité de 32.000 francs. Il évitait ainsi de constituer une trop forte réserve dans la caisse de réserve. Je crois devoir ajouter que le lieutenant-colonel Henry était très parcimonieux sur cette réserve.

D. — Continuez vos explications.

R. — La somme de 13.000 francs portée à la rubrique 3^e provient d'une somme de 8.000 francs en caisse à la caisse de réserve, comme vous le voyez sur le carnet de réserve, et d'une autre somme de 5.000 francs inscrite au registre-journal comme versée à la réserve à la fin du mois d'août et qui n'est pas inscrite spécialement sur le carnet de réserve parce qu'à ce moment, 31 août, je n'avais pas à ma disposition le carnet de réserve, qui se trouvait entre les mains du chef de service. Cette somme de 5.000 francs est comprise dans la somme de 29.500 versée à la réserve suivant le procès-verbal du premier septembre.

Quant à la somme de 3.585 francs qui figure au § 4^e et qui a été remise au général Gonse par le lieutenant-colonel Henry au moment de son arrestation, elle provient vraisemblablement d'un prélèvement sur cette réserve spéciale, qui s'élevait ainsi au moment de sa mort à 24.585 francs.

La mention 29.500 du carnet de réserve s'explique alors, comme vous le voyez, en ajoutant aux 34.585 les 5.000 francs dont il a été question. Le reliquat de 85 francs a dû être versé dans la caisse courante et doit figurer dans les menues sommes dont je ne m'expliquais pas exactement la provenance au commencement de mes explications sur la rubrique 1^o.

Comme vous le voyez, cette somme de 27.500 se justifie parfaitement comme mise en réserve; et celle de 40.460, qui est portée en avoir au service courant, s'explique comme je viens de vous le dire.

D. — Je vous représente le reçu 499, dont la mention au crayon bleu « Voir aussi Réserve » me semble bien être de votre main.

R. — Je n'ai aucune raison de croire qu'elle n'est pas de ma

main et je ne me l'expliquerais que si, à la date de ce reçu (23 août), il se trouvait une inscription à la réserve; autrement, je ne me l'explique pas.

Cette mention ne pourrait se rapporter qu'à un mouvement de fonds avec la réserve spéciale du lieutenant-colonel Henry, soit que celui-ci ait donné une certaine somme au capitaine Mareschal, soit au contraire que ce dernier ait remis de l'argent au lieutenant-colonel, mouvement que je n'avais pas à connaître et que j'ai ignoré.

Lecture faite...

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne chercherai pas à approfondir cette question de comptabilité, je crois qu'elle n'est pas du ressort du Conseil. Vous aurez probablement à répondre ailleurs.

Greffier, voulez-vous lire le procès-verbal de recatement ?

M. le Greffier, lisant.

L'an mil huit cent quatre-vingt dix-huit, le premier septembre, nous Gonse, général de division adjoint au chef d'état-major général de l'armée, Gribelin, archiviste principal de 2^e classe à l'état-major général de l'armée, avons procédé de concert au recatement des fonds mis à la disposition de l'état-major général de l'armée pour le service des renseignements.

Il existe : entre les mains de M. l'archiviste Gribelin, constaté par écritures, une somme de 40.375 05.

2^o Constaté par écritures sous la rubrique « Frontières », 21.000 francs.

3^o Constaté par écritures sous la rubrique « réserves », 13.000 francs.

4^o Il avait été remis au général Gonse, par le lieutenant-colonel Henry au moment de son arrestation, 3.585 francs, mis en réserve pour certaines missions secrètes et dont il n'est pas justifié par écritures.

Total : 77.960,05.

Nous avons laissé à la caisse courante une somme de 40.460 05 et nous avons placé dans une caisse spéciale pour être mise en réserve et inscrite sur un registre *ad hoc* une somme de 35.500; et nous avons vérifié les billets de banque et espèces formant la somme indiquée au présent procès-verbal.

En foi de quoi nous avons signé,

Les jours, mois et an que dessus.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien de temps êtes-vous resté au service des renseignements ?

M. GRIBELIN. — De septembre 1891 au 13 décembre 1898.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez un peu varié dans vos dépositions sur la mention au crayon bleu.

M. GRIBELIN. — J'ai répondu qu'elle n'était pas de ma main...

M. LE PRÉSIDENT. — Elle était de votre main, oui ou non ?

M. GRIBELIN. — Je ne sais pas ; elle était vraisemblablement de ma main. Elle peut être de ma main et elle peut n'en pas être. Il y a une chose qui m'a fait hésiter, c'est que l'e final est allongé, tandis que moi je le fais différemment. Je ne puis affirmer que ce soit de moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas de l'écriture d'Henry ?

M. GRIBELIN. — Le premier V est bien de moi. Dans tous les cas, je prends la mention pour moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenez-vous votre explication de la raison qui aurait fait créer la masse noire ? On ne vous demande pas ce que Henry en faisait, cela ne nous regarde pas.

M. GRIBELIN. — Je ne connais pas d'autre raison que celle que j'ai donnée. Je suppose que c'est celle-là.

Il désirait qu'on ne baissât pas encore la mensualité. Il y avait eu 40.000 francs, puis on était à 32.000. Il avait insisté au moment où il avait pris le service des renseignements pour qu'on lui rendît les 40.000 francs, et il n'avait pas réussi.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais il est étonnant qu'ayant 10.000 francs en caisse, il ait pris 4.000 francs sur la réserve, c'est contraire à la raison que vous me donnez.

M. GRIBELIN. — Il y a autre chose : Cavaignac venait d'être nommé Ministre. Il avait rendu la mensualité de 40.000 francs. Le colonel Henry n'avait plus les mêmes raisons de croire qu'on lui diminuerait sa mensualité.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, il aurait voulu diminuer sa réserve.

M. GRIBELIN. — Pas la diminuer, mais ne pas l'augmenter. Tout le monde sait que M. Cavaignac était absolument opposé aux masses noires, il n'en voulait pas. Il avait prescrit de verser tous les fonds immédiatement. D'autre part, lorsque Cavaignac est arrivé au Ministère de la Guerre, il y avait une réserve spéciale, une somme de 2 millions. Le Président de la République donnait 500.000 francs, et cette somme n'était pas dépensée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que le témoin s'égare ; les fonds secrets dont nous avons à nous occuper sont ceux de la S. R., et le témoin a à nous expliquer comment il a constitué la masse noire avec le colonel Henry ?

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est, en effet, pas la question, car ce n'est pas avec les économies du service des renseignements qu'on a constitué cette somme de deux millions.

M. GRIBELIN. — J'explique les raisons pour lesquelles le colonel Henry n'avait plus les mêmes raisons pour constituer une réserve spéciale sous le ministère Cavaignac.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous expliquerez complètement sur tout ceci, si vous êtes appelé devant une autre juridiction.

M. GRIBELIN. — M. Cavaignac ayant rendu les 40.000 fr., le colonel Henry n'avait plus les mêmes raisons pour faire cette réserve.

M. LE PRÉSIDENT. — Autrement dit, le colonel Henry avait voulu d'abord constituer une réserve spéciale, puis il la supprimait. C'était le commencement de la liquidation.

M. GRIBELIN. — Je ne dis pas cela. Vous me demandez comment il se fait qu'il ait donné 3.000 francs au capitaine Mareschal. Je ne vois pas d'autres explications, sinon qu'il voulait diminuer cette masse noire. D'ailleurs, vous remarquerez qu'à la fin de septembre, il verse 4.000 francs à cette masse noire...

M. LE PRÉSIDENT. — Enfin, nous savons qu'il y avait une masse noire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Deux ou trois jours après, c'est un point à vérifier, nous le vérifierons demain, il y a eu un versement à cette masse noire.

M. GRIBELIN. — C'est ce que je viens de dire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne m'explique pas comment le témoin peut dire que le colonel Henry voulait diminuer la masse noire. S'il avait eu l'intention de la diminuer, il ne l'aurait pas augmentée.

M. GRIBELIN. — Le même jour qu'il versait 4.000 francs à la masse noire, il versait 5.000 francs à la réserve ordinaire. Il est fort possible, je n'en sais rien, que les 4.000 francs qu'Henry a fait verser à sa réserve spéciale à la fin d'août, étaient les 4.000 francs donnés à Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne crois pas que nous puissions

pousser plus loin sur ce point. Je vous demanderai pourquoi vous avez parlé de la masse noire au capitaine Cassel. Vous avez assisté au procès de Rennes et au premier procès ?

M. GRIBELIN. — Oui, aux différents procès.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez jamais parlé de cette masse noire ?

M. GRIBELIN. — J'en ai parlé au général Gonse le 1^{er} septembre.

M. LE PRÉSIDENT. — Evidemment, puisqu'il y a un procès-verbal. Mais pourquoi en avoir parlé cette fois-ci au capitaine Cassel sans qu'il appelle votre attention sur ce point ?

M. GRIBELIN. — Il me demandait des explications sur une mention « voir réserve ». Je ne m'expliquais pas la mention autrement. D'autre part, j'ai parlé de la réserve spéciale à mon dernier interrogatoire à la Cour de Cassation. M. le Procureur général Baudouin m'a demandé pourquoi j'avais inscrit...

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle date ?

M. GRIBELIN. — Au mois de mai.

M^e AUFFRAY. — C'est une des pièces que nous avons demandées à la Chambre criminelle de la Cour de Cassation.

M. GRIBELIN. — Je ne l'ai jamais caché. J'en ai parlé au commandant Targe en octobre 1903, à la veille de la venue du roi d'Italie. Ce procès-verbal était au service des renseignements. J'ai rendu compte dès que j'ai pu le faire. Henry était mort, j'étais le seul qui connaissais l'existence de cet argent, j'ai cru de mon devoir de le dire ; je l'ai dit aussitôt que je l'ai pu.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous ne l'avez toujours pas dit au procès de Rennes.

M. GRIBELIN. — On n'en a pas parlé à Rennes.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous étiez là, comme ici, pour dire toute la vérité. Vous avez donc vu que cela était intéressant pour ce procès ?

M. GRIBELIN. — On ne m'aurait pas parlé de la mention au crayon bleu, je n'en aurais pas parlé...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne voulez pas dire que c'est vous qui avez écrit cette mention ?

M. GRIBELIN. — Il y a six ans que cela a été inscrit. J'admets que ce soit moi, mais je ne puis le jurer.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans tous les cas, vous aviez une

comptabilité au moins singulière, puisqu'il nous a fallu des explications très détaillées pour arriver, non pas même à y voir un point qui soit exact. D'ailleurs, je ne fais pas votre procès et je laisse cette question de côté.

— Etiez-vous au courant de l'existence des fiches et en avez-vous entendu parler ?

M. GRIBELIN. — Ces fiches doivent être de la main d'un agent du service des renseignements, appelé Guénée, qui apportait au bureau toutes sortes de renseignements. Ces fiches étaient dans une armoire.

M. LE PRÉSIDENT. — On nous a lu le bordereau de ces fiches : il y en a jusqu'en 1898 ou 1899.

M. GRIBELIN. — C'est possible.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous ces fiches ? Les avez-vous eues entre les mains ?

M. GRIBELIN. — Non, on y attachait si peu d'importance que je ne crois pas en avoir parlé à personne. Elles provenaient d'un agent qui était au Service des Renseignements. On appelait ces fiches « les histoires de brigands du père Guénée ». Personne n'y attachait d'importance.

M. LE PRÉSIDENT. — On n'aurait pas versé de mensualités si on n'y avait pas attaché d'importance.

M. GRIBELIN. — Je n'étais pas chargé des relations avec Guénée.

M. LE PRÉSIDENT. — La question sera approfondie plus tard.

Vous avez dit que vous les connaissiez comme tout le monde.

M. GRIBELIN. — Je les connaissais, mais je ne sais pas si tout le monde les connaissait. Je les ai vues dans l'armoire du colonel Henry.

C'étaient des fiches sur de petits cartons (*faisant un geste*) comme cela à peu près.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous en avez parlé avec M. Dautriche en dehors du service ? Vous êtes resté une quinzaine de jours avec lui.

M. GRIBELIN. — Je ne sais pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'avez vu souvent ?

M. GRIBELIN. — C'est mon ami intime, et je le voyais souvent.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez causé intimement avec lui ?

M. GRIBELIN. — Je n'en ai jamais causé en dehors du service. Par principe, je ne causais jamais des choses du Service des Renseignements et dehors de ce service.

M. LE PRÉSIDENT. — Pourtant vous avez reconnu qu'il y avait eu une masse noire ?

M. GRIBELIN. — Je ne l'ai pas dit à M. Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous considérez cela comme une chose insignifiante ?

M. GRIBELIN. — On lui a remis deux caisses, une caisse de réserve et une caisse courante. J'ai laissé au bureau le procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous mettiez peut-être M. Dautriche dans l'embarras en ne lui indiquant pas l'existence de la masse noire, si on venait lui demander de l'argent pour les besoins du service, auquel elle pourvoyait.

M. GRIBELIN. — Il n'y en avait plus.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne lui avez pas parlé des fiches ? Il n'en savait rien ?

M. GRIBELIN. — Il y a deux sortes de fiches. Il y a d'abord les fiches des suspects.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, mais nous voulons parler de ces personnes qui ne sont pas des personnes suspectes comme espions.

M. GRIBELIN. — Ces fiches, je ne les ai jamais vues, je n'y pensais même pas.

M. LE PRÉSIDENT. — La masse noire, non plus, vous n'y pensiez pas ?

M. GRIBELIN. — Si, elle m'a même assez causé d'ennuis pour que j'y pense.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait une masse noire, voilà ce que nous savons.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais poser au témoin une question qui, je pense, jettera une certaine lumière sur les explications qu'il nous a données surtout au début. Le témoin s'est-il rendu compte en 1898 et antérieurement, quand il aidait le colonel Henry à constituer cette masse noire par des opérations fictives, de la gravité de ce qu'il faisait ?

M. GRIBELIN. — Je n'avais pas à m'occuper de ce que le colonel Henry faisait de l'argent qu'il avait entre les mains ; il me disait : « Vous inscrirez quatre mille francs », par exemple...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez mal compris ma question ; vous êtes-vous rendu compte, lorsque vous faisiez des opérations fictives sur la comptabilité que vous étiez chargé de tenir, de la gravité de ce que vous faisiez, vous ?

M. GRIBELIN. — Je réponds que je n'avais pas à m'inquiéter des inscriptions qui étaient faites sur le registre : le colonel Henry me disait : « Vous inscrirez quatre mille francs sous telle rubrique » ; je les inscrivais et le lui disais ; il pouvait parfaitement les dépenser ou ne pas les dépenser ; je ne savais pas ce qu'il faisait, il n'avait pas à me le dire...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous étiez un porte-plume parfait !

M. GRIBELIN. — C'est comme cela qu'il faut prendre le Service des Renseignements ; le chef de service est le maître absolu de ses fonds, personne n'a le droit de lui faire d'observation, et le colonel Henry, comme tous les chefs de service, pouvait prendre un beau jour tout l'argent en caisse et dire : « Je l'ai dépensé », ce n'était pas à moi, son subordonné, à y trouver à redire.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela se passait ainsi de votre temps ; nous avons vu le colonel Faurie, qui nous a dit que cela n'avait pas lieu actuellement.

M. GRIBELIN. — Cela avait lieu de mon temps. Je me serais bien gardé de demander des explications, je suis trop discret pour cela ; quand il me disait : « Vous inscrirez telle somme », je ne savais pas s'il l'avait employée comme il l'indiquait ; il n'était responsable que vis-à-vis du chef d'Etat-Major, il ne l'était pas vis-à-vis de moi.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Voulez-vous regarder les registres qui sont à vos pieds ? Vous donnait-on des reçus quand vous faisiez ces opérations fictives ?

M. GRIBELIN. — On n'en donnait pas toujours.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous n'étiez donc pas dégagé vis-à-vis de qui que ce soit, pas même vis-à-vis de votre chef de service, quand vous faisiez une opération fictive pour engager la masse noire et que vous n'aviez pas de reçu.

M. GRIBELIN. — Le colonel Henry signait le registre ; il le faisait ensuite signer au général Gonse, c'était là le reçu. Les fonds secrets ne sont pas susceptibles d'une justification, de par la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Qui est-ce qui tenait cette masse noire ?

M. GRIBELIN. — C'était le colonel Henry, je ne pouvais pas y toucher, je ne savais pas ce qu'il en faisait, il en faisait ce qu'il voulait.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez su débrouiller les opérations fictives et celles qui ne l'étaient pas ?

M. GRIBELIN. — Parfaitement, parce que je connais les agents ; quand je ne connais pas l'agent, je dis que c'est une opération fictive, je savais bien que cette somme n'avait pas été payée à tel agent.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous saviez que les mots « service frontières » représentaient une opération fictive ?

M. GRIBELIN. — C'était de l'argent mis de côté pour une mission particulière.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous voulez dire que c'est la masse noire ?

M. GRIBELIN. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous donnez aux mots « mission particulière » un sens très étendu.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si le témoin avait donné cette explication, je n'aurais pas eu la cruauté d'insister ; mais, quand vous parlez de « raison patriotique » pour expliquer vos opérations fictives, vous m'obligez à intervenir.

M. GRIBELIN. — Ce n'est pas moi qui ai dit cela ; j'ai dit que le colonel Henry mettait cela en réserve pour un service qu'il voulait organiser en temps de paix ; il n'a pas eu le temps de le faire ; ce service a été seulement amorcé, il y a eu un commencement d'exécution ; je suis tout prêt, le jour où il y aura huis-clos, à dire ce qu'on a fait, à donner les preuves matérielles.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Dans une comptabilité tout entière secrète, vous venez de le dire vous-même, il ne peut pas y avoir d'excuses pour créer à l'occasion de fonds secrets une masse noire, c'est-à-dire des fonds plus secrets encore.

M. GRIBELIN. — Je partage la manière de voir de M. le Commissaire du Gouvernement, puisque la première fois que j'ai eu le droit de le faire, j'ai fait disparaître cette réserve initiale.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'aviez créée auparavant.

M. GRIBELIN. — Pardon, c'est le chef de service, ce n'est pas moi, il faut que chacun prenne sa part de responsabilité; M. le Commissaire du Gouvernement paraît croire que le subordonné peut désobéir au chef de service; je réponds qu'au Service des Renseignements comme ailleurs, il y a un chef de service auquel le subordonné doit obéir; le chef de service n'avait pas à me rendre compte, je n'avais qu'à faire ce qu'on me disait de faire en fait de fonds secrets; nous ne sommes pas comptables en ce qui concerne les fonds secrets. En ce qui concerne les règles de la comptabilité, la loi les définit et les détermine, mais nous ne sommes pas des comptables.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous vous démontrerons le contraire.

M. GRIBELIN. — Je suis là pour discuter.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour le moment, c'est tout ce que j'avais à demander.

M^e AUFFRAY. — J'ai un certain nombre de questions à poser au témoin, ou plutôt, à vous prier de poser au témoin; mais auparavant je tiens moi-même à préciser la question qui s'agite. Je croyais que nous avions à rechercher si, au mois d'août 1899, Austerlitz avait reçu ou non une somme de 25.000 francs, et si, l'ayant reçue, ou ne l'ayant pas reçue, on avait, pour la somme de 25.000 francs en apparence versée à Austerlitz, versé de l'argent à X ou Y. Aujourd'hui je vois qu'avec une vivacité de ton qui indique l'intérêt qu'il prend à la question...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Avec l'indignation que ces choses m'inspirent...

M^e AUFFRAY. — ...avec l'indignation qui est dans le fond de son âme en entendant des révélations foudroyantes, M. le Commissaire du Gouvernement fait le procès du 1^{er} septembre 1898 qui n'a rien à faire ici et qui peut-être va avoir à faire ailleurs. Je ne le suivrai sur ce terrain que dans la mesure nécessaire à la défense, où nous avons le droit et le devoir de nous cantonner, comme vous avez le droit et le devoir de rester dans les limites de l'accusation que vous avez la charge difficile de soutenir.

Cette question préliminaire vidée, je voudrais demander au témoin d'entrer dans des explications plus approfondies en

ce qui concerne la masse noire, la réserve spéciale, sa constitution par le colonel Henry, et son emploi éventuel. Si vous le voulez bien, nous commencerons par le commencement.

Je voudrais maintenant poser les questions avec l'agrément de M. le Président. Le témoin déclare donc qu'à sa connaissance un certain nombre de sommes étaient distraites de l'ensemble qui était constitué par la réserve ordinaire et par la caisse courante pour être affectées, non pas à des personnalités, à des agents de lui connus, mais à des êtres fictifs qui permettaient la constitution d'une réserve spéciale. Je demande au témoin de répondre si, oui ou non, c'est bien comme cela que les choses se passaient ?

M. GRIBELIN. — Oui, les sommes étaient inscrites sous certaines rubriques. Elles n'étaient pas payées, puisque nous avons retrouvé le 1^{er} septembre 1898, la caisse du colonel Henry, ou du moins elles n'étaient pas payées pour la majeure partie ; mais je savais personnellement que ces sommes n'étaient pas payées, car Henry ne s'en cachait pas vis-à-vis de moi.

M^e AUFFRAY. — C'est ainsi qu'au moment où le témoin Gribelin a fait son procès-verbal de recollement devant le rapporteur Cassel, il a signalé à sa connaissance et après un premier examen rapide, une somme minima de 26.300 fr., qui avait été employée à la constitution de cette réserve spéciale. Le chiffre est-il exact ?

M. GRIBELIN. — Il est relevé sur le registre des fonds secrets. J'ai relevé sur ce registre toutes les mentions qui, à ma connaissance, se rapportaient à cette réserve spéciale, j'en ai peut-être oublié quelques-unes, je n'en sais rien ; mais, à ma connaissance, les mentions que j'ai relevées ont bien toutes été employées à constituer la réserve spéciale.

M^e AUFFRAY. — En outre de ces 26.300 francs, le témoin a bien expliqué que cette réserve spéciale était alimentée par une autre source, c'est-à-dire par les économies faites par les officiers sur leurs frais de voyage. Il a chiffré, par comparaison, ces économies à 7.000 francs, en s'appuyant sur le fait que, pendant les seize mois de gestion du Service des Renseignements par le colonel Picquart, c'était à peu près 7.000 francs (le colonel Picquart ayant procédé autrement et plus ouvertement) qui avaient été versés par Messieurs les officiers à la caisse courante. Le témoin en a conclu que, pen-

dant la même période de temps, les officiers, sous la direction du colonel Henry, avaient pu verser à peu près 7.000 francs. Est-ce bien l'explication donnée par M. Gribelin ?

M. GRIBELIN. — J'ai procédé par comparaison. Je ne sais si c'était 7 ou 8.000 francs, mais le colonel Picquart ayant versé 7.000 francs et le service ayant fonctionné de la même manière, il était possible qu'une même somme eût pu être économisée par le colonel Henry.

M^e AUFFRAY. — Nous arrivons donc, et à première vue, à une somme totale de 26.300 francs et 7.000 francs, c'est-à-dire environ 34.000 francs qui, venant de deux sources différentes, ont dû alimenter cette réserve spéciale. Le chiffre est-il bien exact ?

M. GRIBELIN. — Parfaitement.

M^e AUFFRAY. — Lorsque M. le colonel Henry est mort, il a été trouvé en dehors de la réserve ordinaire, en dehors de la caisse courante, une somme de 21.000 francs d'un côté, et de l'autre, une somme de 3.585 francs. Est-ce exact ?

M. GRIBELIN. — Oui.

M^e AUFFRAY. — 21.000 francs dans un certain nombre de tiroirs ou dans un seul tiroir du ministère ?...

M. GRIBELIN. — Dans un petit coffre que le colonel Henry avait dans son bureau.

M^e AUFFRAY. — Et 3.585 francs donnés, comment et dans quelles circonstances, par le colonel Henry à M. le général Gonse ?

M. GRIBELIN. — Ah ! je ne sais pas. Le général Gonse m'a dit : « J'ai reçu 3.585 francs du colonel Henry. » Je ne sais pas dans quelles circonstances le colonel Henry les a remis au général Gonse. Il a pu les lui remettre au moment de son départ pour le Mont-Valérien, mais je n'en sais rien.

M^e AUFFRAY. — Nous arrivons donc à la reconstitution de 24.585 francs sur les 33.300 ou 34.000 francs... Le Conseil voudra bien me permettre d'arrêter là mes questions sur la reconstitution de la réserve spéciale, et il voudra bien retenir qu'il y a une douzaine de mille francs de cette réserve spéciale qui ont disparu pendant la gestion du colonel Henry.

Ces premières questions ont eu pour but de déterminer la composition de la réserve spéciale par ses deux sources, et son reliquat, sa consistance au moment de la mort du colonel Henry. Je vais maintenant aborder une autre question.

A travers les réticences de langage du témoin Gribelin, je crois m'apercevoir que le témoin Gribelin, d'une part, n'était pas le seul à connaître l'objet éventuel de cet emploi, que, d'autre part, il connaît sur cet objet éventuel des détails qu'il ne croit pas devoir faire connaître ici.

Je lui demanderai s'il peut désigner, ou par leurs noms, ou par leur grade, ou par leur situation dans l'armée, quelques officiers qui avaient connaissance de l'affectation éventuelle de cette réserve spéciale ?

M. GRIBELIN. — Il y avait au moins deux officiers, qui sont aujourd'hui officiers supérieurs, qui connaissaient parfaitement, non pas l'existence de la réserve spéciale, mais le service aux besoins duquel elle devait pourvoir. Je ne dirai pas les noms de ces deux officiers, ce serait les compromettre dans un pays où nous ne sommes pas. Ces deux officiers sont en activité tous les deux, ils n'appartiennent pas au Service des Renseignements et n'y ont jamais appartenu ; ils ont préparé ce travail au risque de leur liberté... je ne dirai pas leurs noms.

M. LE COLONEL FAURIE. — Cette question, mon général, devrait être traitée à huis-clos... Il va être commis des indiscretions très graves.

M^e AUFFRAY. — Je remercie M. le colonel Faurie d'intervenir et de faire comprendre qu'il y a d'autres personnes que le témoin Gribelin qui sachent toutes ces choses qui sont sacrées pour la défense de la Patrie.

M. LE PRÉSIDENT. — Si j'avais su, j'aurais arrêté le témoin, mais je ne connais rien à cette question.

M. LE COLONEL FAURIE. — Je ne connais pas les officiers dont il est question, mais je crois que M. Gribelin va s'engager dans une voie très dangereuse.

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis pleinement de cet avis, et je tiens à constater que c'est la défense qui a entraîné le témoin sur ce terrain.

M^e AUFFRAY. — Je tiens à constater que c'est l'acrimonie de M. le Commissaire du Gouvernement en ce qui concerne le témoin, qui n'est pas un inculpé, qui m'a obligé à vous parler de choses que je vous aurais demandé la permission de vous dire à huis-clos...

M. LE PRÉSIDENT. — Que vous savez peut-être, mais que j'ignore, en ce qui me concerne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Voulez-vous me permettre de placer un mot?... Je trouve absolument invraisemblables toutes les explications que le témoin est en train de donner. Je le répète, quand il s'agit de fonds secrets, à l'occasion desquels on peut dissimuler tout ce qu'on veut, d'un fonds dont la comptabilité doit être entourée du plus grand secret, je ne vois pas qu'il pouvait être nécessaire de constituer une masse noire.

M. GRIBELIN. — Je suis parfaitement de l'avis du Commissaire du Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — On a prononcé une parole grave qui a fait comprendre qu'il faut s'arrêter; moi-même j'aurais arrêté plus tôt si j'avais su ce dont il s'agissait.

M. LE COLONEL FAURIE. — M. Gribelin pourra se justifier à huis-clos, mais nous sommes là dans une voie grave qu'il convient d'arrêter. Je vous demande pardon d'être intervenu.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez bien fait d'intervenir, je vous en remercie.

M^e AUFFRAY. — Une dernière question : en dehors des officiers, existait-il, à la connaissance du témoin Gribelin, des civils très patriotes que je ne veux pas désigner autrement ici?

M. LE COLONEL RABIER. — Mais, alors, c'est la même chose que tout à l'heure?

M^e AUFFRAY. — Pardon, vous ne savez pas ce que je veux dire, car il vous arrive souvent de ne pas le savoir, même quand on a parlé. C'est une simple question, c'est la préparation de votre huis-clos, Monsieur le Président?

M. LE PRÉSIDENT. — Ne le préparez pas trop.

M^e CHENU. — J'estime, quant à moi, que cette conversation doit être remise à huis-clos, permettez-moi de vous le dire, mon cher confrère.

M^e AUFFRAY. — Alors, je me range à cet avis.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous verrons cela à huis-clos. Avez-vous d'autres questions à poser?

M^e AUFFRAY. — Les fonds de la S. R., c'est-à-dire les 40.000 francs de mensualité, ne sont-ils pas en réalité 50.000 francs dont 10.000 francs restent au cabinet du ministre.

M. GRIBELIN. — Nous touchions 32.000 francs sous le ministère du général Billot, nous touchions 40.000 francs sous le ministère Cavaignac, on n'a qu'à prendre le chapitre du

budget des fonds secrets, et on verra que ce budget s'élève à 530.000 francs, le Service des Renseignements ne touchait donc pas la totalité des fonds secrets.

M^e AUFFRAY. — Est-il à la connaissance du témoin que la partie des fonds secrets non versés dans la caisse de la S. R. est l'objet d'une comptabilité très éclairée, comme celle que réclame M. le Commissaire du Gouvernement?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En quoi cette question peut-elle nous intéresser?

M^e AUFFRAY. — En quoi les questions que vous posez vous-même au témoin Gribelin, qui se rapportent à 1898, ont-elles intérêt pour notre affaire?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous sommes sur un terrain trop dangereux, je ne vous laisserai pas continuer.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Chaque fois qu'on s'engage sur un terrain sur lequel on ne doit pas aller, je le signale. Nous n'avons pas à nous occuper des fonds secrets en dehors de la S. R.

M^e CHENU. — Nous discussions, avec beaucoup de calme et avec beaucoup d'émotion à la fois, une question : celle que vous avez soulevée vous-même, la question de la parfaite comptabilité en matière de fonds secrets et en matière de Service des Renseignements; mais il me paraît qu'il y a là une assimilation sur laquelle il convient de poursuivre notre entretien; que ce soit en audience publique ou que ce soit à huis-clos, il ne me semble pas que M. le Commissaire du Gouvernement ait le droit de nous priver de toutes les argumentations à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand je sais de quoi il s'agit, je sais jusqu'où on peut aller; mais lorsqu'il s'agit de questions étrangères, comme tout à l'heure, il est de mon devoir d'arrêter, et je prierai les témoins, membres du bureau des renseignements, de m'indiquer s'il faut arrêter.

M^e CHENU. — Vous avez vu, Monsieur le Président, comment nous avons fait nous-mêmes la part de ce qu'on pouvait dire et de ce que l'on ne devait pas dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement, c'est vous-même qui l'avez indiqué, et je vous en suis reconnaissant.

M^e AUFFRAY. — J'aborde alors une question qui rentre dans celle qui peuvent être discutées. Il s'agit de préciser les circonstances dans lesquelles le témoin Gribelin a pu en

parler pour la première fois en dehors du rapport. Je crois que nous sommes tout à fait dans la question. Je lui demande de préciser, plus qu'il ne l'a fait tout à l'heure, à quelle époque et à quels propos il a parlé de l'existence de la réserve spéciale du colonel Henry au commandant Targe ?

M. GRIBELIN. — Je l'ai dit : nous venions au Service des Renseignements de faire un procès-verbal de recatement d'une pièce, et nous rentrions avec le commandant Targe. Je déplorais avec lui que ce Service des Renseignements ne fût pas toujours très exact, et je lui dis : « C'est comme cette malheureuse réserve que j'ai dû faire disparaître ; le lieutenant-colonel Henry avait la manie de vieux capitaine de zouaves, de faire des masses noires... »

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je puis préciser la date, c'est le 10 octobre de l'année dernière.

M^e AUFFRAY. — Le 10 octobre 1903 ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Oui.

M^e AUFFRAY. — A quelle date approximative, dans le courant de mai, le témoin en a-t-il parlé à la Cour de cassation, et pourquoi a-t-il été amené à en parler ?

M. GRIBELIN. — Je ne me rappelle pas la date exacte de ma déposition, il s'agit de ma dernière déposition devant la Cour de cassation. J'ai été amené à en parler tout à l'heure. M. le Procureur général me parlait de l'inscription de 4.000 francs, il me disait qu'il y avait la constitution d'une réserve spéciale que j'avais fait disparaître par procès-verbal de septembre 1898. Pourquoi l'avoir fait disparaître, disait-il ? Je n'étais pas d'avis d'avoir cette réserve, on n'en avait pas besoin, mais le colonel Henry croyait devoir en faire une. Je n'avais qu'à obéir. Mais le jour où ç'a été mon affaire, j'ai fait disparaître cette réserve.

M. le Commissaire du Gouvernement me dit : « Vous avez commis une faute grave. » Je n'ai pas commis de faute grave. J'inscrivais quand on me disait d'inscrire.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne parlez pas ici comme accusé, mais comme témoin ; vous n'avez par conséquent pas à vous disculper.

M. GRIBELIN. — Non, mais M. le Commissaire du Gouvernement a prononcé le mot de « faute grave ».

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que j'ai été mal compris. Je n'ai pas parlé de faute grave commise, j'ai

demandé au témoin s'il se rendait compte de la gravité de son acte. Je n'ai pas à apprécier l'acte en lui-même, en ce sens qu'il ne m'appartient pas de décider si, oui ou non, le témoin a commis des fautes graves; seulement, comme il donnait des explications extraordinaires, et que j'avais des raisons de croire que ces explications venaient du sentiment de responsabilité qu'il avait, je lui ai demandé s'il s'était rendu compte de la gravité de ce qu'il avait fait en prenant part à ces opérations fictives.

M. GRIBELIN. — Un acte grave, dans ce sens-là, c'est une faute grave. Eh bien, je n'ai pas commis de faute grave, et j'aurais un chef qui, de nouveau, me dirait d'inscrire des sommes comme celles-là, je les inscrirais de nouveau, parce qu'un soldat doit obéir.

M^e AUFFRAY. — J'en ai fini en ce qui concerne la réserve spéciale.

Le capitaine rapporteur et le Conseil lui-même, par la bouche de son président, avaient paru inquiets de voir que, le capitaine Mareschal, étant interrogé le 7 juillet, et étant dans l'impossibilité d'expliquer une absence dans les écritures de la caisse courante, le témoin Gribelin arrivait à la rescousse le 9.

Or, ce que M. Gribelin a dit le 9, figure le 1^{er} septembre 1898, dans un procès-verbal de recatement, le 10 octobre 1903, dans une conversation avec le commandant Targe, qui avait dès ce moment-là des fonctions spéciales, pour rechercher tout ce qui pouvait avoir trait aux époques dont il s'agit, et enfin, deux mois auparavant, dans sa déposition à la Cour de Cassation. Cela est important pour la décharge du capitaine Mareschal.

J'arrive à la question des fiches.

Le témoin dit que presque toutes les fiches avaient été faites par l'agent Guénée. A quelle époque est mort l'agent Guénée?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne pouvons discuter sur ces fiches : je n'en connais encore que l'enveloppe, je les ai reçues à 10 heures.

M^e AUFFRAY. — Ce sont des questions purement extérieures sur les fiches, que je compte poser.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne les ai pas lues moi-même.

M. LE PRÉSIDENT, à M^e Auffray. — Je vous indique la limite qu'il n'y a pas à dépasser.

M^e AUFFRAY. — A quelle époque est mort Guénée ?

M. GRIBELIN. — Il est mort après que j'ai été au Service des Renseignements ; l'époque exacte, je ne la connais pas. Peut-être les officiers qui étaient au Service des Renseignements à l'époque de sa mort pourront vous dire la date ?

M^e AUFFRAY. — Il est donc à la connaissance de M. Gribelin que la plupart des fiches dont il avait connu l'existence avaient été rédigées par Guénée ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous ne pouvons laisser poser ces questions. Nous les poserons après-demain.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai demandé seulement au témoin s'il connaissait ou ne connaissait pas les fiches. On en a assez parlé pour qu'il en ait entendu parler lui-même.

M^e AUFFRAY. — Il est entendu que vous réservez la question ?

M. LE PRÉSIDENT. — Absolument, d'autant plus qu'il y a un ordre formel que vous connaissez et qui est de discuter en séance publique les détails. Seulement, la première chose à faire est de regarder les fiches.

M^e AUFFRAY. — Je n'ai plus qu'une question à poser au témoin. Dans son temps, on traitait ces fiches d'histoires de brigands. Ce mot est-il de lui ou d'autres ?

M. GRIBELIN. — Je crois que tout le monde traitait ainsi ces fiches. Au Service des Renseignements, il vient beaucoup de papiers ; si l'on avait attaché de l'importance à tout, on n'en aurait pas fini. Les renseignements fournis par Guénée faisaient plus honneur à son imagination qu'à la réalité des faits. Nous appelions cela des histoires de brigands, et je crois qu'il y attachait, lui, encore moins d'importance que les autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges, avez-vous quelque question à poser au témoin ?

Au témoin. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. GRIBELIN. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT, *aux accusés.* — Avez-vous des observations à faire, colonel Rollin ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Je crois que Guénée est mort en 1899.

Les autres accusés déclarent n'avoir pas d'observations à faire.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous introduire le témoin suivant, M. Cavard.

M. Cavard

Elie-René, 61 ans, Directeur de la Sûreté Générale.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés ?

M. CAVARD. — Oui, le colonel Rollin. Quant au capitaine François, j'ai eu l'honneur de le recevoir une fois ou deux.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition.

M. CAVARD. — Je vous prierai, mon général de m'interroger, parce que je ne connais rien des faits de l'affaire Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous les avez lu, au moins ?

M. CAVARD. — Oui, dans les journaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas été encore interrogé. Il n'y a pas eu d'interrogatoire de vous par M. le capitaine rapporteur ? Je vais tâcher de voir ce que nous avons à vous demander, et je donnerai ensuite la parole au Commissaire du Gouvernement.

Si vous avez lu l'interrogatoire du capitaine François, et par conséquent les faits y relatifs, vous avez vu que le capitaine François mettait en cause la Sûreté générale, qui se serait livrée, d'après lui, à des machinations pour reprendre l'affaire Dreyfus. C'est dans cet ordre d'idées que je voudrais vous interroger. Le capitaine François aurait également imputé à la Sûreté Générale même des faits de faux témoignage. Je ne sais pas jusqu'à quelle limite va la pensée du capitaine François.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je ne sais pas, mon général, où vous avez vu ça dans ma déposition.

M. LE PRÉSIDENT. — En tous cas, vous avez imputé à la Sûreté Générale des menées ayant pour but de reprendre l'affaire Dreyfus.

M. CAVARD. — Je suis obligé de démentir catégoriquement cette allégation-là. Jamais le ministre de l'Intérieur ne m'a donné l'ordre de faire des recherches en vue de reprendre l'affaire Dreyfus, et jamais je n'ai eu l'idée de le faire de mon propre chef.

M. LE PRÉSIDENT. — Vos agents ont-ils toujours agi avec

même mesure ? Nous allons entendre tout à l'heure M. Tomps.

M. CAVARD. — Mon général, M. Tomps est un agent d'information. En cette qualité, il a le devoir de recueillir des renseignements et de les donner à son ministre, et à son directeur d'abord. C'est étrange, je ne m'explique pas qu'on lui reproche ces fameuses lettres à Mathilde. Mathilde lui offre un renseignement qui peut avoir de l'intérêt. Que fait Tomps ? Il répond à Mathilde : « Je veux bien, mais donnez-moi des preuves, sinon je ne marche pas ». Mathilde ne lui donne pas de preuves, pour la raison bien simple qu'elle n'en a pas, et alors Tomps l'envoie au diable. Voilà tout. Ce sont des lettres d'un agent d'information qui fait son métier. Je ne vois pas en quoi je suis responsable de ces lettres-là. Je les ai ignorées, le ministre lui-même les a ignorées, encore bien mieux que moi. Par conséquent, je garde cette idée que jamais le gouvernement n'a songé à reprendre l'affaire Dreyfus.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est là une idée du Bureau des Renseignements à cette époque, et c'est là-dessus que nous voudrions avoir quelques explications. C'est ce qui semblerait résulter des lettres écrites par le capitaine François.

M. CAVARD. — Le capitaine François est de bonne foi, il se trompe, voilà tout. Il s'est figuré à tort que nous voulions reprendre l'affaire Dreyfus. Nous n'avions que faire de l'affaire Dreyfus.

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce qu'il n'y avait pas de malentendu entre la Sûreté Générale et le Service des Renseignements ? Et est-ce qu'il n'a pas été question de supprimer à cette époque le Service des Renseignements ?

M. CAVARD. — Oui, c'est exact. D'ailleurs, j'estime que ces deux services doivent rester unis, et que leur accord est la condition d'une bonne marche.

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis absolument d'accord avec vous. Il est regrettable que la mésintelligence se soit mise entre les deux.

M. CAVARD. — On a accueilli des ragots d'agents plus ou moins secrets.

M. LE PRÉSIDENT. — On recevait des renseignements de votre service.

M. CAVARD. — C'est entendu. Je ne suis pas responsable, moi. Il y a toujours autour de nous un tas d'agents, de sous-agents...

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas vous qui êtes en cause.

M. CAVARD. — Je ne me mets pas en cause.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous demandons simplement des explications; nous voulons nous rendre compte d'une situation qui n'est pas très claire. Comment la mésintelligence s'est-elle établie?

M. CAVARD. — Elle s'est établie à l'arrivée du Ministère Galliffet. Voilà trente ans qu'à des titres divers j'ai des relations de service avec le Bureau des Renseignements. J'ai toujours eu avec tous ces Messieurs les relations les plus cordiales, avec Henry lui-même... (*rires dans la salle.*) C'est même avec Henry que j'ai eu les meilleures, jamais personne n'a essayé de le tromper et encore bien moins nous.

M. LE PRÉSIDENT. — Ainsi vous ne voyez aucune cause à cette mésintelligence?

M. CAVARD. — Si, des ragots.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, mais dont les résultats ont été désastreux.

M. CAVARD. — C'est le service des Renseignements qui a tiré le premier sur la Sûreté générale. Je regrette de le dire en public. Ce n'est pas moi qui ai commencé. J'ai été précisément, moi, l'objet d'un véritable marchandage, sinon moi-même, au moins mon service. On en a trouvé les preuves dans les dossiers du ministère de la Guerre. On a dit un jour : « M. Cavard a dicté tel rapport à tel agent ». C'est écrit. J'établirai qu'un agent du Service des Renseignements, que je ne veux pas nommer, est venu recruter, au nom du capitaine Fritsch, un de mes employés, pour trahir la Sûreté générale au profit de la Patrie Française. J'en ai encore la preuve écrite.

M. LE PRÉSIDENT. — Pouvez-vous donner le nom?

M. CAVARD. — C'est un nommé Mortreux.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a renseigné le capitaine Fritsch?

M. CAVARD. — Oui, il a renseigné le capitaine Fritsch?

M. LE PRÉSIDENT. — A quelle époque cela se passait-il?

M. CAVARD. — En 1901-1902.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine Fritsch n'était plus là?

M. CAVARD. — C'est au moment où le capitaine Fritsch a quitté le service, qu'il est allé à la Patrie Française et que l'agent, que je ne peux pas désigner, est venu soudoyer un employé pour en faire un agent de la Patrie Française.

M. LE PRÉSIDENT. — La thèse de la Sûreté générale est contraire à celle du Service des Renseignements.

M. CAVARD. — Evidemment.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — C'est postérieur au départ du capitaine François ?

M. CAVARD. — Je ne l'accuse pas du tout personnellement.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine Fritsch a disparu du Service des Renseignements en 1900 ?

M. CAVARD. — Oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le 25 mai 1900, le capitaine François, quelques jours auparavant.

M^e AUFRAY. — M. Cavard dit que c'est après 1900, après que M. le capitaine Fritsch était devenu M. Fritsch.

M. CAVARD. — Parfaitement.

Il y a un point sur lequel je dois insister, c'est que l'arrestation de Wessel à Nice a été une véritable machination contre le gouvernement, non pas contre la Sûreté.

M. LE PRÉSIDENT. — Montée par qui ?

M. CAVARD. — Par le Service des Renseignements, je le crois. Toms avait fait partir Wessel de Nice en lui disant : « Vous allez être arrêté. » On l'a rappelé à Nice malgré nous. Quand Wessel, qui était à Nancy, a été envoyé à Nice par le capitaine Mareschal, Wessel a affirmé, il l'a dit sur tous les tons, qu'il ne voulait pas y aller. Il a dit aussi : « Je vais prévenir Toms. » On lui a dit : « Non, jamais. » Il est parti, aussitôt il a été arrêté. J'en ai tiré la conclusion que l'on a voulu avoir les deux lettres de Toms que l'on a portées à la tribune et qui ont fait l'incident que vous savez.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous aurons donc à vous interroger plutôt quand M. Toms aura fait sa déposition. Je vous prie de rester ici. Avez-vous quelque chose à ajouter dans le même ordre d'idées ?

M. CAVARD. — Je ne vois pas.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le capitaine François a parlé ici et à l'instruction d'un incident concernant la femme Bastian. Pourriez-vous dire au Conseil ce qui s'est passé à ce moment entre vos agents et ceux de la S. S. ?

M. CAVARD. — Il ne s'est rien passé entre les agents, par la raison bien simple qu'ils ne se sont pas entretenus. C'est un agent de la Guerre, aujourd'hui chez moi, M. Desvernines, qui a amené Mme Bastian avec un agent de la Guerre que je

ne désigne pas, parce que ce n'est pas un agent officiel, à Marly. Il agissait alors, j'ai une déclaration formelle de lui, au nom du Service des Renseignements.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, dans votre esprit, d'une façon bien nette, bien manifeste, c'est la S. S. qui, au mois de juillet 1899, a séquestré Mme Bastian?

M. CAVARD. — Le mot est peut-être exagéré.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Qui l'a amenée à Marly?

M. CAVARD. — C'est M. Desvernines, commissaire spécial, qui était alors mis à la disposition de la Guerre, qui me l'a déclaré par écrit. Il m'a cité le nom de l'agent du Service des Renseignements dont il s'était servi.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les détails, vous ne les connaissez pas?

M. CAVARD. — Je ne l'ai su qu'après coup, quand on nous a dit que nous avions caché Madame Bastian. J'ai alors interrogé tout mon monde. M. Desvernines m'a dit : « C'est moi, pour le compte de la Guerre. »

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Dans quel but?

M. CAVARD. — Parce qu'elle était affolée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Dans quel but faisait-on disparaître cette femme, juste au moment où on pouvait en avoir besoin?

M. LE PRÉSIDENT. — Cela n'entre pas peut-être dans l'affaire Dautriche.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai dit dans mes conclusions que les agissements que je reprochais à François se rattachaient aux différents incidents du procès de Rennes. Je suis donc bien obligé de demander au témoin dans cet ordre d'idées s'il sait dans quel but on aurait fait disparaître Mme Bastian?

M^e AUFFRAY. — Voulez-vous me permettre de signaler un point à M. le Commissaire du Gouvernement. Je continue à ne pas comprendre ce dont nous sommes accusés. Sommes-nous accusés d'agissements et de détournements? Si nous sommes accusés d'agissements, quel est l'ordre de renvoi de M. le Gouverneur général de Paris? Et ce n'est pas alors les art. 148 et 257 qui nous intéressent!.... Si nous sommes accusés d'agissements, je voudrais que l'on précisât.

M. LE PRÉSIDENT. — Reportez cela à la discussion.

M^e AUFFRAY. — Je voulais signaler le point au Commissaire du Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela s'éclaircira à la discussion.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a également un incident dont le capitaine François a parlé, et non pas moi, un incident Brucker. M. Toms, un des agents de M. Cavard, serait intervenu auprès de M. Brucker pour le faire parler sur ce qui s'était passé à la S. R. Cela est-il à votre connaissance ?

M. CAVARD. — Absolument à ma connaissance ; mais je n'en suis pas responsable, je n'étais pas directeur. Je reconnais l'exactitude du renseignement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Dites au Conseil ce que vous savez.

M. CAVARD. — J'aimerais mieux qu'on interrogeât M. Toms, je risquerais de ne pas dire des choses exactes.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous pourrez confirmer ou infirmer la déposition de M. Toms.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Sur l'incident de Nice, le directeur de la Sûreté générale nous a dit ce qui s'était passé.

M. CAVARD. — Jusqu'à preuve du contraire, pour moi, c'est une machination politique.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En ce qui concerne l'incident de Nice, M. le directeur de la Sûreté nous a dit son opinion.

M. CAVARD. — Mon opinion est très formelle ; c'est une machination politique.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les conséquences de cette machination politique ont été celles que vous savez, c'est-à-dire des discussions très orageuses dans les deux Chambres et finalement la démission de M. le général de Galliffet.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous sur ce point également quelque chose à dire qui pourrait éclairer le Conseil ?

M. CAVARD. — Je ne vois pas... Certainement on n'aimait pas le cabinet Waldeck-Rousseau.

M. LE PRÉSIDENT. — Il arrive souvent aux Chambres (*Rires*).

M. CAVARD. — On a trouvé l'occasion bonne pour essayer de se débarrasser de la Sûreté générale avec laquelle on ne marchait pas d'accord. Quant à nous, nous ne demandons qu'à faire notre métier et à laisser les officiers faire le service

technique; on ne peut pas faire l'un et l'autre sans être d'accord. C'est, du reste, ce qui avait toujours eu lieu; jusque-là, les deux services s'entendaient. Nous avons eu à ce moment une période troublée.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y en a eu qu'une?...

M. CAVARD. — Oui; c'est celle pendant laquelle le capitaine François était chef de service; on lui a monté la tête. Je ne demandais pas mieux que de marcher d'accord avec lui comme avec les autres chefs du Service des Renseignements.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Monsieur le directeur de la sûreté pourrait-il résumer en quelques mots son opinion personnelle sur tout ce que nous venons de dire; autrement dit, votre opinion bien nette, M. Cavard. Est-ce que c'est la S. S. ou la S. R. qui a agi contre la Sûreté générale ou vos agents, et cela dans un but politique?

M. CAVARD. — Oui, sans hésiter. J'ai la conviction qu'on a fait arrêter Wessel à Nice, au risque de ce qui pouvait arriver, pour avoir les lettres de Toms, et, comme les lettres de Toms avaient trait au procès de Rennes, c'était une hantise de la part du Service des Renseignements de croire que la Sûreté générale voulait reprendre l'affaire Dreyfus. Jamais je n'ai été chargé de m'en occuper.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il s'ensuit que, d'après vous, les préoccupations de la S. S. étaient tournées de ce côté?

M. CAVARD. — Oui, uniquement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est tout ce que je voulais faire dire au témoin.

M^e CHENU. — Je poserai une seule question au témoin, en attendant certaines observations que le capitaine François vous demandera la permission de présenter; c'est un renseignement d'ordre tout à fait technique, presque juridique.

M. le directeur de la Sûreté nous a parlé de l'arrestation de Wessel à Nice, et je pose cette question: il y avait un mandat d'extradition contre Wessel?

M. CAVARD. — Oui.

M^e CHENU. — Est-ce qu'un mandat d'extradition est spécial à un département, où s'applique-t-il à l'étendue du territoire national?

M. CAVARD. — Il était spécial au département à ce moment.

M^e CHENU. — Un mandat d'extradition peut être, vous en êtes bien sûr, spécial à un département?

M. CAVARD. — Non, non; mais en réalité, quand on lance un mandat d'extradition, les agents qui veulent le faire aboutir — c'était le cas dans l'affaire Wessel, — désignent l'endroit où doit avoir lieu l'arrestation; on a désigné l'endroit où se trouvait Wessel au gouvernement; ce n'est pas au gouvernement français à rechercher les gens qu'on y veut faire extraditer et, dans l'espèce, c'était à lui moins qu'à tout autre.

M^e CHENU. — M. le président, vous comprenez la portée de ma question?

M. LE PRÉSIDENT. — J'aurais posé la question moi-même.

M^e CHENU. — J'ai lu dans la déposition de M. Toms que le capitaine Mareschal avait envoyé Wessel se faire prendre au piège à Nice, parce qu'à Nice il y avait un mandat d'extradition; mais, si je ne me trompe, si j'ai bien compris la réponse de M. le directeur de la Sûreté, si le mandat d'extradition s'étend à tout le territoire national, je ne comprends pas comment le piège est mieux tendu à Nice qu'à Nancy ou à Paris, où M. Toms paraissait vouloir garder Wessel.

M. CAVARD. — On ignorait la présence de Wessel à Nancy; on la connaissait à Nice, il y avait donc une raison : C'est à Nice qu'il avait son domicile, c'est là qu'il y avait Mathilde; tandis qu'à Nancy, on ignorait sa présence.

M^e CHENU. — Voulez-vous demander alors à M. le directeur de la Sûreté générale s'il ne nous a pas dit tout à l'heure qu'à ce moment-là, M. Toms était en correspondance avec Wessel et avait fait ses efforts pour l'empêcher d'aller à Nice?

M. CAVARD. — Non.

M^e CHENU. — Je croyais avoir entendu cela.

M. CAVARD. — Wessel était à Nancy. Quand on lui a conseillé de revenir à Nice, il a répondu : « Laissez-moi au moins prévenir M. Toms. » Il a répondu par une lettre que je vous communiquerai si vous le désirez, lettre écrite à la prison de Nice, dans laquelle il montre qu'il est furieux et où il dit : « Pourquoi m'avez-vous fait quitter Paris pour me faire revenir à Nice, où on m'attendait et où on me recherchait !... » Cette lettre-là est écrite de sa prison, et je vous assure qu'elle n'a pas été faite pour les besoins de la cause.

M. LE PRÉSIDENT. — Il était sincère ?

M. CAVARD. — Je vous en réponds.

M. LE PRÉSIDENT, à M^e Chenu. — Avez-vous d'autres questions à poser ?

M^e CHENU. — Non, M. le Président ; sauf que je vous ai dit que M. le capitaine François demandait à présenter des explications qui entraîneront peut-être, elles, des questions à poser.

M^e AUFFRAY. — Dans sa déposition devant M. le rapporteur, car il n'a pas encore déposé ici, M. Toms a déclaré qu'il était à sa connaissance que M. le général Delanne lui aurait dit avoir été trompé par ses officiers. Est-ce exact ?

M. CAVARD. — J'ai eu une conversation, même plusieurs, avec le général Delanne. Je ne me crois pas du tout autorisé à les livrer au public.

M^e AUFFRAY. — Les informations, les journaux, ont dû vous faire savoir... ?

M. CAVARD. — Non.

M^e AUFFRAY. — Alors je vous apprends que M. le général Delanne a absolument démenti cette déclaration de M. Toms.

M. CAVARD. — Le général Delanne a raison de démentir ces déclarations-là. Il n'est pas venu me faire de déclarations, j'ai causé avec lui et je l'ai écouté, et ces déclarations ne regardent personne.

M^e AUFFRAY. — Elles regardent la justice.

M. CAVARD. — Du tout.

M^e AUFFRAY. — A la question « Avez-vous dit à M. Cavard que vous aviez été trompé par vos officiers ? », il a mis dans son ton une énergie particulière pour répondre : « Non ».

M^e CHENU. — Et pour dire : « Cela est faux ! »

M^e AUFFRAY. — Je demande à M. Cavard si, de son côté, il aurait dit à M. Toms : « M. le général Delanne m'a dit avoir été trompé par ses officiers ? »

M. CAVARD. — J'ai causé avec M. Toms, c'est possible, mais je ne veux pas faire parler le général Delanne. Je l'ai rencontré, j'ai causé avec lui, je le connais, mais, voilà tout ; je ne veux pas le mettre en cause.

UN JUGE. — Quand avez-vous connu pour la première fois le général Delanne ?

M. CAVARD. — A l'Etat-Major, puis quand il était gouverneur à Reims.

LE PRÉCÉDENT JUGE. — Est-ce d'abord ici, à Paris ?

M. CAVARD. — Oui, peu, mais enfin je l'ai connu d'abord ici et je l'ai retrouvé comme gouverneur de Reims en 1901.

LE MÊME JUGE. — Vous lui avez parlé d'abord ici, à Paris, comme chef d'Etat-Major ?

M. CAVARD. — Je le crois.

UN JUGE. — Lui avez-vous parlé pour la première fois à Reims ?

M. CAVARD. — Je n'oserais pas l'affirmer, mon colonel, je crois l'avoir vu ici comme sous-chef d'Etat-Major, peut-être même comme chef, mais je n'ose pas l'affirmer.

UN AUTRE JUGE. — Je voudrais demander au témoin si, à son avis, les agissements qui ont pu avoir lieu entre les agents de son service et ceux du Service des Renseignements ont entraîné pour ce dernier un supplément de dépense.

M. CAVARD. — Je ne vois pas du tout la relation des charges du capitaine François contre la Sûreté générale avec l'affaire Dautriche ; je ne comprends pas du tout. Je n'ai pu la prendre que comme une diversion. Je ne vois pas quelle relation cela a avec l'affaire Dautriche.

UN PRÉCÉDENT JUGE. — L'objet de ma question est le suivant : l'accusé étant accusé d'un détournement. Il s'agit de savoir si les fonds qu'il aurait détournés auraient pu être employés à l'objet spécial auquel vous faisiez allusion tout à l'heure : les agissements entre leurs agents et les vôtres ?

M. CAVARD. — A moins qu'ils n'aient payé nos agents pour faire les petits mouchardages dont je vous parlais tout à l'heure. Mais il me semble qu'ils les auraient payés trop cher.

M. LE PRÉSIDENT, *au témoin*. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez parlé ?

M. CAVARD. — Oui, monsieur le Président.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Vous me permettrez tout d'abord de rendre hommage à la courtoisie parfaite avec laquelle a déposé M. le Directeur de la Sûreté Générale, et je vais tâcher d'en faire autant. Seulement, il y a quelques points qu'il me permettra de rectifier tout de même.

Il y a en a un, tout d'abord, c'est peut-être le dernier en date, mais c'est celui par lequel je crois devoir commencer, parce qu'il me paraît y avoir sur ce sujet, dans l'esprit de M. le Commissaire du Gouvernement, une confusion absolument regrettable.

Tout le monde a l'air de croire que ce qui a motivé le départ du général Galliffet du Ministère, ce sont les lettres de Toms : or, c'est absolument inexact; ce ne sont pas le moins du monde les lettres de Toms, elles n'ont joué aucune espèce de rôle dans le départ du général de Galliffet du ministère de la Guerre, et je vais expliquer clairement comment se sont passées les choses.

Si vous voulez vous reporter à la date du 21 avril, le jour où Przyborowski nous a fait sa déclaration, que j'ai interprétée, que j'interprète encore comme une confirmation absolument exacte et mathématique de la déclaration que nous a fait faire Wessel le 10 mars précédent, cette déclaration avait été mise dans le dossier où se trouvaient toutes les pièces relatives à cette affaire Przyborowski, pour des raisons et des motifs que je ne connais pas, ou plutôt par un procédé que je ne connais pas.

Interviewé par un journal, probablement parce qu'il avait besoin d'argent, il n'est peut-être pas besoin de chercher d'autre explication que celle-là, interviewé par le journal *l'Eclair*, et répondant à cet interview, Przyborowski dit : « Mais une déclaration analogue à celle que je fais en ce moment, je l'ai écrite au ministre, c'est au ministre. » Et le 22 mai, autant que je puis me rappeler, M. Alphonse Humbert, que je ne connais pas, interpellant le ministre de la Guerre à propos des déclarations de Wessel, lui dit : « Mais vous avez une lettre de Wessel au ministre. » Et le ministre de la Guerre de dire : « J'ignore cette lettre. » Et c'est en revenant au ministre que M. le général de Galliffet dit à son chef d'Etat-Major : « Mais, qu'est-ce donc que cette lettre ? » Alors, le général Delanne, qui aurait peut-être pu à ce moment lui présenter tout le dossier de l'affaire, qui aurait éclairé le ministre, qui ne l'a jamais été, retire du dossier une lettre de Przyborowski et la donne au ministre en lui laissant ignorer le reste.

Le ministre, à la séance suivante de la Chambre, le 25 mai, je crois, interpellé par je ne sais plus qui, a dit cette fois : « Je dois avouer que j'ai été trompé, il ne s'agit pas de la lettre de Toms, mais de celle de « Przyborowski. » Et c'est pendant cette séance qu'on a prétendu que Fristch avait montré les lettres de Toms; mais je dois dire qu'elles n'ont joué aucun rôle dans le départ du général de Galliffet.

Si un détournement a été commis, je tiens à éclairer le Conseil, parce que le général Delanne doit porter sa part de responsabilité. Si Fritsch a remis à un officier les lettres de Tomps, c'était pour corroborer les lettres de Przyborowski, et parce qu'il pensait, peut-être à tort, que le général Delanne ne ferait pas connaître au ministre le dossier qu'il avait. L'acte de Fritsch a peut-être été imprudent, blâmable, si on le veut; il a été dans tous les cas complètement inutile, parce que, dans ce temps de deux ou trois jours, dans une interview qui a été subie par quelqu'un de la Sûreté Générale, assurément pas Tomps, on avoue l'existence de ces lettres; il était donc inutile de les dissimuler, il était obligatoire qu'elles sortissent.

Donc, les lettres de Tomps n'ont joué aucun rôle dans la démission du général de Galliffet, ce sont celles de Przyborowski assurément.

Maintenant, M. le Directeur de la Sûreté Générale a dit que, plus tard, un de nos agents s'était entremis pour tirer des renseignements de la Sûreté Générale, et qu'un nommé Mortreux s'était, à ce propos-là, abouché avec le capitaine Fritsch; c'est possible, je crois même que c'est très exact; mais je répéterai ce que je disais dans mon interrogatoire, c'est qu'on me permettra bien de limiter ma responsabilité au jour où je suis parti de la Section des Renseignements et de ne pas l'étendre jusqu'en 1901, jusqu'en 1903, jusqu'aux élections, jusqu'à la Patrie Française à laquelle je ne suis absolument rien. Tout cela ne me regarde en aucune façon. Voilà ce que je voulais dire sur ce point particulier.

En ce qui concerne l'affaire de Marly, je répète ce que je disais sur ce sujet, si mes souvenirs me servent d'une façon plus précise, beaucoup plus précise que pour les 25.000 fr.: c'est uniquement parce que j'avais pris des notes. Je ne suppose pas que le Conseil puisse penser que je me rappellerais ainsi avec précision les dates si je ne les avais pas écrites jusqu'en 1899, je n'ai pris que des notes succinctes et non d'une façon continue, tandis qu'à partir de 1900, je les avais prises à peu près régulièrement.

On a dit que Mme Bastian avait disparu, elle n'avait pas disparu; on m'a demandé où elle était, je l'ai dit, on a vérifié, on a reconnu que c'était exact, je n'ai donc rien à dire de plus.

Le 22 ou le 25, je ne sais pas la date exacte, je ne me la rappelle pas d'une façon nette, Mme Bastian éprouve le besoin de prendre l'air. Elle va à Marly, à ce moment je n'avais pas de relations avec elle, puisqu'on me l'avait interdit, je ne l'avais pas vue; je ne l'avais vue qu'une fois, quand elle était venue au ministère. Je ne suis donc pour rien dans sa disparition Mme Bastian, qui n'a pas, que je sache, de relations mondaines très étendues, ayant besoin d'aller à Marly, s'est adressée sans doute à quelqu'un qu'elle connaissait pour aller lui chercher une voiture pour la conduire à la gare. Je ne vois rien d'extraordinaire à ce que ce soit un de nos anciens agents; mais que ce soit sur mon initiative, non; et ensuite, que je l'ai séquestrée, cela est un gros mot, cela implique une idée de violence, il aurait fallu que je l'aie enlevée. Or, si j'avais voulu enlever quelqu'un, ce n'aurait certainement pas été Mme Bastian. Pour que je l'aie fait séquestrer, il aurait fallu que quelqu'un vint me dire : Qu'avez-vous fait de Mme Bastian, où est-elle? Si on me l'avait demandé, j'aurais répondu : « Je n'en sais rien. » Ou si, le sachant, j'avais voulu le laisser ignorer, je l'aurais caché, mais on ne me l'a jamais demandé.

Si on me l'avait demandé, peut-être que, sans développer une finesse extraordinaire, je serais peut-être arrivé à le savoir, mais on ne me l'a pas demandé. Quelle séquestration y a-t-il là dedans? Pourquoi aurions-nous séquestré Mme Bastian? Un acte de séquestration a toujours un motif. Je n'allais pas séquestrer Mme Bastian, uniquement pour le plaisir de la séquestrer, ce n'est pas là une action d'éclat. Pourquoi l'aurais-je séquestrée? Pour l'empêcher d'aller à Rennes? Mais le 25 août, on savait très bien que Mme Bastian n'avait plus rien à faire à Rennes, toutes les vieilles histoires étaient liquidées. Et puis, en supposant que nous soyions dans un sentiment d'hostilité à l'égard de ce qui s'est passé à Rennes, comme nous le prête gratuitement M. le Commissaire du Gouvernement, en supposant cela, je comprendrais qu'on dise : « Vous êtes des misérables, vous avez voulu forcer Mme Bastian à venir à Rennes », car elle n'aurait pu y faire qu'un témoignage accablant! Mais nous dire que nous avons voulu l'empêcher d'y aller, je ne comprends pas.

M. le Directeur de la Sûreté générale ne saisit pas très

bien, comme moi, d'ailleurs, la relation qu'il y a entre Mme Bastian et les 25.000 francs.

Que j'aie eu, à cette date, l'idée de conseiller à Mme Bastian d'aller prendre l'air à Marly, qu'est-ce que cela m'aurait coûté ? Un fiacre — 2 fr. 50 — je n'avais pas besoin pour cela des fonds secrets, de commettre un acte malhonnête ; si j'avais été dans ce sentiment-là, je pouvais prendre cet argent sur mon service, et peut-être même je l'aurais pris de ma poche, mais je ne l'ai pas fait.

Maintenant, en ce qui concerne la deuxième partie, M. le Directeur de la Sûreté générale dit que je me suis laissé tromper par un agent ; il a l'air de dire : « Vous êtes un jeune homme, on vous a monté le coup. » C'est là le fond de sa pensée. C'est peut-être possible, je ne voudrais pas pousser la fatuité jusqu'à dire qu'on ne m'a pas monté le coup.

M. CAVARD. — Cela m'est arrivé à moi-même.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Cela arrive à tout le monde. Cependant il y a un certain nombre de faits matériels en face desquels je me suis trouvé. Si vous voulez bien vous reporter à la déposition qu'a faite ici le général de Lacroix, vous verrez qu'il a dit : « Le capitaine François n'a jamais cherché à rien savoir au sujet de l'affaire Dreyfus, il a su quelque chose parce que son service le mettait à même de savoir, mais il a rendu compte. » Et le général de Lacroix a ajouté : « Il a fait ce qu'il devait faire. »

Eh bien, si vous voulez à ce moment vous reporter à ma déposition, j'ai cité cinq faits qui sont des faits matériels, précis, indéniables, contre lesquels aucune autre vérité ne peut s'élever, et ces faits, je vous demande la permission de vous les rappeler. Il y a la déclaration faite par Mme Bastian au ministère le 7 mars 1900 ; il y a la déclaration de Wessel du 10 mars ; il y a le voyage de Toms à Madrid, dont n'a pas parlé M. le Directeur de la Sûreté générale ; il y a la lettre de Przyborowski, et il y a enfin les lettres de Toms. Voilà cinq faits concordants, tombant les uns à la suite des autres comme en cascade ; ce sont des faits qui existent, des faits matériels ; ils sont venus à moi, ce n'est pas moi qui les ai créés. Les connaissant, que pouvais-je en faire ? Je n'étais pas en situation de pouvoir garder la responsabilité, d'en conserver la connaissance ; il fallait que j'en rendisse compte ; et, en effet, j'en ai rendu compte.

Mais supposez que je n'en ai pas rendu compte ; je ne sais quel qualificatif M. le Commissaire du Gouvernement trouverait pour apprécier ma mentalité.

On peut peut-être varier dans l'interprétation de ces faits ; je crois que la mienne est la bonne ; mais ce sont des faits précis, mathématiques.

A côté de ces faits, j'ai cité trois renseignements, un relatif à M. Joseph Reinach, un autre relatif à M. Frishauer ; et enfin un relatif à M. Mathieu Dreyfus. Il paraît que, de ces trois renseignements, les deux premiers comportent quelques inexactitudes.

Je ne pense pas que M. Joseph Reinach veuille soutenir sérieusement qu'il ne voulait pas reprendre l'affaire Dreyfus.

Quant au troisième, il serait faux ; il paraît que M. Mathieu Dreyfus n'a jamais été à Vienne en 1900.

Par conséquent, au sujet de ces trois misérables renseignements qui sont faux en réalité, si j'avais eu une police occulte, une masse noire, des moyens ignorés de mes chefs, je les aurais bien mal employés pour arriver à trouver en une année ces trois renseignements ridicules.

Mais la situation n'était pas celle-là. Je me trouvais en présence de faits qui montrent deux choses : la première, c'est que des personnalités, dont, je le répète, c'était le droit, (je dirai même, car j'ai l'esprit plus large, le cœur plus généreux que ne voudrait le faire croire M. le Commissaire du Gouvernement, et je ne suis pas un maniaque, je dirai même que, pour M. Mathieu Dreyfus, c'était un devoir de frère) des personnalités s'ingéniaient à reprendre l'affaire Dreyfus.... mais, pour ces cinq faits, M. le Directeur de la Sûreté générale dit que le Gouvernement n'y a jamais songé. Je le crois, mais on avouera qu'en 1900, les apparences n'étaient pas conformes.

Eh bien, je vois que cette affaire va être reprise, et non seulement reprise, mais reprise sur mon service. On ne peut pas soutenir que les déclarations de Przyborowski les lettres de Toms (quelque erreur que je puisse faire dans leur interprétation) ne mettaient pas mon service en cause. Et M. le Commissaire du Gouvernement fait réellement un raisonnement stupéfiant à mon égard. Il ne s'explique pas les menées de la Sûreté générale ; il cherche mon intérêt particulier dans cette histoire, et, comme il ne le trouve pas, il reste étonné que cela ait pu m'intéresser.

Enfin, je puis bien être intéressé quelquefois par quelque chose d'autre que ce qui est mon intérêt personnel brutal ! Me voilà à la tête d'un service que je cherche à remettre en mouvement, à réorganiser ; je vois que l'on va lui faire subir de nouveaux assauts ; et cela ne m'intéresserait pas !

Eh bien, à un point de vue élevé, (car je me place quelquefois à un point de vue élevé) je vois que l'on va encore une fois replonger le pays dans l'agitation, et je ne le dirais pas ? Je n'en informerais pas mes chefs ?... Mettons que je me trompe ! C'était au ministre à le voir. Quant à moi, je crois que c'était mon devoir d'informer le ministre, que je ne pouvais faire autrement, qu'il devait le savoir, et je pense que je n'ai fait que mon devoir en le lui disant. Je veux bien avoir eu la berlue, mais, saisissant ce qui se passait, et le saisissant, je crois, comme l'ont fait mes chefs, puisque le général de Lacroix lui-même a dit qu'il fallait prévenir le ministre, je n'ai fait que mon devoir, et le Conseil me fera l'honneur de me croire quand je dirai que je le referais sans y rien changer si les mêmes circonstances se présentaient.

Eh bien, je trouve étrange que des officiers soient traduits en Conseil de Guerre pour quelque chose que tout le monde estime être leur devoir.

Et je voudrais poser à M. le Directeur de la Sûreté générale, par votre intermédiaire, mon général, une question. Je vais faire une supposition ; je me reporte au commencement de 1900. Je suppose que les rôles soient changés ; au lieu d'être le ministre de la Guerre, c'est le ministre de l'Intérieur qui a dit : « L'incident est clos ». Le Directeur de la Sûreté générale, fort de ce qui est un ordre et de ce qui est en même temps une parole donnée, fort de la parole de son ministre, que personne ne songe à mettre en doute, M. Cavard travaille à panser les blessures qui ont été faites à son service, qui avait fortement souffert au procès de Rennes. Or, pendant qu'il est attelé à cette besogne, il apprend qu'il y a au ministère voisin un organe, qui est le Service des Renseignements, qui cherche à reprendre l'affaire et peut-être à le compromettre dans cette affaire.

Il apprend que, dans cet organe, il y a un officier — je suppose que ce soit moi, capitaine François — qui fasse courir les routes d'Espagne à la recherche de Richard Cuers, qui s'accoquine avec Mathilde, avec Wessel, pour tirer de ces gens

des déclarations bizarres qui peuvent être interprétées de différentes façons. Je vous prie de demander à M. Cavard, la situation étant ainsi définie, si, se mettant dans la situation dans laquelle je me mettais en 1900, il aurait rendu compte à ses chefs ou s'il aurait mis la chose dans sa poche et son mouchoir par-dessus ?

M. CAVARD. — C'est toujours le devoir d'un fonctionnaire ou d'un militaire de rendre compte à ses chefs.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Mettons que je me sois trompé, quoique je persiste à croire que je ne me suis pas trompé.

M. CAVARD. — On était tellement hanté, à ce moment-là, par l'idée que la Sûreté générale, le Gouvernement si vous voulez, voulait reprendre l'affaire Dreyfus, qu'on a tendu ce piège à Wessel.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je dirai que je diffère d'avis avec M. Cavard pour ce qui a trait à l'arrestation de Wessel à Nice. Nous ne pouvions pas savoir, à moins d'être sorciers et d'avoir mangé toute la masse noire qu'on avait constituée, qu'on allait trouver chez Mathilde Baumler des lettres de Toms relatives à l'affaire Czernuski. Je vous prierai de vous reporter à la déclaration que j'ai faite. Nous avons fait tout ce que nous avons pu faire pour empêcher Wessel d'être extradé.

M. le procureur de la République Manoël a écrit pour dire que ce n'était pas à lui qu'on avait remis les papiers. Je veux bien, j'ai pu faire une erreur là-dessus. L'important, c'est que Fritsch ne s'est pas précipité chez Mathilde pour lui prendre ses papiers. Il ne savait même pas qu'il allait chez Wessel. Il y est allé parce que le garde des Sceaux n'a pas voulu écrire. Si nous avions cru que Wessel courait un danger tellement grand, nous aurions pris des dispositions différentes. Je ne savais pas que le mandat d'extradition de Wessel ne visait que les Alpes-Maritimes. Je l'ai prévenu. Je lui ai écrit : « Faites attention, parce que Wessel est en train de nous recruter d'autres agents à Nice, surtout un nommé... qui nous a fait faire une affaire immédiatement », de manière à ne pas brûler, je ne dis pas Wessel, il l'était depuis longtemps, mais cet agent, avec qui il était en relations.

Je prendrai la liberté de faire un reproche à M. Cavard,

s'il me le permet. Je lui dirai que, si nous avions été avisés qu'il y avait un mandat d'extradition contre Wessel, qui visait Nice, que, si nous ne faisons pas disparaître Wessel de Nice, la Sûreté générale serait obligée d'exécuter son mandat, nous aurions pris des dispositions; mais on ne nous a pas avertis. Toutes les fois qu'il s'agissait d'agents sur lesquels nous recueillions des renseignements intéressants, nous en faisons part à la Sûreté. Le 17 janvier, nous avons écrit à propos de Mathilde à la Sûreté générale. La Sûreté générale aurait pu nous rendre la politesse en nous écrivant au sujet de Wessel.

M. CAVARD. — C'est bien simple : M. le capitaine Mareschal, je ne veux pas dire le capitaine François, était tellement sûr que Wessel courait le risque de se faire arrêter à Nice, qu'il a dit à Wessel dans ses lettres : « Soyez tranquille, vous ne courez aucun risque à Nice, j'ai prévenu le commissaire central et le commissaire spécial. »

M. LE PRÉSIDENT. — Nous nous égarons un peu, puisque nous n'avons pas encore entendu les témoignages.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le jour où le capitaine Mareschal a dit à Wessel : « Vous ne risquez rien d'aller à Nice », ceci se passait le 29 février. Or, la déclaration remise par Wessel à Nancy est du 10 mars!...

M. CAVARD. — Ce n'est pas à ce moment qu'il est allé à Nice.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y est allé deux fois... La première fois que le capitaine Mareschal a vu Wessel, c'est le 29 février, Wessel a dit : « Il y a un mandat d'extradition contre moi, je ne veux pas retourner à Nice. » Mareschal lui a dit : « Vous ne risquez rien. » En admettant que ce soit une imprudence, on ne peut pas la rattacher au fait qu'on voulait se débarrasser de Wessel parce qu'il avait fait une déclaration, puisque c'est 10 jours après seulement...

M. CAVARD. — Je n'ai pas parlé de cela. J'ai dit qu'on voulait saisir des lettres de Toms.

M. LE PRÉSIDENT. — Les membres du Conseil ont quelque peine à comprendre, n'ayant pas entendu les témoignages.

M. CAVARD. — M. Toms répondra beaucoup mieux que moi.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je ne crois pas avoir eu mandat pour pouvoir écrire directement aux fonctionnaires de la

Sûreté Générale à Nice. J'y avais un représentant militaire, le capitaine Mourier. Je crois bien que M. le directeur de la Sûreté Générale aurait vu d'un mauvais œil à cette époque que j'écrivisse aux fonctionnaires sous ses ordres pour leur dire de passer outre à un mandat de justice. Je pense que j'ai fait tout ce que j'avais à faire, dans cet ordre d'idées.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres questions à poser au témoin ?

L'audience est suspendue à 2 h. 30.

Elle est reprise à 2 h. 50.

M. Hennion

Célestin, 42 ans, Commissaire principal attaché au Ministère de l'Intérieur.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés ?

M. HENNION. — Je connais MM. François et Rollin.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition ?

M. HENNION. — Sur quoi, mon général ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne le sais pas bien non plus, parce que vous n'avez jamais eu d'interrogatoire. Nous avons interrogé tout à l'heure M. Cavard d'une façon générale, pour qu'il nous dise son opinion au sujet de ce qu'a dit le capitaine François, qui avait mis en cause la Sûreté générale, ou, du moins, les agents de la Sûreté, en disant qu'ils avaient machiné la reprise de l'affaire Dreyfus. Avez-vous quelques renseignements à nous donner à ce sujet ?

M. HENNION. — Je ne sais absolument rien. Je n'ai jamais ouï dire qu'un agent de la Sûreté ait eu l'intention de reprendre l'affaire Dreyfus. D'ailleurs, s'il y avait eu une enquête à cet égard, j'estime qu'elle eût échappé complètement à la compétence du 2^e Bureau de la Guerre, car la Sûreté générale appartient au ministère de l'Intérieur et non pas au ministère de la Guerre. Par conséquent, cela ne relève que de notre chef direct, c'est-à-dire du ministre de l'Intérieur.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a dans le dossier un rapport de vous du 11 janvier 1904. Voulez-vous nous en donner un résumé ? Vous avez fait une enquête à l'Hôtel national, à Zurich ?

M. HENNION. — Non, c'est un de mes agents. Il s'agissait de savoir si, à un moment donné, un des officiers avait occupé cet hôtel. Alors nous avons fait cette enquête.

M^e AUFFRAY. — Est-ce que c'est un M. France qui a fait cette enquête ?

M. HENNION. — C'est M. France.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne voyez pas du tout ce que vous croyez avoir encore à ajouter ?

M. HENNION. — Je n'ai absolument que cela à dire : à la Sûreté générale, il n'a jamais été question, à aucun moment, de rouvrir l'affaire Dreyfus.

M. LE PRÉSIDENT. — A certains moments, il y a eu des difficultés entre le Service des Renseignements et la Sûreté générale. Il y a eu une époque, en 1899, où les relations ont été suspendues ?

M. HENNION. — Oui, à un moment donné, la Section de statistique au ministère de la Guerre s'est figurée, je ne sais pourquoi, je ne l'ai jamais su, que la Sûreté générale essayait d'entraver son action. Je pense qu'en ce qui nous concerne, nous avons toujours été des auxiliaires fidèles de la Section de Statistique. Chaque fois qu'elle nous demandait un service, nous l'avons rendu.

M. LE PRÉSIDENT. — Pendant combien de temps a duré cette mésintelligence ?

M. HENNION. — Je crois qu'en réalité le conflit s'est localisé entre M. Toms et quelques officiers de la Section de Statistique. Voilà surtout le conflit qui a eu lieu. Il est inexact de dire qu'il y a eu un conflit entre la Sûreté générale et la S. S. Il y a eu un conflit entre M. Toms et quelques officiers de la S. S.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, j'avais mal exprimé ma pensée ; je voulais parler des rapports des agents de la Sûreté générale, et en particulier de M. Toms.

M. HENNION. — Il y a eu un conflit qui a éclaté à la suite du départ de M. Toms. On a, paraît-il, demandé à M. Toms de faire un rapport que sa conscience ne lui permettait pas de faire.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel est le genre de rapport qu'on a demandé à M. Toms ?

M. HENNION. — Je crois que M. Toms pourra mieux vous renseigner que moi à cet égard. On lui a demandé de faire un

rapport sur son ancien chef, que nous considérions tous comme un homme loyal.

M. LE PRÉSIDENT. — Un ancien chef de la S. S. ?

M. HENNION. — Oui, un ancien chef du Bureau de Statistique. C'est à la suite de cela qu'il a quitté la S. S.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous interrogerons Toms à cet égard. M. Toms n'avait pas d'autre plainte à formuler ?

M. HENNION. — Je n'ai jamais entendu M. Toms se plaindre de la S. S., aussi longtemps qu'il a été dans mon service ; à ce moment il était au mieux avec la S. S. et le colonel Henry, à tel point qu'il accomplissait des missions pour le colonel Henry sans me rendre compte de ce qu'il faisait ; il partait en mission sans que j'intervinsse et sans que je susse où il allait...

M. LE PRÉSIDENT. — Il était détaché à la S. S. ?

M. HENNION. — Il y a eu une période assez bizarre : il a été détaché pendant longtemps à la S. S. ; puis le colonel Henry l'a fait nommer à Chalindrey, et de Chalindrey on l'a fait revenir dans mon service. On m'a demandé si je le voulais, je l'ai accepté et, pendant le temps qu'il est resté chez moi, il accomplissait des missions au dehors sans que nous sachions où il allait ; les inspecteurs de mon service le savaient, mais pas moi. Je m'en suis plaint à Henry, qui s'est fâché parce que je m'en étais plaint.

M. LE PRÉSIDENT. — Les relations étaient un peu tendues du temps de Henry, à la fin ?

M. HENNION. — Oui, à ce moment-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Jusqu'à quand ces relations ont-elles été tendues ?

M. HENNION. — Jusqu'à aujourd'hui.

M. LE PRÉSIDENT. — Encore maintenant ?

M. HENNION. — M. Toms n'est pas mieux à cet égard... je ne parle pas des officiers actuels... Dire jusqu'à quel moment ces relations ont été tendues, il est difficile de donner une date.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une impression que je vous demande. Du reste, vous serez probablement appelé dans le cours de l'interrogatoire de M. Toms à donner votre avis.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais demander au témoin s'il ne pourrait pas donner au Conseil des éclaircissements sur ce qu'on appelle l'incident de la femme Bastian ?

M. HENNION. — On nous a reproché — et M. le capitaine François a rappelé ce grief dans son espèce de réquisitoire contre la Sûreté générale, — d'avoir envoyé des agents chez la femme Bastian. Nous n'avons jamais envoyé d'agents chez elle; je reconnais qu'une confusion pouvait se faire, l'individu qui est allé chez la femme Bastian, pour un journal, était un ancien employé de notre administration, qui avait conservé une carte de la Sûreté, qu'il a montrée au commissaire de police, croyant se tirer d'affaire; mais il n'avait aucun ordre de la Sûreté. J'étais à Rennes à ce moment et j'avais bien autre chose à faire que de m'occuper de la femme Bastian. Si je l'avais fait, je n'hésiterais pas à le dire, ce serait un acte de ma fonction, cela échapperait au contrôle du deuxième bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent l'individu qui a été arrêté et conduit chez le commissaire de police était un ancien agent de la Sûreté.

M. HENNION. — Il n'aurait pu recevoir des ordres que de moi, et j'affirme ne pas en avoir donné.

M. LE PRÉSIDENT. — Il était révoqué?

M. HENNION. — Ce sont des agents qu'on emploie par instants, qu'on liquide quelquefois, pour reprendre plus tard, quand on en a besoin.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Avait-il réellement une carte?

M. HENNION. — Oui, il l'a montrée au commissaire, il espérait que l'incident n'aurait pas d'autres suites; en réalité, il allait faire une enquête pour un journal au sujet de la femme Bastian.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour le compte de qui agissait cet individu?

M. HENNION. — Je demande à ne pas répondre pour ne pas mettre en cause des tiers sans nécessité. C'était pour un journal que je tiens à ne pas mettre en cause.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En ce qui concerne la disparition de la femme Bastian, savez-vous qui l'a fait disparaître?

M. HENNION. — Nous ne nous sommes occupés de la femme Bastian à aucun moment, elle ne nous intéressait pas autrement. On ne s'en est même pas assez occupé. Si la Sûreté générale s'en était davantage occupé, et les officiers de la S. R. un peu moins, les choses en auraient mieux marché.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Votre sentiment est

donc que la S. R. s'occupait beaucoup trop de l'affaire Dreyfus, et pas assez la Sûreté générale. Est-ce que vous pourriez donner des détails sur ce sentiment, sur ce qui l'a créé?

M. HENNION. — Il faudrait que je fasse un historique de l'affaire Dreyfus.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Sans aller jusque-là, vous pourriez nous donner quelques épisodes qui appuieraient votre opinion... Pour Brucker, par exemple?

M. HENNION. — J'aimerais mieux que vous interrogiez à cet égard, M. Tomps. Je me suis très peu occupé de ce conflit avec la S. R. J'ai gardé cependant une impression très nette.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous la donner?

M. HENNION. — C'est qu'à mon avis la S. S. s'est occupée trop de cette affaire, qui ne la regardait pas, et nous, pas suffisamment; or, elle intéressait la sûreté de l'Etat, et, par conséquent, elle nous concernait. Si les quatre officiers qui sont ici ne s'en étaient pas tant occupés, ils ne seraient pas ici.

M. LE PRÉSIDENT. — Pourquoi ne seraient-ils pas ici?

M. HENNION. — Parce que tous les incidents que l'affaire Dreyfus a créés par suite de maladresses et d'incompétence ne seraient pas arrivés avec des gens ayant plus d'expérience dans cet ordre d'idées.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas l'affaire Dreyfus qui les conduit ici?

M. HENNION. — C'est la conséquence de l'affaire Dreyfus.

UN JUGE. — A quelle époque le Service des Renseignements s'est-il occupé de l'affaire Dreyfus? Il serait intéressant de savoir si c'est antérieur à la présence au Service des quatre accusés.

M. HENNION. — Mon colonel, il est évident que l'affaire Dreyfus les préoccupait, parce qu'ils se figuraient que nous nous en occupions à un moment où nous ne nous en occupions pas du tout. Ils étaient persuadés que nous cherchions à rouvrir l'affaire Dreyfus, le capitaine François faisait des démarches pour s'assurer si l'on s'était préoccupé de la femme Bastian et si l'on était allé chez Brucker, alors que nous n'y pensions pas du tout.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En ce qui concerne l'arrestation de Wessel à Nice, pourriez-vous nous dire quelque chose?

M. HENNION. — Je ne peux vous dire que ceci, c'est que Wessel avait été arrêté à Nice et qu'alors que les officiers du 2^e bureau lui avaient promis de prévenir les autorités de Nice de la situation dans laquelle il se trouvait, ces officiers ne l'ont pas fait. Mais vous aurez la déposition de M. Toms, du commissaire central, et du commissaire de Nice à cette époque.

M^e HENRY BONNET. — Je vous demanderai de bien vouloir poser à M. Hennion une première question que voici :

A quelle époque aurait-on demandé un rapport à M. Toms ? J'ai entendu tout à l'heure un témoin dire qu'un chef de la S. S. aurait demandé à M. Toms un rapport. A quelle époque se place cet incident ?

M. HENNION. — J'ai dit simplement ceci, que M. Toms avait prétendu que son conflit avec la S. S. était né de son refus de faire des rapports dans un sens déterminé envers un de ses anciens chefs ; voilà tout ce que j'ai dit.

M^e HENRY BONNET. — Qui le lui avait demandé, et à quelle date ?

M. HENNION. — Vous le demanderez à M. Toms, je ne suis qu'un témoin de seconde main, je ne puis pas vous répondre autre chose.

M^e HENRY BONNET. — Quelles étaient les fonctions de M. Toms à la Sûreté générale ?

M. HENNION. — Commissaire spécial adjoint.

M^e HENRY BONNET. — Je vous remercie, c'est ce que je voulais savoir. Maintenant, dans un autre ordre d'idées, M. Hennion a fait, ou tout au moins il doit savoir qu'on a fait, une perquisition et qu'on a entendu des témoins à Lunéville. Peut-il nous dire par quelle juridiction il a été chargé de faire ces perquisitions et de procéder à cette enquête ?

M. HENNION. — J'ai été chargé par la Cour de Cassation de porter au Parquet de Nancy une commission rogatoire à l'effet de savoir s'il était exact que pendant le procès de Rennes le capitaine Mareschal avait envoyé une dépêche à un nommé Czernuski. Les témoins, dans cette affaire, ont été entendus, par le juge d'instruction en dehors de moi. J'ai fait des recherches à la poste pour savoir si les employés qui étaient à Lunéville à l'époque où cette dépêche aurait été envoyée étaient encore là. Un certain nombre y étaient, d'autres n'y étaient plus. J'ai envoyé au Parquet ceux qui étaient

à Lunéville, je suis allé entendre moi-même ceux qui étaient en dehors, à Nice et à Vittel. Je n'ai jamais fait de perquisition dans cette affaire.

M^e HENRY BONNET. — Est-ce qu'il n'a pas paru à M. Hennion que, s'agissant de savoir si le capitaine Mareschal avait envoyé une dépêche à Czernuski, alors que le capitaine Mareschal était détenu pour avoir (c'était du moins la prétention de l'accusation) acheté le témoignage de Czernuski...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Jamais !

M^e HENRY BONNET. — Nous nous expliquerons sur ce point, mais je continue. Alors que le capitaine Mareschal était arrêté, M. Hennion n'a-t-il pas pensé que la démarche qu'il faisait à Lunéville pouvait intéresser l'instruction criminelle ouverte contre le capitaine Mareschal ?

M. HENNION. — Je n'ai pas pensé à toutes ces choses, j'ai exécuté ponctuellement ce qui m'était demandé, et c'est tout.

M^e HENRY BONNET. — M. Hennion sait-il si les témoins qui ont été interrogés l'ont été sur la moralité du capitaine Mareschal ?

M. HENNION. — Je n'en sais rien, je n'ai pas assisté aux interrogatoires.

M^e HENRY BONNET. — M. Hennion peut-il nous dire, une enquête de cette nature ayant porté sur les relations du capitaine Mareschal et de Czernuski et sur la moralité de Czernuski (il n'est pas curieux, s'il ne sait pas ce que les témoins ont déclaré), M. Hennion peut-il s'expliquer comment le résultat de cette enquête et ces perquisitions ou ces recherches n'a pas été mis au dossier de l'instruction ?

M. HENNION. — Les Parquets de Lunéville et de Nancy ont transmis le résultat de l'enquête à la Cour de Cassation comme ils le devaient. Je n'ai pas à m'occuper de savoir ce qu'est devenue l'enquête à la Cour de Cassation.

M^e HENRY BONNET. — Je constate simplement que voilà une enquête qui a été faite et que nous n'avons jamais connue. A quelle date a été faite cette enquête ?

M. HENNION. — Au mois de juillet de cette année.

M^e HENRY BONNET. — Les accusés — le Conseil le retiendra — ont été arrêtés le 29 juin.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je voudrais dire un mot au sujet de ce que vient de dire M. Hennion.

Si vous vous le rappelez, j'ai dit que le général Brault

avait été légèrement choqué d'avoir vu trois démarches le même jour sur trois de ses agents qui étaient Mme Bastian, Brucker et Mme Brucker, Mme Brucker n'étant d'ailleurs pas un agent, mais la femme d'un de ces agents. M. Hennion vient de nous dire que la démarche qui avait été faite chez Mme Bastian n'avait pas été faite par un agent de la Sûreté Générale. M. Hennion conviendra bien que de plus malins que moi pouvaient s'y laisser prendre et que M. le commissaire de police s'y est laissé prendre lui-même, parce qu'on avait eu l'imprudence de laisser entre les mains de cet agent une carte de la Sûreté Générale.

Il est bien étrange que les cartes de la Sûreté puissent circuler de cette façon et que tout le monde puisse en avoir dans sa poche, comme des correspondances de tramways. Il me semble que, du moment qu'un agent quitte le service, la première chose à faire est de lui retirer sa carte...

M. HENNION. — Nous ne les fouillons pas.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On doit savoir le nombre de ces cartes : une carte aussi importante que celle-là, qui permet de faire des opérations du genre de celle-là !... J'admets très bien, puisque M. Hennion le dit, je ne mets pas sa parole en doute...

M. HENNION. — Pourquoi voulez-vous que je le cache ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Ce n'est pas un agent de la Sûreté qui s'est présenté chez Mme Brucker, ou du moins ce n'était plus un agent de la Sûreté Générale. M. Hennion pourrait peut-être nous dire le nom des personnes qui se sont présentées, d'une part, chez Mme Brucker et, d'autre part, chez Brucker, le même jour ?

M. HENNION. — Je n'en sais rien du tout. J'étais à Rennes à ce moment et j'avais bien autre chose à faire que de m'occuper de tous ces ragots et de tous ces potins.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Ce ne sont guère des ragots et des potins, puisque c'est M. le Directeur de la Sûreté Générale qui m'a dit lui-même qu'il avait mis ses agents en mouvement...

M. HENNION. — Cela échappe complètement à votre compétence.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Cela n'échappe ni à ma compétence, ni à mon contrôle, étant donné que je n'ai ni compétence ni contrôle dans cette affaire ; mais cela n'échap-

pait nullement à mes attributions, du moment que j'avais reçu l'ordre du chef d'état-major général de lui demander des explications et de lui exprimer mon étonnement de voir que, contrairement aux procédés jusqu'alors en usage à la Sûreté Générale, on n'était pas passé par notre intermédiaire pour nous demander des renseignements sur des individus qui étaient nettement qualifiés et connus pour être nos agents soldés et payés. Je n'ai rien autre chose à dire.

M^e HENRY BONNET. — Voulez-vous me permettre? Il me semble que dans les pièces qui, au début de ce débat, avaient été demandées par la défense, figurait le procès-verbal de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. Hennion ou par le juge d'instruction auquel M. Hennion a porté une commission rogatoire. N'apparaît-il pas au Conseil qu'il serait peut-être intéressant que la défense connût, au moins à l'heure actuelle, les résultats d'une enquête qui, cela sera établi par sa communication, portait sur la moralité du capitaine Mareschal ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je verrai la question. La moralité du capitaine Mareschal n'est pas en cause.

M^e HENRY BONNET. — A ce moment, on faisait une enquête sur sa moralité. Le Conseil s'explique-t-il qu'une enquête de cette nature ait pu être faite au cours d'une enquête criminelle sans nous être communiquée? Peut-être que, si elle avait été défavorable, on n'aurait pas eu la même discrétion.

M^e AUFFRAY. — J'ajoute qu'à ce moment nous avons cru que les inculpés étaient accusés : 1^o d'avoir détourné des fonds, et 2^o — comme il fallait trouver l'emploi des fonds — de les avoir affectés à l'achat du témoignage Czernuski. Par conséquent, même dans les dires relatifs à l'achat du témoignage Czernuski, cette enquête est intimement liée à la question.

M. LE PRÉSIDENT. — Je verrai la question et je lui donnerai la solution qu'elle doit comporter.

M. Tomps

*Louis-Thomas, 43 ans, directeur de la Sûreté publique
à Monaco, domicilié à Monaco.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. TOMPS. — J'ai connu le lieutenant-colonel Rollin et le capitaine Mareschal, j'ai vu M. Dautriche, mais je ne connais pas du tout le capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous le voyez aujourd'hui pour la première fois ?

M. TOMPS. — Je l'ai vu l'autre jour à l'appel des témoins : c'est la première fois que je l'ai vu, à ma connaissance du moins.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez pu le rencontrer dans la rue sans le connaître.

Vous n'êtes ni parent, ni allié des accusés ?

M. TOMPS. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas à leur service, et ils ne sont pas au vôtre ?

M. TOMPS. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition ?

M. TOMPS. — J'ai été questionné sur un certain nombre de points.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été interrogé plusieurs fois ?

M. TOMPS. — Oui, il y a une quantité de questions.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est indispensable que vous fassiez votre déposition, telle que vous vous la rappellerez au fur et à mesure, prenez les choses suivant le fil de vos idées.

Voulez-vous commencer par le commencement, c'est-à-dire nous indiquer comment vous êtes entré au Service des Renseignements, puis ensuite quand et comment vous en êtes sorti ?

M. TOMPS. — Mon général, je suis entré au Service des Renseignements en 1890, à ma libération du service militaire. J'y suis entré comme commis auxiliaire, comme expéditionnaire ensuite...

M. LE PRÉSIDENT. — Au ministère de la guerre ?

M. TOMPS. — Oui, dans l'administration centrale.

M. LE PRÉSIDENT. — Au Service des Renseignements ?

M. TOMPS. — J'ai toujours été au Service des Renseignements, jusqu'en 1895. En 1895, j'ai été nommé commissaire spécial sur la recommandation du colonel Sandherr, mon chef de service, je suis allé à Chalindrey, et, en 1896, je suis revenu à Paris. J'ai été affecté alors plus spécialement, comme commissaire spécial, au Service des Renseignements. Je suis resté dans ce service jusqu'en 1898. Au commencement de 1898 j'ai quitté, je ne me rappelle pas la date exactement, mais c'était au lendemain du verdict du procès Zola...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas eu de raisons pour le quitter ? On y fait allusion tout à l'heure...

M. TOMPS. — J'ai demandé moi-même à être relevé parce qu'on avait écrit...

M. LE PRÉSIDENT. — Qui, on ?

M. TOMPS. — Le service, c'est-à-dire le colonel Henry, qui était chef de service, ou plus exactement le capitaine Junck qui avait fait la lettre. On avait écrit à Wessel, qui était à ce moment-là lieutenant dans une armée étrangère, une lettre dans laquelle on lui disait qu'on ne paraissait plus avoir confiance en Jaeger, c'était moi. Wessel lui-même a considéré qu'il y avait là une espèce de contrôle à mon égard. Pour moi, je me suis plaint dans une lettre dont vous devez avoir la copie sous les yeux, et que je puis lire si vous voulez !

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne crois pas que nous ayons cette lettre.

M. TOMPS. — Dans cette lettre, je demandais à être relevé de mon service.

C'est dans ces conditions que j'ai quitté le service, j'ai dit au lieutenant-colonel Henry que je comprenais bien qu'il contrôlât...

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble qu'il a été fait allusion à autre chose en présence de témoins qui n'ont pas été interrogés par le capitaine rapporteur. Un rapport aurait été demandé, et on ne l'aurait pas fourni.

M. TOMPS. — C'était en 1898, avant le départ du lieutenant-colonel Picquart. Le lieutenant-colonel Picquart m'avait chargé de faire une enquête sur la publication du bordereau dans le *Matin*. J'ai fait cette enquête, que le colonel Henry connaissait lui-même. Je lui avais dit que le premier rapport que j'avais fourni visait ce document.

Ce rapport a été fourni à une personne qui le détenait de par ses fonctions. Le lieutenant-colonel Henry a été très content de cela, seulement il a été très mécontent, quelques jours après, lorsque j'ai dit que c'était un expert. J'ai eu à ce moment l'impression que le colonel Henry désirait que je dise que c'était le lieutenant-colonel Picquart, car il m'avait dit qu'un jour il était allé au ministère des Colonies, qu'on avait vérifié le dossier, que la pièce ne manquait pas, qu'elle sortait du service, que quatre personnes seulement l'avaient eue entre les mains: le colonel Henry, le commandant Lauth, l'archiviste Gribelin, et le chef du service, le colonel Picquart. Il ajoutait : « Je suis sûr de Lauth et de Gribelin et de moi-même, cherchez donc qui c'est. »

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez quitté le service à quelle date ?

M. TOMPS. — En 1898.

M. LE PRÉSIDENT. — Et vous n'y avez plus reparu ?

M. TOMPS. — Un an après, à la fin de 1898 ou au commencement de 1899, on m'a offert des documents. Je me suis mis en rapport avec Przyborowski, j'ai offert l'affaire au Service des Renseignements, qui était alors sous les ordres du commandant Rollin, et on a acheté à Przyborowski un premier document qui a été payé 10.000 francs. Mais, sur ces entrefaites, j'ai été nommé à Dunkerque, et M. le commandant Rollin m'a demandé alors de lui passer Przyborowski, c'est-à-dire de ne plus servir d'intermédiaire. C'est ce que j'ai fait, et j'ai présenté Przyborowski au capitaine Mareschal sous le nom de Weiss.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas été mêlé en 1899 à l'affaire Bastian ?

M. TOMPS. — Nullement. D'ailleurs, à propos de l'affaire Bastian, M. le capitaine François a dit que j'avais déclaré que c'était le Service des Renseignements qui l'avait séquestrée ; mais personnellement, je n'ai jamais su ni par qui, ni comment.

M. LE PRÉSIDENT. — Pouvez-vous parler de Brucker ? Vous l'avez connu, il y a longtemps ?

M. TOMPS. — Il était au service en même temps que moi. Je le connais depuis 1896. En 1899, comme l'a rapporté M. le capitaine François, le directeur de la Sûreté générale, qui était alors M. Viguiier, a un jour télégraphié au préfet du

Nord de me faire venir. Je suis venu le lendemain et M. Viguiier m'a demandé, puisque je connaissais Brucker, et que l'on disait qu'il avait lui-même fourni le bordereau au colonel Henry, c'est-à-dire qu'il le lui avait remis lui-même, de tâcher de savoir si le fait était exact. Je crois que cela venait de ce fait qu'il y avait un cousin de Brucker qui était garçon de bureau à la Préfecture de police chez M. Puybaraud et qui avait dû raconter que Brucker son cousin lui avait affirmé que c'était lui qui avait procuré le bordereau. J'ai dû faire remarquer à M. Viguiier que, du temps où j'étais à la Guerre, on avait dit à Brucker de cesser les relations avec la femme Bastian, qu'on ne voulait plus rien avoir à faire avec elle et que dorénavant la femme Bastian ne fournirait plus rien. Si elle fournissait quelque chose, c'était à l'insu de Brucker. Par conséquent, je savais d'avance que Brucker me répondrait : « C'est moi ». Comme Brucker m'avait toujours demandé de lui faciliter un voyage en Alsace, je lui ai offert de l'emmener avec moi à Belfort. Il est très loquace, je n'avais qu'à attendre qu'il parle. Il a passé 2 jours avec moi ; je ne lui ai rien demandé le matin... je l'ai vu deux fois le matin et une fois l'après-midi. Nous avons causé de choses et d'autres et il est possible qu'il ait été question de l'affaire Dreyfus. Je lui ai dit que j'avais été cité ; il m'a dit de son côté qu'il espérait ne pas l'être et qu'il en était content. Dans tous les cas, les choses ne se sont pas passées comme on l'a raconté à Rennes, prétendant qu'il y aurait eu presque une scène entre Brucker et moi. Je ne sais pas ce qui a été fait et ce qui a été dit. Dans tous les cas, 2 ou 3 jours après avoir vu Brucker, je reçus de lui une lettre dans laquelle il me disait : « Je crois que l'on m'a surpris avec vous ; j'ai eu un savon... » je ne me rappelle pas ce que cela veut dire, je ne me souviens pas des termes exacts de la lettre ; je l'ai versée au Conseil de guerre de Rennes. Il n'y a qu'à se reporter à la lettre de Brucker pour voir qu'il ne s'est pas passé d'incident entre lui et moi. J'ai toujours reconnu que j'étais allé retrouver Brucker...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été en Suisse avec lui ?

M. TOMPS. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous deviez y aller...

M. TOMPS. — Je lui avais offert de lui procurer un permis pour aller à Belfort. Depuis, on a dit — je ne sais pas si c'est vrai — que l'on avait déclaré à Brucker que je voulais

le conduire à Belfort pour l'emmener en Alsace et le faire arrêter...

M. LE PRÉSIDENT. — On a dit tant de choses...

M. TOMPS. — Le propos m'a été plus ou moins confirmé et l'on m'a dit que c'était cela qui avait monté Brucker fortement contre moi.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quel a été le sentiment du témoin, lorsqu'il a vu que l'on empêchait tout contact entre Brucker et lui? A quoi a-t-il attribué cette mesure? Car, en résumé, on a empêché entre M. Tomps et Brucker toute espèce de relations un peu avant le procès de Rennes.

M. TOMPS. — Je ne le sais pas. Brucker m'avait dit qu'il devait aller à Zurich passer un certain temps. Il avait même ajouté : « Surtout ne parlez pas que vous me fournirez un permis, parce que cela me permettra de me faire payer le voyage par le service. »

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais savoir si le témoin a une opinion — s'il n'en a pas, il ne dira rien — sur les motifs que l'autorité à laquelle obéissait Brucker pouvait avoir pour l'empêcher de s'aboucher avec lui, car, en somme, on a empêché Brucker, d'après ce que vous venez de dire, de s'aboucher avec le témoin.

M. TOMPS. — Je n'ai pas d'opinion... Evidemment, c'était pour éviter qu'il me raconte les choses qu'il pouvait savoir; il était très bavard, il avait toute confiance en moi et il m'aurait raconté je ne sais pas quoi... Il ne m'a rien dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas si nous avons besoin de pénétrer dans l'affaire Millecamp, etc... et dans les relations entre Brucker et Czernuski.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Cela ne m'intéresse pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs non plus?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'aurais une observation à présenter au sujet de ce que vient de dire M. Tomps, de façon à le faire bien préciser. Il est bien exact que c'est M. le directeur de la Sûreté générale qui lui a dit ou plutôt donné l'ordre — parce que je pense qu'on donne des ordres — d'aller trouver Brucker pour lui parler du bordereau et de différentes choses, l'histoire du procès de Rennes.....

M. LE PRÉSIDENT. — Le directeur de la Sûreté générale est là.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'était M. Viguiier.

M. TOMPS. — Non, le directeur de la Sûreté générale m'a chargé de savoir si c'était Brucker qui avait remis lui-même le bordereau au lieutenant-colonel Henry.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Donc, Toms s'était abouché avec Brucker au sujet de l'affaire Dreyfus, par ordre?... Je le prie de vouloir bien répondre.

M. TOMPS. — Oui.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Parfait ! Si vous voulez, je n'ai pas terminé.

Je rappellerai les trois faits que je citais tout à l'heure : enquête chez Mme Bastian, faite, paraît-il, par un monsieur qui avait une carte à laquelle il n'avait plus droit ; enquête chez Mme Brucker ; enquête chez M. Brucker, dans son quartier.

Quatrième fait dont je n'avais pas parlé dans ma déposition : Toms lui-même s'abouche avec Brucker personnellement pour une affaire relative à l'affaire Dreyfus.

Or, M. le commissaire du gouvernement vient de demander à Toms quelle raison il pensait qu'il y eût à ce que nous interdisions à Brucker d'avoir des relations avec Toms. Toms a répondu qu'il l'ignorait. Moi, je le sais. Nous avions l'ordre formel, absolu, de ne nous occuper de l'affaire Dreyfus en rien et nous avons transmis cet ordre à tous nos agents, y compris Brucker. Or, le lendemain de l'entrevue que Brucker a eue avec Toms, Brucker me dit : « J'ai vu hier Toms chez Mollard. Sous prétexte de m'inviter à dîner, il m'a offert un voyage à Belfort, et la première chose qu'il a faite, c'a été de me parler de l'affaire Dreyfus. »

Toms a bien parlé du bordereau à ce moment-là ?

M. LE PRÉSIDENT. — A quel moment précis ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le 27 juillet 1897.

M. LE PRÉSIDENT. — La Sûreté générale avait-elle des ordres ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Nous, nous avions des ordres de ne nous occuper en rien de l'affaire. Or, Toms, de son propre aveu, va trouver Brucker pour lui parler d'un point brûlant de l'affaire. Et M. le commissaire du gouvernement s'étonne qu'à la suite de cette constatation, nous ayons interdit à Brucker de voir Toms, et demande à Toms quelle idée il peut avoir des motifs de cette interdiction. Toms répond : « Je n'en sais rien. » Moi, je le sais.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas de question à poser ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je tiens à ce que le Conseil le sache également.... Quand Toms voit Brucker, il lui parle du bordereau. Toms n'est pas l'intime de Brucker. A peine arrivé, il va le trouver et lui parle de cette affaire.

Moi, je rappelle à Brucker que, pour rien au monde, il ne doit s'occuper de l'affaire, et je lui dis : « Vous allez me faire le plaisir d'écrire à Toms que vous n'avez plus à le voir. » C'est à la suite de cela qu'il écrivit à Toms une lettre que je connaissais : il me l'avait montrée, et je l'avais moi-même montrée au général Brault.

M^e CHENU. — Le capitaine François vous a prié, mon général, de demander à Toms s'il était bien exact que, dans cette conversation chez Mollard, il eût été question entre lui et Brucker de l'affaire Dreyfus et du bordereau.

M. TOMS. — Je dois bien dépeindre la situation.

Il était bien entendu que Brucker venait avec moi à Belfort. Brucker me demandait depuis longtemps de lui procurer un permis ; je lui avais offert le permis et il venait me dire si, oui ou non, il partait avec moi. Sachant que Brucker allait passer avec moi 24 heures, je me suis abstenu de lui poser la question principale qui m'intéressait, puisque j'avais 24 heures devant moi où, sans le brusquer, je pouvais savoir plus même que je ne voulais savoir.

Je ne me rappelle pas la conversation qui a eu lieu chez Mollard. A-t-on parlé de l'affaire ? C'est possible ; mais je n'ai pas posé de questions à Brucker.

Le capitaine François dit que, le lendemain de son entrevue avec moi, Brucker est allé le trouver pour lui signaler la démarche singulière que j'avais faite. Or, deux jours après, il m'écrivit à moi-même : « J'ai été surpris, j'ai eu un savon... » Je ne sais pas s'il a menti à moi ou au capitaine François.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est moi-même qui, Brucker m'ayant signalé que Toms lui avait parlé de l'affaire.... Toms est moins affirmatif que tout à l'heure, mais Brucker malin a peut-être deviné qu'on allait lui en parler. En tout cas, on lui a probablement parlé. Il est venu me le dire et c'est moi qui lui ai dit : « Il ne faut plus être en relations avec Toms, puisqu'il s'occupe de l'affaire Dreyfus et que nous ne devons pas nous en occuper. »

Alors, il a trouvé une finesse d'agent, un peu grosse, mais cousue cependant d'un fil blanc assez ténu, pour que Tomps s'y laissât prendre, et il a dit : « On nous a vus ensemble. »

Or, je savais bien qu'on les avait vus ensemble, puisqu'il me l'avait dit. La lettre avait été montrée au général Brault. Je résume la situation : trois faits le 26 juillet, fait Bastian, fait de Mme Brucker, fait de Brucker. Trois faits qui émeuvent, non pas moi, mais le général Brault qui m'envoie chez le directeur de la Sûreté générale. Le lendemain, un quatrième fait, le fait de l'entrevue de M. Tomps avec Brucker, toujours relatif à l'affaire Dreyfus. Brucker ayant l'ordre de ne pas s'occuper de l'affaire Dreyfus, on le fait rompre avec M. Tomps. Voilà ma réponse à la question de M. le commissaire du gouvernement qui demandait pourquoi nous avions interdit à Brucker d'avoir des relations avec M. Tomps. C'est qu'on nous avait défendu de nous occuper de l'affaire Dreyfus.

M. TOMPS. — Il m'est bien présent à l'esprit que Brucker ne rompait pas avec moi, car il ajoutait dans sa lettre, que j'ai versée au débat : « Si vous apprenez quelque chose d'intéressant, faites-le moi savoir. » Si cette lettre a été écrite par ordre, il y avait donc un traquenard contre moi. Ce n'était donc pas de la finesse.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Brucker a fait sa lettre... Il a peut-être été un peu loin..... La lettre est partie dans les conditions que j'ai dites.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces messieurs du Conseil ne paraissent pas estimer que nous devons aller plus loin dans cette voie. Parlez seulement de ce que nous pouvons creuser à fond.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je tenais simplement à faire observer cela parce que c'est la réponse à la question de M. le commissaire du gouvernement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous en sommes à l'incident Brucker. Si le Conseil croit qu'il est assez éclairé, nous allons passer à l'incident Wessel, sur lequel M. Tomps a beaucoup de choses à dire.

M. TOMPS. — J'ai connu Wessel en 1896; je l'ai connu à l'étranger; il est devenu mon agent, c'est-à-dire que j'ai servi d'intermédiaire entre lui et le service jusqu'au jour où je suis parti pour rentrer complètement à la Sûreté gé-

nérale. Je vous ai expliqué tout à l'heure dans quelles conditions. C'est justement à Wessel qu'avait été adressée cette lettre où l'on posait ces interrogations.

En quittant le Service des Renseignements, j'ai passé le dossier de Wessel, comme celui de tous les agents que j'avais pour le compte du Service des Renseignements, à M. le capitaine Junck qui l'a gardé. Je n'ai plus entendu parler de Wessel pendant un certain nombre de mois.

Je l'ai rencontré plus tard, au café ou dans un autre endroit. C'est à ce moment que j'ai appris que Wessel avait donné sa démission, qu'il avait quitté le service actif, et il a ajouté qu'il continuait à servir le Service des Renseignements. J'ai peut-être une fois encore rencontré Wessel accidentellement à Paris, mais je n'ai été en rapport avec lui que lorsqu'il a été arrêté à Bruxelles. Il était arrêté en même temps que Przyborowski. A ce moment, Mathilde Baumler m'a écrit, me demandant d'intervenir pour éviter l'extradition de Wessel. J'ai fait différentes démarches. Le capitaine François a dit que je m'étais borné à envoyer un avocat à Przyborowski. Le fait n'est pas exact. Mais je ne puis rentrer, en séance publique, dans le détail de mes démarches. J'en ai fait pour éviter son extradition. Malgré cela, il a été extradé. Il a été transporté à Thon, et, en route, il a réussi à s'évader, et à aller rejoindre sa maîtresse à Nice.

Il m'a fait prévenir qu'il était là. Dans cette même période de temps, j'ai reçu de Bruxelles des renseignements me disant que des agents étrangers étaient allés à Nice pour surveiller Wessel. C'est à ce moment qu'est arrivée la demande d'extradition. On donnait l'adresse exacte de Wessel. J'ai télégraphié à Mathilde Baumler de faire venir immédiatement Wessel à Paris. Il est venu par le premier train, j'ai eu une rencontre sur la place de la Bourse. Je lui ai expliqué exactement dans quelles conditions son extradition était demandée. Je lui ai interdit d'aller à Nice. Je me souviens d'avoir dit à Wessel: « Si votre demande d'extradition venait à Paris, il suffirait de vous envoyer à Versailles. » Par conséquent Wessel savait que c'était à Nice seulement qu'il était sous le coup de la demande d'extradition.

J'ai également informé Wessel que des agents, que l'on m'avait indiqués, le surveillaient à Nice. Je lui ai dit de rester à Paris, de ne pas se montrer sur le boulevard, de façon

que des agents étrangers ne viennent pas à le reconnaître. Wessel m'a quitté me disant qu'il allait se chercher un logement. Le lendemain, il m'a écrit qu'il demeurait je ne sais plus où.

J'oublie de vous dire qu'avant de me quitter, Wessel m'avait offert de me fournir des renseignements d'ordre militaire, et de me proposer une affaire qui concernait le Service des Renseignements. J'ai dit à Wessel que je ne voulais plus, pour nombre de raisons, servir d'intermédiaire entre le Service des Renseignements et les agents. J'ai dit à Wessel de s'adresser directement au Service des Renseignements. C'est au commencement de 1900 que j'ai envoyé cet agent trouver le Service des Renseignements. Wessel m'envoie son adresse, j'envoie voir à l'endroit où il était descendu, on me dit qu'il était parti sans laisser d'adresse. Wessel disparu, je n'en entends plus parler jusqu'au jour où il est arrêté à Nice. A ce moment-là, Mathilde Baumler m'écrit une lettre éplorée en me demandant de venir au secours de Wessel. Wessel écrit au ministre de la Justice, il écrit au ministre de l'Intérieur, il m'écrit enfin à moi-même en me demandant de venir à son secours et en ajoutant qu'il tenait à me faire des révélations sur une chose qu'il avait vu faire contre moi et en me disant qu'aussitôt qu'il serait là-bas, il me dévoilerait ce qui avait été demandé contre moi. Malgré cela, à ce moment-là, je n'ai pas bougé. Cependant, on sentait qu'il y avait quelque chose en dessous.

Je n'ai pas bougé, et quelques jours après arrivait une lettre de Wessel au ministre de la Guerre, le général de Galliffet. Cette lettre a été transmise au général de Galliffet, je crois que c'est exactement le 27 ou le 28 avril. Il paraît que le général de Galliffet a ouvert cette lettre lui-même, qu'il l'a lue et qu'il n'y a rien compris. Il est allé demander un ou deux jours après des renseignements à M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, qui s'est borné à lui répondre : « Mais vous devez savoir ce que c'est. Wessel est votre agent. » Alors le général de Galliffet a dit : « On me trompe, je veux savoir la vérité. Envoyez-moi quelqu'un qui puisse me renseigner. » Le président du Conseil lui a parlé de M. Cavard, directeur de la Sûreté générale.

M. Cavard a dit : « Il n'y a qu'à envoyer Tomps, qui est au courant des affaires Wessel. » M. Waldeck-Rousseau m'a en-

voyé trouver le général de Galliffet. Je suis allé trouver le général de Galliffet le 1^{er} mai au matin. Je lui ai dit ce qu'était Wessel et dans quelles conditions il avait été arrêté. Le général de Galliffet m'a chargé d'aller à Nice, de recevoir la déclaration de Wessel et de la lui rapporter. Il m'a dit en même temps que, depuis longtemps, il constatait qu'il était trompé par le Service des Renseignements. Il m'a chargé et il a tenu à ce que ce soit moi-même. J'ai fait l'observation au général de Galliffet et je lui ai dit : « Wessel m'a écrit à moi, en me disant qu'il allait me faire des révélations au sujet d'affaires qu'il avait vu faire contre moi, et que, par conséquent, il vaudrait mieux faire recevoir sa déclaration par un autre. »

Le général de Galliffet a dit : « Non, non, vous allez y aller vous-même, j'y tiens, vous partirez ce soir. » J'ai vu M. Cavard. M. Cavard a estimé qu'il valait mieux faire recevoir la déclaration par un tiers, qui ne fût pas intéressé à la déclaration de Wessel. La déclaration a été reçue par Boissière. Le jour où le général de Galliffet m'a envoyé trouver Wessel, il m'a remis une lettre en main. Je crois qu'il serait peut-être intéressant que je verse cette lettre aux débats.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez cette lettre ?

M. TOMPS. — La voici.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'il n'y a rien qui s'oppose à cette lecture.

M^e AUFFRAY. — Nous en demandons la lecture.

Le Greffier, lisant :

Ministère de la Guerre, cabinet du ministre.

1^{er} mai 1900.

Monsieur,

M. Tomps, qui vous montrera cette lettre, est envoyé par moi pour savoir toute la vérité de votre situation. Ce ne sera qu'une fois exactement renseigné que je pourrai, s'il y a lieu, intervenir en votre faveur.

Salutations.

Général GALLIFFET.

M. TOMPS. — Je suis allé à Nice porteur de cette lettre, je suis allé dans la prison et j'ai montré la lettre à Wessel, qui a alors été entendu par M. Boissière, commissaire central. Il

Il y a eu, sur ces interrogatoires, trois procès-verbaux des 2, 3 et 4 mai 1900. Dans le premier procès-verbal, Wessel raconte notre entrée en relations, cela n'a aucun intérêt ici; dans le deuxième, il parle de la façon dont il a été envoyé à Nice, et de la façon dont il a été arrêté. Wessel affirme, dans ce procès-verbal, qu'avant d'aller à Nice, il a prévenu le capitaine Mareschal. Il ajoute même qu'il a été jusqu'à avouer au capitaine Mareschal, qui, le premier jour de l'entrevue, lui avait défendu de me voir, de me causer, il a avoué au capitaine Mareschal, ce jour-là seulement, que c'était moi qui l'avais fait revenir de Nice et que je l'avais prévenu du danger qu'il courait en allant à Nice.

Le capitaine Mareschal a dit à Wessel... Je rapporte les dires de Wessel, je n'y étais pas... le capitaine Mareschal lui aurait dit à ce moment : « Vous êtes sous la sauvegarde de l'Etat-Major, vous n'avez rien à craindre, M. le commissaire spécial est prévenu. » Wessel lui aurait répondu : « Ce n'est pas, le commissaire spécial qu'il faudrait prévenir, mais le commissaire central. » Le capitaine Mareschal a répliqué : « Le commissaire central sera prévenu, je lui télégraphierai dès ce soir. » Confiant dans ces paroles, dit toujours Wessel, il s'est rendu à Nice et il a été arrêté dès son arrivée.

M. LE PRÉSIDENT. — D'après vous, ce serait le capitaine Mareschal qui aurait fait arrêter Wessel ? Tout au moins, d'après les déclarations de Wessel.

M. TOMPS. — Oui, mon général, d'après les déclarations de Wessel. Il est vrai que Wessel est sujet à caution, mais il n'est pas admissible que Wessel n'ait pas prévenu le capitaine Mareschal du danger qu'il courait à Nice. Wessel est un homme qui, lorsqu'il remplissait une mission, en tirait le maximum qu'il pouvait en tirer, ne fût-ce que pour augmenter la valeur de sa mission, c'est-à-dire qu'il aurait fait ressortir le danger qu'il y avait pour lui à aller à Nice. Donc, il a dû prévenir le capitaine Mareschal du danger, c'est indiscutable.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Les membres du Conseil comprendraient mieux cette partie de l'histoire de Wessel si on lisait en ce moment, d'abord les déclarations qu'il a faites étant en prison, au moment du voyage dont on parle.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont des dires d'espion, et c'est assez long, si je me souviens bien.

M^e AUFFRAY. — C'est très long.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Y a-t-il une partie essentielle qu'on puisse lire ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce sont des dires d'espion, mais je ferai remarquer que la déclaration de Nancy est du même auteur.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous entrons là dans un monde spécial.

M^e AUFFRAY. — Je repose très respectueusement cette question : ces dires d'espion, à les prendre isolément, accusent d'un côté la Sûreté générale et M. Tomps, son représentant, d'avoir cherché à prouver que le témoignage Czernuski avait été acheté par les officiers ; de l'autre, quand Wessel parle des représentants de la Sûreté générale, ces dires montrent les officiers comme ayant poussé Wessel à organiser ce complot, contre la Sûreté générale. Si l'on n'en doit tenir aucun compte, il n'est plus question de l'affaire Czernuski ; si vous retenez les dires de Wessel, il est donc question de l'affaire Czernuski. Je vous supplie de me dire ce qu'il en est à cet égard ?

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Commissaire du Gouvernement vous le dira plus tard.

M^e AUFFRAY. — C'est pour savoir dans quel ordre d'idées nous devons pousser les interrogations, soit des témoins, soit même d'autres témoins, que nous aurons ou non à faire venir.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un point sur lequel vous pourriez vous expliquer, c'est l'intérêt qu'on pouvait avoir à prendre vos lettres à Mathilde.

M. TOMPS. — Je vais reprendre ce qui a trait à l'affaire Czernuski. A un moment donné, je ne peux pas préciser la date, Mathilde me parla de Czernuski, à propos de Przyborski, elle me disait que Przyborski avait affirmé avoir été cadet avec Czernuski. C'est à ce moment que les journaux ont parlé du témoignage de Czernuski, dans lequel il était question du major... que je n'ai pas trouvé dans un annuaire étranger et de Mosetig ; Mosetig, conseiller aulique, disait que ce n'était pas lui dont il était question ; l'autre Mosetig avait été arrêté à Vienne, ce ne pouvait pas être lui non plus, je l'aurais su avant, Przyborski m'en aurait parlé. Donc, j'avais l'impression que le témoignage Czernuski devait être

un faux témoignage. C'est lorsque j'ai eu cette impression que Mathilde m'a raconté que Przyborowski lui avait dit qu'il connaissait très bien Czernuski, qu'il avait été cadet avec lui. Alors je dis à Mathilde... Je la tutoyais et je le faisais à un moment où il y avait du danger, mais on me l'a reproché cependant... Je dis à Mathilde : « Si tu peux avoir des renseignements sur l'affaire Przyborowski-Czernuski, tu me les enverras, je verrai ce que j'aurai à faire ». D'après la déclaration de Wessel, on a dit qu'elle lui a été dictée, on a dit que j'aurais offert à Przyborowski 5.000 francs; mais, dans cette affaire comme dans l'affaire Brucker, je m'en rapporte à mes lettres, je n'ai jamais été chercher de témoignage; la preuve, c'est que, dans une de ces lettres, je dis ceci : « Si Przyborowski ne veut pas parler, qu'il le laisse et s'en aille chez les Cafres... »

Ce n'est pas la parole de quelqu'un qui veut à toute force extirper un témoignage, et ma bonne foi est prouvée par ma deuxième lettre, que je ne regrette pas non plus, dans laquelle je dis : « Ou Przyborowski après s'être avancé, se retractera, et c'est moi qui serai blâmé, ou toute l'histoire qu'il raconte est inventée, et dans ce cas-là, ce serait moi le responsable. » Je crois que ces deux phrases et ma première où je lui dis de s'en aller ailleurs présentent assez le sentiment dans lequel je me trouvais à ce moment-là. Je suis, moi, commissaire spécial. J'étais commissaire spécial à cette époque-là, et quand on m'offrait un renseignement, je ne pouvais pas dire que je ne voulais rien savoir. Mon ministre aurait pu me dire plus tard : « Monsieur, on vous a parlé de quelque chose, pourquoi ne m'en avez-vous pas rendu compte ? » On m'offrait un renseignement, j'étais prêt à l'examiner sous toute réserve de contrôle; c'est ce que prouvent mes deux lettres.

Maintenant, (il y a certainement là une coïncidence bizarre) à Nancy, Wessel fait spontanément, — ou on lui dicte, c'est un fait à établir — un rapport dans lequel il présente mes démarches d'une singulière façon, façon qui, d'ailleurs, corrobore ce que le Service des Renseignements présentait à ses chefs, c'est-à-dire l'action de la Sûreté générale mise en branle pour réveiller l'affaire Dreyfus. Il est certain qu'arrivant la disparition de Wessel, son rapport était absolument authentique, cela permettait de faire une perquisition et de

trouver la correspondance chez Mathilde Baumler, correspondance qu'on connaît; on espérait peut-être y trouver autre chose. Je ne dis rien, mais c'est une coïncidence.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est peut-être le moment de faire lire la déclaration de Wessel, que vous avez demandée?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Oui, mon général. Nous, nous sommes familiarisés avec tout ce qu'on raconte, mais ces messieurs du Conseil ne le sont peut-être pas.

M. LE PRÉSIDENT, à M^e Auffray. — Avez-vous pu comparer les nouvelles lettres avec les lettres authentiques?

M^e AUFFRAY. — Nous ne les avons pas encore reçues.

M. LE PRÉSIDENT, à M. Toms. — Nous avons vos lettres intégrales, je vais vous les représenter, ensuite nous avons la traduction qui a été faite, mais pas par un expert.

M^e AUFFRAY. — Nous acceptons la traduction.

M. LE PRÉSIDENT. — Greffier, veuillez donner lecture de la déclaration de Wessel.

M. le Greffier, lisant :

Ville de Nice. — Commissariat central. — Affaire Wessel, détenu.

Procès-verbal. — L'an 1900, le 4 mai, à 2 heures de l'après-midi. Nous, François Boissière, commissaire central de la ville de Nice, chevalier de la Légion d'honneur.

Nous sommes transporté aux nouvelles prisons de cette ville à l'effet d'entendre le nommé Wessel Helmuth Wilhelm Otto, détenu administrativement sur une demande d'extradition d'un gouvernement étranger sous les inculpations de détournements, escroqueries et faux.

Là étant, nous avons recueilli les dires dudit Wessel comme suit :

Il y a environ quinze jours, j'écrivis à M. Toms pour le prier de vouloir bien venir me voir, afin de lui faire des communications l'intéressant personnellement. Il s'agissait de ce qui suit :

La première communication concernait le nommé Czernuski, témoin au procès Dreyfus à Rennes.

Déjà, en octobre 1899, à Bruxelles, P. Przyborowski, tandis que nous parlions du procès Dreyfus et du singulier témoignage de Czernuski m'avait confié qu'il connaissait personnellement très bien ce témoin, qu'il avait même fréquenté avec lui l'Ecole. La façon dont à ce moment Przyborowski me parla du témoin précité m'amena à supposer, conclure que, peut-être, Przyborowski avait utilisé Czernuski pour faire une affaire en amenant celui-ci à faire la déposition connue. Ce n'était toutefois là qu'une simple supposition.

Mais je fus confirmé dans cette idée lorsque je revins de Nice (je

ne me souviens pas exactement si c'était la première ou la seconde fois). En effet, la nommée Mathilde Baumler me fit alors connaître que le nommé Przyborowski lui avait dit et cela même en présence de Mme Catherine P..., et d'un avoué, que Czernuski n'avait déposé que contre la promesse certaine d'une somme (cette somme fut précisée et je crois qu'il s'agissait de 30.000 fr.) qui devait être payée par le parti de l'état-major à Przyborowski, mais dont celui-ci n'avait reçu jusque-là encore qu'une partie, car on lui devait encore 11.000 francs.

Przyborowski aurait ajouté qu'étant donné que, malgré ses réclamations, on ne lui payait pas la somme qui lui était due, il ne verrait aucun inconvénient à certifier la vérité, et cela même par écrit, au parti dreyfusiste. Toutefois, il ne ferait pas cela pour rien, mais seulement si on le payait bien à cet effet, car sans cela il se brouillerait avec les deux partis.

Me trouvant ensemble avec le capitaine Mareschal à Nancy, dans le courant du mois de mars dernier, la conversation tomba sur le procès Dreyfus, sur ce que Przyborowski et Czernuski étaient d'anciens camarades de collège et qu'à mon avis, Czernuski était un témoin procuré par Przyborowski et payé par l'état-major.

Je fis comprendre au capitaine Mareschal que le secret n'était pas bien gardé par Przyborowski, qui était prêt à dire la vérité. Cette communication fut visiblement très désagréable au capitaine Mareschal. Il fut subitement surexcité et me dit : « Przyborowski n'a qu'à se taire, sans quoi, je le fais arrêter (M. Mareschal me dit aussi pourquoi, mais je ne m'en souviens plus, je crois que c'était pour diffamation ou quelque chose d'approchant), et après cela on l'expulsera certainement. Il verra après ce qu'on fera de lui. »

Cette observation de M. Mareschal sonna comme s'il était sérieusement décidé à écarter Przyborowski de cette façon.

Aussitôt après, le capitaine Mareschal mit la conversation sur les relations existantes entre M. Toms et Przyborowski et dit : « Oui, il y aura bientôt un nouveau procès au sujet de Czernuski. Je sais que Toms fait des enquêtes à ce sujet de Czernuski et cherche les preuves comme quoi Czernuski a travaillé contre salaire ».

Remettant la conversation sur Przyborowski, le capitaine me demanda de quoi celui-ci vivait et principalement si je savais que Przyborowski reçût de l'argent de M. Toms.

Comme je ne pouvais lui répondre à cette question, il insista de nouveau plusieurs fois sur ce point, m'insinuant de faire un rapport dans lequel je signalerais que M. Toms avait offert de l'argent à Przyborowski, afin que celui-ci constatât par écrit que c'était lui, Przyborowski, qui avait procuré contre Czernuski et son témoignage, respectivement, de dire que M. Toms avait déjà payé un rapport semblable.

Il ajouta : « Naturellement on vous paierait pour cela, car un rapport de ce genre aurait une grande valeur pour nous ».

Plus tard, M. Mareschal me dit encore à ce sujet qu'il ne pourrait pas me donner une gratification directement pour ce rapport, et cela, afin d'éviter que personne ne puisse prétendre que j'ai été payé, respectivement corrompu pour ce rapport. Il ajoutait : « Vous n'avez pas besoin d'être inquiet au sujet de cette gratification. Je vous donne ma parole d'honneur qu'il en sera ainsi que je vous le dis. »

Il me disait que cela me serait compté sur mes autres rapports, dont le prix serait augmenté en conséquence.

Me trouvant sous la dépendance du capitaine Mareschal, je finis par promettre ce rapport, que je n'ai d'ailleurs jamais fourni.

Je dois toutefois ajouter que, me trouvant un jour à l'hôtel Terminus de Nancy, avec le capitaine Mareschal, dans la chambre de celui-ci, nous avons de concert établi le canevas du rapport dont je viens de parler. Je devais établir ce rapport chez moi, à l'hôtel d'une ville, en y apportant les modifications que m'indiquait M. le capitaine Mareschal et le lui adresser à Paris.

Je n'ai pas envoyé ce rapport et cela principalement parce que, d'après la façon dont M. Mareschal m'avait parlé de l'affaire Czernuski et de M. Tomps, j'étais obligé de croire que M. le capitaine Mareschal avait travesti toute cette histoire et qu'il voulait l'utiliser surtout pour créer des ennuis ou du dommage à M. Tomps auquel, cela n'est pas douteux, je dois de la reconnaissance.

Il est hors de doute pour moi que c'est bien Przyborowski qui a procuré Czernuski (il a d'ailleurs avoué devant Mmes Baumler, Panfy, Haussmann), et j'appuie ma conviction sur les raisons suivantes :

Me trouvant le 8 août dernier vers 11 heures du soir au Garden Bar à Nice, j'y vis entrer M. Przyborowski accompagné de trois autres messieurs. Ils prirent place tous quatre, lorsque M. Przyborowski, m'apercevant, s'approcha de moi pour me serrer la main (nous ne nous étions pas vus depuis cinq semaines). Il s'assit à ma table et y resta environ trois quarts d'heure. Après les compliments usuels, je lui demandai où en étaient ses affaires. Il me répondit, et cela en présence de Mme Baumler qui, entre temps, était venue s'asseoir auprès de nous : « Mais, vous savez bien, Mathilde doit vous l'avoir dit, je dois déposer quelque chose et le certifier par écrit, mais on ne veut rien me donner ou un rien, une bagatelle. Pourquoi ferais-je cela ? Gâter pour rien mon affaire avec l'état-major, et après cela je n'aurais rien. Ah, si on veut me donner trente mille francs pour cela, je le ferais volontiers ». Il me raconta ensuite qu'il allait partir pour Marseille le jour même ou le lendemain au plus tard ; il devait là-bas s'embarquer pour un pays étranger où on lui avait procuré une situation dans les chemins de fer (son ancien mé-

tier.) Il a ajouté : « On doit me remettre deux mille francs, mais je ne sais où, cela sera à Marseille ou en pays étranger ; si on me donne cet argent à Marseille, je me défilerais ».

Pour comprendre ce qui précède, je dois dire que Przyborowski avait raconté à Mathilde Baumler que l'état-major avait l'intention de se débarrasser de lui, de le faire embarquer pour Alger où on lui aurait remis une somme de deux mille francs ; qu'il avait été en relations pendant le mois de mars avec le bureau des renseignements, dont il avait reçu des subsides.

La deuxième communication à laquelle je faisais allusion dans ma lettre à M. Toms concerne l'affaire Mosetig.

Tout en parlant à Nancy, comme je le dis plus haut, avec le capitaine Mareschal de l'affaire Przyborowski-Czernuski, la conversation roula aussi sur Mosetig.

Je demandai à Mareschal comment Mosetig avait été découvert et si on avait des preuves contre lui, etc... ; j'ajoutai : « Przyborowski suspecte M. Toms et il dit que cette suspicion est partagée par l'état-major. » Je racontai alors au capitaine Mareschal que, me trouvant à Bruxelles en septembre fin 1899, j'ai rencontré Przyborowski qui, en présence de Mathilde Baumler nous dit ce qui suit :

« Peu après l'arrestation de Mosetig, en août 1899, il avait rencontré le capitaine Mareschal (il disait Junck, mais il s'agissait de Mareschal) et le chef du service des renseignements. Ces deux Messieurs rentraient de Suisse. L'un d'eux, je ne me souviens plus lequel, posa la question suivante à Przyborowski : « Eh bien, avez-vous lu ? » Sur la réponse affirmative de Przyborowski, ce Monsieur ajouta : « Qu'en pensez-vous ? » Przyborowski m'a dit avoir répondu à peu près ceci : « Monsieur, cette affaire a été faite par le capitaine, par Toms et par moi ; le capitaine n'a pas dénoncé Mosetig, moi non plus, cela est certain ».

Sur ce, le chef s'écria : « Singulier ! Nous avons dit la même chose dès le premier abord en lisant cela ».

Przyborowski confirma alors ses soupçons de la façon suivante : Mosetig lui avait envoyé une communication à Paris ; il lui disait dans celle-ci : « Vous pouvez avoir tout de moi. » On a montré à Mosetig une photographie de cette correspondance et ce fut sur cela qu'il avoua tout. Mais, fait singulier, j'ai réclamé cette lettre à M. Toms qui l'avait gardée, ainsi que quelques documents, par devers lui, pendant une nuit, et rendue à Przyborowski le lendemain.

Przyborowski était à cause de cela convaincu que M. Toms avait photographié cette carte pendant la nuit et l'avait mise à la disposition des autorités autrichiennes.

Là-dessus, un des Messieurs réplique : « Oui, il est singulier que ce soient précisément seulement les agents procurés par Toms qui sont toujours découverts... » Il peut n'y avoir là qu'un hasard, ce n'en est pas moins singulier.

Przyborowski raconta encore à Bruxelles qu'on avait fait des démarches pour découvrir la vérité et que si ses soupçons sur M. Toms venaient à se confirmer, il lui brûlerait la cervelle.

Après avoir écouté mon récit, le capitaine Mareschal me répondit : « La version donnée par Przyborowski est fausse ; on a dit simplement : il est singulier que tous les agents procurés par Toms... soient découverts ».

Le capitaine Mareschal me demanda alors si M. Toms n'avait pas offert de l'argent à Przyborowski pour que celui-ci donnât un rapport sur les faits relatifs à la suspicion dont M. Toms était l'objet de la part de l'état-major, et si je ne pouvais pas certifier par écrit, soit cette tentative, soit le fait de l'établissement dudit rapport : « Ceci aussi, ajouta le capitaine Mareschal, serait de grande valeur, on vous en saurait gré, on vous en donnerait une gratification, mais cela pas directement » il en serait pour ce rapport comme de celui relatif à l'affaire Przyborowski-Czernuski, dont il est parlé plus haut. Je pouvais aussi ici être absolument certain, car il me donnait sa parole d'honneur.

Mon impression fut, pour cette affaire, la même que celle que j'ai donnée pour l'affaire Przyborowski-Czernuski. En préparant le canevas du rapport que je devais fournir sur cette dernière, et cela ainsi que je l'avais indiqué plus haut, je préparerai aussi celui de celle-ci.

Je dois ajouter à ce sujet que je me souviens qu'à Bruxelles, Przyborowski a aussi raconté qu'il fut invité après sa conversation avec les deux officiers à leur confirmer par lettre les soupçons qu'ils venaient de manifester à l'égard de M. Toms.

A Nice, Przyborowski, tout en ne retirant rien, s'est plaint des bavardages de Mathilde Baumler, qui avait répété à M. Toms les accusations qu'il avait portées contre lui.

En dehors de tout ce qui précède, je voulais encore dire à M. Toms que, me trouvant à Nancy avec M. le capitaine Mareschal, soit dans la chambre de celui-ci, à l'hôtel Terminus, soit au café Continental, il m'avait dit que M. Toms était très dangereux et que je devais me mettre en garde contre lui, que je devais agir honnêtement avec lui, Mareschal, et lui rapporter exactement tout ce que j'apprendrais avec M. Toms, c'est-à-dire me constituer pour ainsi dire l'espion de M. Mareschal à l'égard de M. Toms.

Je n'aurais pas à me repentir de cela. Lui, Mareschal, rassemble actuellement des preuves contre M. Toms ; il y a déjà certaines choses contre lui et, avant longtemps, il fera arrêter M. Toms. Mareschal a ajouté en s'excitant, en gesticulant, et en accentuant ses paroles : « Que pense-t-il donc, celui-là ? Je suis, moi, officier d'état-major, et ce Toms n'est pourtant qu'un vulgaire agent duquel je ne supporterai rien. Nous ne l'avons d'ailleurs pris que parce qu'il parlait bien la langue, et c'est pour cela qu'il est revenu au minis-

tère. Au fond, c'est nous qui l'avons fait ce qu'il est. D'ailleurs, lorsque le ministère actuel sera tombé, Toms sera fini, car, ce jour-là, nous reviendrons les maîtres, et alors on fera ce que nous voudrons. »

Je me souviens aussi que, le jour où le ministère Waldeck-Rousseau avait été en grand danger, n'ayant eu, à l'occasion d'un vote de la Chambre, qu'une voix de majorité, le capitaine Mareschal m'en parlait et il s'écria : « Oh ! combien je me serais réjoui si nous avions été débarrassés de cette bande ! »

D'ailleurs, le capitaine Mareschal m'exprima à différentes reprises et sans réticences combien lui déplaisait le ministère actuel, le « ministère Dreyfus », ainsi qu'il le nommait.

D. — Votre impression est-elle bien que c'est Przyborowski qui a procuré le témoin Czernuski ?

R. — C'est mon impression et ma conviction, et je l'ai basée sur mes conversations avec Przyborowski.

D. — Avez-vous bien eu l'intuition que le capitaine Mareschal vous demandait un rapport sciemment faux sur M. Toms en vous engageant à dire que ce dernier avait tenté ou même réussi à amener, en le payant, le nommé Przyborowski à faire une fausse déclaration au sujet du nommé Czernuski ?

R. — Je suis persuadé que M. le capitaine Mareschal croit M. Toms capable d'avoir demandé un faux rapport à Przyborowski et que, sans s'inquiéter de la question de savoir si je connais quelque chose là-dessus ou non, il a cherché à obtenir par moi un rapport dans le sens demandé par lui, c'est-à-dire éventuellement même un rapport sciemment faux.

D. — N'avez-vous pas élevé d'objections, lorsqu'on vous a demandé ces faux rapports ?

R. — Le capitaine Mareschal revenant très souvent sur la question de ce rapport, je me suis tenu sur la réserve et abstenu de faire des objections. Je craignais, en effet, qu'il ne me crût bien disposé pour M. Toms, et, comme je dépendais de lui, Mareschal, j'avais à le ménager, de peur qu'il ne m'abandonnât.

Du reste, je n'ai pas cru avoir à faire une réponse catégorique, le capitaine Mareschal ayant au sujet de ces rapports toujours procédé par insinuations.

D. — Votre impression est-elle que M. le capitaine Mareschal attribue la découverte des nommés... à des trahisons de M. Toms ?

R. — M. le capitaine Mareschal n'a pas parlé qu'il eût la preuve que ces découvertes doivent être attribuées à des découvertes de M. Toms, mais il tient la chose pour possible.

D. — Pouvez-vous m'expliquer l'« et cætera » que vous mettez à la suite des noms ?

R. — Il a dit « et cætera », mais j'ignore la signification qu'il lui donne.

D. — Savez-vous si le nommé Przyborowski a fait des rapports contre M. Tomps ou s'il en a été payé ?

R. — Je l'ignore. Tout ce que je sais, c'est qu'il recevait encore à Nice de l'argent qui provenait de l'Etat-Major.

D. — Pensez-vous que M. Tomps soit pour quelque chose dans votre arrestation ou celles de personnes que vous connaissiez ?

R. — Jamais de la vie.

1° Parce que je ne crois pas M. Tomps capable d'un tel crime, et cela tant à cause de son caractère que de la façon dont il a toujours procédé avec moi, même lorsque cela lui a occasionné des désagréments.

2° Parce que M. Tomps aurait tenu précédemment beaucoup de meilleurs et de moins dangereuses occasions de me compromettre moi-même ou d'autres agents. Je ne veux parler du temps où lui, Tomps, ne faisait plus partie du service des renseignements, pour lequel nous continuions, nous, à travailler, et où il savait, et cela sans que le bureau des renseignements en eût connaissance, que nous accomplissions des missions à l'étranger. M. Tomps savait où nous nous trouvions, parce que nous le lui disions nous-mêmes souvent.

3° Si c'était M. Tomps qui m'avait compromis, il n'aurait pas fait, à Bruxelles, les démarches qu'il a faites en ma faveur comme en celle de Przyborowski, et enfin, il ne m'aurait pas prévenu, comme il l'a fait, du danger qu'il y avait pour moi-même à être à Nice. Ce n'est certainement pas à M. Tomps que je dois d'être arrêté aujourd'hui, car, si j'avais suivi les conseils qu'il m'a donnés, je ne serais pas ici.

D. — Avant de clore notre procès-verbal, nous vous demandons si, en votre âme et conscience, vos déclarations sont l'expression sincère de la vérité ?

R. — J'ai dit toute la vérité, et, après avoir pesé et bien compris tous les termes de mes déclarations, je déclare qu'elles sont sincères et véritables; je vous fais même remarquer qu'en relisant mes interrogatoires, j'ai fait rectifier et ai approuvé moi-même les quelques modifications de détails que je croyais nécessaires.

Lecture faite, etc..... »

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a une lettre du même individu écrite de la prison de Nice à la date du 1^{er} mai et adressée au capitaine Mareschal. Elle est intéressante aussi; on pourrait la lire.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai mis entre parenthèses un passage qui n'a aucun intérêt.

M. LE PRÉSIDENT. — La défense ne s'oppose pas à la lecture ?

M^e AUFFRAY. — Non.

M. le Greffier, lisant cette lettre :

Monsieur le capitaine Mareschal,
Etat-Major général (2^e bureau), Paris.

Prison de Nice le 1^{er} mai 1900.

Monsieur le capitaine,

Je m'étais permis de vous faire part de mon arrestation le jour même de celle-ci, espérant, d'après votre parole, que cela me procurerait l'immédiate mise en liberté. Malheureusement, je me suis trompé, et, non seulement, je me trouve aujourd'hui en prison depuis 3 semaines, mais encore vous n'avez pas même eu l'obligeance de me faire savoir quand vous réparerez votre faute ou de me soulager mon sort non mérité d'une manière quelconque. Car ce n'est pas du tout que je suis retourné à Nice, pour voir ma maîtresse, comme vous le dites. Oh non, Monsieur, je ne suis pas fou ! je savais bien l'existence du mandat d'arrêt lancé contre moi ; tout le monde donc se figurera facilement que je ne serais jamais retourné à Nice à mes propres risques et périls. Non, non, Monsieur ; rendez hommage à la vérité ! C'est vous qui m'avez envoyé ici, en mission, ce que prouvent vos lettres ; c'est vous qui m'avez dit mille fois que je suis absolument sûr à Nice, comme partout en France, que je n'ai rien du tout à craindre, que l'état-major général a assez de pouvoir d'empêcher une arrestation d'un de ses gens ; c'est vous qui avez voulu avertir le commissaire central et celui de la gare ; c'est vous qui m'avez rassuré et donné sauf-conduit, sans avoir ni droit, ni autorisation ; c'est vous seul qui m'avez plongé dans la misère, sans motif et sans raison. Un beau traitement des gens qui ont été réduits à sacrifier tout pour vous ; l'honneur et la patrie. A la fin, on leur prend aussi la liberté d'une telle manière incroyable ! Pourquoi avez-vous fait cela ? ? ?

Vos agents seront bien encouragés par tout cela, surtout quand ils apprennent que ce gouvernement auquel ils servent m'a extradé. Mais pourquoi ces mots ? Ils sont inutiles. Je ne voudrais que vous demander ceci. Peut-être, en considération des circonstances pour lesquelles je me trouve dans cette malheureuse situation, vous n'y trouverez rien d'inconvenant de se charger d'une peine. Dans ces jours-ci on prendra une décision au ministère de la Justice. Beaucoup dépend de ce que ce fonctionnaire au bureau compétent dudit ministère, la matière en question, est bien informée des dessous de l'affaire. Je vous prie, en conséquence, de faire une démarche personnelle auprès de Monsieur, mais si vous voulez me l'accorder, il faudrait la faire immédiatement après la réception de cette lettre. En même temps vous pourriez peut-être causer une démarche offi-

cielle du bureau des renseignements. Si l'on veut sérieusement venir au secours de moi, je serai sauvé. Je crois que j'ai souffert assez.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Maintenant il y a les deux lettres de M. Tomps.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous les soumettre d'abord à M. Tomps pour qu'il les reconnaisse ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — La traduction est anonyme ?

M. LE PRÉSIDENT. — Oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — M. Tomps pourra suivre sur les lettres originales en allemand, afin de voir si la traduction donnée est bonne.

M. LE PRÉSIDENT. — Si la défense ne s'y oppose pas nous pouvons procéder ainsi.

M^e AUFFRAY. — La défense ne s'y oppose pas du tout.

M. le Greffier lit la traduction de la lettre adressée par Jaeger (Toms) à Mathilde; et le témoin suit sur l'original.

Chère Mathilde,

On m'a malheureusement confirmé la nouvelle de l'arrestation de Wessel. Pourquoi ne m'a-t-il pas obéi ? Quand je l'ai vu ici, je me suis efforcé de lui exposer sa situation; mais il a voulu, lui aussi, être plus malin que moi. Il a disparu sans me faire savoir quoi que ce soit, de sorte que, si le besoin s'en était fait sentir, je n'aurais pas su où il séjourne. Maintenant, il faut méditer et discerner ceux qui lui ont donné de bons conseils de ceux qui lui en ont donné de mauvais.

Malgré cela, il ne faut pas que tu considères cette affaire comme très dangereuse. Les Anglais n'extradent pas facilement, et cette affaire pourrait prendre une toute autre tournure qu'en Belgique. Quoi qu'il en soit, pour le moment il n'y a qu'à attendre.

Donne-moi le nom, le signalement, etc., de l'officier avec lequel il était en relations à Nice. J'ai des raisons pour croire que c'est lui qui l'a fait arrêter. Il paraîtrait que H... aurait été arrêté à Londres par... en personne. Informe-toi immédiatement de ce que tu as appris à ce sujet.

Quant à ce qui concerne Przyborowski, je vais t'entretenir de cette affaire pour la dernière fois. Tu m'as écrit que Przyborowski t'avait offert (et cela en présence de Kathe et d'une autre dame) d'attester que le témoignage de Czernuski à Rennes avait été payé. Dans une autre lettre, tu ajoutes que Przyborowski aurait même dit que ce

serait le général Mercier qui serait le plus compromis dans cette affaire. Tout cela est bel et bien, mais pourquoi Przyborowski ne me fait-il pas lui-même ses propositions ? Je n'exige pas de lui qu'il raconte l'affaire tout au long; de a jusqu'à z; mais je voudrais qu'il ne se contente pas de me dire simplement : « Je suis disposé à traiter avec vous personnellement des deux affaires que vous connaissez. »

Avant d'entrer en pourparlers avec lui, il faut que je soumette ces questions à qui de droit, et pour cela, je n'ai rien en mains.

Indépendamment de cela, il pourrait aussi arriver que M. Przyborowski ne veuille plus rien dire, malgré les propositions qu'il t'a faites et, dans ce cas, ce sera moi qui serai compromis. Or, ceci ne me plaît nullement. Ou bien encore toute cette histoire est une pure invention, et alors ce serait moi le responsable.

Tu peux, par conséquent, lui dire une fois pour toutes qu'il a le choix : ou bien de me proposer l'affaire ou de la garder pour lui.

Pour me la proposer, il n'a pas besoin d'en dire plus qu'il n'en faut pour qu'on comprenne de quoi il s'agit. Mais je tiens à être paré.

Fais-moi savoir, dans ta réponse, si... est toujours en prison (immédiatement).

Quand reviendras-tu à Paris ?

M^e AUFFRAY. — Et la suite ? Veuillez lire jusqu'au bout, s'il vous plaît.

M. le Greffier, continuant la lecture de la lettre :

Prière de me renvoyer toujours et très exactement toutes mes lettres. Amitiés.

M^e AUFFRAY. — La première partie a trait à une arrestation qui n'était pas exacte ?

M. TOMPS. — On avait annoncé l'arrestation de Wessel à Londres. C'est à la suite de cela que j'ai écrit à Mathilde, croyant que Wessel était arrêté.

M. LE PRÉSIDENT. — Et vous disiez que l'arrestation à Londres n'était pas aussi facile que dans un autre pays ?...

M. TOMPS. — Un journal avait annoncé que Wessel avait été arrêté à Londres; or, il était à Nancy avec le capitaine Mareschal et à son service. Ayant lu cela dans les journaux, j'ai cru qu'il avait été arrêté à Londres, et c'est alors que j'ai écrit ma lettre. Il y a une phrase où j'indique le nom de l'officier étranger avec lequel il était allé à Nancy; ce n'est pas pour savoir quel était le monsieur qui faisait une

affaire avec le capitaine Mareschal, c'est parce que je savais que des agents étrangers étaient chargés de surveiller Wessel, et, comme j'apprenais son arrestation à Londres, je croyais que cet individu avait été envoyé là-bas pour provoquer l'arrestation de Wessel.

Il y a un mot que l'on a traduit, mais qui ne veut pas dire : « Je ne suis pas disposé », au contraire, cela veut dire : « Je ne suis pas indisposé »... Cela a une certaine importance...

M^e CHENU. — Cela veut dire : je ne suis pas éloigné.

M. TOMPS. — Oui, « je ne suis pas éloigné d'être disposé... je ne suis pas indisposé. »

M. LE GREFFIER. — 2^e lettre sans date. En observation, il a été mis : cette lettre a été écrite entre le 3 avril, date de la lettre précédente et l'arrestation de Wessel.

Chère Mathilde,

J'ai bien reçu ta lettre du 5 de ce mois, (recommandée), mais pas la mienne du 3 de ce mois, que tu prétends m'avoir renvoyée en recommandée.

De quelle affaire dans l'exposition parles-tu ? Explique-toi plus clairement à ce sujet.

Tu m'as écrit que X... se trouvait à Nancy. Je le savais déjà. Mais es-tu sûre qu'il s'y trouve encore, que par conséquent il n'était pas à Londres et qu'il ne pouvait y être arrêté ? Dans ce cas, c'est un autre qui a été arrêté à sa place.

Qu'est-ce que cette histoire de commissaire qui était chez toi ? Donne-moi à cet égard des détails exacts et complets.

N'oublie pas qu'on ne vous perd pas de vue, et redoute constamment un piège ; j'ai à ce sujet, des informations précises et je te donnerai ici des détails les plus complets.

Défie-toi surtout des gens qui recherchent ta société.

Si X... ne veut pas écrire, il n'y a qu'à y renoncer, et il peut, s'il le juge convenable, aller chez les Cafres. J'ai des raisons pour me méfier, et je ne tomberai pas la tête la première dans un piège.

Réponds-moi d'une façon bien détaillée et aussi complète que possible.

Amitiés, ainsi qu'à Kathe.

JEAGER.

M. TOMPS. — Ici, il y a le passage où je lis de se méfier. On m'avait prévenu que des gens étaient partis pour surveiller Wessel de façon à provoquer son arrestation. Je lui

dis de se méfier de ces gens-là et même des gens qui se mettraient dans sa société.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous en sommes restés à l'arrestation de Wessel. Avez-vous encore quelque chose à dire au Conseil sur les perquisitions, sur la manière dont les lettres ont été saisies ?

M. TOMPS. — Sur les perquisitions, je n'ai pas de détails ; je ne sais que ce que m'a dit Mathilde Baumler.

Lorsque Wessel a été entendu, je suis rentré à Paris, j'ai rapporté les procès-verbaux au général de Galliffet, je les lui ai remis moi-même. Il m'avait, d'ailleurs, dit qu'il allait renvoyer le capitaine Mareschal au 17^e chasseurs ; il a ajouté à ce moment qu'il allait renvoyer également le capitaine François. Cela devait se passer dans les premiers jours du mois de mai, vers le 5 ou le 6 ; j'étais parti à Nice le premier... Dans tous les cas, le général de Galliffet m'a dit qu'il avait été trompé, que, depuis quinze jours que Wessel était arrêté, il ignorait cette arrestation ; on lui avait bien parlé d'une perquisition à Nice, mais on ne lui avait pas dit qu'on avait arrêté Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle importance attachait-on à vos lettres ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce sont ces lettres qui ont révolutionné la France pendant 15 jours.

M. TOMPS. — On nous accusait de vouloir réveiller l'affaire, et on a pris cet argument.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — On ne voudra pas le croire, quand on les lira.

M. LE PRÉSIDENT. — Elles ont paru à l'*Officiel*, tout au moins en partie.

M^e CHENU. — Elles ont traîné dans les coulisses du Parlement et dans toutes les salles de rédaction. Nous les connaissons depuis cinq ans.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Jamais on ne les a vues dans l'aspect où on les voit aujourd'hui.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous nous faire savoir si réellement on a cherché à avoir vos lettres ; si le but de l'arrestation était d'avoir vos lettres ?

M. TOMPS. — Je n'ai pas de preuves.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre idée ?

M. TOMPS. — C'est une simple présomption.

Je ne comprendrais pas pourquoi le capitaine Mareschal, lorsque Wessel lui a dit qu'il serait arrêté à Nice, lui aurait promis que le commissaire central était prévenu, alors qu'il ne l'était pas. C'a été l'impression de Wessel qui a dit tout de suite : « Mais, est-ce que le capitaine Mareschal ne vous a pas prévenu ? » Et M. Boissière lui a répondu : « Personne ne m'a rien dit. » Alors Wessel a dit : « Je vois ce que c'est, on m'a mis dans un guet-apens. C'est pour faire disparaître un témoin dangereux. » La publication des lettres de Wessel, la production du rapport, tout cela montre qu'on a fait arrêter Wessel pour authentifier son rapport et tenter de faire tomber le ministère, c'est évident...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pour éclairer complètement le Conseil, il faudrait qu'il apprît par les procès-verbaux dont M. Cavard nous a parlé comment le ministre de la Guerre a appris par M. Waldeck-Rousseau l'histoire que M. Tomps vient de nous raconter.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Cavard pourrait répondre.

M. CAVARD. — Je n'ai pas entendu la question.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Jusqu'à présent le ministre de la Guerre ne sait rien de ce qui s'est passé à Nice. Peut-être le témoin pourrait-il expliquer aux membres du Conseil comment le ministre de la Guerre a appris par votre administration ce qui s'était passé à Nice, c'est-à-dire l'arrestation de Wessel, la saisie de ses papiers.

M. CAVARD. — Ce n'est pas moi qui l'ai dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas renseigné ?

M. CAVARD. — Non.

M. TOMPS. — J'ai dit que, le 28 avril, nous avons transmis une lettre de Wessel au ministre de la Guerre, général de Galliffet, qui avait ouvert cette lettre lui-même, et que c'était comme cela qu'il avait appris l'arrestation de Wessel. Cette lettre doit exister au ministère de la Guerre ? C'est M. de Galliffet qui l'avait reçue lui-même.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne l'avons pas.

M. TOMPS. — Alors, le général de Galliffet demanda à M. Waldeck-Rousseau ce que cela signifiait. M. Waldeck-Rousseau lui répondit : « Vous devez le savoir, c'est un de vos agents. » Le général de Galliffet a demandé des explications complémentaires. C'est moi qui ai été envoyé au ministère de la Guerre pour expliquer au général de Galliffet ce qui

s'était passé. C'est à la suite de cette explication que le général de Galliffet m'a remis la lettre que j'ai versée au débat. Je suis allé à Nice et j'ai donné comme réponse au général de Galliffet les 3 procès-verbaux que M. Boissière avait reçus à Nice.

M^e AUFFRAY. — On vient de lire, si je ne me trompe, le le procès-verbal du 3 mai. C'est ce qui a fait notre confusion pendant l'instruction, parce que M. le Capitaine rapporteur nous avait donné intégralement le rapport — je ne sais dans quelles conditions il se présentait, — du 22 juin, et, par extrait, le procès-verbal du 3 mai, en n'en prenant que ce qui différait du procès-verbal du 22 juin. De sorte que nous ne comprenions rien, ni les uns, ni les autres.

Je demanderai à M. Toms le renseignement suivant : M. Toms nous a dit que la demande extraordinaire que lui avait faite le colonel Henry était de 1896. Il n'a quitté le Service des Renseignements qu'en 1898. Ce n'est pas cette demande qui a causé son départ du service. C'est sa situation à Dunkerque ou un tout autre motif. Il n'y a donc aucun lien entre cette demande insolite du colonel Henry et le départ de M. Toms, 2 ans après.

M. TOMS. — J'ai quitté le Service des Renseignements à la suite de la lettre adressée à Wessel par laquelle on paraissait vouloir contrôler si j'avais fourni à Wessel les sommes reçues pour lui. J'ai dit au colonel Henry que j'aurais admis un contrôle direct, mais pas un contrôle s'exerçant de cette façon, par un agent, d'autant plus que la lettre était conçue dans des termes tels qu'elle constituait une invitation à dire que je n'avais pas payé tout ce que j'avais dit avoir payé. Toutes les fois que j'ai donné de l'argent, j'ai pris un reçu, on peut me les demander quand on voudra.

M^e AUFFRAY. — C'était pour signaler une erreur matérielle de M. Hennion dans sa déposition...

J'ai trois questions extrêmement simples à poser au témoin.

1^o M. Toms a déclaré : « Je crois devoir ajouter qu'en mai 1900, me trouvant dans le cabinet de M. le général de Galliffet, ministre de la Guerre, celui-ci, au cours de la conversation qui roulait sur le Service des Renseignements, m'a dit qu'il avait été obligé d'envoyer le commandant Rollin dans un corps de troupe parce qu'il avait appris que les chefs du service de la S. S. faisaient, aux frais du service, des

voyages motivés par des questions personnelles. Je crois même que c'était pour aller dans sa famille, chez ses enfants, à Pontarlier. Je ne saurais préciser, car je n'avais pas tout d'abord attaché grande importance à cette affaire. »

Le témoin maintient cette affirmation ?

M. TOMPS. — Quand je me suis trouvé le 1^{er} mai dans le cabinet du général de Galliffet, celui-ci m'a dit qu'il était constamment trompé par les officiers du Service des Renseignements. Il s'en plaignait très amèrement. C'est pour cela, qu'au lieu d'envoyer un officier à Wessel il a exigé que ce fût moi qui aille à Nice. En même temps, comme je le disais tout à l'heure, le général de Galliffet m'a parlé du déplacement du capitaine Mareschal qu'il devait envoyer au 17^e bataillon de chasseurs, à Amberieu. Je ne peux pas rapporter ses paroles. D'ailleurs, à ce moment-là, il m'a raconté différentes choses sur le Service des Renseignements dont il se plaignait. En ce qui concerne le commandant Rollin, il m'a dit qu'il était obligé de s'en débarrasser, car il s'était aperçu un jour qu'il avait fait des voyages pour aller je ne sais plus où... J'ai le sentiment que c'était dans l'Est, aux frais du Service des Renseignements. Voilà ce que j'ai compris. D'ailleurs, je ne vais pas inventer une chose comme cela de mon propre chef. Le général de Galliffet est appelé ici comme témoin ; il dira si c'est vrai ou non. Il n'y a qu'à savoir pourquoi le commandant Rollin a quitté le Service des Renseignements à ce moment-là. Je n'ai aucune raison de calomnier le colonel Rollin. Je dis cela parce que j'ai le sentiment que le général de Galliffet me l'a dit.

M^e AUFRAY. — Nous entendrons le général de Galliffet lui-même et ce qu'a dit le témoin n'aura d'importance que si cela est confirmé par le général de Galliffet.

M. LE PRÉSIDENT. — Un officier du Service des Renseignements étant souvent en service du côté de l'Est, cela n'aurait pas d'importance, même si cela était confirmé.

M^e AUFRAY. — Si cela est confirmé je suis convaincu que M. le colonel Rollin se considérera comme déshonoré.

Seconde question. — Monsieur Toms confirme-t-il ce qu'il a dit dans sa déposition écrite. « Ce qu'il y a d'incontestable, « c'est que de cet envoi de Wessel à Nice, le général de Galliffet n'en a pas été informé. Le général Delanne a été « trompé par la S. S. C'est lui-même qui l'a affirmé à M. « Cavard, directeur de la Sûreté générale. »

M. TOMPS. — En ce qui concerne le général de Galliffet il m'a dit lui-même qu'il ne savait rien. Il l'a dit à M. Waldeck-Rousseau. C'est pour cela qu'il m'avait envoyé à Nice, qu'il a demandé les procès-verbaux de Wessel, et qu'il m'a chargé d'aller interroger Wessel. Le général de Galliffet m'a dit qu'on lui avait parlé d'une affaire de perquisition à Nice, mais il ne savait pas qu'un agent, ancien officier étranger, était arrêté à Nice sous le coup d'une demande d'extradition.

En ce qui concerne le général Delanne, je n'ai jamais dit que le général Delanne avait été trouver M. Cavard pour lui dire qu'il était mécontent des officiers qui sont ici. M. Cavard m'a dit un jour à moi, que, se trouvant avec le général Delanne, celui-ci lui aurait dit : « Je regrette de ne pas vous avoir connu avant, attendu que, si je vous avais connu, les choses qui sont arrivées ne se seraient pas produites. »

Donc, pour qu'il en soit ainsi, il a dû être trompé.

M^e AUFFRAY. — M. Toms a été plus affirmatif. Il a déclaré dans sa déposition : « Le général Delanne a été trompé par la S. S. ; c'est lui-même qui l'a affirmé à M. Cavard, Directeur de la Sûreté générale. » Le témoin a signé cela après avoir prêté serment.

Troisième et dernière question : M. Toms dans sa déposition devant M. le capitaine rapporteur, avait déjà expliqué aussi clairement qu'on peut expliquer ces affaires obscures, les histoires des espions Przyborowski, Mathilde Baumler et Wessel, et, après les avoir longuement expliquées, il concluait en ces termes :

« Pour me résumer, sur ce premier point, la déposition de Czernuski m'a semblé et me semble encore aujourd'hui être des plus suspectes, mais je m'empresse d'ajouter que rien ne me permet d'affirmer que le témoignage a été acheté. »

Est-ce qu'après cette déclaration et s'être longuement étendu à l'instruction comme ici, sur les dires de l'honorable trio avec lequel il était en rapport intime et en tutoiement, M. Toms persiste à déclarer qu'à ses yeux rien ne lui permet d'affirmer que le témoignage de Czernuski a été acheté par l'Etat-Major ?

M. TOMPS. — Rien ne me permet de l'affirmer ; je ne me suis occupé du témoignage de Czernuski que par l'affaire Przyborowski qui offrait des renseignements ; je n'ai pas d'autres preuves.

M^e AUFFRAY. — Il y a plus : M. Tomps s'est exprimé dans des termes différents. Rien ne me permet d'affirmer, a-t-il dit, que le témoignage Czernuski a été acheté. Persistez-vous dans cette opinion ?

M. TOMPS. — Evidemment, rien ne me permet d'affirmer que le témoignage Czernuski a été acheté. Je suis convaincu qu'il est faux, mais je n'ai pas de preuves établissant qu'il ait été acheté par Pierre ou par Paul.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Le procès-verbal de déposition de Wessel que vous avez rapporté au général de Galliffet a été fait en votre présence et celle de M. Boissière ?

M. TOMPS. — Parfaitement.

LE MÊME MEMBRE DU CONSEIL. — Est-ce que Wessel parlait une langue étrangère ?

M. TOMPS. — Non, il a fait sa déposition en français, il le parle suffisamment.

M^e AUFFRAY. — Il le parle comme il l'écrit, quand il est en prison, et nous avons vu ce qu'il en est.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je voudrais, si vous le permettez, faire une observation. Il y a une confusion encore, qui est en train de s'établir, sur laquelle il faut s'expliquer, il faut que chacun porte ses responsabilités ; moi, je veux bien porter les miennes, je ne m'en fais pas faute, le Conseil l'a vu, mais je ne veux pas porter celles des autres. Ce n'est pas ma faute ni celle de personne ici, si le ministre n'a pas été informé ; vous le savez, sans qu'il soit besoin d'insister, nous avons toujours informé nos chefs, jusqu'au chef d'Etat-Major inclus. A cet endroit, il y avait un rideau, que nous ne pouvions pas déchirer, voilà pourquoi le ministre n'a pas été informé ; pourquoi on ne lui a pas fait parvenir la note rédigée le 27 avril pour empêcher l'extradition de Wessel et pourquoi, comme je l'ai expliqué, le général de Galliffet n'a eu sur cette question que les renseignements venus de la Sûreté générale et que jamais personne ne nous a fait l'honneur d'une question à ce sujet. Je ne dis pas que le général de Galliffet n'ait pas été trompé ; je crois qu'il l'a dit ; mais il s'agit de savoir si c'est par nous ou par ceux qui étaient au-dessus de nous, qu'il l'a été. Je n'ai rien à dire en ce qui concerne Wessel ; je me suis expliqué quatre fois sur la façon dont ces perquisitions ont été faites ; je n'y reviens pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons entendu vos réponses.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y avait un point que je tenais à bien préciser. M. le Commissaire du Gouvernement a l'air de croire, ainsi que M. Tomps, que nous avons trompé le ministre, mais nous nous sommes efforcés pendant cinq mois à vouloir le prévenir et nous n'y sommes jamais parvenus, et c'est nous qui sommes sur ces bancs !

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — On pourrait faire revenir le général Delanne, pour qu'il donne des explications,

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y a un fait qui est reconnu par tout le monde, par le général de Lacroix, par le colonel Hache : ces Messieurs ont dit que nous n'avions cessé si c'est lui qui doit porter une responsabilité à cet égard. de rendre compte, que nous devons rendre compte, que nous l'avons toujours fait ; mais, si cela n'a pas été plus haut, est-ce notre faute ?

M^e CHENU. — Le général Delanne s'est expliqué d'une façon complète ; il a dit qu'il y avait eu l'ordre à l'armée, qu'il avait reçu des instructions précises disant que l'incident était clos ; il l'a interprété de la façon qu'il vous a dite, il l'a exécuté suivant sa conscience, quelle question voulez-vous lui poser qui vous donne des éclaircissements plus amples ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis assez de votre avis, mais cependant, si on insiste...

M^e CHENU. — C'est au Conseil qu'il appartient de décider. M. le Commissaire du Gouvernement exprime une prière, la défense l'entend, donne son avis à cette occasion, le Conseil décidera.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que les lettres ont été montrées au général de Galliffet par le général Delanne ; seulement, il n'y a pas attaché d'importance car on lui a rendu compte que le dossier était insignifiant.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Ce n'est pas nous qui avons rendu compte qu'il était insignifiant. On nous reproche de l'avoir pris pour important, vous ne pouvez pas nous reprocher aussi d'avoir rendu compte qu'il était insignifiant.

Maintenant je voudrais dire encore un mot, mon général. On revient toujours sur ce que le capitaine Mareschal a envoyé Wessel à Nancy ; quand il l'a envoyé, c'était le 29 février pour la première fois, la déclaration est du 10 mars, quel rapport peut-on voir entre ces deux choses ? Je voudrais aussi prier M. Tomps de répondre à ceci : Oui ou non, d'une façon

ou d'une autre, que l'initiative vienne de lui, de Mathilde, de Przyborowski ou de qui que ce soit, oui ou non, s'est-il occupé du témoignage Czernuski?

M. TOMPS. — J'ai dit que Mathilde m'avait rapporté, comme l'explique d'ailleurs Wessel dans son procès-verbal, que Przyborowski prétendait avoir participé à la production du témoignage Czernuski J'ai dit : « Oui, je suis disposé à recevoir une déclaration à ce sujet, et quand j'aurai vérifié la valeur de cette déclaration, j'en rendrai compte à mes chefs. »

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Donc, la réponse est : oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — La situation me paraît être absolument la même de part et d'autre. De même qu'à Nancy, de même qu'à Nice ou ailleurs, M. Tomps ne demandait pas d'explications sur l'affaire Dreyfus et on lui en a donné.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je trouve que la situation n'est pas la même. J'ai dit et je répète que la déclaration de Przyborowski n'a pas plus de valeur que celle de Wessel ; que quand Przyborowski, d'une part, et Wessel, de l'autre, se mettent d'accord sans s'être rencontrés sur un point aussi particulier qu'une question de somme et d'origine de somme, réellement, ce point sur lequel ils peuvent être d'accord ne peut pas être soupçonné d'être un mensonge ; il faut que ce soit, par hasard, par hasard seulement, la vérité. Et quand à ces deux déclarations concordantes et non concertées viennent s'ajouter des dires du fonctionnaire qui est M. Tomps, je ne peux pourtant pas traiter les deux précédentes déclarations de mensonges. Je ne vois donc pas que M. Tomps se trouve vis-à-vis de moi dans la situation où je me trouve vis-à-vis de lui.

M. TOMPS. — Je demande à répondre à ce que vient de dire M. le capitaine François. Le capitaine François prend pour bons les rapports de Wessel et de Przyborowski parce qu'ils concordent ; mais, dans les lettres que le capitaine Fritsch a fournies aux députés nationalistes, je n'ai pas l'air d'un Monsieur qui est disposé à payer un témoignage, car je dis : « Je veux savoir si c'est la vérité, et s'il ne veut rien dire, qu'il s'en aille chez les Cafres ».

Maintenant, en ce qui concerne l'accord qui existe entre la déclaration de Wessel à Nancy et la déclaration faite par

Przyborowski, Wessel à Nancy nous déclare qu'il a fait, pour ainsi dire, sa déclaration sous la dictée du capitaine Mareschal. J'ai dans ma poche, si vous voulez la recevoir, une longue déclaration de Przyborowski dans laquelle il me dit qu'il a fait ses déclarations sous la dictée du capitaine Mareschal.

M. LE PRÉSIDENT. — Rentrez-la dans votre poche.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je voudrais poser une dernière question à M. Tomps. Oui ou non, a-t-il fait un voyage à Madrid à la recherche de Richard Cuers ?

M. TOMPS. — Je dois dire que tout d'abord le Service des Renseignements avait repassé à la Sûreté générale une partie concernant le contre-espionnage ; en faisant cela, le Service des Renseignements n'avait fourni aucun dossier, aucune note, aucune fiche, rien du tout ; cela consistait à passer une mensualité. Donc, la Sûreté générale, qui avait à assurer ce Service, lequel pendant trente ans avait été assuré par le Service des Renseignements, avait intérêt à se documenter. Lorsque (je crois que c'est au commencement de 1900), lorsque j'ai vu Lajoux (je ne me rappelle plus dans quelles conditions), j'ai utilisé Lajoux qui avait été dans le temps agent du Service des Renseignements, agent très utile qui a provoqué de nombreuses arrestations, qui avait connu très bien le fonctionnement du service de contre-espionnage d'un gouvernement étranger, qui était établi à Bruxelles, qui avait été en relations avec des individus qui venaient en France, qui avait connu enfin certaines choses qui nous étaient utiles ; j'ai questionné Lajoux... Lajoux m'a fourni des renseignements sur la façon dont fonctionnait ce Service à l'époque en France ; il m'a fourni des notes sur tous les individus qui, à ce moment-là, avaient été considérés comme suspects, et tout cela a servi à établir des rapports qui ont été classés à ce que nous appelons le contrôle des étrangers ; c'est-à-dire a servi à la Sûreté générale pour mes recherches ultérieures, pour le travail qu'elle avait à faire au point de vue du contre-espionnage.

Il faut vous dire que Lajoux avait été en relations avec Richard Cuers. Est-ce exact ou non ? Lajoux s'était flatté plusieurs fois qu'il allait rendre Richard Cuers favorable. Il avait fait des tentatives, on a fait d'autres tentatives après coup, puisqu'en 1896, le colonel Henry et le commandant

Lauth sont allés voir Cuers à Bâle, et je crois que l'armée d'après le commandant Lauth et le capitaine Junck sont allés voir Cuers à Luxembourg.

Je ne crois pas que c'était pour reprendre l'affaire Dreyfus à ce moment, lorsque j'ai été en relations avec Lajoux dans les conditions que je viens de préciser. A ce moment, Lajoux m'a dit que Cuers avait transporté ailleurs son centre d'opérations, que ce centre d'opérations se trouvait maintenant à Madrid. Il m'a même produit une correspondance, qui d'ailleurs ensuite a été reconnue fausse, indiquant que Cuers était disposé à le voir, lui, Lajoux, à Madrid.

Je suis donc allé avec Lajoux à Madrid. Cuers n'était pas là, la correspondance était fausse, par conséquent, je n'ai pas vu Cuers; c'est une affaire entendue.

A ce moment, on parlait beaucoup de l'entrevue de Bâle, de la culpabilité ou de l'innocence de Dreyfus. Je reconnais que si Cuers m'avait dit quoi que ce soit, j'en aurais rendu compte. J'allais faire auprès de lui la tentative qu'on avait déjà faite maintes fois, je n'ai pas réussi parce que Cuers n'était pas là.

Voilà quelles ont été mes relations avec Lajoux. Je ne dis pas que, si Lajoux m'avait fourni des renseignements sur l'affaire, je n'en aurais pas rendu compte; en effet, mon devoir était d'en rendre compte, je ne dois pas garder pour moi les renseignements que j'obtiens. Je suis agent des renseignements, je dois renseigner mes chefs.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS.— La réponse est oui, M. Toms a été à Madrid.

M. LE PRÉSIDENT. — Chacun interprète comme il veut. La réponse est assez claire.. D'ailleurs, vous n'avez pas de questions à poser au témoin.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Mais c'est vous, mon général, que je prie de poser les questions.

M. Toms a-t-il été à Madrid? A cette question, si j'ai bien compris, il a répondu oui. Il a été à Madrid, pour se mettre en relations avec Cuers. Or, il vient de faire une comparaison entre les relations que peuvent avoir essayé de nouer en 1895 et 1896 à Liège et à Luxembourg des officiers des renseignements avec Richard Cuers, il a comparé cela avec celles que lui-même essayait de nouer en 1900 à Madrid, avec Cuers. Eh bien! il n'y a aucun point de comparaison

entre cela. Ce n'est pas pour cela que M. Tomps a essayé de voir Richard Cuers à Madrid. En effet, si en 1895 et 1896 on pouvait avoir quelques doutes sur la fidélité de Richard Cuers à son pays d'origine, on ne pouvait plus en avoir en 1900, puisque, en 1900, six mois ou un an après le procès de Rennes, le nom de Cuers avait été tellement prononcé à Rennes qu'on savait qu'il était abouché un grand nombre de fois avec le commandant Lauth, le colonel Henry et quantité d'officiers et que, s'il n'avait pas, été un émissaire fidèle toujours soldé de son pays, il y a longtemps qu'il aurait encouru les rigueurs de la justice. Par conséquent, il n'y avait aucun renseignement d'ordre général à demander à Richard Cuers.

C'était donc pour autre chose qu'on voulait le voir, et c'est précisément pourquoi je voulais faire préciser, car ce quelque chose me semble voisin de l'affaire Czernuski.

M. LE PRÉSIDENT, *au témoin*. — Avez-vous quelque chose à répondre ?

M. TOMPS. — Je puis mettre sous les yeux du Conseil de nombreuses notes que M. le lieutenant-colonel Rollin reconnaîtra être de la main de Lajoux, qui sont datées du commencement de 1900, dans lesquelles il est question d'espions, d'individus qui pratiquent l'espionnage en France, d'organisation d'espionnage et dans lesquelles il est peut-être — je ne les ai pas toutes relues — question aussi de l'affaire Dreyfus, mais il est surtout question d'espionnage et, quelle que soit l'appréciation du capitaine François au sujet de la possibilité de renouer avec Cuers, quand on m'a offert à moi de me remettre en rapport avec Cuers, de trouver un moyen pour découvrir des individus pratiquant l'espionnage en France, je n'ai pas cru devoir refuser. J'en ai rendu compte à mes chefs, ils m'ont autorisé à aller là-bas.

Et à ce sujet on a raconté une histoire disant que je m'étais fait accompagner. Je n'ai pas du tout été accompagné à Madrid. Quelqu'un qui voyageait pour son plaisir est venu avec moi, il a pris le même train que moi pour Madrid, puis il est allé à Tolède et à Barcelone avec la monnaie provenant de sa poche et non pas celle du gouvernement. Cette personne est venue avec moi à Madrid, elle y est restée la première journée et elle est venue m'y voir. On a présenté cela comme une mission bien compliquée, alors qu'elle était faite directement par M. Cavard.

M^e AUFFRAY. — Est-ce que cet ami qui voyageait pour son plaisir n'était pas également un agent de la Sûreté générale ?

M. TOMPS. — Ce n'est pas un agent de la Sûreté générale, c'est M. Thébert, chef de cabinet de M. Cavard. Il est dans son bureau et ne s'occupe pas d'affaires de police extérieure. Il est venu avec moi, voyageant pour son agrément et à ses frais. Nous avons voyagé en même temps, parce que cela se trouvait ainsi.

M^e AUFFRAY. — A la suite des affirmations de M. Tomps, je ne vous ferai pas de lecture, mais, simplement pour la sténographie, je me contente de vous dire que, dans le tome premier du procès Dreyfus devant le Conseil de Guerre de Rennes, édition quasi officielle parue chez Stock, page 622, dans la déposition du commandant Lauth, il est obligé d'expliquer dans quelles conditions le colonel Picquart, qui n'avait pas non plus dès ce moment grande confiance dans Richard Cuers, envoyait à Bâle le commandant Lauth, et un autre officier. Il y a tout un paragraphe, comprenant presque toute la page 622, dans lequel le commandant Lauth explique les raisons pour lesquelles dès ce moment — et il les avait exposées au colonel Picquart — il croyait que Richard Cuers était un individu avec lequel jamais on ne ferait d'affaires, parce que son nom était parfaitement connu ainsi que ses relations avec le Gouvernement français dans son pays, que c'était par conséquent un individu chargé de nous espionner et qu'il ne nous livrerait par conséquent jamais les secrets qu'il pourrait connaître.

M. TOMPS. — Il les avait livrés avant, il ne pouvait pas recommencer ; ou plutôt il s'est laissé surprendre, je ne sais pas s'il les a livrés.

M. LE PRÉSIDENT. — Il nous reste à entendre demain M. France, M. Boissière, M. Nogier, et le capitaine Mourier.

M^e AUFFRAY. — Eh bien, j'ai l'honneur, si mes confrères me le permettent, de vous demander demain l'audition du commandant Picart. J'ai reçu sa visite ce matin, et il m'a exposé le désir d'être le plus tôt possible libre de son temps.

M^e CHENU. — On pourrait en citer deux ou trois autres, parce qu'il me paraît que les quatre témoins à charge doivent faire des dépositions très courtes.

M^e AUFFRAY. — La question est de les prévenir.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, il en faudrait au moins trois ou quatre.

M^e CHENU. — Nous allons nous consulter à ce sujet. Nous préviendrons trois ou quatre témoins à décharge et nous vous ferons, Monsieur le Président, connaître demain matin leurs noms.

M^e AUFFRAY. — Vous avez bien voulu nous faire savoir que vous aviez reçu du ministère le procès-verbal du 3 avril des capitaines Fritsch et Mourier.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est à votre disposition.

M^e AUFFRAY. — Maintenant, il y a la question du huis-clos, qui se pose, tant pour le dossier Austerlitz que pour les fiches; le Conseil a-t-il dès à présent une idée sur la date à laquelle il fera ce huis-clos? On pourrait peut-être faire le huis-clos demain, après avoir entendu les témoins à charge qui restent et le commandant Picart.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas vu le rapport du 6 septembre 1899, ces Messieurs encore moins; je n'ai pas vu non plus les fiches, alors nous risquerions peut-être de faire dévier le débat.

S'il n'y a pas d'opposition, je ne poserai la question du huis-clos au Conseil que plus tard.

La séance est levée à 5 heures.

HUITIEME AUDIENCE

3 novembre 1904

La séance est ouverte à midi 35.

DOCUMENT ET RECTIFICATIONS

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu une lettre du ministre de la Guerre au sujet d'un document fourni par Austerlitz le 16 août 1899. Voulez-vous donner lecture de cette lettre?

Le Greffier, lisant :

Paris, le 3 novembre 1904.

Le ministre de la Guerre à M. le commandant Sée, commissaire du Gouvernement près le 2^e Conseil de guerre de Paris.

Par lettre du 1^{er} novembre courant, vous me faites connaître que le Président du Conseil de guerre me demande d'ordonner l'évaluation de toute la fourniture faite par l'agent Austerlitz le 16 août 1899. Je ne m'explique pas l'omission signalée, puisque les onze documents ont été remis le 24 juin sans aucune restriction à M. le colonel Hollender chargé de procéder à l'expertise que réclamait le parquet. Quoi qu'il en soit, je donne aujourd'hui même les ordres nécessaires pour que cet officier supérieur se mette à la disposition de M. le général Bertin.

Signé : CRÉTIN.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu une lettre de M. le lieutenant-colonel Picquart au sujet de la question des fiches. Cette question étant réservée pour l'audience à huis-clos, je verse simplement la lettre au débat.

J'ai reçu aussi une lettre de M. Przyborowski. Je ne sais pas au juste ce qu'il veut dire. Il a été appelé comme témoin, mais n'a pas voulu venir. J'annule cette lettre, si vous le voulez bien.

M^e AUFFRAY. — Est-ce qu'elle est de Paris?

M. LE PRÉSIDENT. — Non, elle est de Nice, elle est datée du 1^{er} novembre.

Il s'agit de questions personnelles. Je vous communiquerai cette lettre, mais je crois inutile de la verser au débat. Je ne sais pas au juste ce que le témoin attaque, ni ce qu'il défend.

M^e AUFFRAY. — Il n'avait qu'à répondre à la citation.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous en aurez connaissance.

Je signale maintenant une erreur matérielle qui, pour moi, n'a aucune importance, mais qui pourrait être relevée : le capitaine François a parlé à diverses reprises de la date du 29 février 1900. C'est dans le compte-rendu officiel. Je crois que cela n'a pas d'intérêt du tout, mais je signale simplement qu'il n'y a pas eu de 29 février en l'année 1900; il y a eu seulement le 28.

M^e CHENU. — Voulez-vous me donner un instant la parole pour une rectification au compte-rendu sténographique. Voici ce que la sténographie fait dire à M. le Directeur de la Sûreté Générale, je crois, à peu près à la fin de sa déposition :

J'établirai qu'un agent de service que je ne peux pas nommer est venu s'aboucher avec un de mes agents pour s'emparer de lettres et les remettre entre les mains du capitaine François pour trahir la Sûreté générale au profit de la Patrie Française. J'en ai encore la preuve écrite.

D. — Pouvez-vous donner le nom ?

R. — C'est un nommé Mortreux.

D. — Il a renseigné le capitaine François ?

R. — Oui, il a renseigné le capitaine François.

C'est certainement une erreur, et il faut lire : Fritsch au lieu de François.

M. HENNION. — Je voudrais dire un mot. Il s'agit bien, en effet, du capitaine Fritsch, et pas du tout du capitaine François.

M^e CHENU. — La rectification sera faite.

M. LE PRÉSIDENT. — En ce qui concerne M. Cavard, il m'a fait parvenir une lettre disant qu'il lui était impossible de venir à la séance pour raisons de service, mais que, si on avait besoin de lui, il suffirait de lui téléphoner.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je vous demanderai la permission d'être entendu par le Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — A quel propos ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — A propos de la traduction des documents. Je crois qu'il y a eu une équivoque au cours de la séance de lundi. M. le Directeur du Contentieux, qui a eu connaissance ce matin de la sténographie de cette audience, m'a donné connaissance d'un document qui dissipe toute équivoque.

M. LE PRÉSIDENT. — De quel document ?

M. LE COMMANDANT TARGE. — Il s'agit de la traduction d'un document qui a fait l'objet d'un incident.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas souvenir d'incident à ce sujet.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Il me semble me rappeler qu'il y a eu un malentendu à la fin de l'audience de lundi. En ce qui me concerne, je n'ai jamais connu que onze fascicules qui étaient en deux paquets ; un paquet de sept et un paquet de quatre. J'ajoute que ces fascicules ont été communiqués en même temps que la note du 22 mars 1904, dont il a été donné connaissance au Conseil. Ces fascicules sont ceux qui ont été remis par M. Crétin, directeur du Contentieux et de la justice militaire au 2^e bureau de l'Etat-Major de l'armée, lorsqu'il s'est agi de les faire traduire. Voici la copie que m'a communiquée le directeur du Contentieux de la note qu'il avait adressée à propos de cette traduction à l'Etat-Major de l'armée. Si vous voulez bien en faire donner lecture, elle dissipera toute équivoque, car elle montrera qu'il s'agissait bien de onze fascicules formant deux dossiers.

La lettre qui pourra être lue vise cette question-là.

M. LE PRÉSIDENT. — Les défenseurs n'ont pas d'observations à faire au sujet de la lecture de cette lettre ?...

M. LE COLONEL HOLLENDER. — J'aurais une observation à faire. Nous avons apprécié la valeur des documents sur onze fascicules, qui forment, en somme, deux volumes, deux chemises : sept fascicules d'un côté, quatre de l'autre. Je n'en ai apprécié qu'un, parce qu'on ne m'a demandé mon appréciation que pour celui-là.

M. LE COMMANDANT TARGE. — En donnant lecture de la note qui porte le reçu du colonel Hollender, cela dissipera toute équivoque.

M. LE PRÉSIDENT. — Lisez la lettre.

M. le Greffier, lisant :

Paris, 24 juin 1904.

Pour permettre à l'Etat-Major de l'armée de répondre à la question posée par le parquet du deuxième Conseil de guerre de Paris, le directeur du contentieux a l'honneur de lui adresser les deux documents qui, suivant la note du 22 mars 1904, signée de Monsieur le colonel chef du deuxième bureau, et visée par le général Zimmer,

ont été achetés le 16 août 1899 au sieur Austerlitz pour le prix de 25.000 francs (deux documents en 7 fascicules pour le 1^{er}, en 4 fascicules pour le 2^e).

Le directeur

Signé : CRÉTIN.

Reçu : le colonel,

Signé : HOLLENDER.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la question est vidée...

M. LE COLONEL HOLLENDER. — Je n'ai pas répondu à cette lettre, j'ai répondu à une demande du rapporteur qui me posait la question d'une manière précise : le document qui a été transmis au 2^e bureau à la date du 6 septembre, estimez-vous qu'il vaille 25 ou 5.000 francs?...

M. LE PRÉSIDENT. — La question sera poursuivie dans la discussion.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Je désirerais dire un mot au sujet d'une question à l'occasion de laquelle je pourrais être mis en cause : c'est au sujet des voyages du dossier Austerlitz...

M. LE PRÉSIDENT. — Cela a déjà été dit.

M. LE COMMANDANT TARGE. — S'il est entendu qu'il ne reste aucune équivoque, je n'insiste pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne puis pas dire que la défense ne l'interprète pas dans un sens et M. le Commissaire du Gouvernement dans un autre, mais je crois que nous avons des éléments d'appréciation à cet égard.

M. LE COMMANDANT TARGE. — Au sujet des voyages de ce dossier je suis prêt à répondre à toutes les questions que la défense ou le Conseil voudront me poser.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je n'ai pas discuté hier les allégations fantaisistes du rapport qu'on a eu ici, fait par le sieur Wessel. Je ne le veux pas davantage aujourd'hui, parce que j'estime que cela rallongerait le débat inutilement, et n'y jetterait pas de lumière; d'autant plus que je ne vois pas la connexité de cette affaire avec l'affaire Austerlitz, qui s'est passée dix mois avant.

Mais il y a un fait que je tiens à préciser, et ceci pour répondre à une question posée par l'un des membres du Conseil, hier soir, à l'issue de l'audience, à savoir : On a demandé à M. Tomps si Wessel avait écrit son rapport de lui-même ou s'il l'avait dicté lui-même. J'affirme que, quand

j'ai connu Wessel, il ne savait pas le français, je l'ai connu quelques jours avant, et il était dans l'incapacité absolue de bâtir des phrases en français de lui-même; par conséquent, il aurait fait des progrès très rapides en peu de temps.

D'autre part, c'est un fait matériel, vous pouvez constater que ce rapport contient pas mal de membres de phrases écrites encore en allemand, dont la traduction suit. Par conséquent, les déclarations auraient donc été faites en allemand et non en français. Qui a traduit ces déclarations : est-ce M. Boissière, est-ce M. Toms? J'ajoute ceci, c'est qu'à ce moment-là, Wessel était dans une situation telle qu'il aurait fait toutes les déclarations qu'on aurait exigées de lui, parce qu'il était en prison, et qu'il ne cherchait qu'à en sortir par tous les moyens. Je tenais donc à indiquer le fait, et je demanderai qu'on veuille le préciser tout à fait.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Boissière sera là tout à l'heure.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — M. Toms a dû servir au moins d'interprète.

M^e AUFFRAY. — Je demande à M. le Greffier, par l'organe de M. le Président, de vouloir bien dire si le procès-verbal auquel fait allusion M. Mareschal est bien intégralement au dossier, parce que nous avons au dossier un rapport du 22 juin, qui serait la reproduction du procès-verbal; mais l'original, qui est intéressant, où se trouvent des mots français et allemands, ne me paraît pas être au dossier, si ce n'est par fragments.

M. LE GREFFIER. — Tout ce que j'ai eu est au dossier.

M^e AUFFRAY. — Il y a eu une confusion avec l'observation de M. Mareschal, cela devient très important; le 22 juin, Wessel a fait un rapport, ce rapport était la reproduction, en partie, du procès-verbal du 3 mai, et M. le capitaine-rapporteur a versé au dossier, à un moment donné, les fragments du procès-verbal du 3 mai, qui était inintelligible, jusqu'au jour où il nous a donné l'explication suivante : j'ai pris, dans le procès-verbal du 3 mai, les phrases et mots qui n'étaient pas identiques au rapport du 22 juin.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Boissière ne pourrait-il nous éclairer à ce sujet?

M^e AUFFRAY. — Je ne crois pas, ce serait une question à vérifier d'après les pièces.

M. LE PRÉSIDENT. — On cherchera.

M. France

43 ans, Commissaire spécial attaché à la Sûreté Générale.

M. LE PRÉSIDENT. — Faites votre déposition.

M. FRANCE. — J'ai eu, en Suisse, en juillet dernier, une entrevue avec un Français établi dans ce pays, à qui j'ai fait connaître ma qualité et qui a bien voulu répondre aux questions que je lui ai posées, sous la condition expresse que son nom ne serait pas prononcé.

M. LE PRÉSIDENT. — Dites-nous pourquoi vous avez été appelé à aller en Suisse. Vous aviez reçu des ordres ?

M. FRANCE. — Oui, j'avais reçu des instructions de l'Administration à la suite d'une allégation des inculpés concernant un voyage fait dans ce pays.

J'ai vu ce Français, qui m'a mis au courant de ce que je vais vous raconter. Il était déjà en relations depuis un certain temps avec divers officiers ou fonctionnaires. Il avait fourni des renseignements et rendu des services sur la nature desquels, je n'ai pas cru devoir le questionner. Il reçut, en août 1899, une lettre datée du 12, de Paris, signée Mareschal, écrite en allemand. Je ne connais pas assez la langue allemande pour me rendre un compte exact de ce qu'il y avait dans cette lettre, mais cet individu, que j'appellerai X..., m'en a fait la traduction, et, je connais assez l'allemand pour savoir que c'était exact, surtout en ce qui concerne la partie qui m'intéressait.

Le signataire de la lettre annonçait à X... sa visite pour la semaine suivante. Il lui disait : « J'irai vous voir jeudi de la semaine prochaine avec mon chef. » La visite se produisit en effet. X... connaissait déjà le capitaine Mareschal, mais non le personnage qui l'accompagnait. Au cours de notre conversation, le nom de ce personnage n'a jamais été prononcé, mais X... a cru que ce devait être le chef annoncé par la lettre. X... ne se rappelle pas si la visite se produisit exactement jeudi. Je dirai comment je peux établir d'une façon indiscutable que c'est bien le jeudi que cette visite s'est produite.

Lorsque le capitaine Mareschal et son compagnon arrivèrent, dans la matinée, et déjeunèrent avec X..., et repartirent

avec lui pour Bâle, par un train arrivant à Bâle vers 4 heures de l'après-midi, on se rendit aussitôt chez un armurier de la ville. Les officiers voulaient offrir à X... un fusil de chasse en récompense des services absolument désintéressés qu'il leur avait rendus. D'après ce que X... m'a raconté, il rendait des services depuis quelque temps, mais il avait toujours refusé la moindre rétribution. On voulait donc lui offrir un fusil. Aucun des fusils qu'avait l'armurier ne fut trouvé assez beau, et on choisit sur les catalogues qu'il présenta une arme d'un prix plus élevé, que l'armurier se chargea de faire venir de Liège. Cette arme était, d'après X..., de la valeur de 190 francs. Le capitaine Mareschal lui remit deux billets de cent francs pour le payer, lorsqu'il viendrait le prendre. En effet, X... reçut une lettre de l'armurier trois semaines après, lui disant de venir en prendre livraison, ce qu'il fit.

En sortant de chez l'armurier, X... et ses deux compagnons se rendirent dans un hôtel, que je ne crois pas utile de désigner. Ils y dînèrent, et passèrent ensuite la soirée dans un cirque. Ils revinrent coucher à l'hôtel. Voilà le récit de X..., que j'ai tout lieu de croire sincère, et fait sans aucun intérêt.

Voici maintenant les constatations auxquelles je me suis livré. Je me suis rendu chez l'armurier. Malheureusement l'armurier qui avait vendu le fusil avait cédé son commerce depuis plusieurs années, et son successeur me dit qu'il ne connaissait aucune facture antérieurement à sa prise de possession. J'ai cherché l'armurier précédent; je l'ai trouvé, mais je me suis trouvé en présence d'un vieillard de 75 ans au moins, qui n'a jamais beaucoup connu le français, et qui paraît en avoir perdu complètement l'usage ou à peu près, depuis qu'il a quitté son commerce. J'ai fait tout mon possible pour éveiller chez lui un souvenir quelconque relatif à cette affaire, mais je n'y suis pas parvenu. J'ai été plus heureux du côté de l'hôte. J'ai, en effet, pu avoir sous les yeux le registre d'inscription des voyageurs, et le carnet de contrôle de la table d'hôte. Grâce à ces deux documents, j'ai pu me convaincre que le capitaine Mareschal, son compagnon de voyage et X... figurent en toutes lettres sur le registre que j'ai eu sous les yeux. On comprendra que, dans ces conditions, je ne désigne pas l'hôtel. J'ai la conviction que l'un des deux

officiers s'était fait appeler... et que c'est à son compte que les repas ont été portés.

Le lendemain matin, le capitaine Mareschal reprit le train pour Paris. X... croit se souvenir que son compagnon ne repartit pas en même temps, et voulut rester un peu dans le pays.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez ajouté quelque chose dans votre rapport; vous avez été appelé ensuite à déposer sur un point particulier?

M. FRANCE. — Ah! oui, lorsque X... reçut du capitaine Mareschal les deux billets de 100 francs destinés à payer le fusil, il remarqua qu'il les tirait d'un portefeuille paraissant contenir une assez forte somme d'argent.

Voici à peu près les termes du récit qu'il m'a fait : mais ce récit n'a pas été fait d'une seule haleine, nous avons causé d'une façon assez complète et pendant longtemps. Tout d'un coup, X... me dit : « Il en avait de l'argent, le capitaine Mareschal! » J'ai cru devoir ne pas insister.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Ce que vient de dire le témoin est absolument exact, du commencement à la fin. Il est très possible que j'aie eu une certaine somme d'argent dans ma poche, parce que je n'avais pas épuisé la provision que j'avais sur moi en partant de Paris. Je n'avais probablement pas emporté seulement 25.625 francs; j'avais peut-être un peu plus; il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'on ait pu voir une certaine somme d'argent en ma possession.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne connaissez pas les accusés ici présents?

M. FRANCE. — Non.

M. Boissière

*François, 54 ans, Commissaire Central de Police
de la ville de Nice.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés?

M. BOISSIÈRE. — Je ne connais que le capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire votre déposition?

M. BOISSIÈRE. — Le 1^{er} mars 1900, je recevais de M. le Préfet des Alpes-Maritimes une lettre me prescrivant de mettre en état d'arrestation un nommé Wessel, dont un

Gouvernement étranger demandait l'extradition. Immédiatement je transmis l'ordre à la Sûreté, pour rechercher le nommé Wessel. Ces recherches étaient sans résultat, lorsque, le 6 avril suivant, j'eus la visite d'un Consul étranger, qui vint m'assurer que Wessel était à Nice; en même temps, il me remettait son signalement, que je transmis immédiatement au service compétent.

Le 9 avril, Wessel était arrêté et conduit devant moi. Au moment où je dressais le procès-verbal d'arrestation, Wessel me dit : « Alors, vous m'arrêtez ? » Je lui répondis : « Oui, vous savez de quoi vous êtes inculpé ? Vous n'ignorez pas que vous êtes l'objet d'une demande d'extradition ? — Pourtant, me dit-il, le capitaine Mareschal a dû vous écrire une lettre vous avisant de surseoir à mon arrestation, à raison des services que je lui rends à Nice ? » Je lui dis : « Avez-vous une pièce établissant que vous êtes ici sous les ordres du capitaine Mareschal ? » Il me répondit : « Non, je n'ai rien. — Tant pis pour vous ! »

J'allais continuer mon procès-verbal lorsque Wessel s'écria : « Je vois clair maintenant dans toute cette affaire, le capitaine Mareschal m'a envoyé à Nice pour me faire arrêter, c'est un piège qu'il m'a tendu, un véritable guet-apens. » Le mot a été dit : « Eh bien, avant qu'il m'envoie là-bas, à l'étranger, je ferai des révélations, j'en sais long. Tant pis pour le capitaine Mareschal que je servais, j'en sais long sur le témoignage Czernuski, devant le Conseil de guerre de Rennes. »

Je n'étais pas au courant de l'affaire. Il me dit alors : « M'autorisez-vous à faire un télégramme ? » Je lui donnai de quoi écrire, et il se mit à rédiger le télégramme que j'ai ici. Ce télégramme était adressé à M. Weiss à Paris. Je demandai quel était ce M. Weiss; il me répondit que c'était le nom d'emprunt du capitaine Mareschal attaché au Ministère de la Guerre, 2^e bureau.

Je lui dis : « Je ne peux vous autoriser à envoyer ce télégramme, mais cette autorisation peut vous être accordée par le Procureur de la République devant qui je vais vous faire conduire ». Je fis part de cet incident à M. le Préfet des Alpes-Maritimes, et, le 2 mai suivant, je reçus un ordre de recueillir, sous forme de procès-verbal, les révélations qu'avait à faire Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — De qui avez-vous reçu cet ordre ?

M. BOISSIÈRE. — Du Préfet des Alpes-Maritimes.

Je me rendis alors les 3 et 4 mai à la prison où était détenu Wessel, et où je traçai le procès-verbal qu'on me demandait.

Ce procès-verbal, que vous devez avoir entre les mains, Monsieur le Président, est divisé en trois parties : la première partie n'a pas beaucoup d'intérêt, elle relate la première entrevue de Wessel avec Toms dans une capitale étrangère en 1896, plus tard, un autre rendez-vous dans une autre ville étrangère et, à la suite de ce rendez-vous, Wessel devint l'indicateur de Toms. On relate, dans cette partie du procès-verbal, les embûches qui avaient été tendues à Wessel. La seconde partie a trait à l'arrestation de Wessel dans une ville étrangère et à son extradition. Enfin il arrive à l'étranger, échappe aux mains de ses gardiens, retourne à Nice et va rejoindre sa maîtresse, Mathilde Baumler.

Toms apprend que Wessel est à Nice, il télégraphie à Mathilde Baumler le 24 février pour lui dire de faire venir Wessel à Paris. Wessel arrive à Paris pour voir Toms qui lui dit : « Vous allez vous cacher à Paris sous un faux nom, je ne veux plus que vous retourniez à Nice. »

Le 3 mars suivant, Wessel a un rendez-vous dans un café de la place du Châtelet avec le capitaine Mareschal. Le capitaine Mareschal veut le faire retourner à Nice.

Le 4 mars, second rendez-vous. Enfin Wessel retourne à Nice. Il avait pour mission de rejoindre là-bas un autre indicateur avec qui il devait partir pour Nancy. Le 9 mars, Wessel est à Nancy. Il y séjourne jusqu'au 4 avril. Pendant ce séjour à Nancy, Wessel reçoit la visite du capitaine Mareschal, plusieurs fois ; il a la malheureuse idée de dire au capitaine Mareschal qu'il connaît le faux témoignage de Czeranski. Le capitaine Mareschal veut le faire retourner à Nice à la fin de la mission qui l'avait amené à Nancy. Wessel n'est pas rassuré de retourner à Nice. Il s'obstine à ne pas y aller... Vous avez que, sur ce point, le capitaine Mareschal avait menti..

M. LE PRÉSIDENT. — Cela, c'est une appréciation ?

M. BOISSIÈRE. — C'est-à-dire qu'il lui dit : « Allez-vous-en à Nice, soyez sans crainte. »

M. LE PRÉSIDENT. — Vous parlez en ce moment-ci au nom de Wessel ?

M. BOISSIÈRE. — Oui. Le capitaine Mareschal dit à Wessel : « Allez à Nice, soyez sans crainte, j'avise le Commissaire central et le Commissaire spécial afin que vous ne soyez pas ennuyé dans votre mission. » Or, aucun avis de ce genre n'a été envoyé, pas plus à moi qu'au Commissaire spécial.

Il y a un point sur lequel j'appelle votre attention, mon Général. Je vous ai dit, tout à l'heure, que le Consul d'une puissance étrangère était venu le 6 avril m'affirmer que Wessel était à Nice. Or, Wessel n'est arrivé à Nice que le 7 avril. Il semblerait donc résulter de cela que Wessel a été dénoncé avant qu'il n'arrive à Nice. Or, comment expliquer...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est vous qui parlez maintenant ?

M. BOISSIÈRE. — Parfaitement. Or, comment expliquer, mon général, que, le 6 avril, le Consul d'une puissance étrangère ait pu venir me dire : « Wessel est à Nice », alors que Wessel n'y est arrivé que le 7..., si ce n'est qu'une lettre anonyme ou quelque chose d'approchant dénonçant Wessel ait été adressé au Consul de cette puissance étrangère pour motiver l'arrestation de Wessel ?

M. LE PRÉSIDENT. — Ce qui résulte de votre déposition, c'est que le Consul d'une puissance étrangère savait que Wessel était à Nice ?

M. BOISSIÈRE. — Parfaitement. Or, le Consul de cette puissance étrangère se trompait peu, parce que Wessel, qui s'est arrêté à Marseille le 6, n'est arrivé à Nice que le 7 avril, à 7 heures du matin. Or, Wessel m'a dit qu'il était arrivé le 7 avril. Je lui dis : « Mais vous n'êtes pas arrivé le 6 ? » « Non, je serais arrivé le 6, mais je me suis arrêté à Marseille. » Or, je le répète, il n'est arrivé à Nice que le 7, à 7 heures du matin, et le Consul de cette puissance étrangère venait m'affirmer qu'il était arrivé le 6.

Maintenant, je passe à la 3^e partie de mon procès-verbal ; elle concerne un nommé Czernuski...

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas si cela vous regarde, M^e CHENU. — Nous non plus.

M. LE PRÉSIDENT. — Tâchez de la résumer.

M. BOISSIÈRE. — Je vais la résumer. En octobre 1899, Wessel se trouvait à Bruxelles avec un nommé Przyborowski. Un jour, la conversation roula sur l'affaire de Rennes et le singulier témoignage de Czernuski. Przyborowski confia à Wessel qu'il connaissait très bien personnellement le

nommé Czernuski, et qu'il avait été à l'école avec lui. Il lui tint un tel langage que Wessel crut devoir comprendre que Przyborowski avait utilisé Czernuski auprès de l'Etat-Major, pour lui faire faire un faux témoignage devant le Conseil de guerre de Rennes, moyennant une forte rétribution. Ce qui lui confirma que Czernuski avait fait un faux témoignage, c'est que, quand il revit, lui, Wessel, sa maîtresse, Mathilde Baumler, celle-ci lui dit qu'un jour Przyborowski lui avait avoué, et cela en présence de deux femmes, Catherine Panfi et Hossmann, que Czernuski avait été un faux témoin largement rétribué par l'Etat-Major; on indiquait même la somme, une somme de 30.000 francs, payable à Przyborowski. Mais Przyborowski, à ce moment-là, se plaignait amèrement du capitaine Mareschal qui, paraît-il, lui devait 11.000 francs sur la rétribution de 30.000 francs, il se plaignait amèrement, dis-je, et cela lui fit dire à Mathilde Baumler, et devant les deux femmes en question, que si l'Etat-Major ne donnait pas bientôt les 11.000 francs, il mettrait les pieds dans le plat, c'est-à-dire qu'il dirait toute la vérité.

Cette déclaration me ramène à la 2^e partie de mon procès-verbal. J'ai dit tout à l'heure que Wessel était resté à Nancy du 9 mars au 4 avril, et qu'il y avait reçu la visite du capitaine Mareschal. Un jour, en causant avec le capitaine Mareschal, Wessel lui dit : « Vos agents ne savent pas garder le secret, ainsi Przyborowski se plaint amèrement que vous lui devez encore 11.000 francs sur le faux témoignage Czernuski, et que, si bientôt vous ne lui donnez pas ses 11.000 francs, il dira toute la vérité. » Le capitaine Mareschal, auquel cette communication fut très désagréable, fut, selon l'expression même de Wessel, subitement très surexcité, et il dit à Wessel : « Przyborowski n'a qu'à se taire, sans quoi je le ferai arrêter et expulser. »

Voilà, mon Général, ce que j'avais à dire de la troisième partie de mon procès-verbal.

M. LE PRÉSIDENT. — N'avez-vous pas saisi des papiers?

M. BOISSIÈRE. — Non.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Selon vous, le capitaine Mareschal a écrit une lettre anonyme au Consul d'une puissance étrangère à Nice pour faire arrêter Wessel?

M. BOISSIÈRE. — Cela découle de source.

M^e CHENU. — Le témoin veut-il développer sa pensée? Cela découle de source?...

M. BOISSIÈRE. — Il y a ici une pièce constatant que Wessel est arrivé le 7 avril, et que le Consul est venu me trouver le 6. Or, Wessel devait, en effet, arriver à Nice le 6; il n'y est pas arrivé à cette date parce qu'il s'est arrêté à Marseille, et il n'est arrivé à Nice que le 7, par le train de 6 heures du matin.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne prouve pas que le capitaine Mareschal ait envoyé une lettre anonyme!

M. BOISSIÈRE. — Peut-être, sachant que Wessel connaissait le secret du faux témoignage Czernuski devant le Conseil de guerre de Rennes, a-t-il voulu se débarrasser de suite de ce témoin gênant.

M. LE PRÉSIDENT. — Le télégramme que vous présentiez tout à l'heure est-il l'original?

M. BOISSIÈRE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs veulent-ils le connaître?

M^e AUFFRAY. — Peut-être, en effet, serait-il intéressant de regarder une pièce de ce genre qui n'a d'ailleurs aucun caractère d'authenticité.

M. BOISSIÈRE. — C'est de l'écriture de Wessel.

M^e HENRY BONNET. — Est-ce que c'est en français?

M. BOISSIÈRE. — Parfaitement.

Le témoin fait passer le document à la défense et au Conseil.

M^e HENRY BONNET. — Pour ne pas sortir de l'ordre d'idées dans lequel on est en ce moment, et compléter la question posée tout à l'heure par un membre du Conseil, je voudrais en poser une de suite à M. Boissière.

M. Boissière a déclaré qu'il était, pour lui, certain qu'une lettre anonyme avait été écrite par le capitaine Mareschal au Consul étranger. N'est-il pas venu à la pensée de M. Boissière cette idée plus simple, que la puissance étrangère, qui se préoccupait de savoir où était Wessel, avait bien pu le faire filer non pas seulement à Nice, mais à Nancy, et qu'un agent suivait sa trace depuis Nancy? Il semble que, pour un homme de la police, c'était une idée toute simple.

M. BOISSIÈRE. — Pour un homme de la police, si Wessel avait été vu à Nancy, c'est là qu'il aurait été arrêté; la police de son pays l'aurait signalé à la police de Nancy, et on l'aurait arrêté.

M. LE PRÉSIDENT. — Il nous a été dit, hier, que le mandat d'extradition était pour ainsi dire spécial à Nice. On avait avisé le Préfet de Nice, parce qu'on savait que Wessel revenait à Nice, où il avait sa maîtresse, et qu'à Nancy et à Paris, il était en sûreté.

M. BOISSIÈRE. — Ces mandats d'extradition sont envoyés partout et surtout sur les lignes frontières.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y avait une raison, que j'avais trouvée valable, de l'envoyer à Nice, où il avait intérêt à aller ?

M. BOISSIÈRE. — Tout l'intérêt qu'il avait de retourner à Nice, c'était de s'y faire arrêter !

M. LE PRÉSIDENT. — C'est Wessel maintenant qui a voulu se faire arrêter ?

M. BOISSIÈRE. — Pardon !... En somme, Wessel n'avait aucune mission pour venir à Nice.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je voudrais d'abord demander au témoin si quelqu'un l'a prévenu que Wessel viendrait à Nice, et qu'il ait à prendre ses précautions. Avez-vous reçu un avis quelconque ?

M. BOISSIÈRE. — Pas du tout ; je n'ai rien reçu, personne ne m'a avisé, aucun officier, aucun civil, personne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Est-ce en français que Wessel vous a parlé ?

M. BOISSIÈRE. — Oui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Comment parle-t-il en français ?

M. BOISSIÈRE. — Assez bien. Il y a des mots, évidemment, qu'on ne comprend pas très bien, mais enfin on finit par s'expliquer avec lui.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Wessel avait sa maîtresse à Nice ?

M. BOISSIÈRE. — Oui, Mathilde Baumler.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — L'avez-vous connue ?

M. BOISSIÈRE. — Je l'ai connue.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez dit, il y a un instant (c'était une appréciation de votre part), que, s'il y a eu une lettre anonyme, cette lettre a été envoyée par le capitaine Mareschal. N'avez-vous pas pensé que cette lettre anonyme avait pu venir de Mathilde Baumler, qui avait l'habitude de faire arrêter ?

M. BOISSIÈRE. — Ils étaient trop bien ensemble à ce moment-là.

M^e CHENU. — Elle a fait arrêter tous ceux avec qui elle était bien.

M. BOISSIÈRE. — Et puis, Mathilde Baumler ne savait pas que Wessel devait arriver le 6; elle savait qu'il arrivait le 7.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Mathilde Baumler devait savoir au moins aussi bien que le consul étranger quelle était la date de l'arrivée de Wessel à Nice.

M. BOISSIÈRE. — Il n'y avait que le consul étranger qui savait cela.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Moi, je ne demande qu'à savoir. J'ai eu moi-même l'idée, je n'en ai pas parlé parce que je ne parle que de ce que je sais, j'ai eu l'idée qu'on avait averti la police chargée d'arrêter Wessel au moment de son arrivée à Nice. Je n'ai pas pensé à Mathilde à ce moment-là. J'ai pensé qu'on avait dû prévenir les autorités de l'arrivée de Wessel à Nice; seulement, les choses s'étaient précipitées. J'avais vu dans le dossier que Mathilde Baumler avait l'habitude de faire arrêter les gens dont elle voulait se débarrasser. Moi, j'ai pensé à Mathilde Baumler; si M. Boissière a des raisons à faire valoir pour parler du capitaine Mareschal, qu'il les expose, je ne demande pas mieux.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est qu'une appréciation absolument personnelle du témoin.

M. BOISSIÈRE. — J'ai trente-huit ans de police, je connais toutes ces affaires-là. Quand je vis arriver le consul étranger insistant et affirmant que Wessel était là, et lorsque j'ai arrêté Wessel, je lui dis : « Vous êtes arrivé le 6? — Pas du tout, je suis arrivé le 7 au matin. — Comment vous n'êtes pas arrivé le 6? — Non, je ne suis pas arrivé le 6, parce que je me suis arrêté à Marseille. »

M. LE PRÉSIDENT. — L'explication que donnait tout à l'heure l'un des défenseurs me paraissait plus simple : Wessel était filé.

M. BOISSIÈRE. — Pas du tout. Wessel n'était pas filé du tout. S'il avait été filé, alors le consul étranger disait vrai : il arrivait le 6; au contraire, il est arrivé le 7; donc, il n'était pas filé.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, avez-vous des questions à poser?

M^e CHENU. — Je voudrais reprendre la première question de M. le Commissaire du Gouvernement, en la précisant un peu : M. Boissière a dit tout à l'heure, en réponse à une question de M. le Commissaire du Gouvernement, qu'il n'avait reçu aucun avis de personne pour prévenir l'effet du mandat d'extradition.

M. Boissière a-t-il reçu un avis de la Sûreté Générale pour prévenir l'arrestation ?

M. BOISSIÈRE. — Wessel n'était pas au compte de la Sûreté Générale, il était au compte de l'Etat-Major, à ce moment-là.

M^e CHENU. — M. Boissière a-t-il reçu un avis de M. Toms, qui était au courant de tout, des allées et venues de Wessel ?

M. BOISSIÈRE. — Wessel était l'objet d'une demande d'extradition : il savait que, s'il retournait à Nice, il serait arrêté.

M^e CHENU. — M. Boissière n'a pas reçu d'avis de M. Toms.

M. BOISSIÈRE. — Je n'avais pas à recevoir d'avis de M. Toms. M. Toms est mon égal, c'est un collègue ; M. Toms n'est pas mon chef.

M^e CHENU. — Une dernière question : M. Boissière était-il seul dans la prison, à Nice, quand il a reçu la déclaration de Wessel ?

M. BOISSIÈRE. — Non, je n'étais pas seul.

M^e CHENU. — M. Boissière n'était pas seul ?

M. BOISSIÈRE. — J'étais avec un secrétaire, avec M. Toms, qui me servait d'interprète pour certains mots.

M^e CHENU. — Il paraît que M. Toms est insuffisant comme interprète... c'est une dernière question ?

M. BOISSIÈRE. — Je ne connais pas l'allemand.

M^e CHENU. — Comment M. Boissière explique-t-il que, dans la déclaration qu'il a reçue, se trouvent des mots en allemand ; quand je ne pouvais pas dire le mot en français,

M. BOISSIÈRE. — C'est précisément parce que, lorsque je ne comprenais pas un mot, alors je le faisais mettre en allemand ; quand je ne pouvais pas dire le mot en français, je le faisais écrire en allemand.

M^e CHENU. — Par exemple, dans la déclaration de Wessel, je trouve cette phrase :

« Je n'aurai pas à me repentir de cela ; Mathilde rassemble des preuves contre Toms. Il y a déjà certaines choses...

(Je ne sais pas l'allemand, je ne vais pas le prononcer comme il faut.)

«...schon manches gegen, contre lui... » « ...ailleurs, nitch grafallen lassen »... ailleurs cette bande (gesellschaft).

Par conséquent, l'interprète lui-même était au-dessous de sa tâche.

M. BOISSIÈRE. — Quelquefois, je ne trouvais pas le mot français, alors je le faisais mettre en allemand, pour que quelqu'un puisse me l'expliquer.

M^e CHENU. — M. Toms ne comprenait pas non plus ?

M^e AUFFRAY. — D'après le résumé des opérations des 3 et 4 mai, faites par M. Boissière, il semblerait que nous n'avons pas intégralement le procès-verbal... mais ceci n'est pas une question ; au contraire, j'ai une question dans l'ordre d'idées où s'est engagé M^e Chenu. M. Boissière a déclaré qu'il n'avait pas reçu de la Sûreté Générale un avis tendant à empêcher l'extradition de Wessel. Je lui demanderai s'il n'a pas reçu des avis quelconques de la Sûreté Générale relatifs à Wessel ?

M. BOISSIÈRE. — Je n'ai pas à recevoir d'avis de la Sûreté Générale.

M^e AUFFRAY. — Est-ce que M. Boissière ne dépend pas de la Sûreté Générale ? Vous pouvez être l'égal de la Sûreté Générale, mais elle peut communiquer avec vous ?

M. BOISSIÈRE. — J'ai reçu un ordre du Préfet des Alpes-Maritimes, me disant d'arrêter Wessel.

M^e AUFFRAY. — Je demande au témoin s'il dépend de la Sûreté Générale ?

M. BOISSIÈRE. — Je dépends de la Sûreté Générale.

M^e AUFFRAY. — Eh bien, a-t-il reçu, ou directement de la Sûreté Générale, ou par l'intermédiaire du Préfet des Alpes-Maritimes, des avis touchant Wessel ?

M. BOISSIÈRE. — J'avais des ordres d'arrêter Wessel. La Sûreté Générale n'est pour rien dans l'arrestation de Wessel.

M^e AUFFRAY. — M. Boissière avait des avis tendant à l'arrestation de Wessel.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — J'ai compris ceci. M. Cavard vous a dit qu'il avait envoyé des ordres, à Nice, parce que le gouvernement étranger avait visé Nice dans sa demande d'extradition. Tant qu'il y avait sur le mandat : « la France », il n'y avait pas d'ordre. Par conséquent, la Sûreté Générale n'avait pas à prévenir à Nice de ne pas arrêter Wessel. Elle aurait, au contraire, fait une faute. On

avait l'ordre d'arrêter cet individu à Nice, parce que Nice était visé par la demande d'extradition. On n'avait pas à donner de renseignements ailleurs qu'à Nice; donc, si Wessel n'était pas allé à Nice, il n'aurait pas été arrêté.

M. HENNION. — Je vais expliquer le mécanisme de cette opération. Ce sont les bureaux qui sont chargés d'informer les Préfets des demandes d'extradition faites par les gouvernements étrangers. Une demande d'extradition est arrivée contre Wessel. Qu'a fait le bureau? Il a expédié la demande là où le gouvernement étranger disait que se trouvait Wessel. Le bureau l'a fait sans aviser la police active. Immédiatement M. Tomps a fait venir Wessel à Paris. Voilà comment la Sûreté Générale envoyait une demande d'extradition par les bureaux à Nice pour donner satisfaction au mandat d'extradition, et voilà comment la police active, d'autre part, faisait revenir Wessel à Paris. C'est très simple. Quant au Consul de la puissance étrangère, il a été informé par quelqu'un, je ne vais pas jusqu'à dire, comme M. Boissière, que c'est par Mareschal, mais il est certain que le 6 avril, le Consul de la puissance étrangère savait que Wessel arrivait à Nice, alors que personne ne le savait, et que Wessel, en effet, n'arrivait que le 7 au matin.

M. LE PRÉSIDENT. — Wessel n'aurait-il pas été filé?

M. HENNION. — Non, on l'aurait filé jusqu'à Nice.

M. LE PRÉSIDENT. — N'aurait-on pas été prévenu par le billet de chemin de fer?

M. HENNION. — Non, le billet a été pris pour Marseille. C'est donc par quelqu'un que le Consul a été prévenu.

M. LE PRÉSIDENT. — La puissance étrangère avait un très grand intérêt à prendre Wessel?

M. HENNION. — Un grand intérêt.

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Cela ne pourrait-il pas être un agent résidant à Nancy qui aurait télégraphié à un agent résidant à Nice?

M. HENNION. — Si, mais il aurait fallu que cet agent sût que Wessel se rendait à Nice.

Or, qui le savait?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que je suis bien près de la vérité en disant ceci : qu'il y avait une prime pour quiconque ferait arrêter Wessel, 1.500 francs, je crois : étant donné ce que nous savons de Mathilde, qui, encore

une fois, n'en aurait pas été à son coup d'essai, il est très plausible de supposer que c'est Mathilde qui a fait arrêter son amant... c'est une supposition, bien entendu.

M. HENNION. — Je le crois capable de tout, mais j'ajoute que je ne pense pas que Mathilde savait que Wessel venait à Nice.

M^e AUFRAY. — Pourquoi pensez-vous cela ?

M. HENNION. — Je pense que Wessel ne devait mettre personne au courant de son arrivée à Nice.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ceci ne préjuge en rien du reste.

M. TOMPS. — Je voudrais dire un mot au sujet de la déclaration de Wessel recueillie à la prison de Nice. J'ai dit, hier, que j'assistais à cette déclaration, mais Wessel parle français, il parle assez français, puisque vous avez des lettres au dossier de Wessel écrites entièrement en français; il sait donc s'exprimer dans notre langue. Si j'ai fait ajouter dans le texte des termes allemands, c'est pour qu'il n'y ait pas de confusion. Il y a certains termes — nous en avons vu un hier — qui prêtent à confusion; on ne peut pas les traduire textuellement; c'est pour éviter cela, pour qu'il n'y ait pas de malentendu et que la pensée de Wessel soit bien exactement exprimée, que j'ai fait ajouter, en plus de la traduction française ou de ce que Wessel disait en français, ou de ce que je traduais, lorsqu'il ne pouvait pas s'exprimer, le mot allemand lui-même, afin qu'il ne puisse pas y avoir de doute. J'ai demandé à M. Boissière de bien faire relire à Wessel son procès-verbal, j'ai demandé qu'il le lût avec la plus grande attention. Il a, à ce moment-là, demandé des rectifications qui ont été faites en marge, Wessel a lu ce procès-verbal, il l'a compris. Je répète que, si j'ai mis des termes allemands, c'est pour qu'on ne puisse pas dire : vous avez traduit ceci et pas cela. Wessel parle suffisamment le français pour pouvoir s'exprimer avec n'importe qui.

M^e CHENU. — Voulez-vous demander au témoin, Monsieur le Président, si le procès-verbal du 3 mai, comme je l'ai bien compris, est bien, comme il vient de l'expliquer, le résultat d'une collaboration entre Wessel, M. Boissière et M. Tomps.

M. BOISSIÈRE. — J'ai trente-trois ans de service; tous les jours je m'occupe d'affaires judiciaires, je n'ai pas besoin de M. Tomps pour faire un procès-verbal; il n'était là que

comme interprète au cas où je ne comprendrais pas le mot de Wessel; mais c'est moi qui ai dressé le procès-verbal.

M^e CHENU. — Je comprends bien, mais je demande à être d'accord avec le témoin; Wessel exprimait sa pensée en allemand, M. Tomps traduisait, et M. Boissière transcrivait.

M. BOISSIÈRE. — Quand il y avait un mot que je ne pouvais pas comprendre, il le disait à M. Tomps en allemand. Il disait : Je ne peux pas m'expliquer en français, comment écrivez-vous cela?

Ainsi, dans la même partie, il y a le mot « conclure », je conclus; alors, il voulait dire : je comprends... non, ce n'est pas « je comprends » qu'il faut dire, et il mit : je conclus. M. Tomps me fit mettre le mot allemand, qui voulait dire « je finis par comprendre ou par croire », et il mit conclure; comme ce n'était pas le mot qu'il fallait, je fis mettre en regard un mot en allemand que M. Tomps m'indiqua.

M^e CHENU. — C'est compris, autant que cela peut être compris. Voulez-vous me permettre une dernière question personnelle à M. Tomps? Voulez-vous demander à M. Tomps, qui connaît très bien Mathilde Baumler, ce qu'il pense de la supposition de M. le Commissaire du Gouvernement?

M. TOMPS. — Que Mathilde Baumler ait dénoncé Wessel à l'occasion de son arrivée à Nice? Je connais Mathilde Baumler depuis longtemps...

M^e CHENU. — Intimement.

M. LE PRÉSIDENT. — Inutile d'insister.

M. TOMPS. — Je tiens à faire une déclaration. On insiste, et on dit que je connais Mathilde Baumler intimement, on met dans les journaux que je tutoie Mathilde Baumler! J'ai connu Mathilde Baumler lorsque je suis allé à l'extérieur, je l'ai tutoyée quand elle m'a présenté à des agents comme son cousin, j'agissais dans un intérêt de défense nationale, et ce n'est pas dans cet intérêt-là qu'on pourrait me reprocher de l'avoir tutoyée.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes pas attaqué sous ce rapport.

M. TOMPS. — Si, à l'extérieur et à l'intérieur.

M. LE PRÉSIDENT. — Non, pas ici.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je comprends très bien l'indignation du témoin, je comprends moins l'hilarité de Messieurs les défenseurs.

M^e AUFFRAY. — Nous n'avons pas ri.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Pardon.

M^e AUFFRAY. — Pas un muscle de notre visage n'a bougé.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Monsieur Tomps a risqué sa liberté, je tiens à le dire, à de nombreuses reprises ; eh bien, je crois que l'on doit avoir pour lui plus d'égards qu'on en a en ce moment-ci.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident est vidé ; Monsieur Tomps, voulez-vous vous expliquer simplement sur la question qui est posée ?

M. TOMPS. — Mathilde Baumler est évidemment, je le crois, capable de trahir n'importe qui.

M. LE PRÉSIDENT. — Elle est inconsciente.

M. TOMPS. — Inconsciente?... Non. Mais je ne crois pas que, dans ce cas-là, ce soit elle qui ait trahi Wessel, lequel était son amant. J'ai vu les démarches qu'a faites Mathilde Baumler lorsque Wessel a été arrêté à Bruxelles. C'est elle qui m'a demandé d'intervenir, c'est elle qui m'a écrit la première lorsque Wessel a été arrêté à Nice ; par conséquent, elle n'aurait pas fait ce qu'elle a fait si elle avait provoqué l'arrestation de Wessel. Je dois vous dire que je sais d'autre part — ces gens-là font des affaires de toutes sortes — que Mathilde Baumler et Wessel ont roulé un gouvernement étranger en lui disant que Wessel allait lui fournir les renseignements ; un Monsieur X. recevait d'eux des lettres, leur envoyait de l'argent et Wessel et Mathilde Baumler dînaient avec cet argent. Mais, dans le cas présent, je ne crois pas, si dénonciation il y a eu, que ce soit Mathilde Baumler qui ait dénoncé Wessel. Dans le cas présent, il y a une chose certaine, c'est que, même avant l'arrivée de Wessel à Nice, au moment où il devait arriver, le Consul d'une puissance étrangère vint dire : « Wessel est ici, il faut l'arrêter. » Or, Wessel n'était pas là, il n'était pas encore à Nice, car il s'était arrêté en route. Si on avait surveillé Wessel, on l'aurait arrêté à Nancy et non pas à Nice ; si un agent étranger avait surveillé Wessel, il aurait prévenu son gouvernement qui aurait immédiatement envoyé un télégramme en disant : « Je vous ai demandé l'arrestation du nommé Wessel à Nice, je sais qu'il se trouve à Nancy, je vous prie d'y assurer son arrestation. » Je suis certain que Wessel a été surveillé à Nice, qu'il y avait là des agents étrangers qui étaient placés pour

le surveiller; mais, le jour où il a quitté Nice, ils l'ont perdu de vue.

Je tiens, à ce propos, à rectifier quelque chose qui a été dit par la défense, elle a dit : « M. Tomps était au courant par Mathilde Baumler des déplacements de Wessel. » J'étais si peu au courant — vous l'avez vu par une lettre qu'on a lue hier — que j'ai cru que Wessel était resté à Londres tandis qu'il était à Nancy. Je n'avais pas l'habitude de moucharder les gens. Lorsqu'un agent me disait : « Je fais ceci, cela », je ne pouvais pas lui fermer la bouche. Mais lorsque Wessel a disparu sans me donner de ses nouvelles, je ne me suis pas inquiété de savoir où il était, et la preuve la plus formelle, c'est que j'ai cru qu'il était resté à Londres, tandis qu'il était à Nancy.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je tiens à faire remarquer le point suivant : l'important n'est pas de savoir qui est-ce qui a déclanché la souricière, l'important est de savoir si, quand le capitaine Mareschal a envoyé cet agent à Nice, le capitaine Mareschal connaissait le danger qu'il faisait courir à cet agent à Nice ou s'il a pris les précautions voulues pour qu'il ne courût aucun danger.

M. TOMPS. — J'ai dit au Conseil que je ne prenais pas les dires de Wessel pour quelque chose de sérieux, mais Wessel ne serait jamais allé à Nice — il y a, d'ailleurs, je crois, une pièce qui établit que le capitaine Mareschal savait ce qu'il en était — jamais Wessel ne serait allé à Nice, s'il avait su qu'il était sous le coup d'un mandat d'extradition, que les agents d'une puissance étrangère étaient là pour le surveiller, qu'il courait des risques; s'il en avait été ainsi, ne fût-ce que pour augmenter la valeur de sa mission, il aurait dit : « Je cours des risques, par conséquent il faut me payer plus cher. » Si Wessel avait su qu'il y avait à Nice un mandat d'extradition, il n'y serait pas allé bénévolement.

M. le capitaine Mareschal, je crois qu'il y a au dossier quelque chose qui l'établit, devait savoir s'il y avait pour Wessel des dangers à Nice; il a dit en être informé; le Commissaire Central, que vous avez entendu, et le Commissaire spécial, que vous entendrez, m'ont dit à moi : « Nous n'avons jamais été informés de rien par l'Etat-major. » On a l'air d'insinuer aujourd'hui : pourquoi la Sûreté Générale a-t-elle envoyé ce mandat d'extradition à Nice? D'abord, ce sont les

bureaux qui l'ont envoyé, et ensuite, si nous avions donné à la police locale des instructions pour ne pas arrêter Wessel à Nice, à tout bout de champ, le Consul de la Puissance étrangère, qui désirait cette arrestation et qui était tenu au courant par ses agents, aurait été chez le Préfet, chez le Procureur de la République dire : « Pourquoi donc n'arrêtez-vous pas Wessel, qui se promène dans la rue ? » Au contraire, Wessel étant disparu, on a pu répondre avec raison : « Wessel n'est pas ici. »

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je tiens à bien faire préciser par M. Boissière ce point : oui ou non, une personne quelconque, civil ou militaire, l'a-t-elle prévenu de ne pas avoir à s'occuper de Wessel pendant son séjour à Nice ?

M. BOISSIÈRE. — Je n'ai pas été prévenu, ni par l'État-major, ni par une autre personne.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est tout ce que je voulais savoir.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les Juges, vous n'avez pas de questions à poser ?

(*Au témoin.*) C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. BOISSIÈRE. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, vous n'avez pas d'observations à présenter ?

M^e AUFFRAY. — Non.

Le témoin demande la permission de se retirer.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que M. Boissière ferait bien de rester ; car nous pouvons encore avoir besoin de lui à un certain moment.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire entrer le témoin suivant, M. Nogier.

M. Nogier

*Léon Louis, 54 ans, Commissaire Central à Nancy,
3, rue des Dominicains.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. NOGIER. — Je connaissais particulièrement le capitaine François, je connaissais également le lieutenant-colonel Rollin.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes ni parent, ni allié des accusés, vous n'êtes pas à leur service et ils ne sont pas au vôtre ?

M. NOGIER. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire votre déposition.

M. NOGIER. — Dans le courant du mois de mars 1900, j'étais déjà au courant que le nommé Wessel était un agent au service de la Guerre. J'appris, par des relations personnelles que j'avais dans Nice, que cet homme était recherché par des agents appartenant à une puissance étrangère. Comme je ne voulais pas le faire arrêter, je le fis appeler à mon cabinet et je lui dis : « J'ai appris personnellement que vous étiez recherché par des agents d'une puissance étrangère ; si j'ai un conseil à vous donner, c'est de quitter Nice où vous n'êtes pas en sûreté. » Wessel se rendit au conseil que je lui donnais, et il me dit : « Je vous remercie, Monsieur le Commissaire spécial, je vais quitter immédiatement, et il partit. »

Les faits que je viens de raconter se passaient entre le 7 et le 9 mars, si j'ai bonne mémoire. Le 9 avril suivant, c'est-à-dire un mois après, à cinq heures du soir, j'étais appelé téléphoniquement par M. le Procureur de la République de Nice (M.....) actuellement Procureur général à Douai. Ce magistrat me faisait appeler dans son cabinet pour me mettre en présence d'un individu qui venait d'être arrêté par les agents de la police locale et qui avait dit à M. le Procureur de la République : « Je connais très bien M. Nogier, Commissaire spécial ; faites-le appeler, il se portera garant de moi, et vous pourrez alors me remettre en liberté. » Arrivé dans le cabinet de M. le Procureur de la République, je vis le nommé Wessel. M. le Procureur de la République me dit : « Wessel vient d'être arrêté par les agents de la police locale, à la suite d'une demande d'extradition d'une puissance étrangère, sous l'inculpation d'escroquerie et de faux. Il désire que je le remette en liberté. Malheureusement, je ne le puis pas, car il est arrêté en vertu d'un mandat d'extradition régulier ; je ne puis donc rien faire. » Je répondis alors à M. le Procureur de la République : « Je ne sais pas pourquoi Wessel se trouve ici. S'il avait suivi les conseils que je lui ai donnés il y a un mois, il ne serait pas arrêté. Que fait-il là ? » Wessel répondit : « Je suis ici, parce que l'Etat-major m'y a envoyé. » Notre entretien se borna là.

J'ajoutai à ce moment à M. le Procureur de la République, à titre de renseignements : « Au moment où les agents ont arrêté Wessel, a-t-on saisi sur lui des papiers l'accréditant sur le littoral et lui donnant une mission spéciale pour le Service de la Guerre ? » En faisant cela, j'agissais dans l'intérêt du Service de la Guerre. On me répondit : « Non, aucun papier n'a été saisi, on l'a purement et simplement amené ici. »

Wessel, à ce moment-là, vivait avec une femme nommée Mathilde Baumler, qu'il disait être sa femme et qui était simplement sa maîtresse. Je dis alors : « Il y aurait peut-être intérêt à ce que les papiers de Wessel, qui doivent être en la possession de Mathilde Baumler, soient saisis. » Le Procureur de la République me dit : « Eh bien, vous devriez aller prendre ces papiers. » Je lui répondis : « Si M. le Procureur de la République veut bien me donner un mandat régulier, j'irai. » Mais, comme il répondit négativement, je ne voulus pas prendre sur moi de faire cette perquisition.

Aussitôt après avoir quitté le Parquet, je fis appeler Mathilde Baumler et je lui dis : « Je viens de voir votre mari ou votre amant, il est arrêté; on ne peut pas le mettre en liberté, parce qu'il est sous le coup d'une demande d'extradition. Je crois que vous feriez peut-être bien, dans l'intérêt de Wessel et dans le vôtre, si vous avez en votre possession des papiers ou des instructions donnés par le Service de la Guerre, de façon à ce que ces papiers ne tombent pas entre les mains d'une puissance étrangère, ce qui pourrait établir la culpabilité de votre amant, je crois que vous feriez bien de me les remettre. » Mathilde Baumler se rendit à mon invitation et me dit : « Monsieur le Commissaire spécial, vous n'avez qu'à envoyer quelqu'un chez moi, et je lui remettrai tous les papiers qui sont en ma possession. » J'envoyai quelqu'un chez Mathilde Baumler; il rapporta chez moi une valise dans laquelle il y avait cinq ou six papiers. Je ne voulus pas les faire traduire, attendu que je ne connaissais pas cette langue étrangère, car je ne voulais pas me mêler de ce qui ne me regardait pas.

Je pris ces papiers, les mis dans une enveloppe, et tout s'est borné à cela. Immédiatement après, j'ai été à la Préfecture et j'ai fait part au Préfet de ce qui venait de se produire. Je lui ai dit : « Voilà des papiers qui viennent de m'être remis

par Mathilde Baumler... » Et je ferai remarquer qu'il n'y a pas eu saisie de papiers, qu'il n'y a eu qu'une cession volontaire de la part de Mathilde Baumler... » Le Préfet me répondit : « Gardez ces papiers jusqu'à demain, nous en causerons. »

Le lendemain était un dimanche, je n'ai rien reçu de la Préfecture.

Le lundi j'allai, selon mon habitude, rendre visite au Préfet. Vers dix heures du matin, me trouvant dans le cabinet de son chef de Cabinet, le Préfet me fit appeler et me mit en présence d'une personne que je ne connaissais pas : c'était le capitaine Fritsch, envoyé de la Guerre. Il était venu trouver le Préfet, nanti d'une lettre l'accréditant, et d'une lettre du Ministre de la Guerre. Dans ces deux lettres, on disait au Préfet de faciliter la mission du capitaine Fritsch et de lui remettre les papiers, propriété de la Guerre, donnés à Wessel au moment où il avait été envoyé en mission sur le littoral.

Je dis au capitaine Fritsch : « Je n'ai pas ces papiers sur moi; venez dans mon cabinet à trois heures, je vous les remettrai. »

A trois heures, il s'est présenté à mon cabinet, et, séance tenante, je lui ai remis les papiers, tels que Mathilde Baumler me les avait confiés.

Il me dit qu'il y avait une dernière lettre qui devait se trouver en souffrance aux Postes et Télégraphes de Nice. J'en fis part au Préfet qui me dit : « Faites une réquisition pour prendre cette lettre, et remettez-la au capitaine. » Je pris la lettre venant de M. Weiss, et je la remis également, sur l'ordre du Préfet, au capitaine Fritsch.

Voilà tout ce qui s'est produit.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, vous n'avez pas vu les papiers?

M. NOGIER. — Je ne les ai pas vus. D'ailleurs, je ne connaissais pas un mot d'allemand et ne pouvais les faire traduire par une personne étrangère au service. J'ai pris purement et simplement les instructions du Préfet.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Mathilde Baumler ne vous a pas demandé de lui laisser les deux lettres venant de Toms?

M. NOGIER. — Jamais.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous parliez français?

M. NOGIER. — Oui, avec Mathilde.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Avec Wessel?

M. NOGIER. — En français.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Comment Wessel parle-t-il le français?

M. NOGIER. — Bien.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quand vous avez vu qu'une femme aussi intelligente que Mathilde Baumler vous a remis spontanément des papiers qui ne lui appartenaient pas, il ne vous est pas venu à l'idée qu'elle pouvait avoir à cela une raison?

M. NOGIER. — Non. J'ai demandé à Mathilde Baumler, au moment où elle m'a fait la cession de ces papiers, quelle en était la nature. Elle me répondit : « Ce sont des papiers émanant du ministère de la Guerre, ce sont les instructions données à mon mari. » Voilà tout ce qu'elle me dit.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y avait dans ces papiers les deux lettres de Toms?

M. NOGIER. — Je ne pouvais préjuger qu'il y avait des lettres étrangères au service de la Guerre dans ces papiers. Je ne connaissais pas la langue allemande, et, en admettant même que je l'eusse connue, il m'était difficile de savoir si la signature était d'un nom d'emprunt, de qui ces lettres émanaient.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Comment se fait-il que, après avoir reçu même bénévolement, des papiers, vous n'en ayiez pas fait un procès-verbal régulier, sinon de saisie, au moins de réception?

M. NOGIER. — Les papiers, tels qu'ils ont été remis, ne constituaient pas une saisie, mais simplement une cession. Si j'avais fait un procès-verbal, c'eût été celui d'une saisie régulière, d'une perquisition. Mais c'étaient des papiers que cette femme me confiait, et je n'avais pas de raison de croire qu'elle me trompait, puisque moi-même j'agissais dans l'intérêt de son mari. D'ailleurs, une demi-heure après que j'eus ces papiers, au nombre de 6 ou de 7, j'ai dit au Préfet : « Voilà ce qui vient de m'être remis; que faut-il en faire?... » Cela valait bien un procès-verbal. D'ailleurs, il n'y avait pas de procès-verbal à faire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je n'ai pas à intervenir dans votre manière de procéder, cela regarde vos chefs;

mais je trouve assez bizarre cette manière de procéder. Je trouve extraordinaire qu'une femme aussi intelligente que Mathilde Baumler, qui savait parfaitement bien la valeur des papiers qu'elle avait entre les mains, ait bénévolement remis, si elle n'avait pas de raison pour cela, au témoin les papiers qu'elle possédait entre autres, elle qui sait très bien l'allemand, les deux lettres de M. Tomps. Ceci me confirme dans l'hypothèse que j'émettais il y a un instant, c'est que Mathilde Baumler a très bien pu être payée, non seulement pour faire arrêter Wessel, mais encore pour livrer ses papiers.

M. NOGIER. — Voulez-vous me permettre de vous répondre là-dessus. Le peu que j'ai connu Mathilde Baumler, je l'ai connue comme une femme très intelligente, mais je ne peux pas préjuger, ni dire quel est le motif qui la faisait agir en donnant ces papiers. En tous les cas, en ce qui me concerne, j'ai poussé la prudence bien plus loin, puisque je lui ai demandé : « Les papiers que vous allez me remettre... » Notez qu'en me remettant ces papiers elle n'agissait que d'après le conseil que je venais de lui donner... Mathilde Baumler était une femme de mœurs légères, tout le monde connaissait cela, par conséquent on pouvait lui mettre dans les jambes un individu quelconque et tous les papiers pouvaient parfaitement bien disparaître à un moment donné et être nuisibles à la cause de Wessel qui servait la France. Voilà pourquoi je ne pouvais faire autre chose. J'ai eu confiance en ce qu'elle m'a dit. Il est possible que nous ayons été roulés.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous n'avez été qu'un instrument inconscient, j'en suis convaincu.

Il y a encore une lettre cachetée et signée qui venait de Weiss. Je ne sais pas ce qu'elle est devenue.

M. NOGIER. — Il y avait une lettre en souffrance dans le bureau des postes et télégraphes annexe de l'avenue de la Gare. Je suis allé faire une saisie sur une demande faite au Préfet par M. Fritsch. Cette lettre signée de Weiss émanait du capitaine Fritsch et était destinée à Wessel. Dès l'instant que Wessel était arrêté il fallait ne pas la laisser en circulation et l'enlever de suite. C'est sur la réquisition du Préfet que j'ai fait une perquisition et que je suis allé retirer la lettre à la poste.

M. LE PRÉSIDENT, à M. Tomps. — Vous avez demandé la parole ?

M. TOMPS. — Il résulterait des explications que j'ai eues

avec M. Nogier, et avec Mathilde Baumler elle-même, sur la remise des papiers en 1900 qu'il y aurait eu une première opération dans laquelle Mathilde Baumler aurait remis les papiers. Puis, il y aurait eu ensuite un adjoint de M. Nogier, à l'insu de celui-ci, puisqu'il l'ignorait, qui serait retourné chez Mathilde Baumler et aurait fait une autre perquisition. C'est au cours de cette deuxième perquisition, qui a été ordonnée on ne sait par qui, ou que son adjoint a faite peut-être spontanément, c'est au cours de cette deuxième perquisition que les papiers ont été pris. Mathilde Baumler aurait pu, d'ailleurs, très bien vendre les papiers. C'était une hypothèse admissible. Mais j'ai eu l'occasion de voir une seconde femme, nommée Tomsy, qui était là à ce moment, qui assistait à la perquisition faite par M. Devoi, commissaire-adjoint. J'ai demandé à cette femme Tomsy de me répéter comment avait été faite la perquisition. Elle m'a absolument répété ce que m'avait déjà dit la femme Baumler. De sorte que je crois qu'il y a eu une première remise des papiers réellement intéressants, faite à M. Nogier, et alors, par-dessous mains, M. Devoi, agissant pour le compte d'on ne sait qui et procédant à une deuxième perquisition, Mathilde Baumler lui aurait dit : « Quelles sont les lettres que je dois renvoyer à M. Toms ? » M. Devoi lui aurait répondu : « Ce sont ces lettres-là surtout qui nous intéressent et qu'il faut faire disparaître parce que le Consul d'une puissance étrangère doit faire une perquisition ici. »

M. LE PRÉSIDENT, à M. Nogier. — Est-ce plausible, cette supposition de M. Toms, où il y aurait une seconde perquisition ?

M. NOGIER. — Elle peut être plausible. Dans tous les cas je n'en ai jamais entendu parler, je ne la connais pas, je ne sais pas s'il y a eu une autre perquisition. Je ne connais que ce que je viens de vous rappeler.

M^e CHENU. — Il semble que M. Nogier nous a fait le récit de faits matériels qui sont en contradiction absolue avec le récit de M. Toms. M. Nogier voudrait-il préciser à nouveau dans quelles conditions la visite faite par lui à Mathilde Baumler a été faite et dans quelles conditions la remise des papiers a été faite par Mathilde Baumler à son adjoint, dont je ne sais pas le nom, bien que M. Toms l'ait prononcé.

M. NOGIER. — En sortant du Parquet, j'ai appelé à mon

cabinet Mathilde Baumler et lui ai dit : « Votre mari est arrêté. Je vous donne le conseil de vous débarrasser des papiers qui peuvent le compromettre, s'ils venaient à vous être volés. » Elle me répondit : « C'est entendu; envoyez quelqu'un chez moi, je vous les remettrai. »

M^e CHENU. — Il n'y a pas eu de papiers remis à ce moment ?

M. NOGIER. — A ce moment, il n'y a pas eu de papiers remis, puisque c'est un conseil que je donnais à Mathilde.

M^e AUFFRAY. — Vous ne disiez pas même qu'il fallait vous donner les papiers à vous, vous disiez qu'il fallait s'en débarrasser.

M. NOGIER. — Elle pouvait les mettre où elle voulait; je ne lui ai pas dit : « Donnez-les moi. » Elle m'a dit : « Envoyez quelqu'un, je les remettrai. » La Guerre était en jeu, le Service des Renseignements aussi. Je voulais sauver la situation, non seulement au point de vue du service des renseignements, mais au point de vue de Wessel, quoique je ne le connusse pas davantage. J'envoyai immédiatement un de mes adjoints au domicile de Mathilde.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous y voilà.

M^e CHENU. — C'est différent.

M. NOGIER. — Et il me rapporta une demi-heure après une valise. On lui avait dit : « Prenez cette valise, allez au bureau de M. Nogier, et remettez-la lui ».

M^e CHENU. — Il n'y a donc pas une explication, plausible ou non, il y a des faits sur lesquels M. Nogier vient de s'expliquer. Il n'y a eu qu'une remise de papiers et non pas deux paquets, il n'y en a qu'un seul.

M. NOGIER. — Permettez-moi d'indiquer que voilà bien une remise de papiers, mais je ne peux préjuger si mon adjoint, trahissant ou faisant n'importe quoi, n'est pas allé en prendre d'autres.

M. TOMPS. — Il a été révoqué.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce que je voulais établir, c'est que le témoignage du témoin actuel n'est pas contradictoire avec le témoignage de M. Tomps.

M. HENNION. — Une question qu'on pourrait poser à M. Nogier est celle-ci : a-t-il remis au capitaine Fritsch d'autres papiers que ceux qui lui ont été remis ?

M. NOGIER. — Je n'ai remis au capitaine Fritsch que les

papiers qui m'ont été remis. Autant que je puis me le rappeler, il y en avait 6 ou 7.

M. HENNION. — Quel était cet adjoint ?

M. NOGIER. — M. Devoi.

M. HENNION. — Il a été révoqué plus tard.

M^e CHENU. — Le débat va se prolonger, si des questions peuvent être posées, non seulement par M. le Président du Conseil, par M. le Commissaire du Gouvernement, par la défense, mais encore par des témoins.

M. LE PRÉSIDENT. — Non, c'est seulement sur un point.

M^e CHENU. — Aussi est-ce plus encore pour l'avenir que pour le présent que je me permets cette observation.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Une personne quelconque, militaire ou civil, a-t-elle prévenu le témoin que Wessel allait arriver à Nice et qu'il fallait veiller sur sa personne ?

M. NOGIER. — Jamais.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je prie Messieurs les Membres du Conseil de constater que les deux Commissaires qui, seuls, pouvaient mettre Wessel à l'abri de tout ennui, n'ont été, ni l'un, ni l'autre, avertis.

M. NOGIER. — Je n'ai été averti par personne, ni militaire ni civil, de l'arrivée de Wessel et de l'éventualité de son arrestation. C'est moi, personnellement, qui, presque en même temps que M. Tomps, ai prévenu Wessel le 7 ou 8 mars. Je l'ai prévenu à la suite de renseignements qui m'avaient été fournis par mes relations personnelles. A ce moment, où je voyais Wessel en danger, je lui ai dit : « Quittez Nice, parce que vous allez être arrêté demain ou après-demain. » Je n'étais pas nanti d'un mandat d'extradition, attendu que ce n'était pas dans mes attributions, mais j'ai su qu'il y avait des agents étrangers qui recherchaient Wessel et qui n'attendaient que le moment voulu pour le faire arrêter. Je lui ai dit cela le 6 mars, et j'ai été surpris, le 9 avril, lorsque je me suis trouvé en présence de Wessel dans le cabinet du Procureur de la République. J'ai dit au Procureur de la République : « Je ne comprends pas que Wessel soit arrêté, ai-je dit ; s'il avait suivi le conseil que je lui ai donné, il y a un mois, il ne serait pas arrêté. » Wessel m'a répondu : « J'étais parti, mais on m'a fait revenir. »

LE CAPITAINE MARESCHAL. — Je voudrais préciser les conditions dans lesquelles Wessel a été envoyé à Nice. On m'ac-

cuse d'avoir fait arrêter Wessel. Je l'ai envoyé à Nice au commencement de mars. Déjà, pour cette époque, on m'accuse de l'y avoir envoyé pour le faire arrêter parce que le mandat d'extradition existait. Quel intérêt avais-je à le faire arrêter, puisqu'il n'avait pas encore fait sa fameuse déclaration ?

On a dit ensuite que je voulais le faire arrêter pour faire disparaître un témoin gênant. Mais, à ce moment, comme pour la première fois, il n'avait pas encore la déclaration. Pourquoi l'aurais-je fait arrêter ? Je me le demande. Donc, pour la première fois, je n'avais pas d'intérêt à le faire arrêter. Pour la seconde fois, j'avoue que je ne savais pas que le mandat d'extradition ne concernant que Nice. J'affirme que, si je l'avais su, je n'aurais pas envoyé Wessel à Nice, ou je me serais entouré de précautions. Je reconnais que j'ai pu me tromper et que j'ai été imprudent, mais je ne pouvais savoir que le mandat ne concernait que Nice. Il me semblait qu'étant à Nancy, qui pullule d'agents étrangers, c'est à Nancy qu'on aurait dû l'arrêter plus tôt. On ne viendra pas me dire que le gouvernement étranger ne savait pas qu'il était à Nancy : il y avait près de 30 jours qu'il le savait.

Je l'ai renvoyé cette seconde fois à Nice, croyant que cela ne présenterait pas plus de danger que la première fois ; je me suis trompé. Quant à l'allégation de M. Boissière suivant laquelle j'aurais écrit au Consul d'une puissance étrangère une lettre anonyme pour faire arrêter Wessel, je la repousse dédaigneusement, je ne veux pas y répondre. Quand je l'avais envoyé à Nice la seconde fois, il avait également à se mettre en relations avec un agent. Tout à l'heure, je crois que M. Boissière a dit qu'il n'avait rien à y faire ; je sais bien, moi, pourquoi je l'avais envoyé : c'était pour se mettre en relations avec un agent.

Le témoin demande la permission de se retirer définitivement ; M. le lieutenant-colonel Rabier le prie d'attendre jusqu'à la fin de l'audience, tout au moins jusqu'après l'audition du capitaine Mourier.

M^e AUFFRAY. — M. le juge d'instruction Boucard demande à être entendu le plus tôt possible.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas d'intérêt à ce qu'il soit entendu un peu plus tôt ou un peu plus tard ?

M^e AUFFRAY. — Absolument aucun, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous l'entendrons tout à l'heure.

M. le capitaine Mourier

*Joseph-Marie-Raphaël-Urbain-Pierre-Emile, 37 ans,
capitaine breveté au 112^e régiment d'infanterie.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Parfaitement tous les quatre.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez faire votre déposition ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Sur quel point ?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez été mêlé, en somme, aux incidents de l'arrestation de Wessel.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — J'étais chargé du Service des Renseignements à la 22^e division d'infanterie. L'agent Wessel ne m'était pas personnellement connu, ce n'est que très indirectement que j'ai eu affaire à lui. Il importe, avant que je parle de son arrestation, que j'indique les conditions dans lesquelles j'ai été mis en relations avec lui. C'était au commencement du mois de mars 1900 ; j'avais eu à Marseille une entrevue avec le capitaine Nollin, attaché à la Section des Renseignements de l'Etat-major de l'armée ; venant de Marseille, le capitaine Nollin m'avait apporté des instructions de la S. R. pour faire partir un certain agent Wessel, qui était à Nice, et qui était, disait-il, en relations avec un individu qui était à même de fournir des renseignements d'un ordre particulier. J'ai été chargé d'avoir une entrevue, soit directement, soit indirectement, avec Wessel, de lui remettre deux billets de chemin de fer, un pour Nancy, l'autre pour une localité étrangère que je ne puis citer ici, de lui remettre ces billets directement à la gare, et de lui donner une certaine somme d'argent relativement minime — je ne pourrais dire exactement la somme, une centaine de francs, je crois — pour payer les dettes que l'agent avec lequel Wessel était en relations et que cet agent avait contractées dans un hôtel de Nice.

Je ne suis pas allé à l'entrevue, c'est un intermédiaire qui a vu Wessel dans un café de Nice. Je me souviens très bien de cette particularité : c'est qu'on m'avait dit que Wessel s'exprimait très mal en français ; l'intermédiaire ne connais-

sant pas du tout l'allemand, j'avais été obligé de faire une espèce de petit questionnaire en allemand par petites demandes, auxquelles Wessel devait répondre par oui ou non. Bref, Wessel partit, et je n'en entendis plus parler.

Un mois après environ, c'était au début du mois d'avril, le 8 ou le 9, je crois, un matin, M. Nogier, alors Commissaire spécial à Nice, vint dans mon bureau, à l'Etat-Major, et me fit connaître qu'un certain Wessel avait été arrêté sur l'instigation de l'agent consulaire d'une puissance étrangère.

Il me demanda si je connaissais Wessel. Il ajouta que, dès son arrestation, Wessel avait déclaré être un agent du Service des Renseignements français. Wessel n'était pas à mon service, ce n'était pas un de mes agents. D'un autre côté, je n'avais pas qualité pour dire directement à M. Nogier que c'était un agent du service central de Paris. Je lui dis : « Je vais télégraphier immédiatement à Paris, pour avoir des renseignements. » Je télégraphie à la S. R. et, par retour du courrier, on me dit de prendre les dispositions nécessaires pour que la correspondance que Wessel pouvait avoir ne tombât pas dans des mains quelconques. On m'annonçait en même temps que le capitaine Fritsch devait arriver immédiatement à Nice. Je me rendis chez le préfet des Alpes-Maritimes, je lui rendis compte de la dépêche que j'avais reçue, et nous attendîmes.

Le capitaine Fritsch arriva le lendemain, je crois, je ne puis cependant pas préciser. Avec le capitaine Fritsch, nous nous rendîmes chez le Procureur de la République, et, à partir de ce moment, tout ce qui s'est passé est consigné dans un procès-verbal qui a été signé du capitaine Fritsch et de moi, procès-verbal établi le soir même du jour où les papiers de Wessel nous furent remis. Le Procureur de la République était à ce moment M. Manœl, il nous déclara qu'il était impossible de faire une perquisition chez la femme Mathilde Baumler, la maîtresse de Wessel, pour les raisons suivantes : c'est que la femme Mathilde Baumler n'était pas incriminée dans la poursuite, et que le mandat d'arrêt ne contenait pas ordre de perquisition. Mais, comme évidemment l'administration de la Guerre avait intérêt à ce que Wessel, extradé, ne put partir à l'étranger avec certains papiers qui pouvaient établir d'une façon très nette les relations qu'il pouvait avoir avec l'Etat-major français, il était utile d'avoir ces

papiers, et pour cela on ne pouvait qu'inciter la femme Baumler à les remettre bénévolement. Ce fut M. Nogier, commissaire spécial à Nice, qui fut chargé de cette opération.

Je dois revenir sur un petit point de l'entrevue avec le Procureur de la République. Le Procureur de la République se montra très étonné de ce que Wessel, agent du Service des Renseignements, se trouvât sous le coup d'une demande d'arrestation provoquée, nous dit-il, et le fait a été confirmé par le substitut de la République, qui était alors M. de Catalogne, par des lettres de la Sûreté générale qui se trouvent au dossier de Wessel à la Préfecture. Le Procureur de la République fut étonné de cela, car la Sûreté générale ne devait pas ignorer que Wessel était un agent du Service des Renseignements, étant donné qu'il s'était présenté à M. Nogier comme un agent de M. Toms. Je fus étonné moi-même de voir que deux lettres de la Sûreté générale demandaient l'arrestation de Wessel.

Quoi qu'il en soit, le soir, en sortant de chez le Procureur de la République, nous nous rendîmes au Bureau de M. Nogier, à la gare. M. Nogier était en possession des papiers de Wessel; comment les avait-il? Je n'en sais rien. Les papiers étaient dans une valise jaune. M. Nogier ouvrit cette valise devant le capitaine Fritsch et devant moi, il examina avec nous les papiers un à un et je me souviens encore de cette circonstance, c'est qu'au milieu de ces papiers, il y avait une carte de M. Toms, inspecteur de la Sûreté générale. M. Nogier dit : « Je ne vois aucune importance à ce que cette carte reste. Croyez-vous qu'on doive la laisser ? » Nous fûmes de l'avis de l'enlever, et on l'enleva.

Il y avait des papiers écrits en allemand, je ne savais pas ce qu'il y avait dedans. Il remit les papiers au capitaine Fritsch, et je suis parti ensuite le soir. Je n'en ai plus entendu parler.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'aviez pas été prévenu du tout de précautions à prendre pour empêcher Wessel de se faire arrêter à Nice? Vous n'avez su l'arrestation...

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Je ne l'ai su que par M. Nogier, qui est venu à mon bureau le matin.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant, aviez-vous reçu du Service des Renseignements à Paris un avis que Wessel pourrait venir

à Nice et qu'il y avait lieu de prévenir les agents de la Sûreté ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Moi, particulièrement, non.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez reçu aucun avis.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — J'avais connaissance de la présence de Wessel à Nice avant, d'une façon indirecte, mais je n'avais reçu aucun avis de la S. R. de prendre des précautions, ni de prévenir le commissaire spécial de ne pas faire arrêter Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine François, dans la septième audience, a dit qu'il avait fait tout ce qu'il devait faire pour Wessel, puisqu'il avait prévenu le capitaine Mourier. C'est une question très importante, qui nous intéresse en ce moment, répondez : n'avez-vous aucun souvenir à cet égard ? Vous nous avez dit que vous aviez été prévenu de l'arrestation et que vous aviez envoyé une dépêche au capitaine François.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Mes souvenirs personnels ne me permettent pas de dire que j'aie reçu une indication, un ordre quelconque pour des mesures à prendre pour ne pas faire arrêter Wessel.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que le moment est venu de lire le procès-verbal signé de vous.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il résulte de ce que nous venons d'entendre, aussi bien de la part des deux témoins civils, que du capitaine ici présent, que la S. R. n'a, en aucune façon, prévenu personne à Nice du renvoi de Wessel par le capitaine Mareschal.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Je crois que Wessel a été envoyé de Nice à Nancy, à côté d'un autre individu, et ensuite il est revenu à Nice, mais je suis persuadé qu'il est revenu à Nice de sa propre autorité et qu'il est revenu à Nice, attiré par la femme Baumler, dont il était entiché. Je suis convaincu qu'elle a été la cause de son retour... C'est une impression personnelle, mais j'en suis convaincu.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le capitaine François a fait une déclaration formelle à cet égard, à la page 99 de la sténographie.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je vais rappeler les souvenirs du capitaine Mourier. Nous avons écrit une fois au service à Nice, au capitaine Mourier, à propos de Wessel : la

première fois, c'est le jour où Mathilde m'a télégraphié que Wessel, après son évasion, était arrivé à Nice, ceci devait se passer le 9 février. J'ai fait rédiger tout un historique de l'affaire Wessel, Mathilde, etc., pour le capitaine Mourier, qui était ignorant de cette affaire, et c'est en réponse qu'il m'a fait connaître la présence de Przyborowski...

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Je m'en rappelle.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Ensuite, une deuxième fois, et vous pouvez vous reporter à un rapport de Wessel daté du 22 juin, un des nombreux rapports dans lesquels il relate les conditions dans lesquelles il a été envoyé pour la deuxième fois à Nice. Il raconte qu'il se trouvait avec le capitaine Mareschal dans un café de l'endroit que je ne me rappelle plus, du Châtelet peut-être, et que là il se trouvait avec un autre capitaine dont il donne le signalement, qui est le capitaine Nollin, à cette époque au Service des Renseignements, qui n'y est plus; que Mareschal, en parlant avec Wessel moitié en allemand, et moitié en français, avait dit à Wessel : « Soyez tranquille, le commissaire central et le commissaire spécial seront prévenus », et, se tournant vers le capitaine Nollin, il lui avait dit, — c'est Wessel qui le raconte lui-même — « N'oubliez pas de télégraphier dès ce soir. » C'est sous la plume de Wessel, dans son rapport du 22 juin, je ne sais pas si on a écrit ou télégraphié, mais ce jour-là était un samedi et le capitaine Nollin est parti le lendemain pour Marseille, où il avait rendez-vous avec le capitaine Mourier pour une autre affaire. C'est tellement vrai que Wessel dit : « J'ai revu ce Monsieur le soir en prenant le train de Nice, cela devait être le 4 mai. » Donc, le capitaine Nollin est parti pour un rendez-vous, qui a eu lieu un dimanche, au commencement de mars, avec le capitaine Mourier, qui connaissait parfaitement cette affaire, et je m'en réfère — pour une fois, c'est bien permis — au témoignage de Wessel qui a entendu le capitaine Mareschal dire au capitaine Nollin : « Il faut prévenir le Commissaire central ce soir », et qui raconte qu'il a vu le capitaine Nollin dans le train se rendant à Marseille. M. le capitaine Mourier doit se souvenir qu'il a eu un autre rendez-vous avec le capitaine Nollin à Marseille.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — C'est l'entrevue dont j'ai parlé tout à l'heure.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Maintenant, le capitaine

Nollin connaissait parfaitement la situation de Wessel, et il savait qu'il devait mettre le capitaine Mourier au courant. Je ne sais pas ce que le capitaine Nollin a dit au capitaine Mourier, mais il est indéniable que le capitaine Nollin est parti avec les instructions que venait de lui donner le capitaine Mareschal et que Wessel rapporte dans sa lettre du 22 juin. Nous avons fait prévenir le capitaine Mourier de deux façons. Une première fois, lorsque nous l'avons mis au courant de la situation de Wessel par une lettre, et une deuxième fois, verbalement, par le capitaine Nollin, un dimanche de mars, je ne sais plus lequel.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez rien à ajouter ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Je ne me souviens pas du tout que le capitaine Nollin m'ait dit de prévenir, soit le commissaire spécial, soit le commissaire central de Nice.

M. LE PRÉSIDENT. — En somme, quand vous avez su que Wessel était arrêté, cela a été une surprise pour vous ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Parfaitement.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il y a un fait indéniable, le capitaine Nollin n'en a peut-être pas parlé au capitaine Mourier ; mais, ce qui est certain, c'est que le capitaine Nollin est parti pour Marseille avec les instructions que je viens de rappeler et cela ressort des déclarations mêmes de Wessel du 22 juin. Il assistait d'ailleurs à l'entretien exprès pour cela, parce que le capitaine Nollin n'était pas chargé de ce service.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne puis rien dire du capitaine Nollin, il est au Pérou !

M^e AUFRAY. — Il y a un point que vient de signaler M. le capitaine François. Est-ce que M. le capitaine Mourier ne se rappelle pas une correspondance qui aurait été échangée au sujet de Wessel au commencement de février ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Parfaitement.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Il n'était pas question d'extradition à ce moment-là.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il s'agit du mois d'avril, et non pas du mois de mars ou du mois de février. Je ne dis pas qu'on n'ait pas prévenu le capitaine Mourier la première fois que Wessel a été à Nice.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Si j'ai bien compris, nous sommes accusés d'avoir fait arrêter Wessel, parce qu'il aurait

fait une fausse déclaration le 10 mars; et nous l'aurions envoyé à Nice exprès pour cela. Or, j'en reviens toujours au raisonnement du capitaine Mareschal lorsqu'il dit à Wessel : « Il n'y a pas d'inconvénient, vous pouvez aller à Nice. » Il ne pouvait pas lui dire cela au sujet d'une prétendue fausse déclaration, qui n'avait pas encore été faite.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous sommes au mois d'avril, et non pas au mois de mars. Encore une fois, le capitaine Mareschal a envoyé Wessel au mois d'avril à Nice, et ce qui s'est passé avant n'a rien à voir avec cela.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Voulez-vous me permettre un mot, mon Général? Il me semble difficile que ce soit la S. R. qui ait fait arrêter Wessel en faisant prendre ses papiers par M. Nogier, si la S. R. avait voulu faire arrêter Wessel pour avoir des papiers qu'elle ne voulait pas voir en circulation : je ne vois pas pourquoi c'eût été M. Nogier qui aurait pris ces papiers, qui les aurait eus à sa disposition, et qui les aurait vus.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Si le témoin avait entendu la déposition précédente, cela ne lui paraîtrait pas bizarre, parce que M. Nogier nous a expliqué comment il avait eu ces papiers.

M. LE PRÉSIDENT. — Pas d'autres questions, messieurs les défenseurs?

M^e CHENU. — Est-ce qu'il n'avait pas été question de la lecture du procès-verbal cité par le témoin?

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous voulez; monsieur le Greffier, voulez-vous donner lecture du procès-verbal signé par le capitaine Fritsch et le capitaine Mourier?

M. le Greffier, lisant :

A l'arrivée du train, nous nous sommes rendus immédiatement chez le procureur de la République.

A la demande que nous lui fîmes de remettre les papiers qui auraient pu être saisis, ce magistrat a déclaré que Wessel n'avait aucun papier sur lui, et qu'aucune perquisition n'avait été faite, car le mandat d'arrêt ne le réclamait pas. Toutefois, des dispositions étaient prises pour essayer d'entrer officieusement en possession de la correspondance échangée ces temps derniers avec Wessel et qui doit se trouver chez la femme Mathilde Baumler, sa maîtresse.

M. le procureur de la République nous a dit ensuite :

1^o Dans son interrogatoire Wessel a déclaré avoir reçu l'ordre de

se rendre à Nice pour faire aboutir une affaire de livraison de documents, et que, ayant manifesté des craintes d'y être arrêté, on lui avait dit que le commissaire spécial et le commissaire central étaient avisés de sa présence et de sa mission.

2° Cette allégation paraît en contradiction avec ce fait que le dossier Wessel existant à la Préfecture de Nice contient deux lettres de la direction de la Sûreté générale prescrivant d'une façon absolue l'arrestation de Wessel.

Ce point a été précisé en notre présence par le substitut qui s'est occupé de l'affaire et à qui ces deux lettres ont été communiquées.

3° Combien il était étonné de la contradiction existant entre les ordres formés donnés, d'une part, par la direction de la Sûreté générale en vue de procéder à l'arrestation de Wessel, et le fait, d'autre part, que celui-ci devait être parfaitement connu de cette administration, comme agent du ministère de la Guerre. Wessel et sa maîtresse s'étaient, en effet, présentés tous les deux en cette qualité à M. Nogier, commissaire spécial, dès leur arrivée à Nice, en se recommandant de M. Toms, son collègue à la direction de la Sûreté générale, dont ils étaient, disaient-ils les agents, et qui savait que Wessel avait rendu des services à l'administration militaire.

4° Il a prié le capitaine Fritsch de faire connaître, le cas échéant, à M. le Garde des Sceaux, que cette arrestation paraissait avoir un but très nettement politique.

Les charges relevées contre Wessel ne concernent, en somme, qu'un détournement d'un millier de francs environ, et l'insistance extraordinaire mise par le consul étranger à réclamer l'arrestation est tout à fait hors de proportion avec l'importance du délit allégué. A l'appui de cette manière de voir, nous avons signalé à M. le procureur de la République la promesse, publiée dans les journaux étrangers, d'une somme de 1.875 francs, faite par la justice étrangère à la personne qui permettrait de faire arrêter Wessel.

(En suite à la note du 12 avril).

Le Vendredi Saint, 13 avril, dans la matinée, le capitaine Fritsch et le capitaine Mourier se rendirent à la Préfecture de Nice et reçurent de M. Nogier, commissaire spécial, l'avis que les papiers de Wessel avaient été remis volontairement à un des commissaires adjoints par la femme Mathilde Baumler. M. Nogier ajouta que, conformément aux ordres qu'il avait reçus, il ferait remise de ces papiers aux officiers précités, au bureau du commissaire spécial, à la gare, à 2 heures de l'après-midi.

Ainsi fut fait, les papiers avaient subi un premier classement par les soins de M. Nogier, qui, non plus que ses agents, ne connaît l'allemand.

Livraison en fut prise sur le champ, sans procéder à un examen plus approfondi; le capitaine Fritsch prit le train dans la soirée et rapporta à Paris la liasse de ces papiers.

M. LE PRÉSIDENT. — Quand le capitaine Fritsch a établi ce procès-verbal de concert avec vous, ne vous a-t-il pas fait cette réflexion : comment se fait-il que vous n'avez pas prévenu le commissaire central et le commissaire spécial de Nice, pour éviter l'arrestation de Wessel?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — C'était une réflexion qui paraissait naturelle.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Je ne souviens pas qu'elle m'ait été faite.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, avez-vous des questions à poser au témoin?... Messieurs les défenseurs?

M^e AUFFRAY. — J'aurai à demander au capitaine Mourier de vouloir bien préciser et développer ce qu'il a dit du procès-verbal au sujet des lettres de la direction de la Sûreté Générale. Se rappelle-t-il plus amplement la conversation qui a eu lieu, tant avec le Procureur de la République qu'avec le Substitut?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Le Procureur de la République n'est entré dans aucun détail. Il a fait simplement cette remarque : « Je suis étonné de cette arrestation, et je suis étonné d'avoir vu dans le dossier Wessel, à la Préfecture, deux lettres de la direction de la Sûreté Générale demandant l'arrestation de Wessel. » Il n'est pas entré dans plus de détails.

M. HENNION. — Je ne puis laisser passer une semblable parole. Je suis obligé de répondre.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Le Substitut qui était, je crois m'en souvenir, M. de Catalogne, aujourd'hui juge au tribunal de Nice, a corroboré les dires du Procureur de la République.

M^e AUFFRAY. — Ce fait paraissait anormal au Procureur de la République et au Substitut?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Il paraissait anormal.

M^e AUFFRAY. — Et le témoin a pu savoir, par les fonctions qu'il a exercées à Nice, que les mandats d'extradition sont fréquents dans le département des Alpes-Maritimes? Ce n'était pas un phénomène pour le Substitut et pour le Procureur de la République?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Les mandats d'extradition sont assez nombreux dans ce département.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, dans la bouche du Procureur de la République, les mots « Direction de la Sûreté Générale » avaient toute leur valeur, et ce sont bien ces mots qui ont été employées; ce ne sont pas d'autres, par exemple « ministère de l'Intérieur »?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Non, c'était « Direction de la Sûreté Générale ».

Je ne me souviens pas exactement de la conversation avec le Procureur de la République; mais il est certain que si, dans le procès-verbal rédigé deux heures après nous avons mis « Direction de la Sûreté Générale », c'est que ce sont les mots qui ont été prononcés devant nous.

M^e AUFFRAY. — Il y a dans le premier paragraphe du procès-verbal une phrase qui a besoin d'être nuancée :

A la demande que nous lui fîmes de remettre les papiers qui auraient pu être saisis, ce magistrat a déclaré que Wessel n'avait aucun papier sur lui, et qu'aucune perquisition n'avait été faite, car le mandat d'arrêt ne le réclamait pas. Toutefois, des dispositions étaient prises pour essayer d'entrer officieusement en possession de la correspondance échangée ces temps derniers avec Wessel et qui doit se trouver chez la femme Mathilde Baumler, sa maîtresse.

Cette phrase, telle qu'elle est rédigée, semble bien indiquer qu'avant même la visite des capitaines Fritsch et Mourier, le Procureur de la République savait que M. Nogier, soit à l'instigation du Préfet, soit à l'instigation du Procureur de la République, s'était déjà préoccupé de la question de prendre les papiers qui pouvaient se trouver chez Mathilde Baumler. Est-ce exact?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Parfaitement.

M^e AUFFRAY. — Par conséquent, l'initiative de prendre les papiers n'est pas venue des capitaines Fritsch et Mourier, bien que le capitaine Fritsch vînt de Paris pour cela, mais d'eux-mêmes, le Préfet et le Procureur de la République avaient senti la nécessité de prendre, par un moyen légal quelconque, des papiers qui auraient pu compromettre l'Etat français. C'est bien exact?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Parfaitement. Seulement je dois dire ceci : dès le reçu de la première dépêche, je suis allé moi-même trouver le Préfet pour lui exposer la nécessité...

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ah !

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Du reste, c'est bien facile à comprendre. Voilà un agent, il vit avec une femme, Mathilde Baumlér, qui reçoit chez elle n'importe qui. Elle est allemande, elle reçoit des tas d'étrangers ; elle peut recevoir des agents consulaires étrangers de la ville de Nice ; elle a des papiers chez elle, qui peuvent établir d'une façon certaine que son amant, Wessel, est un agent du gouvernement français. Cet agent est sous le coup d'une demande d'extradition. Il est inutile, vraiment, que cet agent s'en aille là-bas avec la preuve formelle et palpable qu'il est agent du gouvernement français.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre conduite est toute naturelle, elle est jugée ainsi par tout le monde.

Je voudrais donner la parole à M. Hennion.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est précisément pour éviter à M. Hennion de se mêler de ce qui ne le concerne qu'indirectement.

M. HENNION. — Je ne parle qu'au point de vue de mon administration.

Je voulais dire ceci : l'administration de la Sûreté Générale n'est pas seulement un service de recherches, c'est en même temps une administration chargée d'un service public et de la police administrative. Quand elle reçoit régulièrement, par le canal d'une puissance étrangère, une demande d'extradition, elle ne peut pas se soustraire à ce mandat. Elle ne peut pas faire autrement que de l'envoyer.

Mais, en même temps qu'elle envoyait le mandat, parce qu'elle était chargée légalement de le faire en vertu des traités d'extradition, elle a prévenu Wessel du danger qu'il courait. Par conséquent, s'il a eu des ordres d'un autre côté, il n'en a pas eu du nôtre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — La présence à la Préfecture de Nice d'ordres de la Sûreté Générale n'implique pas le moins du monde le désir de la Sûreté Générale de faire arrêter Wessel. C'est très clair.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne n'a de question à poser ? Nous allons lever la séance.

Quels sont les témoins que vous désirez maintenant faire entendre ?

M^e AUFRAY. — Nous avons convoqué comme témoin

M. Boucard, qui demandera à être entendu immédiatement. Je pense que l'ancien ministre de la Guerre, M. Krantz, est là ; nous aurons un tour de faveur pour lui, de même pour le ministre plénipotentiaire, M. Maurice Paléologue, qui est un témoin de moralité. Puis nous entendrons M. Picard, M. Burkardt, et, si possible, MM. Desvernines et Brucker.

L'audience est levée à 2 heures 40.

Elle est reprise à 2 heures 50.

M. Boucard

41 ans, juge d'instruction au Tribunal de la Seine.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés?...

M. BOUCARD. — Je connais le colonel Rollin et M. Dautriche ; je ne crois pas connaître les deux autres officiers.

M^e AUFFRAY. — Voici la question que j'ai à poser à M. le juge d'instruction Boucard : c'est lui qui a été chargé d'opérer une saisie dans le cabinet de M. Dautriche, sur la réquisition de M. le Procureur Général près la Cour de Cassation. Peut-il nous dire, très brièvement, les conditions dans lesquelles la saisie a été opérée?

M. BOUCARD. — J'ai été effectivement chargé, au mois de mars dernier, par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, et ce, par une Commission légale et régulière, de procéder à la saisie de divers documents au ministère de la Guerre, lesquels documents étaient, paraît-il, enfermés dans une armoire, placée, je crois, dans le cabinet de M. Dautriche.

Le lendemain ou le surlendemain, je me suis transporté au ministère de la Guerre. Je n'ai pas fait une perquisition, parce que je n'avais pas à en faire, mais j'ai reçu les documents en question, qui étaient enfermés dans une armoire scellée, dont le scellé a été brisé devant moi. J'ai placé toutes les pièces, registres et documents divers, dans quatre ou cinq caisses sous scellés en présence des officiers du Service présents. J'allai surveiller le transport au Greffe criminel de la Cour de cassation. Je n'ai pris connaissance d'aucun de ces documents, je n'avais pas à le faire.

M^e AUFFRAY. — Nous désirions, par cette déclaration de

M. Boucard, authentifier cette opération, parfaitement légale et régulière, parce que c'est dans ce lot de documents saisis que se trouvent, d'après les souvenirs de ces messieurs, et notamment du capitaine François, quelques pièces intéressantes concernant l'expédition et la transmission du dossier Austerlitz, au mois de septembre 1899, au cabinet du ministre ou à une des directions du ministère.

M. LE PRÉSIDENT. — En septembre 1899 ?

M^e AUFFRAY. — Oui, c'est dans les pièces que nous avons demandées. Nous nous préoccupions de faire établir ce qui me paraît résulter de l'accusation, telle qu'elle était formulée au début de l'affaire, que nous n'avons cherché à aucun moment à tenir secret l'achat des documents Austerlitz. Pour l'établir, plus nous montrerons des transmissions officielles des documents, plus il sera démontré que nous n'avons rien dissimulé.

M^e BONNET. — Est-il à la connaissance de M. Boucard qu'une commission rogatoire a été nommée pour faire des recherches à Lunéville ?

M. BOUCARD. — Du tout.

M. Krantz

Camille-Julien-Charles, 56 ans, député.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés ?

M. KRANTZ. — J'ai connu l'un des accusés personnellement, le lieutenant-colonel Rollin, qui a été sous mes ordres au ministère de la Guerre, du 6 mai 1899 au 12 juin 1899, par conséquent avant les faits qui leur sont reprochés.

M^e ALPY. — M. Krantz vient de rappeler qu'il a été ministre de la Guerre en 1899. En cette qualité, il a vu à l'œuvre le colonel Rollin, chef de bureau des Renseignements à ce moment. Le témoin peut-il faire connaître les services qu'il a rendus en cette qualité, notamment dans une circonstance particulièrement importante ?

M. KRANTZ. — Quand j'ai pris possession du ministère de la Guerre, je succédais à M. de Freycinet, qui avait très nettement prescrit au Service des Renseignements, qu'il venait de réorganiser, de s'abstenir de toutes recherches et de tout travail concernant l'affaire Dreyfus. J'ai maintenu cette con-

signe, et pendant que j'ai été ministre, M. le colonel Rollin, qui était alors commandant, l'a observée de la façon la plus correcte et la plus nette.

J'ai conservé, de la façon générale dont il servait, une impression excellente, et je n'aurais pas eu une impression plus précise sur son compte sans une circonstance particulière, que voici :

Vers le 10 juin 1899, le commandant Rollin est venu dans mon cabinet me rendre compte de ce qu'avait trouvé le Service des Renseignements, au sujet de démarches extrêmement indiscrètes d'un officier général italien sur notre frontière des Alpes. Le commandant Rollin m'apportait, non pas des accusations vagues, mais des précisions absolues, notamment le carnet de l'officier général en question, carnet duquel il résultait de la façon la plus indiscutable qu'il s'était livré à ce que l'art. 5, si je ne me trompe, de la loi de 1806, appelle la « reconnaissance des voies et communications », et punit de 1 à 5 ans de prison. En présence de la démonstration très nette qui m'était apportée par le chef du Service des Renseignements, après l'avoir interrogé et retourné de différentes manières — car vous sentez, Messieurs, que la question était assez délicate pour je ne me lance pas, sans être bien sûr de ce que je faisais — j'ai télégraphié au Procureur de la République à Nice, l'ordre d'arrêter et de mettre en jugement le général en question. Au bout de quelques jours, la sanction est arrivée sous la forme d'un jugement du tribunal correctionnel de Nice condamnant ledit général au maximum de la peine : 5 ans de prison. C'était à mes yeux une démonstration irrécusable de la netteté, de la sincérité des renseignements que m'avait apportés le commandant Rollin, de sa clairvoyance et de celle de ses subordonnés. Ce fait est resté dans ma mémoire, et n'a pas peu contribué à y maintenir et à y développer les sentiments de très haute estime que je professe pour le commandant Rollin.

Le témoin s'approche du lieutenant-colonel Rollin et lui serre la main.

M^e ALPY. — Je suis très touché de ce témoignage, dont je remercie M. Krantz, et je n'ai rien à y ajouter.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. KRANTZ. — C'est bien de l'accusé ici présent (*le colonel Rollin*), que j'ai entendu parler; quant aux trois autres, ils ont été sous mes ordres, mais je n'ai pas eu la bonne fortune d'avoir avec eux des relations personnelles, et c'est simplement par ouï dire que j'ai d'eux la meilleure opinion.

Le témoin est autorisé à se retirer définitivement.

M. Clémentel

Etienne, 39 ans, député et maire de Riom.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés?

M. CLÉMENTEL. — Le capitaine François seul.

M^e CHENU. — C'est à la requête du capitaine François que M. Clémentel a été cité. Je fais tenir mes questions en une seule. M. Clémentel est député de Riom, le Conseil sait que le capitaine François est en service à Riom. Eh bien, je demande à M. Clémentel, qui connaît le capitaine François, s'il a pu apprécier son caractère, ses sentiments, et s'il peut dire, étant président, lui M. Clémentel, d'une Société de conférences, et M. François ayant fait des conférences à Riom, comment il a apprécié les sentiments, même politiques, du capitaine François.

M. CLÉMENTEL. — Je connais le capitaine François depuis deux ans; il est, à Riom, officier d'ordonnance du général commandant de brigade; j'ai eu très fréquemment, étant l'ami du général qui la commande actuellement, l'occasion de causer avec le capitaine François; dans les conversations très nombreuses que j'ai eues avec lui, il m'est apparu nettement qu'il avait un esprit très droit, et en somme, qu'il avait tout l'ensemble qui constitue un honnête homme. J'ai causé fréquemment avec lui, et il m'est apparu non moins nettement qu'il était franchement républicain. Quand j'ai fait appel à lui, en ma qualité de Président de la Société des conférences populaires, pour lui demander de faire des conférences, il a accepté et il les a faites franchement républicaines, si bien que le sous-préfet de Riom, aujourd'hui Préfet de l'Aveyron, a demandé pour lui les palmes académiques,

et que je l'ai appuyé pour l'obtention de cette distinction. Je le considère comme un excellent homme et un très bon républicain.

M^e CHENU. — Si on disait à M. Clémentel que le capitaine François a imaginé une entreprise contre le gouvernement républicain, M. Clémentel le croirait-il ?

M. CLÉMENTEL. — Je n'en croirais rien.

M^e CHENU. — Une dernière question, qui est peut-être un peu indiscrete, mais, comme je viens de faire donner à mon client un certificat de républicanisme, je crois pouvoir la poser : M. Clémentel voit-il un inconvénient à dire à quel groupe il appartient à la Chambre ?

M. CLÉMENTEL. — Au groupe radical.

M^e CHENU. — Au groupe radical, M. Clémentel (*rires*).

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les juges, vous n'avez pas de questions à poser ?

Capitaine François, vous n'avez pas de questions ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — J'ai simplement à remercier M. Clémentel de sa déposition.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. CLÉMENTEL. — Oui.

M^e AUFFRAY. — Nous demandons à M. le Président d'autoriser M. Clémentel à se retirer.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne s'y oppose ?

M. Clémentel, vous pouvez vous retirer.

M. Paléologue

Maurice, 45 ans, ministre plénipotentiaire, directeur-adjoint des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, demeurant à Paris, 1, rue de la Baume.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. PALÉOLOGUE. — Je ne connaissais aucun d'eux. Je les ai connus à propos des faits sur lesquels je vais déposer.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais vous ne les connaissiez pas avant ?

M. PALÉOLOGUE. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Etes-vous leur parent ou leur allié ? Vous n'êtes pas à leur service ni eux au vôtre ?

M. PALÉOLOGUE. — Non.

M^e ALPY. — M. Paléologue, qui occupe depuis longtemps des fonctions importantes au ministère des Affaires étrangères, a connu le lieutenant-colonel Rollin quand il a exercé ses fonctions au Service des Renseignements en 1893, d'abord, et ensuite en 1899. Peut-il nous dire les services qui ont été rendus par le lieutenant-colonel Rollin à la défense nationale, à la connaissance expresse de M. Paléologue ?

M. PALÉOLOGUE. — J'ai eu, en effet, des relations assez fréquentes avec le lieutenant-colonel Rollin, quand il était au Service des Renseignements, aux environs de 1893. Il venait nous communiquer les informations qui avaient un intérêt au point de vue diplomatique, j'étais chargé de le recevoir. A ce titre, je peux certifier que le lieutenant-colonel Rollin a rendu à la défense nationale des services précieux. Je sais que des missions difficiles, périlleuses, lui ont été confiées, et qu'il y a fait preuve, non seulement d'intelligence, mais d'autant de courage que d'abnégation.

M^e ALPY. — Une autre question. Le témoin sait-il qu'en 1899, quand le lieutenant-colonel Rollin était chef du Service des Renseignements, il a conservé la plus grande réserve vis-à-vis de ce chef en ce qui concerne l'affaire Dreyfus.

M. PALÉOLOGUE. — Dans les occasions où j'ai eu à m'occuper de l'affaire Dreyfus, je me suis trouvé quelquefois en contact avec le lieutenant-colonel Rollin, nous avons souvent parlé de cette affaire, il s'en expliquait comme moi, je veux dire avec la même tristesse, comme aussi avec la même absence de parti-pris et de passion. Rien, même à cette époque si troublée, rien ne m'a jamais permis de suspecter la droiture et la loyauté du lieutenant-colonel Rollin. Aussi, malgré l'accusation qui pèse sur lui, je garde pour lui la plus haute estime.

Le témoin s'approche du lieutenant-colonel Rollin et lui serre la main.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. PALÉOLOGUE. — Oui, mon Général.

M^e ALPY. — Le Conseil autorise-t-il M. Paléologue à se retirer définitivement?

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition?

M. Paléologue, vous pouvez vous retirer.

M. le lieutenant-colonel Burckhardt

49 ans, attaché à l'Etat-Major du gouvernement militaire de Belfort.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous connaissiez les accusés ici présents?

LE TÉMOIN. — Je connaissais le lieutenant-colonel Rollin, M. Dautriche et le capitaine Mareschal; je ne connaissais pas le capitaine François.

M^e ALPY. — M. le lieutenant-colonel Burckhardt a été employé comme capitaine au Service des Renseignements de 1887 à 1893, sous le colonel Sandherr, en même temps que M. Rollin, alors capitaine comme lui. Veut-il faire connaître au Conseil ce qu'il sait de la manière dont le colonel Rollin remplissait ses fonctions, des services qu'il a alors rendus, et dire quelle opinion générale il a conservé sur la personnalité, la capacité du colonel Rollin.

LE TÉMOIN. — J'ai été au Service des Renseignements avec M. Rollin, à l'époque où il était capitaine, depuis 1890, jusqu'à 1893, pendant trois ans; pendant ces trois ans, j'ai toujours vu le capitaine Rollin faire son service avec beaucoup de dévouement, de zèle, de conscience, et très modestement, ne cherchant jamais à se faire valoir; il a toujours opéré d'une façon très loyale, très droite; je ne pourrais pas assez faire l'éloge de cet officier au point de vue de la façon dont il a servi à cette époque. J'ai conservé avec le colonel Rollin des relations depuis l'époque où nous avons été camarades de service, et j'ai toujours gardé la même opinion sur son compte. Il faisait son service en s'y adonnant de tout cœur, négligeant ses propres intérêts, même sa famille, pour ne s'occuper absolument que de son service, exécutant toujours exactement les ordres qu'il recevait de la façon la plus complète, aussi consciencieusement que possible.

M^e ALPY. — M. le lieutenant-colonel Burckhardt tel qu'il connaît le colonel Rollin, le croit-il capable d'avoir, en

1899, quand il était chef du Service des Renseignements, engagé une dépense comme celle d'Austerlitz, sans s'être assuré par avance de l'autorisation de tous ses chefs, que la dépense était réelle, sans avoir rempli, en somme, tous ses devoirs ?

LE TÉMOIN. — Non, il est incapable d'avoir jamais fait une dépense ou engagé une opération sans avoir l'autorisation des chefs de son service.

M^e ALPY. — Une dernière question. Je voudrais placer le témoin en présence de la situation où s'est trouvé le colonel Rollin lui-même au début de l'instruction : lorsqu'on a interrogé le colonel Rollin sur cette dépense qui a été faite le 16 août 1899, qui se trouvait inscrite pour 25.000 francs sur le registre, on a prétendu lui demander si, à cette époque, il n'avait pas dépensé une somme de, et on a voulu lui faire préciser cette somme. Le colonel Rollin a dit : « Je m'en souviens, c'est une forte somme, c'est la plus forte somme que j'ai donnée, mais je ne puis pas la préciser. » M. le colonel Burkarhdt croit-il qu'après cinq ans de délai, cette défaillance de mémoire pour la précision ait été une chose naturelle, ou, au contraire, inexplicable ?

LE TÉMOIN. — Pour moi, c'est une chose très naturelle. Pendant trois ans que j'ai été au Service des Renseignements, j'ai souvent eu des dépenses à faire ; aujourd'hui, il me serait impossible de dire, même approximativement, quelles sont les dépenses que j'ai faites, sauf dans certaines circonstances très particulières où ma mémoire est rafraîchie, non pas par la somme elle-même, mais par certaines circonstances, par exemple lorsqu'il y a eu discussion sur la somme qu'il fallait remettre. Je me rappelle en particulier une somme de plusieurs milliers de francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Combien ?

LE TÉMOIN. — 7.500 francs.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais une somme de 25.000 francs vous aurait-elle frappée, étant donnée d'un coup à l'agent ?

LE TÉMOIN. — Je ne crois pas ; je crois que j'aurais été frappé dans ce cas-là, par le document, par exemple ; mais, pour nous, la somme était une question tout à fait secondaire, à laquelle nous n'attachions pas de grande importance.

M^e ALPY. — L'appréciation des sommes dépendait d'ail-

leurs d'une quantité de circonstances extrinsèques que vous connaissez ?

M^e ALPY. — Qui ne peuvent pas marquer dans l'esprit à une distance aussi prolongée.

LE TÉMOIN. — Absolument, la question des sommes dépend d'une masse de choses. Je me souviens, par exemple, d'un document, je ne me rappelle plus ce que nous l'avons payé, pas très cher je crois, à cette époque, mais le document avait une très grosse importance; nous l'aurions payé plusieurs centaines de mille francs, que nous aurions rendu service à notre pays; aujourd'hui ce document ne vaut plus rien du tout. Si on désire des explications plus précises je pourrai les donner à huis-clos.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas utile.

M^e AUFFRAY. — Le témoin a dit qu'il avait connu M. Dautriche ?

LE TÉMOIN. — Parfaitement.

M^e AUFFRAY. — Peut-il nous dire ce qu'il pense, non seulement d'une façon générale, mais ce qu'il pense de son caractère et des particularités de son esprit et de sa méthode de travail.

LE TÉMOIN. — Je ne pourrai pas répondre d'une façon très précise à cette question-là, parce que je n'ai pas connu suffisamment M. Dautriche.

M^e AUFFRAY. — Quand l'avez-vous connu ?

LE TÉMOIN. — Je le connais depuis 1901; je n'ai jamais été en service avec lui; mais je puis vous dire cependant que j'ai toujours conservé la meilleure opinion de M. Dautriche, que je considère comme un serviteur modèle, autant que j'ai pu en juger en dehors du service.

M. LE PRÉSIDENT. — Comme il n'y a aucune opposition de la défense ni de l'accusation, vous pouvez vous retirer, si vous le désirez.

M. le commandant Picart

Joseph-Marie-Charles, 48 ans, chef d'escadron à l'Etat-major de l'artillerie du 20^e corps.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés ?

LE TÉMOIN. — Je connais de vue le colonel Rollin et M.

Dautriche. Je les ai vus au Ministère; je crois également avoir rencontré le capitaine Mareschal aux manœuvres.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes ni parent ni allié?

LE TÉMOIN. — Non.

M^e HENRY BONNET. — Je vous prierai, Monsieur le Président, de vouloir bien poser au témoin la question que voici : M. le Commandant Picart peut-il se souvenir si, le 16 août 1899, il n'a pas été à Zurich?

LE TÉMOIN. — Je m'en souviens très bien et j'ai rapporté un carnet à la disposition du Conseil...

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que ce n'est pas nécessaire, ce n'est pas contesté.

LE TÉMOIN. — Je l'ai présenté à Nancy au rapporteur du Conseil de Guerre.

M^e HENRY BONNET. — M. le commandant Picart pourrait-il nous dire s'il y avait au Ministère de la Guerre, en 1899, un autre officier, également capitaine, portant le même nom que lui?

LE TÉMOIN. — Il y a eu, au Ministère de la Guerre, à une époque que je ne puis préciser, un autre capitaine Picart, plus jeune que moi; mais je ne sais pas s'il y était encore en 1899. Je crois qu'il y est revenu depuis. Dans tous les cas, je désire appeler l'attention du Conseil sur le préjudice moral qui m'est causé par la prétendue difficulté qu'on a eue à me retrouver. Des amis ont pu croire que j'ai cherché à me soustraire à un devoir...

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a eu certainement une erreur; personne n'a jamais songé à mettre en doute votre bonne foi.

M^e HENRY BONNET. — La seule chose que je me permets de constater, c'est que le commandant Picart, qui a été entendu, a déclaré lui-même dans sa déposition qu'il était capitaine en premier, et cependant on nous a opposé sa déposition.

M^e AUFRAY. — On a recherché un officier du nom de Picart, et on a donné, comme premier signalement local, qu'en 1899, il était au Ministère de la Guerre.

Or, le premier officier interrogé, cote 48, la première question qu'on aurait pu lui poser était celle-ci : « Avez-vous été au Ministère de la Guerre? » Or, cette question n'a pas paru préoccuper l'instruction, et il se trouve que cet officier n'a jamais été au Ministère de la Guerre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne vois pas bien où la défense veut en venir avec cette question.

M^e HENRY BONNET. — Ce sera de la discussion, Monsieur le Commissaire du Gouvernement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous n'avons jamais eu l'idée de faire le tour de tous les Picart; il y en a peut-être 200 dans l'armée.

LE TÉMOIN. — Il y en a trois dans l'annuaire de l'artillerie.

M^e HENRY BONNET. — J'ai trouvé celui-ci tout de suite, et cependant je n'ai pas l'habitude de feuilleter l'annuaire militaire. C'est moi qui l'ai signalé au capitaine-rapporteur.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents dont vous avez entendu parler?

LE TÉMOIN. — Oui, Monsieur le Président.

M. Desvernines

Commissaire spécial attaché à la Direction de la Sûreté générale, 41 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés?

M. DESVERNINES. — Oui, mon général, tous les quatre.

M^e CHENU. — Mes questions vont être moins précises devant l'incertitude où on nous laisse sur la formule définitive de l'accusation. Cependant, à tout événement, je pose les diverses questions. M. Desvernines était l'intermédiaire des relations de la S. R. avec Brucker, il connaît parfaitement, non seulement Brucker lui-même, mais encore les agents que ce dernier employait. Peut-il dire si, parmi ces derniers, se trouvait Czernuski?

M. DESVERNINES. — Je peux dire que non. Il n'appartenait pas au Service. Je n'ai connu Czernuski, je n'ai entendu parler de lui, qu'au procès de Rennes, où j'ai vu cet homme pour la première fois.

M^e CHENU. — Par conséquent, M. Desvernines ne pense pas que Czernuski ait été un agent du Service des Renseignements, ni que Czernuski ait été un sous-agent de Brucker?

M. DESVERNINES. — Non, je ne le pense pas.

M^e CHENU. — Nous verrons dans la discussion, en nous

reportant aux dépositions et aux interrogatoires devant la Cour de Cassation, que tel n'a pas été le sentiment de M. le Procureur général Baudoin. M. Desvernines peut-il dire si M. Brucker lui a jamais, sous un prétexte ou sous un autre, à propos et à l'époque du procès de Rennes, parlé de Czernuski?

M. DESVERNINES. — Non, jamais, jamais de Czernuski lui-même. Brucker m'a parlé du mariage de Mlle Czernuski. Il avait été chargé, à un moment donné, de trouver un mari à Mlle Czernuski. Je crois que ses rapports se sont bornés là. Il ne m'a jamais parlé de Czernuski.

M^e CHENU. — M. Desvernines a-t-il eu connaissance d'une entrevue qui aurait eu lieu le 27 juillet 1899 entre ledit Brucker et M. Toms. M. Brucker lui a-t-il fait le récit de cet entretien et quel a été ce récit?

M. DESVERNINES. — Je ne peux pas préciser la date, je n'en ai pas conservé la mémoire, mais je me rappelle bien l'incident.

M^e CHENU. — La date importe peu.

M. DESVERNINES. — C'était avant le procès de Rennes.

L'agent Brucker du service dont j'étais chargé vint me dire un jour que M. Toms, qu'il n'avait pas vu depuis longtemps, était venu chez lui à son domicile, lui proposer, je crois, une mission à remplir dans l'Est. Il lui avait parlé de l'affaire Dreyfus et du rôle qu'il avait joué là-dedans. Immédiatement Brucker vint m'informer de la chose. J'en rendis compte au colonel Rollin. Il devait y avoir, je crois, un rendez-vous le lendemain avec M. Toms. Je crois qu'il y est allé. Il ne m'a rien dit de plus, je dois ajouter que l'incident a eu une suite au procès de Rennes, parce que, à la suite de sa déposition, Toms fit allusion à cet incident en affirmant qu'il n'avait pas cherché à suborner le témoin. Le surlendemain, ayant lu dans les journaux le compte rendu de la déposition de Toms, M. Brucker m'envoya une lettre, en me priant de le faire citer, pour ce que M. Toms avait dit. Mon devoir était de remettre la lettre au Commissaire du Gouvernement, ce que je fis. Le commandant Carrière me demanda si cette citation était bien opportune. J'estimai que non, d'une part parce que M. Brucker aurait brûlé, et parce que M. Toms peut-être aurait été obligé d'être démenti par cet agent à ce moment-là, ce que j'ignore complètement. Je mis le Com-

missaire du Gouvernement au courant de l'incident qui était de nature à apporter plus de clarté dans l'affaire, mais je lui dis : « Ce n'est pas la peine de faire citer cet agent, qui serait brûlé. »

M^e CHENU. — Alors, l'entretien entre Brucker et Toms à cette date que le témoin ne peut préciser, aurait porté sur l'affaire Dreyfus ?

M. DESVERNINES. — Toms lui aurait posé quelques questions relatives à cette affaire, mais je ne puis préciser.

M^e CHENU. — Dernière question. Auriez-vous l'obligeance, Monsieur le Président, de demander à M. Desvernines si, à sa connaissance, le Service des Renseignements avait des agents occultes, j'entends des agents qui ne fussent pas connus de leurs chefs.

M. DESVERNINES. — Voulez-vous faire préciser la question au défenseur, je ne la comprends pas.

M^e CHENU. — M. Desvernines a été attaché au Service des Renseignements, au ministère de la Guerre, pendant un certain temps.

M. DESVERNINES. — Je n'étais pas chargé de tout le Service, je n'étais chargé que d'une mission déterminée.

M^e CHENU. — Mais, dans la mesure où M. Desvernines avait connaissance de ce Service, estime-t-il qu'il y avait à la Section des Renseignements des agents qui travaillaient d'une façon occulte pour le compte de cette Section, et en dehors du compte-rendu officiel qui pouvait être fait à l'Etat-Major.

M. DESVERNINES. — Je ne peux pas affirmer la chose ; je ne puis parler de choses qui se passaient et que je ne connaissais pas. Les officiers du Service ne me rendaient pas compte de tout ce qui se passait et je me tenais dans mes attributions.

M^e CHENU. — M. Desvernines a-t-il eu cette impression, s'il ne peut répondre d'une façon précise, qu'au Service des Renseignements, il se faisait des choses cachées ?

M. DESVERNINES. — Elles pouvaient m'être cachées à moi, et si elles m'étaient cachées, je ne pouvais pas les connaître.

M^e CHENU. — Des choses que l'on cachait volontairement aux chefs ?

M. DESVERNINES. — Qui les cachait ?

M^e CHENU. — Les officiers du Service des Renseignements

M. DESVERNINES. — Qui les cachaient à leurs chefs?

M^e CHENU. — Oui.

M. DESVERNINES. — Vous m'en demandez beaucoup.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Voulez-vous me permettre, mon général, de préciser la question? Je demanderai à M. Desvernines qui a, je ne dirai pas, vécu avec nous d'une façon constante, mais qui entraît chez nous comme il voulait et nous connaissait tous, si nous avons fait, dans son esprit, l'impression de gens qui, par des manœuvres cachées, faisaient des choses défendues avec l'intention que leurs chefs n'en sachent rien; ou si nous agissions vis-à-vis de nos chefs d'une façon ouverte?

M. DESVERNINES. — Je n'ai pas eu cette impression.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demanderai à M. Desvernines de nous dire ce qu'il sait de la disparition de Mme Bastian en juillet et août 1899.

M. DESVERNINES. — Dois-je remonter bien loin pour expliquer mes relations avec cet agent?

M. LE PRÉSIDENT. — Dites au Conseil ce que vous savez.

M. DESVERNINES. — Avec toute la réserve nécessaire, étant donnée la qualité de cet agent à ce moment.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous pouvons remonter au moment du procès de Rennes.

M. DESVERNINES. — Je suis obligé de remonter un peu plus haut.

J'ai été chargé de m'occuper de la femme Bastian en 1898. A ce moment, le lieutenant-colonel Henry me mit en rapports avec elle, me disant : « Nous ne voulons plus avoir de rapports directs avec ces gens-là, chargez-vous-en. »

En 1898, les journaux avaient déjà parlé de cette femme, sa personnalité était démasquée et elle s'en montrait très irritée; elle se demandait si elle allait être obligée de quitter sa place, où on la gardait, bien que l'on sût ce qu'il en était.

Des gens cherchaient à l'interroger, à l'interviewer, et je sais qu'à cet égard, mes collègues qui ont déposé à la barre hier ont parlé d'un individu qui, se faisant passer comme agent de la Sûreté générale, s'était présenté chez cette femme. Elle était dans un état d'irritation extrême, et elle disait : « S'il en vient encore, je prends mon revolver, et je leur brûle la cervelle. »

Un jour, cet individu vint chez elle et força sa porte, en

ce sens que, la porte étant entr'ouverte, il pénétra de force et chercha à questionner la femme Bastian. Cette femme ne fit ni une, ni deux, elle voulut l'expulser. L'individu résista. Elle appela des agents. Ils furent conduits au commissariat de police. Là, il fut reconnu que cet agent s'était donné comme agent de la Sûreté Générale. C'est pour cela qu'il ne fut pas inquiété et qu'il fut relâché.

Le surlendemain, quand j'en informai la colonel Rollin, il fut démenti que ce fût un agent de la Sûreté Générale. Il avait été employé comme agent secret par cette administration; mais au moment où il était venu chez la femme Bastian, il n'était plus agent de la Sûreté Générale.

Au moment où s'approche le procès de Rennes, il a été question au Service de citer cette femme. Elle pouvait être citée par l'accusation. Il fallait voir dans quel état d'esprit elle était. Je fus chargé de cette mission. J'allai trouver Mme Bastian qui ne voulait rien entendre. Elle me dit : « Je n'irai pas à Rennes, c'est une honte de me produire devant un Conseil de Guerre. Tout le monde va me voir et je vais être obligée d'avouer que j'ai trahi mes maîtres. Je n'irai pas, même entre des gendarmes. »

Je la calmai comme je pus. Je lui fis entendre qu'elle serait toujours obligée d'aller à Rennes. Je lui dis : « Prenez votre mal en patience et laissez-vous faire. Si on vous cite, vous viendrez. » Dans mon esprit, il était à peu près entendu qu'elle viendrait. Mais, vous comprenez son inquiétude. Elle disait : « Mes maîtres vont me mettre à la porte. » Je lui répondis : « Vous n'avez qu'une chose à faire, quitter vos maîtres, huit jours de plus ou de moins... ». Elle quitta la maison où elle était employée. A partir de ce moment, cette maison lui envoya des émissaires chez elle; on faisait des surveillances devant sa porte. Il y avait des agents qui se promenaient devant chez elle. En face, il y avait un hôtel meublé d'où un individu ne quittait pas son appartement de vue. Elle avait son mari malade. Elle disait : « Vous m'embêtez avec votre procès, je veux filer. »

A ce moment le procès de Rennes était prochain; j'étais cité comme témoin et, ne pouvant conserver les relations avec cette femme, j'ai chargé un agent dont je donnerai le nom si c'est très nécessaire, de se mettre en rapport avec elle. Cet agent habite Paris, on pourra le citer. Il me faisait part

de l'état d'esprit de cette femme qui était affolée. Je rendais compte au Service des Renseignements où l'on disait : si elle s'en va, qu'elle n'aille pas très loin afin qu'on puisse la toucher par une citation, si elle est citée. L'agent lui fit cette commission. Quelques jours auprès elle fut conduite à Marly. L'agent donna l'adresse et le nom sous lequel elle s'était cachée. Je crois, par conséquent, que si la citation était arrivée au Service, nous aurions pu citer Mme Bastian.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est donc par ordre de la Section des Renseignements que Mme Bastian est partie pour Marly ?

M. DESVERNINES. — Ce n'est pas par ordre.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est un de ses agents.

M. DESVERNINES. — De la Section des Renseignements. Mme Bastian manifestait le désir d'échapper à cette surveillance. Elle voulait s'en aller dans le Nord, dans un pays perdu. On préférait la garder, elle aurait fait quelques sottises dans l'état d'esprit où elle était. Elle est très violente, on ne l'a jamais violentée... Du reste, elle ne se serait pas laissé violenter, pour qui la connaît.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'était un agent du service de la Section des Renseignements.

M. DESVERNINES. — Qui était payé à la Section des Renseignements, mais qui était sous mes ordres.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'était un sous-agent.

M. DESVERNINES. — Un sous-agent.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, à aucun moment, la Section des Renseignements n'a ignoré où se trouvait Mme Bastian.

M. DESVERNINES. — Jamais, elle a toujours été informée où se trouvait Mme Bastian, par conséquent on pouvait la toucher, quand on voulait.

A un moment donné, le général de Galliffet m'a rappelé de Rennes où j'étais pour me faire constater que Mme Bastian était à Paris. Je revins à Paris pour très peu de temps, j'envoyai un agent, qui est revenu me dire que Mme Bastian était encore à Paris. Je suis reparti pour Rennes.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — A un moment donné

on a répondu au ministre qu'on ne savait pas où était Mme Bastian.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je vous prierai de vous reporter à nos interrogatoires. J'ai toujours dit le contraire, j'ai dit que jamais le ministre n'a ignoré son adresse; il me l'a demandée une fois de plus, je la lui ai donnée.

Je ferai observer à M. Desvernines que, quand Mme Bastian a été à Marly, je suis resté quelques jours sans savoir son adresse, mais à ce moment-là on ne m'a rien demandé. On m'a demandé une seule fois où était Mme Bastian, elle était chez elle, M. Desvernines l'a fait vérifier; depuis, jamais plus on ne m'en a parlé. Il est bien évident que si, même quand Mme Bastian était à Marly, le ministre m'avait demandé où elle était, j'aurais répondu : « Elle est à Marly. » On a prononcé le mot de séquestration. M. Desvernines peut dire si Mme Bastian a été séquestrée; pour qu'elle pût être séquestrée, il aurait fallu qu'elle fût enlevée de force, ce qui n'était pas facile; on a dit aussi que, lorsque j'avais été questionné, j'aurais répondu sciemment : « Je n'en sais rien », sachant où elle était. Or, jamais je n'ai dit que je ne savais pas où elle était, pour une bonne raison, qui prime toutes les autres, c'est qu'on ne me l'a demandé qu'une fois.

M. DESVERNINES. — Jamais cette femme n'a été séquestrée.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je crois que M. Desvernines sera obligé de revenir pour déposer lorsque nous examinerons la question des fiches, afin que nous puissions lui demander s'il a pris une part quelconque à l'établissement des fiches politiques qui ont été trouvées dans les bureaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous réservons la question.

M. DESVERNINES. — J'ai vu cela dans le compte-rendu. Il faudrait qu'on nous montre ces fiches pour que je puisse les reconnaître. Quand j'ai fait une enquête de ce genre, c'était, si je ne me trompe, à la demande du colonel Henry; quant à moi, j'étais chargé d'un autre service, celui de la défense nationale; le colonel Henry m'a demandé deux ou trois fois de faire prendre des renseignements sur telle ou telle personne, je croyais qu'il y avait dessous quelque chose intéressant la défense nationale.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — La responsabilité du témoin n'est pas du tout en cause.

M. DESVERNINES. — Je pense bien.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous faisiez le métier qu'on vous faisait faire ?

M. DESVERNINES. — Je le faisais en y mettant des formes.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous preniez des renseignements, personne ne vous reprochera d'avoir établi des fiches politiques.

M. DESVERNINES. — Ce ne sont pas des fiches politiques, je crois.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne les ai pas encore vues ; je crois que, quand nous aurons examiné les fiches, nous aurons des renseignements à demander à M. Desvernines.

M^e AUFFRAY. — D'après ce que M. Desvernines nous a dit des conditions dans lesquelles Mme Bastian cherchait à quitter ses maîtres et après s'être rendue à Marly, est-il dans sa pensée que l'Etat-Major avait l'intention d'empêcher Mme Bastian d'aller témoigner à Rennes ?

M. DESVERNINES. — Non, au contraire.

M^e AUFFRAY. — Etait-ce par M. Desvernines que passaient les mensualités ou indemnités payées à Mme Bastian ?

M. DESVERNINES. — J'ai payé Mme Bastian depuis 1898 tous les mois et contre reçus qu'on retrouve à la Section de Statistique.

M^e AUFFRAY. — Signés de qui ?

M. DESVERNINES. — Signés de son mari. Elle ne savait pas écrire, son mari signait les reçus, on peut les retrouver.

M^e AUFFRAY. — Le témoin a-t-il signé quelquefois les reçus de Mme Bastian lui-même ? Tantôt, ils sont signés par les agents, tantôt par la partie prenante.

M. DESVERNINES. — Jamais pour moi. Tous les agents que j'ai payés ont signé ou fait signer quand ils ne savaient pas écrire ; du reste, Mme Bastian est la seule qui se soit trouvée dans ce dernier cas.

M^e AUFFRAY. — Le témoin se rappelle-t-il jusqu'à quelle époque Mme Bastian a été payée ?

M. DESVERNINES. — Je crois qu'après le procès de Rennes le général de Galliffet a donné l'ordre de suspendre tout paiement à Mme Bastian, et je vous avoue que, quand je lui ai fait part de cet ordre, je me suis trouvé en présence d'un agent qui montrait les dents. A ce moment-là, je revins là-

dessus, je lui ai dit : « Allez-vous-en dans votre pays, les choses vont peut-être s'arranger; le ministre reviendra peut-être sur sa décision. ». Mais le général de Galliffet n'est pas revenu sur sa décision, et au mois de novembre, je crois, il m'a renvoyé avec un billet de 1.000 francs pour le porter à Mme Bastian, en lui disant : « Le service n'aura plus rien de commun avec vous. C'est la dernière somme que vous recevrez. »

M^e AUFFRAY. — Cette somme a été payée par la Section des Renseignements !

M. DESVERNINES. — Absolument, par le capitaine François ou l'archiviste Dautriche.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Le dépense est sur le registre.

M. Brucker

*Martin-Joseph, 53 ans, sans profession, demeurant
50, boulevard Diderot, à Paris.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. BRUCKER. — Je connaissais M. le lieutenant-colonel Rollin.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes ni parent ni allié des accusés, ils ne sont pas à votre service, ni vous au leur ?

M. BRUCKER. — Non.

M^e AUFFRAY. — Dans l'enquête de la Cour de cassation, M. Brucker a été entendu et il a déposé de ses relations avec M. Czernuski. Je lui demande de vouloir bien dire dans quelles circonstances il a connu Czernuski.

M. BRUCKER. — Je connaissais Czernuski avant l'affaire Dreyfus; je l'ai vu une fois tout au plus, et je ne l'ai pas revu, il n'y a rien qui concerne en quoi que ce soit l'affaire Dautriche.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est le défenseur qui va vous montrer si cela concerne l'affaire Dautriche.

M^e AUFFRAY. — Peut-être pourrait-on lire d'abord la déposition que, le 4 juin, M. Laurent-Atthalin a reçue de M. Brucker. Cette déposition figure au dossier à la cote 136.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Il y a dans cette

déposition un certain nombre de noms qu'il faudra ne pas lire.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

M. le Greffier, lisant :

Extrait des minutes de la Cour de cassation.

L'an 1904, le 4 juin, Laurent-Atthalin, conseiller, à ce délégué par la Cour de cassation, avons reçu comme suit et avec l'assistance de M. Désaméricq, commis-greffier, serment prêté, la déposition de M. Brucker, déjà entendue ce même jour ;

Il dépose sous même serment :

J'ai connu Czernuski après son mariage, tout de suite après parce que j'avais rencontré, avant le mariage, sa fiancée chez la couturière de celle-ci que j'allais voir assez souvent. Un jour, certains renseignements puisés à une source dont il a été déjà parlé souvent, m'ont appris qu'il y avait lieu de suspecter un Monsieur du nom de H... un rentier fort riche, demeurant alors... à Paris. Je ne puis plus me rappeler comment j'ai su que Czernuski connaissait cet H... et que je pourrais avoir par lui des renseignements sur ce dernier, d'autant plus que Czernuski en voulait, paraît-il, à cet H... Ils se connaissaient bien ; mais ils n'étaient pas bien ensemble.

Je dois dire que Mme Czernuski savait que j'étais attaché au ministère de la Guerre, et je me suis présenté chez Czernuski auquel j'ai demandé pour ce ministère des renseignements sur H...

Czernuski m'a dit que H... était un espion et qu'il travaillait pour le compte de son propre pays, à lui, H...

Je vous ai dit que certains renseignements antérieurs m'avaient donné lieu de suspecter H... Pour préciser un peu plus, j'avais su qu'il allait fréquemment à l'ambassade de son pays. C'était là la cause de mon soupçon et c'est pour cela que je l'avais mis en renseignements (*sic*) comme toute autre personne dans le même cas. Je mettais ainsi en renseignements toute personne venant un peu fréquemment à l'ambassade.

Czernuski m'a donc dit que cet H... était un espion, je n'en ai d'ailleurs jamais eu la preuve. J'ai fait un rapport, mais cela est loin et il n'a pas été peut-être conservé.

Pourquoi m'étais-je adressé à Czernuski, c'est sans doute qu'on m'avait dit qu'il connaissait H... On m'avait certainement dit qu'ils n'étaient pas bien ensemble, j'ai vaguement le souvenir qu'on aurait dit qu'H... aurait dénoncé Czernuski qui avait été obligé de se sauver de.....

Il n'y a pas eu de vérification faite des dires de Czernuski, en ce qui touche H..., c'est tout ce que je sais.

Lecture faite, etc.....

M^e AUFFRAY. — Cette déposition faite, j'ai trois courtes questions à poser à M. Brucker. A quel date, pas comme mois, mais en quelle année, se place cette demande de renseignements à M. Czernuski.

M. BRUCKER. — Je crois que c'est avant l'affaire Dreyfus.

M^e AUFFRAY. — Est-ce longtemps avant son mariage?

M. BRUCKER. — Non, il habitait rue de Chaillot.

M^e AUFFRAY. — Le premier enfant était-il né?

M. BRUCKER. — Non, pas encore.

M^e AUFFRAY. — Nous pourrions préciser ensuite. 2^o Après cette relation avec M. Czernuski, M. Brucker a-t-il continué d'entretenir des relations avec celui-ci?

M. BRUCKER. — Une seule fois; je savais par le domestique en question, de l'Ambassade, que ce Monsieur venait très souvent; qu'il s'occupait de renseigner son pays.

M^e AUFFRAY. — Vous faites allusion à la même circonstance ? Ce jour-là, M. Brucker a interrogé Czernuski; c'est bien ce jour-là qu'il l'a interrogé; il ne l'a pas revu depuis, et il ne l'a pas interrogé depuis, il n'a pas eu de relations avec lui depuis?

M. BRUCKER. — Non, pas du tout.

M^e ALPY. — Plus tard?

M. BRUCKER. — A ce sujet, les officiers ne nous donnaient pas de travail, les officiers ne savaient pas ce que je faisais; je donnais des renseignements, et les preuves étaient jointes...

M^e AUFFRAY. — Je demanderai à M. Brucker de vouloir bien répondre par oui ou par non, ce qui sera plus clair : 1^o M. Brucker a-t-il vu M. Czernuski peu de temps après son mariage et avant la naissance de leur enfant?

M. BRUCKER. — Je ne l'ai vu que cette fois-là et pas depuis.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Le témoin n'a pas changé de position?

M. BRUCKER. — Non, je suis toujours comme auparavant.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Avez-vous quelque chose à dire sur Mme Bastian, et sa disparition à un moment donné?

M. BRUCKER. — Il y a trop de choses à dire, ou bien il faudrait qu'on me demande sur un point précis. Je connais Mme Bastian et d'autres avant elle.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne vous parle pas de ce qui précède l'année 1899, mais au moment précis où Mme Bastian est restée chez elle, où elle a disparu pour aller en dehors de Paris ?

M. BRUCKER. — Je ne l'ai pas vue depuis dix ans, il y a une histoire qui est arrivée au ministère de la Guerre au sujet d'une dénonciation, et, pour ne pas brûler Mme Bastian, j'ai évité de la voir ; à partir de ce moment, elle fournissait directement les papiers.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous n'avez pas par conséquent eu de relations avec Mme Bastian depuis avant 1898 ?

M. BRUCKER. — Depuis 1893 même.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Par conséquent, cela ne nous intéresserait pas.

Vous avez eu une entrevue avec M. Toms au mois de juillet ?

M. BRUCKER. — Oui, il est venu me voir.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Voulez-vous dire au Conseil comment s'est passée cette entrevue ?

M. BRUCKER. — Toms est venu chez moi, et il m'a proposé un permis de chemin de fer en première classe, jusqu'à Belfort, pour aller voir mes parents au delà de la frontière. J'ai été très étonné de le voir m'offrir un permis, je ne le voyais pas souvent, parce qu'il blaguait tout le temps. Si j'avais su avant ce que j'ai su après, il ne serait pas sorti comme cela. Il m'a proposé de m'accompagner jusqu'à Belfort. Et pourquoi voulait-il m'accompagner ? C'était tout simplement parce qu'il voulait me livrer à une puissance étrangère, car enfin, pourquoi voulait-il m'accompagner jusque-là ? Et qu'est-ce que j'ai fait pour qu'il me livre à une puissance étrangère ? J'ai servi la France tout le temps, je lui ai fait rapporter des millions à elle et à son commerce.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne vois pas du tout que M. Toms ait voulu livrer M. Brucker.

M. BRUCKER. — Naturellement, il ne va pas le dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel intérêt avait-il à vous livrer ?

M. BRUCKER. — Je n'en sais rien, c'est une supposition que je fais.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais pourquoi faites-vous cette supposition ?

M. BRUCKER. — Je n'en sais rien.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous a-t-il parlé de l'affaire Dreyfus.

M. BRUCKER. — Oui, il m'a parlé de cette chose-là. Après son permis, il est venu me demander : « Est-ce vous qui avez apporté le bordereau ? — Je n'en sais rien, comment voulez-vous que je le sache ? Il y avait tant de papiers. — Fallait être du métier, sorti de l'Ecole Polytechnique pour comprendre toutes ces choses-là. J'ai donné les papiers comme je les avais. Ma dénonciation, moi-même je ne l'ai pas vue ; la preuve, l'officier est là ; il a vu ma dénonciation moi. Eh bien, le papier en main, je ne l'ai pas vue.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Quelle dénonciation ?

M. BRUCKER. — Oui, une dénonciation qui a été faite contre moi. Eh bien, le papier en main, je ne l'ai pas vue.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je ne vois pas qu'il y ait lieu de faire parler plus longtemps le témoin, car il ne nous apprend rien de nouveau. Je suis convaincu que M. Toms veut protester, mais je juge que c'est complètement inutile.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents, que vous venez de parler ?

M. BRUCKER. — Oui.

M^e AUFFRAY. — Nous n'avons pas d'autres témoins aujourd'hui comme les autres jours, de sorte que nous vous demandons s'il ne vous conviendrait pas de faire maintenant le huis clos.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne sais pas si ces messieurs y sont disposés.

M^e ALPY. — Cela pourrait nous faire gagner une journée d'audience en commençant aujourd'hui.

M^e AUFFRAY. — Voici les noms des témoins qui restent à entendre à la requête des quatre inculpés, c'est-à-dire traitant des questions générales : MM. de Galliffet, Deglès, Monteran, puis à la requête des uns ou des autres, comme moralité : MM. Chamberlan, sous-directeur à l'Institut Pasteur, de Castelnau, et Metzinger, Durand, Pelletier, Dufour, Pamard, Briant, Kahn, Robinet et enfin Henri Laférière, entrepreneur de transports à Lunéville.

M^e HENRY BONNET. — Les témoins qui sont cités à la requête du capitaine Mareschal pourront être entendus dans

la journée de demain. Ce sera un défilé en quelque sorte pour la forme.

On pourrait peut-être faire le huis clos, en ce qui concerne les documents Austerlitz.

M. LE PRÉSIDENT. — Il nous manque une évaluation que nous attendons.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je demanderai à ce qu'on n'examine pas maintenant ces documents parce que j'ai besoin de les relire pour être fixé. Il y a cent et quelques lettres et je n'ai pas tout dans l'esprit.

M^e AUFFRAY. — Il y a deux autres questions qui seront à traiter à huis-clos, la question des fiches : 1^o quant à leur contenu, et 2^o quant à la façon dont on se les est procurées, puis la question du rapport du 6 septembre.

A ce sujet, je me permets de vous signaler ce que vous a déjà dit, je crois, le capitaine François : le rapport du 6 septembre se tient bien par lui-même, mais il serait très intéressant peut-être de demander au ministère la note, la circulaire de réorganisation du Service des Renseignements, réorganisation qui a été arrêtée par ce rapport.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne me paraît pas nécessaire. Je crois que nous n'avons pas à pénétrer là-dedans. Au besoin, le capitaine François nous donnerait des explications. Je compte pour la séance de huis-clos demander à un officier du Service des Renseignements d'y assister.

M^e AUFFRAY. — On pourrait peut-être faire une séance de huis-clos sur cette question, que nous ne connaissons ni les uns ni les autres.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En travaillant même la nuit, je suis seul, tandis que vous, vous êtes quatre défenseurs. Toutes les questions qu'on traite ici, je suis obligé de les revoir après l'audience.

M^e HENRY BONNET. — Il semblerait que le jour où vous avez donné le rapport établissant la culpabilité des accusés, vous deviez savoir de quoi ils étaient coupables.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ce n'est pas la question que j'agite ; je vous dis seulement qu'après chaque audience, j'ai un travail considérable à faire, tandis que vous, vous pouvez vous le partager à quatre.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous sommes obligés de renvoyer l'audience à huis-clos à plus tard.

L'audience est levée à 4 heures un quart.

NEUVIEME AUDIENCE

4 novembre 1904

La séance est ouverte à 2 h. 30.

M. Boissière s'approche de la barre.

DOCUMENTS ET RECTIFICATIONS

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous quelque chose à demander, M. Boissière ?

M. BOISSIÈRE . — Je vous demanderai si on ne voit pas d'inconvénient à ce que je retourne à Nice ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Aucun inconvénient.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, quel est votre avis ?

M^e HENRY BONNET. — Je n'en sais rien. La déposition de M. Boissière a été de telle nature que nous aurons à la discuter. Il serait bon que le témoin soit là quand nous la discuterons.

M. NOGIER. — Je demande la même autorisation pour rentrer à Nancy.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne n'y voit d'inconvénient. Alors, vous êtes libre d'aller à Nancy.

Je viens de recevoir une lettre de M. Cavard à l'instant même ; je vais la verser au dossier. Il nous envoie une lettre signée Weiss adressée à Wessel dans sa prison de Nice.

(*Au capitaine Mareschal*). — Reconnaissez-vous cette lettre ?

M^e HENRY BONNET. — C'est la lettre du capitaine Mareschal ?

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une lettre du capitaine Mareschal ?

M^e AUFFRAY. — C'est une lettre saisie à la poste ?

M. LE PRÉSIDENT. — Non, c'est une lettre datée du 18 avril.

M^e HENRY BONNET. — Je vous demanderai, monsieur le Président, en vertu de votre pouvoir discrétionnaire, si vous

ne pouvez pas demander la lettre du capitaine Mareschal, saisie à la poste, à Nice, et adressée à Wessel?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous la demanderons, on va prendre note de la chose. Ce sera noté dans le compte-rendu sténographique.

Voulez-vous présenter cette lettre au capitaine Mareschal, et lui demander s'il la reconnaît ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Oui, mon Général.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Greffier, voulez-vous prendre la lettre de M. Cavard et en donner lecture.

M. le Greffier, lisant :

Paris, le 4 novembre 1904.

Le directeur de la Sûreté générale à M. le général Bertin, président du 2^e Conseil de Guerre, Paris.

J'ai retrouvé dans le dossier Wessel une lettre signée Weiss, pseudonyme de M. le capitaine Mareschal, et que je crois présenter quelque intérêt pour l'affaire qui est actuellement soumise au Conseil de guerre.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus cette lettre.

Le directeur de la Sûreté générale.

Signé : CAVARD.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous donner aussi l'adresse de la lettre.

M. le Greffier, lisant :

Monsieur Wessel, prison cellulaire, cellule n^o 58, à Nice (Alpes-Maritimes). — Recommandée.

Paris, le 18 avril 1900.

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 9 avril, et puis vous dire que c'est avec la plus grande peine que j'ai appris votre arrestation. Toutes les précautions avaient été prises, comme la première fois; mais je crois que le consul étranger a dû avoir connaissance de votre séjour à Nice, et qu'il a dû forcer la police à vous arrêter, sans qu'on ait pu vous prévenir.

Dans tous les cas, je puis vous assurer que nous faisons en ce moment tout notre possible pour éviter votre extradition qui, au fond, n'est réclamée que dans un but politique. J'ai même bon espoir que nos efforts aboutiront.

Veillez croire, Monsieur, à mes meilleurs sentiments, et ne vous découragez pas.

Signé : WEISS.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Voulez-vous me permettre, mon Général, de dire un mot ?

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs n'ont pas eu connaissance de cette lettre. Je l'ai reçue il y a un instant.

M^e HENRY BONNET. — Monsieur le Président, il serait peut-être intéressant de demander au capitaine Mourier s'il n'y a pas eu, en effet, des démarches qui ont été faites au moment où le capitaine Fritsch est allé à Nice ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'il a déjà répondu d'une façon catégorique : oui !

M^e HENRY BONNET. — Il n'en a pas parlé.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Dans l'affaire Wessel, si je comprends bien, il y a deux choses ; il y a la saisie des papiers ; je crois que cette question a été élucidée. Puis, il y a la question d'extradition. On nous reproche d'avoir fait arrêter Wessel pour nous débarrasser d'un témoin gênant auquel le capitaine Mareschal aurait dicté une déclaration. Or, pour nous débarrasser d'un témoin gênant, il aurait fallu, non seulement que nous le fassions arrêter, mais extradier après son arrestation en France. Justement, le capitaine Mourier s'est expliqué sur la question des papiers ; mais il ne s'est pas expliqué, parce que, je crois, on ne lui a posé aucune question à ce sujet, sur les démarches que nous aurions faites pour empêcher l'extradition de Wessel ; il y a, d'autre part, un rapport du 27 avril qu'on doit pouvoir retrouver au Ministère de la Guerre : rapport que je faisais pour le ministère à la suite, comme je l'ai dit dans mon interrogatoire, de la connaissance que j'avais prise de la demande d'extradition adressée au gouvernement belge d'abord, et ensuite au gouvernement français, car je suppose que c'est la même. Dans ce rapport, je signalais le fait à l'attention du ministère en lui disant, qu'à aucun point de vue, nous ne pouvions laisser extradier Wessel. Je crois que cette pièce n'est pas encore au dossier ; elle pourrait être demandée. Je crois qu'elle pourra être retrouvée quelque part.

M. LE PRÉSIDENT, *au capitaine Mourier*. — Hier, je vous ai demandé si, quand vous avez rédigé le procès-verbal dans lequel vous indiquez l'étonnement du Préfet des Alpes-Mari-

times de voir l'arrestation de Wessel, le capitaine Fritsch ne vous a pas fait une observation en vous disant : « Nous avons prévenu le Commissaire spécial. » Vous avez répondu : Non.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Je n'ai pas de souvenir à cet égard, en effet.

M. LE PRÉSIDENT. — Le capitaine Fritsch vous a-t-il fait une observation ? Vous ai-je demandé. Et vous avez répondu : non.

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Il s'est montré très étonné de l'arrestation de Wessel, il a manifesté son étonnement, non seulement à M. le Préfet, mais même à M. le Procureur de la République, et ce dont je me souviens très bien, c'est que, pendant tout son séjour à Nice, aussi bien devant le Préfet que devant le Procureur de la République, il a insisté d'une façon toute particulière pour qu'en aucune façon Wessel ne soit extradé; de ceci, je me souviens parfaitement; peut-être a-t-il tenu le même langage, je serais étonné qu'il ne l'ait pas fait, devant M. Nogier.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne discutons pas ce point; la question est de savoir si le capitaine Fritsch vous a manifesté son étonnement en vous disant: « Vous aviez été prévenu par le Service des Renseignements. »

M. LE CAPITAINE MOURIER. — De cela, je ne me souviens pas. Je sais qu'il a manifesté un très gros étonnement de l'arrestation de Wessel.

M^e HENRY BONNET. — La question que vous posiez était celle à laquelle vient de répondre le capitaine Mourier. Je vous priais de vouloir bien poser à M. Mourier cette question: le capitaine Fritsch, lorsqu'il est allé à Nice, ne s'est-il pas occupé, en dehors de la question des papiers, ou de faire des démarches, ou d'insister pour que Wessel ne soit pas extradé, en indiquant pour quelle raison il ne devait pas l'être ?

M. LE CAPITAINE MOURIER. — Le capitaine Fritsch a insisté d'une façon particulière devant le Préfet des Alpes-Maritimes et devant le Procureur de la République pour que l'extradition ne soit pas accordée.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Les démarches ont abouti, puisqu'il n'a pas été extradé.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident est clos.

M^e CHENU. — Voulez-vous me permettre d'insister sur une

demande très légitime que vous adressait tout à l'heure le capitaine François; il vous disait qu'il semblait y avoir un grand intérêt à connaître le rapport qu'il vous signalait, du 27 avril 1900, dans lequel le capitaine François, s'adressant au ministre de la Guerre, lui signalait toutes les raisons qu'il y avait pour qu'on ne procédât pas à l'arrestation de Wessel.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est de la fin d'avril. Il est facile à retrouver.

M^e CHENU. — C'est de toute première importance.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous ai dit que je ferais les démarches nécessaires.

M^e CHENU. — Je n'avais pas entendu.

M^e AUFFRAY. — M. de Galliffet est aux ordres du Conseil. Nous demandons qu'il soit entendu le premier.

M. le général de Galliffet

Gaston-Alexandre-Auguste, 74 ans, neuf mois et douze jours, général de division du cadre de réserve, grand-croix de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, 12, rue de Châteaubriand.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés?

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Je les connais, quelques-uns d'entre eux tout au moins, depuis le jour où je suis arrivé au ministère de la Guerre. J'ai vu le colonel Rollin au ministère de la Guerre.

M^e AUFFRAY. — Je crois qu'avant de poser des questions particulières au témoin, M. de Galliffet, ayant lu dans les journaux l'ensemble des dépositions, peut faire un exposé général de ce qu'il connaît de la question. S'il y a quelque chose à compléter, nous nous permettrons de le lui demander.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Il y a une première question qui s'est posée — on m'en a prévenu — c'est la déclaration du sieur Toms. Je commence par vous dire que c'est absolument faux. J'ai le droit de dire que c'est faux, et je vous le prouverai tout à l'heure au cours de ma déposition.

On m'a parlé de fiches, je me permets d'en parler, et j'in-

dique que je ne sais pas ce que c'est. Je n'en ai jamais vu, je déclare que la politique n'est jamais entrée au ministère pendant que j'y étais.

M. LE PRÉSIDENT. — On a reconnu qu'elles y étaient dès 1900.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Ces Messieurs ne m'en ont jamais parlé, ils ne me l'ont jamais fait dire; ni le général Delanne, ni le général de Lacroix, personne ne m'en a parlé; par conséquent, cela n'existe pas.

Il y a un fait que je me permets de préciser parce qu'il peut avoir une valeur. J'ai lu dans les journaux les dépositions faites, je ne sais pas dans quelle mesure elles sont exactes. Il me semble qu'il y a eu des propos comme ceux-ci : le chef d'Etat-Major général n'était pas là. Je vous demande la permission de vous exposer la situation que vous connaissez tout aussi bien que moi. Il y a au ministère de la Guerre, toujours, un ministre de la Guerre présent et responsable, et il y a toujours un chef d'Etat-Major général, présent et responsable vis-à-vis du ministre, des ordres qu'il reçoit. Autrement dit, le chef d'Etat-Major général disparaît pour une raison quelconque; *ipso facto*, d'une façon automatique, c'est le chef d'Etat-Major général, ou le sous-chef qui prend sa place, qui vient au rapport du ministre, reçoit les ordres et en surveille l'exécution. Et en supposant, comme cela s'est passé, que le sous-chef d'Etat-Major n° 1, si je puis dire, soit obligé de s'absenter 24 heures ou 48 heures, le second chef *ipso facto* prend sa place et la responsabilité vis-à-vis du ministre. Il n'y a donc pas d'interrègne, je crois bien me faire comprendre. Je crois que cela a une valeur pour fixer les responsabilités. Naturellement, la responsabilité, je la prends tout entière, je n'ai pas besoin de vous le dire, c'est mon métier.

Il y a une deuxième question sur laquelle j'appelle votre attention. C'est au temps du général Brault, à peu près dans le courant du mois du juillet. Vous savez, d'après les renseignements que j'ai fournis moi-même, que le général Brault est parti le 14 août, ou, du moins, est censé partir, à la suite d'une permission que je lui avais accordée. Vous savez qu'à ce moment de l'année, toutes les manœuvres sont réglées et par conséquent, il y a un peu plus de facilité. Il a été remplacé par le général Delanne, qui vous a dit dans sa

déposition que le général Brault savait parfaitement quels étaient mes projets pour la désorganisation et la réorganisation de la section qu'on appelle la S. S. Je tiens à vous dire cela parce que c'est essentiel dans l'intérêt de ces Messieurs, et je suis ici pour prendre leur parti. La mesure que j'ai prise n'a aucun rapport avec leur conduite, c'est ce qu'on appelle une mesure d'administration, section du personnel. Ces Messieurs ne sont pour rien dans cette décision, je tiens à préciser cela parce que c'est essentiel.

Autre chose. On a parlé de porte ouverte et de porte fermée. Ma porte est ouverte à tout le monde. Je suis resté au ministère pendant onze mois, jour pour jour à peu près. Je me suis absenté une fois pour aller au camp de Châlons pendant un jour pour assister au tir du nouveau matériel. Je me suis absenté trois fois le dimanche pour aller prendre un peu l'air, parce que j'étais éreinté. Je me suis absenté pour aller au Parlement, quand je n'ai pu faire autrement, je vous prie de croire que je n'y allais pas pour mon plaisir, étant donné l'accueil que j'y recevais, et, naturellement, j'allais au Conseil des ministres. En dehors de cela, je pourrais le prouver, je suis allé au ministère tous les jours, de huit heures du matin à une heure avancée de la nuit. Donc, tout officier, s'il voulait insister, trouvait ma porte ouverte. Il y avait, naturellement, des heures fixées pour les réceptions, le lundi par exemple, etc., mais en dehors de ça, tout officier qui a voulu a pu entrer. Quand je suis arrivé au ministère, il y avait à la S. S. quatre officiers, je crois, je ne parle pas de M. Dautriche. J'ai entendu son nom pour la première fois quand les débats ont commencé. Je vivais toujours sur le très honorable M. Gribelin. Je n'avais pas de raison pour savoir qui fonctionnait au bureau de la S. S.

Je commence par le capitaine Fritsch, qui n'est pas ici. J'ai vu pour la première fois, et en même temps pour la dernière fois, le capitaine Fritsch quand je me suis rendu à Vincennes pour déposer en sa faveur devant le Conseil d'enquête. Je ne crois pas avoir jamais vu le capitaine Mareschal, peut-être une fois, mais je ne le crois pas. Le capitaine François, je crois l'avoir vu trois ou quatre fois, debout à mon bureau, pour une demande de renseignements.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Oui, mon général.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Je puis en dire autant du

colonel Rollin, deux ou trois fois, cela n'a pas d'importance.

J'en arrive au colonel Hache. Je l'ai vu pour la première fois, et je puis dire la dernière, le matin du jour où j'ai donné ma démission, quand j'ai convoqué, ou le général Delanne ou le général de Lacroix, pour me fixer sur les termes dans lesquels le pauvre capitaine Fritsch avait été obligé d'avouer son erreur, mais jamais, à aucun de ces officiers, non plus qu'au colonel Hache, je n'ai donné un ordre direct. Vous en ai-je donné? Je vous prie de me rectifier s'il est nécessaire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non, mon général.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — J'ai toujours donné des ordres, soit au général Delanne, soit au général de Lacroix, soit, pendant peu de temps, au général Brault. Je suis absolument responsable des ordres que j'ai donnés, je n'ai pas besoin de vous le dire, mais j'entends vous dire aussi que le général Delanne et le général de Lacroix peuvent citer tous les ordres que j'ai donnés, je ne suis pas disposé du tout à les démentir, j'en prends l'entière responsabilité.

J'ai répondu pour les fiches; je tiens à ajouter quelque chose.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez parlé de M. Tomps?

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Si vous le permettez, j'y arriverai tout à l'heure à propos de l'affaire Wessel.

J'en arrive à ce qui peut concerner ces Messieurs. Je déclare très nettement que j'ai toujours eu la plus grande confiance dans leur honorabilité; jamais de la vie au ministère de la Guerre leur honorabilité n'a été mise en doute; il n'en a jamais été question. Je n'ai pas été d'accord avec eux sur la manière dont ils comprenaient le service de la S. S., c'est une question qui me regarde, c'est une question d'ordre administratif, mais elle ne peut toucher en aucun cas à leur honneur. J'ai dû, à tort ou à raison, à la suite de conversations sérieuses avec le général Brault, un jour que j'ai été interpellé — c'est à l'*Officiel* — dire que je trouvais qu'il y avait peut-être un peu trop d'indépendance dans cette section, je ne l'assure pas, je le croyais; j'ai dit que j'estimais qu'ils pouvaient être arrivés à des relations un peu trop directes avec ce qu'on appelle les agents, les rabatteurs, que peut-être il valait mieux que ce fussent des agents intermédiaires qui fussent eux-mêmes les intermédiaires... je l'ai

déclaré à la tribune, mais il n'y a pas eu autre chose que cela. Il y a eu, je dois vous le dire, Monsieur le président, très respectueusement, un mot qui a été prononcé : vous avez parlé d'un coup de balai...

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas moi.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Enfin, on a parlé d'un coup de balai. Il n'y a pas eu du tout de coup de balai; la décision avait été prise du temps du général Brault; il était parfaitement annoncé que, pour éviter, comme c'était nécessaire à cette époque, toute mauvaise interprétation, l'exécution n'aurait lieu qu'un peu plus tard. Je ne serai pas démenti, je crois, d'après ce que j'ai lu des débats, en disant qu'il y avait une corde un peu tendue dans les rapports entre les officiers de la S. S. et le ministère de l'Intérieur. Je n'insiste pas : je ne connais pas les détails et je ne me prononce pas. Il y a eu l'enlèvement de cette femme célèbre qu'on appelle Mme Bastian. Je suis sûr que je ne l'ai pas enlevée, et je suis sûr aussi qu'aucun de ces messieurs ne l'a enlevée. Je ne connais pas Mme Bastian, elle n'a pas glissé entre mes mains; je ne la mets pas en cause, mais enfin, Monsieur le président, permettez-moi de rire un instant très respectueusement, et de vous dire : il y a des femmes des plus respectables — et j'en ai connu beaucoup de respectables — qui sont heureuses de donner à croire qu'elles ont résisté à une tentative dans la vie, c'est un titre de gloire dont elles sont fières. Mme Bastian a-t-elle été l'objet d'une tentative d'enlèvement? Je n'en sais rien et je ne l'ai jamais su. Je ne sais qu'une chose, c'est que, si le nom de Mme Bastian m'est arrivé, c'est par l'intermédiaire du général Delanne ou du général de Lacroix. Quant à moi, je n'y ai jamais songé.

En somme, comme je vous l'ai dit, la corde était tendue. Je n'étais pas absolument indépendant; la position n'est pas tous les jours commode, on est obligé de se faire des concessions réciproques, je ne pouvais pas demander à M. le président du Conseil, ministre de l'Intérieur, qui était en somme mon chef, d'envoyer ces messieurs de la Sûreté Générale, en disant que c'est leur fonction, dans les capitales étrangères.

La corde, je vous le dis, me paraissait tendue à cette époque, et quand la corde était tendue, elle cassait facilement ; j'ajouterai que, quand elle cassait, elle faisait beaucoup de bruit, beaucoup trop. J'avais donc avancé l'époque

de ma séparation avec les officiers de la S. S. Je le répète, ce n'est pas un coup de balai, et j'en vois une preuve dans le cas de ce pauvre capitaine Fritsch. En effet, le capitaine Fritsch avait exprimé le désir d'être nommé commandant d'une batterie stationnée à Belfort. D'accord avec le général Delanne et le général de Lacroix, il fut convenu que le capitaine Fritsch resterait à la S. S. jusqu'à ce que le commandement de cette batterie fût vacant; je crois qu'il le fut au mois de septembre...

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — C'est au mois d'octobre.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Si j'étais resté au Ministère, le capitaine Fritsch serait resté jusqu'au mois de septembre à la Section pour aller prendre le commandement de cette batterie. Généralement, quand on veut du mal à un officier, on ne lui accorde pas ce qu'il désire. D'ailleurs, je n'avais aucune raison pour traiter plus mal quelqu'un de ces Messieurs. Ce n'est donc pas une préférence pour le capitaine Fritsch. Je déclare très nettement que je n'ai eu à leur sujet que des éloges, soit de la part du général Brault, quand il vivait... Je le dis et ce n'est pas pour faire parler un mort, ce n'est pas dans mes habitudes... Le général Brault, dans les nombreuses conversations que nous avons eues ensemble au sujet de la Section, prenant parti pour ces Messieurs, par affection et par estime pour eux, je puis le dire, avait fini par se ranger à mon opinion du moment qu'il n'y voyait de ma part aucune espèce de malveillance.

J'étais dans une situation très délicate; j'ai dû, dans certaines circonstances, je ne dirai pas capituler, ce serait excessif, mais faire des concessions. J'ai donc dû, dans une certaine mesure, sacrifier mes désirs à des considérations extérieures.

Je dis donc que ces officiers méritent tous les éloges; leur honorabilité est indiscutable et, je me permets de le dire à MM. les défenseurs, qu'on se reporte à l'année 1900, qu'on prenne la séance de la Chambre des députés de ce jour-là où, interpellé au sujet des agissements de la S. S., j'ai déclaré très nettement les motifs pour lesquels j'avais fait cette désorganisation et réorganisation future, j'ai rendu justice à leur honorabilité. J'insiste sur ce point, parce que ce sont les dernières paroles que j'ai prononcées comme ministre; un quart d'heure après, en effet, j'ai donné ma démission. Je n'ai

donc pas le droit de changer cette opinion vis-à-vis de ces messieurs, puisque je n'ai eu depuis aucun d'eux sous mes ordres.

J'arrive maintenant à la question Wessel. Mais un mot avant : j'ai entendu parler pour la première fois de l'affaire Austerlitz par le général Delanne avant qu'il vînt déposer ici ; je n'en connaissais pas, avant, le moindre mot. Je dois dire autre chose : il est probable que la Cour de cassation, le jour où j'ai déposé devant elle, n'en savait pas grand'chose, car elle m'aurait probablement questionné. Je suis entré à la Cour de cassation le 15, je crois, en même temps que le général Delanne ; on l'a appelé avant moi ; je n'ai pas été blessé, mais j'ai été étonné ; mais c'est qu'il allait chez M. Atthalin, tandis que moi, j'étais appelé cinq minutes plus tard pour déposer devant toute la Chambre criminelle. La Chambre criminelle m'a parlé de Czernuski, dont je parlerai tout à l'heure, mais elle ne m'a pas ouvert la bouche d'Austerlitz. Elle ne connaissait donc pas cette affaire, ou du moins je l'ai cru. C'est probablement la déposition du général Delanne qui a éveillé son attention, mais je ne critique pas le général Delanne sur l'affaire Austerlitz et sur l'affaire de M. Dautriche.

Quant à Czernuski, je n'en ai jamais entendu parler, jusqu'au moment que je pourrais appeler une cruelle énigme. A ce moment ; un journal, je ne dis pas lequel, cela m'est égal d'ailleurs, j'ai tout oublié, m'avait reproché, aux approches du Conseil de guerre de Rennes, d'avoir fait venir Czernuski pour déposer en faveur de Dreyfus. On m'a apporté la coupure du journal, j'en ai ri comme j'ai l'habitude de rire de tout. Mais lorsque j'ai été questionné par la Cour de Cassation, je ne dis pas soupçonné, sur tout ce qui était relatif à Czernuski venant déposer pour Dreyfus — je ne crois pas révéler le secret de ce qui s'est passé à la Cour de Cassation — je me suis permis de dire, et je le pense encore à l'instant : « Czernuski, si on l'a payé, on a payé trop cher sa déposition. On n'y a pas fait attention. » On a dit : Comment dites-vous de pareilles choses ? C'est bien simple, j'avais le général Chamoin qui était mon représentant à Rennes, on m'a dit plusieurs fois que le général Chamoin avait commis une irrégularité, qu'il avait été heureux que je la découvrisse, j'avais fait venir le général Chamoin, je lui avais lavé

la tête pour avoir commis une imprudence et je lui avais dit : « Je vous couvre, allez-vous-en, ne recommencez pas. »

J'arrive au Conseil des ministres. Là on me demande la tête du général Chamoin ; je réponds : « Le général Chamoin, je l'ai couvert ce matin, on ne le découvrira pas, ou alors je m'en vais. » L'incident fut clos.

Il y a un fait que je me permets de vous dire très respectueusement, j'ai été absolument le seul qui aie donné des ordres pour le Conseil de Rennes, j'ai réclamé mon droit absolu. Je n'ai pas pu admettre, notez-le bien, qu'une communication quelconque fût faite au Parquet de Rennes. Le général Lucas vous dira, lorsque vous voudrez bien l'interroger, que je n'ai donné d'ordre qu'au général Lucas et à ce qu'on appelle son Parquet. Quant aux juges de Rennes, je ne les connaissais pas et j'avais le droit de ne rien leur dire. Je ne leur ai jamais rien dit.

Quant à l'affaire Dreyfus, je ne crois pas qu'il y ait en France quelqu'un qui l'ait connue moins que moi... c'est un peu étonnant ce que je dis là, mais c'est comme ça. Quand je suis arrivé au ministère de la Guerre, le dossier Dreyfus était à Rennes depuis 2, 4 ou 5 jours, et il ne restait à Paris que le fameux dossier... comment s'appelle-t-il?... enfin, le dossier particulier réservé au huis-clos, vous savez ce que cela veut dire, qui était resté là et qui a été examiné, avec l'assistance du général Chamoin, par le ministre des Affaires étrangères et par le ministre de la Justice, pour savoir quelles pièces seraient réservées au huis-clos. Je n'hésite pas à dire qu'à ce moment, j'ai pouffé de rire, car ce dossier ne disait rien du tout ; il n'avait de valeur que par rapport à ce qu'on appelle « le grand dossier », il éclairait un peu les coins, mais comme moi je ne connaissais rien du tout du grand dossier, cet autre ne me disait rien du tout.

Ce dossier a donc été expédié à Rennes avant mon arrivée. Quand le procès a été jugé, le dossier a été rapporté par le commissaire du Gouvernement, il a été scellé, cacheté et déposé dans les caves du ministère de la Guerre. Je ne l'ai jamais vu.

L'affaire Dreyfus ? Je n'en ai jamais rien su. Je disais tout à l'heure à des camarades qu'étant inspecteur d'armée, ayant pour chef d'état-major éventuel le général Darras, je le vois un jour arriver chez moi en grande tenue. Je me mets à rire.

et je lui dis : « Qu'est-ce que cela veut dire ? » Il me répond : « Je viens de la parade d'exécution de Dreyfus. — Qu'est-ce que Dreyfus ?... » En effet, à ce moment, je vivais à la campagne en dehors de tout, je ne savais rien du tout de cette affaire Dreyfus.

Le jour où M. Picquart, qui avait servi sous mes ordres et duquel je n'avais eu qu'à me louer, a été traduit devant un Conseil d'enquête, je volai au Mont Valérien pour lui apporter mon témoignage. Je ne savais pas, d'ailleurs, ce qu'on lui reprochait, cela ne me regardait pas, mais je trouvais que le premier devoir d'un chef était d'aller au secours de celui qui avait servi sous ses ordres. Le jour où il s'est agi de M. le commandant Cuignet, j'ai été immédiatement à son secours. J'avais pour lui une estime profonde, je l'ai encore, je le proclame très haut. Je n'ai pas ici à faire son éloge, ce n'est pas de ma faute, mais cela ne change pas mon opinion.

Le jour où l'on m'a demandé d'aller au Conseil d'enquête pour ce malheureux Fritsch, que j'avais frappé, j'y suis allé immédiatement, et j'y ai été avec un grand plaisir. Il était naturel que je me jette à l'eau pour ces messieurs. Qu'ils m'en veuillent, c'est possible. S'ils ne m'en voulaient pas, ils auraient tort. Ils peuvent m'en vouloir d'avoir modifié la situation. Je le dis tout haut, cela m'est absolument égal. J'ai un défaut, on me l'a toujours reproché. On dit toujours que la vengeance se mange froide, moi je trouve qu'il est beaucoup plus généreux et plus noble de vaincre toutes ses passions. Je trouve tout naturel le sentiment de ces messieurs. Je ne peux pas dire qu'ils m'ont déplu. Je ne peux pas leur en vouloir de m'en vouloir.

J'arrive maintenant à l'affaire Wessel. Je n'en connais pas les détails, je ne les ai pas oubliés, car je n'ai jamais rien su. J'ai sans doute la maladie qu'on appelle la perte de la mémoire. Par conséquent, dans la circonstance actuelle, je serais très reconnaissant, très franchement reconnaissant, à MM. les officiers qui sont ici en cause, de vouloir bien me rectifier si je me trompe.

Un jour le général Delanne, ou le général de Lacroix, je ne me rappelle pas, vint me trouver, il me dit : « Nous sommes très ennuyés. » Il ajouta... (je ne change pas un mot, je n'ai pas oublié cette histoire avec laquelle on m'a toujours embêté, je la sais par cœur). Il vint donc me trouver en

me disant : « Il y a un espion qu'on appelle Wessel qui est maintenant à Bruxelles et que nous avons employé dans une foule de missions ; il est menacé d'extradition. Il vient de quitter Bruxelles, il est à Nice et il va être arrêté. Il est très embêtant de penser que ce bougre-là, s'il est extradé, peut livrer des pièces qui sont très compromettantes pour le service de la France. Comment faire ? » Il y a un moyen bien simple. Je ne peux pas opérer tout seul, car je suis du service civil. Je rends pleine justice à M. Waldeck-Rousseau, dans cette circonstance. Je me suis précipité chez lui ; je lui ai exposé l'affaire. Il trouva que j'avais mille fois raison. Je vous cite ses paroles textuelles : « Je vais dire à M. Monis, garde des sceaux, d'écrire au Procureur du ressort pour nous aider dans cette affaire-là ; et demain matin, je vous enverrai un agent du service des Renseignements ; seulement vous aurez soin de lui donner une lettre d'introduction pour le nommé Wessel, afin qu'il ne croit pas que c'est un piège. En voyant une lettre du ministre de la Guerre, il dira, c'est le ministre de la Guerre, donc il n'y a pas de danger. » M. Tomps arrive le lendemain matin chez moi. Je ne l'avais jamais vu ; je ne crois pas l'avoir revu depuis. J'avais d'autres choses à faire. Je crois avoir fait ce que l'on désirait, mais je n'ose pas l'affirmer. Je lui ai donné des instructions très sévères. Je crois que l'un de ces deux Messieurs, ou peut-être tous les deux (*montrant les capitaines Mareschal et François*) sont allés à Nice.

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — C'est Fritsch tout seul.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Je l'ai dit tout à l'heure, je ne m'en occupais pas, mais je n'accuse personne. Quelques jours après, je fus interpellé à la Chambre — cela m'arrivait souvent. — A la sortie de la Chambre, il était 7 heures du soir, plusieurs députés, notamment M. Le Hérissé, vinrent à moi, très aimablement, très loyalement, très généreusement me dire : « Vous vous êtes trompé, ou plutôt on vous a trompé. Informez-vous, il y a des papiers qui existent. » C'était un samedi, il était 7 heures du soir, il n'y avait plus personne dans les bureaux. Or, il aurait fallu un personnel assez nombreux pour agir. On remit la chose au lundi matin. Le lundi matin, je fis venir le général Delanne, qui est l'homme le plus respectable du monde. Il prit peut-être mes ordres trop à la lettre, mais je ne l'en accuse pas ; ces messieurs

peuvent en témoigner s'ils le veulent bien. Je ne voulais plus qu'on parle de l'affaire, je l'ai crié par-dessus les toits, c'était ce que l'on appelle mon chapelet de tous les matins. Je l'ai crié, Monsieur le président, dès mon arrivée au Ministère. Tous mes ordres au chef d'état-major général peuvent se résumer en ces mots : « Silence, prudence, pas d'aventures. » Je vous prie de croire que je l'ai crié bien plus après l'affaire. Je viens de vous le dire, je prends ma part très large de responsabilité dans la demande de grâce de Dreyfus ; je la prends aussi large que possible ; si j'avais pu la demander tout seul, je l'aurais fait. Ce n'était pas pour Dreyfus, que je ne connaissais pas, mais je pensais à la France, je n'hésite pas à le dire, je songeais au lendemain, et c'est ce qui fait que j'ai pu en toute liberté, sans conseil aucun, lancer à l'armée mon ordre du jour : « L'incident est clos. Il n'y aura aucune représaille... » Je vous demande pardon de le dire ici car cela a l'air d'être de l'ironie, je vous prie de croire que ce n'est pas par manque de respect pour le Conseil que je le déclare. Je disais : il n'y aura aucune représaille, quelle qu'elle soit. Retournez en paix à vos travaux et associez-vous à l'acte de clémence de M. le président de la République. Par conséquent, j'étais une fois de plus obligé de dire à tout le monde : « Ne me parlez plus de l'affaire. » Je me serais mis en colère si on m'en avait parlé. Le général Delanne, qui est le plus grand homme du monde — mais il ne s'agit pas ici de courage temporel — me trouvait un peu dur à la détente, il se tenait en dehors de la main ; c'est dans sa nature, ce n'est pas sa faute ; il avait peur de me mécontenter. Le général Delanne ne m'avait pas montré les pièces en question ; cela a été prouvé, personne ne l'a contesté. Le lendemain il est venu me montrer, non pas sa faute, car il n'y en avait pas, mais sa manière de voir. Le jour même, je dis : « J'avoue que j'ai menti sans le savoir, » et l'incident fut vidé.

J'arrive donc à ceci : permettez-moi le mot, je ne connais rien de plus bête que l'accusation portée contre les officiers à propos de l'incident de Nice. Je trouve absolument naturel, moi, en bon Jocrisse, que ces officiers aient eu envie de rattraper ces pièces. Ils en avaient le droit et le devoir, vis-à-vis de moi comme vis-à-vis du pays. Mais quant à supposer que ces pièces cachaient des choses qui leur étaient désagréables, je n'en pense pas un mot.

Je vais plus loin. Je vous ai dit, Monsieur le président, que je n'ai jamais rien su de l'affaire Austerlitz. Je ne connaissais pas ce nom. Je n'ai rien su du virement. Le général Delanne est absolument responsable, pour moi ministre, je ne parle pas pour vous, de ce virement, si j'en juge d'après ce que j'ai lu dans les journaux. Il a agi selon son droit. C'est moi qui étais responsable des fonds alloués à l'état-major général. Voyons, quand on s'adresse à un officier quel qu'il soit, j'ajouterai plus spécialement encore, à un général de division, chef d'état-major général ou à un général de brigade, provisoirement, on a confiance. Je n'ai jamais su ce qui se passait là-dedans, cela ne me regardait pas.

Il fallait que le général Delanne en référât à ma décision ; or, il n'avait pas le temps de le faire. Je ne peux pas supposer que le général Delanne n'ait pas demandé... Je n'y étais pas, je ne peux donc pas l'affirmer... à quel but cet argent était destiné. Je ne peux pas admettre que le général Delanne ait éprouvé une émotion, parce que le général Delanne, qui est le plus brave homme du monde, serait venu me la confier, m'en aurait fait part, il serait venu la mettre — pardonnez-moi l'expression — sur mon dos. Or, le général Delanne ne m'en a pas dit un mot. La première fois qu'il en a causé avec moi, c'est il y a quinze jours ou trois semaines. Le général Delanne, après avoir déposé devant vous est venu chez moi, il a voulu me raconter ce qu'il avait dit. Je lui ai répondu : « Silence ! je vous interdis de me dire un mot ; nous avons été des associés, si je puis dire, il ne faut pas que nous ayions l'air d'être des complices. Vous avez dit ce que vous avez voulu dire, je ne veux pas le savoir ; j'entends dire ce que je voudrai, et le Conseil jugera... » Je ne dis pas que nous soyons en désaccord... Je demande pardon de m'être un peu échauffé, mais voilà quatre années que je me condamne au silence le plus absolu. Quand on m'en parle, j'évite de répondre, on me pose des questions par téléphone parfois, et je réponds : zut ! C'est le plus simple... On m'a écrit un beau jour du journal le *Gaulois* ; on me demandait si j'allais laisser massacrer le général Delanne. J'ai répondu que le général Delanne savait parfaitement que je ne suis pas de ceux qui reculent, qui ne savent pas couvrir leurs subordonnés. Le général Delanne, me répondant deux jours après... je n'ai pas la lettre ici, je vous l'enverrai s'il le faut... m'écrivit de

Reims : « Je vous remercie de ce que je lis dans le journal ; je ne suis pas en cause. » L'incident fut terminé.

Je n'ai aucun soupçon, je n'en ai jamais eu et je n'en ai jamais manifesté à qui que ce soit... Les généraux Delanne, Brault, de Lacroix et Davignon — ce dernier qui était mon confident de tous les instants, qui serait au besoin mon aide-mémoire, parce qu'il a tout su, qui avait pour ces messieurs une affection toute spéciale et le manifestait en toutes circonstances — ne m'en ont jamais dit un mot.

A cette époque, Monsieur le Président, tout le monde étant soupçonné, tout le monde craignant d'être l'objet ou la victime de soupçons, le général Delanne, le général de Lacroix ou le général Davignon m'auraient dit : « On suspecte l'honorabilité des officiers de la S. S. ; on suspecte l'honorabilité du colonel Rollin. » Ils auraient eu tort de ne pas me le dire, parce que c'était à moi à savoir à quoi m'en tenir ; ce mot-là, n'a jamais été prononcé, et après avoir été un massacreur — car j'ai été un massacreur — après avoir massacré ces messieurs... je veux bien les avoir massacrés parce qu'ils ont une manière de comprendre leur mission qui n'est pas la mienne, je suis heureux de pouvoir être utile à quelque chose.

Je ne crois pas avoir oublié quelque chose dans ma déposition. Si cela m'était arrivé, je suis prêt à répondre sur tous les points où l'on voudra m'interroger.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez indiqué l'affaire Wessel et ce qui a rapport à M. Tomps.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — M. Tomps est venu chez moi ; je lui ai remis la lettre que M. Waldeck-Rousseau m'avait demandé la veille de faire ; j'ai pu causer pendant deux ou trois minutes de la mission, je ne l'avais jamais vu, je crois que le matin... je n'en suis pas bien sûr... après avoir vu M. Waldeck-Rousseau, j'avais demandé au général Delanne ce qu'était M. Tomps. Il m'avait probablement répondu — je ne l'affirme pas — que M. Tomps était un membre de la Sûreté qui avait été en rapports avec la S. S., que, par conséquent, il était probablement très bien choisi. Je n'avais aucune raison de supposer que M. Tomps fût en désaccord spécial avec les officiers de la S. S., mais, je vous le répète, si j'ai demandé la séparation, l'éparpillement des membres de la Section, c'est parce que je ne souhaite à personne d'être ministre de la Guerre, dans les conditions dans lesquelles je l'ai été ; je ne connais pas de pilule plus mauvaise à avaler...

J'ai été ministre de la Guerre, pourquoi? C'est parce que j'ai un goût malheureux pour ce que l'on appelle les combats, l'âge n'a pas pu l'amortir. J'avais eu, durant ma carrière, tout ce que je voulais au-delà de mes mérites, j'avais eu tout ce qu'on peut avoir ; quinze ans de grade de grand-croix de la Légion d'honneur, dix ans de médaille militaire ; qu'est-ce que je pouvais espérer de plus? Des coups ! J'aime les coups... donc, je le dis très hautement, je ne regrette pas un seul instant d'être entré au Ministère de la Guerre, je ne regrette pas un seul instant d'en être sorti.

On vous a parlé d'une lettre que m'aurait envoyé Wessel. Il en a été question au débat. Il est possible que je l'ai vue, mais je ne l'ai pas lue. Elle était en allemand ou en français, je n'en sais rien. Tout le courrier arrivait au cabinet, ce courrier s'éparpillait dans les directions. Il est probable que si j'ai reçu la lettre de Wessel, j'ai dit : qu'est-ce que cette saleté? Le général Delanne l'aura fourrée dans la chemise du courrier et l'aura envoyée à l'Etat-major général. On ne m'en a pas parlé, cela n'a pas d'importance.

Je ne faisais pas de confidence, je n'en avais pas le moyen. Ce n'est pas dans mes habitudes... J'ai l'abord un peu hautain, c'est une forme extérieure, cela ne tient pas au cœur. Je tiens à le crier très haut. Je n'ai jamais cessé de protester devant la Chambre des députés de l'honorabilité de ces Messieurs. Je les ai couverts autant qu'un homme peut couvrir d'autres hommes.

M^e AUFFRAY. — Nous n'avons qu'à remercier M. le général de Galliffet des déclarations d'une netteté absolue qu'il a voulu faire et qui détruisent de fond en comble la légende créée par M. Toms.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un mot dans l'interrogatoire du capitaine François qui s'est plaint amèrement d'avoir été renvoyé sans avoir été interrogé.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — J'ai toujours répondu avec netteté absolue. Je dis et je maintiens que si des officiers ne sont pas entrés dans mon cabinet n'importe quel jour, c'est, ou qu'ils n'avaient rien à me dire, ou par une timidité que j'excuse, mais qui n'était pas autorisée... Je ne crois pas que M. François puisse dire que je lui ai jamais refusé ma porte.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Vous ne m'avez jamais refusé votre porte, je n'ai pas cru devoir me présenter.

M. DE GALLIFFET. — Je ne vous critique pas, je le regrette ; je ne crois pas que la conversation que nous aurions pu avoir ensemble aurait modifié ma décision, puisqu'elle ne vous concernait pas, mais j'aurais eu le plus grand plaisir à vous recevoir. Ce n'est pas parce que vous êtes l'orateur très distingué que l'on a constaté ici, c'est la dernière chose dont je vous fais mon compliment. Nous avons assez d'orateurs, nous en mourrons.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je ne le suis qu'accidentellement.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Je n'en ai pas causé avec d'autres personnes, nous étions tous dans un état de suspicion perpétuel.

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — On me l'avait dit.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Il en résulte qu'il y a certaines familiarités de camarades que j'aurais eues en d'autres temps et pas à cette époque. J'ai la plus grande confiance en M. le général Delanne et M. le général de Lacroix. Je suis convaincu qu'ils me faisaient l'honneur d'avoir en moi la même confiance. D'abord, j'étais un parapluie, c'est ma profession... Mais enfin les généraux Delanne et de Lacroix devaient passer leurs nuits et leurs jours à trembler, car nous tremblions tous, moi tout autant que les autres. Le général de Lacroix et le général Delanne auraient pu dire : « Pourquoi ne cause-t-il pas aux autres officiers, se méfie-t-il d'eux ?... » C'était une situation spéciale.

Je ne crois pas que jamais un ministre, sauf ce petit incident de la bataille, à propos de la belle Hélène, ait marché plus librement que je n'ai marché. Je dois dire qu'aucun de mes collègues n'était de mon opinion. Aucun ne l'a soupçonné ou ne me l'a jamais dit. J'ai une responsabilité absolue, je suis responsable de tous mes actes, et je suis prêt à les défendre tout seul, sans personne, le jour où on voudra. Je ne vous en dis pas plus long, parce que... le secret professionnel... jamais une fiche n'est entrée chez moi. Jamais je n'ai causé avec un agent de la Sûreté générale en dehors du jour où j'ai vu M. Toms, et je me serais cru absolument déshonoré si j'en étais arrivé là. Si j'avais des confidences à faire, j'avais le droit et le devoir de les faire au Président du Conseil. Je vais vous citer un fait qui vous prouvera l'état d'esprit d'alors, — je vous demande pardon d'être un peu long.

Un jour, un officier du Ministère de la Guerre, de l'Etat-major général, qui ne faisait pas partie de la section, un charmant jeune homme, vint me trouver pour me montrer une pièce qui, selon lui, avait trait au procès Dreyfus. Je crois que le Conseil de Guerre avait ou allait commencer. Moi, pas malin, je lis cette pièce, et je lui dis : « Elle ne tient pas debout. » J'ajoutai : « Il y a une chose bien simple à faire, envoyez-la à M. le Président du Conseil de Guerre à Rennes. Il en fera ce qu'il voudra. » Il me dit : « Vous n'êtes cependant pas dreyfusard ? » Je lui répondis : « Mon cher ami, je ne suis rien du tout. Pour moi, du jour où la Cour de Cassation, à tort ou à raison, cela ne nous regarde pas, a cassé le jugement du Conseil de Guerre, Dreyfus, que je ne connais pas, a cessé d'être un coupable pour devenir ce qu'on appelle un prévenu. Je crois donc devoir me conduire vis-à-vis de lui comme vis-à-vis d'un prévenu. Adressez-vous au Président du Conseil de Rennes. »

Qu'a-t-il fait de cette pièce ? Je n'en sais rien. Je n'ai pas connu les juges de Rennes. Je n'en ai jamais vu un. Il n'y a pas un Français au monde qui sache moins que moi ce que c'est que l'affaire Dreyfus. Je crois — c'est peut-être un peu prétentieux, ce que je vais vous dire — que ce qui fait que M. Waldeck-Rousseau a tant insisté pour me faire accepter le portefeuille de la Guerre, c'est pour deux raisons, la première, c'est que je le connaissais, M^e Chenu vous dira que M. Waldeck-Rousseau a plaidé pour moi contre lui...

M^e CHENU. — Oui, j'ai plaidé contre vous, mon général, et je ne m'en vante pas.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Pour moi, tous les journaux sont égaux. M. Waldeck-Rousseau avait constaté que je ne savais rien de l'affaire Dreyfus, que par conséquent, je n'étais ce qu'on appelle, ni dreyfusard, ni anti-dreyfusard, donc que j'étais à l'abri de toute espèce d'idée préconçue. La deuxième raison — c'est peut-être un peu orgueilleux, — c'est qu'il savait que j'avais de la poigne et que je taperais sur tout le monde, si c'était nécessaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez plus rien à ajouter ?

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un qui soit plus neutre que moi. Dieu merci, s'il m'est permis d'exprimer un vœu, ce sera celui-ci : que ce soit fini, mon Dieu, nous en avons tous par-dessus la tête ! — je vous demande pardon du mot.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Oui, je suis très heureux de parler pour eux.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Mon départ du Ministère a été d'autant moins une mesure de défaveur qu'à ce moment M. le général de Galliffet a bien voulu me donner un congé de trois mois avec solde de présence pour en jouir à Paris...

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Pas sur les fonds secrets !

M. LE LIEUTENANT-COLONEL ROLLIN. — Non, c'est pour m'éviter le déplacement de Guingamp. Deux mois après, j'ai été nommé lieutenant-colonel. Par conséquent, si c'est à la suite de faute grave que j'ai été renvoyé, c'est à donner envie d'en commettre quelquefois.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — Je ne méprise aucun emploi, chacun remplit le sien, selon ses moyens, sa bonne ou mauvaise fortune. Voulez-vous me permettre de tendre la main à ces Messieurs ?

(*Au capitaine François*). Vous continuez à m'en vouloir, n'est-ce pas ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Non, mon général.

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET. — J'ai un mot à dire en terminant : on a dit au cours des débats — je crois que c'est M. le capitaine François — que M. Przyborowski avait été pour quelque chose dans mon départ. Non ; j'en avais plein le dos de la politique, on ne m'y reprendra plus, vous pouvez être tranquilles. Je tiens à le dire franchement. Je me sentais absolument incapable, je l'avoue, il fallait mieux et plus digne que moi.

M. le général Metzinger

M. LE PRÉSIDENT. — Vos nom et prénoms ?

M. LE GÉNÉRAL METZINGER. — Metzinger, Léon, Frédéric, Hubert.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre âge ?

M. LE GÉNÉRAL METZINGER. — 62 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Votre grade ?

M. LE GÉNÉRAL METZINGER. — Général de division.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE GÉNÉRAL METZINGER. — Je connaissais le capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'ai pas de question à vous poser, mon général. Messieurs les défenseurs, quelles questions voulez-vous poser ?

M^e CHENU. — M. le président, je vous prierai de demander à M. le général Metzinger ce qu'il pense du capitaine François d'une manière générale, et, en particulier, de lui demander s'il croit le capitaine François capable de commettre des détournements pour un objet quel qu'il soit, des détournements de fonds confiés à sa vigilance ?

Enfin, lorsque le général Metzinger commandait la 29^e division, voulez-vous, Monsieur le président, lui demander quel était l'officier chef de service du capitaine François et ce que cet officier disait au général Metzinger du capitaine François ?

M. LE GÉNÉRAL METZINGER. — Le capitaine François était attaché depuis 3 ans à l'Etat-major de la 29^e division lorsque je pris le commandement de cette division. Il me fut présenté par le chef d'état-major d'alors, aujourd'hui le général de division Durand, comme un officier zélé, bien au courant de son service, très sûr et dans lequel on pouvait avoir toute confiance.

Plus tard, mon second chef d'état-major, le commandant Gardillet, aujourd'hui colonel du 199^e, appréciait de la même façon le capitaine François ; il lui laissait une très grande initiative, et il m'a manifesté plusieurs fois le regret de ne pas le voir figurer au tableau d'avancement, ce qu'il estimait devoir être la récompense de ses bons services.

En ce qui me concerne, je n'avais qu'incidemment à m'occuper des fonctions spéciales du capitaine François. J'ai eu pourtant, à plusieurs reprises, occasion de constater, non seulement les services et les bons résultats qu'il obtenait, mais aussi le tact et le jugement dont il faisait preuve. Je puis par conséquent déclarer que la plus grande surprise que j'ai pu éprouver dans ces dernières années a été celle d'apprendre l'accusation de vol dont le capitaine François était l'objet. Elle n'a, du reste, en rien diminué l'estime que j'avais pour lui, qui reste toute entière et que je suis heureux de lui témoigner.

M. LE PRÉSIDENT. — Pas de question, Monsieur le commissaire du Gouvernement?...MM. les défenseurs?...(au témoin). C'est bien du capitaine François que vous avez voulu parler?

M. LE GÉNÉRAL METZINGER. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous pouvez vous retirer, le Conseil vous remercie.

M^e AUFFRAY. — Nous demandons maintenant de vouloir bien faire venir successivement deux personnes : MM. Monteran et Deglas, qui sont deux honorables négociants de Paris qui ont accompagné M. Czernuski à Rennes. Nous ne les connaissions pas, nous avons pu nous procurer leurs noms, il est intéressant de savoir d'eux dans quelles conditions ils ont accompagné Czernuski à Rennes.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous introduire M. Montéran.

M. Montéran

*Raphaël-Valentin, 50 ans, rentier,
171, boulevard Péreire, Paris.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés?

M. MONTERAN. — Je les ai vus pour la première fois le 25 octobre, lorsque j'ai répondu à l'appel des témoins.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'êtes ni leur parent, ni leur allié, vous n'êtes pas à leur service, ni eux au vôtre ?

M. MONTERAN. — Non.

M^e AUFFRAY. — Voici la question que nous avons à poser. M. Monteran a connu Czernuski, il l'a accompagné à Rennes ; peut-il dire dans quelles circonstances il l'a connu et dans quelles circonstances il l'a accompagné à Rennes ? Il est bien entendu que nous ne disons pas un mot de l'affaire Dreyfus en temps que déposition de M. Czernuski, cela ne nous regarde pas.

M. MONTERAN. — J'ai connu Czernuski, en 1894, dans les circonstances suivantes : à cette époque vivait dans une maison de famille, à Passy, un vieil ami de ma famille, M. de Ponthéry ; c'était un républicain de 1848, très libéral, libre-penseur, un honnête homme dans toute l'acception du mot. Ma famille et moi, nous allions fréquemment voir M. de

Ponthéry, il nous retenait fréquemment à dîner. Un soir que je restai à dîner avec lui, il me présenta M. de Czernuski. J'eus l'occasion, différentes fois, de retrouver M. de Czernuski, toujours dans cette pension de famille, et je le vis ainsi à différentes reprises jusque vers la fin de 1895.

A la fin de 1895, Czernuski m'annonça son mariage avec Mlle Serrurier, et je le perdis de vue jusqu'en 1899.

En 1899, au milieu du mois de juillet, aux environs de la Fête nationale, je rencontrai Czernuski à Paris, et nous reliâmes connaissance. Il me dit qu'il arrivait des environs de Caen pour soutenir à Paris un procès qui était pendant devant la Cour d'appel. Nous causâmes, et la grande affaire du moment, qui était la préoccupation générale, vint naturellement dans notre conversation. Il m'invita à aller le voir dans son hôtel, l'hôtel de Castille. Je m'y rendis, et c'est là que nous entrâmes en conversation plus grande et qu'il me fit part des termes de sa déposition.

Je retrouvais Czernuski à l'hôtel de Castille avec sa femme et ses trois enfants. Czernuski était une nature franche, loyale, ouverte, incapable de dissimulation. Mme Czernuski était une femme mince, petite, très bonne, excellente mère de famille, française dans l'âme et profondément patriote. J'appris dans une conversation que j'eus avec M. et Mme Czernuski tous les détails de la déposition de Czernuski.

M. LE PRÉSIDENT. — Qui n'avait pas encore été faite ?

M. MONTERAN. — Je vais le dire dans un instant.

Frappé de l'importance et de l'intérêt des détails que j'avais sur Czernuski, j'en causai avec un type de mes amis, M. Deglas, et avec lui nous allâmes trouver M. Quesnay de Beaurepaire de façon à causer avec lui de cette déposition, lui demander son avis. Quand nous vîmes M. Quesnay de Beaurepaire, il nous dit dès la première parole : « Mais je la connais, cette déposition, c'est celle de Czernuski, j'ai reçu la visite de Czernuski au mois de juin dernier. » Par la suite, M. Quesnay de Beaurepaire porta lui-même, le 22 juillet, je crois, la déposition de Czernuski au colonel Jouaust, président du Conseil de guerre de Rennes.

Je continuai à voir Czernuski fréquemment pendant les mois de juillet et d'août. M. de Czernuski continuait à poursuivre sa déposition. Il était étranger, il était venu à Paris pour soutenir un procès contre son beau-père et il craignait,

s'il se mettait en évidence et en avant, d'être expulsé. Mme de Czernuski, toujours sous l'impression du même sentiment de Française et de patriote, soutenait son mari et l'engageait constamment à poursuivre sa déposition et à faire le nécessaire pour être entendu.

Je sais que, vers le milieu du mois d'août, Mme de Czernuski écrivit elle-même au colonel Jouaust. Au bout de quelques jours, ne recevant pas de réponse, M. de Czernuski écrivit de son côté au colonel Jouaust. Mais, malgré cette lettre, M. de Czernuski était toujours dans la même hésitation, et quant à moi, je croyais qu'il n'irait pas plus loin.

Un samedi de septembre, dans la journée, M. de Czernuski vint me dire que, décidément, il avait pris son parti, que sa résolution était formelle, qu'il partait le soir même pour Rennes; il me demanda si je voulais l'accompagner. J'acceptai. Je fis part de cette détermination et de mon départ à mon ami M. Deglas, lui demandant s'il voulait m'accompagner. M. Deglas ne demanda pas mieux, et c'est ainsi que nous partîmes, le samedi soir, tous les trois pour Rennes.

Nous arrivâmes à Rennes le dimanche matin. A peine arrivés, M. de Czernuski — en effet sa grande préoccupation était d'être entendu par le Conseil de Guerre, — alla d'abord trouver le général Roget. Le général Roget lui fit un accueil plutôt froid. Il lui répondit qu'il ne le connaissait pas, qu'il était étranger, qu'il ne voulait intervenir en quoi que ce soit dans sa déposition, qu'il ne voulait y être mêlé en rien, qu'il ne lui donnait absolument aucun avis, qu'il ne voulait rien lui dire.

M. de Czernuski, en quittant le domicile du général Roget où il avait été ainsi accueilli, s'en alla chez le général Mercier. Chez le général Mercier, l'accueil fut absolument le même, peut-être avec plus de forme que chez le général Roget, mais au fond exactement la même chose. Le général Mercier dit à M. Czernuski : « Je ne vous connais pas, vous êtes étranger, vous ferez ce que vous voudrez, mais je ne veux intervenir en rien, je ne veux être mêlé en rien à ce que pouvez faire. »

Au sortir de chez le général Mercier, M. de Czernuski chercha qui il pourrait aller voir, et il alla chez M. Cavaignac. Chez M. Cavaignac, l'accueil fut exactement le même sous des formes plus polies encore, si vous le voulez, mais le fond a

été exactement la même chose. M. Cavaignac a dit à M. de Czernuski : « Je ne veux pas me mêler de votre déposition, vous ferez ce que vous voudrez ; cela ne me regarde pas. »

En quittant M. Cavaignac, M. de Czernuski alla trouver le Commissaire du gouvernement, le commandant Carrière. Le commandant Carrière commença par ne pas vouloir recevoir M. de Czernuski ; il lui fit dire qu'il était très occupé, qu'il n'avait pas le temps de le recevoir. Après l'avoir entendu, le commandant lui dit de revenir le lendemain matin au Conseil de guerre de Rennes, qu'il lui ferait savoir s'il serait entendu ou non.

Je passai le restant de la journée à Rennes, et, appelé par une affaire urgente à Paris, je pris le train le dimanche soir. Je ne puis pas vous donner d'autres détails sur ce qui s'est passé à Rennes après mon départ.

Lorsque M. de Czernuski revint de Rennes, où sa femme avait été le chercher, il était tombé malade. Quand je le revis, je constatai qu'effectivement il était revenu dans un état de santé un peu altéré.

J'ai vu M. de Czernuski pour ainsi dire constamment depuis ce moment-là, qui était le 7 ou le 8 septembre, jusqu'au moment où M. de Czernuski partit en Algérie au commencement de janvier 1900.

Je puis dire une chose au Conseil : c'est que M. de Czernuski a eu exactement la même vie, les mêmes habitudes, les mêmes dépenses au mois de septembre 1899, que deux mois plus tôt, que deux ou quatre mois plus tard.

Monsieur et Madame de Czernuski vivaient de fonds qui leur étaient remis par leur avoué, qui avait été nommé par les tribunaux séquestre des biens de la famille de Mme de Czernuski pendant le procès, et ces fonds leur étaient remis suivant décision prise en Chambre du Conseil du Tribunal, décision qui était exécutée chaque fois que les époux de Czernuski avaient besoin d'argent.

Lorsque M. et Mme de Czernuski eurent gagné leur procès à la Cour d'Appel, à la fin du mois de novembre, ils prirent leurs dispositions sur l'ordre du médecin pour partir dans un pays chaud. Ils choisirent l'Algérie. Avant leur départ, ils m'ont remis tous les deux une procuration générale pour l'exécution de l'arrêt de la Cour d'Appel, procuration qui m'a été donnée devant M. Lavis, notaire à Paris. J'ai passé

tous les actes nécessaires pour l'exécution de cet arrêt. Mme de Czernuski est morte au mois d'août 1900. Règlement de tous les comptes a été fait au mois de septembre 1900.

Maintenant, mon général, si vous avez d'autres questions à me poser?...

M. LE PRÉSIDENT. — La question de Czernuski est incidente dans le procès. Vous venez de nous donner tous les détails intéressants. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de poursuivre, à moins que Messieurs les défenseurs ne le désirent.

M^e AUFFRAY. — Le témoin pourrait-il dire quelle était l'appréciation, sur M. de Czernuski, du séquestre avec lequel il était en rapport pour la liquidation.

M. MONTÉRAN. — J'ai eu l'occasion, depuis cette époque, de revoir le séquestre, avoué de M. et Mme de Czernuski. Nous avons causé de M. de Czernuski, et, naturellement, nous avons été amenés à parler de cette accusation qui a été portée contre lui, et contre laquelle, moi qui connais M. de Czernuski, je m'élève avec énergie. J'ai trouvé chez le séquestre exactement la même opinion que chez moi. Bien plus, il me dit : « Moi, qui ai vu M. de Czernuski, pour ainsi dire tous les jours depuis son arrivée de Caen à Paris jusqu'à son départ pour l'Algérie, puisqu'il n'a pas quitté mon étude, je suis certain que s'il avait eu en mains et à sa disposition n'importe quelle somme d'argent en dehors de celui que je lui versais, je m'en serais immédiatement aperçu, car M. de Czernuski était un homme incapable de dissimuler une somme d'argent qu'il aurait eue entre les mains. »

UN MEMBRE DU CONSEIL. — Je voudrais demander au témoin si, avant la déposition de M. de Czernuski devant le Conseil de Guerre de Rennes, il a constaté que M. de Czernuski, soit par sa tenue, soit par ses habitudes, pouvait être considéré comme ayant besoin d'argent.

M. MONTÉRAN. — Il était à ma connaissance que M. de Czernuski ne vivait qu'avec les ressources que lui fournissait le séquestre de la fortune de Mme de Czernuski. Chaque fois que M. et Mme de Czernuski avaient besoin d'argent, c'était à leur avoué qu'ils s'adressaient, et le Tribunal, en Chambre du Conseil, décidait de donner aux époux de Czernuski l'argent qui leur était nécessaire.

LE MÊME MEMBRE DU CONSEIL. — Et à votre avis, cet argent était suffisant pour subvenir à leurs besoins ?

M. MONTÉLAN. — Parfaitement.

LE MÊME MEMBRE DU CONSEIL. — Quelle impression vous faisait cet homme ? Était-ce une personne honorable ?

M. MONTÉLAN. — M. de Czernuski se tenait très bien, et je le considère comme un homme des plus honorables. Il est, je le répète, d'une loyauté absolue. C'était un homme qui n'aurait certainement pas accepté d'entrer dans une combinaison comme celle consistant à vendre son témoignage. Mais, à côté de M. de Czernuski, n'oubliez pas qu'il y avait Mme de Czernuski qui, dans sa fragilité de femme, était une femme de caractère, absolument loyale, et qui aurait empêché son mari de faire une chose semblable. De même que Mme de Czernuski a poussé son mari et que c'est elle la cause déterminante du témoignage de M. de Czernuski à Rennes, de même, elle aurait été la cause déterminante de l'abstention complète de M. de Czernuski, dans l'acte qui est la base de l'accusation portée contre lui.

M^e CHENU. — Dans cet ordre d'idées, le témoin ne disait-il pas tout à l'heure que le nom de jeune fille de Mme de Czernuski était Serrurier...

M. MONTÉLAN. — Oui, c'est la petite-fille du maréchal Serrurier. Chez elle, son souvenir de petite-fille d'un soldat du premier empire était dominant...

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que nous sommes maintenant assez édifiés sur ce point (*au témoin*) : c'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. MONTÉLAN. — Je ne les connais pas.

M^e AUFRAY. — M. le Président voudrait-il demander au témoin quel est, à sa connaissance, le montant des sommes que M. de Czernuski a touchées au moment de l'exécution de l'arrêt ?

M. LE PRÉSIDENT. — Est-ce la somme annuelle ?

M^e AUFRAY. — Non, le total, c'est-à-dire le résultat du procès.

M. MONTÉLAN. — M. de Czernuski avait à toucher à peu près 210.000 francs en argent et 69.000 francs de bijoux.

M. LE PRÉSIDENT. — Soit, au total, 280.000 francs.

M. AUFRAY. — Oui, et j'en aurai la confirmation par l'arrêt authentique que j'ai fait lever.

Monsieur le Président veut-il bien faire demander M. Deglas, qui déposera sur le même point ?

M. Deglas

*Gustave-Edouard-Marie, 62 ans, négociant industriel
au Vésinet.*

M^e AUFRAY. — Nous avons à demander à M. Deglas, comme à M. de Montéran, ce qu'il connaît de Czernuski et très particulièrement, comme il ne le connaissait pas avant juillet 1899, dans quelles conditions M. Deglas est entré en relations avec Czernuski et l'a accompagné à Rennes?

M. DEGLAS. — J'ai fait la connaissance de Czernuski par M. de Montéran mon ami, qui le connaissait depuis un certain nombre d'années. Il s'était présenté chez moi sous ce titre d'abord et sous les auspices posthumes de M. Ponthéry, un vieil ami très honorable. Je n'avais aucune raison de fermer ma porte, dans ces conditions, à Czernuski. De plus, j'avais entendu parler de lui comme témoin à l'affaire de Rennes; c'était donc une raison pour qu'il pût avoir des choses intéressantes à nous dire. Il vint deux ou trois fois chez nous; il était très hésitant à témoigner, à répondre; il me semblait avoir des raisons majeures pour cela; il était en procès contre son beau-père, le comte Serrurier, et il craignait beaucoup que lui, étranger, ne soit expulsé de France, à la suite de l'émotion que pourrait créer sa déposition.

Mais Mme Czernuski était une jeune femme charmante du reste, très douce, très patriote, petite-fille du maréchal Serrurier, et elle l'engageait à y aller; il subit l'influence de sa femme, finit par se décider, et, le samedi 2 septembre, il m'écrivait : « Je pars pour Rennes; voulez-vous y venir, vous me ferez plaisir. » Il vint me trouver, me dit qu'il était décidé à aller à Rennes, me demanda si cela m'intéresserait d'y aller, ainsi que M. de Montéran. La chose me paraissait fort intéressante d'assister à ces débats dont parlait la France entière et même le monde, et je me décidai à aller à Rennes.

Nous arrivâmes le dimanche matin à Rennes. J'assistai aux démarches qu'il fit pour se faire entendre, en curieux, tout à fait indépendant, car je n'étais pas du même avis que M. de Czernuski, et, par conséquent, je conservais une entière impartialité. Je pus voir M. de Czernuski s'adresser au général Roget d'abord, puis au général Mercier, afin de savoir com-

ment il pourrait s'y prendre pour se faire entendre par le Conseil. Il dit à ces Messieurs ce qu'il avait à leur dire, et ils refusèrent formellement d'intervenir. M. de Czernuski alla chez M. Cavaignac qui lui tint un langage...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous assistiez à ces entrevues ?

M. DEGLAS. — Oui, ces Messieurs n'avaient pas du tout l'air disposés à se prêter au témoignage de Czernuski. Du reste, ils semblaient complètement ignorer son existence et surtout son témoignage.

M. de Czernuski se décida alors à aller trouver le commandant Carrière ; avec beaucoup de peine, il se fit entendre et put obtenir une audience. M. le commandant Carrière l'écouta avec plus d'attention que les généraux, lui dit de préparer sa déposition et de se trouver le lendemain matin au Conseil de Guerre, qu'il lui ferait savoir, lors de l'ouverture, s'il serait ou non entendu. Le lendemain, en effet, M. de Czernuski se présenta, il fut appelé et fit la déposition que vous connaissez...

M. LE PRÉSIDENT. — Elle était à huis-clos ?

M. DEGLAS. — Il y a eu une première déposition publique ; le huis clos a eu lieu le surlendemain. A la suite de l'émotion causée par la déposition qu'il avait faite, il tomba malade ; il avait été très impressionné par les réflexions qu'on lui fit, les menaces même qu'il eut à subir, et, quand vint le huis-clos, mercredi matin, il était dans un état de santé très précaire. On fit venir le médecin qui l'a soigné, cela lui avait causé en somme une très grande impression.

M^e AUFFRAY. — Le témoin pourrait-il entrer dans des détails plus complets en ce qui concerne ce qui s'est passé entre la fin de la déposition de M. de Czernuski et le jour du huis-clos. M. de Montéran était reparti le dimanche matin ; le témoin est resté avec Czernuski.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes rentré avec Czernuski ?

M. DEGLAS. — Non, je suis parti après la déposition à l'audience de huis-clos.

Maintenant, il est probable qu'il serait intéressant pour le Conseil de savoir qui était M. de Czernuski et son caractère.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela nous a déjà été dit.

M^e AUFFRAY. — Il y a deux ou trois faits, peut-être, qui seraient intéressants.

M. DEGLAS. — Bien des gens ont traité M. de Czernuski de

chevalier d'industrie, de rastaquouère : M. de Czernuski était un homme simple, gai, bon enfant, enjoué même. Il y a un fait qui s'est passé à Rennes qui vous dépeindra son caractère, qui ne manquait pas d'une pointe de chevaleresque. Vous allez voir. Après l'audience du Conseil, il avait essuyé des menaces. Très ému, il était rentré chez lui. Quelque temps après, la Sûreté générale lui envoyait un de ses délégués pour lui dire qu'elle mettait à sa disposition un inspecteur pour le protéger en cas de besoin. « Quant aux conseils, lui disait-on, nous ne pouvons vous en donner qu'un seul, c'est d'avoir toujours dans votre poche un revolver chargé. » Il s'en va avec son inspecteur chez un armurier, et pendant qu'il choisissait des cartouches, il regarde à travers le vitrage, il croit reconnaître dans un individu qui passait l'assassin de M^e Labori. Il court aussitôt communiquer son impression à l'inspecteur, disant : « Cela semble bien être le signalement donné. » Il s'empare de l'individu, le conduit au poste avec l'inspecteur. Personne pour le recevoir. L'inspecteur va chercher des agents à la Sûreté générale et, pendant ce temps, charge M. de Czernuski de surveiller l'individu arrêté. Il revint un instant après, rayonnant. « Mais qu'avez-vous donc ? — Je viens de faire la chose la plus extraordinaire du monde. J'ai arrêté l'assassin de M^e Labori, il ne pourra plus m'en vouloir, Labori, d'être venu à Rennes. »

C'était un caractère comme cela qui aurait pu commettre un de ces actes blâmables et si graves : je ne puis le croire. Remarquez que je n'ai pas revu Czernuski depuis, et que je l'ai peu connu avant.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous remercie de votre déposition, mais nous ne pouvons pas nous égarer.

M^e AUFFRAY. — Nous ne nous intéressons pas du tout à la déposition de M. de Czernuski. Nous ne nous y engageons qu'accidentellement. Mais on a parlé de dépenses considérables que M. de Czernuski aurait faites à Rennes. Le témoin, qui a vécu avec lui, peut-il nous édifier ?

M. DEGLAS. — La chose est facile à établir. Quand j'ai quitté Rennes le mercredi matin, après le huis-clos, M. de Czernuski avait télégraphié à sa femme de venir, je ne pouvais rester plus longtemps avec lui et me constituer sa garde-malade. J'ai demandé les frais d'hôtel, on m'a présenté une note, et on a cru devoir mettre la note de M. de Czernuski

sur la mienne, quitte à ce que nous nous entendions. Elle s'élevait à 88 fr. 80. Vous voyez que ce n'est pas excessif, y compris la visite du médecin et les médicaments.

J'ai, du reste, la note.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous remercie, c'est tout à fait étranger au débat.

M^e AUFFRAY. — En dehors des témoins de moralité, il reste un des témoins de M. le capitaine Mareschal, M. Henri Larivière, entrepreneur de transports à Lunéville.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons l'entendre.

M. Henri Larivière

35 ans, entrepreneur de transports à Lunéville.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LARIVIÈRE. — Je connais Henri Mareschal, je ne connais pas les autres.

M^e HENRY BONNET. — Je vous prierai, Monsieur le Président, de vouloir bien poser à M. Larivière la question suivante : M. Larivière n'a-t-il pas été entendu à Lunéville par un juge d'instruction, et veut-il me dire quelles sont les questions qui lui ont été posées ?

M. LARIVIÈRE. — J'ai été interrogé à Lunéville, au mois de juillet dernier, par un juge du tribunal de Lunéville, qui était juge enquêteur, et qui m'a demandé si je connaissais Henri Mareschal. J'ai répondu que je le connaissais, que c'était mon ami. Il m'a demandé des renseignements tout à fait vagues, et je ne lui ai pas dit de choses bien intéressantes. Il m'a demandé si Henri Mareschal m'avait parlé de ses affaires dans plusieurs occasions. J'ai dit que souvent, quand il revenait en permission à Lunéville, comme il était attaché au 2^e bureau, tous ses camarades lui demandaient, et c'est tout naturel, des renseignements sur les choses intéressantes qui se passaient. A ce moment se déroulait le procès de Rennes ; Mareschal terminait toujours les explications ou les renseignements qu'il voulait bien nous donner, renseignements qui étaient toujours assez vagues, par ces mots : « Je te jure, je te donne ma parole d'honneur que Dreyfus est coupable. »

Voilà ce que j'ai dit au juge enquêteur. Il m'a demandé : « Croyez-vous que le capitaine Mareschal, étant très patriote — je le lui avais dit — soit capable de faire quelque chose de mal dans un but patriotique ? » J'ai dit qu'à cela je ne pouvais pas répondre.

M^e HENRY BONNET. — A-t-on posé au témoin des questions sur les dépenses que faisait le capitaine Mareschal ?

M. LARIVIÈRE. — On n'a pas attaché beaucoup d'importance à cela.

M^e HENRY BONNET. — Nous avons fait venir M. Larivière simplement pour établir la matérialité de l'enquête faite à Lunéville.

M^e AUFFRAY. — C'est une enquête qui n'a pas été versée à notre affaire.

M. LE PRÉSIDENT. — Les résultats n'en paraissent pas graves.

M^e HENRY BONNET. — Si les résultats sont favorables aux accusés, nous n'en savons rien. Il nous paraît ici tout à fait extraordinaire, et je livre ceci aux méditations de M. le Commissaire du Gouvernement, que dans une instruction criminelle, on puisse, en dehors de l'instruction, faire des enquêtes dont les résultats peuvent être, ou ne peuvent pas être versés aux débats selon que ces résultats sont, ou non, favorables aux accusés. C'est tout à fait extraordinaire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Voulez-vous me permettre un mot. Au mois de juillet dernier, M. le capitaine Mareschal n'avait pas affaire qu'à nous ; la Cour de Cassation avait peut-être intérêt à savoir si un télégramme avait été envoyé de Lunéville à M. Przyborowski ; il est possible que l'enquête ait été faite par ailleurs.

M^e HENRY BONNET. — Je n'impute en aucune espèce de façon la responsabilité de ce fait à l'accusation ; mais dans un temps où on parle si haut de la forme et de la publicité de l'instruction et des débats, je crois qu'il est bon de signaler ce fait, de la part de la Cour de Cassation, qu'au cours d'une instruction criminelle, et précisément sur les faits qui étaient reprochés aux accusés alors en prison, on se livrait, par l'intermédiaire de M. Hennion, à des enquêtes, et que les résultats de ces enquêtes n'étaient pas communiqués à la défense.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Qui, on ?

M^e HENRY BONNET. — La Cour de Cassation.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Nous ne sommes pas à la Cour de Cassation.

M^e HENRY BONNET. — C'est possible; mais il n'en est pas moins vrai, qu'il y a quelque chose d'anormal dans ce fait, que voici une poursuite ouverte à la requête de M. le Procureur général près la Cour de Cassation, et que, lorsque l'instruction est ouverte, et que, par conséquent, la Cour de Cassation doit être nécessairement dessaisie de tout ce qui concerne les inculpés arrêtés, et objets d'une instruction, on continue à faire procéder à des actes d'instruction secrète, que la défense n'a jamais connus.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Ni l'accusation non plus, encore une fois.

M^e HENRY BONNET. — Mais je n'en fais pas un reproche à l'accusation; je constate simplement un fait matériel dont la responsabilité incombe à qui elle incombe, je reconnais très volontiers que, puisque ce n'est pas l'accusation qui a fait procéder à cette enquête, elle n'en est pas responsable, mais je m'étonne qu'il ait pu se faire que, dans une instruction criminelle, il y ait eu deux instructions parallèles, dont l'une faisait des actes d'investigation qui n'étaient pas communiqués à la défense! Il est possible que, si l'enquête avait donné des résultats défavorables à l'accusé, la Cour de Cassation aurait transmis les résultats de cette enquête.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — C'est à la Cour de Cassation qu'il faut le demander, ce n'est pas à nous.

M^e HENRY BONNET. — Il est intéressant pour la défense que ce fait soit constaté.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien de l'accusé ici présent que vous avez entendu parler?

M. LARIVIÈRE. — Oui, mon Général.

Le témoin est autorisé à se retirer définitivement.

M^e AUFFRAY. — Nous arrivons aux purs témoins de moralité. Nous avons déjà entendu les témoins de moralité de M. le colonel Rollin; on a entendu M. Krantz, M. Maurice Paléologue et M. le lieutenant-colonel Burckhardt. Nous allons entendre, si vous le voulez bien, M. le général Durand, M. le général Pelletier, et M. le lieutenant-colonel Dufour.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous faire entrer M. le général Durand?

M. le général Durand

Léon-Charles-Eugène, 58 ans, général de division disponible.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE GÉNÉRAL DURAND. — Je connais l'accusé François.

M^e CHENU. — Le général Durand vient de dire qu'il connaissait le capitaine François. Je vous prierai de vouloir bien lui demander ce qu'il pense de son caractère, de sa probité, dans le sens le plus exigeant du mot, de son esprit militaire et de sa façon de servir en général ?

M. LE GÉNÉRAL DURAND. — J'ai eu le capitaine François sous mes ordres, depuis le commencement de 1893 jusqu'au mois de février 1897, époque à laquelle j'ai quitté mes fonctions de chef d'Etat-Major de la 29^e division à Nice.

Le capitaine François était d'abord stagiaire à mon Etat-Major. A la suite d'un incident que je n'ai pas à rappeler ici, je fus chargé de constituer à Nice un Service de Renseignements ; ne pouvant pas me charger de l'organisation de ce service avec les seuls officiers de mon Etat-Major, je demandai un officier de supplément, et je pris le capitaine François, qui était déjà à mon Etat-Major, pour l'organisation de ce service spécial. J'ai donné des notes au capitaine François que ma conscience d'homme et de chef me dictait. Je n'ai pas à les rappeler : mais, cependant, si le Conseil désire que les résume, je puis le faire.

M^e CHENU. — Si vous voulez bien, mon Général ?

M. LE GÉNÉRAL DURAND. — Le capitaine François m'est toujours apparu comme un des officiers les plus intelligents, ouvert à toutes les conceptions, esprit fin, délié, apte à toutes les combinaisons de l'esprit et fécond en ressources : comme caractère, la plus grande loyauté, beaucoup de sympathie.

Le capitaine François, en prenant ses fonctions, a trouvé zéro dans le service institué à Nice. Quand j'ai quitté mes fonctions de chef d'Etat-Major, le capitaine François recevait du ministre une lettre de remerciements pour les travaux considérables qu'il avait faits ; je n'ai pas besoin de vous dire que ceci a été donné sur les rapports que j'ai faits

moi-même, et que les travaux considérables qu'a faits le capitaine François sont tout à son honneur.

Je n'ai donc eu qu'à me féliciter à la fois du zèle et du dévouement du capitaine François. Je n'ai pas revu le capitaine François depuis sept ans et demi, jusqu'au jour où je suis venu ici, devant le Conseil de Guerre, le jour de l'appel. Mais le capitaine François n'a jamais oublié son ancien chef; chaque année, il m'a envoyé son souvenir; et moi-même, quand il eut le malheur de perdre sa mère, je lui ai envoyé mes sentiments de condoléances et d'affection.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler?

M. LE GÉNÉRAL DURAND. — C'est du capitaine François. Je pourrais ajouter que le capitaine François avait à sa disposition les mensualités qui nous étaient envoyées par le Service des Renseignements du Ministère; il inscrivait d'une façon régulière ses dépenses, ou celles que j'étais parfois obligé de faire moi-même. Le compte rendu en était fait par un bordereau mensuel arrêté chaque mois et envoyé au Ministère, et quel que soit le chef du Service des Renseignements, jamais il ne nous a été fait d'observation; jamais je n'ai rien eu à reprocher au capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement, messieurs les défenseurs, vous n'avez plus de questions à poser?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Je n'ai qu'à remercier mon général de sa déposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Mon Général, vous pouvez vous retirer.

M. le général Pelletier

Etienne-Anatole, 57 ans, général de brigade.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés?

M. LE GÉNÉRAL PELLETIER. — Je connaissais le capitaine François, mais pas avant les faits qui lui sont reprochés, je le connais depuis le mois d'août de l'année dernière.

M^e CHENU. — Le capitaine François est officier d'ordonnance de M. le général Pelletier, il nous a donc paru que

M. le général Pelletier était plus qualifié que tout autre pour donner au Conseil des renseignements sur le caractère, la probité, la loyauté, l'esprit militaire du capitaine François.

M. LE GÉNÉRAL PELLETIER. — Lorsque j'ai pris le commandement de la 51^e brigade d'infanterie, j'ai pris naturellement connaissance des notes des officiers directement sous mes ordres, et en particulier de celles du capitaine François. Ces notes sont excessivement élogieuses, je crois qu'on les a lues ici. Dans toutes les positions qu'il a occupées, aussi bien dans les corps de troupe qu'à la division de Nice, au Service des Renseignements qu'à la 51^e brigade, ses chefs ont été unanimes à le reconnaître comme un officier remarquable, comme un officier d'avenir.

Lorsque j'ai pu voir à l'œuvre le capitaine François, j'ai corroboré les excellentes notes qui lui avaient été données précédemment. Il y a quelques mois encore, j'ai pu ajouter à son feuillet de personnel une lettre de félicitations que le ministre lui avait adressée à propos de conférences faites par lui aux dispensés de la 25^e division, conférence remarquable, et qui avait pour sujet la patrie et l'armée.

Je puis dire, cela se réfère peut-être un peu à l'affaire qui nous occupe, je puis dire que j'estime que le capitaine François est absolument incapable de commettre un acte ou de faire quoi que ce soit de nature à tromper la confiance de ses chefs. Je crois avoir ainsi répondu à la question qui m'était posée.

M^e CHENU. — M. le Président, voulez-vous demander encore à M. le général Pelletier si, dans la vie militaire de chaque jour, il lui a paru que son officier d'ordonnance eût la hantise de l'affaire Dreyfus, ou tout autre idée pouvant compromettre le fonctionnement normal de son service ?

M. LE GÉNÉRAL PELLETIER. — Du tout, le capitaine François s'occupait de l'affaire Dreyfus chaque fois qu'il y avait quelque chose ressortissant de l'affaire Dreyfus ; il s'en occupait, parce qu'il connaissait une partie de cette affaire, mais son service ne s'en ressentait pas, et ce n'était pas là une hantise.

M^e CHENU. — Lorsque le capitaine François a eu déposé devant la Cour de Cassation, a-t-il eu l'occasion de parler de sa déposition au général Pelletier ? Ne lui a-t-il pas parlé notamment de la partie de son interrogatoire qui avait porté

sur cette dépense de 25.000 francs qu'il déclarait avoir oubliée?

M. LE GÉNÉRAL PELLETIER. — Parfaitement. Lorsque le capitaine François est revenu de Paris, il m'a dit qu'il était enchanté de sa déposition devant la Cour de Cassation, mais qu'il était moins satisfait de la fin de sa déposition devant M. Atthalin. Il m'a expliqué, je crois que mes souvenirs sont assez précis pour l'affirmer, ceci : « C'est une chose assez bizarre que je ne me sois pas rappelé cette affaire de 25.000 francs. Si cette somme de 25.000 francs avait été donnée pour l'achat de documents, je me rappellerais certainement la sortie d'une somme aussi considérable ; néanmoins, ajouta-t-il, même maintenant je ne me le rappelle plus. »

M^e CHENÜ. — C'était très peu de temps après sa déposition devant la Cour de Cassation?

M. LE GÉNÉRAL PELLETIER. — A sa rentrée.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas de questions à poser? Capitaine François, vous n'avez pas d'observation?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien du capitaine François ici présent que vous avez parlé?

M. LE GÉNÉRAL PELLETIER. — Oui.

Le général Pelletier est autorisé à se retirer définitivement.

M. le colonel Dufour

*Flavien-Marie, 47 ans, lieutenant-colonel, commandant
l'Ecole Normale de Tir au camp de Châlons.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés?

M. LE COLONEL DUFOUR. — Il y a onze ans que je connais le capitaine François, qui est mon ami. J'ai connu autrefois le lieutenant-colonel Rollin, quand il était professeur adjoint de géographie à Saint-Cyr, il y a vingt-cinq ou vingt-six ans ; je ne l'ai pas revu depuis. Je ne connais pas le capitaine Dautriche. Quant au capitaine Mareschal, je l'ai aperçu une fois, mais je ne le connais pas personnellement.

M^e CHENU. — Je vous prie de demander à M. le colonel Dufour, qui connaît le capitaine François, ce qu'il pense de son caractère, de sa loyauté, de sa probité, de sa façon de servir, d'une façon générale, et, d'une façon plus spéciale, je prierai M. le colonel Dufour de nous dire s'il croit le capitaine François capable de détourner les fonds d'un service qui lui serait confié pour les employer à des machinations telles que : achat de faux témoins, séquestration de femme, constitution de masse noire, établissement de fiches politiques, livraison d'agents français à l'étranger.... et j'en oublie, sans doute.

M. LE COLONEL DUFOUR. — C'est au mois de janvier 1893 que j'ai fait la connaissance du capitaine François à l'Etat-Major de la 29^e division, à Nice. Je suis forcé d'entrer dans certains détails sur mes relations avec le capitaine François pour prouver que je le connais bien et que, lorsque je donnerai mon avis sur lui, ce sera l'avis d'un homme qui parle de quelqu'un qu'il connaît à fond.

Le capitaine François vint comme stagiaire à l'Etat-Major à Nice en 1893. Je restai avec lui pendant quelques mois, et je fus frappé, travaillant dans le même bureau que lui, de son aptitude extraordinaire à tous les travaux dont on le chargeait, quels que fussent d'ailleurs ces travaux d'Etat-Major. Je quittai l'Etat-Major de Nice pour aller dans un régiment. Un an après, le capitaine François fut mis au Service des Renseignements, à Nice, service que l'on créait, car je puis certifier que, lors de la création du service, on livra simplement au capitaine François une table et un crayon. Quand il est parti, quatre ans après, je puis le certifier également, on avait des armoires pleines de documents sérieux, recoupés, qui s'adressaient, non seulement au service de la Guerre, mais aussi au service de la Marine, documents que je ne connais pas en détail, attendu que ce n'était pas mon affaire de les connaître ; mais je sais que le général commandant le 15^e corps chargea à plusieurs reprises le capitaine François de récapituler ce qu'il pouvait y avoir dans ces documents de nature à être communiqué aux officiers. Alors furent distribués par l'Etat-Major du 15^e corps d'armée aux corps de troupes toute une série de documents confidentiels, c'est-à-dire à garder pour soi, sur lesquels était mise cette inscription : « A communiquer aux officiers et pouvant faire l'objet de conférences dans les corps de troupes ».

J'ai été nommé, ensuite, professeur à l'Ecole Supérieure de Guerre. Comme je savais que mon ami le capitaine François connaissait fort bien les Alpes, puisque c'était son service, j'entrai en relations avec lui. Nous avons fait ensemble des reconnaissances dans les Alpes, dans deux régions, marchant tous les deux le bâton à la main....

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas besoin de connaître les détails du Service des Renseignements.

M. LE COLONEL DUFOUR. — Je n'ai pas l'intention d'en parler. Un jour, comme professeur à l'Ecole de Guerre, je me suis embarqué à bord d'une escadre d'évolution ou d'un bateau de guerre et, ayant été appelé à demander certains renseignements, je constatai au bureau que les documents qui se trouvaient dans ce bateau étaient ceux qui avaient été faits par le capitaine François. Aussi je m'explique les nombreuses lettres de félicitations qu'il a reçues du ministère de la Marine, pendant qu'il était chef du Service des Renseignements. Bien qu'étant ici, je l'ai peu vu, car il était trop absorbé par son service. Mais je puis dire qu'à peine nommé capitaine au 16^e, il m'écrivit en me disant : « J'ai un métier bien plus intéressant que celui que j'avais à faire à Paris. Je vais m'occuper de ma troupe, de mes hommes ; je suis frappé des heures d'inactivité après le service. Envoyez-moi des livres, je veux leur créer une bibliothèque de compagnie ». Je lui envoyai une quinzaine de livres, il s'adressa aussi à d'autres amis, et il créa, pour ses soldats, une bibliothèque dans sa compagnie.

Quelque temps après, c'étaient bien des conférences le soir, à la salle de réunion. Voilà comment il s'occupait de ses hommes !

Peu après, on le mit au peloton des dispensés ; nous convenons ensemble, lui et moi, de faire un programme, nous faisons ce programme, et c'est lui qui le remplit ; il comportait 22 conférences ou instructions ; tout ce travail a été fait par le capitaine François en un hiver ; c'est à la machine à écrire que les conférences sont rédigées, le travail pourrait être presque imprimé. Il est inutile que je cite les titres, mais cela éclairerait le Conseil sur les idées du capitaine François.

M. LE PRÉSIDENT. — Tenez-vous à entrer dans ce détail, messieurs les défenseurs ?

M^e CHENU. — Il n'y a pas, je crois, d'inconvénient, il n'y a rien de secret.

M. LE PRÉSIDENT. — Citez-en un ou deux.

M. LE COLONEL DUFOUR. — En ce qui concerne l'histoire, la première conférence avait pour titre : Duguesclin, soldat féodal ; la 2^e Turenne, soldat de la Monarchie ; la 3^e Hoche, soldat de la Révolution ; la 4^e Bugeaud, soldat administrateur ; la 5^e Lepic, soldat du 2^e Empire ; la 6^e Gallieni, soldat réformateur. Voilà comment il récapitulait l'histoire militaire de notre pays, devant ces jeunes gens.

Entre temps, nous nous occupions, le capitaine François et moi, de préparer une loi sur le recrutement. Nous avons fait ce travail en 120 articles, avec rapport à l'appui, elle est prête, je dirai qu'elle est, dans un sens, beaucoup plus démocratique que le projet de loi soumis au Parlement.

Enfin, au mois de février dernier, allant voir un de mes parents malades dans le Midi, je m'arrêtai à Lyon pour voir le capitaine François, et savoir ce qu'il devenait ; il avait découvert qu'en Auvergne existait autrefois une école d'oratoriens, chargée de l'instruction militaire, et que la bibliothèque de cette école avait été transportée à la bibliothèque de Lyon ; il était allé voir, il avait enlevé la poussière qui recouvrait ces vieux papiers, trouvé des lettres fort intéressantes, des études sur Frédéric II, cela l'avait mis en goût d'écrire l'histoire de Frédéric II ; il avait fait un livre de 400 pages, sur ce sujet ; le 2^e volume était tout préparé.

Voilà, Monsieur le Président, comment je connais le capitaine François, je me demande si c'est l'homme dont l'esprit est obsédé d'une hantise, je me demande si, au milieu de tous ses travaux, il est possible que son esprit ait été constamment sous le poids d'une crainte, d'un reproche que sa conscience lui aurait fait.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas de questions à poser ?

M^e CHENU. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a l'audience de huis-clos ?

M^e BONNET. — Nous aimerions mieux nous expliquer à l'audience publique.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a le rapport du 6 septembre 1899, et la question des fiches.

M^e AUFRAY. — Et la question Austerlitz ?

M^e HENRY BONNET. — Si je ne puis m'expliquer en audience publique d'une façon complète, je demande à le faire à huis-clos, quoique je le regretterai beaucoup.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a des points que nous ne pouvons aborder en audience publique...

M^e HENRY BONNET. — La question des documents, qui me paraît indispensable, ne peut être étudiée en audience publique.

M. LE PRÉSIDENT. — Voilà trois points, y en a-t-il d'autres ?

M^e AUFFRAY. — Il n'y a pas d'observation sur la question d'Austerlitz et sur le mémoire du 6 septembre. En ce qui concerne les fiches, à la demande particulière de M. le lieutenant-colonel Rollin, en service au moment où la dernière fiche a été constituée, nous nous demandons si on ne pourrait pas mettre ces fiches à la disposition des inculpés avant le huis-clos, afin qu'ils les examinent.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous les avez lues ?

M^e AUFFRAY. — Non.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne peut y avoir d'inconvénients. Alors nous traiterons ce soir la question du rapport du 6 septembre.

M^e HENRY BONNET. — Et la question Austerlitz ?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'aurons pas le temps. Je comptais que demain samedi nous finirions le huis-clos, et que lundi on reprendrait l'audience publique.

M^e BONNET. — Je ne m'expliquerai à huis-clos que sur ce qui est absolument nécessaire.

M^e AUFFRAY. — Il est donc acquis que ces messieurs pourront prendre connaissance des fiches avant le huis-clos.

M. LE PRÉSIDENT. — Leurs défenseurs. Y a-t-il des conclusions à déposer pour le huis-clos ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je tiendrais à ce qu'il restât dans le plumeau la nomenclature nette des points que nous traiterons à huis-clos.

M^e AUFFRAY. — Question Austerlitz, mémoire du 6 septembre, question des fiches.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous rendrons le jugement sur le huis-clos à la reprise de l'audience.

L'audience est suspendue à 2 heures 40.

Elle est reprise à 2 heures 55.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Commissaire du Gouvernement avez-vous encore besoin de M. Hennion ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — M. Desvernines est-il là ?

M. HENNION. — Je ne l'ai pas vu ; dans tous les cas, je ne pourrais pas le remplacer.

M^e AUFFRAY. — M. Hennion sait-il quelque chose sur les fiches ?

M. HENNION. — Rien du tout.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Hennion, vous pouvez vous retirer. Voulez-vous voir après M. Desvernines, et nous l'envoyer ?

M. HENNION. — Je vais le faire.

M^e AUFFRAY. — Permettez-moi de vous signaler l'importance d'un document que nous avons demandé à la Cour de Cassation ou plutôt que vous avez bien voulu demander vous-même ; il s'agit de la déposition de M. Moutier.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Toutes les pièces dont on était convenu ont été demandées.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous attendons la déposition du capitaine François devant la Cour de Cassation.

M^e AUFFRAY. — Voici l'intérêt de la déposition de M. Moutier : dans le corps de cette déposition, il y a, paraît-il, des lettres de M. Mathieu, qui viennent éclairer la lettre qui a été versée au débat par M. le commandant Targe ; il serait très intéressant pour le Conseil de la voir avant le réquisitoire de M. le Commissaire du Gouvernement.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Vous avez demandé un certain nombre de documents, et il a été donné communication à la défense de ceux que M. le Président a demandés en vertu de son pouvoir discrétionnaire ; la déposition de M. Moutier n'a pas été demandée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne le crois pas.

M^e AUFFRAY. — Je signale au Conseil l'intérêt particulier que présente pour nous cette déposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Je doute que nous l'ayions en temps opportun, puisque nous n'avons pas encore les documents qui ont été demandés il y a trois ou quatre jours.

M^e AUFFRAY. — Voici la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons : M. le commandant Targe, qui a, de par ses fonctions, la liberté d'étudier les dossiers tant de la Cour de Cassation que du ministère de la Guerre et du Conseil de Guerre, apporte un dossier de l'un à l'autre, et nous, quand nous essayons d'éclairer une des pièces apportées par M. le commandant Targe, il y a toujours des retards, et quelquefois des refus.

M^e HENRY BONNET. — Je me permets de rappeler que j'ai demandé s'il serait possible d'avoir communication de l'enquête de M. Hennion; il me paraît démontré qu'elle a bien porté sur la personnalité de M. le capitaine Mareschal. Par conséquent, c'est une pièce qui appartient certainement à la défense et à l'instruction.

M. LE PRÉSIDENT. — La question a été réglée pour toutes les pièces qui ont été demandées; quant à la déposition *in extenso* du capitaine François, je l'attends.

M^e AUFFRAY. — Je signale au Conseil — le Président usera ou non de son pouvoir discrétionnaire — l'intérêt que nous attachons à une partie de la déclaration de M. Moutier.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai été obligé de faire un triage, parce que vous aviez demandé énormément de pièces.

M^e AUFFRAY. — Lorsque j'ai exposé, au nom de mes confrères et au mien, les raisons qui nous faisaient demander certaines pièces, je ne savais pas l'intérêt particulier de la déposition de M. Moutier.

M. le général Pamard

Ernest-Antoine-Augustin, 62 ans, général de division.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés?

M. LE GÉNÉRAL PAMARD. — Je les connaissais tous les quatre.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelles questions, Messieurs les défenseurs?

M^e HENRY BONNET. — Je vous demanderai de vouloir bien prier M. le Général Pamard de nous dire ce qu'il pense du capitaine Mareschal.

M. LE GÉNÉRAL PAMARD. — J'ai connu le capitaine Mareschal, une première fois à l'Ecole de Guerre, il y a dix ans. Je l'ai retrouvé il y a deux ans, sous mes ordres. Je le considère comme un officier digne de tous les éloges à tous les points de vue, et comme incapable de faire, de sa propre initiative, un acte qui soit condamnable; je le considère plutôt comme un timide que comme un officier allant de l'avant. Tel est mon sentiment absolu sur le capitaine Mareschal.

Je crois devoir ajouter que je suis tout à fait peiné et ému de le voir avec ses trois camarades sur ces bancs, et de penser qu'ils sont en prison, et pourquoi ? Pour des irrégularités dans la comptabilité des fonds secrets ! Or, j'ai été assez longtemps chef de cabinet pour savoir qu'il n'y a qu'une seule comptabilité de fonds secrets, et que le ministre qui a reçu ces fonds en reçoit décharge du Président de la République, seul, tous les ans. Le ministre délègue une part de ses pouvoirs aux officiers dans lesquels il a confiance, et le seul qui puisse réclamer quelque chose à ces officiers, c'est le ministre qui a confié une partie de ces fonds à ces officiers et qui les considère comme responsables devant lui. Si le ministre ne leur demande rien, je considère ces officiers comme absolument libérés, comme le ministre lui-même doit se considérer libéré par le quitus qui lui est donné tous les ans par le Président de la République.

M. LE PRÉSIDENT. — Pas d'autres questions, Messieurs les défenseurs ?... Monsieur le Commissaire du Gouvernement ?... Messieurs les Juges ?... C'est bien des accusés ici présents que vous avez entendu parler ?

M. LE GÉNÉRAL PAMARD. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Capitaine Mareschal, avez-vous quelques observations à présenter ?

M. LE CAPITAIN MARESCHAL. — Non, mon Général.

M. LE PRÉSIDENT. — Colonel Rollin ?... Personne ? Mon Général, vous pouvez vous retirer.

M. le commandant Briant

François-Amédée-Louis, 48 ans, chef de bataillon, chef d'Etat-Major à l'Etat-Major de la 39^e division.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE COMMANDANT BRIANT. — J'ai connu M. Mareschal, qui était sous mes ordres, à l'Etat-Major de la 39^e division.

M^e HENRY BONNET. — Je demanderai à M. le Président de vouloir bien prier M. Briant, qui était le chef direct du capitaine Mareschal, de nous dire ce qu'il en pense, et, d'une façon générale, ce qu'en pensent tous ceux qui l'ont connu.

M. LE COMMANDANT BRIANT. — Le capitaine Mareschal est arrivé en même temps que moi à l'Etat-Major, et nous avons vécu pendant deux ans dans la plus grande intimité, en collaboration journalière, nous voyant à toute heure du jour. J'ai pu l'apprécier, je l'ai toujours considéré, et je le considère encore, comme un excellent officier, sous tous les rapports. C'est un homme très droit, absolument honnête, d'une très grande honorabilité aussi bien au point de vue professionnel qu'au point de vue privé. J'ai pour lui la plus grande estime; je n'ai jamais eu dans mon service aucune observation à lui faire.

J'ajoute que je le crois plutôt timide en affaires. Toutes les fois qu'il s'agissait d'une question, même peu importante, il se croyait obligé de venir nous soumettre les minutes de notes même insignifiantes. Je ne connais rien de l'affaire, mais je suis convaincu que ce n'est pas un homme à avoir pris quoi que ce soit sur lui. Il a pu exécuter les ordres qu'on lui a donnés, mais je suis certain qu'il a assez de caractère pour ne pas exécuter un ordre malhonnête.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous d'autres questions à poser, Messieurs les défenseurs?

M^e HENRY BONNET. — M. le commandant Briant voudrait-il nous dire si, lorsque le capitaine Mareschal a été entendu par la Cour de Cassation, les 7 et 9, à son retour à Toul, il n'a pas parlé de sa déposition et de son manque de mémoire, en indiquant dans quelles conditions il aurait pu ne pas se souvenir de la question qui lui était posée?

M. LE COMMANDANT BRIANT. — En revenant de la Cour de Cassation, le capitaine Mareschal m'a, en effet, raconté ce qui s'était passé, il m'a dit qu'il était entré dans une grande salle où il y avait des conseillers rangés autour, qu'on l'avait mis là au milieu de la salle, qu'on lui avait posé des questions, qu'il était venu là pour exposer ce qui s'était passé en raison du réquisitoire de M. le Procureur général, qu'il croyait pouvoir s'expliquer, et qu'il avait été considéré en quelque sorte comme un accusé. Il m'a dit qu'il avait été tout à fait interloqué, si j'ose m'exprimer ainsi, et qu'il s'était troublé. Il a ajouté : « J'ai confondu une entrevue avec une autre, bref, j'ai certainement dit des inexactitudes. » Je me rappelle fort bien qu'en revenant de la Cour de Cassation il m'a dit cela dans mon bureau.

M^e HENRY BONNET. — Le capitaine Mareschal n'aurait-il pas dit que, pour que ses souvenirs pussent être précis, à cinq ans de distance, il aurait fallu qu'il revît le dossier Austerlitz ?

M. LE COMMANDANT BRIANT. — Si, il m'a dit : « J'ai demandé à revoir le dossier Austerlitz, mais quand on l'a apporté, les pièces sur lesquelles je pouvais faire fonds ne s'y trouvaient pas. »

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous d'autres questions à poser ?

M^e HENRY BONNET. — Aucune.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Commissaire du Gouvernement, avez-vous des questions à poser ?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Aucune.

M. LE PRÉSIDENT, *au témoin*. — C'est bien du capitaine Mareschal, ici présent, que vous avez entendu parler ?

M. LE COMMANDANT BRIANT. — Oui, mon Général.

J'ai encore un mot à ajouter. Je tiens à expliquer au Conseil mes regrets pour une irrégularité que j'ai commise involontairement : lorsque le dossier du personnel du capitaine Mareschal m'a été envoyé...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous l'avez noté au 1^{er} octobre.

M. LE COMMANDANT BRIANT. — Oui.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne n'a fait d'observation : ni l'accusation, ni la défense.

M. le capitaine Kahn

Oscar, 40 ans, capitaine au 160^e régiment d'infanterie.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE CAPITAINE KAHN. — Je connaissais le capitaine Mareschal.

M^e HENRY BONNET. — M. le capitaine Kahn est un camarade du capitaine Mareschal, je tiens à lui demander de vouloir bien dire en deux mots au Conseil ce qu'il pense de son camarade Mareschal.

M. LE CAPITAINE KAHN. — Je suis très flatté d'avoir l'honneur d'apporter ici un témoignage d'amitié et de bonne camaraderie pour le capitaine Mareschal, témoignage basé

sur sa droiture, sur sa loyauté, et sur son grand esprit de tolérance et qui lui permet d'avoir autour de lui un grand noyau de camarades.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien de l'accusé ici présent que vous avez voulu parler ?

M. LE CAPITAINE KAHN. — Oui.

(Le témoin est autorisé à se retirer).

M. Robinet

*Louis-Georges, 49 ans, capitaine adjudant major
au 156^e d'infanterie.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissiez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. LE CAPITAINE ROBINET. — Je connaissais le capitaine Mareschal.

M^e HENRY BONNET. — Je vous demanderai, Monsieur le président, de vouloir bien poser la même question au capitaine Robinet, qui est un camarade du capitaine Mareschal, c'est-à-dire ce qu'il pense de son camarade au point de vue de la droiture et du caractère.

M. LE CAPITAINE ROBINET. — Mon général, j'ai assez vécu dans l'intimité du capitaine Mareschal, soit dans le service, soit dans les relations particulières que j'ai eues avec lui et avec sa famille, pour avoir la conviction profonde que c'est un honnête homme, un homme droit et loyal.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien de l'accusé ici présent que vous avez voulu parler ?

M. LE CAPITAINE ROBINET. — Oui.

(Le témoin est autorisé à se retirer).

M^e AUFFRAY. — Il reste à entendre trois témoins de moralité de M. Dautriche, le général Chambert du cadre de réserve, le colonel de Castelnau et M. Charles Chamberlan, sous-directeur de l'institut Pasteur.

M. Chambert

Léon, Joseph, 69 ans, général de brigade du cadre de réserve.

M^e AUFFRAY. — Monsieur le président veut-il demander à M. le général Chambert dans quelles conditions il a connu M. Dautriche, et ce que, d'une façon générale, il pense de son caractère et de sa probité ?

M. LE GÉNÉRAL CHAMBERT. — Quand je suis arrivé à la place de Paris, comme colonel, dans les premiers mois de 1887, j'ai eu une longue conversation avec mon prédécesseur, le général Fèbvre. Il me mit au courant de tous les petits détails que l'on ne trouve pas dans les notes des officiers que j'allais avoir sous mes ordres, et il m'a renseigné d'une manière très précise et très soignée. M. Dautriche était à cette époque à l'Etat-major de la Place de Paris. Je ne me rappelle pas en quels termes le général Fèbvre m'en a parlé, mais il l'a fait dans des termes tels que j'ai tenu M. Dautriche comme un homme en qui on pouvait avoir confiance, sous tous les rapports... M. Dautriche n'a jamais trompé cette confiance pendant tout le temps que je suis resté à l'Etat-major de la Place. J'ai pu juger M. Dautriche dans la position qu'il occupait à l'Etat-Major de la place comme archiviste. Il n'est pas possible qu'un chef ne voie pas très en détail le caractère de son subordonné. On a affaire tous les jours avec lui, il vous présente des affaires et, si sa conscience peut être quelquefois en défaut, on s'en aperçoit forcément bien vite. Je n'ai jamais pu prendre celle de M. Dautriche en défaut, je puis l'affirmer. M. Dautriche est un honnête homme, je l'atteste, et je ne puis me défendre d'un grand étonnement de le voir assis sur le banc des accusés, et surtout traité comme si c'était déjà un coupable, attendu qu'il a déjà subi, par la prison préventive, une peine qui correspond à un délit important. Je ne vois pas que j'aie autre chose à vous dire.

M. de Castelnau

*Edouard, 53 ans, colonel,
commandant le 37^e régiment d'infanterie.*

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés avant la poursuite qui est exercée contre eux ?

M. LE COLONEL DE CASTELNAU. — Oui, mon général, je les connais tous les quatre, ce sont des amis à moi.

M^e AUFFRAY. — Je prie Monsieur le président de vouloir bien poser à M. le colonel de Castelnau, qui a eu particulièrement M. Dautriche sous ses ordres, la question de savoir ce qu'il pense de son caractère, de sa probité, et en particulier de ses aptitudes.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous répondre à ces questions ?

M. LE COLONEL DE CASTELNAU. — Mon général, immédiatement avant d'être affecté au Service des renseignements, M. Dautriche servait directement sous mes ordres au premier bureau de l'Etat-major de l'armée, en qualité d'archiviste, à l'époque où j'étais successivement sous-chef et chef du premier bureau. J'ai donc vu de très près M. Dautriche et je l'ai toujours considéré comme un serviteur modèle, aussi modeste que dévoué, scrupuleusement attaché à ses obligations militaires, auxquelles il se consacrait exclusivement et sans compter.

Je l'ai trouvé toujours d'une nature extrêmement droite, poussée même jusqu'à la nature timorée ; dans ses fonctions d'archiviste il apportait une grande régularité, une grande ponctualité et une grande méthode dans ses travaux. Je n'ai jamais eu aucun reproche à lui adresser. Il était même méticuleux, quoique très serviable pour tout le monde.

En résumé, mon général, je considère M. Dautriche comme un parfait honnête homme, incapable de commettre la moindre mauvaise action ou de se prêter à une action douteuse.

En ma qualité d'ancien chef de cet excellent subordonné, je lui donne ici de tout cœur, publiquement, le témoignage de ma haute estime et de mon profond attachement.

C'est tout ce que j'avais à dire, mon général.

M. Charles Chamberlan

53 ans, sous-directeur de l'Institut Pasteur, 82, rue Dutot.

M. LE PRÉSIDENT. — Connaissez-vous les accusés avant les faits qui leur sont reprochés ?

M. CHAMBERLAN. — Je n'en connais qu'un, c'est M. Dautriche.

M^e AUFFRAY. — Dans quelles conditions M. Chamberlan

a-t-il connu M. Dautriche et que pense-t-il de sa moralité, ainsi que des côtés particuliers de son caractère ?

M. CHAMBERLAN. — J'ai connu M. Dautriche il y a environ quatre ou cinq ans : c'était au moment de son mariage et j'ai été le témoin de Mme Dautriche. Depuis cette époque, je suis resté en très bon termes avec M. et Mme Dautriche, je les ai vus très souvent, soit à Paris, soit à la campagne ; M. et Mme Dautriche m'ont même fait le plaisir de venir passer une partie de leurs vacances à la campagne auprès de moi ; par conséquent, j'ai eu occasion de causer fréquemment avec M. Dautriche. Nous n'avons jamais abordé de conversation militaire, mais je puis dire que, dans toutes nos conversations, M. Dautriche m'a fait l'effet d'être un parfait honnête homme sous tous les rapports. Je ne puis donc comprendre en aucune façon que M. Dautriche ait pu manquer à ses devoirs.

M^e AUFFRAY. — Le témoin a-t-il remarqué certains traits particuliers du caractère de M. Dautriche, au point de vue des scrupules, par exemple ?

M. CHAMBERLAN. — Il m'a toujours paru extrêmement scrupuleux et un peu timide, me faisant l'effet d'être un homme cherchant toujours à faire bien et ne paraissant pas toujours satisfait de ce qu'il faisait, croyant devoir faire mieux, cherchant toujours à faire mieux.

LE HUIS-CLOS

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — En vertu des instructions que j'ai reçues, je vous demande d'ordonner le huis-clos, conformément à l'article 113 du Code de justice militaire, pour l'examen du rapport du capitaine François du 6 septembre 1899 et des fiches de renseignements trouvées dans les bureaux de la Section de statistique.

En ce qui me concerne, la discussion sur le dossier Austerlitz pourrait se faire en séance publique. Si les défenseurs estiment qu'il soit nécessaire de l'examiner en huis-clos, je ne fais pas d'objection. La publicité des débats sur différents points pouvant présenter des dangers pour la sûreté de l'Etat, mes réquisitions justifient le prononcé du huis-clos.

M^e HENRY BONNET. — En ce qui me concerne, je serai tout disposé à être d'accord avec M. le commissaire du Gouvernement sur la question du dossier Austerlitz. Je voudrais que cette discussion pût être faite entièrement en audience publique. Seulement, si M. le commissaire du Gouvernement croit que les difficultés qui seront apportées à ma tâche doivent m'empêcher de dire tout ce qu'il est nécessaire de dire pour la défense, il se trompe. Il prendra par conséquent la responsabilité de la nécessité dans laquelle je me trouverai de dire tout ce qui sera utile, de façon que ma conscience ne puisse me reprocher de n'avoir pas dit quelque chose qui était utile à la défense des accusés. Dans cette limite, je m'en rapporte à la sagesse du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez plus rien à ajouter ?

M^e HENRY BONNET. — Je n'ai rien à ajouter. J'estime qu'il me serait presque impossible de ne pas être amené à m'expliquer sur les documents, sur certaines particularités, de nature à éclairer le Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil est assez édifié pour se prononcer ; par conséquent, oui M. le commissaire du Gouvernement dans ses réquisitions, les défenseurs dans leurs observations, je vais consulter le Conseil sur la question qui lui est soumise.

La séance est suspendue.

La séance est reprise à 3 h. 50.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du jugement suivant :

Au nom du peuple Français, ce jourd'hui, 4 novembre 1904, le deuxième Conseil de Guerre du Gouvernement militaire de Paris, délibérant à huis clos, statuant sur les réquisitions du commissaire du gouvernement.

Oùï les défenseurs ;

Le président a posé la question suivante ;

Y a-t-il lieu d'ordonner le huis clos pour examiner ;

1^o. — Le dossier d'Austerlitz ;

2^o. — Le rapport du capitaine François du 6 septembre 1899 ;

3^o. — Les fiches de renseignements trouvées dans les bureaux de la S. S.

Les voix recueillies séparément en commençant par le grade inférieur, le président ayant émis son opinion le dernier ;

Le Conseil :

Considérant que la publicité des débats sur ces différents points pourrait présenter des dangers pour la sûreté de l'Etat;

Déclare à l'unanimité qu'il y a lieu d'ordonner le huis clos ci-dessus spécifié par application de l'art. 113 du Code de Justice militaire ainsi conçu :

Les séances sont publiques, à peine de nullité; néanmoins, si cette publicité paraît dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs, le Conseil ordonne que les débats aient lieu à huis clos. Dans tous les cas, le jugement est prononcé publiquement.

En conséquence, le président ordonne que les assistants évacueront la salle d'audience.

Huissier faites évacuer la salle.

DIXIEME AUDIENCE

7 novembre 1904.

L'audience est ouverte à midi 40.

M. LE PRÉSIDENT. — Les dépositions des témoins ont été entendues, sauf celles de ceux qui n'ont pas répondu à la citation. Les séances de huis-clos sont terminées également. MM. les défenseurs n'ont-ils plus rien à dire? N'ont-ils pas de questions à poser? (*Signes de dénégation sur les bancs de la défense.*)

La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

ABANDON DE L'ACCUSATION

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Messieurs les membres du Conseil, l'information dirigée contre M. le lieutenant-colonel Rollin, MM. les capitaines François et Mareschal, avait été décidée après l'audition de MM. les généraux de Lacroix et Delanne. Ces officiers généraux ayant, dans leurs dépositions à l'audience, modifié sensiblement dans un sens favorable aux accusés celles qu'ils avaient faites à l'instruction, je suis autorisé par l'autorité supérieure à abandonner l'accusation.

Il est bien entendu que, dans ma pensée, la même mesure s'applique à M. Dautriche, dont la culpabilité serait liée à celle des autres officiers.

M. LE PRÉSIDENT. — MM. les défenseurs, désirez-vous prendre la parole?

M^e AUFFRAY. — Non, Monsieur le président, dans ces conditions, nous renonçons à la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors, nous allons suspendre la séance et délibérer.

M^e AUFFRAY. — Nous sommes tellement saisis par cette déclaration que nous aurions besoin, mes confrères et moi, de nous concerter pendant la suspension de la séance.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais, moi-même, je vous avoue que

je suis surpris également et que j'ai besoin de réfléchir à ce que nous avons à faire. Nous allons, si vous le voulez, suspendre la séance pendant une heure.

M^e AUFFRAY. — Oh, Monsieur le président, nous n'avons pas besoin d'une heure, mettons une demi-heure. Si nous ne pouvons pas reprendre la séance dans une demi-heure, nous vous préviendrons.

L'audience est suspendue à midi 45.

La séance est reprise à 3 heures.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à la défense.

DÉCLARATION DE LA DÉFENSE

M^e AUFFRAY. — Messieurs, en présence de l'abandon d'accusation, j'ai l'honneur de donner lecture de la déclaration suivante :

Au nom de la défense, une protestation doit s'élever contre l'accusation dont les quatre officiers ont été victimes. Pour couvrir sa retraite, l'accusation n'a trouvé qu'un motif : elle s'appuie et s'excuse sur ce qu'elle a appelé le changement d'attitude des généraux Delanne et de Lacroix. Nul ne s'y est laissé prendre. Si telle était la vraie raison, du jour où les deux généraux avaient déposé à l'audience, l'accusation eût pu s'apercevoir que son apparent appui lui faisait défaut ; si telle était la vraie raison, l'instruction, qui doit tenir un accusé pour un innocent présumé et non pour un coupable, avait l'impérieux devoir d'amener, par des confrontations qui n'ont jamais eu lieu, des éclaircissements de nature à mettre une fin immédiate à un procès qui n'aurait jamais dû commencer.

Et pourquoi a-t-il commencé ? C'est que, un instant, l'espoir est né que la prévention dirigée contre quatre officiers pourrait fournir à un procès auquel chacun d'eux est demeuré parfaitement étranger, le fait nouveau impatiemment recherché. Il avait suffi que les mensonges d'un trio de misérables espions, traîtres et escrocs se répandissent dans la presse : le sort de quatre hommes honnêtes était résolu. Il fallait établir une relation entre ces mensonges et la gestion de la section des renseignements ; le représentant du ministère de la Guerre s'en charge, et, le 19 mars, déposant à la Cour de cassation une lettre qu'il déclare négligeable, il insinue qu'une grosse dépense a été faite le 16 août 1899 pour Austerlitz sans qu'elle fût justifiée par l'im-

portance des documents achetés, et il reconnaît cependant à l'audience du huis clos, quand le débat touchait à sa fin, qu'il n'avait pas vu ce dossier, dont l'examen a jeté sur toute cette affaire une aveuglante lumière.

Ainsi s'ouvre une instruction viciée dans son origine. Par quelles phases passe-t-elle ? Jamais, du jour où les quatre accusés ont été appelés à s'expliquer, non plus en faisant appel à une mémoire qui peut toujours trahir, mais en consultant les pièces écrites qui ne trompent pas, jamais ils n'ont eu un seul instant d'hésitation et jamais ils n'ont commis une erreur.

On n'en peut dire autant de l'instruction. Le dossier Austerlitz était la base de la prévention, et pourtant on le produit sans classement méthodique ; on ne s'avise de le traduire qu'à la fin de juillet ; on commet dans sa lecture une erreur qu'un enfant aurait évitée, on lit 10.000 là où il est écrit 60.000 de toute évidence ; on expose les accusés à ce qu'un de leurs adversaires officieux leur impute comme argument décisif une erreur qu'il qualifie de faute de lecture, et pourtant l'erreur de lecture n'était pas de leur côté.

L'espoir de l'accusation se reporte sur les expertises. L'expertise en écriture avorte, l'expertise en comptabilité n'emprunte un semblant de consistance qu'à des affirmations tendancieuses et à des erreurs matérielles.

Tout croulait, tout s'effondrait, et c'est alors que l'instruction demande au gouverneur de Paris de déclarer, sans débat public, les officiers à la fois coupables et amnistiés, et de rendre une ordonnance de non-lieu qui, sans recours possible, avait le double effet de créer un fait nouveau destiné à un autre débat, et de déshonorer, sans les entendre, quatre officiers reconnus aujourd'hui irréprochables.

Calcul déjoué, prévisions déçues.

La haute loyauté de M. le gouverneur de Paris a repoussé l'équivoque, et l'audience s'ouvre. L'accusation se cherche et ne se trouve pas. Fidèle à son origine, elle s'attache à poursuivre la découverte d'un fait nouveau ; la subornation de témoins disparaît, et on voit se faire jour, sans relation saisissable avec l'inculpation, et l'affaire Bastian, et la sous réserve du colonel Henry, liquidée dès le premier septembre 1898, et l'arrestation de l'espion Wessel, et la prétendue création de fiches politiques dont l'examen, hors de l'audience publique, a révélé l'inanité. Et il nous faut arriver à l'heure du dénouement pour que M. le commissaire du gouvernement, par le plus inattendu des coups de théâtre, avoue que, depuis la déposition des généraux Delanne et de Lacroix, c'est-à-dire depuis huit jours, l'accusation n'existe plus.

Ainsi, nous en sommes là ! C'est en vain que des hommes se sont appliqués toute leur vie dans les circonstances les plus difficiles et

les plus périlleuses à élever autour d'eux un rempart fait de délicatesse et d'honneur, de soumission à tous leurs devoirs, d'amour ardent de leur métier et de leur pays; il suffira qu'un jour, un soupçon naisse, dont l'éclaircissement paraît profitable au service d'une cause deux fois perdue déjà, et sans plus d'examen, ces hommes échapperont à la protection que leur passé leur devait assurer.

Au fur et à mesure que cette accusation s'effritait, s'écroulait pierre à pierre, tombait en poussière sous les coups d'une discussion publique, si les défenseurs pouvaient s'en réjouir, nous sentions monter dans nos cœurs une tristesse grandissante.

Rien désormais ne la saurait calmer; le jour présent s'enfuit, mais le lendemain qui s'approche ne peut-il pas nous inquiéter? On nous laisse l'espoir que ces hommes, qui vont reprendre, le front haut, et lavés de toute souillure, leur place dans la vie, ne porteront pas la peine de la rétractation solennelle à laquelle a été réduite l'accusation; qu'ils sortent d'ici grandis par l'épreuve injuste qui leur a été infligée. Ils ont servi leur patrie, ils veulent la servir encore. Ils pouvaient prévoir que le service du pays les exposerait un jour à connaître les prisons de l'étranger, ils n'avaient pas prévu que sur leurs talons pourraient jamais se fermer les portes d'une prison française. Ils ont pourtant subi cette douleur et cette honte, la France saura payer la dette que des accusateurs imprudents ont contractée en son nom!

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs les défenseurs, n'avez-vous rien à ajouter?

(Messieurs les défenseurs déclarent qu'ils n'ont rien à ajouter à la déclaration qui vient d'être faite par M^e Auffray.)

M. le commissaire du Gouvernement, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. LE LIEUTENANT-COLONEL RABIER. — Je n'ai rien à ajouter non plus.

M. LE PRÉSIDENT. — Colonel Rollin, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. LE COLONEL ROLLIN. — Mon général, quoi qu'il arrive, je sortirai d'ici la conscience tranquille et la tête haute, comme j'y suis venu. Je sortirai aussi sans haine, parce que la haine est un sentiment indigne d'un soldat. Je puis bien dire pourtant combien m'a été cruel, après 33 ans de service, pendant lesquels j'ai servi mon pays avec passion, de m'entendre accuser de vol. Les tortures morales que j'ai subies

depuis 5 mois avec tristesse et résignation, je les offre à la France et à la République.

M. LE PRÉSIDENT. — Capitaine Dautriche, avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. LE CAPITAINE DAUTRICHE. — Mon général, j'ai été accusé d'un crime, alors que ma conscience était parfaitement tranquille et que mon passé répondait pour moi, mes chefs vous l'ont dit. J'ai été mis d'abord au secret pendant 20 jours.

Depuis cinq mois que je suis arrêté, et cela bien avant les dépositions des généraux Delanne et de Lacroix, jamais je n'ai tant souffert, ni les miens non plus ; enfin, comme le colonel, je n'ai de haine pour personne et je crie toujours : « Vive la France et vive la Patrie ! »

M. LE PRÉSIDENT. — Capitaine Mareschal, avez-vous quelque chose à dire ?

M. LE CAPITAINE MARESCHAL. — Mon général, j'ai été accusé de vol et de détournement. Vous avez bien voulu me dire, et l'accusation l'a dit elle-même, que la probité la plus vulgaire n'était pas en jeu. J'ai dit et je le répète, j'estime qu'il n'y a qu'une sorte de probité, et que ma conscience a été toujours absolument tranquille, n'ayant jamais rien à me reprocher. J'attendais avec la plus entière confiance le verdict des sept juges du Conseil. On a renoncé à l'accusation. Je regrette qu'on ne l'ait pas fait plus tôt et que l'on ait pu laisser planer sur nous pendant 5 mois une accusation aussi déshonorante.

M. LE PRÉSIDENT. — Capitaine François, avez-vous quelque chose à ajouter ?

M. LE CAPITAINE FRANÇOIS. — Mon général, je tiens à protester d'une façon énergique contre les procédés employés à notre égard. Pendant 5 mois, nous avons été l'objet de perquisitions et d'enquêtes, quelques-unes extrêmement vexantes. Notre honorabilité a été mise en doute, qu'il s'agisse de l'honorabilité professionnelle ou de l'honorabilité banale, on nous a traînés deux fois en prison. On nous a tenus, nous et les nôtres, pendant tout ce temps, dans des angoisses terribles. Je proteste contre la façon dont l'accusation croit se tirer aujourd'hui du mauvais pas dans lequel elle s'est mise, lorsqu'elle est venue essayer de nous déshonorer, en demandant pour nous un non-lieu basé sur l'amnistie. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de dire au Conseil, et je maintiens

mon affirmation, que ce que j'ai fait dans le passé, je le referais encore dans les mêmes circonstances.

J'ai la confiance la plus complète dans les sept officiers qui sont mes juges pour me rendre une bonne fois pour toutes mon honneur de soldat.

M. LE PRÉSIDENT. — Je déclare les débats terminés. Que l'on emmène les accusés. Le Conseil va se retirer pour délibérer.

LE JUGEMENT

Au nom du peuple Français,

Ce jourd'hui, 7 novembre 1904, le 2^e Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris, délibérant à huis-clos, le président a posé les questions suivantes :

L'officier d'administration de 1^{re} classe, Dautriche, Grégoire, des services d'Etat-Major et du recrutement, employé à l'Etat-Major de l'armée, est-il coupable de faux, en matière d'administration militaire pour avoir à Paris, postérieurement au 16 août 1899 :

1^{re} question. — Sur le registre dénommé « Carnet de réserve », ajouté, au-dessous de la mention de prélèvement d'une somme de 20.000 francs, la rubrique « documents fournis par Austerlitz » pour ainsi exagérer sciemment les dépenses du service des renseignements d'une somme d'environ 20.000 francs au préjudice de l'Etat ?

2^e question. — Sur le registre dénommé « brouillard » gratté une mention préexistante pour y substituer celle d' « Austerlitz somme complétant 20.000 francs pris à la réserve » et ajouté en interligne la mention « Berg 625 » pour ainsi exagérer sciemment les dépenses du service des renseignements d'une somme d'environ 20.000 francs au préjudice de l'Etat ?

3^e question. — Sur le registre dénommé « journal » ajouté à la suite de la mention « Austerlitz » (documents), celle de « complément de 20.000 francs pris à la réserve » pour ainsi exagérer sciemment les dépenses du service des renseignements d'une somme d'environ 20.000 francs au préjudice de l'Etat ?

4^e question. — Sur le « carnet à souches » ajouté sur le talon d'un reçu, à la suite de la mention « somme 625 francs » celle de « complétant une somme de 20.000 francs prise à la réserve » pour ainsi exagérer sciemment les dépenses du service des renseignements d'une somme d'environ 20.000 francs au préjudice de l'Etat ?

5^e question. — Sur le reçu détaché dudit carnet à souches ajouté après la mention « je reconnais avoir reçu la somme de 5.625 francs »

celle de « complétant une somme de 20.000 francs prise à la réserve, le tout remis à Austerlitz » pour ainsi exagérer sciemment les dépenses du service des renseignements d'une somme d'environ 20.000 francs au préjudice de l'Etat ?

6^e question. — Le lieutenant-colonel breveté Rollin, Nicolas-Paul-Ferdinand-Albert, commandant le groupe des bataillons de zouaves du gouvernement militaire de Paris, est-il coupable d'avoir, à Paris, en août 1899, comme co-auteur, détourné frauduleusement une somme d'environ 20.000 francs appartenant à l'Etat et dont il avait la disposition à raison de ses fonctions ?

7^e question. — Le capitaine breveté François, Marcellin, officier d'ordonnance du général commandant la 51^e brigade d'infanterie, est-il coupable d'avoir, à Paris, en août 1899, comme co-auteur, détourné frauduleusement une somme d'environ 20.000 francs appartenant à l'Etat, et dont il avait la disposition à raison de ses fonctions ?

8^e question. — Le capitaine breveté Mareschal, Henry, de l'Etat-Major de la 39^e division d'infanterie, est-il coupable d'avoir, à Paris, en août 1899, comme co-auteur, détourné frauduleusement une somme d'environ 20.000 francs appartenant à l'Etat et dont il était détenteur en raison de ses fonctions ?

9^e question. — L'officier d'administration de 1^{re} classe, Dautriche, Grégoire, qualifié d'autre part, est-il coupable d'avoir commis le crime de faux en matière d'administration militaire en exagérant, dans le courant de mai 1904, sur le registre dénommé « relevé de comptes des agents », le montant des remises faites à Austerlitz, en y portant, à la date du 16 août 1899, une dépense de 25.000 pour dissimuler le détournement d'une partie de cette somme dans le but de tromper ainsi la justice ?

Les voix recueillies séparément en commençant par le grade inférieur, le président ayant émis son opinion le dernier, le Conseil déclare :

Sur la 1^e question à l'unanimité, non, l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 2^e question : à l'unanimité, non, l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 3^e question : à l'unanimité, non, l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 4^e question, à l'unanimité, non, l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 5^e question, à l'unanimité, non l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 6^e question, à l'unanimité, non l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 7^e question, à l'unanimité, non l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 8^e question, à l'unanimité, non l'accusé n'est pas coupable ;

Sur la 9^e question, à l'unanimité, non l'accusé n'est pas coupable.

En conséquence le Conseil acquitte MM. Dautriche, Rollin, François et Mareschal, de l'accusation dirigée contre eux, et le président ordonne qu'ils soient mis en liberté s'ils ne sont retenus pour autre cause, par application de l'article 136 du code de justice militaire ainsi conçu :

3^e alinéa. — Si l'accusé n'est pas reconnu coupable, le Conseil prononce son acquittement, et le président ordonne qu'il soit mis en liberté s'il n'est retenu pour autre cause.

Enjoint au commissaire spécial du gouvernement de faire donner immédiatement lecture du présent jugement aux acquittés devant la Garde rassemblée sous les armes.

La séance est levée.

APPENDICE

Lettre du lieutenant-colonel Picquart au président du 2^e Conseil de guerre

Le lieutenant-colonel Picquart a adressé au président du deuxième Conseil de guerre la lettre suivante, que le général Bertin a fait immédiatement verser aux débats :

Paris, 3 novembre 1904.

Le lieutenant-colonel en réforme G. Picquart, à M. le général Bertin, président du deuxième Conseil de guerre.

Paris.

Mon Général,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous quelques indications destinées à éclairer et à compléter la partie de la déposition de M. Gribelin, relative aux fiches qui étaient rédigées au Service des Renseignements.

M. le commandant (depuis lieutenant-colonel) Henry était chargé de tenir à jour les fiches des personnes suspectes, au point de vue de l'espionnage et de la trahison. Les éléments de ce travail lui étaient fournis par la Préfecture de police, par la direction de la Sûreté générale, et par les renseignements divers qu'il pouvait recueillir, notamment en ayant recours aux agents placés directement sous ses ordres, parmi lesquels il convient de mentionner le policier Guénée.

Il n'est pas douteux que le lieutenant-colonel Henry n'ait étendu, à mon insu, le champ de ses investigations. Je n'en veux pour preuve qu'un rapport, d'ailleurs mensonger, de Guénée, qui fut établi contre moi, à une époque à laquelle j'étais encore, à Paris, chef titulaire du Service des Renseignements. Ce rapport, qui a été certainement communiqué par Henry à mes chefs hiérarchiques, aussitôt après avoir été rédigé, ne m'a été révélé que deux ans plus tard, après la clôture de l'instruction Tavernier. Il figurait parmi les pièces à ma charge.

Il n'est pas douteux non plus que de semblables pratiques n'aient été depuis longtemps dans les traditions du Service des Renseignements.

En effet, en juin 1895, quelques jours avant que je ne fusse nommé chef de ce service, un ancien officier du bureau, le commandant (depuis colonel) Gendron, me fit connaître l'existence et le contenu détaillé d'un dossier établi contre le général de Galliffet.

Mais c'est en vain que, devenu chef du bureau, je cherchai à me faire présenter ce dossier; il demeura introuvable.

Le souvenir de cet incident est resté nettement gravé dans ma mémoire à cause de l'altercation très vive que j'eus avec Gendron, en lui exprimant mon indignation au sujet de pareilles manœuvres.

Je vous serais reconnaissant, mon général, de porter la présente lettre à la connaissance du Conseil que vous présidez.

G. PICQUART.

ERRATA

- Page 49, ligne 20. — Au lieu de « par » mettre « pour ».
- 63, dernière ligne. — Au lieu de « 50.000 » mettre « 59.000 ».
- 74, ligne 6. — Après « Là encore 2 autres caisses » ajouter :
- « UN DES JUGES. — Dans le grand coffre-fort dont le chef de service avait la clef, en dehors de la caisse B, qu'y avait-il ? »
- « R. — Il n'y avait rien en dehors de la caisse B. Il y avait seulement des documents secrets du chef de service ou autres papiers, mais pas d'argent. »
- 82, ligne 2. — Après « vis-à-vis de mes chefs » ajouter « directs ».
- 93, ligne 16. — Au lieu de « autonomie » mettre « antinomie ».
- 94, ligne 11. — Après « par conséquent » ajouter « ou bien a reçu des ordres pour faire cette inscription, ou... »
- 103, ligne 28. — Au lieu de « 1^{er} » mettre « 16 ».
- 127, ligne 33. — Au lieu de « à l'entrevue du 26 juillet » mettre « à cette dépense ».
- 127, ligne 34. — Au lieu de « 26 juillet » mettre « 27 juillet ».
- 129, ligne 34. — Après « par le 2^e bureau de l'Etat-Major de l'armée » ajouter « Maintenez-vous que vous ayez pu le payer 25.000 fr. dont la moitié à titre d'avance ».

- 136, ligne 32. — Après « de graves inconvénients », ajouter « on a sauté les noms ».
- 138, ligne 18. — Au lieu de « organisé » mettre « réorganisé ».
- 140, ligne 5. — Après « je crois » ajouter « et qui est signé du prénom « E » c'est-à-dire du prénom de la 2^e adresse ».
- 255, ligne 36. — Au lieu de commandant Driant » mettre « commandant Briant ».

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE AUDIENCE

La nomination des juges	1
L'ordre de mise en jugement	5
Appel des témoins	6
Conclusions de la défense	8
Rapport de M. Cassel.	11
Conclusions du lieutenant-colonel Rabier.	36
Interrogatoire de l'archiviste Dautriche.	45

DEUXIEME AUDIENCE

Suite de l'interrogatoire de M. Dautriche.	72
Interrogatoire du capitaine Mareschal.	94

TROISIEME AUDIENCE

Suite de l'interrogatoire du capitaine Mareschal.	138
Interrogatoire du capitaine François	148

QUATRIEME AUDIENCE

Conclusions de la défense.	212
Le capitaine Mareschal.	213
Le capitaine François.	223
Interrogatoire du lieutenant-colonel Rollin.	225
Sur les conclusions de la défense.	251
Les notes des inculpés.	252

Dépositions des témoins :

M. le commandant Targe.	260
---------------------------------	-----

CINQUIEME AUDIENCE

Documents et notifications.	290
M. le colonel Faurie.	301

M. le colonel Hollender.	321
M. le commandant Brissé.	334
M. Camille Legrand	349
M. Flory	355

SIXIEME AUDIENCE

Suite de la déposition de M. Flory.	380
M. le général Delanne	398
M. le général de Lacroix.	418
M. le colonel Hache	433
M. le capitaine Lambling	444
M. le commandant Pierra.	471

SEPTIEME AUDIENCE

Documents divers	476
M. Gribelin	481
M. Cavard.	506
M. Hennion.	524
M. Tomps	533

HUITIEME AUDIENCE

Documents et rectifications.	571
M. France	576
M. Boissière.	278
M. Nogier	593
M. le capitaine Mourier.	603
M. Boucard	614
M. Krantz	615
M. Clémentel.	617
M. Paléologue.	618
M. le lieutenant-colonel Burckhardt.	620
M. le commandant Picart.	622
M. Desvernines.	624
M. Brucker.	632

NEUVIEME AUDIENCE

Documents et rectifications.	638
M. le général de Galliffet.	642
M. le général Metzinger	658
M. Montéran	660
M. Deglas	666
M. Henri Larivière	669

M. le général Durand	672
M. le général Pelletier	673
M. le colonel Dufour	675
M. le général Pamard	681
M. le commandant Briant	682
M. le capitaine Kahn	684
M. le capitaine Robinet	685
M. le général Chambert	686
M. le colonel de Castelnau	686
M. Chamberlan	687
Le huis-clos	688

DIXIEME AUDIENCE

Abandon de l'accusation	691
Déclaration de la défense	692
Le jugement	696

APPENDICE

Lettre du lieutenant-colonel Picquart	699
Errata	791

